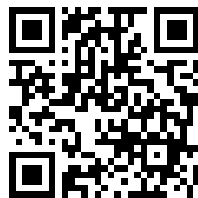

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

STORAGE
C118

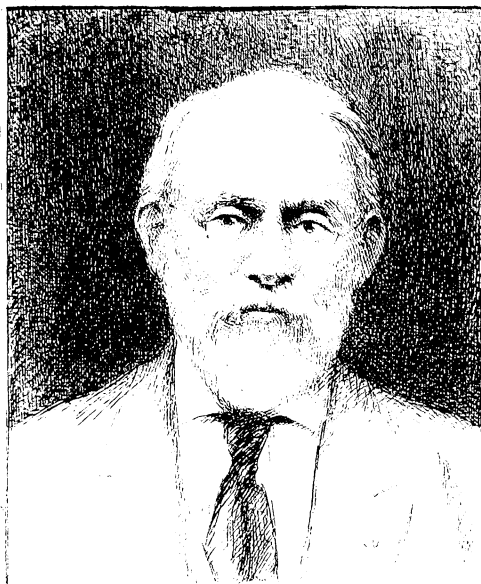
B 50088 9

DC

611

A16

A2



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

DC
611
716
H2

REVUE DE L'AGENAIS

TOME XXXVIII. — 1911.

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

Tome Trente-huitième. — Année 1911



AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

1911



Dunning
Nykoff
10-11-26
13603

LE CHATEAU DE PLÈNESELVE

ET SES SEIGNEURS

La ville d'Agen était entourée jadis d'une série de châteaux, maisons fortes, églises fortifiées qui étaient comme des postes avancés protégeant ses abords. La plupart de dimensions restreintes, munis de tours, créneaux, et machicoulis gardés par quelques hommes d'armes, étaient capables de résister à un coup de main, mais incapables de soutenir un siège de quelque durée. D'autres, au contraire, de vastes proportions, ajoutaient à une position déjà très forte des défenses imposantes.

Les agenais voyaient dans ces différents châteaux de véritables forts avancés, barbacanes et boulevards de leur ville, comme s'expriment les vieilles jurades.

La commune de Bonencontre, pour sa part, en compte plusieurs. Les petits châteaux de Martinet, de Paradou, de Lalande, étaient tout au plus des maisons fortes. C'est dans le manoir de Lalande que l'on transporta les reliques des saints agenais pendant les troubles religieux, au xvr^e siècle. L'église de Sainte-Radegonde avec son clocher surélevé et ses fortifications était, elle aussi, une petite place de guerre. Sur le plateau, près du prieuré Grandmontain de Sainte-Rose du Dèffès se trouvait un autre fort, dont parlent les jurades d'Agen.

Au sommet du pech de Castillou s'élevait au moyen-âge une puissante forteresse. Déjà à l'âge du bronze ce point important était occupé, comme le prouvent les objets antiques que l'on y a découverts. Richard-Cœur-de-Lion assiégea cette forteresse et la détruisit en 1175. Enfin à l'extrémité opposée de cette commune, au nord-est, au-dessus du vallon de Saint-Denis de Lasgoûrgues s'élevaient deux châteaux très forts,

Castelnoubel et Plèneselve. C'est de ce dernier que nous allons nous occuper aujourd'hui, réservant pour un temps prochain l'étude de Castelnoubel.

LE CHATEAU

Le château de Plèneselve est bâti sur un petit promontoire, au commencement du vallon de Saint-Denis. Ce n'est pas comme on l'a dit un simple manoir, mais un véritable château-fort avec enceinte, tours et donjon, fossés et pont-levis.

Lors de sa construction, une forêt immense couvrait le pays, ombrageant les combes profondes et le sommet des coteaux. C'est en plein bois, comme son nom l'indique, que les fondements de Plèneselve furent jetés, *Plena silva*. Les romains d'ailleurs, depuis longtemps, avaient pénétré dans la contrée, et les ruines nombreuses que l'on rencontre dans le vallon, attestent leur passage. Non loin du château de Plèneselve, au nord, une voie romaine traversait le plateau, elle allait d'Agen à Cahors. Dans le pays, on l'appelle le chemin Bruniquel (1), et elle est l'objet de nombreuses légendes.

Ainsi placé, au milieu de la forêt, non loin d'une route encore en bon état ou du moins en usage, Plèneselve fut dès le début une maison d'exploitation agricole, un centre de défrichement. Au ^{xiii}^e siècle, en effet, il est qualifié de villa (2), dans le serment de la baylie de Puymirol, en 1271.

Nous avons eu déjà l'occasion de préciser le sens de ce mot. Par villa, on désignait encore au ^{xiii}^e siècle une maison d'exploitation rurale, renfermant dans son enceinte tout ce qui est nécessaire au travail de la terre. Cette signification est fort ancienne et remonte aux romains.

D'abord entourées d'une palissade en bois, qui défendait les

(1) G. THUOLIN. *Causeries sur les origines de l'Agenais* in *Revue de l'Agenais*, xxiii, p. 45.

(2) *Recueil de la Société des Lettres, Sciences et Arts d'Agen*, 2^e série, t. xiii, p.

habitants contre les entreprises des bandits et les incursions des bêtes fauves, ces villas devinrent, vers le ^{xii}^e et le ^{xiii}^e siècles de vraies forteresses, dont les défenses en pierre offraient plus de sécurité. Plusieurs même, dans la suite, prirent de l'importance et devinrent de véritables châteaux-forts comme Combebonnet, Lafox (1), Plèneselve.

Le château de Plèneselve affecte la forme d'un parallélogramme, dont un côté suit les contours du rocher. Evidemment toutes ses parties ne sont pas de la même époque, l'œil le moins exercé ne saurait s'y tromper. Mais quelle est la partie la plus ancienne, autour de laquelle les autres sont venues se grouper selon les besoins ou les ressources ? Nous allons essayer de l'établir, grâce à un examen minutieux, qui nous a été rendu facile, par les explications précises et très bienveillantes du propriétaire actuel, M. Lussagnet, auquel nous adressons tous nos remerciements.

Au ^{xiii}^e siècle, Plèneselve se composait d'une enceinte et d'une grosse tour carrée élevée sur un rocher isolé du côté du midi, le plus faible de la position. On pénétrait dans ce donjon par une porte fenêtre ouverte à deux ou trois mètres du sol. Chaque étage était orné de meurtrières longues et étroites sans ailerons. L'appareil moyen, très soigné et à joints très vifs, revêt le rocher d'une base en talus. Aujourd'hui le roc a été évidé jusqu'au niveau de la cour, la tour a été démantelée à la hauteur des autres bâtiments, en sorte que, seul l'appareil et les restes d'archères témoignent de sa haute antiquité.

Sur le côté Est, il reste quelques vestiges de l'enceinte qui complétait au ^{xiii}^e siècle le château de Plèneselve. Mais cela ne nous permet pas de soupçonner sa forme, ni son étendue.

Au ^{xv}^e siècle, Plèneselve se transforma et s'agrandit. Autour de ce vieux donjon qui avait résisté au temps et aux guerres anglaises, vinrent se grouper peu à peu d'autres constructions, portant encore la caractéristique de cette époque.

(1) V. notre étude sur Combebonnet, in *Revue de l'Agenais*, xxxvi, p. 481 et *Notes historiques sur Lafox*. Ibid. xxxvii, p. 174.

Contre la face ouest de la vieille tour carrée, du côté où s'ouvrait la porte-fenêtre encore visible, on appuya un vaste bâtiment, dont les murs extérieurs se brisent légèrement en pans coupés, de grandes fenêtres à meneaux croisés, modernes, ont été malheureusement ouvertes dans ce mur. Des machicoulis sur consoles, composées de trois quarts de rond, couronnent cette bâtisse au-dessus du fossé. Le parapet de cet ouvrage de défense est percé de loin en loin de trous ronds, de meurtrières en croix pattées munies dans le bas d'une canonnière.

On avait accumulé, de ce côté, les meilleurs moyens de défense, larges fossés isolant le château, pont-levis, donjon, suite de créneaux, machicoulis, canonnières. Cela était, d'ailleurs nécessaire car le plateau sur ce point dominait la place.

Dans la cour intérieure une tourelle polygonale, servant de cage d'escalier, était adossée à ce corps de logis et donnait accès aux divers étages. La porte de cette tourelle est encadrée de moulures prismatiques. Elle a gardé sa boiserie ancienne garnie de clous à tête saillante et sa vieille serrure fort curieuse.

Cette serrure est encadrée et divisée en quatre compartiments par une torsade. Chacun de ces compartiments est orné d'un réseau de découpures flamboyantes rappelant fort bien les fenestragés du xv^e siècle. Il y a deux entrées de clef, l'une au milieu, l'autre au-dessous, presque aussi large que la serrure.

Cette œuvre de ferronnerie, vraiment curieuse, était dorée, et le propriétaire actuel m'a affirmé qu'un morceau de velours cramoisi s'étendait sous les découpures pour mieux en faire ressortir le dessin.

Sur un des pans coupés de la tourelle, du côté nord, s'ouvre au second étage une jolie fenêtre à meneau croisé, dont les moulures ont beaucoup souffert. A l'intérieur de ce bâtiment on remarque deux ou trois belles cheminées. Sur l'un, au rez-de-chaussée, au xviii^e siècle, on voit le chiffre des Lamouroux de Plèneselve ; sur une seconde, au premier étage, se trouvent des armoiries martelées.



Contre la courtine est, on adossa une construction devenue aujourd'hui une grange. Sur le linteau de la porte, du côté de la cour, un écusson indéchiffrable est soutenu par deux sirènes.

Du même côté, mais à l'extrémité, sur le bord du rocher, s'élevait une tour carrée, dont le rez-de-chaussée était occupé par une chapelle voûtée en croisées d'ogives. La porte en tiers-point est ornée de moulures prismatiques.

Au commencement du ^{xviii}^e siècle, noble Guillaume de Lamouroux, seigneur de Plèneselve, adresse une requête à Monseigneur l'Evêque d'Agen pour demander la permission de faire célébrer les offices dans cette chapelle. Elle est, nous dit ce document, « éloignée et séparée de tous les offices de la maison, bien fermée, blanchie et voûtée, sans qu'elle soit d'aucun usage audit château. De tout temps ses auteurs ont fait célébrer la sainte messe par permission sauf depuis 25 ans » (1).

Du côté nord et du côté ouest, le mur d'enceinte suit la forme du rocher. Contre ce mur sont actuellement adossées des constructions servant à l'exploitation de la propriété. A l'angle sud-ouest, une petite tour carrée a été transformée en pigeonnier.

Au milieu de la façade du sud, s'ouvre un portail desservi jadis par un pont-levis jeté sur le fossé. Plus tard ce pont-levis fut remplacé par un pont fixe et le portail avec ses défenses fut refait au ^{xvii}^e siècle.

C'est également pendant ce siècle que l'on transforma certaines parties du château. A l'intérieur de la cour, contre le bâtiment de l'est, on établit une galerie composée de trois arcs à plein cintre retombant sur deux piliers carrés aux impostes chanfreinés. Un mur bâti en avant du donjon et appuyé à la tourelle d'escalier établissait un passage couvert permettant de se transporter dans tous les appartements à l'abri du mauvais temps. Au premier étage de cette addition s'ouvraient des fenêtres à meneau croisé sans décoration.

(1) Arch. départ. Fonds de l'Evêché, II. 117, 19 juillet 1700.

Au milieu de cette galerie, à moitié encastré dans un mur du xv^e siècle, un escalier à vis très étroit s'enfonce dans le sol. A deux ou trois mètres de profondeur, une galerie voûtée en tiers-point descend par une pente douce, tourne à droite à deux ou trois mètres, puis à gauche et va déboucher un peu plus loin dans une salle carrée. Le long de ce couloir fort étroit on remarque une ou deux feuillures de porte. Le tout est creusé dans le roc vif.

L'acide carbonique m'a empêché de me rendre compte de la disposition de la salle qui termine ce couloir. Le propriétaire m'a assuré qu'elle était carrée, de petite dimension, munie d'une espèce de banc sur le pourtour et d'un trou carré au milieu. Aucune lumière ne parvient dans ce réduit.

Evidemment, on a parlé d'oubliette à la vue de ce souterrain. A ce propos, il n'est peut-être pas sans intérêt de citer, ici, l'opinion de M. Enlart sur les oubliettes.

« Un des cachots inférieurs de Pierrefonds possède, à son centre, un puits profond qui peut avoir été une oubliette, c'est-à-dire une fosse destinée à précipiter et à faire périr les malheureux dont on voulait se débarrasser. C'est le seul exemple vraisemblable que Viollet Leduc ait trouvé parmi les nombreux précipices ou puisards désignés comme oubliettes par la tradition populaire dans un grand nombre de châteaux ; il remarque, du reste avec raison, que les chroniques ne parlent jamais d'oubliettes. Elles mentionnent assez souvent des patients précipités du haut d'une tour, ou noyés, ou morts de faim en prison, et un certain nombre de squelettes enchaînés, trouvés dans ces cachots semblant provenir des victimes de ce dernier procédé. C'étaient là des moyens plus pratiques que les édifices spéciaux dits oubliettes, et qui, s'ils ont existé, ont peut-être été plutôt construits comme moyens de menace et d'intimidation que comme instruments d'exécution sommaire » (1).

Un peu avant ces lignes, le même auteur écrit : « Il existe toutefois du xiii^e au xv^e siècle, des cachots entièrement privés

(1) ENLART. *Manuel d'archéologie française*, t. II, p. 327-328.

de lumière et de ces cachots inférieurs ou culs de basse fosse où l'on ne pénètre que par une ouverture de la voûte, et au château de Cérines (Ile de Chypre), les principales victimes de la politique étaient mises, soit dans un cachot en forme de puits, soit dans d'anciennes carrières de pierre, fosses profondes où l'on ne tardait guère à mourir ; la prison fut trop souvent pour les seigneurs une manière de faire disparaître des personnes dont ils n'auraient pu obtenir la condamnation par leurs pairs ou qu'ils n'auraient osé faire périr ouvertement » (1).

A quel usage a servi le souterrain de Plèneselve ? Est-ce une prison ou un simple silo ? Je serais porté à croire qu'il a pu servir de cachot. L'escalier à vis très étroit, ainsi que le couloir, tout juste assez haut et assez large pour le passage d'un homme moyen qui ne serait chargé d'aucun fardeau, le banc qui fait le tour de la salle, le trou creusé en son milieu et qui aurait pu servir de latrines, tout semble indiquer, en effet, que telle était bien sa destination. Cependant, à défaut d'un examen minutieux, que ne m'a pas permis la présence de l'acide carbonique, je ne saurais me prononcer.

Tel est actuellement l'état de Plèneselve. Un dénombrement de septembre 1662 le décrit ainsi : « La maison noble de Plèneselve consistant en trois salles basses, chapelle voûtée, greniers, cuisine, fours, écuries, chay, chambres hautes. Au couchant et au levant deux grosses tours avec des girouettes. Le tout entouré de murailles, avec une cour dans l'enceinte, un pont de pierre où il y avait autrefois un pont-levis, puits au milieu de la cour, verger, jardin, bois à haute futaie, garrenne, vignes, prés et domaine » (2).

Aujourd'hui les tours de Plèneselve sont démantelées, sa chapelle est devenue l'habitation d'un métayer et ses vastes bâtiments ne serviront plus désormais qu'à une importante exploitation agricole.

J.-R. MARBOUTIN.

(1) ENLART. *Manuel d'archéologie française*, t. II, p. 327.

(2) Arch. de M^{me} Sellier de Laruple.

LES SEIGNEURS DE PLÈNESELVE

Les familles Trosset, d'Eyquem, Arbricombré, de Pechextrême,
de Gailhet, Dufaur.

Le nom de Plèneselve ne saurait remonter avant le moyen-âge. C'est vraisemblablement au ^{xii}^e siècle que la grande forêt dont Plèneselve a conservé le souvenir fut défrichée et que le sol où elle s'était développée fut remis en culture. Quel était alors le maître de l'exploitation ? De ce propriétaire nous ignorons le nom, mais il y a tout lieu de supposer qu'il appartenait à cette féodalité qui avait surgi du sol pour repousser les invasions normandes.

De 1258 à 1298, Plèneselve constituait un fief possédé par deux seigneurs de la même famille, deux frères. L'un se nommait Seguin Trosset, l'autre portait le nom d'Arnaud Trosset. Le premier, qui est qualifié tantôt donzel et tantôt bourgeois d'Agen, figure avec cette dernière qualité sur une charte d'Agen contenant les statuts municipaux de cette ville (17 janvier 1248) (1). Seguin Trosset percevait sur ses terres des droits de péage dont il voulut bien exempter les moines de Granselve pour les objets nécessaires à la subsistance de leur communauté (7 novembre 1267) (2).

Dans les deux actes que nous venons de citer, Seguin Trosset n'est point qualifié coseigneur de Plèneselve. Cette qualité qu'il faut attribuer également, comme nous venons de l'écrire, à l'autre possesseur, Arnaud Trosset, lui est accordée par les baillettes et reconnaissances conservées par l'héritière des derniers seigneurs de Plèneselve, M^{lle} Scellier de Lample (3).

(1) *Chartes d'Agen*, publiées par A. Magen et G. Tholin, 1 vol. in-4°, Villeneuve-sur-Lot, 1876.

(2) *Histoire du Languedoc*, par dom Devic et dom Vaissette, éd. Privat, tome VIII. *Preuves*.

(3) Nous sommes heureux de remercier ici M^{lle} Scellier de Lample pour l'obligeance dont elle a fait preuve en nous communiquant les notes sans

De 1298 à 1340, le fief de Plèneselve fut possédé par Arnaud Trosset, héritier des précédents seigneurs et probablement fils de l'un d'entre eux.

De 1340 à 1391, Plèneselve appartient à Seguin Trosset, qualifié de chevalier dans le contrat de mariage qui l'unit le 22 juin 1360 à demoiselle Esclarmonde de Saint-Paul.

Après la mort de Seguin Trosset, Plèneselve tombe en quenouille. Jeanne de Trosset qui fut dame de cette terre de 1391 à 1445 épousa B. d'Eyquem ou de Quem. De cette union naquit une fille qui reçut le nom de Jeanne.

Jeanne d'Eyquem fut mariée deux fois. En premières noces, elle épousa un bourgeois d'Agen nommé Pierre Arbricombe et en eut un fils qui prit le nom de Robert. Pierre Arbricombe étant mort vers 1420, sa veuve épousa quelque temps après N. de Pechextrême qui la rendit mère de deux filles, Catherine et Françoise.

Pechextrême, en latin *Podium extremum*, est l'ancien nom de la paroisse Saint-Julien-de-Port-Sainte-Marie. En 1561, une métairie dite de Collérat ou de Lamothe de Pechextrême appartenait à Robert de Leguet.

Bourgeois d'Agen, les membres de la famille de Pechextrême avaient par le négoce réalisé une grosse fortune. Ils possédaient dans la banlieue d'Agen des terres et des rentes en assez grande quantité (1). Mêlés à l'administration communale, ils subissaient comme les autres toutes les fluctuations résultant des querelles politiques de leur temps. Nous citerons Guillaume-Raymond de Pechextrême qui fut banni avec trois autres de ses concitoyens des murs d'Agen, le 23 juillet 1352 (2).

En 1377, Pierre de Pechextrême épousa Jeanne de Las Venas. Il mourut vers 1417, après avoir testé le 15 novembre 1416. Sa fille Jeanne fut mariée à Ervé Torti. Elle reçut par

lesquelles la composition du présent travail n'aurait pu se faire. Toutes les fois que la source documentaire ne sera pas indiquée, il faudra sous-entendre : « Archives de M^{re} Scellier de Lample. »

(1) Inventaire de Cessac, en nos archives.

(2) *Jurades d'Agen*, par A. Magen.

contrat de mariage 300 florins de dot et les habits de noces, qui furent payés par son père, coûtèrent 14 francs de la monnaie de Bordeaux (1).

Il nous serait facile de multiplier les citations concernant cette famille de Pechextrême, nous n'insisterons pas aujourd'hui. Plus tard peut-être nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet, si des trouvailles viennent encore ajouter, comme nous l'espérons, aux nombreux renseignements que nous possédons déjà.

A la mort de leur mère, les enfants de Jeanne d'Eyquem devinrent coseigneurs de Plèneselve. Robert Arbricombre, qui vécut jusqu'à la fin du xv^e siècle, laissa à son fils Jacques les droits qu'il possédait sur cette terre. Jacques mourut vers 1557, laissant un fils nommé Bernard qui se maria vers 1579 avec Marguerite Courty. De cette union naquit Jean Arbri-combre qui mourut sans postérité.

Catherine de Pechextrême épousa Marc de Gailhet, écuyer. Sa sœur, Françoise, fut mariée à Jacques de Leguet. Les Gailhet étaient bourgeois d'Agen. En 1366, l'un d'eux, Bernard Gailhet, consul d'Agen avec Pierre Pelicier, reçut du prince d'Aquitaine une quittance pour les 400 livres sterlings guiennois qu'ils avaient donnés à ce seigneur (2).

La famille de Gailhet possédait plusieurs biens dans la juridiction d'Agen. Le 7 septembre 1387, Bernard de Gailhet, par acte passé devant Servelaure (notaire à Agen), acheta à Jeanne de Vinet un jardin dans la ville d'Agen.

Le 20 octobre 1460, Marc de Gailhet et Jean de Gailhet (3) vendirent à Ranguy de Leguet des biens qu'ils possédaient dans la juridiction de Port-Sainte-Marie. Les deux frères acquirent, le 8 juin 1470, de Guillaume Bouc, seigneur de Pépinès, des rentes dans la juridiction de Penne, paroisses de Saint-Martin de Peyrac et de Saint-Pierre de Gelsac. Ils possédaient dans la juridiction d'Agen le moulin de Fau qu'ils

(1) Inventaire de Cessac, en nos archives.

(2) Arch. d'Agen, II. 37.

(3) Inventaire de Cessac.

donnèrent à Guillaume d'Aubert, par contrat du 19 décembre 1480, sous la rente annuelle de 30 sous et trois cartons de froment (Ruparia, notaire) (1).

Le 12 mars 1484, Marc et Jean de Gailhet furent maintenus par le roi dans la possession du droit de justice haute, moyenne et basse dont ils jouissaient sur la seigneurie de Cessac (2).

Le 13 avril 1503, devant Pradono, notaire royal, ils donnèrent à Antoine et autre Antoine Chantal, maçons, la somme de 40 livres et en outre 4 pipes de froment, 4 pipes de vin, 3 pourceaux salés et 10 livres d'huile de noix pour faire réparer les bâtiments de la tour de Cessac.

Le 14 décembre 1497, devant Bosco, notaire à Bordeaux, Trenquine et Elisabeth de Vacquey, filles de Martin Vacquey (seigneur de Sallebœuf dans l'Entre-deux-mers), et de Jeanne de Gailhet, et petites-filles de Bernard de Gailhet, juge mage d'Agenais et Gascogne, transigèrent avec Jean de Gailhet, fils d'Arnaud de Gailhet et neveu du juge mage. Dans cet acte les deux sœurs parlent des grandes charges que leur a laissées Marc de Gailhet leur oncle (3).

Marchands, magistrats, gentilhommes et bourgeois d'Agen, tels sont les qualificatifs qui peuvent être attribués aux membres de la famille de Gailhet.

Les Léguet venaient d'Ecosse, comme ils le disent eux-mêmes dans un mémoire conservé aux archives municipales d'Agen (4).

Du mariage d'Alain de Léguet naquit un fils du nom de Robert et deux filles : Catherine et Marguerite ; l'aînée épousa Pierre Daurée et la cadette donna sa main à Guillaume de Montamat (5).

Alain de Léguet rendit hommage pour Plèneselve au roi de France le 19 janvier 1539 (6). Dans un autre acte d'hommage

(1) Inventaire de Cessac.

(2) *Ibidem*.

(3) Arc. de la Gironde, gardenote.

(4) Arch. d'Agen, CC, 108, 121.

(5) Arch. de Prades.

(6) Arch. de la Gironde, C. 4148, n° 749.

il se reconnut vassal pour les biens dont il jouissait noblement (1). Ces biens se trouvaient non seulement dans les environs d'Agen mais aussi dans la juridiction de Port-Sainte-Marie. Le 18 janvier 1519, par acte devant Pierre d'Albert, notaire royal, il reçut une reconnaissance d'Antoine et Pierre Favart pour des biens situés dans les paroisses de Mazères et de Saint-Vincent de Port-Sainte-Marie. Alain de Leguet était devenu seigneur de ces biens comme héritier de Catherine de Pechextrême, mais il n'en était pas unique seigneur puisque la moitié de la rente de ces biens était due à Robert et à Marc de Leguet, frères, bourgeois d'Agen (2).

Le 28 juin 1543 Alain Leguet prit part aux Etats d'Agenais (3).

Robert de Léguet, fils et successeur d'Alain, épousa par contrat devant Benech, notaire, le 5 juillet 1541, Anne de Cours qui devint mère : d'Alain, mort sans postérité, de Louise et de Françoise.

Louise de Léguet fut mariée en premières noces à Pierre de Balzac, seigneur de Perville. En secondes noces elle épousa (25 février 1593) François de Grossolles, seigneur de Lachapelle (4).

De son premier mariage, Louise de Léguet n'eut que Pierre de Balzac qui fut seigneur de Saint-Pesserre et mourut sans postérité. Elle n'eut point d'enfant de sa deuxième union.

Françoise de Léguet fut mariée le 24 juin 1591 à Michel Dufaur, écuyer, seigneur de Pellefigue, par contrat passé devant Amouroux, notaire royal.

De cette union naquirent cinq enfants : François, Catherine, Blaise, Jeanne et autre Jeanne.

L'aîné, François, épousa, devant Maussacré, notaire, le 18 septembre 1627, demoiselle Catherine de Las, fille de noble Alain de Las, seigneur de Lamothe-Mazères, et de demoiselle Suzanne de Nort (5).

(1) Arch. de la Gironde, C, 4148, n° 875.

(2) Arch. du Bousquet.

(3) Arch. d'Agen, CC, 49.

(4) Archives de Lot-et-Garonne. B. 27, fol. 81.

(5) *Ibidem*, B. 52, fol. 337.

Sur les 10,000 livres que la future épouse reçut en dot, 4,500 devaient servir à racheter les biens de Plèneselve qui avaient été aliénés.

Ces aliénations avaient vraisemblablement plusieurs causes. Celui de ces motifs qui nous semble avoir été le plus impérieux était la pénurie d'argent consécutive aux procès soutenus par les seigneurs de Plèneselve contre la ville d'Agen. L'antagonisme entre les consuls de cette cité et les damoiseaux de Plèneselve remontait très haut. Le 29 août 1351, la ville informée que le roi de Navarre, en sa qualité de lieutenant du roi de France, avait accordé quelques droits de juridiction au château de Bajamont et peut-être aussi au seigneur de Plèneselve dans les limites de la franchise d'Agen, juridiction qui appartenait de toute ancienneté à la ville et qui ne pouvait en être distraite sans un grand préjudice pour le commerce et les habitants, la jurade décide que si cette distraction a été faite au profit du château de Bajamont ou du seigneur de Plèneselve, on requerra le roi de Navarre de la révoquer, et, s'il s'y refuse, on portera l'affaire en justice, soit en France, soit ailleurs et on la soutiendra vigoureusement et opiniâtrément aux frais de la ville et de la manière la plus avantageuse qu'il sera possible (1).

Durant un demi-siècle (1550 à 1600) les guerres incessantes ayant fait constamment accroître le chiffre des impôts, une lutte sourde s'éleva entre le Clergé, la Noblesse et le Tiers-Etat, au sujet de l'assiette des impôts. Il s'agissait de savoir si la taille serait personnelle ou réelle. Ce fut ce dernier mode qui fut imposé à l'Agenais par un arrêt de la Cour des Aides de Paris. Dans ce système les terres furent divisées en deux catégories : rôturières et nobles. Chaque juridiction devait payer à raison de son étendue réelle, quelle que fut la nature des fonds, mais seuls les possesseurs des biens rôturiers devaient acquitter la taille, tandis que les possesseurs de biens nobles en étaient exempts pour ces biens.

De temps immémorial certains biens avaient été considérés

(1) *Jurades de la ville d'Agen*, par Ad. Magen, p. 248.

comme nobles, d'autres comme rôturiers, mais les classes n'étant pas encore bien établies il fallut procéder à une vaste enquête.

Tandis que les seigneurs de Plèneselve assuraient que leur terre avait toutes les qualités requises pour la nobilité, les consuls d'Agen essayaient au contraire d'établir que les raisons qu'on leur alléguait se trouvaient dépourvues de fondement.

Après beaucoup de chicanes, les prétentions de Plèneselve triomphèrent, mais cette victoire coûta cher à ceux qui la remportèrent.

En 1635, François Dufaur, écuyer, seigneur de Pellefigue, pour se tirer d'embarras et liquider ses affaires, échangea Plèneselve contre des biens à Allemans (1), qui lui furent cédés par noble Barthélémy de Lamouroux, écuyer, seigneur de Lagarde et de Ségalas.

La famille de Lamouroux de Plèneselve.

Le nouveau seigneur de Plèneselve, Barthélémy de Lamouroux, avocat, puis conseiller au présidial d'Agen, avait épousé, par contrat du 18 avril 1626, devant Dufour, notaire royal à Agen, Françoise de Boissonnade. Cette demoiselle était fille d'Antoine de Boissonnade, président et juge-mage en la sénéchaussée d'Agenais, et de Françoise d'Orly. Son frère, Guillaume de Boissonnade, devint évêque de Bazas.

Barthélémy de Lamouroux mourut le 14 octobre 1652, laissant à sa veuve un fils et cinq filles (2). Le fils se nommait Etienne. Il épousa, le 16 juillet 1662, devant Géliou, notaire à Agen, demoiselle Anne de Rocquier, fille de feu M^e Jean de Rocquier, conseiller en la cour de l'élection d'Agenais, et de défunte Anne de Tourtonde.

A ce contrat furent présents : le juge-mage d'Agenais, Géraud de Boissonnade ; le futur évêque de Bazas, Guillaume de

(1) Allemans près de Tombébeuf (Lot-et-Garonne).

(2) Arch. de Lot-et-Garonne. Fonds de Raymond, n° 2.

Boissonnade ; Pierre de Boissonnade, chanoine de l'église cathédrale d'Agen ; Géraud de Boissonnade, receveur des tailles, oncles du futur époux et plusieurs parents de la future épouse.

Dans son testament du 7 novembre 1714, Etienne de Lamouroux, seigneur de Plèneselve, énumère ses enfants. C'étaient Guillaume, qui fut son héritier universel ; Joseph ; Antoinette, qui était morte après avoir épousé noble Laurent de Lafont du Cujula, écuyer, major au régiment de Bugey-infanterie ; Geneviève, épouse de M. Uchard, avocat ; Thérèse, épouse de Bonnaventure de Raignac, s^r des Mérats (1).

Guillaume de Lamouroux, chevalier, seigneur de Plèneselve, fut cornette de la compagnie de cheveau-légers de Lafaire d'Allais dans le régiment de Molac (?). Il épousa le 16 janvier 1700, demoiselle Marie de Redon de Fontenille.

De cette union naquit Joseph-Etienne de Lamouroux qui fut, après la mort de son père, seigneur de Plèneselve. Il épousa, au Mas-d'Agenais, par contrat du 10 juillet 1739, Thérèse de Meslon, fille de Jean-André de Meslon, écuyer seigneur de Lagauterie, et de Marie de Gascq (2).

Après la mort de Joseph-Etienne de Lamouroux, Plèneselve eut pour seigneur le fils du défunt, Jean-André-Michel-Marie de Lamouroux, qui épousa le 2 mai 1769 Jeanne de Caponel de Gayse.

N'ayant pas émigré, le seigneur de Plèneselve conserva ses biens et les transmit à son fils Joseph-Eloi qui épousa, le 18 avril 1818, Suzanne-Elisabeth de Raigniac de Varennes.

Les nouveaux époux n'eurent qu'une fille, qui fut mariée en 1799 avec Jean de Lafabrie, écuyer, seigneur de La Sylvestrie, chevalier de Saint-Louis.

En 1815, la famille de Rangouze acheta Plèneselve, mais les acquéreurs, qui étaient banquiers, ne purent acquitter la somme de 70,000 francs à laquelle s'élevait le prix de leur achat, car ils avaient été mis en faillite. Des mains de leurs créan-

(1) Arch. de Lot-et-Garonne. Fonds de Raymond, n° 2.

(2) Etude Grenier, au Mas-d'Agenais.

ciers Plèneselve parvint successivement à divers acquéreurs. Ce beau domaine et son château appartiennent aujourd'hui à un Agenais, M. Lussagnet.

En terminant cette revue des anciens seigneurs de Plèneselve, nous éprouvons le vif regret d'être contraint par les dimensions restreintes de notre cadre, la rareté des documents et la multiplicité de nos occupations à nous éloigner de ces figures de gentilshommes que nous aurions été heureux d'étudier de plus près et de faire paraître plus en relief.

En terminant cette revue des anciens seigneurs de Plènetrême, les Gailhet et les Leguet ; les Dufaur, les Lamouroux ; tous en un mot furent constamment en rapport avec Agen, la cité voisine à l'administration de laquelle plusieurs d'entre eux participèrent. Ils appartenrent à cette vaillante petite noblesse qui servit avec dévouement la France, notre patrie.

JEAN DUBOIS.

LA GRANGE DE FONCLAIRE

FONDÉE PAR LES RELIGIEUX PRÉMONTRÉS

PAROISSE ET MAISON NOBLE EN LA JURIDICTION DE DAMAZAN

Du XIII^e siècle à la fin du XVIII^e (1)

Cette Grange (2), ou monastère des Religieux Prémontrés, constituant une paroisse, était située à l'ouest de la ville de Damazan, sur les bords du ruisseau de Lavizon et dans les dépendances actuelles du château du Cazela.

Aux siècles qui ont précédé la division de la France en départements, cantons et communes, le territoire de la paroisse de Notre-Dame de Fonclaire était à cheval sur deux juridictions, car une partie de ses dépendances se trouvait dans la juridiction de Buzet et dans le duché d'Albret, tandis que l'autre partie la plus importante comprenant le monastère et l'église, était dans la juridiction de Damazan et dans le Condomois. Voilà comment les Religieux de Fonclaire ressortissaient de l'évêché de Condom pour le for ecclésiastique et du sénéchal de cette ville pour les affaires civiles.

Les Religieux qui vinrent fonder ce monastère appartenaient à l'ordre des chanoines réguliers des Prémontrés, fondé vers 1120 par saint Norbert, archevêque de Magdebourg. Les XIII^e et XIV^e siècles virent naître et fleurir un grand nombre d'Instituts monastiques, ayant chacun son caractère propre et sa vocation particulière. Les Prémontrés reçurent de leur saint fondateur une règle très austère. Indépendamment de leur propre sanctification, ils se livraient aux travaux des champs. Le nom de *Grange* donné à leur monastère indique leur genre de vie rustique et agricole. Là où ils étaient appelés, ils s'appliquaient à évangéliser le peuple par la prédica-

(1) Chapitre détaché de l'*Histoire de Damazan*, actuellement sous presse.

(2) Le mot Grange, dit du Cange, signifie *prædium*, *villa rustica*, qu'on peut traduire par domaine rural, métairie ou ferme.

tion, mais ils initiaient surtout leurs disciples à la culture de la terre, et ils tiraient leur subsistance des champs qu'ils défrichaient. En outre, si l'évêque diocésain le jugeait à propos, ils acceptaient des fonctions pastorales (1).

Les princes, les seigneurs et prélats rivalisèrent de zèle pour encourager de telles fondations, et établir ces religieux agriculteurs dans les campagnes. Cet ordre monastique acquit en peu de temps une telle extension, justifiée par les besoins de cette époque, que 30 ans après sa fondation, il possédait en France et en Allemagne plus de cent abbayes. Une de ces abbayes fondées en France fut celle de la *Grâce de Dieu* ou de *Saint-Jean de la Castelle*, sur l'Adour et au diocèse d'Aire. La Grange de Notre-Dame de Fonclaire fut une de ses filles : et plusieurs autres Granges fondées dans ce diocèse d'Agen ont la même origine : celles de Lannes près de Mézin, de Sainte-Marthe près de Vianne et celle de Durance.

A quelle époque précisè faut-il faire remonter la fondation de Fonclaire ? C'est ce que nous allons essayer d'éclaircir.

L'abbaye de Saint-Jean de la Castelle, au diocèse d'Aire, appartenait en 1073 à l'ordre de Saint-Benoît. Les Prémontrés s'y établirent en 1155, lisons-nous dans la *Gallia Christiana* (2) et un de ses premiers abbés, Arnaud-Guillaume, mourut en 1175. Les Prémontrés essaimèrent dans un grand nombre de diocèses, et y firent des acquisitions pour y établir leurs Granges, dans un but d'apostolat. La période héroïque des Croisades, qui coïncida avec cette expansion de la vie monastique, favorisa singulièrement ces fondations. Les seigneurs, partant pour ces expéditions saintes, firent de larges concessions et d'amples donations pour s'assurer pour eux et pour leurs parents le bénéfice des prières des Religieux. Les Granges de Fonclaire, de Lannes, de Vianne et de Durance durent être établies au plus tard dans la première moitié du xiii^e siècle, puisque Alphonse, comte de Poitiers et de Toulouse, écrit une

(1) *Tableau des Institutions et Mœurs de l'Eglise au Moyen-âge*, par F. Hurter, II, 468.

(2) *Gallia Christiana. Ecclesia Adurensis*, p. 1182.

lettre en 1269 pour ratifier et confirmer les acquisitions faites par les Prémontrés (1).

Nous allons citer cette lettre, écrite, dit la *Gallia Christiana*, par Alphonse, fils du Roi de France, à l'abbé et aux Religieux de la Grâce de Dieu de l'ordre des Prémontrés du diocèse d'Aire, pour ratifier les acquisitions qu'ils ont faites dans le diocèse d'Agen. Voici le texte de cette lettre :

Alphonse, fils du Roi de France, comte de Poitiers et de Toulouse, à tous ceux qui les présentes verront, salut dans le Seigneur.

Désirant que le culte divin s'augmente, surtout dans les monastères situés dans notre suzeraineté, nous vous faisons savoir que pour le soulagement de l'âme de notre très chère épouse, la comtesse Jehanne, et de nos ancêtres, et pour l'honneur de la religion, nous déclarons aux religieux, à l'abbé et couvent de la Grâce de Dieu (Saint-Jean de la Castelle sur l'Adour) de l'ordre des Prémontrés, au diocèse d'Aire, que nous confirmons libéralement de tout notre pouvoir ce qui par eux a été légitimement acquis et leur a été concédé jusqu'à ce jour, sous le nom de granges, et qui dépend desd. abbé et monastère, à savoir, les granges de Lannes (2), de Cabijous (3), de St-Machaire du Puy (4) et de Fonclaire au diocèse d'Agen. Nous voulons que lesd. abbé et couvents desdites granges et leurs successeurs les tiennent, possèdent et exploitent avec calme et dans la paix, avec les améliorations qu'ils auront apportées par leur industrie ou par des acquisitions faites. Et ni nous, ni nos héritiers, à l'avenir ne pourrions les forcer à les placer en des mains étrangères, en tout ou en partie.

Nous, Jehanne, comtesse de Toulouse et de Poitiers, nous avons, pour agréables et ratifions cette confirmation et concession, pour nous et pour nos successeurs. Et pour plus de force nous apposons notre sceau et signature à côté du sceau et de la signature de notre très-cher Epoux.

Donné l'an du Seigneur 1269, au mois de juin (5).

(1) *Gallia christiana. Instrumentum*, t. vi, p. 184.

(2) Cette Grange, située dans la paroisse de Lannes, canton de Mézin. La Grangerie appartenant à la famille Depère en est une dépendance.

(3) C'est la Grange de Durance.

(4) C'est une lecture fautive et il s'agit de la Grange de Sainte-Marthe, près Vianne.

(5) Rôles Gascons 1439.

Vingt années après, le 3 mai 1289, le roi d'Angleterre, duc d'Aquitaine, écrivant lui aussi à l'abbé et au monastère de Saint-Jean de la Castelle, déclare maintenir et confirmer toutes les concessions mentionnées dans la lettre du comte de Poitiers, dont il a soin de joindre une copie à sa propre lettre (1).

D'où il résulte que la fondation de la Grange de Notre-Dame de Fonclaire est bien antérieure à l'année 1269.

Mais ni la lettre du comte de Poitiers ni celle du roi d'Angleterre ne nous donnent aucune indication sur les bienfaiteurs insignes qui ont concédé à Fonclaire un surcroît de possessions et les prérogatives de maison noble.

Nous croyons ne pas nous éloigner de la vérité en attribuant au chevalier Bernard de Rovinhan, seigneur de Galapian, de Buzet et possesseurs d'autres fiefs très considérables, la concession des prérogatives et des domaines dont fut investie la Grange de Fonclaire.

Dans une charte datée du 23 juin 1271, *B. de Rovinha, cavalers, senher de Galapia a donat e autreat de son propre cort à las maizos de la cavaleria del Temple d'Argenten (2) e de Sen Leu e al frais de las meissas maizos tots los fruchs et tots los provenentz que lo meis Bernat a en las par roquias de S. Johan de Perchet... de sen Cric et de Sen Leu (3).*

Ces paroisses limitrophes de Fonclaire ainsi enrichies, il n'est pas douteux que la grange de Fonclaire n'ait participé à ces dotations. Au surplus si nous trouvons mentionnées tant de concessions, il faut dire que c'étaient plutôt des restitutions. Le chevalier de Rovinhan avait beaucoup à se faire pardonner. S'il donne à ces paroisses, c'est qu'il les a spoliées précédemment, celles-là et les paroisses voisines du castel de Buzet dont il était seigneur. Le roi d'Angleterre dans une lettre du 1^{er} août 1289 déclare que Bernard de Rovinhan, damoiseau.

(1) Argenteins, près de Nérac, fut au moyen âge, une Commanderie très importante des Templiers et plus tard des chevaliers de Malte.

(2) Les paroisses énumérées étaient limitrophes de Sen-Leu ou Saint-Léon, en la juridiction de Villefranche, et voisines de Fonclaire. *Histoire du Grand Prieuré de Toulouse* par M. A. Du Bourg. Pièces justificatives LIV.

seigneur en partie de Buzet, a été condamné à lui payer une amende de 600 livres arnaldaises, pour les violences dont il s'était rendu coupable à l'égard du chapelain ou recteur d'Ambrus. Il lui reproche d'avoir fait saisir le prieur de Buzet mourant sur son lit, de l'avoir expulsé de sa maison et de l'avoir fait transporter dans l'église, où il rendit le dernier soupir, afin de piller les biens du prieuré, au mépris de toute justice et de l'autorité du Roi (1).

Un peu plus tard, le roi d'Angleterre écrit à son sénéchal et à ses baillis que ledit Bernard de Rovinhan a réparé ses violences et ses brigandages à l'égard du chapelain d'Ambrus et du prieur de Buzet (2). La grange de Fonclaire, limitrophe de Buzet et d'Ambrus, a dû être victime et bénéficiaire comme les paroisses voisines. De pareils forfaits et de tels brigandages ne pouvaient qu'avoir suscité des haines terribles. C'est pourquoi, au mois de mars 1305, le duc d'Aquitaine envoie une nouvelle lettre à son sénéchal d'Agen et à ses officiers de justice et il leur mande de ménager le seigneur Rovinhan, à raison des expiations et des satisfactions par lui accomplies et de le protéger contre des représailles violentes (3).

C'est dans ces conjonctures que la grange de Fonclaire, située aux confins de la juridiction de Buzet et limitrophe de la commanderie de Saint-Léon, vit sa condition s'améliorer et profiter au point de vue féodal, des concessions du seigneur de Rovinhan.

La Bastide de Damazan, avec son château-comtal, ses bastions et ses murailles, venait d'être construite. Elle était entourée de modestes hameaux, de petits groupements peu éloignés les uns des autres. Il y avait dans la partie septentrionale de sa juridiction une lisière de bois, de haute futaie, entrecoupée de coteaux boisés et traversée par le ruisseau de Lavizon. Cette région inculte, où l'on voit encore de belles surrières et des pinadas de superbe venue, devait, au ^{xiii}^e siècle, être hé-

(1) Rôles Gascons 1979.

(2) *Ibid.* 1166.

(3) *Ibid.* 4828.

rissée de halliers touffus, sur un terrain sablonneux et peu favorable à la culture. Les habitants de ces parages étaient très déshérités à raison de la nature du sol et de l'éloignement des centres voisins de population, tels que Buzet, Damazan et Saint-Léon. Aussi le comte de Poitiers, imitateur des glorieux exemples de Charlemagne, qui pour bien assurer ses conquêtes dans les provinces nouvellement conquises, établissait des évêchés et des monastères, pour évangéliser les peuples vaincus, crut qu'il était de bonne politique de protéger les colonies de religieux envoyés par l'abbé de Saint-Jean de la Castelle à Fonclaire, à Lannes, à Durance, à Vienne. De là la lettre que nous avons citée, et qui constitue un acte d'un gouvernement sage et prévoyant.

Les Religieux Prémontrés, en arrivant au milieu de ces halliers sablonneux, situés sur les limites extrêmes des paroisses de Damazan, de Buzet et de Saint-Léon, construisirent dans le val du ruisseau de Lavizon, une grange ou monastère rustique, à laquelle ils donnèrent le nom gracieux de Fonclaire, comme saint Bernard en installant ses Religieux dans la vallée de l'Absinthe, donna à son monastère le beau nom, si bien justifié plus tard, de Clairvaux, — ou vallée illustre. De fait les Prémontrés trouvèrent une source d'eau jaillissant du rocher voisin de leur monastère ; ils captèrent ces eaux, et creusèrent une vasque qui alimentait la maison (1).

*Union de la paroisse de Saint-Pierre-de-Buzet à la paroisse
de Notre-Dame de Fonclaire.*

La Grange de Fonclaire a survécu à toutes les dévastations occasionnées par la domination anglaise dans la Gascogne, et aux destructions nombreuses amenées par les fléaux innombrables qui atteignirent beaucoup d'églises, de monastères et de paroisses.

En traversant cette période terrible, un changement notable

(1) Aujourd'hui la vasque de la fontaine subsiste, mais tout est tari et desséché. La source a pris une autre direction.

s'opéra dans la situation du granger de Fonclaire, et le rôle des Religieux Prémontrés fut modifié et agrandi par suite des ruines survenues dans la paroisse voisine et limitrophe de Saint-Pierre de Buzet.

Un document important, que nous allons citer, tout en rappelant l'origine de la grange de Fonclaire, nous expose à la suite de quels événements se fit l'union de la paroisse de Saint-Pierre de Buzet à la grange et paroisse voisine. Il s'agit d'un mémoire qui fut rédigé en 1760 à propos de quelque contestation, dont nous ignorons les circonstances, et qui fut présenté par M. de Sauterisse, gentilhomme gascon, habitant cette paroisse et dont la famille y était fixée et honorablement connue depuis des siècles.

Nous certifions, dit l'auteur du mémoire, à tous ceux qu'il appartiendra, que de temps immémorial il y a eu messe à la paroisse de Fonclaire, toutes les fêtes et dimanches, et qu'en conséquence tous les devanciers de feu M. Lavelle (qui fut granger de 1761 à 1771) ont toujours eu un vicaire qui ont fait les fonctions curiales dans l'église de Notre-Dame de Fonclaire. En outre certifions que l'ancienne église, où il y avait un clocher et cloches, était séparée de la maison presbytérale, et que feu M. Dumoret fit entendre aux paroissiens que ladite église était trop petite. En conséquence il la démolit et en fit bâtir une autre, qu'il eut soin de joindre au corps de logis ; mais il n'a jamais manqué d'y remplir les fonctions curiales, et même lorsqu'il devait s'absenter, il avait soin de faire venir un capucin à sa place, pour dire la messe à Fonclaire, et son vicaire à St-Pierre-de-Buzet. Toutes ces raisons se prouveront, s'il est nécessaire, comme quoi tous les devanciers de feu M. Dumoret, qui a régné pendant 28 ans, lui et ses devanciers ont toujours eu un vicaire, l'un pour dire la messe à St-Pierre-de-Buzet et l'autre à la paroisse de Notre-Dame de Fonclaire. L'union des deux paroisses fut faite dans le temps des guerres des croisades contre les infidèles. La disette des prêtres en fut la cause, et pour lors les religieux de Fonclaire, ordre des Prémontrés, se chargèrent de servir les deux paroisses. En outre, il nous est aisé de prouver que Notre-Dame de Fonclaire est paroisse, en vertu du décret donné au Parlement de Bordeaux, l'an 1683, sur le domaine du Cazela, qui est dans ladite paroisse de Fonclaire. D'ailleurs en tous les contrats, actes

écrits passés par devant les notaires, même dans le livre terrier de la ville de Damazan, il est dit : Paroisse de Fonclaire, ce qui doit faire foy.

Au Cazela, cc 2 juillet 1776 (1).

Ce mémoire atteste la tradition faisant remonter la fondation de la Grange de Fonclaire à l'époque des croisades, et concorde avec la lettre du comte de Poitiers, écrite en 1269, et que nous avons déjà citée.

D'après M. F. Hurter, beaucoup de donations aux Instituts religieux eurent lieu à cette époque. « Avant de partir pour la Terre sainte, dit cet auteur, les chevaliers, se rappelant une Communauté à laquelle ils étaient attachés de cœur, et voulant se ménager le bénéfice des prières des moines, répandirent des bienfaits et se dépouillèrent d'une partie de leurs biens pour obtenir le succès de leur entreprise » (2). Un gentilhomme frère ou parent de Bernard de Rovinhan, seigneur de Buzet, où Bernard de Rovinhan lui-même, qui possédait d'amples domaines dans ces parages, acquis plus ou moins légitimement, a pu donner, ainsi que nous l'avons indiqué, aux Prémontrés des terres qui ont procuré à la grange de Fonclaire une position féodale prépondérante dans le pays.

Donc, dans ce vallon de Fonclaire inhabité et si peu habitable, les Prémontrés construisirent, à une petite distance de leur grange, une modeste chapelle pour la satisfaction de leur piété, et où les paysans et les brassiers d'alentour ne tardèrent pas à venir pour remplir leurs devoirs religieux. Cette chapelle n'eut primitivement que des proportions fort restreintes, car le pays était peu habité. Ce ne fut que plus tard, lorsque sous la direction et à l'exemple des moines les terres furent défrichées, le nombre des gens attirés par les avantages de ce centre religieux étant devenu plus considérable, le monastère devint une paroisse, qu'il y eut nécessité d'agrandir l'église.

(1) Ce document original est écrit de la main de sieur Jean de Mothes de Sainte-Foy, membre de cette noble et antique famille de Mothes dont plusieurs de ses ascendants ont habité la paroisse de Fonclaire et étaient les tenanciers des seigneurs grangers.

(2) F. Hurter. Ouvrage déjà cité, II, p. 28.

En outre, à peine arrivés à Fonclaire, les Religieux grangers durent pourvoir à tout ce qui était nécessaire pour la vie matérielle et pour la subsistance de la population. Une dépendance indispensable de toute exploitation agricole, c'est un moulin pour moudre les grains servant à la nourriture des habitants. Le ruisseau de Lavizon coulait à quelques pas de la Grange. Les Religieux creusèrent une gourgue et ils établirent tout ce qui était nécessaire pour le fonctionnement du moulin. Dès lors le pain était assuré aux nouveaux colons et aux cultivateurs du voisinage.

Oui, l'avenir était assuré ; et grâce à tous ces aménagements dans l'ordre spirituel et pour le bien temporel, le monastère de Fonclaire se développa, la paroisse vit ses habitants augmenter en nombre. Et sous l'influence et la pratique de la règle que saint Norbert avait donné à ses Religieux, cette région acquit une importance qui attira l'attention des supérieurs hiérarchiques.

L'existence prospère de la grange de Notre-Dame de Fonclaire nous est attestée par un document authentique. Cette paroisse figure dans le rang des bénéfices ecclésiastiques, sur lesquels la Chambre apostolique, par ordre des Papes, résidant à Avignon, imposa une redevance en proportion de ses ressources. Le chiffre de la taxation fixé par les officiers de la Cour pontificale nous révèle son importance, car il fut établi après une enquête faite avec soin. Ainsi, sous le pontificat de Jean XXII, la grange de Fonclaire était tenue de payer à la Chambre apostolique 100 sous de subsides (1). Cette taxation est supérieure à celle imposée sur les grange de Sainte-Marthe près Vianne et de Durance. D'où il résulte qu'elle était estimée de valeur supérieure à ces deux dernières.

Toutefois, cette prospérité dut subir des éclipses durant la période de la domination anglaise dans la Gascogne, car, placée sur les limites des possessions du roi de France et du roi d'Angleterre, la grange de Fonclaire, comme les paroisses voi-

(1) Archives de la Gironde, XIX, p. 187. *A Grangerio de Fonte claro*, c. solid. subsides de 1327.

sines de Damazan, de Buzet et de Saint-Léon, ne put que souffrir des rivalités et des guerres que se firent ces deux monarques. Que de couvents disparurent, que de fondations pieuses ont été anéanties ! Que d'églises détruites durant ces luttes sanglantes (1) qui durèrent près de trois siècles et traînèrent à leur suite la peste, la famine et autres fléaux. Un historien très compétent dans ces études, a résumé en quelques lignes le triste état de nos contrées à cette époque : « La guerre de Cent Ans, dit le Père Deniffle, eut, au point de vue économique et religieux, des conséquences lamentables : la ruine et l'anéantissement d'un grand nombre de Communautés religieuses et la destruction des églises et des monastères » (2).

*Frère Bernard Ducos, granger de Notre-Dame de Fonclaire, 1527
et Frère Jean Du Faur, granger de 1620 à 1640*

Unq fois établis à Fonclaire, les Prémontrés se trouvaient à la tête d'un monastère jouissant des prérogatives de franc-alleu ou de maison noble avec des dépendances considérables, dont ils cédèrent des parties à des tenanciers, moyennant le paiement des redevances seigneuriales, cens, lods, rentes, venthes. Et les vassaux et tenanciers, à des époques fixées par l'usage, étaient tenus de faire la reconnaissance de ces terres, en venant payer les droits accoutumés. Plus tard, les consuls de Damazan auront la prétention de contester la nobilité du domaine de Fonclaire, mais ils seront déboutés de leurs entreprises par sentence juridique, comme nous le signalons ailleurs. Au point de vue canonique, le Religieux desservant la grange de Fonclaire, était à la nomination de l'abbé de Saint-Jean de la Castelle, son supérieur hiérarchique ; toutefois, l'évêque de Condom ou d'Agen donnait au granger le pouvoir d'administrer les sacrements.

(1) Les églises paroissiales dont nous avons parlé, Saint-Pierre de Comberase, Saint-Jehan de Perchet, Saint-Cric, voisines de Fonclaire et de Saint-Léon, ont disparu.

(2) *Désolation des églises, monastères et hôpitaux pendant la Guerre de Cent Ans*, 3 vol., par le P. Deniffle.

Depuis l'époque de sa fondation jusqu'au xvr^e siècle, aucun document précis ne nous renseigne sur les vicissitudes de cette grange. Ce n'est qu'à partir du xvr^e siècle que nous voyons paraître le Frère Bernard Ducos, comme granger de Fonclaire. A la date du 5 février 1527, ce granger signe une transaction avec s^r Mathieu de Sauterisse et Marie Teulère, conjoints (1). Cet acte met fin à un conflit survenu au sujet des limites et territoire appelés de la plaine des Trappes du Cazela, de Las Fontaines au Cap de Bosc et place vieille. Il est aussi question d'un certain *Bourdieu*, appelé vulgairement de *Broustero*. Ces biens possédés par Mathieu Sauterisse dépendaient de la directité seigneuriale de la grange de Fonclaire. Il fut convenu qu'indépendamment des vingt sols de rente, Mathieu de Sauterisse (2) et ses successeurs paieraient au sieur granger 40 sols, plus 15 charges de gros bois et 15 charges de rames. De plus, le sieur granger pourra prendre le bois nécessaire, soit pour des constructions nouvelles, soit pour la réparation de la chapelle de Fonclaire. Dans cette transaction, le prieur de Fonclaire fut assisté par le sous-prieur de Saint-Jean de la Castelle, frère Arnaud Guilhem, et par le frère granger de Lannes, frère Arnaud Descombes.

Frère Jan Du Faur, granger de Fonclaire et curé de Saint-Pierre-de-Buzet, 1620-1640.

A partir du xvii^e siècle, nous retrouvons la série non interrompue des religieux grangers de Fonclaire jusqu'à leur disparition et expulsion en 1791. F. Jan du Faur faisant pour la coupe du purgatoire de la paroisse de St-Pierre-de-Buzet, baille le 27 octobre 1624 à Jan Lebrère trois quarts et demi d'un journal de terre qui confronte la vigne de demoiselle Marguerite de Courréjolle, femme de noble Géraud de Langale-

(1) Les sieurs de Sauterisse, plus tard Sauterisse de Campets étaient une famille noble habitant la paroisse de Fonclaire et Saint-Léon jusqu'à la fin du xviii^e siècle. En 1530, demoiselle de Sauterisse épousa sieur Pierre-Arnaud de Mothes, écuyer.

(2) Minutes de M^e Bizat.

rie, résidant au lieu de Loustalet, paroisse de Saint-Pierre-de-Buzet. La concession est faite pour quatre années et durant ce temps Lebrère s'engage à planter ladite terre en vigne. Et en compensation de son travail, le frère granger lui payera sept livres chacune année et lui abandonnera la jouissance de tous les fruits (1).

Par un pacte du 14 octobre 1629, Raimond Lamarque confesse devoir à frère Jan du Faur, religieux prémontré, granger de Fonclaire, la somme de 50 livres, à raison de l'affirme du vin qu'il a accoutumé de tirer de l'affirme des vignes, depuis Loustalet et le long du chemin allant jusqu'à Pouquet, le long du ruisseau de Lavizon et de toutes les vignes de ce quartier, ainsi que de la dîme de St-Pierre de Buzet, et ce pour la présente récolte (2).

Le 19 novembre 1630, en la maison de la grange de Fonclaire, frère Jean du Faur, granger y habitant, au nom et comme seigneur féodal foncier, donne à M^e Renaud-Bernard de Mothes, commissaire du Roy, habitant Damazan, le droit de prélation pour par puissance de fief retenir à soi les terres qu'il a acquises de Pierre Labadie de Peillau (3).

Un peu plus tard, en 1734, demoiselle Margueritte Courréjoles, veuve de feu noble Jehan Géraud de Langalerie, habitant Loustalet, confesse par devant notaire, tenir en fief, rente annuelle et foncière de vénérable et religieuse personne, frère Jan du Faur, religieux de l'ordre des Prémontrés, grangier de Notre Dame de Fonclaire et recteur de Saint-Pierre de Buzet, une pièce de terre à la Moulère, dont elle promet de payer la rente aud. grangier et à ses successeurs, à chaque feste de Capdan (4).

(1) Etude de M^e Sourisseau. Minutes de M^e Bizat.

(2) *Ibid.*

(3) M^e J.-J. Cassaigneau.

(4) Minutes de M^e Dubourg.

*Frère Jean de Lamothe, granger de Fonclaire et curé
de Saint-Pierre-de-Buzet, 1641-1685.*

Les discussions entre seigneurs et tenanciers étaient fréquentes à cette époque. Il s'agissait d'intérêts matériels et chaque partie défendait obstinément les siens propres. En 1648, Bertrand Baujardin, jurat de la juridiction de Buzet, refusa de payer au granger de Fonclaire le droit de lods et les redevances seigneuriales accoutumées. De là un procès devant la cour du Parlement de Bordeaux. A la fin, les deux parties voulant éviter de plus grands frais, qui étaient déjà considérables, résolurent de comparaître par devant M^e Bizat, notaire royal de Damazan, et ils déclarèrent s'en remettre à sa décision. Ledit Beaujardin, de son côté, exposa qu'il ne refusait plus de payer les droits seigneuriaux dus au granger de Fonclaire. La solution de la difficulté était trouvée (1).

Frère Lamothe, en 1662, vient assister à un baptême qui a lieu dans l'église de Damazan et sa signature figure au bas du procès-verbal (2).

Le 24 janvier 1677, frère Jean de Lamothe, seigneur granger de Fonclaire, est requis de payer la somme de 33 livres 18 sols, pour la cottization imposée sur les terres de la grange par les consuls de Damazan. Frère de Lamothe vient à Damazan et étant devant notaire et s'adressant à M^e J.-Jacques Cassaigneau, consul et collecteur des tailles, il lui remontre que la sommation qu'il lui a faite de payer la susdite cottization, est au préjudice de son ordre, car les biens de Fonclaire étant de l'ancien domaine et classés comme biens nobles, sont exempts de toute cottization. Dès lors, il s'abstient de payer et lui déclare qu'il pourrait se pourvoir devant qui il voudrait (3). Un procès eut lieu, en effet, et un arrêt du Parlement de Bordeaux reconnut le bien fondé des prérogatives de Fonclaire.

Le granger de Fonclaire possédait en la juridiction de Da-

(1) Etude de M^e Sourrisseau. Minutes de M^e Dubourg.

(2) Reg. par.

(3) M^e Sourrisseau.

mazan un bois situé à la Vignolle, autrement dit aux Hillas. Comme c'était une parcelle de peu de valeur et d'un très modique revenu, il voulut s'en défaire et il le céda à titre de nouveau fief à Guiraud Danduran, dit Capblanc, sous la redevance d'un sol et 4 deniers et un quart de denier. Expliquant ce cas au collecteur de Damazan, le Frère granger lui dit : Je vous supplie, Monsieur, de vouloir décharger sur le livre des tailles, le donneur de la présente, et en m'en déchargeant, je baille la-dite pièce de bois à nouveau fief audit Capblanc en considération que ce bois appartenait à ses prédécesseurs. Signé : LAMOTHE, granger de Fonclaire (1).

La date de sa mort nous est connue par les registres paroissiaux de Saint-Pierre de Buzet, qui nous apprennent qu'il fut inhumé devant le grand autel le 18 février 1693.

*Frère François-Marie de Lisle ou Belisle, granger de Fonclaire
et curé de Saint-Pierre-de-Buzet de 1685 à 1710*

Quoiqu'il ne soit décédé qu'en 1693, Frère de Lamothe avait dû être remplacé dans ses fonctions actives, avant cette date. En effet, le 22 janvier 1690, Frère de Lisle donna procuration à Frère Joseph Dubarry, chanoine régulier de l'ordre des Prémontrés et granger de Durance, pour qu'il reçut en son nom des fermiers de Fonclaire, la somme de 200 livres. Cette somme fut versée en vertu d'une sentence rendue à Condom par le petit Bureau, le 14 janvier de la même année (2). Et par cette quittance nous apprenons que les sequestrés avaient été établis sur les fruits et revenus de la présente grange, à la requête de M^e Jean Courtade, receveur des décimes du diocèse de Condom.

Nous avons dit que la grange de Fonclaire était une maison noble, constituant un franc fief et prélevant sur ses tenanciers une rente proportionnée à la valeur de la terre concédée. C'est

(1) M^e Sourisseau.

(2) Minutes de M^e Gratiolet, notaire de Buzet.

en conséquence de ce droit de Directe que le 30 mars 1696, est rédigée la quittance suivante :

« Je soubsigné, seigneur granger de Fonclaire, confesse
« avoir reçu de M. de Lompian les arrérages qui m'estoient
« deubs, depuis la reconnaissance du 26 mars 1688, dont le
« tiens quitte, sans préjudice d'autres droits et devoirs seigneuriaux qui peuvent estre, ou ne pas estre deubs, et
« lesd. arrérages et rentes payés jusqu'au premier janvier
« dernier.

« Fait à Fonclaire, ce trente mars 1696.

« Signé : F. DELISLE, seigneur granger susd. » (1).

Frère Jean Gauché, granger de Fonclaire, 1710.

Ce Religieux ne fit qu'un séjour très court à Fonclaire. Nous ignorons le motif de son déplacement.

Frère Jean de Glère, granger de Fonclaire, bachelier en théologie, curé de Saint-Pierre-de-Buzet, 1711-1724.

C'est lui-même qui va nous renseigner sur sa personne :
« Je de Glère, natif de la paroisse d'Orcun de la vallée d'Aspre, près de l'abbaye de Notre-Dame de Sarrance, de l'ordre des Prémontrés, diocèse d'Oloron, granger de Nostre-Dame de Fonclaire, curé de Saint-Pierre de Buzet, ay achepté à Toulouse le Tabernacle tel qu'il est aujourd'hui à Saint-Pé, à M. Bossut, esculpteur de la ville de Toulouse, pour le prix et la somme de 300 livres, randu à Saint-Pé, et l'ai reçu le dernier d'avril 1705. Je l'ai fait posé sur l'autel de Saint-Pierre, le 2 dudit mois de la susdite année par Imbert, menuisier, l'esculpteur n'est pu pas decendre, à cause de maladie ; et pourqu'il conste, j'écris à présent et signe de ma main : DE GLÈRE, granger de Fonclaire et par ci-devant granger de Vianne, et

(1) Pièce en nos archives. Et sur le verso est écrit : Rente annuelle de 21 sols pour 55 carthelades 3/4 34 escats que je fais à M. le Granger de Fonclaire. Papier timbré de la Généralité de Bordeaux.

curé de Casères, au diocèse d'Aire, près Saint-Jean de la Castelle, maison de nostre profession » (1).

Dès le 9 décembre 1699, Frère de Glère prenait le titre de seigneur granger des Grangeries de Fonclaire et de Vianne (2) mais il ne quitta Sainte-Marthe de Vianne que le 16 may 1711. Dans les registres paroissiaux il écrit : « Je de Glère ay quitté la grange de Vianne, le 16 may 1711 et me suis retiray à celle de Fonclaire, dont jay esté pourvu. » Il faut donc conclure que Frère Gauché ne fut qu'un instrument, en attendant la prise de possession du véritable granger (3).

En 1711, devant M^e Troishenris, notaire de Vianne, frère de Glère afferme les revenus de la grange de Fonclaire et de la cure de Saint-Pierre à Raymond Beaujardin, marchand, domicilié à Pélat.

Il afferme aussi à Antoine Lacoude le moulin de Fonclaire. Ledit fermier s'engage à fournir des chevaux pour le transport des fruits décimaux (4). Frère de Glère figure en plusieurs circonstances dans des cérémonies religieuses de l'église de Damazan.

Le 1^{er} septembre 1721 : « Je soubsigné, seigneur granger de Fonclaire, déclare avoir reçu de M. de Lompian les arrérages des rentes qu'il me devoit, savoir : pour la contenance de 55 journaux $3\frac{1}{4}$, 24 escats, contenus dans la reconnaissance de 1688, pour six journaux qu'il a acquis de la veuve de Courréjolle, qu'il jouit depuis six ans, qu'il doit reconnaître et le tiens quitte pour la rente jusques et compris 1720. — Signé : DE GLÈRE, granger » (5).

(1) Minutes de M^e Guyon de Buzet. En cet acte il est aussi question d'une affaire dud. granger, contre François Cazaubon et Pierre Marres.

(2) Minutes de M^e Gratiolet.

(3) Archives particulières, en 1717, Frère de Glère défendit en justice la nobilité de la Grange de Fonclaire, contestée par les Consuls de Damazan. Regist. municipaux de Damazan.

(4) M^e Gratiolet.

(5) Archives particulières.

*Frère Jean-Pierre Gabé, granger de Fonclaire et curé
de Saint-Pierre-de-Buzet, 1724-1730.*

Il afferme aussi les revenus de la grange de Fonclaire et de la paroisse de Saint-Pierre de Buzet. Nous ajoutons quelques explications à cet endroit. En 1723, le 12 décembre, le moulin de Fonclaire, avec pré, terre et jardin, d'une contenance de trois journaux fut affermé pour la somme annuelle de 100 livres, 3 paires de poulets, 3 paires de chapons, 3 paires de poules, 3 paires de canards, le tout payable à la Toussaint. Pour le paiement des 100 livres le fermier devait faire les charrois des fruits décimaux, et pour les réparations il devait donner chaque année cinq sacs d'avoine.

L'afferme des fruits décimaux de Fonclaire et de Saint-Pierre fut faite par voie d'enchères. Elle échut à François Lanusse de Saint-Léon qui s'engagea à payer annuellement la somme de 2,500 livres. Le bail devait durer 6 années. Voici les clauses de ce bail : « Le seigneur granger se réserve les fruits décimaux du domaine de La Grange. Le fermier payera 500 livres en février et pareille somme à la Pentecoste, et le restant à Pâques et à Noël. En outre, il baillera chaque année 15 sacs de mesture, 5 sacs de bled d'Espagne, mesure de Damazan ; deux douzaines de serviettes et deux nappes, le tout fin ; un thonneau de breuvage, moitié rouge, moitié blanc. Il donnera le blé, chaque année sur le sol ; et le breuvage, les vendanges sortant de la cuve ; et les serviettes, à la fin de chaque année. Sur le prix de l'argent, le fermier sera tenu de payer à la décharge du s^r granger les décimes, tailles et autres impositions ; comme aussi de payer au vicaire de Saint-Pierre la somme de 100 livres, annuellement, quartier par quartier » (1).

De son côté le s^r granger demeurera aux cas fortuits tels que l'évêque de Condom à ses fermiers. L'usage de l'évêque de Condom était bien connu dans le pays et il ne tenait compte

(1) M^e Gratiolet de Buzet.

des cas fortuits, qu'autant que les dommages étaient de plus du quart de la récolte.

Frère Jaques Gabé, granger de Fonclaire, curé de Saint-Pierre-de-Buzet, 1731-17 mars.

Après la mort du précédent granger, les chanoines de Saint-Jean de la Castelle : Vénérables Frères Jean-Pierre Laforgue, prieur, Jean-Pierre Lassale, Jacques Degans, Jean-Léon Moussan, syndic, Thomas Yvette et Philippe Moncroc élurent granger de Fonclaire et curé de Saint-Pierre de Buzet Frère Jaques Gabé, alors curé de Sainte-Marthe de Vianne. Le nouvel élu alla prendre possession de son nouveau bénéfice le 17 mars 1731, mais il revint habiter à Sainte-Marthe.

Frère Jean-René Dumoret, granger de Fonclaire et curé de Saint-Pierre-de-Buzet (1732-19 déc. 1761).

La résidence de Sainte-Marthe parut avoir pour le dernier élu plus de charme que le monastère de Fonclaire établi au fond d'un vallon et sur la lisière des bois. Frère Jean Dumoret, élu à sa place, vint prendre possession de la grange de Fonclaire au mois de décembre. Le nouveau granger fut un administrateur intelligent et habile, qui a laissé des traces durables de son passage. C'est à son zèle que sont dues les améliorations notables aménagées au monastère et que les circonstances rendaient nécessaires. La chapelle primitive était devenue insuffisante pour contenir les fidèles qui venaient assister aux offices divins. Frère Dumoret prit la résolution de lui substituer un édifice plus grand. Il ne prétendit pas faire une œuvre d'art, les ressources et le temps lui manquaient.

« Le 12 février 1744, dit-il, j'ay posé la pierre angulaire de de la chapelle de Fonclaire avec les cérémonies prescrites, et le 17 octobre je bénis la chapelle et y célébrai la sainte messe. Elle fut bâtie en huit mois. » Le zélé Religieux avait relié et rattaché la nouvelle chapelle au corps du monastère pour en

faciliter le service. C'est pour parer à tous ces frais qu'il avait, le 18 mars 1740, envoyé à noble Jacques de Sauterisse, écuyer, seigneur de Campelz, et aux héritiers du s^r de Mauméjan de Metz, en Lorraine, une sommation pour leur rappeler les droits qu'il voulait exercer sur leurs domaines, en vertu de la transaction passée par un de ses prédécesseurs le 5 février 1527. Il fit aussi des constructions fort utiles dans son église de Saint-Pierre de Buzet.

Il ne négligea point les intérêts de sa seigneurie. Voici un de ses actes :

« Je déclare avoir reçu de noble Louis de Mothes de Lompian 19 livres, 19 sols, pour arrérages des rentes qu'il fait à la seigneurie de la Grange de Fonclaire.

« Fait à Fonclaire, le 27 août 1760.

« Signé : Fr. DUMORET, R. de Fonclaire » (1).

Après avoir bien dépensé son activité dans l'intérêt de sa paroisse, pressentant la fin de sa carrière, il signa une procuration en blanc pour résigner son bénéfice en faveur de Frère Gabriel Feollier, granger et curé de Sainte-Marthe. A sa résignation il mettait la réserve d'une pension de 600 livres afin, disait-il, de n'être pas à charge à autrui, dans sa vieillesse et ses infirmités. Cette somme de 600 livres était le tiers de la somme de 2,000 livres, qui constituait le total du revenu de la cure de Saint-Pierre et de la grange de Fonclaire quittes de toutes charges (2). Il ne fut pas donné suite à ce projet de résignation, et le Frère Dumoret continua son ministère pendant cinq ans.

*Frère Benoit Lavelle, granger de Fonclaire et curé
de Saint-Pierre-de-Buzet, 1762-1771.*

Le nouvel élu s'intitulait : Granger de Notre-Dame de Méralde et de Fonclaire, curé primitif de Saint-Pierre de Buzet, prévôt-granger de Vic-Fezensac et chanoine régulier de l'ab-

(1) Archives particulières.

(2) M^e Gratiolet.

baye de la Case-Dieu (1). Tant de titres éveillent l'attention, aussi ne sera-t-on pas surpris d'apprendre que ce Religieux était le frère de l'abbé de Saint-Jean de la Castelle, F. François de Lavelle (2). Cette parenté explique ces titres un peu insolites sous le froc. Nous connaissons peu les faits de son administration. L'acte de son décès est inscrit en marge du Registre paroissial de Saint-Pierre et en voici la rédaction :

« Ce 3 juin 1771 est mort et a été enseveli dans l'église de Damazan, M. Lavelle, granger » (3).

D'après les usages anciens, les grangers étaient inhumés soit dans l'église de Saint-Pierre, soit dans la chapelle de Fonclaire. Pourquoi ce personnage si décoratif a-t-il été transporté dans l'église de Damazan ? Nous n'avons aucune explication de cette anomalie. A son décès il y eut des difficultés pour sa succession.

D'après un arrêté du 8 avril 1767, la cote-morte des curés réguliers du ressort du parlement de Bordeaux devait être adjugée aux pauvres et à la fabrique. En conséquence, le procureur du roi de Damazan fit vendre aux enchères les meubles du défunt. D'un autre côté, les paroissiens de Saint-Pierre nommèrent, le 26 juin, un syndic pour recueillir la part qui pouvait leur revenir ; et le syndic vint à Fonclaire espérant emporter le prix de la vente. La somme fut remise entre les mains de s^r Louis Ducos, trésorier de la Fabrique. Mais voilà qu'un créancier vient réclamer. Les Religieuses du couvent de Mézin alléguèrent être créancières du F. Lavelle pour une somme à lui prêtée, et elles réclamèrent le remboursement. La jurade de Buzet, saisie de l'affaire, rejeta la demande des Religieuses. De là surgit un procès qui occasionna des frais considérables et qui se termina par une transaction (4).

(1) Reg. par. de Saint-Pierre.

(2) Les Reg. par. de Damazan portent : Le 3 juin 1771 fut inhumé dans le sanctuaire sieur Benoit Lavelle, Granger de Fonclaire, âgé de 36 ans. Fr. Dusson de Poysson, curé et Granger de Durance, officiai, comme étant de la même Congrégation.

(3) Reg. par.

(4) *Etude monographique sur l'abbaye de Saint-Jean de la Castelle*, par l'abbé Légé.

Nous citerons un acte de l'administration du Frère Lavelle remontant à la première année de son arrivée. Il fit un arrangement avec Jean Dubreuil, maçon, du lieu de Pichet, pour le décharger d'une rente qu'il faisait à la grange de Fonclaire, d'après un pacte qu'il avait passé avec Frère Dumoret, granger. L'acte était du 13 janvier 1766, retenu par M^e Caze, en présence de M^e François Nasse, curé d'Ambrus et de Jean Lamarque, brasseur (1).

*Frère Jean Maynadé, granger de Fonclaire et curé
de Saint-Pierre-de-Buzet, 1771-1775 (25 nov.).*

L'administration du nouveau granger ne fut pas exempte d'orages. Le vieux cadastre de Saint-Pierre, dressé en 1674, ayant besoin d'être rectifié, il fut convenu qu'il y en aurait un deuxième, un pour chaque paroisse. Ensuite de cette décision du 24 novembre 1765, les consuls de Buzet représentèrent à la jurade que le s^r granger de Fonclaire possédait à titre de propriété dans le taillable du présent lieu un moulin et gourgue, et quoique le cadastre de 1674 ne déclarât pas lesd. moulin et gourgue *nobles*, ils n'étaient pas compris dans le rolle de la taille ; ce qui ne pouvait provenir que d'un oubli ou d'une erreur ; aussi paraissait-il juste de les comprendre dans le rolle de la présente année. C'était une mauvaise chicane soulevée par les consuls de Buzet, car le fief de Fonclaire et ses possessions étaient *nobles*. En outre, les moulin et gourgue n'étaient qu'en partie dans la juridiction de Buzet, et une partie en la juridiction de Damazan. Mais la jalousie est contagieuse. Les consuls de Damazan n'avaient-ils pas, eux aussi, contesté la nobilité du fief de Fonclaire, comme ils avaient contesté également la nobilité du fief de Saint-Vincent ? La tendance de la bourgeoisie de cette époque était de battre en brèche les propriétés et les bénéfices ecclésiastiques.

Frère Maynade ne faillit pas à son devoir. Le 16 mai 1773, Joseph Laffitte, arpenteur de Buzet, accompagné de M^e Jo-

(1) Etude de M^e Sourisseau.

seph Dupin, notaire et juge de Buzet, faisant pour le comte de Flamarens et pour le granger de Fonclaire, procéda à l'alignement du fief que le s^r granger possédait sur un coin de la juridiction de Buzet, et voici le tracé arrêté : La ligne qui enserrait le fief de Fonclaire partait de Pichet, gagnait la croix de Larché, passait par Lurbe, descendait aux paous d'Ambrus, suivait le cours de Lavizon, contournait le gué de Pouquet et de Loustalet et revenait à Pichet. A cet alignement, Frère Maynadé ajouta le dénombrement établi en 1681, et il fournit de surabondantes preuves de la nobilité de son fief. Il en fut de même pour toutes les terres que la grange de Fonclaire possédait dans la juridiction de Damazan. Frère Maynadé en démontra la *nobilité* (1).

Et voilà que le vénérable Religieux vint à décéder le 25 novembre 1775. Sa dépouille funèbre fut inhumée dans la chapelle de Fonclaire. Les prêtres du voisinage s'empressèrent de venir assister à ces obsèques. On y vit M^e Joseph Larroche du Bouscot, curé de Buzet, frère Jean Lansac, chanoine régulier Prémontré et l'abbé Armagnac, curé de Saint-Léon.

Dès le lendemain de ce décès, surgirent d'autres discussions. Le procureur du roi de Damazan vint apposer les scellés sur les meubles de la grange et les consuls de Buzet s'empressèrent de nommer un syndic pour réclamer la part qui leur revenait sur le pécule du Religieux défunt. L'arrêt du Parlement de Bordeaux, dont nous avons parlé, mit en mouvement le délégué de l'Intendant de la Généralité ; et, de son côté, l'abbé de Saint-Jean de la Castelle crut de son devoir d'intervenir. Nous faisons grâce aux lecteurs de ces débats qui furent terminés par une transaction.

Dans les Registres paroissiaux de Damazan il est fait mention de l'abbé Couderc qui remplissait les fonctions de vicaire de la grange de Fonclaire.

(1) Les documents concernant ce procès existaient dans les archives de M^{me} Capuran au Cazela. C'est là qu'il en fut donné communication à l'abbé Dubos, curé de Saint-Léon, et c'est à ce cher confrère et aux notes de l'abbé Dubois que nous devons d'avoir pu établir les phases de l'existence tourmentée de la Grange de Fonclaire.

*Frère Pierre Pomarède, granger de Fonclaire, curé
de Saint-Pierre-de-Buzet, 1772-1786.*

Dans la séance tenue à l'hôtel de ville de Damazan, et présidée par s^r J.-F. Ducasse, s^r du Mirailh, le 2 mai 1782, il fut question de la situation malheureuse des habitants. Diverses propositions furent faites pour porter du secours aux malheureux. Entre autres mesures, il fut décidé qu'il y aurait une distribution de secours qui seraient répartis dans les diverses paroisses de la juridiction. Parmi ceux qui furent chargés de cette distribution nous voyons figurer l'abbé Launet, curé de Damazan ; l'abbé Armagnac, curé de Saint-Léon ; l'abbé Nasse, curé de Caubeyres ; l'abbé Claizac, curé de Puch et Frère Pomarède, granger de Fonclaire (1). Nous n'avons pas d'autres détails sur l'administration de ce Religieux.

*Frère Guillaume Landau, granger de Fonclaire, curé
de Saint-Pierre-de-Buzet, 1786-1788.*

Le 4 mai, Frère G. Landau, chanoine régulier de l'ordre des Prémontrés, assisté de M^e Caze, notaire de Damazan, se présenta devant la porte de l'église de Saint-Pierre de Buzet, déclarant avoir été pourvu de lad. cure, de ses dépendances et appartenances, par suite de la vacance survenue par le décès de s^r Pierre Pomarède, prêtre, chanoine dudit ordre, ainsi qu'apparaissait des lettres de provision délivrées par Frère Jean de Pons, abbé de Saint-Jean de la Castelle. Le Frère Landau attestait avoir obtenu, le 4 avril précédent, le viza de Monseigneur de Condom. Il requit donc M^e Caze de le mettre en possession de l'église paroissiale de Saint-Pierre de Buzet. La cérémonie de l'installation eut lieu immédiatement. Copie en fut donnée au requérant (2).

Nous n'avons pas d'autre renseignement sur ce granger qui ne tarda pas à être remplacé. Le vicaire du granger de Fon-

(1) Registres municipaux.

(2) Archives particulières.

claire et de Saint-Pierre fut l'abbé Lartigue, dont le nom figure dans les registres paroissiaux de Damazan (1).

*Frère François-Joseph Stompff, dernier granger de Fonclaire
et curé de Saint-Pierre-de-Buzel, 1788-1791.*

Les Registres paroissiaux de Saint-Pierre portent tracé de son ministère. Fidèle comme ses prédécesseurs à maintenir les droits seigneuriaux de la maison, il requiert des tenanciers le paiement de leurs redevances.

En voici un acte : « Je reconnais avoir reçu de M. de Lompian les rentes qu'il fait pour les biens qu'il possède dans la seigneurie de Fonclaire, ainsi que les arrérages jusqu'à ce jour, sans préjudice d'autres deus, droits et devoirs seigneuriaux. A la grange de Fonclaire, ce 8 février 1789. — Signé : A.-F. STOMPF, seigneur et granger » (2).

Il était jeune et sans expérience, quand les temps étaient difficiles et mauvais. Aussi la Révolution venant à éclater, il ne se trouva à la tête du monastère de Notre-Dame de Fonclaire qu'un pauvre prêtre sans énergie morale ni physique. Il se méprit singulièrement sur les préludes de ces mouvements populaires. Les officiers municipaux de Damazan lui ayant écrit pour l'inviter à s'associer à leurs fêtes civiques : J'étais très convaincu, leur répondit-il, Messieurs, de votre zèle pour remplir la noble carrière de vos travaux, mais je vous prie, en conséquence, de reposer votre sollicitude dans celle que peut me causer l'ardeur inaltérable que j'ai et aurai à me montrer dans toutes les occasions, le brave, le généreux sujet des représentants de la nation, ainsi qu'à vous d'être avec respect, votre très humble et très respectueux serviteur. STOMPF, curé de Fonclaire. Ce 2 juin 1790 (3). Lorsque les délégués de la municipalité se présentèrent dans sa paroisse pour recevoir son serment à la Constitution civile du clergé,

(1) Reg. paroissiaux.

(2) *Ibidem.*

(3) Archives particulières.

au mois de février 1791, Frère Stompff ne comprit pas, ou n'eut pas le courage de remplir son devoir de prêtre et de religieux. Le 14 juillet suivant, lorsqu'on célébra la fameuse fête de la Fédération et l'anniversaire de la démolition de la Bastille, il vint célébrer la messe en présence des patriotes de Damazan et il y prononça un discours « pur, patriotique et religieux » (1). Ce fut vraisemblablement son dernier acte public.

Cédant à des vues intéressées, lorsque les biens de la grange de Fonclaire furent mis en vente, il se rendit acquéreur, le 11 août 1791, moyennant la somme de 6,100 livres, d'un lot important de ce monastère. Il espérait finir ses jours dans ce petit domaine. Hélas ! il fut cruellement déçu ! Son achat entrava-t-il l'ambition de quelque concurrent ? Sa mort, survenue le 23 septembre suivant, fut attribuée à quelque cause dont le mystère n'a jamais été pénétré. Il mourut à l'âge de 31 ans (2).

Nous ne dirons que quelques mots de la vente des biens et dépendances de Notre-Dame de Fonclaire. On en fit plusieurs lots : le premier, dont se rendit acquéreur l'abbé Stompff, comprenait la maison, les décharges, le jardin, les terres labourables et vignes d'une contenance de 16 journaux. Il fut revendu par les héritiers de l'abbé Stompff, au nombre desquels figure Dame Françoise d'Anterroche, veuve de s^r G. Vidal, ex-notaire du Cantal, aux citoyens Burgué et Rozières de Bruch, au mois de février 1792.

L'autre lot, comprenant les terres, les bois attenants à la maison et au jardin, d'une contenance de 20 journaux, fut adjudgé au citoyen Rozières de Montesquieu, canton de Bruch, pour la somme de 1,700 livres (3).

Les premiers acquéreurs firent la cession de leurs acquisitions dans une vente effectuée le 27 Brumaire an VII (15 novembre 1798) et finalement ce fut le citoyen Rieul Lacoste, déjà propriétaire du domaine du Cazela, qui, par des actes succes-

(1) Registres du Directoire de Casteljaloux. Archives départementales.

(2) Reg. par.

(3) Registres du Directoire du district de Casteljaloux.

sifs datés de 1796-1798-1805 et 1811 devint propriétaire des monastère, chapelle, enclos et dépendances de Notre-Dame de Fonclaire (1).

Ce château du Cazela, où se retira dans ses derniers jours l'ancien procureur de la commune de Damazan, l'ancien juge du Tribunal du District de Casteljaloux, connu des jours sombres. La fille et le gendre de M. Rieul de Lacoste moururent jeunes. Lui-même mourut en 1836, suivi de près dans la tombe par sa femme. Ils furent tous ensevelis dans un enclos réservé près du château. Et il ne restait de cette famille autrefois puissante et nombreuse qu'une orpheline, demoiselle Corinne-Edmée Bujac qui épousa M. Benoit-Edouard Capuran, homme de lettres et avocat.

Plus tard, devenue veuve, Madame Edouard Capuran a fait revivre, dans les derniers actes de sa vie, la piété et la générosité de ses ancêtres. Le château du Cazela, légué à la municipalité de Damazan, doit servir à fonder un orphelinat agricole. Mais l'œuvre par excellence qui perpétuera le nom de M^{me} Capuran, c'est la fondation de l'hôpital de Damazan, agrandi et richement doté par elle (2).

C'est là une noble réparation du passé, et un glorieux exemple.

P. DUBOURG.

(1) Voir Greffe de Casteljaloux et de Damazan.

Actuellement l'antique monastère avec ses constructions forme un quadrilatère dont la maison des Religieux occupe la partie méridionale. C'est une maison carrée sans caractère, aux murs dénudés, bâtie près le ruisseau de Lavizon. La vieille chapelle accolée au monastère est en ruine ; ses murailles sans toiture s'effritent sous l'action des pluies et des vents. Un mur de clôture contourne la basse-cour et vis à vis le logis des Religieux se trouvent les granges, écuries, hangars destinés à recevoir les provisions de céréales, de foin, de bois, et instruments de travail. A l'angle nord était la petite fontaine aux eaux limpides et claires. Par suite d'accidents de pluies torrentielles, la petite source a été déviée et a disparu, comme les vieux moines ; il ne reste que la vasque desséchée et recouverte de mousse.

(2) M^{me} Capuran est décédée à Agen le 10 mars 1892.

EXTRAITS DE LA CORRESPONDANCE

DE JEAN-JACQUES DE COSSAUNE

Brigadier de cavalerie, Chevalier de l'Ordre Royal et Militaire de Saint Louis

(1772-1786)

On prétend que Louis XV, dans les dernières années de son règne, alors que déjà il sentait le sol trembler sous ses pieds, avait laissé tomber nonchalamment cette parole (1) : « Je vois bien comment va la machine, mais j'ignore ce qu'après moi elle deviendra et comment Berry s'en tirera. » Ainsi, le prince, dont une égoïste indolence n'avait pu étouffer l'intelligence fine et le jugement sûr, prévoyait que la dislocation de la vieille machine gouvernementale était non seulement inévitable, mais encore prochaine. Il devinait juste.

C'est à l'agonie de cette vieille machine gouvernementale et aux premières tentatives de réformes que nous allons assister, en parcourant la correspondance du chevalier Jean-Jacques de Cossaune.

Par le coup d'Etat du 20 janvier 1771, Maupeou, en supprimant les anciens Parlements, avait raffermi l'autorité absolue du Roi, fortement combattue pendant ce règne par les Parlements. La monarchie absolue triomphait ; mais son triomphe sera de courte durée.

On connaît la situation de la France à l'avènement de Louis XVI (10 mai 1774). Les premiers actes portèrent tous l'empreinte de ces préoccupations humanitaires dont il s'efforçait de cacher les preuves lorsqu'il n'était que dauphin.

Depuis son avènement jusqu'en 1778, son règne offre peu d'événements remarquables, à l'extérieur. La guerre d'Amérique dans laquelle nous ne fûmes qu'auxiliaires, nous fournit

(1) Citée par de Ségur « *Au couchant de la Monarchie* ».

il est vrai quelques occasions d'illustrer notre pavillon. Mais quoique la paix du continent ne fût point générale, la France ne prit aucune part active dans les débats de quelques souverains de l'Allemagne du Nord. Dans l'intérieur on discutait des projets de réforme, des plans de finance. Le jeune Roi lui-même s'entourait d'hommes propres à seconder ses intentions et portait ses vues d'économie et d'humanité sur toutes les parties de la législation et de l'administration.

Parmi les auxiliaires du Roi, nous trouvons : Malesherbe, Vergennes, Saint-Germain et surtout Turgot. Nous aurons surtout à nous occuper ici des réformes au comte de Saint-Germain dans l'armée.

M. de Saint-Germain était un de nos plus brillants officiers de la guerre de sept ans. Jeune encore, il fut obligé de quitter le service de la France par suite d'une affaire d'honneur, et entra successivement au service de l'Electeur Palatin et de l'empereur, Charles VII ; il rentra en France à la mort de ce prince et servit avec distinction jusqu'en 1760. A cette époque, les différends qu'il eut avec le maréchal de Broglie le déterminèrent à passer en Danemarck, où le roi le nomma commandant de ses armées. A la mort du monarque, il se retira en Alsace et s'occupa uniquement de travaux agricoles. C'est là que le roi vint le chercher pour lui donner le département de la guerre.

Il essaya d'introduire un grand nombre de réformes utiles dans l'armée ; mais vivement combattues, presque toutes échouèrent, malgré la faveur du roi. Parmi ces réformes, citons les suivantes : Réorganisation du génie et de l'artillerie, uniformité de tactique, création d'un ordre de Mars pour les sous-officiers et les soldats, suppression de l'Ecole militaire, etc., etc...

C'est de ces réformes, des événements politiques du temps et des faits et gestes de la Cour que va nous entretenir le chevalier de Cossaune. Jean-Jacques de Cossaune, brigadier des gardes du corps de la compagnie écossaise, chevalier de Saint-Louis, était né en 1735 à la Faverie, paroisse de Bournac, près Montaignut d'Agenois. Il était fils de noble Jean-Géraud de

Cossaune, avocat au Parlement de Bordeaux, et de Marie-Magdelaine du Laurens. Sa longue carrière militaire n'offre rien de particulier. Nommé chevalier de Saint-Louis en 1778, il quitte l'armée dix ans après et se retire dans ses domaines de Laroche, près Villeneuve-sur-Lot ; Souillas et La Faverie, près Montaigut. Fixé plus tard au château de Catus, près Penne, il mourut à Agen, vers 1806.

Messire Lagrange de Ladoux, cousin au deuxième degré du précédent et à qui sont adressées les lettres qui suivent, était fils de Jean-Mathieu de Ladoux, capitoul et avocat au Parlement de Toulouse. C'est chez son frère, Jacques (1), et chez sa cousine, la baronne de Ferrussac, au château de Meaux en Quercy, qu'il passa la plus grande partie de son existence. Il mourut vers 1800.

Ces notes préliminaires suffiront, je l'espère, pour expliquer les lettres du chevalier de Cossaune, accompagnées de notes historiques et généalogiques.

J.-B. GUILHAMON.

Beauvais (2), ce 2 aoust 1772.

MONSIEUR MON CHER COUSIN,

Je me tire d'affaire dans ce pays en tirant le diable par la queue ; je suis sage et malgré cela c'est tout ce que je peux faire que de faire de la terre le fossé. Tout est d'une cherté terrible ; nos auberges ont fait plus que doubler, car vivant comme je fais, si le temps était aussi heureux que le passé, j'aurais pu acquitter la lettre de change ; si je me porte bien je ne puis lire que dans un avenir plus heureux.

S'il était possible que je puisse trouver un chien d'arrêt qui fut dressé à mon arrivée, cela me ferait grand plaisir. S'il faut l'acheter cela me sera égal.

Adieu.

(1) Jacques de Ladoux-Lamaruc, frère de M. Lagrange de Ladoux, habitait le château de Lamaruc, près Montaigut ; ses descendants le possèdent encore.

(2) Les différentes compagnies (4) des Gardes étaient logées aux environs de Paris. La 1^{re} dont faisait partie J.-J. de Cossaune était à Beauvais. Chacune servait trois mois l'an à Versailles, à tour de rôle.

De Beauvais, ce 17 mai 1773.

Dites je vous prie à Madame la baronne de Ferrussac (1) que je lui promet de lui faire manger des perdreaux tués de ma main. Elle me regarde peut-être pour un maladroit, mais je suis sûr de mes coups quand avant de partir pour la chasse j'invoque Diane et qu'elle me fait boire du vin *del Cantou*.

Rappelez-moi, etc.

De Versailles, ce 9 juillet 1774.

.....J'ai resté très peu de temps à Beauvais ; j'en suis reparti pour servir le quartier de juillet et joindre notre nouveau maître (2) à Marly d'où j'arrive. J'y ai passé 8 jours et dans le fort de son inoculation ; il est totalement hors de danger, sans avoir été malade ainsi que Monsieur et M. d'Artois (3) et les deux dames (4). Je crois qu'à eux quatre ils ont eu quatre boutons de petite vérolle ; Dieu les préserve de tous les autres ! Quoique la Cour soit très peu brillante parce qu'il y a des ordres de ne laisser entrer personne, nous avons un concours continuel des gens à conseil. Il paraît que le roi s'adonne au travail, il y a un Conseil par jour qui dure 2 heures ; il cherche à connaître, à s'éclairer. Tout le monde augure bien de son travail. Pour son âge il est très froid ; parlant peu, pas même à ceux qui l'approchent, mais la reine est aussi parlante, aussi brillante, aussi folle qu'il est froid. Il faut attendre tout du temps, quoi qu'il détruise tout.

Le 27 de ce mois il y a eu un service à Saint-Denis pour le feu roy. J'en ai vu les apprêts. Ce sera une des plus belles choses du monde. Comme ce jour là, le roi donne à manger à tous ceux qui y assistent, il y aura 4 à 5.000 personnes qui y seront nourries. On

(1) Catherine de Meaux de Ladoux, baronne de Ferrussac, fille de Emmanuel de Ladoux, avocat au Parlement de Bordeaux et de Marguerite de Saint-Angel. Elle épousa en 1764 Joseph d'Audebard, baron de Ferrussac. Elle mourut au château de Meaux près Saux, canton de Moncuq (Lot), vers 1800. (Com. de M. J.-B. Guilhamon.)

(2) Louis XVI, qui était monté sur le trône le 10 mai 1774.

(3) Louis, comte de Provence, et Charles, comte d'Artois, frères de Louis XVI.

(4) Mesdames, femmes du Comte de Provence et du Comte d'Artois : Marie-Joséphine de Savoie et Marie-Thérèse de Savoie.

a fait construire des cuisines en planches dans le jardin des moines ; on va les voir par curiosité. Il y en a une ou il y a 900 fourneaux et quatre cheminées, mais en tout trois mille. On prétend que les préparatifs de l'église, enfin toute la dépense coutera 3 millions. Ma lettre vous servira de Gazette. J'attendais d'avoir un moment a moi pour vous écrire, car je vous jure que le roy nous remue autant et plus que son grand père. Il aimera autant et peut être plus la chasse que lui, la Reine et les vieilles dames sont toujours en l'air à l'exemple de leur nièce.

Je ne vous parle pas de mon avancement, je ne vous en parlerai plus que la chose ne soit ou ne me donne des espérances plus que jamais à la prochaine occasion. J'ai relevé les deux M. de Cap de Lagreze.

Mon quartier me contrarie pour donner quelques leçons à Castor (1), mais je l'ai remis entre les mains d'un de mes amis qui m'a promis de lui donner ses soins. Je ne dois pas vous laisser ignorer qu'en passant dans la plaine de Saint-Denis, où il y a du gibier comme des poulets dans votre basse-cour, il fit cent arrêts tres fermes et quoique il eut des perdrix à dix pas qu'il voyait, en l'appelant il revenait à moi sans les faire partir. Quelquefois aussi il prenait la liberté de les poursuivre.

Je suis, etc., etc.

De Versailles, ce 19 août 1774.

Je voudrais bien vous donner des nouvelles ; je m'imagine que vous êtes à l'affut. On juge dans ce pays comme dans le votre ; chacun se fait des nouvelles et les défait. On attendait bien des choses. on n'espère plus rien. Notre maître (2) s'occupe beaucoup de la chasse, il y va régulièrement tous les jours et souvent deux fois. On dit qu'il veut se faire faire une opération ; il se fait grand mal quand il prend d'autre plaisir que celui de la chasse. On espère après qu'il nous donnera un gros dauphin et cela fera grand plaisir à la reine (3).

On croit le chancelier (4) à sa fin, dit-on ; on dit même qu'il sera

(1) Nom de son chien favori.

(2) Louis XVI.

(3) Louis, grand-Dauphin.

(4) Maupeou.

remplacé par M. Turgot qui vient d'être fait ministre de la marine et M. Diomenil sera ministre de la marine. L'ancien parlement reviendra sur l'eau. Voilà les nouvelles qui commencent à se divulguer ; il ne manque que la réalité.

Paris, ce 23 août 1774.

Voici des nouvelles : Le baron de Breteuil est nommé à l'ambassade de Vienne. Le prince Louis ira, dit-on, à Rome, le duc de Lavauguyon en Hollande et le marquis de Curvailler à Londres. Le comte d'Usson doit se rendre pour quinze jours à Stockholm.

On pense que la paix des Turcs est le signal de la guerre de la Russie contre la Suède et alors elle sera générale.

L'Evêque de Rennes (1) a été mandé à Compiègne relativement aux états ; c'est le duc de Penthievre qui les tiendra cette année.

L'ancien évêque de Limoges (2) a la promesse du Cordon Bleu qu'avait le feu cardinal de Gélvre.

L'arrangement dont on a parlé pour les gardes du corps n'aura pas lieu (3).

M. le Contrôleur général (4) a été visiter le Canal de Picardie.

Des gens bien instruits disent que l'arrangement qu'on se propose est qu'à la Saint-Martin le Parlement actuel sera créé grand Conseil et Cour des Aides. Le roy alors pense sauver son autorité sans toucher aux arrangements du Conseil supérieur. Il créera un nouveau Parlement aux mêmes conditions que celui-ci. On choisira pour le former 60 membres de l'ancien et il sera Cour des Pairs.

Les lettres patentes pour la Chambre des Requêtes sont enregistrees. M. de Nicolaï la présidera, dit-on.

Les conférences sur l'ancien Parlement (5) se continuent à Compiègne. M. le comte d'Artois doit aller à Cambrai le 28 pour voir son régiment de dragons.

De Beauvais, ce 6 février 1775.

Personne plus que moi ne peut être plus sensible à toutes les marques d'amitié que vous me donnez dans votre lettre ; soyez per-

(1) Mgr Desnos.

(2) Mgr Duplessis d'Argentré.

(3) On voulait réunir les 4 compagnies et les loger à l'Ecole militaire, à Paris.

(4) Abbé Terray.

(5) On sait que l'ancien Parlement fut rappelé en octobre 1774.

suadé que je ne négligerai pas un instant à vous apprendre tout ce qui pourra m'arriver d'heureux et d'agréable. Mais vous savez que moi particulièrement je ne dois compter sur les choses que quand elles sont arrivées. J'ai toujours les plus belles promesses, mais voici des événements qui sont malheureux pour moi ; ce n'est pourtant pas encore bien décidé. Le changement de maître (le roy) semble donner au gouvernement une forme différente et plus heureuse pour l'avenir, mais ceux qui touchent au bord tombent dans le fossé. Le ministre de la guerre (1) ne veut pas donner de retraite d'ici à trois ans ; il veut qu'on ait trente ans de service quand on se retirera ; il n'a aucun droit sur nous mais il travaille à l'avoir ; il a les quatre capitaines contre. S'il réussit cela me retardera de beaucoup. Attendre sans voir venir est un des sujets à aller se pendre mais je n'en ferai rien. D'ici au mois d'avril nous saurons tout cela.

Versailles..... 1775.

Nous nous sommes trouvés dans un moment fort occupé et très désagréable. Les cabales sont de tous les temps et de tous les lieux. Il s'en est tourné une à la cour contre le nouveau gouvernement et pour y réussir il y a eu des gens qui moyennant force argent ont suscité quelques têtes pour attrouper le peuple en disant que le blé était trop cher et que le moyen de le faire diminuer était d'aller en force dans les marchés des villes et bourgs des voisinages de Paris et de le prendre de force à un prix très médiocre qu'ils y mettaient. Cela n'accommodait pas les fermiers et les disputes se levent. On finissait par donner des coups de couteaux aux sacs et on faisait répandre le blé et les farines. Ce tumulte est arrivé dans tous les environs de Paris, à Versailles aussi fort qu'ailleurs, dans trois quartiers de Paris à la même heure. C'était venu à un point que le roi a été obligé de faire marcher toute sa maison qui était plus apprestée et heureusement toute rassemblée pour la revue, ce qui a mis le calme partout sans qu'il y ait eu du sang répandu. Un détail exact des choses serait fort long, je vous en donne un précis. Tout le monde a reconnu que ce n'était pas la misère ni le manque de grains mais une vraie cabale. Les prisons sont pleines de ces misérables. On dit qu'il y en a beaucoup, à la Bastille. Les gens qui

(1) Le comte de Muy, qui meurt quelque temps après.

les faisaient mouvoir, si le roy n'avait pas montré de la vigueur, auraient été loin. Les troupes qu'on a fait venir des frontières et l'ordre que l'on a donné de tirer dessus a fait tout finir (1).

De Saint-Germain-en-Laye, ce 27 juin 1775.

..... Nous sommes ici dans le plus grand tracas. Nous devons passer la revue du roy après demain 29 ; de là je reviens à Beauvais. Il n'y a rien dans ce moment d'intéressant à vous marquer.....

..... Je vous envoie de la graine de celery plain ; je ne sais s'il en sera resté dans la lettre, je crains de n'avoir pas pris assez de précautions.

Adieu, etc...

DE COSSAUNE.

De Beauvais, le 8 août 1775.

..... Vous savez le malheureux désastre du Bas (2). M. de Laroche-Lambert, qui est de Cahors, me l'a appris. Ce monsieur est chanoine ici. J'avais fait sa connaissance chez l'Evêque.....

..... Je vous serais bien obligé de m'envoyer une bouteille de ratafia de noix. Vous pourriez la mettre dans le petit paquet que ma sœur m'envoie. Votre ratafia est infiniment meilleur à cause de la bonne eau-de-vie que vous avez dans le pays ; il est impossible d'en avoir de bonne ici.

Adieu, etc.....

DE COSSAUNE.

De Beauvais, ce 5 décembre 1775.

Vous me demandiez si j'avais été à Reims pour la cérémonie du sacre ; il n'y fallait que 6 gardes de la Manche, nous sommes 24 et je suis le dernier de tous.

Je voudrais bien vous donner des nouvelles ; elles sont, dit-on,

(1) Cette révolte fut produite par la libre circulation des grains dans le Royaume, établie par Turgot. Le peuple crut qu'on voulait l'affamer. La Franc-Maçonnerie aurait conduit la révolte de Paris. (Com. de M. Forestié.)

(2) Le Bas, village sur le bord du Lot entre Puy-l'Evêque et Cahors. La famille de Laroche-Lambert, annoblie au xvi^e ou xvii^e siècle, était originaire du Quercy. Ne pas la confondre avec celle d'Auvergne. (Armorial Quercy-nois de L. Esquieu.)

sous la presse et ne paraîtront qu'au 1^{er} janvier. On dit qu'il y a 20 ou 23 arrêts qui n'ont d'autre but que de soulager le peuple. Dans ce moment le grand bruit de Paris et du clergé est la liberté de conscience par la révocation de l'édit de Nantes. Tout cela mérite confirmation : le temps est celui qui nous dira la vérité.

Notre nouveau ministre n'a encore rien fait (1). On prétend qu'il ne se confie à personne et par ce moyen ses projets ne sont point mis au jour ; il paraît qu'il a la confiance de tout le monde.

Quand on voudra faire partir les oies je vous prierai, mon cher Lagrange, de vous charger de les envoyer à Cahors. Il y a un bureau de roulliers ; s'ils veulent se charger du baril je vous prie de leur donner ; il me coutera meilleur marché que par la messagerie et aussi sûr. Il faut que ce qu'ils prennent pèse un certain poids, je ne sais si le baril sera assez lourd, on peut tenter.

De Beauvais, ce 1^{er} mars 1776.

.... J'ai, mon cher ami, une place très belle (2), mais croiriez-vous que je n'ai pas été content et que je m'en suis plaint. Vous allez me dire que j'ai trop d'ambition, mais voila de quoi il est question et j'espère que vous serez de mon avis. Comme chacun cherche d'arriver au bout de la route qu'on a entrepris, mes vues sont d'arriver le plutôt possible pour être au point de ma tranquillité et je croirai y être quand ma place me donnera une retraite honnête sans être sujette à aucune discussion. De tous les temps on a donné à celui qui occupait ma place la retraite de brigadier, mais j'aimerais mieux être brigadier pour éviter toute dispute. J'aurais de meilleurs appointements quoique j'aie, y comprenant ma pension et le manège, 1,500 livres à commencer du 1^{er} janvier. Mais on m'a fait espérer que je ne serais pas longtemps à augmenter de grade. Je ne me serais pas plaint, à la vérité, si dans les autres compagnies mes cadets n'avaient pas été mieux traités, quoique j'ai beaucoup d'anciens derrière moi. On pouvait mieux faire dans toute cette « *ba-grad* ».

On a fait furieusement des changements dans notre corps et ce n'est pas encore fini. On voulait rassembler les 4 compagnies dans

(1) Le comte de Saint-Germain.

(2) On venait de le nommer « brigadier ». Auparavant il était « premier homme d'armes » de la Compagnie Ecossaise des Gardes du Corps.

une ville ; on a été fort embarrassé : pour conclure on a imaginé que comme les mousquetaires étaient réformés, il fallait à portée de Paris une troupe qui peut en imposer au peuple en cas de besoin. Le Gouverneur de Paris et M. de Malesherbes avaient trouvé à propos de nous demander de nous mettre à l'Ecole militaire (elle n'existe plus pour les jeunes élèves ; comme vous devez le savoir ils seront placés dans toutes les provinces, dans des écoles que le Roi formera. Il donnera 700 livres pour chacun et le nombre sera augmenté de beaucoup). Deux de nos capitaines, le prince de Tain-gri (1) et le duc de Villeroy (2) s'y sont opposés et ce moment est le plus fort de la dispute. Dieu veuille qu'ils réussissent, car nous aurions été là très mal.

M. de Saint-Germain a demandé un adjoint. Le roi lui a donné M. de Monbaré. Voilà toutes les nouvelles du moment.

Le froid a été si violent que plusieurs puits ont gelé dans toute la ville, ce qui n'arriva pas en 1709. Tous les vins de liqueurs qui étaient dans les armoires ont gelé ; il n'y a que ceux qui avaient de bonnes caves qui ont conservé leur vin, car tous les scelliers ont gelé. Une petite bouteille couverte d'ausier, à demi-pleine d'eau-de-vie a gelé sur ma table, auprès de ma croisée, dans ma chambre où je faisais très bon feu nuit et jour.

Ma table devant la cheminée, l'encrier devant le feu, le temps de porter la plume devant le feu, elle ne coulait plus. Enfin deux degrés $\frac{1}{2}$ plus fort qu'en 1709 et je n'ai pas été enrhumé.

Ne m'oubliez pas auprès des de Gozon (3), etc...

DE COSSAUNE.

(1) Nommé capitaine de la 4^e compagnie des Gardes du corps en octobre 1764.

(2) Le duc de Villeroy avait été nommé capitaine en juillet 1766.

(3) Branche cadette de la maison de Gozon-Mélac, formée en 1475 par Jean de Gozon, fils puiné de Jean II du nom, seigneur de Gozon et de Mélac, et de Savie d'Esdeing son épouse. Il fut grand-maître de la maison de Ladislas VI, roi de Hongrie et de Bohême ; il avait épousé Elisabeth Doglicte de Navarre, élevée auprès d'Anne de Foix qui l'emmena en Hongrie avec son mari. Gilibert, fils de Jean, revint en France, après la bataille de Mohats, et se maria avec Catherine de Gautié, Dame d'Ays en Quercy. (Notes historiques et généalogiques sur les amis de la baronne de Ferrussac, par M. J.-B. Guilhamon).

De Beauvais, ce 4 juillet 1776.

Il n'y a rien de nouveau que le renversement de toutes choses que vous connaissez. On crie, on clabode, on croit, on parie que les ministres qui sont en place ne tiendront pas en place, ne tiendront pas longtemps. Il semble que tout soit à recommencer, nous sommes dans le siècle des bouleversements. Il faut tout voir, tout souffrir sans rien dire et attendre le bien. Pour nous, nous sommes ici, comme l'oiseau sur la branche : nous attendons le moment pour partir et aller à l'Ecole militaire quoique nous soyons dans la plus grande indécision, mais il faut toujours croire que tout est au mieux dans le meilleur du monde possible.

Ne m'oubliez pas, etc...

DE COSSAUNE.

De Beauvais, ce 23 juillet 1776.

Il y a longtemps qu'on parle d'une ordonnance pour la croix (1) qui intéresse beaucoup de monde ; on prétend qu'elles seront reculées, j'aime à n'en rien croire. Il vient de paraître une ordonnance portant création de 6,000 hommes pionniers qui seront enregimentés et qui serviront à l'armée pour ouvrir des chemins aux troupes, en temps de paix à faire des chemins publics.

Notre établissement à l'Ecole militaire est encore là sans qu'on la décide plus ni moins, cependant on dit que nous commencerons l'établissement au mois d'avril, les autres veulent que ce soit au mois d'octobre prochain. La chose est impossible à cause des grandes réparations qu'il y a à faire. Moi je me contente de tout pour le temps que j'espère avoir à y rester.

De Beauvais, 2 novembre 1776.

..... Nous n'avons ici aucune nouvelle qui soit intéressante à pouvoir vous mander ; je ne pourrais vous répéter que ce que la *Gazette* vous a dit concernant le gouvernement. A la mort du Contrôleur général on a trouvé dans ses coffres 4 millions et 15 jours avant sa maladie il avait acheté une terre 600,000 livres. Le roy a trouvé que c'était trop voler pour le peu de temps qu'il avait resté

(1) La croix de Chevalier de Saint-Louis.

en place. Pour ce qui concerne notre corps rien ne bouge encore ; nous attendons une promotion qui se fera sans doute dans le quartier du duc de Noailles (1). Le temps est un bon maître ; avec la patience on vient à bout de tout.

Adieu, etc...

DE COSSAUNE.

De Beauvais, ce 5 février 1777.

La nouvelle du jour est que n'ayant pu rassembler les 4 compagnies à l'Ecole militaire, on cherche à pouvoir nous placer à Cambrai, je ne sais si cela réussira. Je crois que nous en serions tous fâchés et les auteurs ne resteront pas longtemps à l'être. Si nous y allons, la troupe n'est pas assez riche pour y tenir, moi en particulier j'en serais très fâché pour le temps que je veux y vivre.

M. Vincens (2) qui m'a affirmé la Faverie (3) 1,850 livres et la maison et jardin 150 livres, au moment de passer le contrat me demanda de mettre la Faverie à 1,800 et la maison à 200 pour raison de frais qu'il ne payerait pas. Je fus assez bon pour y consentir. Aujourd'hui il veut s'en tenir au contrat à ce qu'il dit. On ne peut pas être coquin à ce point-là. Quand vous le verrez parlez-lui en et dites-lui à quel point je suis piqué. Tôt ou tard il tombera entre mes pattes et alors je lui promets de ne pas lui faire grace. Je le ferai assigner, si supposé je perds, j'aurai le plaisir qu'on sache partout qu'il est un coquin avéré.

Adieu, etc...

DE COSSAUNE.

De Beauvais, ce 7 juin 1777.

Vous me marquez qu'il a fait froid en province, que les fruits ont été emportés et que les vignes ont été endommagées. Le froid n'est pas extraordinaire ; dans ce pays-ci nous n'avons pas encore discontinué de faire du feu que trois ou quatre jours. Depuis le

(1) Louis de Noailles (1713-93). Capitaine de la 1^{re} compagnie des Gardes, Maréchal de camp, lieutenant-général, Gouverneur du Roussillon, chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, fils de Adrien-Maurice de Noailles (1678-1766) et petit-fils d'Anne Jules de Noailles, duc d'Ayen, premier duc de Noailles.

(2) Famille des environs de Villeneuve.

(3) La Faverie, près Montaigut.

commencement de juin et au moment où je vous écris j'ai du feu car il fait un vent du nord très froid quoique il fasse un beau soleil. Les fruits sont emportés aussi, ce qui est une perte considérable a cause de la boisson qu'on en fait. Ceux qui mangeront des pêches les paieront au moins douze sols pièce et médiocres.

Adieu, etc.....

DE COSSAUNE.

De Beauvais (1^{re} moitié de) 1777.

J'ai reçu une lettre de ma mère ; elle me marque qu'il y a beaucoup de misère, que tout est manqué dans le pays. Dans celui-ci la récolte en blé est superbe, les fruits ont manqué, c'était une grande ressource pour la boisson. Il fait si froid les nuits qu'on croit que le peu de mauvais vin qu'on fait dans ce pays ne réussira pas, aussi est-il exhorbitamment cher.

Ce 20 décembre 1777.

Nous n'avons dans ce moment rien de nouveau, quoique on nous fait espérer de bonnes nouvelles pour ce mois de janvier. On travaille beaucoup à remettre les choses telles qu'elles étaient. J'espère qu'il ne pourra jamais résulter rien de mauvais pour moi ; rien cependant de moins sûr.

Adieu, etc.

DE COSSAUNE.

De Beauvais, ce 19 février 1778.

Si par hasard ma lettre vous parvient assez tôt pour que vous ayez le temps d'écrire à M. de Lamarsalle, à Villeneuve, je vous serai obligé de lui marquer de me porter des échantillons de papeline et le prix de chaque. Si vous pouviez lui faire passer un morceau d'onguent pour les corps aux pieds, vous me feriez plaisir. Vous pourriez le lui faire passer par les voituriers de Montaignut au Port de Pennec en recommandant de l'envoyer à Villeneuve par la première commodité. Il partira au plus tôt du 4 au 6 mars. Le temps que je vous donne est bien court ; le hasard fait qu'il ne peut pas être plus long, parce que je ne savais pas plus tôt qu'il dût partir, ni lui non plus.

Le bruit de guerre se répandait avec force, mais il commence à s'apaiser (1). Les grands politiques prétendent que nous ne l'aurons pas, il y a eu un peu d'alarme pendant un moment, occasionée par un vaisseau anglais qui avait saisi une frégate américaine. Celle-ci se voyant prise fut s'échouer sur la cote de Saint-Domingue (2). L'équipage se sauva dans les montagnes, les anglais le poursuivirent. Le commandant d'un petit fort s'étant aperçu de cela fit tirer sur les Anglais. Ils abandonnèrent les insurgés et attaquèrent le fort; ils l'emportèrent. Voilà ce qui a donné lieu aux alarmes. On prétend que tout est racomodé. Cependant il paraît qu'on se méfie avec raison des Anglais, si la guerre ne se déclare pas dans ce moment-ci, ce sera dans un autre et ce ne sera pas long.

Nous ne ressentons aucune espèce de disette; la récolte a été superbe et promet beaucoup pour cette année.

De Beauvais, ce 22 juin 1778.

Je suis très sensible, mon cher Lagrange, à toutes les marques d'amitié que vous me donnez; je reçois avec plaisir le compliment que vous me faites sur mon titre de *chevalier* (3); je voudrais être en meme de vous demander l'acolade. Dites à la cousine (4) combien je suis flatté de son souvenir et je ne la tiens pas quitte de l'envie que j'aie de recevoir l'acolade de sa part. J'espère que l'année prochaine après la revue j'aurai ce plaisir.

.....Quant à la guerre (5) on en parle beaucoup; on fait même tous les préparatifs soit pour se défendre ou pour attaquer. Tout le monde est d'accord que les Anglais le voudraient bien, mais ils ne le peuvent pas. Ils seront anéantis tot ou tard, cela ne peut finir que par là, le plus tard ne sera pas le mieux.

Adieu, etc.....

DE COSSAUNE.

Beauvais, ce 4 août 1778.

Vous faites la guerre dans votre pays! Si nous ne l'avons pas encore, du moins sur terre, elle est très fort déclarée sur mer, car

(1) L'opinion publique réclamait l'alliance avec les colonies anglaises d'Amérique contre l'Angleterre.

(2) Alors colonie française.

(3) Il venait d'être nommé chevalier de Saint-Louis.

(4) La Baronne Catherine de Ferrussac.

(5) Guerre contre l'Angleterre.

il y a eu un combat très vif entre les deux flottes (1). La notre a eu l'avantage, elle est restée maîtresse de la mer. Nous avons eu six vaisseaux désemparés et nous en avons désemparé huit aux anglais; ils se sont retirés à la faveur de la nuit sans vouloir combattre encore. Nous avons perdu très peu de monde. M. d'Orville (2) a été blessé à l'épaule et son fils à la jambe. Nous attendons un détail plus circonstancié de cette affaire; la nouvelle est très sûre. M. de Chartres (3) n'a pas été blessé, son vaisseau a beaucoup souffert.

Adieu, etc.....

Beauvais, ce 28 novembre 1778.

Si vous aviez quelqu'un de confiance à Cahors, je vous prierais de me faire le plaisir de m'envoyer une boîte pleine de truffes et cela aux premières gelées parce que à attendre trop longtemps, la gelée étant forte, elles gèleraient en route et tout serait perdu. Une condition encore, il faut qu'elle soit un peu présentable et qu'elle ne soit pas exorbitamment chère sans quoi supposez que je n'ai rien dit, vous en feriez partir pour la somme de 20 à 24 livres. Ma sœur (4) vous remettra l'argent que vous aurez employé pour moi. Je lui écrirai quand j'aurai reçu les pruneaux.

Soyez persuadé, etc.....

DE COSSAUNE.

De Beauvais, ce 6 janvier 1779.

Quant à la commission que je vous ai donnée (achat de truffes), si vous pouviez la faire faire sans que cela vous gêne, cela me ferait plaisir. C'est bien cher, surtout dès qu'elles ne sont pas au choix. Vous vous imaginez bien que ce n'est pas pour moi. Dites qu'on les choisisse pour le mieux, qu'on les mette dans une boîte bien solide, qu'elles soient arrangées de façon qu'elles ne puissent pas geler et qu'elles partent bien fraîches; qu'on prenne le moment

(1) Bataille d'Ouessant (27 juillet). Le 17 juin, la frégate française la *Belle-Poule* avait été attaquée par la frégate anglaise l'*Arethuse*. La *Belle-Poule* soutint vivement le feu, eut beaucoup de mal, mais désempara l'*Arethuse*.

(2) D'Orvilliers, le doyen des amiraux français.

(3) Louis-Philippe-Joseph d'Orléans, duc de Chartres, né à Saint-Cloud le 13 avril 1747, mort sur l'échafaud en 1793, fils de Louis-Philippe d'Orléans (1725-+) et de Louise-Henriette de Bourbon-Conty.

(4) Françoise de Cossaune, morte vers 1792 à Souillas, près Montaignut.

le plus près du départ de la *Turgotine* pour les acheter. La quantité sera de 20 livres ; j'avais prié ma sœur de vous remettre l'argent sur le terme de Noël. Si ma lettre n'est pas arrivée à temps priez ma sœur de me faire cette avance, elle la retiendra sur le terme de la Saint-Jean.

De Beauvais, ce 9 juin 1779.

Je suis retenu depuis quinze jours dans ma chambre. J'ai eu 4 jours la fièvre, aie été purgé 2 et saigné une fois, tout cela occasionné par une négligence. Quand on aime à faire son devoir, on ne peut pas se dorloter. J'espère que cela ne sera rien ; je compte sortir demain. Nous partons d'ici le 16 juin pour aller à Saint-Germain.

Adieu, etc...

De Beauvais, ce 23 septembre 1779.

J'ai été fort malade depuis que je ne vous ai pas écrit ; je n'ai même pas pu passer la revue ; j'ai été retenu dans mon lit pendant six semaines. Aujourd'hui je suis totalement guéri et me porte au mieux... Je me dispose à partir pour Versailles où je serai le 1^{er} octobre, mon quartier fini je me disposerai à partir pour Souilllas. Les nouvelles intéressantes seraient la paix, mais nulle apparence pour cette année ni peut-être l'autre, à moins que la descente (1) n'ait lieu ce mois d'octobre et que les Anglais ne soient frottés d'importance. La nouvelle du jour est que 3 frégates espagnoles ont attaqué trois anglaises. Le combat a été long et très vif ; les anglaises ont été prises et conduites à Cadix.

Adieu, etc...

DE COSSAUNE.

De Versailles, ce 7 octobre 1779.

... Je ne me sens point du tout de ma maladie ; il n'y a que mes pauvres cheveux ; je ne sais si je pourrais finir mon quartier sans

(1) Charles III d'Espagne renouvelle le pacte de Famille (1779). Une escadre espagnole, sous les ordres de Cordova, alla rejoindre l'escadre française de d'Orvilliers ; et les coalisés, forts de soixante-six voiles, marchèrent vers la Grande-Bretagne. Une furieuse tempête empêcha la flotte coalisée d'aborder et sauva l'Angleterre.

prendre perruque ; j'en serai très fâché. Je suis fort aise que ma cousine soit contente de la toile ; je vous ai dit ma condition dans ma dernière lettre, elle avait la liberté de la prendre ou non... Vous m'avez dit que Mad. de Coysseles (1) en voudrait aussi trois pièces ; je suis fâché qu'elle ne m'ait pas averti plutôt ; nous arrivons dans la saison où les blancs ne sont plus bons, il faut attendre au printemps prochain.

J'ai aussi, mon cher de Ladoux, un plaisir à vous demander : pour assurer une misérable pension que j'ai sur le trésor royal il faut que j'aie un extrait baptistaire. Vous serez surpris que je vous demande un extrait baptistaire pour une pension. On donne une nouvelle forme à tout cela, tous les pensionnaires auront des brevets ; pour l'avoir il faut son extrait baptistaire, et c'est sur ces brevets qu'on sera payé.

Bien des amitiés à la famille d'Ays (2), etc...

De Versailles, ce 16 juin 1782.

En passant à Paris je me suis présenté chez M. de Valence fils (3) ; il n'y était pas et quelle précaution que j'ai prise pour pouvoir le rencontrer dans toutes les fêtes qui se sont données ici pour le Comte et la Comtesse du Nord (4). Ils ont pris congé de la Cour hier et partent mercredi prochain pour Brest.

Après nos malheureuses affaires (5) il court un bruit qu'il ne faut pas regarder comme bien sûr. On dit que M. de Suffren qui est dans les Grandes Indes a pris aux Anglais 4 vaisseaux, 1 coulé, a fait l'amiral anglais prisonnier et a pris un convoi. Voilà dit-on qui mérite confirmation.

Bien des provinces ont offert des vaisseaux au Roy dans cette circonstance. La ville de Paris a obtenu la permission et accordée

(1) La seigneurie de Coysseles près Roquecor, en Agenais, appartenait à cette époque à la famille de Parreau.

(2) Branche de la famille de Gozon-Mélac, établie au château d'Ays, en Quercy, commune de Saux, canton de Moncuq (Lot).

(3) Fils du Maréchal Comte de Valence, marquis de Ferrière. Le vicomte de Valence, pair de France, mort en 1823, était le dernier rejeton de la branche cadette de la famille de Timbrune-Timbronne, marquis de Valence.

(4) Czarewicht de Russie, qui deviendra plus tard Empereur sous le nom de Paul I^{er} (1796-1807).

(5) Défaite des Saintes (avril 1782). Le comte de Grasse, en route pour la Jamaïque, fut battu par l'amiral anglais Rodney.

de faire reconstruire une *Ville de Paris* avec la devise « vaincre ou périr ; point de grâce ». Les bons mots remettent les esprits des parisiens.

De La Roche, ce 6 octobre 1782.

Mille actions de grâces à vous rendre, mon cher Lagrange, le cadeau est superbe et tuer cinq perdreaux en un jour est pour moi un miracle, ce qui n'est chez vous que chose ordinaire, aussi je ne mettrai jamais mon adresse en comparaison avec la votre. Cependant, par extraordinaire, on a raison de ce que c'est pour le palais délicat de Monseigneur l'Evêque (1), hier j'ai tiré 4 coups de fusils, j'ai tué 4 perdrix, je dis perdrix, il n'y avait qu'un perdreau. Vous m'aviez promis de venir passer quelques jours avec moi ; j'espère que ce qui sera remis ne sera pas perdu et ce que nous tuerons, nous le mangerons gaiement avec la Baronne (2) et la famille d'Ays (3).

Adieu, etc...

DE COSSAUNE.

De Souillas, ce 11 novembre 1785.

Il est temps et c'est le seul moment à saisir pour pouvoir faire un état au neveu (4). Celui qu'il veut prendre n'est pas trop analogue à sa fortune, il faut qu'il y supplée par la sagesse et l'économie mais aussi c'est le seul qui puisse lui faire honneur et le sortir de la crapule. L'ancienneté et la noblesse de votre famille mérite un coup de collier qui soit soutenu de quelques longs cours. Il a paru à la famille que la démarche que cet enfant va faire n'est pas de votre gout puisque vous n'en avez pas parlé. Que faut-il qu'il fasse pour se tirer d'embarras, je ne sais d'autre chemin que celui de l'honneur. Dans tous les états on trouve ce chemin mais quel

(1) Jean-Louis d'Usson de Bonnac, né à Soleure (Suisse), évêque d'Agen (1767-1790), mourut à 87 ans, en 1821, 1^{er} aumônier du roi Louis XVIII. (M. l'abbé Durengue, dans son ouvrage, « *Le Diocèse de Lot-et-Garonne* », a consacré de nombreuses pages à la biographie de ce saint Prélat.)

(2) Catherine de Meaux.

(3) Famille de Gozon de Saux.

(4) M. Lamaruc de Ladoux, officier d'infanterie ; fit la campagne d'Espagne sous la Révolution, chevalier de Saint-Louis sous Louis XVIII. Mort à Lamaruc, près Montaignu, après 1830. Il était fils de Jacques de Ladoux, chevalier de Saint-Louis, et neveu de Messire Lagrange de Ladoux, à qui ces lettres sont adressées.

faut-il qu'il prenne pour qu'il le distingue, et faire ressortir l'ancienneté de sa famille ? Une fortune faite à la sueur de son front a beaucoup de mérite ; il faut quelque talent pour commencer à la chercher dans quelque genre que ce puisse être. Après avoir bien cherché et examiné j'ai trouvé que les armes étaient pour le mieux sauf pourtant votre avis. Je serai enchanté d'en causer avec vous.

DE COSSAUNE.

Souillas, ce 25 mai 1786.

Vous voyez que jusqu'à présent on ne peut rien reprocher à notre neveu Lamaruc de Ladoux (1). Je le regarde comme d'un bon augure pour l'avenir ; je sens tout comme vous combien ce commencement est lourd à supporter, mais si vous calculez, dès qu'il repartira il aura 600 livres d'appointements (et on parle d'une augmentation) qui est le fonds de 12,000 livres. Si j'avais eu le plaisir de causer avec vous vous auriez convenu qu'un état honorable pareil est inappréciable surtout quand on en a besoin. Tout consiste dans ce moment d'avoir une bonne conduite.

Adieu, etc...

DE COSSAUNE.

Ici s'arrête la correspondance de J.-J. de Cossaune avec son cousin de Ladoux. Durant la période révolutionnaire, ils s'écrivent encore quelque peu, mais ces lettres ne renferment aucun renseignement intéressant.

Je me permets d'ajouter à cette correspondance, une lettre du chevalier de Cossaune écrite à son neveu de Ladoux en 1804 et quelques lettres du chevalier de Ladoux, fils de Jacques, alors qu'il était garde du corps de S. M. Louis XVI.

Agen, ce 31 décembre 1804.

L'Evêque (2) ni le Préfet (3) ne sont pas encore arrivés ; j'ai pourtant appris qu'on travaillait à une nouvelle circonscription des pa-

(1) Il est alors Garde du Corps à la compagnie de Chambri.

(2) Mgr Jacoupy.

(3) Baron Jean-Pierre (1800-1806).

roisses ; que l'abbé de Cours en était nommé commissaire et chargé de cet ouvrage (1). Je fus lui en parler : il me dit qu'il allait suspendre parce qu'il avait vu une lettre du préfet qui disait avoir été diner chez le ministre des Cultes, Portalis. Il y avait 30 préfets et 30 évêques qui étaient décidés que sur 36,000 paroisses le gouvernement n'en payerait que 25,000. Cependant on donnera la liberté aux habitants de payer celles qu'ils voudront conserver. Il faudra donc voir quelles seront les 25,000 conservées et alors il faudra agir en conséquence. J'aurai soin dans le temps de m'informer de celles qui seront conservées et je vous en ferai part. L'Evêque ni le Préfet n'arriveront pas de quelques jours.

Adieu, etc...

DE COSSAUNE.

A Versailles, le 17 mars 1786.

Je suis arrivé en bonne santé ainsi que mes compagnons de voyage. MM. de Bab et de Lamarsalle (2). Nous avons eu bien mauvais temps, la neige, la pluie et le verglas qui nous empêchaient de marcher, mais nous nous avançons toujours en faisant ferrer nos chevaux à glace. Je suis à Versailles depuis le 12 ; j'ai été reçu le 16 par M. le duc d'Ayen (3), j'attends M. de Larous qui n'est pas encore arrivé de chez lui, pour savoir s'il veut bien que j'aille à Beauvais. Sans quoi je serais reparti pour la province ; il ne doit arriver que mercredi prochain.

J'ai encore la jument à l'Hôtel « *de la Fleur de lys* » et elle me coûte fort cher, mais je vois que j'aurai une route de moins à faire s'il veut que j'aille à la garnison. Je suis logé depuis le 13 au soir à l'Hôtel des Gardes du Corps où ma dépense n'est pas si chère.

DE LADOUX.

(1) Cette lettre a été écrite au sujet de la paroisse d'Aurignac, près Montaut. Cette cure n'avait pas tout d'abord été désignée pour être pourvue. Ce ne fut que sur les prières de MM. de Cossaune et de Ladoux qu'on y nomma M. Billoud.

(2) Familles agenaises.

(3) Cadet de la maison de Noailles, cousin-germain du duc de Noailles et du duc de Mouchy, gouverneur de Guienne.

De Beauvais, ce 4 mai 1786.

Voici le détail de mes dépenses :

Pour mon uniforme complet.....	177 l. 6 s.
Pour faire ranger mes habits.....	36 l.
Pour le maître d'armes.....	36 l.
Pour bottes et formes.....	30 l.
Pour une paire de boucles.....	24 l.
Pour ma dépense à Versailles.....	34 l. 4 s.
Pour ma route de Villeneuve à Beauvais.....	120 l.
Pour louer un habit et acheter une épée.....	34 l.
Pour gands, brosse à cheveux, etc.....	12 l.
Pour la dépense de la jument.....	25 l.
Pour le perruquier et chambre à Versailles.....	8 l.
Pour ciseaux, canifs, épingles à friser.....	3 l. 12 s.
Pour bas de soie.....	9 l.
Pour la dépense chez le maître d'armes.....	18 l. 12 s.
Pour un chapeau brodé en argent.....	9 l.
Pour sac à poudre et autres.....	3 l.
Pour 2 cocardes et une bourse d'argent.....	3 l. 12 s.
Pour la loge.....	3 l.
Pour la dépense de ce mois.....	50 l.
Plus le vin du mois prochain.....	10 l.

Total..... 640 l. 6 s.

Le compte est augmenté parce que j'ai acheté bien des petites choses qui me faisaient besoin... Il me faut acheter des vestes et des culottes blanches.....

..... L'évènement nous a été funeste, parce que le Duc d'Ayen (1), le capitaine de la Compagnie, a traité les coupables comme ils le méritaient. M. Lamothe qui ne voulut point ôter son chapeau et M. Fallières qui sauta le premier au parterre sont enfermés. L'un est à Ham (2), l'autre à Dourlan, les autres qui les avaient suivis ont été renvoyés du corps...

Recevez, etc...

LAMARUC DE LADOUX,

(1) Le même que le précédent.

(2) Petit village de la Somme. Château-fort du xiv^e siècle qui servait et sert de prison.

Beauvais, ce 15 juillet 1786.

Les gardes du Corps qui avaient accompagné le Roy à Cherbourg sont arrivés le 13 à la garnison parce qu'on leur avait accordé quelques jours de repos. La femme au défunt de La Couedic a accouché d'une fille qui jouit la somme de 600 livres tous les ans; le meurtrier du père qui était enfermé à Ham est mort ces jours-ci d'un dépôt au cerveau, occasionné par le chagrin qu'il avait d'être enfermé le reste de ses jours ou d'être conduit au supplice.

LAMARUC DE LADOUX.

Beauvais, ce 19 août 1786.

Si je vous ai mandé que je ne serais pas bien aise de servir en octobre ce n'a été que sur les conseils de M. de Saint-Paul (1) et de M. Vialette. Je n'y trouve nul avantage et de plus je préférerais bien aller voir la Cour qu'aller à Lamaruc. J'aurai assez d'argent pour rentrer ; je veux acheter un cheval, mais ils sont hors de prix ; nos Messieurs (2) disent qu'ils ne les ont jamais vu aussi chers.

DE LADOUX.

(1) Famille des environs de Moissac.

(2) Les officiers des gardes du corps.

UN AN DE CONSULAT AU MAS-D'AGENAIS

EN 1618

Le mémoire dont nous nous occupons n'est daté ni signé, ce n'est donc pas le mémoire original que François de Laroche de Tamizé, sieur de la maison noble de Lapaillère, adressait aux consuls et au syndic du Mas au nom et comme héritier de feu Guion de Laroche, son grand-père, premier consul et receveur des deniers de la présente ville en 1618 ; néanmoins il n'est pas sans quelque valeur ; on ne doit pas l'écarter purement et simplement, libre de critiquer certains détails, mais il se peut qu'il ait servi à préparer le mémoire original ; c'est peut-être pour cela qu'il ne comporte ni date ni signature, que les comptes ne sont arrêtés ni balancés, qu'il n'y a aucune conclusion. Mais plusieurs pièces qu'il avait réunies pour établir la gestion de son grand-père étaient encore annexées à ce mémoire, dont elles confirmaient ainsi l'authenticité, la véracité.

On peut toutefois lui assigner une époque à peu près certaine par le décès de Guion de Laroche survenu le 18 octobre 1638 ; et un article du compte des dépenses faites à l'occasion de l'entrée de Louis XIII à Bordeaux, auxquelles le Mas fut obligé de contribuer ; car suivant une quittance du 9 mars 1618 G. de Laroche paya à Danglade, receveur des tailles du Condomois pour le quartier de janvier ou pour frais extraordinaires des garnisons, frais de « *rentrée du feu Roy en la ville de Bourdeaux* », frais de M. de Gondrin ou autres choses, 104 l. 8 s. 5 d.

On sait que Louis XIII mourut à Saint-Germain en 1643 ; et, gravement malade, François de Laroche dictait son testament à M^e de Larrieu, notaire, le 24 août 1652. C'est donc après la mort de Louis XIII que F. de Laroche fut obligé de défendre la mémoire de son grand-père sur laquelle planait

peut-être des doutes au sujet de son administration en l'année de son consulat, et pour la justifier il rédigeait un état des recettes qu'il avait faites provenant de la levée du 1^{er} quart de la taille, des deniers patrimoniaux et des dépenses pour le paiement des charges et affaires de la communauté.

François de Laroche nous paraît commettre une erreur de date, car l'entrée de Louis XIII à Bordeaux eut lieu en octobre 1615. Ce ne fut pas seulement le Mas qui fut obligé de contribuer aux frais d'entrée de Louis XIII, à Bordeaux, cette mesure dut être générale, car Tonneins recevait aussi l'ordre de faire transporter à Bordeaux des provisions pour les gens et les chevaux de la suite du Roi, qui se rendait en cette ville à l'occasion de son mariage.

Comment se fait-il que G. de Laroche ne porte cette dépense qu'en 1618 ?

Par son testament du 26 mars 1636, G. de Laroche, jurat alors, parlant de sa vieillesse, instituait pour son héritier son petit-fils François de Laroche, fils de feu Blaise de Laroche, ancien procureur du roi.

La famille de Laroche vivait dans l'aisance, elle possédait des propriétés à Sénestis, à Saint-Caprais, au Mas et plusieurs immeubles en ville. G. de Laroche était marchand. Comme la plupart des familles possédant quelque fortune, elle avait pris la particule, que les tabellions de l'époque se plaisaient à prodiguer à leurs notables clients pour flatter leur vanité, sans toutefois faire précéder ni suivre leur nom des qualités de noble homme et d'écuyer.

Les documents les plus reculés que nous ayons concernant cette famille remontent à 1581, un acte d'achat que Jean, Guion et Arnaud de Laroche frères faisaient d'une pièce de terre à Sénestis ; un contrat de mariage entre Bertrande de Laroche, fille de feu Pierre et de Marie de Larrieu avec Antoine Dunoqué, de Lagruère, elle était assistée de Jean et de Guion, faisant pour leur frère Arnaud. Elle recevait en dot 350 francs bourdelois, revenant à 87 écus et demi-sol et un ameublement en rapport de sa situation.

Parmi de nombreux titres de propriétés, nous avons recueilli

un document qui intéresse particulièrement le chapitre, car les Laroche s'étaient rendus acquéreurs des droits du neuvième que le chapitre avait coutume de prendre tous les ans dans Sénéstis et ils acquittaient en même temps la taxe à laquelle le chapitre avait été imposé par le roi pour l'aliénation du temporel.

Le 3 novembre 1599, dans la collégiale Saint-Vincent, le Chapitre assemblé, M. de Jasse, prieur, Pierre de Lespian, Antoine de Lestrade, Antoine Danduran, Guilhem Martin, Pierre Maigneto, François Dubourg, Joseph du Tauzia de Vilfontan, Jehannot Valadé et Antoine Clamensac, chanoines, faisant tant pour eux que pour les autres sieurs chanoines absents par devant M^e Gaxiot Maigneto, notaire, procédaient à la liquidation des sommes qu'ils devaient au roi pour l'aliénation du temporel de 1586 et de l'année 1599 et aussi pour le reste de ce qu'ils devaient pour le recouvrement du passage de la rivière à M. Louis Duduc et à M^e Pierre Pouchet et le droit du neuvième qu'ils avaient coutume de prendre au-delà de la rivière, dans Sénéstis et Saint-Caprais, sans toucher au « bourriage » de Messieurs Duduc et autres « cy-devant par eux vendus pour telle somme et à telles personnes qu'ils trouveroient ». Guion de Laroche, bourgeois et marchand, faisant tant pour lui que pour Arnaud et Guillaume, ses frère et neveu leur offrait du 9^e des fruits la somme de 400 écus, sol, qu'ils acceptaient ; et au même instant il leur donnait comptant 100 écus. Cette somme était reçue par Martial Saingassies, marchand au Mas, pour être employée à l'entier paiement du rachat du passage de la rivière de Garonne ; et les 300 écus restant, G. de Laroche était tenu de les payer à la décharge des sieurs du Chapitre à M^e Bertrand de Lafargue et François Dupuy, receveur, pour le temporel par eux dû ou reste de l'année 1586 et année 1599, rendus dans la ville de Condom à ses dépens et leur servir d'acquit de paiement, et ce sous huit jours, etc...

Par son reçu du 18 novembre 1599, le sieur Lafargue déclarait avoir « reçu de Messieurs du Chapitre du Mas par les mains de sieur Guion de Laroche, la somme de 767 livres six souz huit deniers et dixhuits deniers pour libre de lad. som-

me et an sus de tant et moens de la taxe faicte sur led. chapitre pour la part de l'alyénation du tanporel accordée au Roy par le clergé de son Royaulme en l'année 1586 de laquelle dicte somme je me tiens pour comtans et en quitte lesd. sieurs du chapitre, faict à Condom le 18 novembre 1599 pour servir d'acquiel de la somme de 767 l. 6 s. 8 d. et 18 d. pour libre revenant tout à la somme de 826 livres », etc. Le s^r Dupuy lui aussi déclarait avoir reçu du chapitre du Mas par les mains du sieur Laroche, consul, la somme de 74 livres, sur tant et moins et en déduction de sa cot... et taxe du temporel imposé la présente année 1599, etc.

François de Laroche présentait ses comptes aux consuls tout en protestant, leur disait-il : « de pouvoir vous augmanter ou diminuer lesd. comptes et sans préjudice aux somes qui lui sont dues pour le reliquat des comptes que led. feu a ci-devant randeu à lad. ville » Guion de Laroche avait été nommé consul en 1618 avec Jean Barbe, Pierre Ducasse, sieur de Lafosse et Guiraud Vaqué. S'il lui était dû par la communaulé, comment se faisait-il que G. de Laroche après avoir abandonné ses fonctions et rendu ses comptes n'eût pas exigé le remboursement des avances qu'il pouvait avoir faites ? que ce ne fut que plus de 25 ans après son consulat et plusieurs années après son décès que son petit-fils, peut-être sous le coup de fâcheuses rumeurs, se crut obligé de justifier l'administration de son aïeul. A quelles critiques avait-elle donné prise ?

L'établissement du mémoire qu'il présentait avait été laborieux ; c'est ce qu'il paraît par les derniers articles qui viennent le clore :

« Dit de plus que pour faire dresser le présent compte, faire choisir toutes les susd. piesses comme estant escartées depuis le susd. temps et en tenir beaucoup des notaires mesme la coppie du rolle de l'imposition de l'année 1618 qui feust trouvée perdue entre les mains du nommé Lespinasse lors collecteur et pour cest effaict envoyer un espres dans la ville de Condom pour led. choix et perquisition desd. piesses pour les despans desquels il auroit été obligé de payer 30 livres.

« Lesd. piesses ayant été trouvées, il auroit été contraint de s'adresser à un homme d'affaires lequel pour avoir rangé icelles, dressé les susd. comptes auroit vaqué pendant huit jours pour l'adresse duquel ou ses despans il lui auroit païé 60 livres.

« Et en plus pour establir lesd. comptes ou coppî icellui compte led. comptable lui auroit païé tant pour sa norriture que pour... la somme de 22 livres. »

Mais tout l'intérêt de ce mémoire, dont la solution nous importe peu, réside surtout dans les faits qui nous sont révélés : les affaires de la communauté, les difficultés auxquelles elle se trouvait aux prises. La responsabilité des consuls était bien autrement que celle de nos municipalités ; de lourdes charges leur incombaient, principalement la levée des impôts avec des collecteurs qu'ils nommaient, les contestations étaient fréquentes avec les divers pouvoirs dont ils dépendaient, les procès nombreux, les centres administratifs étant éloignés, les communications peu faciles, aussi nos consuls étaient-ils forcés de se mettre souvent en voyage pour soutenir les droits de la communauté, diriger les procès. Cette année 1618 fut fertile en évènements pour eux.

Dès le premier janvier, les Trésoriers généraux étaient au Mas pour l'imposition des droits royaux ordinaires et extraordinaires. En jurade du 8 mars, il aurait été délibéré que la somme contenue en lad. imposition serait répartie sur les tailles de la ville et de la juridiction, divisées en quinze quartiers. G. de Laroche en sa qualité de 1^{er} consul, fit lever le 1^{er} quart de la taille dont il fit recette, soit 232 l. 11 s. 3 d.

L'affirme des bancs de la boucherie produisit 190 l. ;

Les droits de « hallage et tablage », 27 l. 5 s. ;

Les poids de la ville, 25 l. 15 s. ;

Le « gardage » des terres, 20 l. 10 s. ;

Des amendes de condamnations prononcées contre des marchands le jour de la foire du 22 janvier, 1 l. 10 s. 4 d. ;

Des particuliers surpris coupant du bois à la forêt, ce bois fut vendu et G. de Laroche encaissa 13 l. 16 s. ;

Le métayer du seigneur de Calonges ayant laissé pacager

3 têtes de bétail dans la forêt du Mas fut condamné par les consuls à 6 l. 10 s., ce qui occasionna un procès au parlement de Bordeaux parce que led. seigneur prétendait avoir le droit de pacage dans la forêt du Mas, et afin de pourvoir aux divers frais, la communauté, par arrêt du 20 mai, décidait de faire abattre 30 chênes qu'elle vendait à raison de 6 livres pièce, soit 180 livres ; cela ne suffisant pas, elle en fit encore abattre 20 qui produisirent 100 livres.

C'était là tout ce que le 1^{er} consul encaissait.

L'état des dépenses est particulièrement intéressant : c'est par lui que nous savons que la ville avait deux régents qui reçurent du 1^{er} consul pour le 1^{er} quartier de leurs gages, l'un 7 l. 10 s. et l'autre 15 livres, soit 22 l. 10 s. ; pour le même temps, les quatre gardes-forestiers recevaient 15 livres et les deux valets de ville, 7 l. 10 s. ;

La communauté donnait encore à un sergent de bande, pour ses bons services rendus au public, 12 livres ;

Aux religieux de Saint François, pour droit de ville, 100 l. ;

Aux consuls, pour le délaissement de leurs robes, 15 livres.

Nous négligeons d'autres petits détails sans importance. Comme les consuls avaient la responsabilité des prisonniers, un sieur Lestrade étant détenu dans les prisons de la ville fut conduit à la conciergerie du Parlement de Bordeaux par le geôlier du Mas et d'autres particuliers sous la direction d'un consul, Guiraud Vaqué, et suivant une quittance du 20 janvier, les frais s'élevèrent à 19 l. 13 s. 2 d.

Le consul ayant été obligé de demeurer à Bordeaux pour d'autres affaires, sa quittance du 18 février pour ses frais était de 28 l. 12 s.

Avant d'entrer en charge, G. de Laroche, comme jurat, fut député à Bordeaux le 3 mai 1617 avec son collègue Royaume pour entretenir M. le maréchal de Roquelaure, lieutenant du Roi en Guienne, des affaires du Mas, ils dépensèrent 46 l. 3 s. 6 deniers.

Et comme cette somme ne lui avait jamais été remboursée, aussi son petit-fils la réclamait-il. Il arriva que le corps de ville

députa encore quelqu'un de ses membres vers le maréchal, en janvier 1618, c'était Guy Meyniel à qui Laroche remboursait ses frais, 20 l. 3 s. 6 d.

Apprenant que « ceux de la Religion prétendue Réformée » faisaient des assemblées contre le service du roi dans la juridiction et à Taillebourg, avis en fut donné au maréchal de Roquelaure et au Parlement qui envoyèrent un huissier, le sieur du Solar, pour en informer, et par quittance du 10 mai, il lui fit donner pour ses frais, 18 l. 12 s. 2 d.

Le maréchal, passant par le Mas, dans un voyage dans son gouvernement, il en résulta une dépense de 7 l. 12 s.

La ville crut bien faire en faisant un présent de vin au sieur de Libaros qui commandait la compagnie du duc de Mayenne tenant alors son « département » à Bouglon, ce présent s'élevait à 15 l. 9 d.

Ce présent était peut être bien destiné à se rendre favorable le duc de Mayenne, pour les affaires de la ville, car G. de Laroche, Antoine Dupré et Gabriel Maigneto, lui furent députés à Aiguillon pour lui faire leur révérence et profitèrent de sa présence pour lui parler de quelques exemptions que les gens de Lagruère disaient avoir obtenues : de renvoyer « la foule » sur le Mas. Ils dépensèrent 2 l. 12 s.

Notre premier consul ne comptait plus les tribulations ; il n'était pas au bout de ses peines, car toutes les difficultés semblaient fondre en même temps sur notre communauté qui se débattait au milieu des ennuis. A peine avait-il reçu sa commission pour imposer la taille qu'il lui était signifié un commandement par sergent royal d'avoir à verser au sieur Dubarry, receveur à Condom, le « taillon » qu'il n'avait encore pu lever, car les rôles n'étaient pas faits ; il fut obligé de les faire dresser et vérifier à Condom, de payer un droit de collecte et des gages aux greffiers des états, de prendre un collecteur à qui il donnait suivant l'usage un sol par livre pour lever 231 l. 11 s. 6 d., soit 11 l. 11 s. 6 d.

Encore fut-il obligé d'envoyer cet argent à Condom par un express, d'où une dépense de 6 livres.

Pendant ce temps, G. de Laroche, à plusieurs reprises, était forcé de se transporter à Nérac, au Sénéchal, pour de simples affaires que la communauté avait avec le prieur, M. de Jasse, M^{re} de Lanau et des particuliers qui la poursuivaient de certaines réclamations de peu d'importance, mais qui nécessitaient des déplacements et des frais. D'autres affaires étaient appelées à Agen où Meynié, jurat, fut envoyé par trois fois, ses frais représentaient 55 l. 13 s.

Mais de plus graves démêlés demandaient une attention particulière ; le sieur Royaume avait été délégué à Paris pour les contestations que la communauté avait avec les seigneurs de Calonges et de Moncassin au Conseil privé. Dès le 28 janvier, il adressait une missive aux consuls et au sieur de Lavau, procureur au Parlement de Bordeaux, pour les tenir au courant de ces affaires. Pendant son séjour à Paris, il aurait envoyé 36 lettres aux consuls concernant les poursuites qu'il faisait et pour le port desquelles Laroche déboursait 20 livres.

En retour, il était délibéré qu'on ferait assigner les seigneurs de Calonges et de Moncassin ; mais avec ce dernier on tenta d'entrer en voie d'accommodement, car on lui dépêchait à Durance les sieurs Barbe et Meynié. Mais Guion de Laroche dut se transporter à Bordeaux ayant été personnellement assigné en sa qualité de premier consul, à la requête du sieur de Calonges « aux fins de produire les témoins qu'il prétendait faire ouïr en son enquête », et pour répondre à l'enquête que le sieur de Calonges faisait de son côté, on prit conseil des sieurs de Bolmey et de Boissonnade. Barbe et Meynié à leur tour se rendirent à Bordeaux pour seconder leur collègue. Les enquêtes de Paris et autres furent rapportées et Royaume était invité à rentrer de Paris.

Une nouvelle affaire se greffait sur celle-là : G. de Laroche eut à supporter les invectives d'un certain Jean Darclos, serviteur du sieur de Calonges, « en haine de ce que les consuls avaient pris du bétail dud. seigneur », ce qui avait suscité le procès précédent, Laroche faisait informer en sa qualité, et le 13 juillet cette information fut appelée en la cour ordinaire du

Mas. Le corps de ville prenait fait et cause pour le premier consul ; par jurade du 4 novembre, il fut ordonné que les sieurs Vagué et Sabardines consulteraient un avocat en la cour, à Bordeaux, et qu'il serait pourvu aux dépens. Il fut décrété en cour de Parlement d'arrêt d'ajournement personnel, de prise de corps contre les uns et d'arrêt contre les autres dénommés dans l'information. Le sieur de Calonges, averti, s'engagea dans la procédure contre Laroche, à leur tour les consuls se rendent appelants. Le procès prenait certaines proportions ; enfin le 22 décembre, après une délibération du corps de ville, le seigneur de Calonges et G. de Laroche, d'un commun accord, mirent fin au procès par un acte retenu par M^e de Larrieu, notaire, et les dépens furent liquidés à 200 l.

Déjà, dès le 15 mars, la communauté s'était vue dans la nécessité d'avoir recours aux bons offices de M. de Massiot, sieur du Bastit, à qui elle empruntait 600 livres tant pour fournir aux frais du sieur Royaume à Paris, qu'aux autres affaires. A elle seule, l'affaire du pacage avait absorbé 366 l. et G. de Laroche n'avait pu rembourser à M. de Massiot que 60 livres.

En même temps que ces affaires, Laroche avait encore à défendre la communauté contre les revendications qu'exerçaient contre elle les religieux de Saint François et Louis Duduc, sieur de Lagauterie, pour l'emplacement du château. Après la tentative de Jacques de Chaussade sur la ville, les habitants du Mas, pour se préserver de nouvelles épreuves, se transportèrent au vieux couvent que les religieux avaient hors les murs de la ville et le démolirent de fond en comble « pour empêcher que les ennemis de S. M. en 1615 ne se fortifiassent dans led. couvans ». Les cordeliers intentèrent un procès à la ville au Parlement de Bordeaux. La communauté, pour les indemniser, leur abandonnait l'emplacement du château qui avait été rasé, ce qui soulevait des réclamations de la part de Louis Duduc qui prétendait avoir obtenu cet emplacement par don royal. G. de Laroche fut envoyé à Gontaud prier le juge dudit lieu de venir au Mas « aux fins de constatation et estimation » que le corps de ville voulait faire de la valeur de la

place du château, ce qui eut lieu, car en jurade d'avril 1618 on lui allouait 12 livres.

Louis XIII ayant approuvé la démolition que les habitants avaient faite aussi du château et « donné les ruines d'icellui en considération des bons et fidels services qu'ils lui avoient tesmoignez en la conservation d'icelle que Sa Majesté approuvoit pareillement le bailh qu'ilz fairoint de la place dud. chasteau en faveur desd. religieux pour et aux fins de leur indemnité... » Et le 24 mars il fut arrêté que les consuls se transporteraient sur les lieux avec leurs livrées, feraient labourer la terre qui est dépendante dud. lieu, et en signe de possession y feraient planter une croix pour y établir les religieux, et en cas de troubles, empêchements ou procès, la ville répondrait de tous dépens, dommages, etc.

Cet arrêt fut signé des consuls, jurats et approuvé des principaux habitants de la ville ; mais le sieur de Lagauterie prétendant avoir obtenu le don de la place par Louis XIII, se pourvut au conseil privé du roi où il fit assigner Guion de Laroche en sa qualité de premier consul et son fils Blaise de Laroche ; cet exploit fut représenté à la jurade du 8 décembre 1618, il fut décidé qu'on enverrait pour répondre Guillaume de Laroche, syndic et neveu du premier consul, comme prenant fait et cause pour les assignés et aux dépens de la ville. Guion de Laroche envoya l'exploit à M^e Daubry, avocat au conseil, avec 2 pistoles valant alors 8 liv. la pistole.

M^e Daubry mandait aux consuls qu'il ne pourrait comparaître à l'assignation comme avocat de Guillaume sans une expresse charge de la ville. Mais pendant ce temps, le sieur de Lagauterie avait levé défaut contre eux le 26 janvier 1619, lequel leur fut signifié le 9 février. La procuration fut envoyée à Daubry qui leur demandait encore de l'argent ; en juillet on lui donnait 8 pistoles qu'il trouvait insuffisantes pour les frais, en octobre on lui en envoyait encore cinq.

Pendant ce temps, Guion de Laroche, pour la défense de la cause, faisait l'attestation et la preuve comme quoi feu Louis Duduc, père dud. de Lagauterie, avait été prier de l'église Saint-Vincent, et en cette qualité avait occupé plusieurs char-

ges et dignités « en icelle » et qu'ayant abandonné ces charges il se maria avec Louise Dubédat, damoiselle, et se fit de « la Religion prétendue réformée » et enseveli après sa mort dans le cimetière de « ceux de la Religion ».

« Secondement comme lorsque le seigneur de Rohan assiégea avec son armée la ville du Mas, le 7 novembre 1615, et lors aussi que le sieur de Calonges avec 700 à 800 hommes de guerre attaqua et pétarda la nuit du 23 décembre de la même année, la ville et qu'ensuite de cette attaque le chasteau de la ville fut rasé en l'absence du sieur de Lagauterie qui s'en alla de la ville peu de temps avant, le premier consul fit faire ces attestations par le syndic Guillaume de Laroche, son neveu, par devant le juge royal du Mas. »

Pour la défense du procès, il fut nécessaire de faire extraire et vidimer par un greffier de la cour et par le secrétaire des informations à Condom, le titre du canonicat possédé par feu Louis Duduc, à la prébende par lui possédée et autres extraits au nombre de dix et pour lesquels Guion de Laroche déboursa 10 livres.

Plusieurs fois Guion de Laroche fut obligé d'envoyer son fils Blaise à Bordeaux porter des mémoires, consulter le conseil que la communauté avait en cette ville, remettre de l'argent au courrier de la poste et se pourvoir contre un arrêt d'ajournement personnel contre Guillaume de Laroche, syndic, obtenu par Louis Duduc pour raison du procès.

Cet exploit ayant été envoyé à M^e Daubry, celui-ci répondit au syndic de ne point comparaître à l'assignation, ce qui fut cause que Louis Duduc obtint un arrêt de prise de corps contre Guillaume qu'il fit capturer et enfermer dans les prisons du Mas, et pendant trois jours il fit publier à son de trompe les exploits qu'il avait fait afficher au pilier de la halle et sur la porte de la maison de Guillaume de Laroche ; ce que voyant, le corps de ville, pour arrêter cette violente poursuite, envoya de nouveau Blaise de Laroche à Bordeaux, afin de donner de nouvelles instructions à Daubry et lui porter la copie des exploits.

L'auteur du mémoire ne nous fournit aucun détail sur les

suites de cette affaire, mais il n'omet aucune dépense, il les énumère toutes, si minimes soient-elles : ports de lettres et paquets de Paris à Bordeaux, où des personnes du pays se trouvant voulaient bien se charger de les transmettre aux consuls, car les relations du Mas à Bordeaux étaient fréquentes, plus qu'on ne croirait aujourd'hui.

A quelle date l'apostasie du prieur Louis Duduc eut-elle lieu ? Cet évènement ne dut pas passer inaperçu, par suite de la qualité du personnage ; et cependant jusqu'à présent nous n'avons encore trouvé d'autres documents sur ce fait important que le mémoire de François de Laroche ; malgré cela nous ne pouvons le révoquer en doute, car lorsqu'il remettait son mémoire aux consuls, le souvenir de cette période agitée de la Réforme devait être encore présent à tous les esprits.

Les recherches des titres que François faisait à Condom concernant le canonicat et la prébende de Louis Duduc viennent confirmer cet évènement.

Louis Duduc était encore prieur en 1578, car le 23 juin 1578 il faisait échange d'une maison avec Jean Couderc, armurier, et signait prieur du Mas. Dans un acte du 7 juin 1579, nous trouvons la signature, comme témoin, de M^e Loys Duduc, avocat au Parlement de Bordeaux ; et dans un autre acte du 18 mai 1579 nous voyons alors la signature de M^e Jean Dubourg, prieur et coseigneur du Mas.

L'apostasie était donc toute récente ; quant au mariage de Louis Duduc, nous trouvons que damoiselle Loyse Dubédât, veuve de Loys Duduc, le 1^{er} mai 1603, payait à M^e Pierre Maigneto, prêtre, chanoine et syndic du chapitre Saint-Vincent, cour du sénéchal de Guienne pour rentes de maisons ; et de la cour du sénéchal de Guienne pour rentes de maisons ; et de la même époque nous relevons bien des affaires où elle agissait comme « mère curatrice des enfants de feu Duduc et d'elle ».

Cette défection du Prieur dut être un cas isolé et sans influence sur le chapitre : aucun chanoine ne paraît avoir suivi son fâcheux exemple, pas plus qu'aucun membre de sa famille. Les Duduc furent toujours mêlés aux affaires de la commu-

nauté du Mas par leur situation dans le pays et au Parlement. Leur maison, de Sénestis, à Geneste, a conservé son aspect de manoir, avec son toit aigu, ses quelques fenêtres à meneaux ; à l'intérieur on voit de larges cheminées aux profondes moulures. Geneste était un de leurs titres. Leur nom subsiste encore dans la métairie « Duduc ». Par leur alliance avec cette famille, les de Meslon donnèrent au chapitre son dernier Prieur avant la Révolution, Eléazar de Meslon, qui s'éteignit chanoine de Saint-André de Bordeaux en 1813.

• Le mémoire de François de Laroche est une page de plus à ajouter à la laborieuse monographie du Mas, et non des moins intéressantes.

MAURICE JORET.

SUR UN GISEMENT DE VERTÉBRÉS FOSSILES

DANS LA COMMUNE DE LAUGNAC

Je dois à l'obligeance de M. l'abbé Marboutin la communication d'une pièce fossile intéressante et de précieux renseignements sur son gisement. C'est grâce à cette communication que je puis aujourd'hui présenter à la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen cette brève note qui constituera ma modeste contribution à la connaissance de la géologie et de la paléontologie de notre département.

Depuis la mort de Jacques-Ludomir Combes, je ne crois pas que pareil sujet ait été traité et il ne serait peut-être pas inutile de rappeler en quelques lignes les connaissances que nous devons à ce savant chercheur sur les gisements de vertébrés fossiles dans le Lot-et-Garonne.

Les recherches de Combes ont signalé à l'attention des paléontologistes les gisements de Villebramar (canton du Mont-Clar) et des Ondes (canton de Penne). Combes avait aussi rapporté des pièces intéressantes de la tranchée de la route de Tournon à Montaigu du Quercy et du tunnel de Laroque-Timbaut (1).

Le gisement qui a fourni les restes de vertébrés dont je vais vous entretenir est donc tout à fait en dehors de la zone signalée par mon regretté prédécesseur, et il n'en est que plus intéressant puisqu'il indique la continuation sous des couches d'un âge plus récent de l'horizon à vertébrés fossiles connu par les travaux antérieurs de tous ceux qui se sont occupés de la paléontologie de notre région : Combes, Tournouer, l'abbé Landesque, etc...

(1) J.-L. COMBES. *Recueil des travaux de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen*, 2^e série, tome II, pp. 293 à 302, 1872.

Voici la description du gisement qui a fourni le fragment fossile que m'a communiqué M. l'abbé Marboutin.

En 1905, on a creusé un puits au lieu dit « Sensou » dans la section de Quissac de la commune de Laugnac. Ce puits est situé aux environs du kil. 13 de la route départementale n° 13 d'Agen à Miramont. La route passe à cet endroit en contrebas du puits creusé sur le flanc de la colline.

M. l'abbé Marboutin a, dans ses notes, relevé la coupe géologique du puits ainsi qu'il suit :

Terre végétale et diluvium.....	10.mètres.
Calcaire blanc sans fossiles.....	12 —
Marnes grises avec ossements, fossiles.....	10 —
Sables argileux avec empreintes de plantes et ossements de vertébrés. Hauteur visible.....	4 —

C'est de la couche sablo-argileuse que provient le fragment de mâchoire que j'ai pu examiner. Avec ce fragment, on aurait recueilli, au moment du forage du puits, nombre d'autres débris, fragment de crâne, côtes, vertèbres et os des jambes. Les restes fossiles recueillis dans la couche marneuse n'ont pas été recueillis. Il ne nous est donc resté de cette trouvaille qu'un fragment de mâchoire et une plaque de marne sablo-neuse portant des empreintes de feuilles.

Le fragment de mâchoire consiste en la partie postérieure de la branche horizontale gauche du maxillaire inférieur et porte encore en place les trois arrières molaires de l'animal, la branche montante est brisée à moitié hauteur et en arrière.

Ce fragment mesure 0.0395 de longueur, sa hauteur, sous la seconde arrière molaire, est de 0.012 et son épaisseur est de 0.0055.

Les dents ont les dimensions suivantes à la couronne :

	Longueur	Largeur
am ₁	0.006	0.004
am ₂	0.0075	0.005
am ₃	0.010	0.005

La première et la seconde de ces arrières molaires sont à doubles collines séparées par un vallon assez profond ; la troisième est munie en outre d'un talon qui forme un troisième lobe extérieur. Une particularité intéressante est que ces

dents, qui ne sont point, semble-t-il, des dents de lait, ne présentent aucune trace d'usure et appartiennent par conséquent à un animal mort très jeune après avoir perdu sa dentition de lait.

Il s'ensuit une difficulté pour l'attribution exacte de ce fragment à une espèce, voire même à un genre connu.

D'une rapide comparaison que j'ai pu faire au musée de Toulouse, je suis porté à conclure qu'il doit être attribué à un *Xiphodon*, très voisin sinon identique au *Xiphodon castrense* Noulet, dont les restes ont été trouvés dans l'Eocène supérieur du Tarn et de la Suisse.

Le genre *Xiphodon* présente, en effet, à la mâchoire inférieure des arrières molaires à deux collines formées de deux pointes chacune, subarquées, et dont la dernière a trois lobes extérieurs. De plus les dimensions de l'os de Laugnac se rapprochent beaucoup de celles indiquées pour le maxillaire inférieur de cette espèce.

On a trouvé jadis, dans notre département, un fragment de maxillaire qui présente une grande analogie avec le fragment recueilli à Laugnac. Je veux parler de l'*Anthracotherium minimum* Cuvier.

Le fragment envoyé par M. Chausenques, membre de la Société d'Agriculture d'Agen, à Cuvier et, sur lequel, le créateur de la paléontologie animale fonda son espèce, provenait des environs de Haulevignes (canton de Marmande) et avait été recueilli dans une tranchée de la route de Gontaud à Verteuil en compagnie d'ossements de chéloniens et de bois siliifiés (1).

Par une bizarre coïncidence, ce fragment consiste, lui aussi, en la partie postérieure de la branche horizontale gauche d'un maxillaire inférieur. Il ne porte que les trois arrières molaires très usées d'un animal adulte et la branche montante manque à peu près complètement. Cuvier en a fait un *Anthracotherium* bien qu'il hésitât lui-même sur cette attri-

(1) CUVIER. *Ossements fossiles*. Additions, tome III, p. 404, pl. LXXX, fig. 5, 1822.

bution générique, car le genre *Anthracotherium* est fort voisin des *Chæropotamus* et des *Hyopotamus* et ne se distingue que par des caractères assez faibles des autres genres de pachydermes omnivores tels que les *Xiphodon*, les *Dichobune* et même les *Anoplotherium*. Cela est si vrai que P. Gervais (1) ne cataloguait dans les *Anthracotherium* l'animal de Hautevignes que sous les plus expresses réserves et disait que, par suite de l'ignorance, ignorance où nous restons encore d'ailleurs, de la forme de la partie antérieure du maxillaire inférieur et de la dentition de cette partie, on ne peut affirmer que l'*A. minimum* soit réellement un *Anthracotherium*. Plus loin, dans le même ouvrage (2), il dit même que l'*A. minimum* est analogue au *Chæromorus sansaniensis* de Lartet. Le genre *Chæromorus* constituerait le trait d'union entre les *Anthracotheridæ* et les *Suidæ*.

Blainville, avant P. Gervais, avait fait les mêmes réserves et, pour lui, l'*A. minimum* se rapproche par la forme de ses dents des *Cainotherium* (3). Blainville a eu communication d'un autre fragment de maxillaire inférieur que celui de Hautevignes et il l'a figuré (4). Ce fragment provient de Cadibona, près de Gênes, il porte les trois arrières molaires et une molaire en mauvais état et n'est pas plus concluant que le fragment de Hautevignes étudié par Cuvier.

Etant donné les ressemblances que je viens de signaler, ne pourrait-on pas considérer l'animal fossile de Sensou, comme un jeune de l'*Anthracotherium minimum* ?

Je ne le crois pas, bien qu'il soit possible d'y voir le jeune des individus adultes dont les restes ont été trouvés à Hautevignes et à Cadibona. La forme grêle de la mandibule indique, à mon avis, un animal évoluant plutôt vers les chevrotains que vers les suidés et, par conséquent, rapproche encore plus l'a-

(1) P. GERVAIS. *Zoologie et Paléontologie françaises*, tome 1, p. 96.

(2) P. GERVAIS. *Op. cit.*, explication de la planche xxiii.

(3) BLAINVILLE. *Ostéographie des Mammifères*, tome iv, BB. p. 133, note infrapaginale.

(4) BLAINVILLE. *Op. cit.*, atlas IV, planche ix des *Anoplotherium*.

nimal de Laugnac des *Xiphodon* que des *Anthracotherium* ou des *Chæromorus*.

Les empreintes de feuilles trouvées au même niveau que le fragment de maxillaire que je viens d'étudier, ne sont guère plus probantes au point de vue stratigraphique. Elles appartiennent au genre *Ulmus* qui a apparu en France dès l'Eocène et peuvent tout aussi bien appartenir à une espèce de l'Eocène supérieur qu'à une espèce oligocène. Elles sont un peu frustes et ne permettent pas une détermination très précise.

En tout cas, j'estime que, malgré les incertitudes que je viens de signaler, il convient de considérer les argiles sableuses du puits de Sensou comme appartenant à l'Eocène supérieur lacustre, au Bartonien ; le Stampien serait alors représenté par les marnes qui séparent ces argiles du calcaire blanc traversé par le puits, calcaire que nous devons considérer comme appartenant à la molasse de l'Agenais.

La faune éocène de notre département contiendrait donc une espèce de *Xiphodon*, si nous en croyons les indications que donne le fossile du puits de Sensou. Cette constatation, si elle était confirmée par des trouvailles ultérieures, serait fort intéressante au point de vue paléontologique en démontrant la contemporanéité d'une même espèce dans l'Agenais, le Castrais et le haut du bassin du Rhône. Il est regrettable que je ne puisse pas aujourd'hui être aussi affirmatif que je voudrais l'être.

Cette hésitation bien justifiable par l'insuffisance de la pièce fossile elle-même, n'eût certes pas eu sa raison d'être, si j'avais eu à ma disposition tous les restes extraits du puits de Sensou, lors de son creusement. Le propriétaire a gardé par devers lui le fragment de mâchoire dont j'ai eu communication grâce au bienveillant intermédiaire de M. l'abbé Marboutin et a laissé perdre le reste, ne se doutant certainement pas que l'étude des os a une importance capitale dans la paléontologie des vertébrés. Et il en est malheureusement ainsi bien souvent. Je ne puis que déplorer cette incurie et cette négligence qui privent chaque jour la science de documents du plus haut intérêt et signaler cet état de choses à votre attention.

Si, au point de vue paléontologique, l'étude des fossiles provenant du puits de Sensou ne nous a donné que des résultats peu certains bien qu'intéressants ; au point de vue géologique, cette trouvaille nous montre les couches à vertébrés de la rive droite du Lot se prolongeant bien loin sur la rive gauche et plongeant au-dessous des couches plus récentes de la molasse de l'Agenais. Elle vient donc confirmer les conclusions tectoniques que l'on pouvait tirer de la trouvaille des restes d'un rhinocéros signalée par Combes dans les couches traversées par le tunnel de Laroque.

Agen, le 2 février 1911.

R. FOURTAU,

Lauréat de l'Institut (Académie des Sciences).

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Histoire de la carte à jouer en Guienne, avec étude-préface sur les maîtres cartiers de Guienne, par Alexandre NICOLAÏ ; 1 vol. in-4° de LVIII-114 pages. Bordeaux, Féret et fils, éditeurs, 15, Cours de l'Intendance ; Lille, imprimerie Lefèvre-Ducrocq, rue de Tournai, 88 ; 1911.

Le livre nouveau, qui vient de s'inscrire sur la liste déjà longue des ouvrages d'Al. Nicolaï, mérite de fixer l'attention des lecteurs de la *Revue de l'Agenais*. Dans l'étude-préface, qui n'est en somme qu'une notice sur la corporation des cartiers, le nom d'Agen revient assez souvent sous la plume de l'auteur.

La seconde partie de l'ouvrage renferme un grand nombre de pages consacrées aux cartiers d'Agen, de Nérac et de Villeneuve-sur-Lot.

Les cartiers du XVII^e et du XVIII^e siècle sont rangés en deux catégories distinctes. L'auteur n'a rien ménagé pour établir aussi exactement que possible et la liste de ces travailleurs pour chacune des villes précitées, et la caractéristique, tant des œuvres de chaque maître-cartier, que de l'ensemble des productions pour une même période dans chaque ville.

En somme, malgré ses dimensions plus modestes, l'œuvre d'Al. Nicolaï peut être rangée à côté des ouvrages similaires composés par M. d'Allemagne. Grâce à une méthode rigoureuse, à un labeur considérable et à d'utiles collaborations, Al. Nicolaï a tracé les grandes lignes de l'*Histoire de la carte à jouer en Guienne*. Lui-même utilisera plus tard, nous y comptons bien, les documents qu'il n'a pu mettre en œuvre dans ce volume. A sa suite et marchant heureusement sur ses traces, d'autres érudits locaux viendront confirmer presque toujours et quelquefois compléter par des découvertes nouvelles les importants résultats de l'œuvre présente. Ainsi, sur ce point des sciences historiques comme sur tant d'autres, se fait peu à peu la lumière. Ce ne sont pas les sujets d'étude qui manquent, c'est plutôt le nombre et la qualité des travailleurs. Que faut-il pour améliorer les méthodes ? Beaucoup de bons livres, comme celui qui vient de paraître. Et pour accroître le nombre des travailleurs dans le domaine des sciences historiques, que faut-il surtout ? Des lecteurs. Nous espérons que cet encouragement, le plus précieux de tous, Al. Nicolaï aura le bonheur de le goûter, malgré le faible tirage de son livre.

JEAN DUBOIS.

CHRONIQUE RÉGIONALE

Echange de bons procédés. — Vœux adressés par la Société archéologique de Tarn-et-Garonne à la Société académique d'Agen à l'occasion du nouvel an :

*In mundo, multi varios venantur honores ;
Hic æthram peragrat, navigat alter aquas.
Nos autem colimus studium pretiosius auro,
Et priscis rebus nostra caterva præest
Custos, ne veterum vanescat gloria patrum,
Sicque vorax vitæ tempus inerme ruil.
Audenter sectare, soror, vestigia nostra
Doctior evenies, et magis artis amans !*

Réponse de la Société académique d'Agen à la Société archéologique de Tarn-et-Garonne :

*Carmine quo possim, frater, veterum æmule ratum,
Non indigna tuis vota referre tibi ?
Heu ! lyra jam friget, cantanti pectus anhelum...
Attamen haud friget vividus artis amor.
Non impar studium : nexu sociamur eodem
Insolitasque una nos juvat ire vias.
Lætatur pariter priscorum gesta lueri,
Rebus et arcanis lumina ferre nova...
Appetat hic aurum, siliat nimis alter honores
Anxius, et volis irrita vota seral.
Otia tu teneas, fecundaque gaudia mentis !
Sic felix ævum, lausque perennis erit.*

TRADUCTION.

Par quels vers, cher confrère, émule des poètes anciens, pourrais-je vous offrir à mon tour des vœux non indignes des vôtres ? Hélas ! mon luth se glace, et le souffle manque à mes chants. Mais mon amour de l'étude n'a rien perdu de son intensité ni de sa chaleur. Cet amour c'est le vôtre ; un même lien nous unit, et d'un même pas nous marchons dans des sentiers inconnus. Comme vous

nous aimons à protéger contre l'oubli les actions de nos ancêtres, et à projeter quelques rayons sur l'obscurité de l'histoire...

Que d'autres recherchent les richesses ; que d'autres, tourmentés par la soif excessive des honneurs, entassent en vain désirs sur désirs... Vous, continuez à goûter en paix les joies fécondes de l'étude, pour le bonheur de votre vie, et la gloire de votre nom !

F. FERRÈRE.

* * *

Congrès des Sociétés savantes. -- Le 49^e Congrès des Sociétés savantes s'ouvrira, cette année, à Caen, le mardi 18 avril 1911. Les mémoires ont dû être envoyés avant le 7 janvier dernier, au 5^e bureau de la direction de l'Enseignement supérieur. Les demandes d'adhésion devront être formulées avant le 15 mars prochain.

La 35^e réunion des Sociétés des Beaux-arts des départements aura lieu à l'Ecole nationale des Beaux-arts, du mardi 6 juin 1911 au vendredi 9 juin inclusivement.

* * *

Union des Sociétés savantes du Sud-Ouest. — Le Conseil d'administration de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest, ayant décidé que le prochain Congrès régional se tiendrait cette année à Biarritz, sous les auspices de Biarritz-Association et de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Bayonne, la date fixée par le Comité d'organisation est celle des premiers jours du mois d'août.

Le Congrès sera présidé par M. Jules Vinson, professeur à l'Ecole des langues orientales, l'éminent basquisant. Son règlement, son programme définitif, ainsi que le bulletin d'adhésion, seront envoyés sous peu et en temps opportun.

Le Comité engage les membres des Sociétés Unies à prendre part à ce Congrès, à préparer d'ores et déjà leurs communications, et à l'en aviser le plus tôt possible.

Le secrétaire général du Congrès est M. L. Fonteneau, vice-président de Biarritz-Association, villa Faust, 23, avenue des Pyrénées, à Biarritz, à qui toute la correspondance doit être adressée.

* * *

Lou Larè Gascoun (*Le Foyer Gascon*.) — Il vient de se fonder à Auch une Société de Conférences, issue de la Société archéologique

du Gers, ayant pour but de faire mieux connaître, dans toute la région, la Gascogne, sa géographie, son histoire, sa langue, ses institutions et sa vie artistique, littéraire et sociale d'autrefois et d'aujourd'hui.

Elle a pris pour titre : *Lou Larè Gascoun*, le *Foyer Gascon*, n'a aucun caractère politique ou confessionnel, entend demeurer en dehors de tout parti et de toute coterie, et poursuivre un but purement éducateur et décentralisateur. Les idées émises n'engagent d'ailleurs que leurs auteurs.

Lou Larè Gascoun comprend des membres actifs et des membres titulaires. Tous devront verser la somme minima de 1 franc pour parer aux divers frais d'organisation des Conférences où des places leur seront réservées.

Sont membres actifs les fondateurs du *Larè Gascoun* et toutes les personnes qu'ils jugeront bon de s'adjoindre pour les aider dans leur œuvre.

Le Comité d'organisation est formé de tous les membres actifs. Il nomme tous les ans son bureau, qui est chargé de la direction générale de l'œuvre.

Lou Larè Gascoun n'entend pas demeurer dans les limites étroites du département du Gers. Il cherchera à étendre son influence dans les départements voisins ; et il espère, notamment, pouvoir venir sous peu dans quelque centre important du département de Lot-et-Garonne, mais toujours rive gauche.

* * *

Le Libertinage devant le Parlement de Paris. Le procès du poète Théophile de Viau ; tel est le titre du nouvel ouvrage sur notre illustre compatriote que vient de publier M. Frédéric Lachèvre, (Paris, Champion, 1909 ; 2 vol. gr. in-8° de XLVI-592 et 449 pages) et dont M. G. Baguenault de Puchesse rend compte dans le dernier numéro du *Polybiblion*, janvier 1911, partie littéraire, p. 61.

« M. Lachèvre, écrit-il, qui est coutumier des éditions de grand « luxe, a consacré à deux années de la vie du poète Théophile (1623-
« 1625) un vrai monument qui se compose en grande partie de pièces inédites des archives nationales, relatives au procès du Parlement de Paris. Autour de ce procès les plus graves questions
« politiques et religieuses s'agitaient, dont il est difficile aujourd'hui, avec l'état d'esprit général, de se rendre un compte exact...

« Vint un jour, au commencement de la réaction catholique qui

« marqua les débuts du xvii^e siècle, où l'opinion publique exigea
« que les entreprises d'un poète licencieux ne demeurassent point
« impunies ; et deux hommes se firent les promoteurs des pour-
« suites contre Théophile de Viau : le jésuite Garasse et le procu-
« reur général Mathieu Molé. Plus heureux que Dolet ou Michel
« Servet, Théophile échappa au supplice, ayant eu des protecteurs,
« comme les ducs de Montmorency et de Liancourt, qui changèrent
« son bannissement en un très supportable séjour à Chantilly.

« Tel est le sujet de ces deux volumes remplis de documents, de
« portraits, de citations, de renseignements bibliographiques, et dans
« lesquels on trouve même quelques échantillons de pièces assez
« licencieuses pour avoir mérité condamnation. Au reste, personne
« ne connaît aussi bien que M. Lachèvre « les petits poètes » du
« xvii^e siècle, que ce soit Jacques Vallée des Barreaux ou les Mé-
« nard ; et l'histoire littéraire a beaucoup à profiter de ses érudites
« recherches. »

PII. L.

PROCÈS-VERBAUX

des séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen

Séance du 5 janvier 1911. — Présidence de M. Calvet

En prenant possession du fauteuil présidentiel, M. Calvet, bibliothécaire municipal, se montre très touché de l'honneur qui lui est fait, et en termes chaleureux il adresse à son prédécesseur M. le chanoine Dubourg ses remerciements et ceux de tous ses collègues, pour le zèle et le dévouement qu'il n'a cessé de témoigner à chacune des séances de l'année écoulée.

M. Ratier, trésorier, rend ses comptes de gestion pour l'année 1910. Ils sont approuvés à l'unanimité.

La Société souscrit à un exemplaire de l'ouvrage de M. Veillon : *Recherches historiques et statistiques sur la commune de Cocumont (Lot-et-Garonne)*.

M. le Secrétaire dépose sur le bureau le *Volume du Congrès d'Auch* de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest, ainsi que l'*Annuaire illustré du Lot-et-Garonne pour 1911*, offerts à la Société.

M. l'abbé Dubois donne oralement connaissance d'un important travail qu'il prépare, relatif à la publication de cinq rôles ou monstres d'armes de gentilshommes agenais, convoqués par François I^{er}, Henri II, Henri III, Henri IV et Louis XIII. Projetée par Ph. Tamizey de Larroque avec la collaboration du Comte d'Arlot de Saint-Saud, cette étude, reprise par M. l'abbé Dubois pour la *Revue de l'Agenais*, présente selon lui un double intérêt : général d'abord, en ce sens que pour arriver à connaître exactement ce qu'étaient le ban et l'arrière-ban, il faut étudier séparément leur réglementation dans chaque province, où elle présente parfois de notables différences ; particulier ensuite, en ce qu'elle permettra de savoir quels étaient les noms, prénoms, lieux d'origine, famille, titres de noblesse de chacun des personnages, désignés souvent d'une façon trop incomplète, et aussi le rôle militaire joué par eux dans les affaires du pays. Ce travail sera donc une contribution impor-

tante apportée à l'histoire de la noblesse de l'Agenais et du Condomois, au cours des xvi^e et xvii^e siècles.

Rendant compte du nouveau volume de M. Jean de Jaurgain sur « *Troisvilles, d'Artagnan et les trois mousquetaires* », M. Lauzun fait valoir l'intérêt qui s'attache à cette publication, où l'auteur, faisant la part de l'imagination et de l'histoire, cherche à démêler ce qu'il y a de vrai dans le fameux roman d'Alexandre Dumas, et, avec sa compétence héraldique bien connue et la sûreté de sa méthode, établit la biographie vraie, d'abord de M. de *Troisvilles*, fils de Jean du Peyrer, bourgeois et marchand d'Oloron, devenu si puissant à la Cour de Louis XIII comme capitaine de la célèbre compagnie de Mousquetaires ; puis de d'Artagnan, Charles de Batz-Castelmore, né à Lupiac (Gers), vrai cadet de Gascogne celui-là, dont les aventures extraordinaires, mais réelles, firent tant de bruit à la Cour ; enfin de ses trois inséparables amis : *Henry d'Aramitz*, du nom de l'abbaye laïque d'Aramitz, dans la vallée de Barétous ; *Athos*, Armand Sillègues, seigneur d'Athos, petit village près de Sauve-terre de Béarn ; enfin *Porthos*, Isaac de Portau, né à Pau en 1617, et dont la postérité féminine est encore représentée par la famille de Ségure, alliée aux Vidart et aux marquis de Nolivos.

M. Ferrère, connaissant l'exagération habituelle dont est prodigue dans chacun de ses écrits Jules-César Scaliger, se demande s'il a bien dit la vérité dans certains vers latins, où il se vante, « grâce à sa douceur et à sa modestie, d'avoir été appelé à administrer la ville d'Agen, dont il serait même devenu le premier magistrat ». Vérification faite dans les registres consulaires, Scaliger fit en effet partie, en 1532, de la municipalité agenaïse, mais il n'est inscrit que comme troisième consul.

Séance du 2 Février 1911. — Présidence de M. Calvet

M. F. Ferrère donne connaissance des jolis distiques latins qu'il a composés pour être adressés, au nom de la Société, à la Société archéologique du Tarn-et-Garonne, en réponse aux vœux formulés par elle à l'occasion du nouvel an.

M. le Secrétaire communique une lettre des membres du Comité d'organisation du futur Congrès d'histoire et d'archéologie, qui se tiendra les premiers jours d'août à Biarritz, sous les auspices des deux Sociétés, Biarritz-Association et la Société des Sciences, Let-

tres et Arts de Bayonne. Le Congrès sera présidé par M. Julien Vinson, professeur à l'Ecole des langues orientales, l'éminent basquaisant. Son règlement, son programme définitif, ainsi que le bulletin d'adhésion, seront adressés sous peu et en temps opportun. Tous les membres des Sociétés unies sont engagés à prendre part à ce Congrès et à préparer d'ores et déjà leurs communications.

Est également communiquée une lettre de M. Habasque, président de la section centrale de ladite Union, annonçant qu'une partie nouvelle, sous la rubrique « *à travers les Sociétés Unies* » vient d'être créée dans le Bulletin fédéral, permettant de trouver les renseignements les plus précis et les plus complets, tant sur les travaux accomplis en séance que sur les actes extérieurs des diverses compagnies.

M. Fourtau présente à ses collègues un fragment de mâchoire fossile qui lui a été obligeamment communiqué par M. l'abbé Marboutin. Ce fragment a été trouvé à Sensou, section de Quissac, commune de Laugnac, au fond d'un puits creusé à 35 mètres de profondeur. L'insuffisance du fragment ne permet pas une attribution certaine, il a les plus grandes ressemblances avec les débris du *Xiphodon castrense*, mais il n'est pas sans analogie avec un autre genre de pachydermes, l'*Anthracotherium minimum*, décrit par Cuvier, pour un fragment de mâchoire trouvé vers 1820 à Hautessvignes, canton de Marmande. Malheureusement l'*Anthracotherium minimum* est une espèce très mal connue que les successeurs de Cuvier, tels que Blainville et P. Gervais ont attribuée à des genres différents de l'*Anthracotherium*. En outre, le fragment de Laugnac appartient à un animal jeune et non à un animal adulte ; d'où s'ensuit une difficulté de plus à son identification, qui aurait pu être faite d'une façon beaucoup plus certaine, si le propriétaire du puits avait recueilli tous les ossements extraits de la fouille au lieu de les laisser perdre. C'est sur ce point que l'orateur attire plus particulièrement l'attention de ses collègues.

En recommandant de recueillir avec soin tous les ossements trouvés dans une fouille ou au cours de l'exploitation d'une carrière, on éviterait la perte de documents très intéressants pour la science et la connaissance des êtres qui ont précédé l'homme sur la terre. Avec ce fragment de mâchoire, on a recueilli une plaque d'argile sableuse portant des empreintes de feuilles appartenant au genre *Ulmus*, ormeau, qui a apparu en France dès l'Eocène. Il s'ensuit donc que les argiles sableuses que l'on a trouvées au fond du

puits de Sensou représentent plutôt le Bartonien ou Eocène supérieur que le Stampien, qui serait alors représenté dans la coupe du puits de Sensou par les marnes qui séparent ces argiles sableuses du calcaire blanc de la mollasse de l'Agenais.

M. Momméja signale la découverte faite par M. Bastard, membre correspondant, d'abord de deux mardelles bien caractérisées, dans les landes de Meylan, entourées d'un mur de pierres sèches, avec, au milieu, une grosse pierre en guise peut-être d'autel ; puis, d'une borne milliaire, trouvée au bord de la Ténarèze, dans la traverse du col qui sépare Sos du plateau de Loustalet.

Les lettres d'Henri IV inédites deviennent de plus en plus rares. M. l'abbé Dubois en communique deux, adressées à la famille de Salomon : l'une, patente, du 14 décembre 1576, en faveur de François de Salomon, auditeur de la Chambre des Comptes de Nérac ; l'autre, missive, datée de Bergerac, du 16 avril 1586, adressée au même et relative aux revenus de l'abbaye de Clairac.

M. l'abbé Dubos, enfin, annonce que trois sépultures fort curieuses viennent d'être découvertes à l'ancienne abbaye d'Eysses. Il en donne la description détaillée, et croit, avec M. l'abbé Marboutin, qu'elles remontent au x^e ou xi^e siècle.

PH. L.



SOUVENIRS DU VIEIL AGEN

LA PORTE DE GARONNE OU PONT-LONG

De toutes les anciennes portes de la ville d'Agen, la plus pittoresque, sinon la plus importante, était sans contredit la Porte de Garonne, appelée d'abord Porte Saint-Michel, puis aussi Porte du Gravier et Porte du Pont-Long. Ouverte au milieu de la courtine ouest, entre la porte Saint-Antoine et la grosse tour d'angle de la Poudre, et d'une façon plus rapprochée entre le couvent des Jacobins au nord, et, plus tard, celui des Capucins au midi, très élevée au-dessus des fossés, il était indispensable qu'elle fût précédée, à l'extérieur, d'un pont qui la reliait au niveau de la vallée. D'où ce nom de Porte du Pont-Long, qui, dans ces derniers temps, était aussi usité que le nom primitif de Porte de Garonne.

Deux vues nous en ont été conservées, que nous n'hésitons pas à donner ici.

La première, la plus ancienne, est la reproduction photographique, prise directement par nous sur l'aquarelle originale appartenant à M^{me} de Boëry, d'une fraction de cette « *Perspective de la ville d'Agen, prise du faubourg du Pas-sage, en 1648* », relique inappréciable pour tous ceux qui ont le culte des vieux monuments agenais.

Cette aquarelle a été, dans son ensemble, plusieurs fois reproduite : d'abord, au xviii^e siècle, par un artiste inconnu qui en a fait une copie, toujours en aquarelle, en la possession, aujourd'hui, de M^{me} Henri d'Auzac ; puis, par M. de Montesquieu, vers le milieu du dernier siècle, lequel, voulant perpétuer le souvenir des hôtels dans Agen de son illustre famille, l'a fait graver et tirer à un assez grand nombre d'exemplaires, maintenant entre les mains de la plupart des amateurs de la région ; en dernier lieu, par Pierre Benou-

ville dont nous avons publié l'élégant dessin en tête du tome premier de nos *Couvents d'Agen avant 1789*.

Chacune de ces vues, où l'imagination du dessinateur s'est donnée un trop libre cours, présente un caractère particulier assez différent de l'aquarelle originale. C'est pour corriger cet inconvénient et faire connaître, sans aucune retouche, cette partie des anciennes murailles d'Agen, que nous avons tenu à la reproduire fidèlement ici, avec ses jeux d'ombre et de lumière et aussi ses déformations.

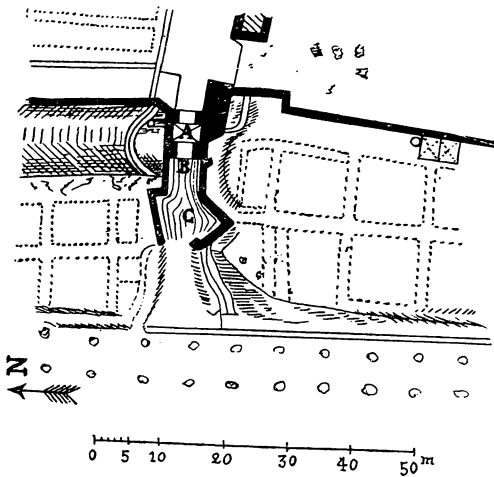
La seconde vue est postérieure de près d'un siècle à celle de 1648. C'est le Pont-Long d'après un dessin dont l'original est perdu, mais que nous croyons devoir attribuer, comme celui de la Porte-Neuve, à Lomet, dans les cinq ou six ans qui précédèrent la Révolution. Reproduit heureusement par M. Debeaux père, et aussi par Brécy avec quelques légères variantes, c'est celui de M. Debeaux que nous donnons ici, recopié à la plume par notre collègue et ami M. Jules Momméja. Guidé ainsi par ces deux précieux documents, dont nous n'avons pas besoin de souligner la valeur archéologique et artistique, il nous sera facile de donner une description exacte de la Porte de Garonne, telle qu'elle se présentait au moyen-âge et aussi, plus tard, à l'époque de sa démolition.

Nous avons déjà dit, dans un précédent travail, quelles furent les enceintes successives de la ville d'Agen, et comment la courtine occidentale, depuis la tour de la Poudre jusqu'à la porte Saint-Antoine, ne fut achevée qu'au ^{xiv}^e siècle par l'incorporation dans la cité de tout le faubourg Porteneuve. Nous pouvons donc affirmer, avec Argenton et Labrunie, que la Porte de Garonne ne datait que du milieu du ^{xiv}^e siècle, « le faubourg occidental, écrit ce dernier, « ayant été prolongé alors depuis le milieu de la rue de Bézat, « jusques et y compris le local où sont les Jacobins. »

Telle qu'elle fut construite alors et qu'elle est demeurée jusqu'à la Révolution, la Porte de Garonne s'ouvrait, par deux baies cintrées fort élevées, sous une haute tour carrée A, très large, voutée en croisées d'ogives, couronnée à son sommet

par une plateforme crénelée, et accostée, à l'angle de sa face nord, d'une petite tourelle ronde en encorbellement, qui servait de guérite au gardien. Deux longues ouvertures rectangulaires, fort étroites, se voient sur la face ouest de la tour. Ce n'était pas des meurtrières, mais bien les rainures des chaînes qui servaient à retenir le pont-levis.

Ce pont-levis, B, se rabattait sur l'extrémité du pont fixe, à trois arches cintrées et à parapets crénelés, élevé au-dessus des fossés de la ville, jadis ancien bras de la Garonne, pour relier la porte à l'île du Gravier. A son tour ce pont était dé-



fendu à sa partie la plus basse par une tour carrée, couverte, poste d'observation sous lequel il fallait passer, et, à sa suite, par un autre petit ouvrage avancé, dit *ravelin* ou *rebelin*.

Ces ouvrages successifs, établis en ligne courbe, constituaient, on le sait, toute une série de défenses redoutables, en même temps qu'ils offraient une perspective des plus pittoresques.

Peu de modifications furent apportées à la Porte de Garonne, depuis son élévation au ^{xiv}^e siècle jusqu'au jour de sa démolition.

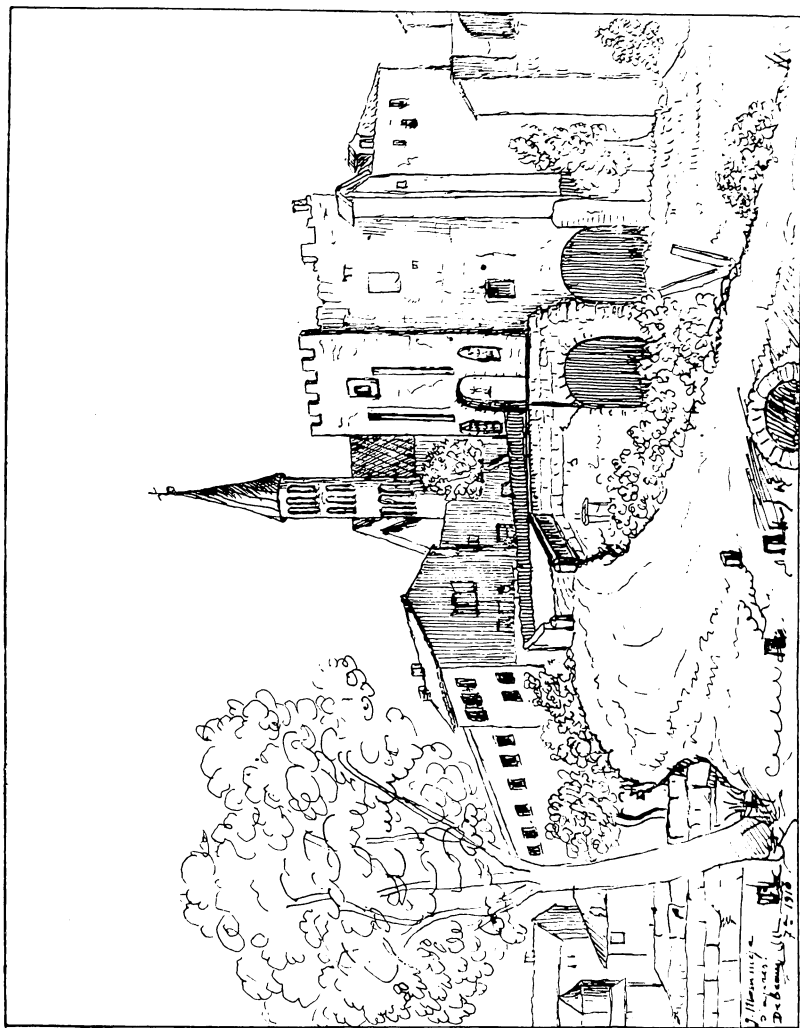
En 1612, lors de la visite des murs de ville faite « par ordre

« de M. de Gourgues, trésorier général de France en Guienne, « à la réquisition de Messieurs les Consuls », il est dit au procès-verbal : «... Et de là sommes allés à la porte du Pont « de Garonne, où aurions trouvé estre besoing et nécessaire « faire ung pont-levis du costé du dedans, sans lequel pont « est malaisé que ladite ville se conserve en temps de guerre, « comme aussy le corps de garde de ladite porte est fort « ruyné, qui a besoing d'estre réparé. » Nous ne savons si ce corps de garde fut alors réparé ; mais ce dont nous sommes sûr c'est que le pont-levis, du côté du dedans, ne fut jamais établi. Nous n'en avons trouvé trace nullé part.

La Porte de Garonne existait donc à peu près dans son état primitif en 1784, année où l'ingénieur Lomet fut chargé, ainsi que nous l'avons dit à notre dernier chapitre sur la Porte Neuve, d'abattre toutes les anciennes murailles et portes de la ville et de présenter à la municipalité « un plan nouveau des « voies d'accès, routes, portes et promenades. » C'est le moment que choisit l'habile ingénieur pour faire le dessin que nous reproduisons ici. On y verra que si la porte proprement dite présente le même aspect et les mêmes détails architectoniques que dans la vue de 1648, le pont en revanche a été sensiblement modifié. De « long » qu'il était avec ses quatre arches, il a été raccourci de trois ; et toute la partie inférieure, tour carrée, ravelin, parapets, ont été enlevés pour faire place à une chaussée nouvelle, qui, toujours en pente courbe, descend jusqu'aux allées du Gravier, alors en formation.

Le plan par terre, que nous donnons également à l'appui, reproduit ces dernières dispositions.

La porte de Garonne s'appelait, avons-nous dit, dès les débuts, Porte Saint-Michel. C'est qu'elle se trouvait près de l'ancienne chapelle Saint-Michel, autrefois église paroissiale, qui s'élevait, nous disent Argenton et Labrunie, avec l'hôpital du même nom attenant, « entre le couvent des Jacobins et le « local occupé par les Pénitents bleus, rue Saint-Jérôme, près « du cimetière du Carné et non loin du mur de ville qui domine le Gravier. » Dans nos deux volumes sur les anciens couvents d'Agen nous avons donné d'assez longs détails sur



LA PORTE DE GARONNE EN 1782

Cliche Ph. Lanzun



cette chapelle et cet hôpital de Saint-Michel (1). Nous n'y reviendrons pas. Disons simplement que c'est sur cet emplacement que s'établirent en 1600 les Pères Capucins. La chapelle de Saint-Michel fut démolie ; et, à sa place, s'éleva le couvent desdits Pères, attenant à la Porte et dont les jardins s'étendaient jusqu'à l'endroit qu'on a appelé depuis le petit Pont-Long. La perspective de 1648 en reproduit toute la bâtisse, à droite de la tour et au-dessus du mur de ville, tandis que, sur le dessin de Lomet, on n'entrevoit ce couvent que de profil.

Du côté nord, la Porte de Garonne se reliait aux murs de clôture d'un autre couvent bien plus ancien qu'elle, puisque le couvent des Dominicains ou Jacobins d'Agen fut fondé en 1249, hors des murs de la ville, et que ce ne fût qu'un siècle après, lors de la construction de la troisième et dernière enceinte, qu'il y fût englobé. Alors que notre vue de 1648 ne reproduit que les premiers pans de la courtine de gauche, et, derrière la porte, la silhouette de la chapelle du couvent des Annonciades, avec sa flèche élancée, rue de l'Ave Maria, le dessin de Lomet, au contraire, nous donne toute la vue du couvent des Jacobins, élevé sur le mur même d'enceinte avec, au second plan, une partie de la nef de sa vaste église accostée de l'élégant clocher octogonal en briques, qui subsiste encore aujourd'hui (2).

Le plus ancien registre des Jurades d'Agen fait plusieurs fois mention de la Porte de Garonne, nouvellement construite. Il court des années 1345 à 1355 (3). C'est l'époque, on le sait, où les anglais commençaient à envahir de tous côtés la France, où une partie de la Guienne était déjà en leur possession. Le Roi de France était encore, à ce moment-là, seigneur de

(1) *Les Anciens Couvents d'Agen avant 1789*, tome I, chap. VIII, *Les Capucins* et tome II, chap. X, *L'hôpital Saint-Michel*.

(2) Voir notre étude archéologique et historique sur les *Dominicains d'Agen*, chap. III, du tome I^{er} des *Couvents d'Agen avant 1789*.

(3) Archives municipales d'Agen, BB. 16. — Cf : *Archives historiques de l'Agenais*, Auch 1894, publiées par MM. Magen et Tholin.

l'Agenais. La ville d'Agen lui restait fidèle. Mais combien grandes les précautions qu'il fallait prendre pour éviter toute surprise de la part de l'ennemi toujours aux aguets.

La première enceinte avait été démolie. La troisième et dernière n'était pas encore achevée. Il importait donc de se fortifier au plus vite, fut-ce avec de simples palissades en bois, élevées en arrière des fossés, en attendant qu'on pût les remplacer par des murs en solide appareil moyen. Aussi est-ce une hâte curieuse à étudier que celle qui préside à tous les travaux de défense et d'armement des tours et courtines à peine achevées et que nous révèle le précieux registre.

« Item, à la porta del Pont, y est-il dit à la date de janvier
« 1346 pour procéder à l'armement de cette porte, 1 arc de 11
« pes (1) e 12 cayrels (2) e 1 caissa de cayrels d'estremp (3)
« en que'n a v l. — Prés N' Arnaut d'Aynart. (Dictus Arnal-
« dus recognovit habuisse dicta artillaria et ultima 1 arc de
« torn nuo de ceys (4) et 1 arc de 11 pes e 12 arcs d'estremp de
« ceys nuos (5), die festi beati Marcialis, anno xlvj. Restituit
« in domo communi. » (6).

Et plus tard, le 7 avril 1350 : « Les trois clefs de la porte
« du Pont seront remises à Guillaume de Cassaignes, qui jure
« de fermer et d'ouvrir lui-même la porte ou d'estre présent
« quand on l'ouvrira et fermera, de ne l'ouvrir après la ferme-
« ture, le soir ou la nuit, qu'en présence d'au moins deux con-
« suls, de tenir les clefs sous clefs et de s'acquitter avec soin
« de sa charge (7). »

Enfin, le 23 août 1352 : « Item, que totas las portas de la
« villa se barren, exceptat la porta de Garona : e aqui que
« estougan de bonas gens armadas cada jorn afi que los es-

(1) Arc de 11 pes, arc muni de deux anses ou étriers, fixés au sommet de l'arme et dans lequel l'archer engageait les pieds pour bander, avec plus de force, l'arc préalablement couché à terre. (Note G. Tholin.)

(2) Le Cayrel ou carreau était le trait de l'arbalète à main ou de la grande arbalète à tour. (Viollet le Duc.)

(3) Estremp, étrier.

(4) Arc de torn nuo de ceys, arc de tour neuf en cuir.

(5) Arc d'estremp de ceys nuos, arc à un seul étrier de cuir neuf.

(6) *Jurades de la ville d'Agen*, BB. 16. — Cf. p. 42.

(7) Idem, p. 201.

« tranhs que sont dins la vila no dampnacion las vinhas per la « maneira que fan. » (Toutes les portes de la ville seront fermées, excepté la porte de Garonne. On y placera des gens armés chaque jour, afin que les étrangers qui sont dans la ville n'aillent dévaster les vignes, comme ils ont l'habitude de le faire.) (1).

Notons encore, à la date du 3 janvier précédent, ce fait que la Porte de Garonne était gardée ce jour-là par le sieur Guillaume Sylvestre de Laynes, qui, ayant refusé de laisser sortir Géraud André, tailleur et bourgeois d'Agen, pour aller porter à Mirande de la laine filée, fut injurié par lui. De Laynes porta plainte; les consuls lui donnèrent raison, et Géraud André dut se soumettre à leur décision (2).

Nous n'en finirions pas si nous voulions relater toutes les ordonnances des consuls sur l'entretien ou la fermeture des portes de la ville et en particulier de la porte de Garonne au cours des ^{xiv}^e, ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles. Chacune de leurs délibérations en fait mention.

Il est cependant deux événements que nous ne pouvons passer sous silence, dont cette porte fut le témoin dans la seconde moitié du ^{xvi}^e siècle.

Le premier fut l'entrée très simple et volontairement inaperçue, le 23 mars 1564, de Catherine de Médicis, de sa fille Madame Marguerite et de l'Escadron volant, dans leur bonne ville d'Agen. Voulant laisser à son fils le champ libre pour faire, avec toute la Cour de France, son entrée solennelle par la Porte du Pin, la Reine Mère avait choisi le côté opposé de la ville pour y pénétrer à son tour, et plus particulièrement la Porte de Garonne, comme étant la plus rapprochée du fleuve sur lequel elle était venue de Lafox, où elle avait dîné, et la plus éloignée aussi du lieu où se déroulait la cérémonie officielle. C'est donc par la porte de Garonne, où plus tard la reine Marguerite, ligueuse et en guerre ouverte avec son frère et son mari, devait placer, en 1585, son favori Duras pour y faire

(1) *Jurades de la ville d'Agen*, p. 294.

(2) *Idem*, p. 262.

bonne garde, que les Reines entrèrent ce jour-là dans Agen, pour aller rejoindre aussitôt au palais épiscopal où il était descendu, le jeune roi Charles IX (1).

Le second, beaucoup plus important, fut la prise d'Agen, le 5 janvier 1591, par Pierre de Peyronnenq, sieur de Saint Chamarand, et ce par la porte de Garonne que lui livra la trahison. Dès 1589, en effet, les Agenais s'étaient donnés à la Ligue moins par amour de Mayenne que par aversion du roi de Navarre. Aussi, quand ce dernier s'unit au roi Henri III, ce fut une explosion de colère dans tout Agen. Le 17 avril, les trois Ordres se réunirent et solennellement donnèrent leur adhésion à la Sainte-Union. Senéchal pour le roi de France, la situation de Saint-Chamarand n'était plus tenable. Menacé dans sa personne, il quitta la ville et alla rejoindre ses nouveaux alliés, les Huguenots, qui tenaient la plupart des petites villes des environs. Son plan était de reprendre à leur tête la ville d'Agen où Charles de Monluc, le petit-fils du maréchal, l'avait immédiatement remplacé.

Pendant dix-huit mois, la ville vécut sous le coup de perpétuelles alertes. Dans les registres consulaires, ce ne sont que recommandations de veiller aux portes, de faire partout bonne garde. « *Le frus* du Pont de Garonne » doit être spécialement surveillé (2). « Les portes Neuve, de Garonne, Saint-Antoine, Saint-Georges, seront gardées par trois soldats. » Cependant c'est du côté du midi, entre la tour de Marmande et la Porte Neuve que la ville doit être attaquée. Deux fois déjà Saint Chamarand est venu du Quercy, par Tournon et Castelculier, à la tête de plus de mille hommes, pour essayer de s'emparer d'Agen. L'arrivée du marquis de Villars, lieutenant général en Guienne, l'a forcé de s'éloigner. Mais on sait qu'il reviendra.

Comme toujours ce fut du côté qu'on soupçonnait le moins,

(1) Archives municipales d'Agen, BB, 30, p. 29 et suivantes. Voir aussi le remarquable article de M. Fr. Habasque, *la Cour de France à Agen* (1564-1568) paru dans le tome V (1878) de la *Recue de l'Agenais*.

(2) M. Magen entend par *frus* le ravelin ou le pavillon inférieur.

parce qu'il était le plus fort, par la porte de Garonne, que la surprise eut lieu.

Nos annalistes l'ont racontée. Laissons parler l'un des plus anciens, le consul Trinque, qui en fut témoin :

« Le cinquiesme de janvier, vigile des Roys, de l'an 1591, « les Huguenots prirent la ville par le Pont de Garonne avec « eschelles. Ils mirent un pétard au *ravelin* ou rebelin ; et « ayant rompu la porte, ils rompirent encore le *portanel* avec « un autre petard (1). Il y avait deux soldats gagés et quatre « paysans qui, pour n'avoir fait aucune défense, furent pen- « dus. Les ennemis allèrent par la ville et tuèrent environ « cinquante hommes ; les habitants de la ville se saisirent des « murailles et firent force barricades. M. Trinque, consul, « tua le sénéchal Saint-Chamarand. Le fils dudict Saint- « Chamarand y feust aussy tué. Et ses gens se retirèrent par « où ils étaient venus. En ce rencontre fust aussy tué M. Ma- « thieu, consul. Huit jours après on trancha la tête à Boudon- « nier pour avoir esté traître et tenu le parti des Huguenots « et combattu pour eux (2). »

Labrunie, qui s'inspire de ce passage des Mémoires de Trinque, ajoute que ce fut surtout du côté des Grands Carmes, près de la Porte du Pin, que le combat fut le plus acharné et que furent tués le sénéchal et son fils. Il apprend aussi que les ennemis « amenèrent avec eux le fameux pétardier Faget, et « que ce fut lui qui réussit à faire sauter le portanel de la « porte du Pont-Long (3). »

L'orage passé, les portes de la ville restèrent en l'état où elles se trouvaient après les guerres de religion, c'est-à-dire en fort mauvais état. Aussi, après la visite de 1612, dans

(1) Par *portanel*, il faut entendre le pavillon carré qui précédait le ravelin.

(2) Certains mémoires concernant l'antiquité d'Agen, *escripts à la main par feu M. Trinque, consul et jurat de la ville d'Agen* » manuscrit conservé autrefois à la bibliothèque de Saint-Amans, reproduit par le frère Hélie dans sa *Chronique*, et publié dans la *Recue de l'Agenais*, t. X, 1883.

(3) Labrunie, *Abrégé chronologique des antiquités d'Agen*, p. 121 (édition O. Fallières). Voir aussi les deux importantes notices de M. Ad. Magen *La ville d'Agen sous le sénéchalat de Pierre de Peyronneng, sieur de Saint-Chamarand*, et la *Briefve Narration de ce qui s'est passé en la ville d'Agen* (1584-1590). Agen 1879.

la crainte que les troubles ne recommençassent, les consuls jugèrent-ils à propos de les consolider et même d'en rebâtir presque entièrement quelques-unes. « Les consuls font refaire les « portes du Gravier, de Saint-Georges et la Porte Neuve (1). »

Lors de la sanglante émeute de 1635, provoquée par l'établissement d'un nouvel impôt sur les débits de boisson et dont le journal des frères Malebaysse nous a transmis tous les détails, des barricades s'élevèrent à chaque coin de rues. « A « chaque porte de ville, y est-il dit aussi, y avait une barri- « cade. Au Pont de Garonne, y en avait deux. C'étaient les « plus fortes de la ville (2). »

Au moment de la Fronde, les portes et murailles d'Agen furent aussi vérifiées et remises en état. Il existe, aux archives municipales, une ordonnance du prince de Condé, gouverneur de la Guienne, avec signature autographe, à la date du 10 octobre 1651, enjoignant aux consuls « de faire travailler « au curement des fossés, aux fortifications et aux portes de la « ville, afin que la ville soit mise en état de résister aux trou- « pes de Mazarin (3). »

Un siècle plus tard, les portes d'Agen jouent encore un rôle considérable. La peste menace la ville. Le maréchal de Berwick, commandant dans la province, envoie une ordonnance à M. Dauzac, subdélégué de l'Intendant, pour recommander la garde des portes. Les consuls font aussitôt fermer les portes Neuve, Saint-Louis, Saint-Georges et la porte de Garonne. Mais un conflit s'élève à ce sujet entre le corps consulaire, le présidial et le clergé, ces derniers refusant d'obtempérer aux ordres des édiles agenais. Finalement, une transaction intervint, et chaque ordre consentit à participer à cet acte de dévouement. La porte de Garonne resta fermée (4.)

(1) Archives municipales BB. 42 et EE. 17.

(2) *Journal des frères Malebaysse. Recuz de l'Agenais*, t. XX, 441. Cf. *Une émeute à Agen en 1635* par Ad. Magen. (*Recueil de la Société académique*. VII. 1^{re} série.)

(3) Archives municipales EE. 16.

(4) *Licre doré du Présidial d'Agen*, p. 259-264, publié par M. F. Habasque.

Mais déjà commençaient les démolitions qui, en peu de temps, allaient transformer tout ce quartier du Pont-Long.

« En 1760, écrit Labrunie, les arbres des allées Saint-Antoine et du Gravier furent coupés et le Pont-Long en « partie abattu pour se ménager le terrain nécessaire à une « contre allée et faire aussi le point de vue, depuis Rouquet « jusqu'à la manufacture Delas (1). »

C'est en effet, l'époque où le ravelin, le portanel et toute la partie inférieure du Pont-Long furent démolis et remplacés par une chaussée à pente douce et curviligne qui aboutissait à la dernière arche supérieure du pont et menait à la porte, conservée encore dans son état primitif. Tel était l'état des lieux, lorsque Lomet arriva et, avant de procéder à leur nivellement, en fit le joli dessin que nous reproduisons ici.

Nous avons déjà dit à propos de la Porte Neuve quelle mission fut confiée, en 1782, par la Municipalité Agenaise au jeune ingénieur chargé de modifier du tout au tout les abords de la ville. Lomet se mit aussitôt à l'œuvre et il chercha à aménager d'autant mieux les abords du Pont Long, que son beau-père, M. Vernède, avait acquis, quatre ans avant, en 1778, toute la partie basse des remparts qui longeait le mur de ville au-dessous du couvent des Capucins. Il fit donc combler les fossés en cet endroit, les remplaça par des jardins et fournit de nombreux devis, dont un seul est resté, relatif à l'établissement d'un aqueduc destiné à remplacer les dernières arches du Pont-Long et à faciliter l'écoulement des eaux (2).

La Révolution acheva l'œuvre commencée. « La porte du « Pont-Long, écrit Proché, fut démolie au mois d'octobre « 1795 (par ordre du vandale Monestier, ajoute Labrunie). La « descente qui conduit sur les promenades a été mise dans « l'état où elle est actuellement par les soins de M. Lomet, « ingénieur, qui fit aussi ouvrir dans le même temps la rue « qui passe sur le terrain de l'église des Capucins et conduit

(1) *Abrégé chronologique*, p. 189.

(2) Archives municipales, DD. 12.

« à la porte Saint-Louis (1). » C'est l'ancienne rue Saint-Louis aujourd'hui rue Louis Vivent.

Ajoutons que Lomet, qui venait d'être renvoyé en disgrâce à Agen, où résidait la famille de sa femme M^{lle} Vernède, et à qui on avait donné, comme compensation, la chaire des sciences physiques et chimiques à l'Ecole centrale nouvellement fondée, se rendit, lui aussi, acquéreur de la majeure partie du couvent des Capucins, au-dessus des jardins de son beau-père, qu'il le transforma complètement et qu'il en fit cette jolie habitation, aujourd'hui encore à ses descendants en la personne de M^m^s Véchembre, habitation qui, avec sa terrasse au-dessus des allées du Gravier et les arbres magnifiques de son jardin, constitue une des résidences les plus agréables de la ville d'Agen.

PH. LAUZUN.

(1) *Annales de la ville d'Agen*, par Proché, p. 52.

PIERRE DE VILLEMON

(1608-1657)

ET SON MARIAGE AVEC MARGUERITE DE MEILHOC

Au milieu du xvr^e siècle, dans la ville d'Agen, existait une famille bourgeoise adonnée au commerce et connue sous le nom patronymique de Villemon ou Villemont. Nous croyons que le chef de cette famille, au début de 1555, était Bertrand de Villemon dont nous avons rencontré le nom dans un arrêt du parlement de Bordeaux (1). Ce même bourgeois fut, semble-t-il, marié avec Audiette Dubreuil, qui mit au monde une fille et un fils. La fille fut donnée en mariage à N. Robert et de cette union naquit Anne Robert. L'oncle d'Anne Robert, Pierre de Villemon, épousa une jeune personne de Clairac ou peut-être de Nérac, Louise de Martin, qui mit au monde deux fils, l'un et l'autre appelés à de hautes destinées (2).

Adonnés de bonne heure à l'étude, les deux frères firent de rapides progrès sous la direction des maîtres habiles qui enseignaient dans l'Université où ils furent admis à étudier. Jean de Villemon, qui s'était plus particulièrement livré à l'étude du droit, embrassa la profession d'avocat, il fut ensuite président en la Cour de l'Election d'Agenais, puis conseiller du roi en la Cour des Aides de Guienne, dès la création de cette dernière dans la ville d'Agen (3). Pierre de Villemon, qui avait ajouté à l'étude du droit civil et canonique celle de la théologie, entra dans la cléricature, devint prêtre et fut, en 1604, pourvu de la riche abbaye de Saint-Maurin (4) qu'il conserva jusqu'à la mort (19 sept. 1632).

(1) Arch. de la Gironde, arrêt du 13 février 1554 (v. st.).

(2) Arch. de Lot-et-Garonne, B. 28, fol. 203.

(3) L'édit de création, donné à Paris en décembre 1629, fut vérifié en la Grande Chancellerie de France, le 21 et enregistré en la Chambre des Comptes le 31 du même mois.

(4) *Gallia Christiana*, t. II, col. 949, 950, éd. P. Piolin. — Dans cet ouvrage

Le jeune avocat était fixé dans la ville d'Agen, lorsqu'il obtint d'Henri IV, le 10 février 1600, un brevet pour la chasse. Cette pièce originale (que nous avons sous les yeux) étant courte et curieuse, il nous a semblé bon de la transcrire en entier.

Aujourd'huy, dixiesme de febvrier mil six cens, le Roy estant à Paris, désirant gratiffier et favorablement traicter le sieur de Villemont, Sa Majesté luy a permis de porter l'arquebuzé pour d'icelle tirer, ou faire tirer par ung de ses domestiques, en l'estendue de ses terres et de ses amis, aux loups, reynards, blaireaulx, oyseaulx de rivière, palommes, pluviers, vanneaulx, bisetz et aultre gibier non deffandu par les ordonnances de la rigueur desquelles Sa Majesté l'a relevé et relève par le présent brevet, qu'elle a signé de sa main et fait contresigner à moy son secrétaire d'Estat.

HENRY.

POTIER.

A mesure que les ordonnances royales restreignaient les privilèges de la chasse, ce noble passe-temps devenait plus recherché ; il n'est donc pas étonnant que Jean de Villemon ait mis à profit les influences dont il disposait pour obtenir une faveur destinée à jeter sur son nom un peu plus d'éclat. Dès lors, peut-être, il ambitionnait déjà de trouver, dans les rangs de la noblesse, la femme qu'il devait choisir pour compagne. De fait, c'est bien la fille d'un gentilhomme qu'il épousa en 1602.

Le contrat de mariage fut passé, le 17 octobre, dans la maison d'un avocat de la ville d'Agen, Guillaume de Maurès (1). La fiancée était fille du seigneur de la Calcinie, Vincent du Gravier, qui exerçait la profession d'avocat. Ayant eu pour marraine Jeanne d'Eschelle, femme de messire Guy de Montferrand, la future épouse de Jean de Villemon, portait elle-même le prénom de Jeanne.

Comme sa future belle-mère, la fiancée avait été élevée dans

le nom de l'abbé commanditaire a été mal orthographié. Au lieu de Villamont, c'est de Villemon qu'il faut mettre.

(1) Arch. de Lot-et-Garonne, B. 33, fol. 126.

les doctrines calvinistes ; le contrat de mariage en fait foi et il porte que Jean de Villemon prit l'engagement de laisser à sa future épouse la liberté de vivre dans sa religion.

La dot de Jeanne du Gravier s'élevait à la somme, assez jolie pour l'époque, de 9,000 livres. L'assistance au contrat comprenait, du côté de l'époux : la mère de celui-ci remariée en secondes noces à M^e Pierre de Salomon (magistrat et garde-des-sceaux au présidial d'Agen) et veuve pour la seconde fois : son oncle, Pierre de Martin, bourgeois de Clairac. Du côté de la future épouse on voyait son père et Guillaume de Maurès qui avait mission de représenter la veuve de Guy de Montferland.

De ce mariage mixte naquirent des enfants qui tous furent élevés dans la religion catholique. Deux moururent en bas âge (1) ; les autres, qui parvinrent à l'âge adulte furent au nombre de quatre. L'aîné eut pour parrain l'abbé de Saint-Maurin et fut nommé Pierre comme son oncle. C'est de lui qu'il s'agit tout spécialement dans cet article. Le puîné, François-Charles, entrera, comme son aîné, dans la cléricature et, comme lui, mourra revêtu du sacerdoce. Le troisième, après avoir reçu la tonsure cléricale, comme ses frères, et joui quelque temps d'un bénéfice, devait renoncer définitivement à l'état ecclésiastique et se consacrer entièrement aux fonctions de conseiller à la Cour des Aides ; il fut nommé Jean. Louise de Villemon, pour qui son père eut une tendresse de prédilection, complétait la famille. Elle se maria avec Pierre Alain de Lavigerie et mourut avant son père, après avoir mis au monde plusieurs enfants.

Nous sommes peu renseignés sur l'enfance de Pierre de Villemon. Il naquit dans la ville d'Agen, vers 1608, fut de bonne heure nourri dans l'étude des lettres et parvint au grade de docteur en droit civil et canonique. Bien que désireux d'embrasser le sacerdoce, il prit le titre d'avocat au parlement de

(1) Ce fait est mentionné dans le testament de Jean de Villemon, l'une des nombreuses pièces des archives de la famille de Villemon. Ce fonds, actuellement entre nos mains, a fourni la majeure partie des renseignements qui ont servi à la composition de cet article.

Bordeaux et plaida sans doute aux divers tribunaux de sa ville natale.

De tout temps les jeunes avocats n'ont eu à leurs débuts dans le barreau qu'une maigre clientèle. Les loisirs forcés qui résultent de cet état de choses peuvent avoir de dangereuses suites, Pierre de Villemon en devait faire la cruelle expérience.

À 27 ans, le jeune avocat fréquentait, comme ses collègues, les salons d'Agen, c'est-à-dire les familles qui avaient des attaches avec la magistrature de la cité.

Un avocat d'Agen, Robert de Mailhoc, était mort laissant après lui une veuve et une fille. La veuve, Marguerite de Faure, fille d'Henri de Faure et de Marguerite de Raymond, n'était pas avancée en âge (1) ; convolant à de nouvelles noces elle épousa un conseiller au présidial d'Agen, François de Bertrand. Marguerite de Mailhoc, fille de l'avocat, aurait voulu, elle aussi, trouver un avantageux parti, mais nous ignorons pour quelles causes ses prétentions restaient infructueuses. À mesure que les années s'écoulaient, ses désirs matrimoniaux devenaient plus vifs et ses insuccès plus nombreux. Elle avait 29 ans, lorsque les circonstances la mirent en rapport avec Jean de Villemon (2).

Toutes les pièces que nous avons pu consulter sur cette lamentable affaire tendent à prouver que, s'il y eut séduction, le jeune Pierre de Villemon n'en fut pas l'auteur. Marguerite de Mailhoc, qui voulait à tout prix se faire épouser, trompa la candeur du jeune homme.

Aussitôt la faute commise, la fille et sa mère se firent exigeantes. Le jeune avocat, devant ses prétentions, eut peur et,

(1) Elle fut baptisée à Villeneuve-sur-Lot, le 9 avril 1596, dans l'église Sainte-Catherine (voir aux archives communales de cette ville cet acte baptismal) et fut ensevelie, le 16 août 1653, dans l'église de Saint-Caprais d'Agen. Le tombeau de sa famille se trouvait du côté de l'horloge, près d'un pilier (Arch. d'Agen, GG. 32).

(2) Ne pas confondre cette Marguerite de Mailhoc avec son homonyme et parente, fille de feu M^r Henri de Mailhoc, avocat, et de demoiselle Catherine de Bertrand. Celle des deux qui se trouve étrangère à notre récit épousa, par contrat du 23 août 1649, noble François de Boissonnade, avocat. (Arch. de Lot-et-Garonne, B. 66, fol. 186.)

pour se soustraire à une condamnation capitale, prit la fuite. C'est à Rome, parmi les attachés d'ambassade de M. de Noailles, qu'il chercha un asile sûr.

Avant de quitter la France, le fugitif avait mis ordre à ses affaires, c'est alors sans doute qu'il résigna en faveur de son frère, Charles-François, le prieuré de Lusignan-Petit dont il avait été pourvu sur une signature en Cour de Rome le 18 octobre 1625 et dont il avait pris possession en 1626 (1).

L'enfant que Marguerite de Mailhoc mit au monde fut baptisé peu de temps après sa naissance, le 10 mars 1636. On n'avait pas attendu l'accouchement pour commencer les poursuites juridiques, elles furent inaugurées au siège de Lectoure, devant le lieutenant du sénéchal d'Armagnac.

Une ordonnance royale ayant établi que les procès des conseillers à la Cour des Aydes de Guienne et ceux de leurs familles devaient être portés au parlement de Grenoble, dès le mois de janvier 1636 l'incompétence des juges de Lectoure fut reconnue et l'affaire renvoyée à Grenoble.

Juridiquement le fugitif était poursuivi pour crime de rapt. Si la loi était appliquée pour lui dans toute sa rigueur, il devait payer de sa tête ce crime ou l'effacer en acceptant le mariage. A aucun prix Pierre de Villemon ne voulait s'engager dans les liens du mariage ; malgré sa faute, il aspirait toujours au sacerdoce. Son séjour à Rome ne fit que le confirmer davantage encore dans ses résolutions premières.

La diplomatie a réussi dans tant de circonstances à concilier des oppositions si contraires, qu'il faut attribuer peut-être au secrétaire d'ambassade l'idée première de trouver une issue aux difficultés en apparence inextricables de l'affaire qu'on lui intentait.

Sous l'ancienne législation, les victimes pouvaient toujours se désister de leurs demandes, transiger avec les coupables et mettre ceux-ci à l'abri des arrêts de condamnation. Par de

(1) Ces deux actes sont mentionnés dans un inventaire qui fait partie du fonds de Villemon. Pierre de Villemon avait donné procuration à son frère, François-Charles de Villemon, prieur de Saint-Sixte et Gandaille, pour cette prise de possession qui eut lieu le 14 mai.

telles transactions, les affaires criminelles pendantes prenaient fin. La Cour en homologuant les transactions pouvait aussi mettre à néant les condamnations prononcées.

Il faut croire que, en épuisant toutes les juridictions, Pierre de Villemont avait l'espoir d'user à la longue la fougue des deux femmes. Son espoir ne fut pas déçu. Au bout de plusieurs années de poursuites, après avoir encouru une sentence capitale, Pierre de Villemont, grâce à de puissantes amitiés, obtint enfin la solution qu'il souhaitait.

Celui qui tenta l'impossible pour sauver le condamné était le vicaire général d'Agen, Claude Hopil. Dans cette entreprise l'archevêque de Toulouse, Charles de Montchal, joua également un rôle considérable.

Il semble que l'expédient dont nous allons bientôt parler fut imaginé par ce prélat. On lit en effet dans le livre de raison de Jean de Villemont, conseiller à la Cour des aides de Guienne, cette curieuse note :

« Le 28 du dit mois [d'août 1641], j'ay escrit au prieur [Charles-François de Villemont] à Paris, par la poste et luy mende de consulter l'affaire de son ayné [Pierre de Villemont] sur la proposition de Monsieur l'archevesque de Thoulouze. »

Cette proposition était si insolite que, malgré la haute situation de son auteur, Jean de Villemont réitère sa demande quelques jours plus tard en ces termes :

« Le 5^e dud. mois [de septembre] j'ay escrit par la poste au prieur à Paris et luy mende de consulter encore l'affaire de son ayné. »

Comme il s'agissait d'un cas très grave, il semble que le prieur de La Grâce qui avait mission de consulter des théologiens et canonistes éminents, a dû naturellement recourir aux professeurs les plus en renom de la Sorbonne. De ce fait nous n'avons pas la preuve certaine, mais le contraire serait si extraordinaire, que nous admettons cette consultation en Sorbonne comme très vraisemblable et ceci n'est pas fait pour di-

minuer l'importance théologique de l'affaire que nous racontons.

La Révérende Mère Francoise, supérieure générale du Tiers-Ordre des religieuses de Saint François, fut aussi mêlée à cette affaire, Jean de Villemont le dit en propres termes. Elle donna, de Paris, le sage conseil de réserver à l'archevêque seul le rôle de juge suprême. Si tout eût marché au gré du prélat et selon les désirs de Claude d'Hopit, Marguerite de Mailhoc aurait pris le voile et passé le reste de ses jours dans un couvent. N'ayant pu lui faire admettre cette radicale solution les négociateurs se contentèrent à moins.

L'accommodement consenti portait plusieurs articles. Pierre de Villemont et son père s'engageaient à payer 2,000 livres, tant pour les frais de procédure que pour la nourriture de l'enfant. L'intérêt de cette somme devait être payé aux deux femmes, mais le versement du capital ne devait être exigé par elles qu'à l'époque où le petit Jean de Villemont serait parvenu à l'âge de majorité, c'est-à-dire à 25 ans révolus. Pour légitimer l'enfant le mariage devait être célébré religieusement. Aussitôt le sacrement reçu, les époux devaient signer un vœu de chasteté perpétuelle, afin que Pierre de Villemont, qui n'avait encore reçu que la tonsure, pût être admis aux ordres sacrés, même au sacerdoce.

L'accord se fit d'abord entre le conseiller à la Cour des Aides et son fils, d'une part et Bernard de Faure, sieur de Castres, oncle de Marguerite de Mailhoc, de l'autre. Il fallut ensuite gagner à cet accommodement la principale intéressée, Marguerite de Mailhoc elle-même. L'affaire fut plus difficile. Dès les premières ouvertures tout parut pour le mieux, puisque le mariage était accepté, mais ensuite, devant l'obligation de s'engager par un vœu à la continence perpétuelle, Marguerite de Mailhoc voulut opposer une résistance absolue. Que se passa-t-il au juste en ce moment décisif entre l'oncle et la nièce ? On a parlé de coups et de menaces terribles. Nous ne saurons probablement jamais la vérité entière à cet égard.

Ce qu'il y a de certain, c'est que Marguerite de Mailhoc, en compagnie de son oncle et d'une femme de chambre, se ren-

dit à Toulouse où fut signée la transaction le 19 octobre 1641 (1).

Pour être bien sûr qu'au moment opportun sa nièce ne refuserait pas de signer le vœu de chasteté dont la promesse lui avait été si difficilement arrachée, Bernard de Faure, après avoir signé le même jour un contrat d'obligation de 6,000 livres en faveur de Jean et Pierre de Villemon, fit consentir par sa nièce un acte de relief, par lequel celle-ci s'engageait à relever indemne de toutes poursuites son oncle, si le cas s'en présentait.

L'arme était bonne. Si on eut voulu s'en servir contre la signataire, celle-ci eut été complètement ruinée. C'est muni de cet acte si important que l'archevêque de Toulouse se mit en devoir d'admettre au sacrement du mariage Pierre de Villemon et Marguerite de Mailhoc.

La cérémonie eut lieu dans la chapelle du palais archiépiscopal, le 20 octobre 1641. L'archevêque reçut lui-même le consentement des parties contractantes et célébra la messe du mariage. Il n'y eut de présents en cette circonstance que les officiers de l'archevêque et les témoins de rigueur. Bernard de Faure et Claude Hopil qui avaient signé la transaction ; l'un, comme procureur de Marguerite de Faure, et l'autre, comme témoin, se trouvèrent aussi au mariage religieux. La femme de chambre, dont la présence à cette cérémonie n'avait pas été prévue, fut obligée de sortir de la chapelle aussitôt qu'elle y eut pris place.

A l'issue de la messe, les nouveaux époux signèrent sans difficulté la formule préparée d'avance du vœu de chasteté perpétuelle.

Le lendemain, le conseiller à la Cour des Aides, en compagnie du vicaire général d'Agen, quitta la ville de Toulouse, où son fils restait près de l'aumônier du monastère des religieuses du Tiers-Ordre.

En homme clairvoyant, le vieux magistrat sut exactement apprécier la portée de l'acte qui venait d'être accompli. Il s'é-

(1) L'acte fut passé devant Bessier, notaire à Toulouse.

taît incliné devant une impérieuse nécessité, mais il n'oubliait pas la grandeur de la faute qui avait été commise et le peu de valeur morale de celle qui fut toujours pour lui après comme avant le mariage « la Mailhoc ».

Ces quelques lignes extraites du livre de raison traduisent bien l'état d'âme du voyageur au moment où il parvenait dans sa maison de campagne des environs d'Agen :

« Ce jourd'huy, 22^e dud. mois je suis arrivé à Beauregard en bonne santé, Dieu mercy, non pas sans affliction de famille, ayant néanmoins remercié la divine Providence de tout ce qu'il luy plaist ordonner pour nous humilier devant luy. *Sit nomen Domini benedictum !* »

Tandis que dans l'âme navrée du père la résignation en fin de compte l'emporte sur tout le reste, dans l'âme du fils, au contraire, on sent plus de résolution. Pierre de Villemont saisit avec empressement l'occasion favorable qui se présente et dans le recueillement du cloître il se prépare à recevoir les saints ordres.

Grâce à une dispense d'interstices accordée par Claude Hopil, l'ancien attaché d'ambassade reçut des mains de l'Archevêque de Toulouse les ordres mineurs le 20 décembre 1641 (1), le sous-diaconat, le 15 mars de l'année suivante, et quelques semaines plus tard, le diaconat (5 avril 1642). Enfin il fut ordonné prêtre par Dominique de Vic, archevêque d'Auch, dans le palais archiépiscopal de cette ville, le 19 avril 1642.

A voir les dates si rapprochées de ces différentes ordinations, on ne peut s'empêcher de penser que Pierre de Villemont n'était pas exempt de quelques appréhensions. Dans la crainte de complications nouvelles, il profitait au plus vite des circonstances favorables, afin de mettre celle qui fut ou parut

(1) Afin de permettre à son fils de recevoir les ordres sacrés, Jean de Villemont lui constitua pour titre clérical une rente annuelle de 200 livres et Claude Hopil fit expédier les démissoires. Ces détails sont donnés dans le livre de raison qui ajoute que, par affection et faveur extraordinaire, Pierre de Villemont devait être admis seul dans la chapelle de l'archevêque à l'ordination faite par le prélat lui-même, suivant la promesse donnée au conseiller de la Cour des Aides.

être un moment son épouse légitime en face des faits accomplis.

L'existence du double vœu de chasteté et l'admission de Pierre de Villemon au sacerdoce semblaient suffisantes pour éteindre dans l'âme de Catherine de Mailhoc les quelques velléités qui auraient pu la pousser à réclamer la consommation de son mariage. De fait Pierre de Villemon ne fut l'objet d'aucune attaque.

Pendant quelque temps on put espérer aussi que Catherine de Mailhoc porterait sans trop de faiblesse le joug du célibat, l'avenir devait mettre fin à cette erreur. La jeune femme se laissa encore entraîner par les penchants de son cœur et, pour éviter un scandale nouveau, elle obtint du Pape un rescrit annulant son mariage avec Pierre de Villemon et l'autorisant à contracter une autre union dans les formes prescrites par le Concile de Trente (29 décembre 1643).

Dans la supplique adressée à Rome par la jeune femme, celle-ci invoquait en sa faveur, comme motifs de nullité, la violence et la crainte qui l'avaient déterminée au mariage.

L'official d'Agen, chargé de fulminer le rescrit, trouva l'affaire si grave qu'il procéda à une minutieuse enquête. Claude Hopil, lui-même, fut entendu, le 24 mars 1645 ; il était alors âgé de 38 ans. L'archevêque de Toulouse ne fut pas cité à comparaître, mais il dut être tenu au courant de l'affaire et l'on versa au dossier de l'enquête la lettre suivante qu'il avait écrite à Bernard de Faure, le 13 mai 1642.

MONSIEUR,

J'ay remis, ez mains de Monsieur Bessier, notaire de cette ville, le traicté faict avec Monsieur de Villemon, pour en expédier des extraictz à qui en désirera, et de mesmes ez mains de mon secrétaire l'acte de mariage. Et voire je vous renvoye vostre obligation cancelée et la quittance des despens, ayant raturé les signatures.

Sy je vous puis servir en aultre chose, faictes estat de moy qui suis de toutes mes affections, Monsieur,

Vostre très affectionné serviteur,

CHARLES, *archevesque de Thoulouse.*

De Thoulouse, ce 16 may 1642.

Après longue enquête et mûr examen, l'official, Joachim de Bourges, reconnut que le mariage était bien nul, mais il ordonna que Marguerite de Mailhoc ne pourrait contracter une nouvelle union qu'après avoir obtenu dispense de son vœu (5 mai 1645).

D'une étude attentive de l'enquête il résulte (et nous avons déjà mis ce point en lumière) qu'ayant subi au moins une violence morale pour consentir au relief de 6,000 livres, Marguerite de Mailhoc avait déjà accepté avant le mariage un vœu de chasteté qui viciait radicalement le mariage lui-même.

Entre théologiens et canonistes la discussion dut être d'autant plus vive que des personnalités plus hautes étaient mêlées aux débats. C'est probablement à cause du doute, mais aussi un peu par déférence pour l'archevêque de Toulouse, que l'official d'Agen exigea un nouveau recours à Rome.

Pour plus de rapidité, la demande nouvelle fut celle de la signature apostolique. Le vœu fut commué, suivant autorisation donnée à Rome le 7 mars 1644. Marguerite de Mailhoc reçut l'absolution des mains de Jean Soldadié, vicaire général de l'évêque d'Agen. Il lui fut enjoint de faire chaque jour des prières déterminées, de recevoir le sacrement de pénitence une fois par mois. Enfin, clause plus grave, la signature apostolique lui interdisait la faculté de convoler à de nouvelles noces, si son nouveau mari mourait avant elle-même. Cet acte apostolique fut exécuté le 5 juin 1645. Quelques jours plus tard (13 juin), Marguerite de Mailhoc épousa, dans l'église Saint-Caprais d'Agen (1), messire Jacques de Bap, écuyer. Ce gentilhomme était possesseur du fief de Pédelard, situé en la paroisse de Cambes, juridiction de Pujols (2).

Ce nouvel acte si grave de Marguerite de Mailhoc rassura tout à fait Pierre de Villemon, qui songea sérieusement, dès lors, à reprendre un bénéfice. Vers 1636 il avait résigné, en faveur de son frère, Charles-François, le prieuré séculier de

(1) Arch. d'Agen, GG. 32.

(2) Sur cette terre de Pédelard, voyez *Essai historique sur la baronnie de Pujols en Agenais*, par l'abbé J.-B. Gerbeau, p. 163 à 165.

Lusignan-Petit et l'annexe de Saint-Martin des Prés qui en dépendait.

Pour se maintenir en possession de ce prieuré, Pierre de Villemon, soutenu par son père, avait dû plaider avec divers compétiteurs ecclésiastiques derrière lesquels se trouvait le seigneur du lieu, François de Lusignan. Ce gentilhomme huguenot, qui a laissé dans l'histoire le plus triste souvenir à cause de sa rare violence, aurait voulu conserver à son profit les revenus d'un bénéfice dont ses ancêtres s'étaient injustement emparés à la faveur des guerres civiles du siècle précédent.

Les compétiteurs ecclésiastiques cédèrent tous, ayant été déboutés par les tribunaux, ou ayant accepté des accommodements que Rome approuva. Avec le marquis de Lusignan il fallut recourir à une combinaison qui a semblé louche et qui a prêté matière à des appréciations opposées.

Charles-François de Villemon, voyant renaître les prétentions du seigneur de Lusignan, ne chercha point à lutter contre ce redoutable ennemi, il se démit bien vite du bénéfice en faveur de son plus jeune frère, Jean de Villemon, qui était d'un caractère beaucoup plus énergique (26 septembre 1637).

Jean de Villemon, simple clerc tonsuré, possédait alors le prieuré de La Grâce (1). Il y avait été nommé, le 18 décembre 1628, par Henri de Bourbon, prince de Condé (2), dont la famille jouissait des droits de l'abbaye bénédictine de Déols ou Bourgdieu, au diocèse de Bourges. Lors de cette nomination le prieuré était vacant par le décès du dernier titulaire, Georges de Laduguie.

Pour devenir paisible possesseur du prieuré de La Grâce, Jean de Villemon avait dû traiter avec Jean Descayrac, qui lui résigna ce bénéfice, et plaider avec Jean de Laduguie, religieux de Saint-Benoît, qui lui en disputait la possession. Les procès eurent lieu : au parlement de Grenoble, où Jean de Vil-

(1) Le prieuré d'Aubiac, diocèse de Condom, dépendait de celui de La Grâce, le même prieur jouissait en conséquence de ces deux bénéfices.

(2) Arch. de Lot-et-Garonne, fonds de l'Evêché d'Agen.

lemon, comme fils de conseiller à la Cour des Aides de Guienne, avait ses causes commises, en vertu de l'édit du 31 mai 1631 ; et au Grand Conseil, où le prince de Condé, par la faveur d'un indult, pouvait évoquer toutes les causes relatives aux bénéfices ayant dépendu de l'abbaye de Déols.

Paisible possesseur de La Grâce, Jean de Villemon échangea ce prieuré contre celui de Lusignan-Petit dont son frère ne jouissait pas sans trouble. La prise de possession de Lusignan-Petit eut pourtant lieu sans incident, le 14 juillet 1638. Les grosses difficultés n'arrivèrent que plus tard. Jean de Villemon fut alors attaqué à main armée, par une troupe aux ordres du marquis de Lusignan et n'échappa à la mort que par miracle. Une enquête en règle prouva quelle avait été la part de chacun des auteurs de cet attentat. Nous n'avons pas à raconter en détail les péripéties du drame qui ne touche que d'assez loin à notre sujet, il suffira d'ajouter que François de Lusignan fut pour ce méfait condamné à la peine capitale. L'exécution n'eut pas lieu, car le marquis mourut de mort naturelle sur ces entrefaites.

Au point de la vie de Pierre de Villemon où nous sommes parvenu, la situation s'était modifiée dans sa famille. Se sentant vieillir, le doyen de la Cour des Aides avait jeté les yeux sur son plus jeune fils qui parvenait alors à l'âge de majorité requis pour la possession d'une charge de conseiller du roi. L'époux de Jeanne du Gravier, ayant jugé le moment favorable, avait résigné sa charge en faveur de Jean son fils. Le roi par lettres patentes données à Paris, le 5 juillet 1644, avait autorisé cet acte et ce nouveau conseiller avait été reçu le 24 décembre de la même année (1).

Conseiller à la Cour des Aides de Guienne, Jean de Villemon pouvait renoncer à la cléricature, dire adieu à son bénéfice de Lusignan-Petit et songer à perpétuer sa race en contractant une honorable alliance. C'est ce qu'il fit.

(1) Jean de Villemon obtint le privilège d'assister pour les grandes solennités aux assemblées de la Cour des Aides, en robe rouge et au second rang, comme il le dit dans son livre de raison. C'était une sorte d'honorariat dont l'ancien doyen paraît avoir fait grand prix.

Charles-François, remarquable par l'intégrité de ses mœurs, l'étendue de ses connaissances, pouvait aspirer à de plus hautes dignités. Nous avons dit qu'il posséda le prieuré de Saint-Sixte, dont Gandaille était annexe, et comment il devint prieur de La Grâce. En 1645 il possédait de plus le prieuré de Corconac.

Seul l'aîné, Pierre, avait besoin de se faire une situation convenable. Le riche bénéfice de Corconac lui fut alors cédé par son frère, Charles-François. Ce prieuré et son annexe, La Sauvetat de Valens ou Sauvetat-sur-Lède, n'obligeaient pas à la résidence. Le service divin y était assuré, moyennant une modeste rétribution, par un ecclésiastique du voisinage. Après le paiement de ce vicaire et le prélèvement d'une pension de 600 livres en faveur d'un ancien titulaire, il restait encore un bon revenu au prieur, car le bénéfice valait douze à treize centes livres (1).

C'est grâce aux fruits de ce bénéfice que Pierre de Villemont vécut paisiblement pendant les dernières années de sa vie dans la maison de La Salle située sur le territoire de la paroisse de Monbusc. Le 20 juillet 1647, son père mourut, après deux mois de maladie, à Paris, où il s'était rendu peu de temps auparavant (fin avril 1647) (2).

Le 7 décembre 1654, le domaine et l'habitation de Beauregard furent vendus par Jeanne du Gravier et ses trois fils à la

(1) Il fut plus tard archidiacre de Monclar.

(2) En 1596 et 1598 Jean de Villemont avait réuni, en un registre et sous divers titres, un grand nombre de sentences et de faits curieux dont il avait l'intention de se servir plus tard pour la composition de ses discours. Ce recueil nous a été conservé ; il est suivi de trois allocutions qui furent prononcées en des circonstances mémorables. La première, en latin et fort courte, fut débitée, en la grand chambre du parlement de Bordeaux, par Jean de Villemont, le jour de sa réception comme procureur du roi au présidial d'Agen. La seconde harangue fut prononcée, en 1614, au grand réfectoire des Jacobins, en l'assemblée des trois ordres de la sénéchaussée d'Agenais. On sait que Jean de Villemont fut en cette circonstance choisi pour l'un des trois délégués du tiers état. Il prit la parole avant M. de Boissonnade, président et juge mage. Au mois d'août 1621, Louis XIII, faisant son entrée dans la ville d'Agen, fut harangué par J. de Villemont qui avait à ses côtés les capitaines et lieutenants de toutes les compagnies de la ville.

veuve de Guillaume de Rangouze, Jeanne d'Anselin, et à son fils, M^e Joseph de Rangouze, avocat.

L'année suivante (4 juillet); Jean de Villemon épousa, dans la ville de Saintes, Marguerite de Bérauld, fille d'un avocat de cette ville, M^e Nicolas Bérauld, et de demoiselle Marie Grégoireaud.

La future épouse reçut par contrat de mariage (1) une dot de 40,000 livres et le futur époux se constitua la maison de La Salle avec les métairies de La Motte Jous et de la Clède qui étaient situées dans la paroisse de Monbusc. A cette occasion les deux ecclésiastiques et Jeanne du Gravier renoncèrent en faveur de Jean de Villemon à tous leurs droits sur les immeubles dont nous venons de parler.

Par ce mariage la famille de Villemon s'entourait d'un nouveau lustre. Salvien a pu dire avec vérité : « *Tanta est miseria hujus temporis ut nullus habeatur magis nobilis quam qui est plurimum dives* » (2). Cet aphorisme, qui sera toujours vrai en ce bas monde, figure dans le recueil de sentences formé en 1596 par Jean de Villemon. Si le vieux magistrat avait pu, en 1655, sortir de sa tombe et relire cette maxime, qu'eût-il dit ? Il aurait peut-être relu avec satisfaction la phrase où pour caractériser la vraie noblesse il énumérait les qualités suivantes : « les armes, les lettres, les offices de la République, les honneurs du Sénat, les robes rouges, les manteaux présidentaux, les mortiers qui sont des marques royales, les mitres, les crosses, etc... »

La crosse et la mitre de l'abbé de Saint-Maurin, les robes rouges du présidial d'Agen et de la Cour des Aides, n'étaient-ce pas autant de distinctions flatteuses dont s'honorait la noblesse et dont la famille de Villemon était en possession sans être d'extraction noble ?

Pierre de Villemon pouvait faire ces réflexions et même ambitionner pour son frère et ses neveux un titre de baron ou de comte. L'avenir devait apporter la réalisation de ce vœu, mais

(1) Archives de Lot-et-Garonne, B. 70, folio 330.

(2) *De Providentia Dei*, lib. 3.

il ne fut pas donné au prieur de Corconac, de vivre assez longtemps pour jouir de cette nouvelle et légitime satisfaction.

Du moins, l'ancien attaché d'ambassade eut l'avantage de saluer les progrès de son fils. Lamothe, ainsi qu'on le nommait en famille, fut mis en pension chez un chanoine de Montpezat d'Agenais qui en prit grand soin et l'achemina vers la cléricature. Les espérances paternelles se réalisèrent un jour. Jean de Villemon fut prêtre, curé de Monclar (1661-1669), curé de Laroque-Timbaut (1673-17...).

Le prieur de Corconac mourut subitement dans la maison de La Salle, le 17 septembre 1757. Voici en quels termes le conseiller à la Cour des Aides, futur baron de Laroque-Timbaut, raconte cette mort.

« Le 19^e [septembre 1657] j'ay receu la triste et affligeante nouvelle de la mort de mon frère aysné, prieur de Corconac. Lacombe, ancien domestique de la maison, me l'a apportée et c'est entre ses bras qu'il est subitement mort, le 17^e de ce mois, dans une maison qui m'appartient, vis à vis d'Agen.

« Le 20^e je suis parti de Libourne pour aller faire prier Dieu dans Agen pour l'âme de mon bon frère et voir l'estat des choses qui sont là.

« Le 22^e j'arrivé ches moy à la campagne, près Agen, où je trouvé qu'on avoit fait ensepvelir mon frère le jour précédent dans l'église de Monbusc. Ayant fait prier Dieu pour luy je différé à le fère porter dans nostre chappelle aux Jacobins dans Agen..... ce que je feré [au mois de septembre prochain], si Dieu me fait la grâce de le voir. »

Quelques mois plus tard un neveu du défunt, Charles Alain, sieur de Lavigerie fut pourvu du prieuré de Corconac (juin 1658).

Catherine de Mailhoc vivait encore à Pédelard ayant autour d'elle son deuxième mari et les deux enfants issus de leur union. Elle vivait tranquille sans penser probablement que la mort de Pierre de Villemon put avoir pour elle et sa famille aucune conséquence grave. A l'Evêché d'Agen, le grand vicaire Roussel estima qu'en face d'un doute persistant il importait de prendre une nouvelle et définitive mesure. Jacques

de Bap et Marguerite de Mailhoc reçurent en conséquence l'ordre formel de contracter de nouveau mariage devant leur curé. C'est ce qui eut lieu à Cambes, près de Pujols, le 10 février 1657 (1).

Par suite de ce fait il semble que désormais l'affaire Villemon-Mailhoc devait perdre toute actualité et ne conserver qu'un intérêt historique. Il en eût été sans doute ainsi à jamais sans la chicane qui sait rouvrir tous les débats et ressusciter les affaires les plus invraisemblables.

Des querelles de familles, des compétitions pour bénéfices vinrent après plus de 15 ans de profond silence raviver les querelles d'antan.

Si le mariage de Pierre de Villemon n'avait pas été valide, pouvait-on assurer que par cet acte inexistant l'enfant eût obtenu la réhabilitation de sa naissance ? De quel droit un bâtard pouvait-il porter légitimement le nom de son père naturel ? On faisait aussi courir le bruit que le curé de Laroque n'avait été admis aux ordres sacrés qu'en vertu d'une dispense le relevant de son défaut de naissance légitime. De plus, pour la possession d'une chapellenie fondée par un membre de la famille d'Hébrard et dont le titulaire devait appartenir à la même famille, le curé de Laroque, ayant obtenu un titre de nomination, se vit querellé par un autre ecclésiastique apparenté comme lui au fondateur. Malgré l'appui de l'Evêché, où son oncle, le prieur de La Grâce avait du crédit, le curé de Laroque ne put triompher ; un tribunal civil trancha le différend en faveur de son adversaire. Ce ne fut point sans doute sur la défectuosité de naissance dont on faisait grief au fils de Marguerite de Mailhoc que l'arrêt fut motivé, mais qui oserait prétendre que cette considération n'ait pas été d'un grand poids dans l'esprit des juges, les titres des compétiteurs se trouvant de part et d'autre de valeur à peu près égale ?

Le curé de Laroque, dans ces débats, produisit plusieurs actes officiels, où la famille de Villemon le considérait comme fils légitime ; il invoqua la prescription, qui s'établissait de

(1) Arch. de Lot-et-Garonne, fonds de l'Evêché d'Agen, G. II. 273.

plein droit par une possession paisible de 5 années ; il fournit une attestation dans laquelle sa mère soutenait avoir toujours réclamé la célébration du mariage religieux qu'elle finit par obtenir et avoua n avoir été contrainte qu'en ce qui concernait le vœu de continence, qu'elle n'eût jamais fait si on l'avait laissée pleinement libre (1) ; il nia finalement l'existence de la dispense qu'on lui objectait.

Ainsi se termina une des causes matrimoniales les plus curieuses du xvi^e siècle. Nous avons pensé qu'il était bon de la remettre en lumière, à cause des péripéties dont elle fut entourée et de la haute situation de ceux qui y furent mêlés dans la plus large mesure.

JEAN DUBOIS.

(1) Arch. de Lot-et-Garonne, minutes Carrière, acte du 19 août 1676.



LES PLAQUES DE CHEMINÉES PRIMITIVES

Agenaises ou Périgourdines

La plupart de mes lecteurs ont vu, au Musée de Cluny, la curieuse plaque de la *Cheminée des Ages de la Vie*. Sans revenir sur sa forme, je parlerai de sa décoration qui consiste dans la triplé répétition du même motif, probablement moulé avec une estampille unique : c'est un écu aux armes de France supportant une couronne à trois fleurs de lys, dans un encadrement formé de deux montants en colonnettes que surmonte un arc en accolade très élancé et finissant en clocheton trilobé accompagné de fleurons latéraux. Le fond même de la plaque présente un travail assez particulier ; il est chargé de rainures horizontales peu profondes dont l'espacement est à peu près égal à l'épaisseur d'une des briques dont la maçonnerie constitue le contre-cœur de la cheminée : preuve nouvelle que cette taque a été faite pour la place qu'elle occupe. Mais une question assez importante se pose au sujet de la technique de cette plaque et nous ne pouvons pas l'é luder. Il n'a pu y avoir, semble-t-il, que deux moyens pour produire les singulières rainures du fond : ou bien elles ont été obtenues par l'impression dans le sable de réglettes très légèrement biseautées, ou bien, ce qui semble plus rationnel, elles ont été creusées sur une matrice complète dont l'empreinte a été ornée ensuite par l'estampillage des écus armoriés dans leur édicule. Il y a trop longtemps que je n'ai vu cette taque, pour que je me hasarde à émettre une opinion.

A dire vrai, je ne vois rien d'impossible à ce qu'une plaque si ancienne ait été produite au moyen d'une matrice, parce que rien n'est absolu et que les deux procédés, par matrice et par estampille, ont fort bien pu être employés au début, dans des ateliers divers, ou bien en vue de deux buts commerciaux différents.

Il est incontestable, en tout cas, que c'est de l'empreinte d'une matrice sculptée unique que sort la seconde taque cintrée du Mans dont nous avons parlé. Elle porte, en effet, une décoration héraldique fort bien comprise : un écu, dont je ne peux pas distinguer le blason sur la gravure mise à ma disposition, ayant pour supports deux lions armés et lampassés, le tout comme porté sur les rinceaux d'un élégant motif ornemental symétrique.

Avant d'épuiser notre sujet, constatons une fois de plus qu'il n'est pas de règle sans exception, et que, si les plus anciennes taques de l'est de la France sont généralement rectangulaires et, plus généralement encore pentagonales, avec, entre les deux formes, un type intermédiaire, en rectangle dont les deux angles supérieurs sont abattus diagonalement, ou, pour employer l'expression propre, échanfrenés ; il semble pourtant que, un peu après le milieu du ^{xvi}^e siècle, les fondeurs, fatigués de ces formes trop anguleuses et sèches, aient songé à les adoucir, en transformant graduellement en arcs à grand rayon les deux côtés supérieurs des plaques pentagonales (1). Ce fronton surbaissé a été réalisé au moins une fois, pour la très curieuse plaque dont est garni et décoré le fond de la cheminée, dans la salle principale de la maison où naquit l'illustre Mabillon, à Saint-Pierremont (Ardenes).

Cette belle taque possède un encadrement mouluré, comme deux faisceaux de nervures naissant de bases sobrement ornées, disposées des deux côtés, au-dessus d'un large soubassement uni, et se réunissant au sommet par une sorte de nœud. Le champ ainsi délimité est chargé d'un écu aux côtés incurvés, aux angles supérieurs tordus en volute, surmonté d'un heaume dont les lambrequins retombent de droite et de gauche, avec, pour cimier, une main appaumée. Les armes

(1) Il semble que la tendance générale ait été de rabaisser le fronton et de rendre son angle supérieur de plus en plus obtus ; ce dernier type est celui d'une plaque à grande croix et fleurs de lis, appliqué à une fort belle cheminée champenoise de la Renaissance, reproduite dans l'*Album de du Sommerard*.

de l'écu doivent se blasonner : D'argent à cinq trèfles de sable posés en sautoir, et deux mains dextre et senestre renversées de même, posées en pointe.

Notre vénérable collègue, M. Henry Jadard, qui décrivit, il y a déjà longtemps, ce logis historique (1), ne fut pas peu surpris de constater que les armes, que nous venons de blasonner, n'étaient pas celles de la famille du grand érudit mais celles de la famille de Chamisot.

Je suppose, sans pouvoir, toutefois, le vérifier, que ces armoiries ont appartenu aux ancêtres d'Aldebert de Chamisso, le champenois que les malheurs du temps forcèrent ses parents à transplanter, tout enfant, à Berlin, où il donna à la littérature allemande un de ses classiques les plus universellement goûtés, l'*Histoire de Pierre Schlemihl*. Est-ce qu'on ne les retrouverait pas au château de Boncourt, non loin de Sainte-Menehould, d'où le jeune Aldebert émigra en 1790, et qui lui fournit, plus tard, le sujet de l'un de ses meilleurs poèmes lyriques, admirable chant de pardon, pour ceux qui l'avaient dépouillé de son patrimoine, et chant d'amour enthousiaste pour la patrie marâtre, qui l'avait si durement traité, à peine au sortir du berceau.

Si cette supposition se réalisait, nous en serions particulièrement heureux. Rattacher des souvenirs et des héros populaires à l'histoire des plaques de foyer est chose toute naturelle, mais quel régal exquis que d'y rattacher ceux d'un poète tel que l'original auteur de *l'Homme qui a vendu son ombre*.

Il était déjà de bon augure de trouver, au seuil de nos études, la belle taque devant laquelle avait longtemps joué l'un des pères de l'érudition française, Dom Jean Mabillon, qui peut-être avait eu la première pensée de son traité de Diplomatique, en s'efforçant de deviner les énigmes héraldiques qu'elle proposait à sa curiosité d'adolescent.

(1) *La Maison natale de Mabillon, sa façade et son foyer*, par H. Javard (*Bulletin monumental*. 1885, pp. 494-501.)

Après avoir étudié la forme des contre-cœurs agenais, il importe d'appeler l'attention sur quelques particularités de leur décoration, parce qu'elles sont caractéristiques, et nous commencerons par la bordure. Elle est constituée par une série de grosses boules méplates, largement espacées, semblables à des têtes de forts rivets, pour reproduire, évidemment, l'aspect d'un objet en fer consolidé sur ses bords par une armature fixée par de tels rivets. Rappelons que nous avons déjà décrit un contre-cœur en grès carré, qui est décoré de la même manière. Deux genres d'appareils, à notre connaissance, sont dans ce cas.

Ce sont, d'abord, les portes des fours de boulangers, qui, uniformément, dans nos régions, étaient constituées par de fortes plaques de tôle de fer taillées en demi-cercle, pourvues de deux poignées sur la face vue, et consolidées sur la face opposée par une bande fer appliquée à deux doigts du bord par de gros rivets. Vue normalement, une porte de four de ce genre présente l'aspect de notre contre-cœur, décoré d'un rang de gros boutons, et, de fait, dans nos campagnes, où les fours ont généralement cessé de servir aux propriétaires qu'approvisionnent les boulangers ambulants; plus d'une de ces vieilles portes a remplacé, en Quercy, le *Truffé* de grès molassique ; j'ai pu constater, tout dernièrement le fait, dans une demeure des environs de Caussade.

Ce sont, ensuite et surtout, les ventaux qui, au xv^e siècle, dans les régions septentrionales, furent appliqués aux cheminées pour les fermer durant la belle saison.

L'emploi si général des trappes et des rideaux de lames de tôle pour fermer l'orifice de nos toutes petites cheminées a supprimé pour nous les multiples inconvénients que présentaient les grandes cheminées de jadis, vastes trous béants d'où la suie se répandait dans la pièce quand il pleuvait, par où le vent pénétrait en tourbillons quand le temps était mauvais, par lesquels on pouvait pénétrer inopinément dans les appartements les plus secrets, comme Louis XIV lui-même ne craignait pas de le faire dans sa jeunesse, pour aller rejoindre les filles d'honneur de la reine, au château de Saint-Germain,

jusqu'à ce que M^{me} de Navailles, la gouvernante de ces demoiselles, eût fait griller ces singuliers passages, ce qui lui fit encourir la disgrâce (1) ; enfin, où pouvaient se cacher des gens plus ou moins dangereux, tel l'amiral de Bouivet, dont on ne connaît que trop l'histoire par les récits de Brantôme. Pour parer à ces inconvénients on eut recours, de bonne heure, à de fortes portes de bois ou de fer que l'on plaçait à l'orifice des cheminées dès que venait la belle saison.

L'usage en dura jusqu'au xvi^e siècle, ainsi que le prouvent les estampes de Le Pautre et certaines anecdotes historiques qui ne sont pas tout à fait oubliées. Comme exemple nous résumerons celle qui a trait à une aventure arrivée au Palais-Royal. Madame, c'est-à-dire Henriette-Anne d'Angleterre, était un jour en grande conversation avec ce beau comte de Guiche, qui devait si fort la compromettre. Philippe d'Orléans, son mari, survient : « Passez dans cette cheminée qui ferme à deux volets, dit la princesse au comte, et essayez de vous empêcher de tousser et de cracher. » De Guiche fit comme il lui était commandé, mais il n'eût pas manqué d'être découvert dans sa sombre cachette sans la présence d'esprit d'une suivante, qui empêcha Philippe d'ouvrir les volets pour jeter dans le foyer les épluchures d'une orange, en lui disant : « Mon prince, ne jetez pas, je vous prie, cette écorce. C'est ce que j'aime de l'orange » (2). En 1548, Henri II fit fermer par des « huis de fer à deux vantaux chacun de trois pieds et demy de hault sur deux piedz et demy de large... garniz de penture et enchassilleure » les cheminées de la Reine et de la duchesse de Valentinois, au château de Saint-Germain-en-Laye (3). Ce détail intéressant est extrait du *Mémoire des Ouvrages de Serrurerie à Saint-Germain* qui figure dans les *Comptes Royaux* pour l'année 1548. Nous ne connaissons pas de document tant manuscrit qu'imprimé où nous puissions trouver

(1) *Histoire Amoureuse des Gaules*, t. 1^{er}, p. 292.

(2) *Les Amours de Madame*, cité par M. Havard. *Dict. du Mobilier*, t. 1^{er}, col. 784.

(3) Henry Havard. *Loc. cit.*, t. 1^{er}, col. 783.

l'ombre d'un renseignement sur les clôtures de cheminées antérieures à cette date. Mais, par contre, nous sommes admirablement renseignés à leur sujet par une suite assez nombreuse de peintures célèbres, dont la haute valeur artistique fait trop oublier peut-être l'intérêt purement documentaire qui est incomparable.

La plus connue de ces peintures est la *Salutation Angélique* du Musée du Louvre (1), que les anciennes *Notices* attribuaient à Lucas de Leyde, ce qui prouve que les critiques d'art n'ont pas le sens des anachronismes, le catalogue de Villot, à l'Ecole de Memling et que plus prudemment les catalogues récents se bornent à qualifier d'œuvres de l'Ecole Flamande du xv^e siècle (2).

Quel qu'en soit l'auteur c'est une œuvre charmante : la Vierge y apparaît, agenouillée devant son prie-Dieu, près d'un vase de faïence d'où sort une tige de lis, dans un confortable intérieur gothique, où le lit à baldaquin rouge fait face à une élégante cheminée devant laquelle est placé un banc chargé de coussins. Or, comme la scène se passe à la belle saison ainsi que le prouve la fenêtre ouverte (3) et le paysage dont elle laisse voir les arbres verts et les lointains bleus sous un ciel sans nuages, cette cheminée est non seulement sans feu, mais même elle a son foyer entièrement bouché, non pas par des volets analogues à ceux dont il vient d'être question, mais par un grand châssis, de métal sans doute, avec renfort en croix sur les axes, garni de panneaux que maintiennent des rangées de forts rivets dont les têtes sphériques en rang pressé forment encadrement. Cette clôture occupe entièrement le fond de la cheminée, d'un pied droit à l'autre, au ras

(1) G. Lafenestre, *Le Musée National du Louvre*. Paris, May et Molteroz, S. D., p. 176.

(2) Grande galerie n° 2202.

(3) Cette fenêtre, comme celles qui sont peintes dans les tableaux dont on va parler, est pourvue de volets littéralement bardés de têtes de gros clous en ligne verticale. Il y a là plus que le souci de renforcer le plus possible les ais de bois assemblés ; c'est une véritable mode de décoration qui s'affirme, et dont on doit tenir le plus grand compte, dans des études comme celle que nous publions.

du mur, et s'infléchit en cintre vers le haut pour rejoindre le bord intérieur du linteau. Cette incurvation, qui est très prononcée, écarte totalement l'hypothèse d'après laquelle une telle armature serait une véritable porte à deux vantaux, car on n'eut pas pu ouvrir ces vantaux devant l'impossibilité matérielle de rabattre une surface de révolution sur un mur plan.

Il importait de noter avec précision tous ces éléments de structure qui différencient si complètement l'appareil qu'il nous est utile, pour nos études, de connaître, des fermetures de cheminées à porte ou à volets en usage au xvr^e siècle et au xvii^e.

Une autre peinture de la même école et sans doute du même maître, complètera nos renseignements en nous montrant, sinon la même cheminée, du moins une toute pareille à quelques motifs décoratifs près, au cœur de l'hiver. C'est la *Sainte Barbe* du maître de Flemalle, qui est une des perles du Musée du Prado, à Madrid, « volet d'un rétable démembré qui a pour pendant le portrait d'Heinrich Werle, de Cologne (religieux minorite mort supérieur du couvent d'Osnabruck), peint, d'après l'inscription commémorative en 1438 ». Nous empruntons ces renseignements à l'étude lumineuse de M. L. de Fourcaud, sur les débuts de la peinture dans les Pays-Bas, une des meilleures contributions à la monumentale *Histoire de l'Art* (1) de M. André Michel où, pour la première fois, sans doute, la critique artistique s'est ployée aux règles sévères de la méthode scientifique, et qui est déjà indispensable et chère à tous ceux que l'empirisme, la passion et le mercantilisme de ce qu'on appelle la critique d'art et l'opinion des experts ont depuis si longtemps exaspérés. « La jeune sainte, aux cheveux blonds, continue M. de Fourcaud, est assise sur un long banc de bois à dossier dans un intérieur calme, ordonné, plein de la vie de tous les jours. Tournant le dos au feu qui flambe sous le manteau de la cheminée,

(1) *Histoire de l'Art depuis les premiers temps du Christianisme jusqu'à nos jours*. Paris, Armand Colin, gr. in-8°, liv. III. Première partie, p. 232. Le tableau que nous décrivons est reproduit deux pages avant, fig. 127.

entre les landiers de fer couronnés de volutes, elle lit sa prière aux pages d'un livre d'heures qu'elle tient assez haut dans ses mains. La fenêtre, là-bas, s'éclaire sur la ville entrevue. » Or, cette cheminée, où le feu flambe, et qui ne montre aucun vestige de la clôture que nous venons de décrire est identique, à peu de détails près, à celle de la *Salutation Angélique* du Louvre (1).

S'il s'était agi, dans la *Salutation Angélique*, d'une clôture de foyer à portes fermées quand la cheminée est éteinte, comme celle du Palais-Royal où le duc d'Orléans voulait jeter des épiluchures d'oranges, nous les verrions ouvertes dans la *Sainte Barbe* du Prado. Cette clôture s'adaptait donc à l'intérieur des cheminées, dès que venait le beau temps, et s'enlevait, dès que la froidure forçait à rallumer le feu.

Un troisième tableau, plus connu que les précédents du grand public, nous permet de mieux comprendre ce curieux accessoire des cheminées flamandes du xv^e siècle. C'est la *Sainte Cène* que Thierry Bouts peignit en 1468 pour l'église de Saint-Pierre de Louvain où on peut encore l'admirer (2). On n'a pas oublié sa belle ordonnance, que M. Emile Mâle nous a démontrée prise des dispositions traditionnelles du théâtre, et plus particulièrement des indications du *Mystère de la Passion* de Jean Michel (3). Le Christy est représenté assis avec les douze apôtres au tour d'une table carrée, dans une vaste pièce où le jour pénètre à flots par un riche fenestrage latéral. Au mur du fond, entre une porte et un guichet

(1) Si la *Sainte Barbe* du Musée du Prado est du maître de Flemalle, je me demande pourquoi on ne restitue pas à ce maître des intérieurs calmes la *Salutation angélique* du Musée du Louvre, puisque l'inspiration est la même et, surtout, puisqu'il y a identité complète dans les principaux accessoires des deux tableaux.

(2) On lit sur le cadre de la peinture : *Opus Theodorici Bouts*, M.CCCC.LXVIII. M. Van Even a, en outre, pu prouver par des pièces d'archives que Thierry Bouts achevait, en effet, en 1468, le tableau de la *Cène* pour la confrérie du Saint-Sacrement. Notons, pour être agréable à leurs émules modernes, que les critiques attribuaient, d'après leur infailible méthode, cette peinture à Memling !

(3) Emile Mâle. *L'Art religieux à la fin du Moyen Age en France*. Paris, Armand Colin, in-4°, 1908, p. 41.

pour faire passer les plats de la cuisine (1) est la cheminée qui nous intéresse. Elle diffère fort peu, quoique plus richement décorée, de celles dont nous venons de nous occuper, et, comme celle de la *Salutation Angélique*, elle est munie de sa fermeture estivale, incurvée dans le haut pour se rapprocher du linteau sculpté et fermer ainsi hermétiquement la hotte et le canon, et faite, elle aussi, de panneaux fixés dans une forte armature à renfort croisé, par de nombreuses rangées de rivets. Seulement, cet appareil, Thierry Bouts nous le présente exactement de face, tandis que nous le voyons en perspective fuyante dans la *Salutation Angélique* de Paris. Il fallait rapprocher ces deux aspects différents pour qu'il fût possible de se rendre entièrement compte de la disposition de ce devant de cheminée primitif, et d'en bien comprendre l'emploi.

Examinons maintenant la plaque du Musée d'Agen avec sa bordure de gros boutons pareils à des têtes de clous de forte dimension ; constatons qu'un *truffé* ou contre-cœur en gré, de forme carrée, trouvé à Caussade et que nous avons déjà décrit, présente la même bordure de larges têtes de clous ; rapprochons enfin ces deux exemples identiques, quoique sur des matières différentes, d'un type de bordure très voisin et représenté par deux spécimens ; je veux dire celui dont s'entourent les deux contre-cœurs à gable aigu du Musée de Montauban et de la collection Recours. Sur ces deux taques, il est vrai, une légère baguette relie les têtes de clous, et ces têtes sont notablements plus petites. Ces légères différences ne sont qu'une variante d'un même parti-pris décoratif. C'est, on le voit, un fait général que la présence de ces têtes de clous ou de rivets sur nos taques agenaises et quercinoises des premiers débuts. N'est-il pas naturel de penser que cette décoration si caractéristique découle tout naturellement de la transformation en fer fondu, d'un objet primitivement en fer forgé

(1) Ce très intéressant détail est passé inaperçu même de M. Havard, qui eût dû lui donner une place à l'article *Salle à Manger* de son si précieux *Dictionnaire* dont nous avons fait un si fructueux usage au cours des présentes études. D'autres auteurs l'ont confondu avec une fenêtre.

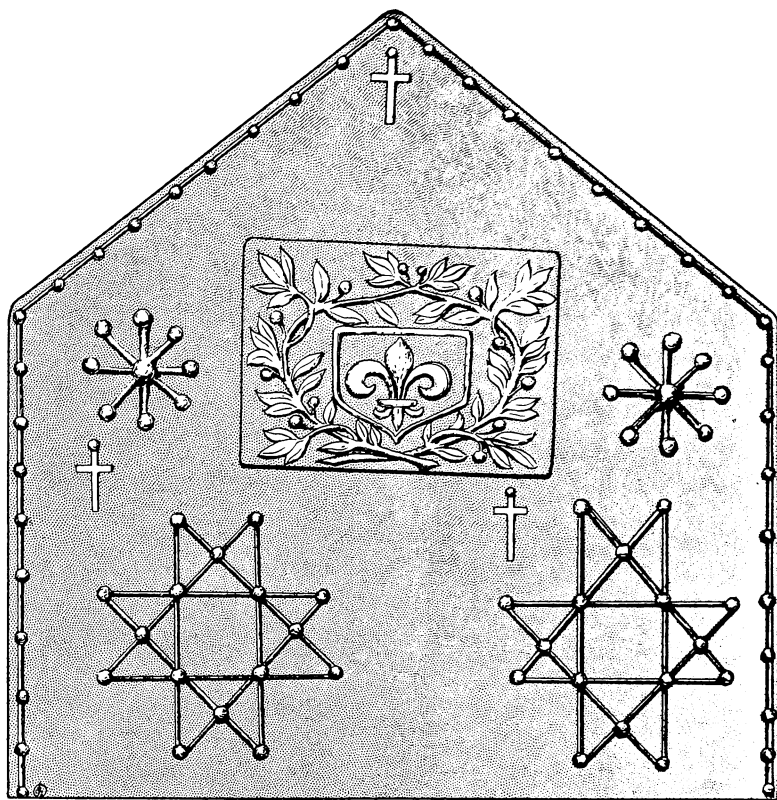
et renforcé aux mêmes points par l'application au moyen de rivets de pièces de soutien ? (1).

Cela étant posé, la genèse des plaques de foyer devrait avoir débuté par des contre-cœurs en forte tôle de fer rivée sur montant, comme nous l'avons dit ; et cette taque elle-même ne serait que l'application à demeure, au contre-cœur en maçonnerie, de la clôture mobile et temporelle des cheminées flamandes, que nous ont révélée les tableaux du Maître de Flemalle et de Thierry Bouts. Hypothèse pour hypothèse, celle-ci pourrait bien valoir autant que celle d'après laquelle les taques en fonte de fer ne seraient que l'imitation et le développement logique de taques plus anciennes en terre cuite. Nous nous empressons de reconnaître d'ailleurs que ces deux évolutions si contradictoires, en apparence, ont fort bien pu se produire parallèlement, en des régions différentes pour arriver au même résultat (2).

Revenons maintenant à la grande taque du Musée d'Agen et rapprochons-la de celle qui apparaît dans la vieille estampe flamande dont il a été parlé à un paragraphe précédent. L'une est en largeur, l'autre est en hauteur, mais toutes les deux ont la même forme générale empruntée aux mêmes surfaces géométriques qui sont un segment circulaire greffé sur le plus étroit des côtés parallèles d'un trapèze. Y aurait-il entre les deux plaques une parenté qu'expliquerait fort bien les

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, d'obligeants lecteurs des pages précédentes ont bien voulu me communiquer de nouveaux spécimens de taques à bordures de faux rivets. La plus importante est au Musée de Saintes, et j'en ai reçu un excellent dessin de M. Dangibault ; on le trouvera en tête de ce chapitre. D'ailleurs je reviendrai, plus loin sur cette plaque que j'étudierai de concert avec celles du Musée du Vieux Bordeaux dont je dois les dessins à l'amabilité de M. Charrol, secrétaire général de la Société archéologique de Bordeaux.

(2) Ces phénomènes d'invention simultanée du même objet, en deux régions qui n'avaient pas de relations entre elles, ont dû être fréquentes aux temps sauvages de la préhistoire ; ils deviennent de plus en plus rares au fur et à mesure du développement de la civilisation. Sur ces phénomènes de culture on consultera avec grand fruit, entre les livres fondamentaux de Ed. Brunet Tylor, l'admirable *Manuel d'Archéologie préhistorique* de notre éminent collègue M. J. Deschelette.



PLAQUE DE CHEMINÉE DU MUSÉE DE SAINTES

Dessin de M. Dangibeaud

relations commerciales des Pays-Bas avec la Guyenne, dont nous aurons, plus loin, à constater l'importance ? Une taque flamande du goût de celle que nous révèle la vieille estampe importée en Bordelais aurait-elle servi de modèle à nos fondateurs agenais ou périgourdens ? Nous l'ignorons et, sans doute, nous l'ignorerons toujours ; mais, si le fait s'était produit, et il est naturel qu'il se soit produit (1), on n'aurait aucune peine à expliquer la survivance de l'ancienne clôture de cheminée flamande, affirmée par des rivets fictifs, sur la vaste plaque de cheminée agenaise.

Ce serait dans les Pays-Bas que se serait opérée la transition que nous nous sommes efforcés de saisir, et nos fondateurs méridionaux n'auraient fait qu'imiter, sans en comprendre la nature et la destination, un détail qui n'avait aucune raison d'être dans un pays tempéré où onques jamais, semblait-il, on n'avait employé les clôtures estivales de cheminées dont la marche de cette étude nous a contraint de révéler l'existence et d'étudier la structure.

Il existe d'ailleurs, dans la région, de véritables contre-cœurs en lames de fer forgé et rivées sur montants, qui pourraient être considérées comme des survivances de ceux dont nous avons présumé l'usage avant celui des contre-cœurs en fonte. Nous n'avons pas pu les étudier directement, mais nous pouvons très bien nous en rendre compte par la description qu'en a donné M. de Rivière.

Voici ce qu'en dit le regretté archéologue :

« Grande plaque cintrée en anse de panier, formée de lames de fer placées l'une sur l'autre, comme des lames de persienne, et rivées par de gros clous à tête ronde. Dans le haut, une grande fleur de lis brochante ; dans le bas de la plaque, une sorte d'accolade. Provient du château du Bosc (Aveyron).

(1) On trouvera dans un chapitre postérieur la description d'un assez grand nombre de plaques flamandes du xvi^e siècle, datées pour la plupart, que nous avons pu observer à Cahors, à Nérac, à Agen, etc.

et est maintenant placée dans l'hôtel de Toulouse. Lautrec, à Albi. Date du xvr^e siècle.

« Dans la maison Mila de Cabarieu (à Montauban), plaque de grande dimension, formée de douze lames de fer retombant l'une sur l'autre, comme des lames d'ardoise. Ces lames sont sans ornements, celle du haut, accrochées au mur par deux anneaux de fer (1). »

Il est fort tentant d'admettre, sans plus de discussion, que ces deux contre-cœurs bizarres confirment notre hypothèse ; mais la vérité n'est pas aussi aisée à dévoiler que cela, car en transcrivant ces descriptions, un rapprochement nouveau s'est imposé que nous ne saurions taire, pas plus que les réflexions qu'il nous a suggérées.

Les Italiens ont des termes spéciaux pour exprimer la « plaque de fer contre laquelle on applique le bois à brûler : la plaque attachée contre le fond de cheminée pour conserver et renvoyer la chaleur », selon les expressions du *Grand Dictionnaire français italien* de Ferrari et Caccia ; ces termes sont *sperone* et *frontone*. Possédant le mot, ils ont dû avoir la chose, mais je n'ai pas été assez heureux pour la rencontrer, quoique les cheminées aient abondé en Italie, jadis. Pie II en énumère vingt-trois, enrichies de couleurs variées, dans la description qu'il a faite de son palais de Pienza, et l'on en connaît un certain nombre, à Florence, à Rome, à Urbino, etc. qui sont des œuvres d'art exquises, créées par les meilleurs sculpteurs de la Renaissance. Aucune de ces cheminées n'est pourvue d'une taque en fer fondu.

Pourtant on peut voir dans le *Glossaire archéologique* de Victor Gay (2), la reproduction d'une gravure sur bois extraite d'un livre publié à Rome en 1570, qui représente un intérieur de cuisine dont la cheminée est garnie d'un assemblage de plaques métalliques, rivées horizontalement sur des montants verticaux, remplissant très complètement le rôle de

(1) *Bulletin de la Soc. Archéol. de Tarn-et-Garonne*, 1893, p. 35.

(2) Victor Gay, *Gloss. Archéol.*, page 521.

nos taques en fonte (1). Pour fixer les idées, nous croyons devoir donner un croquis de cette curieuse plaque de cheminée ; ce sera un terme de comparaison utile pour comprendre la disposition de celles qu'a décrites le baron de Rivière. Y a-t-il une relation quelconque entre ces dernières et l'appareil que nous révèle Bartholomeo Scapi ? Les plaques rivées d'Albi et de Montauban sont-elles d'inspiration italienne ? Ou bien est-ce que la nécessité de parer aux mêmes besoins a fait inventer des dispositifs analogues en France et en Italie ? Me bornant à constater l'influence indéniable de l'Italie sur l'architecture civile du pays montalbanais aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, j'attendrai, avant de répondre à ces questions, que des découvertes ou des documents irrécusables m'aient permis de me faire une opinion raisonnée.

En entreprenant ce travail sur les contre-cœurs, taques, contre-feux et bretagnes, nous ne nous sommes pas interdit de parler des cheminées en vue desquelles on les a fondus : bien au contraire, parce qu'on ne peut pas bien comprendre une partie si on ne connaît pas le tout dont elle dépend. On ne trouvera donc pas étonnant qu'en ces études, qui, d'après leur origine même, doivent rester capricieuses et variées, autant que capricient — pour employer le mot du cardinal de Retz — et varient les hasards des découvertes et des rapprochements qu'imposent ces dernières, nous fassions une assez large part à l'étude des cheminées auxquelles étaient destinées nos plaques de foyer. Nous ne cesserons pas pour cela de rester en terrain à peu près neuf et inexploré, car l'histoire de la cheminée est encore à faire, malgré les excellents et substantiels travaux que lui ont consacré Viollet-le-Duc et M. Henry Havard.

Et saisissant l'occasion aux cheveux, remarquons tout d'abord que pas plus l'un que l'autre n'a noté la disposition et la structure très spéciales des cheminées flamandes du ^{xv}^e siècle.

(1) Cette figure est empruntée aux *Opere* de Bartholomeo Scappi, le célèbre cuisinier du pape Pie V. La première édition parue à Rome et à Venise, en format in-4°, est de l'an 1570.

que révèlent les peintures du Maître de Flemalle et de Thierry Bouts. Dans les cheminées françaises qu'ils ont étudiées (1), il est de règle que le foyer soit relégué dans un enfoncement plus ou moins profond, en arrière du mur de la pièce à chauffer. Au contraire, le foyer est rejeté très rationnellement en avant de ce mur avec lequel se confond le contre-cœur, dans les cheminées flamandes que nous visons ; ces dernières sont, en outre, plus petites, moins monumentales et mieux en rapport avec les proportions de la pièce qu'elles occupent que les cheminées françaises du même temps. Ces particularités sont merveilleusement indiquées dans la *Sainte Barbe* du Musée du Prado.

Une autre peinture du maître de Flemalle, l'*Annonciation* de la collection de Merode (2) permet une nouvelle vérification de ce fait. Mais, de plus, la cheminée peinte sur cette merveilleuse toile montre une disposition que nous ne connaissions pas encore ; son contre-cœur, ou mur du fond, dont la base est sur le même alignement que la paroi de la pièce, est très notablement incliné en arrière, comme le côté d'une trémie, dans le but évident d'activer le tirage de la fumée dans la hotte dont la saillie extérieure pouvait être ainsi notablement réduite.

Ce prestigieux tableau nous révèle encore un accessoire de la cheminée dont la lecture des anciens inventaires, recueillis par M. Havard, prouve l'emploi fréquent à des époques très reculées (3), mais dont, jusqu'ici, on n'avait su montrer aucune représentation antérieure au *xvii^e* siècle ; c'est un écran, placé sur un pied, en avant des chenets, pour préserver de la chaleur la personne, dans l'espèce la Sainte Vierge, assise sur le banc, devant la cheminée. Celui qui voudra reviser et compléter par des documents graphiques antérieurs à la Renaissance, les beaux travaux de M. Havard sur le mobilier fami-

(1) Viollet-le-Duc, *Dictionn. d'Architect.*, article *Cheminée*, t. I. — II. Havard, *Dictionn. de la Décoration et du Mobilier*, t. I, coll.

(2) *Histoire de l'Art* depuis les premiers temps chrétiens, etc. Paris, Armand Colin, t. III, 1^{re} partie, fig. 125, p. 228.

(3) Voir II. Havard, *loc. cit.*, article *Ecran*, t. II.

liai des bourgeois, ne devra pas plus oublier d'analyser les innombrables, autant que charmants détails dont abondent les tableaux du maître de Flemalle, ainsi que ceux de Thierry Bouts et de quelques-uns des maîtres du même temps.

A considérer un peu attentivement les élégantes cheminées dont ils ont pourvu les chambres de la Sainte Barbe, ainsi que la vaste salle à manger que Zachée et Tubal, selon Jean Michel, Urion et Piragmon, selon Gréban, offrirent au Sauveur pour célébrer la Cène (1), on reste surpris de constater jusqu'à quel point, à cet apogée de la civilisation médiévale et gothique, on en était arrivé à une conception du confort analogue à celle qu'on devait connaître plus tard, quand la civilisation issue de la Renaissance, ayant assouvi sa fougue héroïque, en fut arrivée, d'évolution en évolution, aux raffinements et aux élégances de la fin du xvm^e siècle. Les cheminées de la première moitié du xv^e siècle, telles que nous les montrent ces charmants maîtres flamands dont on connaît à peine le nom (2), sont déjà réduites à des proportions discrètes, à l'échelle de la pièce qu'elles sont destinées à chauffer. Plus de pieds droits colossaux, plus de hottes géantes ; tout est fin, gracieux, même avec excès ; ces cheminées ne tiennent pas autant de place qu'un lit avec son ciel, ses courtines et sa ruelle, à peine un peu plus qu'une modeste armoire. La tablette n'est pas encore trouvée, où, depuis le début du xvm^e siècle, on a tant rangé symétriquement de flambeaux, de vases et d'œuvres d'art, mais elle est remplacée par des consoles latérales, placées vers la naissance du manteau, où l'on dispose de préférence des jolies bouteilles de verre pansues et à long col, où pouvait se mettre dans l'eau une branchette fleurie. Les deux flambeaux jumeaux de la classique garniture moderne restent encore dans les limbes ; mais ils sont avantageusement rem-

(1) Cfr. Emile Mâle. *L'Art religieux*, p. 41.

(2) Rappelons que le maître de Flemalle, ou de Mérode, dont M. Hugo von Tschudi a eu l'honneur de revendiquer les droits et d'inventorier les œuvres, serait le même que Jacques Darel, qui fut reçu maître de la Corporation de Saint-Luc, en 1432. *Histoire de l'Art* de M. André Michel, t. III, 2^e partie, p. 235 et suivante, avec la bibliographie du sujet groupée à la page 324.

placés par deux porte-lumière appliques fixés à droite et à gauche du linteau, comme dans l'*Annonciation* de la collection de Mérode, ou par un seul porte-lumière, comme sur la *Salutation Angélique* du Louvre et sur la *Sainte Barbe* du Musée du Prado, où le petit cierge qu'il porte brûle en l'honneur de la statue de Notre-Dame dressée au-dessus, sur une console, comme les bustes et les groupes que nous plaçons aujourd'hui au milieu de nos cheminées, depuis que sont un peu démodées les pendules... qui n'étaient pas encore à la mode alors.

Je ne sais si on a remarqué la complète identité des accessoires dans le tableau du Louvre et dans celui de Madrid. Si les détails des cheminées diffèrent, les moindres détails du banc placé devant coïncident exactement, à cette différence près que, devant celui où siège sainte Barbe est un appuie-pieds qui n'a pas été placé devant celui de la Sainte Vierge ; mais toutes les deux possédaient le même petit buffet à portes et panneaux chargés d'une ornementation gothique très touffue. De plus elles possédaient la même aiguière qu'elles possédaient avec son bassin sur ce meuble. Et ces deux aiguières non seulement ont la même décoration originale aux contours anguleux uniquement constituée par des espèces de cabochons épineux pris entre des nervures aiguës, mais même elles présentent cette particularité bien rare d'avoir un double biberon. Je le répète, il n'est pas possible de concevoir une pareille identité, si l'on n'admet pas que le même maître a peint les deux tableaux d'après les mêmes accessoires, qui, sans doute, faisaient partie de son propre mobilier.

M. Maxe-Werly a fait le relevé très minutieux des éléments décoratifs employés par les fondeurs de plaques de sa région ; rappelons ses paroles.

« ... Pour produire les laques ornées d'un encadrement, d'armoiries, d'inscriptions en relief, on n'a pas toujours employé dans l'origine des modèles faits d'une seule pièce ; au *xv^e* siècle, surtout dans le Barrois, quelques plaques très an-

ciennes paraissent avoir été obtenues par l'impression directe dans le sable qui devait fournir le moule, de pièces détachées d'un relief assez fort, telles que croix simple haussée sur un cercle, croix dite *de Lorraine*, croix potencée de Jérusalem, écussons armoriés, étoile à huit pointes dite *pentalpha* ou *sceau de Salomon*, têtes de satyres, masques grimaçants, petits bustes, fleurs de lis, quadrupèdes et dauphins, que l'on disposait isolément avec plus ou moins de symétrie. C'est du moins ce que permet de supposer l'examen de certaines plaques de forme pentagonale, de fabrication primitive, dont les ornements irrégulièrement placés laissent apparaître, en relief, les contours de la plaque de l'estampille avec laquelle on les a imprimés dans le moule » (1).

A notre tour, nous énumérerons les motifs sculptés sur matrices qui ont servi à la décoration de nos plaques primitives du Sud-Ouest, soit qu'elles s'arrondissent cintrées, soit qu'elles se couronnent d'un gable aigu ; ce sont des pommes de pin, des lettres initiales, des sceaux de Salomon aux pointes pourvues de boutons, des écussons aux armes de fantaisie, un écu aux armes de France, des lions héraldiques, une couronne de fantaisie et un large bas-relief emprunté à quelque frise architecturale de la première renaissance.

La simple comparaison de ces deux listes suffit pour bien marquer les différences qui séparent l'ornementation des plaques lorraines et barroises de celles des contre-cœurs de notre région : quelques observations de détail souligneront encore ces différences.

Et, tout d'abord, rien de pareil dans les deux formes qu'affectent les fleurs de lis suivant leur provenance. Celles des plaques de l'Est, ont l'aspect d'un objet de ferronnerie composé de trois pièces, celle du milieu lancéolée, celles des côtés incurvées en haut et en bas, réunies par une traverse horizontale ; le tout d'un dessin maigre et sec, exagérant les dimensions dans le sens de la hauteur. Celles dont se décore l'écu

(1) Maxe-Werly, *loc. cit.* 1897, p. 358.

de la plaque, que nous avons décrite la première, sont d'un type tout différent, exagérant la largeur de l'ensemble et des parties et terminées par un pied tripartite dont la pointe médiane s'affine et s'atrophie, au lieu de présenter la belle forme en lancette qui caractérise la partie correspondante des belles fleurs de lis en usage au xv^e et au xvi^e siècle. Comme ce sont là des choses qui échappent beaucoup trop à la description mais dont l'œil est immédiatement frappé, je crois devoir donner la reproduction à grande échelle de l'écu aux trois fleurs de lis qui se voit sur la plaque du docteur Andrieu, afin qu'on puisse comparer la forme de ces emblèmes avec les types lorrains correspondants, tels que Maxe-Werly les a fidèlement reproduits. Le lecteur pourra, en même temps, se rendre compte des différences profondes qui existaient entre les formes des écus héraldiques selon qu'ils étaient dessinés dans le nord-est ou dans le sud-ouest de la France.

Cette forme très particulière des fleurs de lis est loin d'être une exception dans la région garonnaise ; elle apparaît très nettement sur les carrelages historiés du xiv^e siècle des abbayes de Belle-Perche et de Moissac, où il est aisé de leur assigner des dates précises ; nous la retrouvons encore, quoique fort amaigrie, sur une brique à reliefs, que nous avons dessinée, jadis, au Musée de Toulouse et qui nous paraît notablement plus jeune. Et cette observation nous paraît d'autant plus intéressante que les ornements empreints sur les carreaux historiés dont nous parlons, l'ont été au moyen d'estampilles en relief en tout semblables à celles dont se servirent les ornementistes de nos plaques de foyer primitives.

Rappelons la technique de ces carreaux incrustés, qui furent une des plus heureuses inventions du moyen-âge : sur l'argile encore molle de la brique sortie de son moule, le tui-lier carreleur apposait une estampille en relief, fleur de lis, croix de Toulouse, annelets, personnages, animaux réels ou fantastiques, etc., et ces ornements se trouvaient imprimés en creux sur la briquette. Dans les creux ainsi obtenus on insérait en bouillie liquide une terre de nature et de coloration

différente, puis la briquette était séchée, cuite au four et enduite enfin d'un vernis plombeux translucide. Le résultat était une briquette présentant un dessin en jaune clair sur rouge foncé.

La première partie de l'opération était exactement celle qu'accomplissait, plus en grand, le fondeur préparant dans le sable le moule dans lequel il devait couler non pas de la barbotine mais du fer en fusion. Aussi les estampilles, dans un cas comme dans l'autre, étaient-elles analogues, et, en y songeant plus mûrement, peut-être trouverait-on dans ce fait indéniable un argument à la thèse d'après laquelle les plaques de foyer en fonte de fer dériverait de l'usage plus ancien de contre-cœurs en terre cuite. Sans nous hasarder à ce point nous nous contenterons d'émettre cette opinion que le mode de décoration par estampilles des premières taques peut avoir été inspiré par les procédés séculaires des tuiliers et potiers carreleurs.

Il a été déjà dit en quoi différaient les *sceaux de Salomon* empreints sur nos plaques aquitaniennes de ceux dont M. Maxe-Werly a relevé l'image sur les taques lorraines et barroises. Il nous reste à signaler une anomalie que présente une de ces figures sur la grande plaque du Musée d'Agen. Si on veut bien examiner notre planche on remarquera combien est irrégulière l'étoile à huit pointes placées à droite de l'écu ; une des baguettes obliques semble maladroitement doublée, les pointes du côté de l'écu n'ont pas leur saillie normale, etc. Si la figure avait été sculptée en plein dans le bois d'une matrice, ses deux empreintes seraient identiques, et celle de droite ne pourrait pas présenter ces anomalies choquantes. Que si, au contraire, nous supposons que le fondeur se soit borné, pour obtenir la matrice du sceau de Salomon, à réunir huit baguettes d'égale dimension par autant de clous à grosse tête bombée et circulaire, ces anomalies s'expliqueront très bien : il aura suffi pour qu'elles se produisent, qu'une des baguettes ait échappé au clou qui en retenait le bout, au moment où l'ouvrier en imprimait l'empreinte sur le sable.

J. MOMMÉJA.

AU PAYS DES SOTIATES

I. — MEYLAN

Meylan est une petite commune essentiellement landaise du canton de Mézin ; sa superficie est de 1,470 hectares et sa population de 195 habitants ; c'est assez dire combien elle est peu habitée. Mais si Meylan est, aujourd'hui, une commune insignifiante au point de vue économique et social, elle est riche en souvenirs du passé et mérite mieux, au point de vue archéologique, qu'une simple mention d'Annuaire ou de Guide.

Sur une partie de son territoire plane une sorte de doute historique, un mystère étrange que la sauvagerie des lieux, l'ingratitude du sol et les ravages des incendies, qui périodiquement la visitent, ne font qu'entretenir et qu'accentuer.

Dans l'*Annuaire du département de Lot-et-Garonne* il est dit qu'on rencontre dans cette commune des vestiges de monuments mégalithiques. Plusieurs archéologues ont signalé leur existence, sans donner des descriptions exactes, sans pousser plus loin leurs investigations, de sorte que leur travail est tout entier à reprendre.

La partie de la commune de Meylan, qui confine à celle de Sos, et qui est bordée à l'Ouest par la Gueyze, est des plus curieuses à étudier, notamment le vaste plateau landais compris entre le château de Saint-Pau et Durance.

Ce plateau est nettement coupé, à peu près au milieu, par un contrefort calcaire qui, partant de la Gueyze, au lieu dit Luquestrany, vient mourir à Réaup. C'est dans la première partie du plateau, comprise entre Saint-Pau et Luquestrany, et baptisée du nom de *Guêtre*, que se trouve le cromlech des *Neuf-Pierres*.

Ce monument, réduit à de simples vestiges, est situé sur une petite butte circulaire qui domine, d'environ un mètre, le plateau ; il n'en reste plus que deux énormes pierres renversées,

qui mesurent environ 1^m20 de hauteur, sur 1^m10 de largeur, et 1^m00 d'épaisseur (1).

Les fouilles que nous avons pratiquées au pied de ces blocs ne nous ont donné rien de bien intéressant.

A environ 0^m30 de profondeur, nous avons trouvé des cendres, des ossements humains, des débris de silex taillé et quelques fragments de poterie noire. Les ossements reposaient sur un lit de petites pierres et étaient recouverts de même, par une couche de petites pierres.

Dans la seconde partie du plateau de Guêtre, comprise entre Luquestrany et Durance, se trouve le menhir de *Peyro-Soulo* ; il n'en reste plus qu'une très grosse pierre, mesurant 1^m30 de hauteur, sur 1^m00 d'épaisseur et 1^m20 de largeur ; elle sert actuellement de limite aux communes de Meylan, Réaup, Durance (Lot-et-Garonne) et Arx (Landes) : exemple peu commun de l'emploi des anciens mégalithes à la délimitation des territoires modernes.

En fouillant au pied de ce bloc de pierres, il a été trouvé, appuyée contre lui, une pierre affectant vaguement la forme d'un ours — même d'un ours des cavernes ! — pour des yeux plus ingénieux qu'exercés. En calcaire blanc du pays, elle est percée d'un trou et se trouve légèrement convexe. D'ailleurs elle ne présente aucune trace de taille intentionnelle, comme

(1) Cette description précise prouve l'exactitude de la vue du cromlech de Saint-Pau insérée par Ducourneau dans la *Guienne Monumentale* (T. I, p. 10). Cette vue, dessinée par Philippe, permet de bien reconnaître le monticule conique, sur lequel est placé le monument, et de se rendre compte que les pierres qui formaient ce dernier, n'étaient guère plus hautes que celles qui subsistent encore. Ducourneau a profité de cette lithographie pour écrire quelques lignes sur l'origine des cercles de pierres levées. « C'est là, dit-il, « que les *Ries* allaient délibérer sur les intérêts de la tribu, en administrer la justice... » Et le digne homme de se lancer dans une tirade emphatique, dans laquelle les grands mots vides du Romantisme s'unissent aux formules prudhommesques du libéralisme d'alors, pour le plus grand plaisir des bonnes gens qui, de Marchangy à Henri Martin, crurent aux Mystères des Druides et à leur philosophie présidant encore aux destinées de la France. Ducourneau s'est, d'ailleurs, bien gardé de donner le moindre renseignement précis sur ce cromlech, fidèlement imité, en cela, par l'abbé Barrère, qui a eu cependant le soin de raconter la destruction du monument, et la conservation de deux des neuf pierres qui le composaient.

J. M.

on peut en juger par l'absence des arêtes vives et des plans de percussion. Nous mentionnons simplement cet objet, parce que sa découverte a causé une certaine sensation, mais en nous gardant bien de nous prononcer sur sa nature, pour ne pas blesser le patriotisme enthousiaste et chatouilleux des modernes Sotiates. Au surplus, les fouilles n'ont amené que la découverte de cendres, de pierres calcinées, et d'ossements humains (1).

Mais à côté de ces débris mégalithiques, ce qui a surtout retenu notre attention, ce sont ces excavations qui affectent la forme de cônes renversés et qu'on appelle *clots*, dans la région.

Nous avons eu la curiosité de visiter celui qui est situé entre Luquestrany et la ferme des *Plassots*, au nom révélateur d'une très ancienne habitation ou de substructions antiques. Il a environ 15 mètres de diamètre, au fond, 100 mètres de tour extérieur, et 3^m50 de profondeur.

Les fouilles ont révélé, sur tout le pourtour, à 0^m30 de profondeur, une enceinte de pierres de même nature que celles des mégalithes ; ces pierres paraissent avoir été placées sans ordre et elles n'offrent pas l'apparence d'un mur régulier de fondation.

Au fond du Clot, nous avons trouvé, au centre, une grosse pierre de même taille que celles dont nous avons déjà donné les mesures, avec, autour, d'autres pierres plus petites.

Ne serait-ce pas là une de ces habitations gauloises qui,

(1) Les fouilles pratiquées méthodiquement, au pied des menhirs, n'ont jamais donné des résultats propres à révéler la destination de ces frustes monuments. Les cinq départements de la Bretagne en possèdent, d'après les dernières statistiques, 4,747. On a pratiqué des fouilles méthodiques aux pieds de la plupart de ces mégalithes : toutes ont donné régulièrement des charbons et, dans bien des cas, dit M. P. du Châtellier, « des percuteurs, des pierres à concasser le blé, des éclats de silex, des grattoirs, des pointes de flèches, des *Celtæ*, des poteries, enfin des cendres parmi lesquelles des fragments d'os. » C'en est assez pour prouver l'origine néolithique de ces monuments, mais ce n'est pas suffisant pour faire présumer leur destination véritable. Les fouilles de Meylan, en donnant les mêmes résultats, prouvent l'universalité d'une coutume, ou d'un rite, dont elles ne dévoilent pas l'intention et le sens.

J. M.

selon Strabon, étaient « de forme circulaire, faites de planches et d'osier, recouvertes d'une grande toiture cônica » ?

M. Anthyme Saint-Paul dit, dans son *Histoire monumentale de la France*, que ces excavations en entonnoirs, s'appellent *Clots* en Gascogne (1).

Nous nous bornons à mentionner le fait, en nous réservant d'y revenir, lorsque nous aurons pu étudier plus complètement ces monuments si singuliers. D'ailleurs, nous le répétons, toute cette région est enveloppée d'un mystère inquiétant et étrange, comme le désert et la forêt vierge. C'est la région des sorcières et des mauvais sorts, c'est la région des « eaux de sable » de la Gueyze, claires et froides comme celles des gaves, et des eaux dormantes et mystérieuses de l'étang ou « lagüe » de Chafon. C'est aussi la région du Lot-et-Garonne où les survivances sont le plus fortement enracinées.

Nous avons connu, il y a quelques années, une vieille bergère qui, pour préserver son troupeau des mauvais sorts et de la foudre, portait dans un bas de laine pendu à sa ceinture, une belle hache polie en ophite vert, que nous avons retrouvée

(1) Personne, à notre connaissance, n'avait encore signalé l'existence de *mardelles* dans le territoire du Lot-et-Garonne. Grâce à M. Bastard, cette lacune est comblée, car il ne peut pas y avoir de doute, les *Clots* de Meylan sont des mardelles, ou des fonds de cabanes préhistoriques, comme ceux qu'a étudiés avec tant de soin M. A. Grenier, et auxquels M. Deschelette consacre les lignes suivantes :

« Les grandes et nombreuses mardelles du pays messin et de quelques autres régions, vastes fosses ordinairement circulaires ou ovales, d'un diamètre de 10 à 40 mètres sur une profondeur de 2 à 10 mètres, ne sauraient être comprises parmi les restes d'habitations néolithiques. » D'après M. A. Grenier, auteur d'une nouvelle étude sur ces excavations, dont 5,000 auraient été retrouvées sur le seul territoire des Médiomatrices, les plus anciennes remonteraient à l'époque gauloise (poteries des époques de Hallstatt et de La Tène), et d'autres à la période gallo-romaine.

M. Sefhus Müller est arrivé à des conclusions à peu près pareilles. Cela ne veut pas dire, bien entendu, qu'il n'existe pas des mardelles de l'âge de la pierre polie, puisque M. H. Müller a déjà exploré dans l'Isère un fond de cabane de la fin de cette période archéologique. Ce fond de cabane avait ses parois revêtues de pierres placées de champ, et ceci nous rappelle le *Clot*, exploré par M. Bastard, avec son enceinte de pierres. Il ne faut pas croire d'ailleurs que ces vastes excavations aient été entièrement recouvertes par une toiture unique ; très probablement le périmètre était bordé de cabanes et le milieu du *clot* restait découvert, comme une cour intérieure.

J. M.

et acquise, après la mort de la bergère, chez un brocanteur de Sos. La bonne femme n'avait jamais voulu nous la vendre.

La même pastoure nous avait déclaré qu'elle ne conduisait jamais ses brebis près des mégalithes de *las Naou-Peyros* ou de *Peyro-Soulo* ; pas plus d'ailleurs que près de la *Lague* de Chafon, à cause des sorts attachés à ces lieux maudits.

Puisque nous sommes sur le terrain du folklore, nous devons dire combien le cadastre et les livres terriers de Meylan sont intéressants à consulter. On y trouve les noms significatifs tels que ceux de *Luquestrany*, qui est peut-être la déformation de *Lucus Taranis*, c'est-à-dire le bois sacré du dieu redouté, porté par une petite éminence et par une source fort belle, qui jaillit à sa base ; de *Chafon*, le large étang dont on raconte de si belles légendes ; de *Crambeil*, de *Gueyze*, *Las Gueyzes*, *Le Guêtre*, — qui d'après Du Cange, viendraient de *Guestière*, ou sorcière — du *Gue-Herrat*, de *Césareaux*, de *las Minèros*, de *Tudelle*, de *la Dune*, de *las Aounquers*, des *Pins cantaloniques*, des *Champs de las Gueyzes*, du *Champ des Maudits*, où rien ne pousse, du *Bois des Guerriers*, etc.

Parmi ces noms, celui de *Las Minèros* doit attirer tout spécialement notre attention, parce qu'il désigne d'anciennes exploitations métallurgiques dont les vestiges ont été retrouvés. Des fouilles récentes ont révélé, en effet, qu'une grande partie de la Gueyze, du côté de Sos, renferme des mines de fer et même, affirme-t-on, de cuivre.

M. Momméja, qui a visité les lieux, a pu se rendre compte que, dans certains champs, on n'a qu'à se baisser pour ramasser des scories de fer en quantité. Ces mines ont donc été certainement exploitées. A l'heure actuelle nous n'avons pas pu trouver des traces d'une exploitation à la catalane. Ne serait-ce pas d'abord par ces peuplades innommées qui ont précédé les Gaulois, plus tard, par les Gaulois eux-mêmes et par les Romains enfin qu'elles auraient été exploitées ? Et ne serait-ce pas là la voie qui doit nous conduire à la découverte de ces mines de cuivre exploitées par les Soliates, dont parle César dans ses *Commentaires* ?

Nous nous bornons à poser le problème.

Que conclure de ces notes sommaires et très incomplètes, si ce n'est que ce petit coin du territoire de Meylan a été peut-être un centre de civilisation métallurgique, et qu'il a connu, tour à tour, les civilisations mégalithique, gauloise et romaine, au temps où le peuple Sotiate a brillé d'un éclat glorieux dont les *Commentaires* de César nous ont heureusement conservé le souvenir (1).

Mézin, le 28 novembre 1910.

CHARLES BASTARD.

(1) Puisque M. Bastard fait appel à mon témoignage, je m'empresse de déclarer que, sous l'aimable direction de M. Lagarrigue, le zélé et intelligent instituteur de Meylan à qui revient exclusivement l'honneur d'avoir découvert les gisements de minerai dont il vient d'être parlé, j'ai pu visiter la plupart de ces gisements, et que partout, en effet, j'ai pu recueillir de très nombreux fragments de laitier, dont certains affectent des formes si étranges, que, à première vue, on croit que ce sont des fragments de bas-reliefs. Près du Gay Herrat, vaste chaussée en pierre et ciment, qui permet à la voie antique de Bazas à Toulouse de traverser la Gueyze sans le secours d'un pont, près du Gay Herrat, dis-je, mon guide m'a fait voir l'entrée de galeries souterraines par lesquelles on était allé rejoindre le gisement métallique, ce qui a nécessité de formidables travaux de déblaiement qui ont produit d'énormes monticules autour des puits de fouille. Malheureusement, dans tous les échantillons de minerai et dans tous les résidus de fonderies et de forges qui m'ont été montrés, je n'ai pas pu trouver le moindre vestige de cuivre... Par contre, j'ai noté avec un intérêt facile à comprendre la trouvaille d'une monnaie de la colonie de Nîmes parmi les scories d'un champ situé non loin de la curieuse église de Meylan. Entre celle-ci et le château moderne de Meylan se voient les restes d'une grande motte qui porte le nom caractéristique de la *Hune* ou de la *Dune*. Dans la cour du château est un notable fragment de colonne romaine en marbre blanc, trouvé dans un champ voisin. Toute cette région est d'un intérêt archéologique que rend presque poignant l'épais brouillard de mystère dont s'enveloppe cette étrange contrée d'une si sauvage et si passionnante beauté.

J. M.

LES CONVENTIONNELS EN EXIL

(A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT)

I

Quand les armées étrangères eurent ramené Louis XVIII sur le trône de ses pères, la Chambre ultra-royaliste décida, le 12 janvier 1816, qu'à l'amnistie proclamée par la couronne, des exceptions seraient faites. Avec la famille Buonaparte, naturellement proscrite, furent bannis ceux des conventionnels qui avaient voté la mort de Louis XVI ou refusé le sursis à l'exécution et accepté des fonctions publiques pendant les Cent jours. « Privés de tous droits civils, ils devaient quitter le royaume dans le délai d'un mois, sous peine de déportation. »

La mesure atteignait un grand nombre de conventionnels. Certes, des 387 régicides beaucoup avaient disparu. Les uns avaient suivi Louis XVI sur l'échafaud, avec Philippe-Egalité, Vergniaud, Danton, Fabre d'Eglantine et Robespierre. D'autres étaient morts paisiblement avant 1816 aux quatre coins de la France, comme Camus, Joseph Chénier, Jean-Bon Saint-André, Julien et Perrin, qui expira en criant : *Vive l'Empereur!* sur une place publique d'Epinal, au retour de l'île d'Elbe.

Vingt-quatre avaient fini dans des circonstances tragiques : les uns s'étaient suicidés comme Charlier, dans un accès de fièvre chaude ; Collot-d'Herbois qui passa de vie à trépas en absorbant une bouteille d'eau-de-vie ; Duquesnoy, condamné à mort, qui se poignarda dans sa prison ; Lebas qui se tira un coup de pistolet à l'Hôtel de Ville au moment où il allait tomber entre les mains des commissaires de la Convention ; Brunel et Maure aîné qui se firent sauter la cervelle ; Rebecquy qui se noya ; Rühl et Tellier. Aubry et de Sacy étaient morts de chagrin. Les autres avaient été assassinés, comme Audrein, tué pour son vote ; Bayle, étranglé dans sa prison ; Bonnier, tué à Rastadt ; Féraud, mis à mort par les insurgés de prairial ;

Lepelletier de Saint-Fargeau, frappé par le garde du corps Paris; Marat, poignardé par Charlotte Corday. Pétion et Buzot avaient été trouvés morts dans un champ près de Saint-Emilion et à moitié dévorés par les animaux. Chambon et Lidon avaient été tués en se battant contre ceux qui voulaient les arrêter. Condorcet avait fini dans un cachot de Bourg-la-Reine, et Fabre, dans un combat contre les Espagnols, à l'armée des Pyrénées-Orientales.

Mais un grand nombre de régicides vivaient encore. Tous n'étaient pas atteints par la loi d'exil, qui frappait seulement ceux des conventionnels qui avaient voté la mort de Louis XVI et adhéré à la seconde usurpation de Bonaparte, aux Cent-Jours. Beaucoup de régicides purent donc rester en France relativement tranquilles en face d'un gouvernement qui « les tolérait, quoiqu'à contre cœur et sans les perdre de vue ».

C'était le cas de l'ancien Directeur, le riche Barras, hydro-pique, qui recevait beaucoup et donnait à dîner; d'Odilon Barrot, qui avait toujours lutté contre la tyrannie impériale; d'Espert (de l'Ariège) toujours républicain, qui avait « gagné des sommes énormes dans la fourniture des vivres aux armées du Portugal, d'Espagne et d'Italie »; de Gaston (de Foix), qui vivait très retiré, regrettant son passé révolutionnaire; de Grégoire, l'ancien évêque de Blois; d'Isnard, tout confit en dévotion; de Julien (de la Drôme) qui se tua en se laissant choir d'une fenêtre; de Lebreton, que la police confondit avec un homonyme, secrétaire perpétuel d'une des sections de l'Institut; de Pierre Marec, dont Louis XVIII fit un chevalier de Saint-Louis; de l'ancien chef des Théophilanthropes, Lareveillère-Lepeaux; du baron Richard, préfet de La Rochelle par la grâce de Louis XVIII.

A côté de ces conventionnels, relativement nombreux, que couvrait l'amnistie, d'autres, visés par la loi, réussirent cependant à finir en France une existence lamentable. Impotents ou infirmes, ils obtinrent des sursis que le gouvernement accorda avec une parcimonie rigoureuse, après enquêtes favorables de la justice et du corps médical et force recommandations. Citons

dans le nombre : Allafort, qui « depuis 10 ans, n'avait pu aller au delà de son jardin » ; Boutrouë, qui affirmait en 1816 détester et abjurer « ces systèmes exagérés qui avaient causé les malheurs de la France, nos fureurs démagogiques et qui, portant dans mon cœur l'exaltation des opinions républicaines jusqu'à l'aveuglement et la frénésie, m'ont rendu le complice d'un attentat dont je demande pardon à Dieu, au roi et à la nation française » ; le comte Chasset, qui n'avait cependant voté que la détention et le bannissement à la paix, mais qui avait refusé le sursis pour tenter de sauver la famille royale prisonnière, car, écrivait-il, « les régicides et leurs complices proclamaient hautement que la résolution était prise — si le jugement n'était pas exécuté sans délai — de se porter au Temple et d'y multiplier les victimes ». Napoléon l'avait fait comte, ce qui ne l'empêchait pas de jurer « soumission, reconnaissance et fidélité au roi et à sa dynastie » ; Chaudron-Rousseau, qui était venu dans Agen comme représentant du peuple en mission et qui, frappé d'une attaque d'apoplexie, ne se mouvait que difficilement ; il « était retombé dans l'enfance » ; Desgrouas, qui était aveugle ; Jorrand, goutteux, qui, à la nouvelle de l'entrée en France de Louis XVIII, réunit les habitants de sa commune, « leur manifesta sa joie de cet heureux événement et leur recommanda l'attachement à leur souverain légitime » ; Robert Lindet, ancien membre du Comité de Salut Public, qui déclarait avoir « vu luire avec la plus vive espérance les jours de la Restauration et vu dans le préambule de la Charte et dans l'article 11 du droit public la base fondamentale de la réunion des Français et de la restauration de la monarchie sur la tombe de toutes les opinions, de toutes les erreurs, de tous les désastres, de tous les souvenirs ensevelis ».

Mentionnons encore Merlin de Tionville, qui affirmait en 1816 ne point « partager les rêves et les complots des révolutionnaires » et se déclarait prêt à communiquer au préfet de police tout ce qu'il pourrait en apprendre. Malgré ces promesses de dénonciation, Merlin reçut un passeport pour Agen où il devait être placé sous la surveillance des autorités ; mais le voyage ne s'effectua pas ; Merlin obtint un sursis.

De même Pépin, qui priait Louis XVIII de lui « faire grâce au nom du Père des miséricordes dont vous êtes le représentant sur terre » ; Tallien, l'homme de Thermidor, qui souffrait d'une goutte rebelle à tous traitements et qui le privait successivement de l'usage de tous ses membres. Pour vivre, le vieux septembriseur dut vendre ses livres sur les quais ; à diverses reprises, il fut même secouru par la cassette royale.

En dehors de ces conventionnels qui purent rester en France sous la surveillance de la police, d'autres, recherchés par elle très activement, réussirent à se soustraire à l'action de la loi. Besson, que les Agenais virent en l'an II, s'enferma dans une chambre souterraine à Amancey ; il y mourut d'apoplexie. Drouet, l'ancien maître de poste qui fit arrêter Louis XVI à Varennes et à qui Bonaparte disait en lui remettant la croix : « *Vous avez changé la face du monde* », Drouet échappa à toutes les recherches : sous le nom de Maërgesse, il vivait à Macon avec une allemande.

Il en fut de même de Laguire, du Gers, et de Panis. Ce dernier narguait le gouvernement et la police ; il se plaignait sans trêve de la visite d'agents secrets qui venaient troubler sa solitude et protestait sur le mode ironique. La police perdait son temps à chercher sa piste. Lassée, elle finit par lui accorder un sursis.

II

Les autres régicides, ceux que leur état de santé et les recommandations n'empêchèrent pas de partir pour l'exil, allèrent s'installer aux Pays-Bas, en Suisse, en Allemagne, en Autriche, en Espagne, en Italie et jusqu'en Amérique et en Russie. Mais c'est principalement aux Pays-Bas qu'ils se réfugièrent. Le roi Guillaume les accueillit avec bonté et générosité. Il avait fait de son royaume « l'asile de prédilection des exilés de tous pays et des vaincus de toutes opinions. » Les révolutionnaires français y jouirent de la plus grande liberté. Les uns avaient gardé leurs convictions anciennes et se déclaraient prêts à revivre le passé, comme l'ex-évêque Gay-Vernon, Cambon, Ysabeau, Barrère, Baudot et Vadier. D'autres ne

manifestaient aucun sentiment. Le plus grand nombre assaillait de sollicitations les anciens conventionnels qui avaient conquis les faveurs du gouvernement de Louis XVIII, notamment Boissy d'Anglas et Lanjuinais, et faisait amende honorable, avec plus ou moins de sincérité, pour essayer de rentrer en France, comme Alquier, Bernard des Sablons, Bonnet, Bonne-sœur, Cambacérès, Boussion et Paganel.

Quelques mots sur les plus connus : l'ancien consul, l'archi-chancelier de Napoléon qui l'avait fait duc de Parme et lui disait : « Votre affaire est claire ; si jamais les Bourbons reviennent, vous serez pendu », Cambacérès s'établit à Bruxelles ; il eut même la pensée, dit-on, de s'y faire naturaliser. Devenu, grâce à l'Empire, l'un des plus grands seigneurs de l'Europe, il vivait en égoïste et menait grand train. Un jour, il reçut des instructions de Sainte-Hélène, et cet homme, dont l'avarice était proverbiale, devint un modèle de libéralité. Pas longtemps, car le naturel reprit vite le dessus. Vis-à-vis de ses camarades d'infortune,, il observait la plus grande réserve et ne cessait de leur distribuer, à défaut d'argent et de secours, d'excellents conseils de modération. Après force démarches, il réussit à rentrer en France en 1818. Un mot à l'un de ses intimes mérite d'être rapporté : « *Devant le monde, appelez-moi Votre Altesse, mais, dans l'intimité, seulement Monseigneur* ».

Cochon de Lapparent revint plus tôt, mais le gouvernement ne désarma pas devant lui. A la mort de l'ancien conventionnel, en 1817, un journal de la Vienne ayant écrit que le défunt léguait à ses enfants un nom honnêtement porté et l'estime publique, l'imprimeur fut condamné à 3.000 francs d'amende pour apologie du régicide !

L'ex-oratorien Ysabeau, qui vint en mission dans le Lot-et-Garonne, vivait à Malines avec plusieurs réfugiés. Il avait troqué son nom pour celui de Vaubignon et professait le latin et les mathématiques. Ce fut le seul oratorien pour lequel Fouché, son ex-confrère, ne voulut rien faire.

D'autres régicides rentrèrent en France en 1830, après le couronnement de Louis-Philippe, dont ils saluèrent avec joie

l'avènement. Ce fut le cas de Barrère, l'ancien membre du Comité de Salut-Public, qui s'était réfugié à Bruxelles où il avait vécu du produit de sa plume et de quelques chétifs revenus. C'était alors « un vieillard de taille moyenne, maigre, le teint gris terne, l'œil vif, le sourire gracieux, d'une exquise politesse, de mœurs douces, causant de tout avec esprit et la plus grande lucidité ». On a résumé quelques-unes de ses opinions.

L'Empire, disait-il, faisait que la Révolution avait été inutile, que la situation de la nation avait empiré. Les conventionnels avaient été emportés par les événements, sans le savoir ni le comprendre. Il riait de l'*Histoire de la Révolution* de Thiers et affirmait que ce dernier n'entendait rien à la question diplomatique. Et comme on lui demandait pourquoi il ne publiait pas les matériaux qu'il avait ramassés : « Il n'y aurait plus au monde, répondit Barrère, un seul coin où je puisse reposer ma tête ».

Baudot, que les révolutionnaires agenais fêtèrent en l'an II, alla se fixer à Bruxelles où il écrivit ses « *Mémoires* ». Il s'y trouvait avec deux autres régicides, Vadier et le baron Chazal, dont le fils fut ministre de la guerre en Belgique. Jules Clarétie a conté sur eux une histoire assez piquante : le petit Chazal jouait dans le parc de Bruxelles, lorsque son cerceau vint heurter un grand vieillard pensif. L'enfant s'excusa.

— Comment t'appelles-tu ?

— Chazal.

— Chazal, le fils de l'ancien conventionnel ?

— Oui, Monsieur.

— Eh bien ! réplique le vieillard farouche, tu diras à ton père que tu as rencontré quelqu'un qui regrette de ne pas l'avoir fait exécuter et tu ajouteras que c'est Vadier qui a dit ça. »

L'enfant s'empessa de raconter son aventure : « Tu ne sais pas ? J'ai rencontré, au parc, un vieux monsieur qui s'appelle Vadier.....

— Vadier, arrête Chazal, en voilà un que je regrette de n'avoir pas vu monter sur l'échafaud ! »

Et c'est ainsi que les exilés continuaient à se détester et que leurs vieilles haines persistaient.

A Bruxelles vivait aussi Siéyès que hantait le sceptre de la Terreur. L'esprit très affaibli, il répétait souvent à son valet de chambre : « Si M. de Robespierre vient me demander, vous lui direz que je suis sorti ». Siéyès rentra en France en 1830 ; il reprit sa place aux deux sections de l'Institut dont il faisait partie : les sciences morales et politiques et l'Académie française. Il devint fou complètement.

C'est à Bruxelles que mourut en 1825 le peintre David qui, le 25 janvier 1816, partit pour l'exil sans vouloir implorer la clémence royale prête à lui pardonner. Il profita de son exil pour étudier les peintres de l'Ecole flamande dont le coloris le tentait.

III

Ceux des régicides qui furent autorisés à se réfugier en Suisse, furent moins heureux. La République se montra moins hospitalière que le roi des Pays-Bas. Et c'est pourquoi beaucoup d'exilés, âgés et malades, ne cessèrent d'implorer leur grâce. Tous n'apportèrent pas, dans leurs demandes, la dignité nécessaire. Borie (de la Corrèze) faisait des vœux pour Louis XVIII « ce prince chéri, image du grand Henri ». Bordas (Haute-Vienne) criait : « *Vive le Roi !* » et expliquait, comme beaucoup de conventionnels, que, s'il avait refusé le sursis à l'exécution de Louis XVI, c'était pour sauver les jours de la famille royale et de la reine. Il en était de même de Ferroux (Jura) qui répondait : « *Régicide* » au portier de Besançon qui lui demandait son nom. Legendre de la Nièvre fit plus encore : dans une « lettre d'un exilé aux français », il attaqua l'œuvre de la Révolution et engagea ses compatriotes, en termes grandiloquents, à entourer le nouveau roi Louis XVIII de toute leur affection. L'ex-curé Monnel se rétracta également, mais à son lit de mort ; il demanda pardon à ses anciens paroissiens des scandales qu'il avait causés et se repentit publiquement d'avoir voté la mort de Louis XVI.

IV

Un petit nombre seulement de conventionnels chercha asile ailleurs qu'en Suisse et aux Pays-Bas. Roger Ducos se réfugia en Allemagne où il mourut. L'Amérique en hospitalisa quelques-uns : Bernard de Saintes dont les « vœux les plus sincères étaient pour le bonheur et le long règne de Sa Majesté » ; Billaud-Varennes, qui devint historiographe officiel du gouvernement d'Haïti. « Les décisions qu'on nous reproche, disait-il, nous ne les voulions pas le plus souvent deux jours, un jour avant de les prendre ; la crise seule les suscitait ».

Bernard et Garnier de Saintes vécurent également en Amérique après avoir été chassés de Belgique où ils avaient tenté de développer leurs idées démocratiques. Il en fut de même de Lakanal, qui exploitait à 63 ans une propriété, herborisait, étudiait les mœurs des Indiens et présidait l'Université de la Louisiane.

L'Angleterre, qui avait soulevé l'Europe contre la France, ne donna asile qu'à Pérard. L'Espagne reçut Cassanyes qui ouvrit à Escala une boutique de barbier. En Italie, Campmas traduisait en français des œuvres italiennes ; Sergent qui avait épousé la sœur du général Moreau, y faisait de la gravure et Julien, de Toulouse, s'occupait d'affaires financières plus ou moins solides.

La Russie servit de refuge à Ferry, des Vosges, ainsi qu'à l'organisateur de la victoire, le grand Carnot, frappé d'exil bien qu'il eût, par une proclamation aux troupes, reconnu Louis XVIII comme souverain légitime. Appelé par l'empereur Alexandre, Carnot se rendit à Varsovie où la population lui fit fête. Il attira en Pologne des ouvriers français avec l'espoir d'y créer, sous la direction de Ferry, une école d'arts et métiers. Le projet n'aboutit pas. Gêné par les manifestations de sympathie que ne cessaient de lui prodiguer les Polonais, Carnot se retira à Magdebourg où il s'était déjà réfugié après Fructidor.

V

On pourrait multiplier les anecdotes et les portraits. Mais ce serait trop élargir le cadre de cette courte esquisse. A ceux qu'intéressent les figures originales des *Conventionnels en exil*, on ne saurait trop recommander le livre posthume d'Albert Tournier, ancien bibliothécaire du Ministère de l'Instruction publique et député de l'Ariège (1). Edité par notre excellent confrère de la Société académique d'Agen, Paul Maryllis, l'ouvrage est resté incomplet et se ressent de la mort prématurée d'un auteur éloquent. Il renferme des erreurs, des contradictions et des imperfections qui prouvent surabondamment le caractère de « simple ébauche » de l'œuvre d'Albert Tournier. Il y a aussi des imprécisions et des lacunes dont Paul Maryllis — qui n'est pas un spécialiste de l'histoire révolutionnaire — s'est, par avance, excusé.

Mais telle qu'elle nous est offerte, l'étude de Tournier n'en est pas moins intéressante. Elle présente sous la forme de petits tableaux, la vie, les déboires lamentables et les avatars des conventionnels qui durent aller expier à l'étranger leur vote de 1793 et leur faiblesse pour Napoléon après le retour de l'île d'Elbe. Elle résume et parfois complète, à l'aide des dossiers de la Préfecture de police, les renseignements mieux présentés, plus précis et plus exacts que nous ont fournis d'autres historiens de la période révolutionnaire : Bourlonton, Rigaud, Kucinski et surtout Eugène Welvert.

Elle appelle toutefois quelques réflexions. Tournier était un admirateur passionné de la Révolution. La préface, les considérations générales et les conclusions des *Conventionnels en exil* prouvent qu'il l'admirait en bloc et en détail, sans réserves. « C'est un livre de foi ardente et de sympathie pour la cause révolutionnaire même persécutée », disent les prospectus qui, sur ce point, ne trompent pas le lecteur. « On y sent la sympathie complète de l'auteur pour les personnages qu'il met en

(1) *Les Conventionnels en exil*. Paris. Flammarion, in-12 de 416 pages.

scène, héros brillants ou obscurs, écrit complaisamment Marryllis, de la plus formidable tourmente sociale que le monde ait vu s'accomplir. »

Aussi ne faut-il point s'étonner de trouver sous la plume de l'historien des expressions et des affirmations de polémiste. M. Tournier proteste contre la « tyrannie » de Louis XVIII, contre l'exil dont furent frappés la plupart des régicides. Il qualifie d'*odieux triomphe* les mesures de police de 1816 ; il parle de *calvaire* pour les conventionnels qui durent quitter le sol français ; il s'apitoie après avoir fustigé. Et nous sommes d'accord avec lui. Mais si l'exil est impie, il n'en est pas moins une arme politique dont tous les gouvernements se sont servis, qu'ils fussent monarchistes ou républicains. M. Tournier, polémiste et député, ne devait pas l'oublier. En écrivant les considérations générales qui servent d'introduction à son livre, il autorise les adversaires de la Révolution à qualifier systématiquement d'*odieuses* les mesures révolutionnaires et de *crimes* les actes accomplis sous la Terreur. Aussi bien, qui ne préférerait l'exil, tel que le comprit le gouvernement de Louis XVIII, avec les exceptions nombreuses, les rappels et les grâces dus très souvent à l'activité et à l'intervention généreuse de Boissy d'Anglas et de Lanjuinais, à la confiscation des biens, à la proscription, ou à la mort avec ou sans phrases, dont Robespierre et ses amis se montrèrent prodigues ?

Mais une particularité, dont l'importance ne saurait échapper à personne, frappera les lecteurs des *Conventionnels en exil*. L'œuvre de M. Tournier se divise tout naturellement en deux parties : la préface et les conclusions d'une part, et, de l'autre, les notes particulières et les tableaux consacrés à chacun des régicides. Or, ces deux parties sont nettement contradictoires. Dans la première, les conventionnels sont de grands personnages et des héros. Après la tourmente, ils vivent silencieux et tranquilles avec la conscience du devoir accompli. L'on croit que la deuxième partie va faire ouvrir aux lecteurs les portes d'une sorte de Panthéon où tout est lumière et soleil. Erreur ! C'est d'un confessionnal qu'il s'agit, où beau-

coup de révolutionnaires font leur *mea culpa* et viennent s'humilier ; c'est d'un hôpital où toutes les maladies, depuis la tête jusqu'aux pieds, sont traitées chez les hommes de 1793. Les uns ont un ramollissement du cerveau ; d'autres une maladie de cœur, d'entrailles, d'estomac ou de vessie ; d'autres sont podagres et ne peuvent mettre un pied devant l'autre.

Quelle triste fin d'époque lamentablement décrite par M. Albert Tournier ! Vraiment, les révolutionnaires méritaient mieux. Et comme l'on comprend, en parcourant le volume édité par Paul Maryllis, la vérité de cette observation sur les régicides échappée à la plume de l'auteur :

« Si le crépuscule fut pour quelques-uns la fin lente et sublime qui couronne l'œuvre triomphante du jour, combien d'autres n'auraient pas dû prolonger si loin leur existence... Les plus énergiques et les meilleurs — on dirait presque les plus heureux — ont disparu sur les échafauds ou sous le poignard des assassins ; les plus fortunés ont péri frappés par des balles étrangères en faisant face à l'ennemi. »

Pour les autres, j'engage vivement les admirateurs « de ces grands citoyens longtemps méconnus, mal jugés que furent les conventionnels », à ne pas lire l'œuvre de Paul Tournier. Ils y perdraient la plupart de leurs illusions.

VI.

En Lot-et-Garonne, quatre conventionnels sur neuf votèrent la mort du Roi : Fournel, Vidalot, Paganel et Boussion. Les deux premiers étaient morts ; Paganel et Boussion furent exilés. Celui-ci avait été nommé par Napoléon, aux Cent jours, chevalier de la Légion d'honneur et sous-préfet de Villeneuve ; celui-là avait exercé des fonctions publiques à la même époque

C'est à Bruxelles, puis à Liège que Boussion s'installa (1).

(1) P. Maryllis et Tournier, répétant les erreurs des dictionnaires biographiques, font de Boussion un « réfugié français établi en Suisse où il exerçait la médecine, à Lausanne ». Boussion, docteur de la faculté de Montpellier,

Il y vécut de sa profession de médecin. Il passait la belle saison aux eaux d'Aix-la-Chapelle, de Spa et surtout de Chaudfontaine, situées à deux lieues de Liège. C'est de cette dernière ville qu'il écrivit une longue lettre au comte de Lanjuinais, en 1818, pour le prier d'intervenir en sa faveur :

« M. le Comte, bien cher, très estimable et ancien collègue. Je connais vos principes et suis trop persuadé de l'intérêt que vous prenez à vos collègues qui ont siégé avec vous dans différentes assemblées nationales, pour ne pas croire que vous auriez pour agréable que je me fasse honneur et plaisir de me rappeler à votre précieux souvenir comme constituant, conventionnel et membre des Anciens ; vous voudrez aussi me permettre de partager la reconnaissance publique et de vous exprimer tous les sentiments d'estime et de confiance et d'attachement que vous m'avez toujours inspirés pour votre courageux et constant dévouement à la chose publique et au sort de vos malheureux collègues qui gémissent sous l'empire de la loi du 12 janvier 1816. Je me fais un devoir de me réunir aux bons Français dont les intentions ont été les plus pures pour admirer, sans flatterie, votre conduite, votre amour pour la liberté, pour la patrie et qui, comme vous, désirent le maintien du gouvernement constitutionnel avec toutes les garanties promises par la charte d'où doivent nécessairement résulter le triomphe des principes de justice dont vous êtes animé, ainsi que la prospérité et le bonheur de la France. Comme je n'ai pas oublié, mon cher et ancien collègue, votre énergie dans les circonstances les plus difficiles et aux époques les plus marquantes, en vous exposant à tous les dangers, et que j'ai souvent eu présente à ma mémoire la séance mémorable du 2 juin 1793, au moment où Legendre vous disputant la tribune, vous menaçant comme de sa massue, en proférant les injures les plus grossières, vous fûtes inébranlable et lui répondîtes avec le sang froid qui vous a caractérisé et qui lui fit perdre contenance : « *Tu me prends sans doute pour un bœuf ? assomme-moi si tu l'oses !* », je ne saurais douter de l'espoir que j'ai en votre ancienne amitié pour faire valoir (si le moment vous paraît favorable) un droit à la justice du gouvernement, réunissant vos efforts à ceux de mes anciens collègues qui sont les vôtres, pour obte-

était né à *Lausun* (L.-et-G.) et c'est à *Lausun* qu'il s'établit comme médecin. La Suisse et Lausanne n'ont jamais reçu la visite de Boussion qui s'indignait lui-même des confusions de ses biographes.

nir mon rappel, le rappel d'un vieux père de famille (de 65 ans passés) accablé d'infirmités, atteint de la plus cruelle maladie (la gravelle), qui n'a qu'un fils unique, qui sert honorablement sa patrie, son prince, dans la légion du département de Lot-et-Garonne, en qualité de capitaine adjudant major, qui a de plus trois neveux, dont il a été le tuteur jusqu'au moment de son exil, et qui, comme son fils, servent la patrie et le prince honorablement et s'offrent ainsi que mon fils en garantie pour la conduite de votre ancien collègue, qui ne désire rien tant que d'être rendu à sa famille, à ses amis, à sa patrie...

« Veuillez, avant de terminer ma lettre, me permettre (sans indiscretion) de vous demander si vos anciens collègues, qui n'ont pas cessé d'être bons Français et probes, dont les intentions furent toujours bonnes, qui désirent ardemment de voir leur patrie heureuse, sous le gouvernement de son roi constitutionnel, qui désirent bien sincèrement d'être rappelés au sein de cette même patrie, auprès de leurs amis et de leurs familles désolées, qui offrent toutes les garanties, d'après leur conduite avant comme après leur exil et pendant la durée des différentes fonctions publiques (votre collègue à trente six ans de fonctions publiques sans interruption et sans retraite ni pension, car il n'a été remplacé qu'au mois d'octobre 1815), si, dis-je, vos anciens collègues peuvent espérer d'être bientôt rappelés et de cesser d'être confondus avec les ennemis de Sa Majesté et de la patrie ? Assurément, je promets, pour ce qui me regarde, de donner l'exemple de la soumission à la charte, aux lois, aux ordonnances des autorités, n'ayant rien tant à cœur que d'être témoin de la prospérité de ma patrie, vivant paisible et obscur au milieu de mes compatriotes, en donnant l'exemple de la soumission. Je ne crois pas que les autorités, sous la surveillance desquelles je me suis trouvé placé, aient un mauvais témoignage à rendre de ma conduite depuis deux ans passés que je réside ici.

« Pardon, mon cher collègue, je n'ai pas le temps d'être plus court; votre amitié sera d'autant plus indulgente que je suis convaincu que vous pensez qu'un vieillard, qui a servi trente six ans la patrie aussi bien qu'il a pu, ne voudrait pas laisser son corps en terre étrangère, tandis que son esprit et son cœur sont tout à sa patrie, dans laquelle il préférerait mourir en rentrant que mourir hors ; *in manus tuas commendo spirituum*. Et comme j'ai parlé de vous réunir à des collègues, j'ose compter sur l'intérêt que voudront bien me continuer M. le comte de Malleville, Boissy d'Anglas, et Maine-Biran, membres

de la Chambre des députés et conseillers d'Etat, je vous assure qu'eux et vous, n'aurez pas à vous repentir de m'avoir rendu à ma patrie, à nos amis et à ma famille ».

A plusieurs reprises, Boussion sollicita l'autorisation de rentrer en France.

« M. Paganel est aussi infirme que moi, écrivait-il en 1819 au comte Decazes ; nous n'avons cessé de vivre et d'habiter ensemble, nous avons continuellement besoin de nous secourir mutuellement. Son âge est de soixante quinze ans, le mien de soixante-six ans. Vous savez, Monseigneur, que depuis l'époque de la loi rendue, notre confiance en vos sentiments de probité, de justice et d'humanité, et celle des personnes respectables qui s'intéressent à mes malheurs et auxquelles vos promesses ont inspiré la même confiance, les ont autorisés et ma famille à renouveler souvent nos sollicitations. »

Boissy d'Anglas, Lanjuinais, le comte Decazes intervinrent en sa faveur, mais sans succès. Le procureur général d'Agen fit un rapport favorable en 1821 au ministre de la justice :

« Le banni a successivement exercé les fonctions de législateur à l'Assemblée constituante, à la Convention, sous le Directoire, et depuis son retour de ces assemblées, celle de conseiller de préfecture du département de Lot-et-Garonne jusqu'à la Restauration. Les places qu'il a occupées l'avaient mis à portée de rendre beaucoup de services particuliers : il paraît en avoir saisi l'occasion avec empressement. Cette conduite l'avait mis en rapport, malgré la différence des opinions politiques, avec les personnes les plus notables et les plus honnêtes de la contrée dans laquelle sa famille réside. Le docteur Boussion était assez doux dans le commerce ordinaire de la vie, et l'impression qu'il a laissée dans la localité, en général, peut faire, dit-on, que nombre de gens le trouvent à plaindre. Il était atteint d'une infirmité grave avant son départ du royaume. L'âge et le changement de climat peuvent l'avoir accrue et même en avoir provoqué d'autres. On prétend toutefois qu'il exerça la médecine avec quelque avantage dans le lieu où il s'est réfugié. »

Aucune suite n'y fut donnée. Aux recommandations et suppliques nombreuses que recevait le gouvernement, on se bornait à répondre : « *Rien à faire* », — « *à classer* », — « *Régicide*,

rien à faire». Sur un passeport pour Liège qu'obtint en 1825 son fils, capitaine au 50^e de ligne, une main aussi impitoyable écrivit en marge : « *fils de régicide.* »

Boussion mourut le 18 mai 1829. Ses obsèques eurent lieu à Liège « avec toute la pompe et la magnificence possibles. » L'ex-oratorien Ysabeau y prononça un discours élogieux, analogue aux circonstances.

Paganel était mort à Bruxelles depuis trois ans. Lui aussi avait habité Liège avec Boussion et d'autres réfugiés. On raconte qu'il se trouvait un jour dans l'atelier du peintre David avec Lejeune et Barrère, quand un membre du Parlement britannique, sir Richard Philippe, fit son entrée : « Dites à ces messieurs, s'écria sir Richard s'adressant à son interprète, que trois ans après la mort de César, aucun de ses meurtriers n'existait et que je suis enchanté, trente ans après la mort d'un tyran, de me trouver avec « quatre tueurs de roi. » Paganel et les autres conventionnels répondirent par une profonde inclination.

« Soyez persuadés, reprit l'Anglais, que si j'avais été à votre place, si je m'étais vu appelé à la haute mission de régénérer un peuple et cela à la face de toute l'Europe hurlant et grinçant des dents contre moi, j'en aurais fait autant et même plus que vous.

— « Croyez, Monsieur, dit David en mettant la main sur son cœur, que tout ce que nous pouvions faire, nous l'avons fait ; notre conscience ne nous reproche rien et la postérité nous rendra la justice de croire que nous avons accompli notre mandat tout entier. »

Ce qui n'empêchait pas Paganel de multiplier les démarches pour revenir en Lot-et-Garonne près des siens. M. Tournier a publié une lettre de M. de Bretonville, directeur général des postes, adressée le 21 juillet 1816 au préfet de police ; elle prouve que le *cabinet noir* surveillait la correspondance que pouvait adresser en France l'ancien conventionnel : « Vous appelez mon attention sur la correspondance du sieur Paganel, fils du régicide de ce nom, demeurant rue d'Anjou-Saint-Germain, n° 22, vous m'informez que cet indi-

vidu se rend chaque jour, rue de l'Université, n° 5, où il demeurait précédemment pour retirer les lettres qui lui sont adressées. Il est présumable, d'après cela, que le sieur Paganel reçoit ses lettres sous le couvert de quelqu'un de cette maison, avec qui il a conservé des relations et qui se charge de les lui remettre.... »

La femme du régicide intervint encore en 1817 auprès du ministre de la Police Générale pour obtenir le rappel de son mari qui voulait revenir à Villeneuve ;

« Compris dans une loi générale, mon mari s'est vu forcé malgré le fardeau de septante-deux années, de quitter sa patrie. Il me serait facile de rappeler à Votre Excellence tout le bien qu'il a fait dans ses diverses missions, tous les fils, tous les pères qu'au péril de ses jours il a rendus à leur famille, soit à Toulouse, soit à Bordeaux, soit dans le département de Lot-et-Garonne, et je crois qu'aujourd'hui les services rendus autrefois à des Français malheureux n'ont pu faire valoir un plus faible titre à la confiance. Ses ouvrages détruits en 1813, par ordre du gouvernement de Bonaparte, attestent assez que l'auteur ne faisait point avec lui cause commune. Ce n'est point à Paris, que mon mari demande la faculté de revenir, c'est à Villeneuve, dans le Lot-et-Garonne, son pays natal, qu'il réclame la faveur de reposer ses cheveux blancs, de bénir avec son vieux frère la bien-faisante main qui l'aura rendu à sa patrie. Son âge, ses paisibles vertus, ne sont-ils point de sûrs garants de sa conduite ? Sa famille, ses enfants ne sont-ils pas sa caution ? C'est pour nous, Monseigneur, un bien favorable augure que de voir nos prières déposées par vous aux pieds de la clémence royale.

Rien ne put fléchir le gouvernement de Louis XVIII. Paganel finit son existence mouvementée en terre étrangère le 20 novembre 1826.

RENÉ BONNAT.

LE FONDS D'ARMAGNAC

Aux Archives départementales de Tarn-et-Garonne

« N'écrivez jamais rien sur la Gascogne, avant d'avoir consulté la *Saume de l'Isle*. » Que de fois, au cours de nos longues recherches historiques, n'avons-nous pas entendu ce conseil donné par nos maîtres en histoire, G. Tholin, Ph. Tamizey de Larroque, l'abbé de Carsalade du Pont, Léonce Couture et bien d'autres. Qu'était donc cette Saume de l'Isle et quels mystérieux documents contenait-elle ? C'est ce que depuis longtemps nous avons voulu savoir, et ce qu'il est nécessaire, aujourd'hui que vient d'être publié son Inventaire, d'expliquer au plus tôt à nos lecteurs.

La Saume de l'Isle est la copie, faite au xvi^e siècle, d'un Cartulaire du Comté de l'Isle-en-Jourdain et de ses seigneurs, énorme registre qui contient des pièces allant de la fin du ix^e siècle au milieu du xvi^e. L'original est malheureusement perdu. Il existait autrefois aux Archives du château de Lectoure. La copie en fut apportée à Montauban en 1679 par le sieur Leclerc, chargé, ainsi que nous le verrons plus loin, de procéder pour le Roi à l'Inventaire des titres de la maison d'Armagnac. « C'est l'extrait, écrit-il lui-même, « d'un grand livre latin, contenant 1,621 feuillets de papier in-folio, « transcrit d'un ancien livre étant à la Trésorerie du Roy, à Toulouse, couvert de bois à l'antique et de basane verte, ayant grand « besoin d'être relié. » L'Inventaire seul, qui vient d'en être fait, contient 56 pages in-4°, chacune de deux colonnes, et est inscrit sous la cote A, 297. On voit déjà quelle est sa valeur.

On la comprendra davantage quand on saura que ce registre renferme les actes les plus précieux des seigneurs de Jourdain de l'Isle, dont la puissante famille joua un des premiers rôles dans toutes les affaires de la Gascogne, depuis le x^e siècle jusqu'au xv^e, et dont les possessions s'étendaient jusque dans le Brulhois et dans l'Albret. Le Comté de l'Isle-en-Jourdain fut acheté au duc de Bourbon en 1421 par Jean IV d'Armagnac, qui les réunit à ses vastes domaines. Et c'est ainsi que la Saume de l'Isle s'ajouta aux archives de la maison d'Armagnac.

Mais ce n'est pas seulement ce curieux registre qui vient de livrer

ses trésors au grand jour. C'est tout le fonds d'Armagnac lui-même, dont il n'est qu'une faible partie, déposé depuis longtemps aux Archives départementales de Montauban, qui a été inventorié, offrant ainsi aux travailleurs une mine inépuisable, la plus ample moisson de documents.

Classé d'abord par M. Dumas de Rauzy, puis inventorié par M. Maissonobe, ce volume de l'Inventaire sommaire des Archives départementales de Tarn-et-Garonne, série A, a eu l'heureuse fortune de voir sa table terminée par M. Imbert, naguère encore archiviste de ce département. Il n'est donc que temps de le signaler aux chercheurs qui pourraient en ignorer l'existence et, bien qu'un trop grand nombre de défectuosités s'y soient glissées, au point de vue surtout des noms de personnes et de lieux, de résumer brièvement son contenu.

Nous serons puissamment aidé dans cette tâche par la Préface dont l'a enrichi M. Ch. Samaran, archiviste aux Archives nationales. Nul, mieux que l'érudit auteur de *La Maison d'Armagnac au XV^e siècle et les dernières luttes de la féodalité dans le Midi de la France* n'était désigné pour le présenter au public. Il s'en est acquitté avec le soin et le talent qu'il apporte à chacun de ses écrits, et ce n'est pas sans un grand intérêt que l'on lit ces claires et substantielles pages qui font à ce gros volume la plus instructive des Introductions.

L'Inventaire du fonds d'Armagnac contient, outre quelques actes du pouvoir souverain, Lettres patentes, Edits, Déclarations, Ordonnances royales, etc., en première ligne : les papiers de la famille d'Armagnac, depuis le commencement du xvi^e siècle jusqu'à l'extrême fin du xvi^e siècle, documents privés, contrats de mariage, testaments, donations, reconnaissances de dettes, quittances, lettres-missives, papiers diplomatiques, traités d'alliance, comptes de recettes et de dépenses, actes d'hommages, d'aveux et de dénombrements surtout, concernant tous les comtes de cette famille, depuis Jean I^{er} jusqu'au dernier Charles d'Armagnac. Ensuite, l'Inventaire des riches archives du comté de Rodez, de la vicomté de Croissel, des baronnies de Meyrucis et de Roquefeuil ; les dénombrements, titres et privilèges des Communautés religieuses du Rouergue ; ses livres terriers ; les hommages consentis à divers seigneurs ; les titres de la châtellenie de Séverac ; les droits du Roi sur le comté de Rodez ; les rapports entre ses comtes et les

évêques ; l'administration dudit comté sous les Rois et Reines de Navarre ; ses revenus, sa comptabilité, sa justice, ses affaires militaires, etc., etc.

En ce qui concerne les comtés d'Armagnac, de Fezensac, de Pardiac, la vicomté de Lomagne et d'Auvillars, le comté de l'Isle-en-Jourdain, en un mot toutes les possessions de Gascogne, l'Inventaire des titres ; sans être aussi long, n'en présente pas moins, pour nous Gascons, un intérêt exceptionnel. C'est dans cette partie, qui court de la page 221 à la page 316, que nous trouverons les actes relatifs à l'administration, à la comptabilité, à la justice de notre province, et toujours et surtout les actes d'hommages et de dénombrement, avec indication des fiefs, châteaux et seigneuries, de la plupart des grandes familles de la région.

Là également se trouve la Saume de l'Isle.

Les dernières pages sont consacrées à l'Inventaire des titres des Comtes d'Armagnac sur le comté de Quercy et le comté de Foix, avec la liste et la description sommaire des divers Inventaires anciens des titres de la Maison d'Armagnac.

Comment tous ces fonds se trouvent-ils réunis à Montauban ? C'est ce que nous apprend M. Ch. Samaran, en remontant à l'année 1635, date de la création de la Généralité de Montauban. Mais, « ce ne fut seulement que plus de trente ans après, dit-il, qu'on « trouve trace de préoccupations quelconques, à l'égard de la centralisation des archives de la maison du Roi. »

On n'ignore pas, en effet, qu'après la mort tragique de Jean V, assassiné à Lectoure en 1473, et la chute de sa maison, les domaines des Comtes d'Armagnac furent confisqués par Louis XI, qui les distribua à ses favoris. Ils furent ensuite repris en grande partie par Charles VIII, qui les restitua provisoirement à Charles d'Armagnac. Finalement ils furent donnés par François I^{er} à sa sœur Marguerite, duchesse d'Alençon, apportés par elle à son second époux Henri d'Albret, et définitivement incorporés au domaine royal par l'avènement d'Henri IV au trône de France.

Ce qui est une occasion pour M. Ch. Samaran de rappeler sommairement comment s'était formée et par quels moyens s'était agrandie, depuis le x^e jusqu'au xv^e siècle, cette maison d'Armagnac en ajoutant à son fief patrimonial le petit comté d'Armagnac dit *Armagnac noir*, dont la capitale était primitivement Aignan, puis Nogaro, d'abord le riche comté voisin de Fezensac, dans la première

moitié du ^{xii}e siècle, ce qui lui attribuait déjà les deux tiers du département actuel du Gers ; puis, successivement : la petite vicomté de Fezensaguet au ^{xiii}e siècle ; le riche comté de Rodez en 1301 ; les vicomtés de Lomagne et d'Auvillars, la vicomté de Brulhois et la seigneurie d'Eauzan, au commencement du ^{xiv}e siècle ; la seigneurie de Rivière dans la vallée de l'Adour en 1306 ; le comté de Gaure en 1354 ; le comté de Charolais en 1327 ; les quatre chatellenies de Rouergue (La Roque-Valzergue, La Guiole, St-Geniez de Rivière d'Olt et Cassagne-Begonhès), à la fin de ce siècle ; la baronnie de Castelnau de Montmirail, vers 1380 ; la baronnie de Causade, la seigneurie de Corbarieu en 1379, et la châtellenie de Gourdon, en Quercy ; les seigneuries de Tournon en 1373, et de Cancon en 1398, en Agenais ; la baronnie des Angles en Bigorre ; les quatre vallées (Aure, Magnoac, Neste et Barousse) en 1398 ; la seigneurie de Capdenac en Rouergue en 1404 ; les vicomtés de Murat et de Carlat en Auvergne ; enfin la baronnie de Chaudesaigues en 1427 et le comté de l'Isle en Jourdain en 1421. Ce qui donnait à la maison d'Armagnac une puissance telle qu'elle se crut permis de braver le roi de France, « et qu'on peut la soupçonner, écrit M. Samaran, « d'avoir tenté de reconstituer lentement et patiemment dans le sud-ouest de la France l'Etat indépendant que la faiblesse des souverains carolingiens avait laissé s'y former autrefois » (1).

A ces archives propres des Comtes d'Armagnac, il faut joindre celles des Vicomtes de Fezensaguet, lorsque leur Etat fut confisqué en 1401 au profit de Bernard VII d'Armagnac, connétable de France ; celles des Comtes de Pardiac, lorsqu'en 1423 Bernard d'Armagnac, fils cadet de Bernard VII, reçut ce comté en part d'héritage ; enfin, celles du duché de Nemours, qui, donné à Jacques fils de Bernard, revint à la couronne à la mort de ce malheureux prince, décapité, on le sait, à Paris, en 1477.

Ingrat et pénible était donc le travail imposé par Colbert aux intendants et subdélégués de la province, d'avoir, par arrêt du 18 octobre 1671, à centraliser « tous les papiers, terriers, aveux, « dénombremments et autres titres concernant les domaines du roi, « en la généralité de Montauban, en quelque lieu qu'ils puissent « être trouvés ».

(1) Voir, à la fin du volume sur *la Maison d'Armagnac au XV^e siècle*, une excellente carte de toutes ses possessions, dressée par M. Ch. Samaran.

Or, ces lieux étaient fort nombreux, où avaient été déposées et se trouvaient en grand désordre et minées par l'usure du temps, les archives de la maison d'Armagnac.

Ce n'est pas une des pages les moins intéressantes pour nous, que celle où M. Samaran énumère les différents châteaux où ces comtes avaient fait leurs principales résidences et auxquels ils avaient confié leurs trésors. Et c'est ainsi qu'il nous fournit les plus curieux renseignements sur les découvertes faites peu à peu par les intendants de Louis XIV ou leurs agents :

1. *A Rodez*, où était déposé le trésor des Chartes, « enfermé « dans vingt-huit armoires, munies chacune de son étiquette ».

2. *Au château de Lectoure*, où fut trouvé un inventaire desdites archives, rédigé en 1612 par Jean Dupin, garde des titres du château de Nérac et secrétaire de la Chambre des comptes de cette ville, inventaire dont il existe encore trois exemplaires : l'un aux archives départementales des Basses-Pyrénées, E, 239 ; l'autre aux archives départementales de Tarn-et-Garonne, A, 328 ; le troisième à la Bibliothèque nationale, coll. Moreau, vol. 374, « sans compter « la copie exécutée à la fin du xvii^e siècle, pour le compte du président Doat, d'après l'exemplaire qui se trouvait alors au château « de Pau. (Biblioth. nat., coll. Doat, vol. 164, du fol. 1 au fol. 169).»

3. *Dans la vieille tour du château de Vic-Fezensac*, dont l'inventaire fut dressé en 1501 par Pierre Leduc « qui fit treize paquets de « documents, les enferma dans la tour et remit les clefs, au nombre « de cinq, à Jean de Fontailles, juge de la ville de Rodez, et à « Pierre Esclabissac, archiviste du comté de Rodez ». En 1572, tous ces documents se trouvaient encore dans la tour du château de Vic. Il existe une copie de cet inventaire, exécutée par Jean Briault, clerc du trésorier d'Armagnac au xvi^e siècle, d'après l'original conservé en parchemin, actuellement aux archives des Basses-Pyrénées, E, 237 et 260.

4. Enfin, *au château de Lavardens*, petite ville du comté de Fezensac, à trois lieues nord-ouest d'Auch, château primitif qui a été remplacé au xvii^e siècle par la lourde et massive construction que l'on voit encore et dont les archives de bonne heure avaient été transportées à Rodez.

Commencé par les intendants Pellot et Foucault, aidés du sieur P. Leclerc, cette centralisation des archives de la maison d'Armagnac reçut une nouvelle impulsion par un arrêt du 28 janvier 1679, proclamant « qu'il était nécessaire, pour rectifier les travaux pré-

« cédents, de recouvrer les anciens terriers, registres, titres et en-
« seignements, auquel effet tous ceux qui se trouveroient dans les
« archives de Rodez, Villefranche, Lectoure, Muret et autres villes
« ou qui seraient en la possession de particuliers, devaient inces-
« samment estre portez et remis dans les archives de la Trésorerie
« de Montauban, afin que lesdits titres et enseignemens qui ne peu-
« vent être mieux ny plus seurement placez que dans les archives
« de la ville principale de la Généralité, se trouvant déposez en un
« même lieu, la recherche en fut plus aisée et la délivrance plus
« commodément faite aux dits subdéléguéz. »

S'y conformant en tous points, le sieur Leclerc se mit plus que
jamais à l'œuvre et il établit « un état et vérification des lieux des-
« quels les commissaires n'ont point remis les reconnaissances dans
« les archives du domaine, avec les noms d'autres personnes qui
« ont des titres appartenans au Roi, qui sont nécessaires pour
« l'avancement et l'utilité des affaires du domaine et pour faciliter
« l'exécution de l'arrêt du 29 janvier 1679. » Véritable inventaire
qu'il établit, après avoir opéré lui-même la réintégration de la plu-
part des registres et documents qu'il avait remarqués à Lectoure,
notamment la précieuse Saume de l'Isle.

L'élan était donné ; les versements continuèrent ; un nouvel inven-
taire parut en 1680 ; Delor d'abord, puis Metaldy succédèrent à
Leclerc, et, finalement, un inventaire général fut dressé par ce der-
nier le 25 mars 1685, « inventaire, est-il dit, des titres des archives
« du Roi dans cette ville de Rodez, transportées dans celles du
« bureau des finances de Montauban » où elles vinrent rejoindre
celles d'outre-Garonne, c'est-à-dire des domaines situés en Gasco-
gne, qui y avaient été déjà apportées.

« Disons, ajoute M. Samaran à ces renseignements si nouveaux
« et si précis, qu'en parcourant le gros volume in-folio de 780
« feuillets qu'il nous a laissé, on ne peut s'empêcher de regretter
« les pertes énormes qu'ont subies depuis ce moment les papiers
« d'Armagnac, qu'on pouvait croire sauvés d'un abandon fatal et
« désormais en sûreté dans la maison du Roi de Montauban. »

Quoiqu'il en soit, avec ce qui reste, le fonds d'Armagnac est en-
core tellement considérable et important, qu'incorporé d'abord dans
la série C des archives du Tarn-et-Garonne, il en a été distrait en
1894 et qu'il constitue actuellement un fonds distinct, comprenant
324 registres ou liasses où les chercheurs peuvent plus facilement se
reconnaître. Autant de titres à la reconnaissance qu'ils doivent aux

trois derniers archivistes du Tarn-et-Garonne qui y ont consacré tous leurs soins.

Le fonds d'Armagnac de Montauban ne contient pas seul, du reste, les archives de cette famille. M. Samaran n'a garde d'oublier deux autres fonds qui le complètent, l'un aux archives de l'Aveyron, l'autres à celles des Basses-Pyrénées.

A Rodez, en effet, on trouve, dans la série C, tout un anas de documents, de même nature que ceux de Montauban, « et, en particulier, des reconnaissances féodales, des pièces relatives aux fermes, arrentements, remises, etc., des comptes de recettes et de dépenses, des registres de notaires et des registres d'audience de juridictions diverses. »

A Pau, le fonds d'Armagnac est encore plus riche. La série B comprend d'abord tous les documents provenant de la Chambre des Comptes de Pau et surtout ceux de la Chambre des Comptes de Nérac, si importants pour tout l'Albret et toute la partie du Lot-et-Garonne, située sur la rive gauche de la Garonne. En 1527, en effet, Henri II d'Albret, roi de Navarre, détacha de la Chambre de Pau, l'Albret, l'Armagnac, le Fézensaguet, le pays de Foix, le Périgord, le Limousin et le Rouergue et les donna à la Chambre des Comptes de Nérac qu'il venait de créer. Cet état de choses dura jusqu'à la mort d'Henri IV. En 1624, la Chambre de Nérac fut de nouveau réunie à celle de Pau, « dont le ressort fut peu à peu réduit aux provinces de Béarn, Bigorre, Armagnac, Marsan, Tursan, Gabardan, « Fézensaguet et Foix. » Tous les actes d'hommages, d'aveux et de dénombremments, rendus à Nérac pendant le xvi^e siècle, sont donc actuellement à Pau, série B.

Vient ensuite la série E, très riche en archives de famille. La plupart des grands noms de l'Albret y sont consignés.

Ainsi seront largement facilitées, par ces trois grands dépôts d'archives et leurs inventaires sommaires, les recherches que tenteront de faire les travailleurs futurs sur la Maison d'Armagnac. Quand donc un jeune chartiste, marchant sur les traces de M. Ch. Samaran, ou bien M. Samaran lui-même, si admirablement outillé, achèvera-t-il le travail déjà commencé, et écrira-t-il, complète cette fois et définitive, depuis ses débuts, l'histoire de cette illustre et si puissante maison ?

PH. LAUZUN.

Sur quelques *Helicidæ* des environs d'Agen

Au cours d'une après-midi passée à Rangouse, commune du Passage-d'Agen, près le Pont-Canal, j'eus l'idée de recueillir quelques-uns des nombreux tests d'hélices qui jonchaient le sol et de les mettre à part pour les soumettre à mon excellent confrère P. Pallary qui s'occupe depuis très longtemps de malacologie.

J'ai été fort surpris, lorsqu'il me communiqua les résultats de son examen, de voir que le jardin de cette propriété d'une contenance de quelques ares, avait fourni, sans trop de recherches, une faunule assez importante comprenant huit espèces appartenant à la famille des *Helicidæ*. Ce sont :

- Helix (Pomatia) aspersa*, Muller ;
- Helix (Euparypha) pisana*, Muller ;
- Helix limbata*, Draparnaud ;
- Helix (Xerophila) ericetorum*, Muller ;
- Helix (Xerophila) limara*, Bourguignat ;
- Helix nemoralis*, Linnée ;
- Helix incarnata*, Muller ;
- Helix (Hyalinia) glabra*, Studer.

Ces espèces sont assez communes en général, les deux premières même vivent sur tout le littoral Méditerranéen et se rencontrent en Egypte aux environs d'Alexandrie et dans le Bas Delta du Nil.

L'*Helix nemoralis* est commun dans tout le nord de l'Europe, et tout le monde connaît cet escargot à la coquille jaune citrin ornée sur plusieurs individus de bandes brunes ou rougeâtres.

L'*Helix ericetorum* est une jolie petite espèce qui habite de préférence les taillis et les charmilles, et nous vient des Landes.

L'*Helix limbata* est facilement reconnaissable à son test

mince coloré en brun rougeâtre que traverse au milieu du tour une mince bande jaune orangé.

Cette remarquable association de formes diverses en un seul endroit m'a fait penser qu'il serait facile d'allonger la liste des Mollusques que l'on peut trouver aux environs d'Agén, et qu'une liste générale de la Malacologie du Lot-et-Garonne pourrait se faire sans trop de difficultés et présenterait certainement un intérêt de premier ordre, étant donné que notre département se trouve partagé en trois grandes régions naturelles, les Landes, la vallée de la Garonne, et les hauts plateaux du Quercy.

La récolte des mollusques terrestres est facile et je serai toujours très heureux si quelques-uns de mes collègues de la Société s'intéressaient à ce catalogue et m'envoyaient en communication les coquilles qu'ils auraient recueillies ou fait recueillir dans les environs de leur résidence.

R. FOURTAU.

BIBLIOGRAPHIE

Correspondance de Bossuet, nouvelle édition augmentée de lettres inédites et publiée, avec des notes et des appendices, sous le patronage de l'Académie française, par Ch. Urbain et E. Levesque, tome quatrième (1689-1691). — Paris, libraire Hachette et C^{ie}, 79, boulevard Saint-Germain, 1911, 1 vol. in-8° de 531 pages.

La publication des lettres de Bossuet se poursuit très heureusement (1). Le quatrième volume, ainsi que les éditeurs le font remarquer, contient 189 lettres dont 97 ont été publiées d'après les originaux, 27 sur des copies authentiques ; les autres, sauf indication spéciale, reproduisent le texte donné par Deforis. En comparant le présent volume avec le texte de l'édition Lachat, on remarquera que Ch. Urbain et E. Levesque donnent au public 38 lettres de plus. Un détail à signaler également, c'est la révision, d'après les originaux, d'une vingtaine d'autres lettres déjà données par Lachat.

Dans les trois volumes précédents, nous avons relevé des faits intéressants pour l'Agenais, dans celui-ci nous trouvons simplement des noms qui ne se rattachent que d'assez loin à notre région, de Béringham, de Menou.

L'esprit sagement critique des auteurs s'affirme comme précédemment dans les notes abondantes qu'on trouve au bas de toutes les pages. Les érudits apprécieront surtout les dix appendices qui terminent le volume. Ces pièces intéressantes jettent souvent plus de clarté sur certaines lettres et sont destinées à mettre plus en relief la physionomie de Bossuet pourtant si connue.

Ce volume n'est pas de moindre valeur que les précédents, comme ceux-là il obtiendra, nous l'espérons, un légitime succès parmi tous ceux qui suivent avec attention les grandes publications littéraires et savantes.

(1) Dans la *Revue de l'Agenais* nous avons donné trois articles sur les précédents volumes. Pour l'année 1909, qu'on se reporte aux pages 181 et 378 ; pour 1910, il faut lire les pages 372 et 373.

Les Conspirations et la fin de Jean, baron de Batz (1793-1822), par le baron de Batz. — Paris, Calman-Lévy, éditeurs, 3, rue Auber, 1 vol. in-8° de 583 pages. prix 7 fr. 50.

Le volume qui vient de paraître fait suite à un autre : *La vie et les conspirations de Jean, baron de Batz (1754-1793)*.

Écrit d'une plume alerte, l'ouvrage du baron de Batz offre tout l'intérêt d'un roman. Quand une fois on a ouvert le livre, on ne se lasse point et l'on va toujours plus avant. Même à partir du chapitre IX qui, sous le titre : *Les rêves réalisés et les illusions détruites*, raconte la fin de Jean de Batz, grâce à la vivacité du style, le lecteur reste encore sous le charme.

On sent que l'auteur s'est volontairement dégagé des entraves de l'érudition pour plaire au grand public. Cependant, les références, qui sobrement viennent à l'appui des assertions contenues dans le texte, montrent bien que les sources bibliographiques et manuscrites ont fourni largement ce qu'il fallait pour un tel sujet. L'auteur a surtout joui de l'incomparable avantage que lui donnaient ses droits de possesseur des archives du château de Mirepoix riches des papiers du fameux conspirateur.

Pour utiliser ces documents raturés, surchargés et parfois couverts de taches d'encre, il fallait toute la sagacité et toute la patience des meilleurs érudits. Ces qualités de premier ordre n'ont pas fait défaut à l'auteur. S'il a jugé nécessaire de nous épargner les longues dissertations dont bien d'autres travailleurs auraient cru indispensable de surcharger leur récit, c'est uniquement, nous l'avons déjà dit, pour conquérir la faveur du grand public.

Notre intention n'est pas de donner de ce beau livre une pâle et sèche analyse, nous préférons renvoyer au texte lui-même.

D'après son titre, l'ouvrage offre un intérêt général et il sera utilement mis à contribution pour l'histoire générale de la Révolution. Les agenais peuvent cependant y glaner des indications d'un intérêt plus local. Notons en passant qu'un M. de Jaucourt épousa Madame de la Châtre, qu'un de Belzunce fut massacré à Caen par ses soldats. Si Lakanal, dont le passage en Lot-et-Garonne n'a pas été bienfaisant sur tous les points, réussit à conserver sa vie, ce fut parce qu'il était indispensable comme directeur de l'Instruction publique. Ce détail avait été fourni déjà par P. Goulot, le baron de Batz se l'approprie avec juste raison. Il y eut deux conventionnels

du nom de Monestier. Pour les distinguer on est dans l'habitude de dire suivant les cas : Monestier du Puy-de-Dôme, Monestier de la Lozère. Nous regrettons que l'auteur ne se soit pas conformé à cette règle. Dartigocyste est cité une fois et bien caractérisé. Tallien, dont le nom se retrouve si souvent mêlé aux affaires de la Révolution dans le Lot-et-Garonne, ne réussit dans sa lutte contre Robespierre qu'avec l'appui du baron de Batz. Après la défaite des royalistes au 13 vendémiaire, Tallien tourne casaque, tâche de reconstituer la montagne et semble vouloir copier Robespierre. Le 21 prairial, Batz est dénoncé à la tribune par Tallien comme maître de la police de Paris et agent des Princes. Au lieu de fuir, Batz riposte et prend à partie son dénonciateur.

A citer également les nombreux passages relatifs au jacobin Jacques Percyra. Ce juif portugais, natif de Bordeaux, porte le nom d'une famille qui a laissé des traces dans l'Agenais. Sa physionomie est bien dessinée par le baron de Batz.

En résumé, l'ouvrage bien composé et bien écrit, mérite plein succès. Les critiques qu'on peut y faire sont la conséquence de ses qualités. Un peu plus de minutie n'eût cependant pas toujours nui. Par exemple, pourquoi n'avoir pas mis le prénom de ce Jaucourt et de ce Belzunce dont nous venons de parler ? Le style n'eût pas été moins alerte pour cela et l'accessoire n'eût pas dépassé les justes limites dans lesquelles il devait se cantonner.

L'auteur sans doute a pensé au proverbe qui dit que le mieux est souvent l'ennemi du bien. A vouloir être parfait on risque de s'arrêter en route et, à force de scrupules, de n'arriver jamais au but. Là est l'écueil pour beaucoup d'écrivains, ce n'est certainement pas l'obstacle où se heurtera le baron de Batz en qui semble revivre, quand il s'agit de travaux historiques, l'ardeur que son ancêtre déploya, sans jamais se lasser, dans la carrière de conspirateur qui a rendu son nom à jamais célèbre.

JEAN DUROIS.

CHRONIQUE RÉGIONALE

Commission Lot-et-Garonnaise des Sites et Monuments naturels de caractère artistique. — La Commission des sites et monuments naturels, instituée dans chaque département en vertu de la loi du 21 avril 1906, s'est réunie pour la première fois, dans le Lot-et-Garonne, à Agen, dans une des salles de la Préfecture, le 17 juin 1909.

Composée de M. le Préfet, président ; de l'Ingénieur en chef du département ; du Conservateur de la 29^e circonscription des Eaux et Forêts, à Bordeaux, et de MM. Raymond Bazin, Malbec, conseillers généraux, Momméja, conservateur du Musée, Ph. Lauzun, secrétaire perpétuel de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen, Pardieu, président du Syndicat d'initiative d'Agen, et R. Bonnat, archiviste départemental, secrétaire, elle s'est occupée, dans cette première séance, sur la proposition de M. Bitaubé, secrétaire-général de la Préfecture, président en l'absence de M. le Préfet, de la demande *de classement comme site pittoresque de la Garenne de Nérac*, formulée par la ville de Nérac. M. Bitaubé déclare « qu'il n'a pas besoin de rappeler que cette garenne a été le parc de « l'ancien château des rois de Navarre, qu'elle date du xvi^e siècle, « ayant été plantée par ordre de Marguerite de Valois » qui la fit « faire en des allées de trois mille pas qui sont au long de la rivière » et que tous en connaissent le charme exquis. Il y aurait grand intérêt à la protéger des empiètements de la Baise par des enrochements. Il faudrait aussi détruire ces petites constructions parasites qui déparent l'ensemble, et empêcher à l'avenir l'installation de ces jeux qui ont autrefois motivé le déboisement d'une partie de l'ancien parc des d'Albret. M. Bitaubé fait passer sous les yeux de la Commission la délibération du Conseil municipal, le rapport du Maire, le plan de la garenne dressé le 15 octobre 1908 par l'agent-voyer Lerou et huit vues photographiques des plus jolies, représentant entre autres l'allée Marguerite, la fontaine Saint-Jean, la fontaine du Dauphin, l'entrée du jardin, la grotte de Fleurette, et les deux ormeaux qu'on dit plantés par Henri IV et sa femme Marguerite de Valois.

En présence de M. le préfet Grégoire, à qui M. Bitaubé a cédé la présidence, la Commission décide à l'unanimité « qu'il y a lieu de

« classer la Garenne de Nérac au nombre des Sites et Monuments « naturels de caractère artistique », et elle la recommande très chaleureusement pour une subvention au sous-secrétariat des Beaux-arts, en vue d'effectuer les premiers travaux de protection.

Dans sa seconde séance du vendredi 4 février 1911, sous la présidence de M. Gouneau, vice-président du Conseil de Préfecture, délégué par M. le Préfet, en son absence et en celle de M. le Secrétaire-général, M. le Secrétaire fait connaître que la Garenne de Nérac a été classée comme site pittoresque par arrêté du 23 juillet 1909, mais qu'aucune subvention n'a été accordée, du moins jusqu'à ce jour.

M. Gouneau donne lecture de la circulaire ministérielle du 12 janvier 1911, à la suite de laquelle la Commission émet les vœux : 1° que le nombre des membres de l'Assemblée résidant à proximité du chef-lieu soit augmenté ; 2° Que des correspondants locaux, chargés de la surveillance des sites et des paysages, soient choisis parmi les délégués du Touring-Club, ou parmi les personnes compétentes, artistes, archéologues, qui pourraient exercer un contrôle personnel ; 3° quant aux réunions à intervalles réguliers et à époques fixes, demandées par la circulaire, la Commission estime qu'elles n'auraient pas une grande utilité pour le Lot-et-Garonne, et que mieux vaut laisser à M. le Préfet, président, le soin de la convoquer quand il le jugera nécessaire.

A l'unanimité, la Commission demande le classement du *domaine de Véronne et de la Garenne pittoresque* chantée par Scaliger, qui appartenait au Grand Séminaire d'Agen et dont la Ville réclame aujourd'hui l'attribution pour ses écoles. Elle estime qu'il convient d'empêcher toute destruction ou toute modification à l'état des lieux sans l'autorisation préalable prévue par l'article 8 de la loi de 1908.

Toujours à l'unanimité, elle émet le vœu à transmettre à MM. les Ministres des Beaux-arts et des Travaux publics que le *pont des tramways à construire à Villeneuve-sur-Lot* soit édifié de façon à ne point nuire à l'aspect très pittoresque que l'on a du vieux pont de pierre.

Enfin, un vœu analogue à soumettre au Conseil général est émis pour le *pont des tramways de Tonneins*, qui devrait être construit aussi légèrement et aussi gracieusement que possible pour ne pas gâter la vue panoramique que l'on a de la terrasse de cette ville.

R. B.



Fêtes du Millénaire Normand. — Les 6, 7, 8, 9 et 10 juin prochain, seront célébrées à Rouen de grandes fêtes à l'occasion du *Millénaire Normand*. C'est dans cette ville, en effet, qu'il y a mille ans aborda en vainqueur le duc normand Rollon, fondateur du duché de Normandie, dont la puissance et la gloire rayonnèrent, au début du ^{xii}^e siècle, par tout le monde. Cette race ne donna-t-elle pas des rois aux Deux-Siciles, des princes en Asie-Mineure, et ne fut-elle pas une des premières à soutenir en toutes circonstances la royauté française ? Aussi est-ce pour commémorer l'événement qui a marqué les débuts de la puissance normande, que la municipalité de la vieille capitale de cette province a pris l'initiative « de convier « tous les Normands à venir célébrer au berceau de la race la « grandeur de la Patrie commune et la gloire magnifique des « aïeux. »

Tous les départements, nés de cette ancienne province, ont répondu. Aussi seront-elles imposantes les cérémonies qui se dérouleront à cette date.

« C'est l'*Art Normand* tout d'abord qui sera glorifié en une Exposition qui nous le montrera sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, depuis l'origine même de la Normandie, jusqu'aux jours où nous vivons. Chefs-d'œuvre de la *Peinture*, de la *Gravure*, des *Arts décoratifs*, se dresseront aux regards de tous, attestant avec quelle rapidité, dès l'origine, la race Normande prit le bon goût de France, en le revêtant d'une puissante originalité.

En même temps que cette *Exposition de l'Art rétrospectif et de l'Art moderne*, se tiendra un important Congrès qui en sera le corollaire et comme le complément indispensable. » Cinq sections sont déjà formées qui comprennent les travaux relatifs :

- I. A la *Littérature Normande, ancienne et moderne* ;
- II. A l'*Archéologie Normande et aux Beaux-arts* ;
- III. A l'*Histoire et à la Géographie de la Normandie* ;
- IV. A l'*Histoire du Droit normand* ;
- V. A la *Science et à l'Industrie normandes*.

De nombreux travaux sont déjà annoncés, le Comité d'organisation priant instamment les congressistes qui ont l'intention d'y par-

ticiper d'avoir à envoyer leurs communications avant le 15 mai prochain, dernier délai.

Enfin, de grandes réjouissances auront lieu. « Nos incomparables « monuments seront, annonce le programme, illuminés ; des cortèges historiques parcourront les rues de notre vieille cité ; la « Seine sera sillonnée par des barques fleuries et décorées ; des « navires de guerre français et étrangers y seront mouillés ; des « joutes auront lieu, des courses, des feux d'artifice, des représentations théâtrales, des tournois.

« Quiconque voudra jouir des droits des membres du Congrès « devra s'inscrire auprès du bureau exécutif.

« Les membres du Congrès seront divisés en deux catégories : « membres effectifs, et membres agrégés. On entendra par ces derniers les dames et autres personnes de la famille qui accompagneront les membres effectifs.

« Le montant de la cotisation est : pour les membres effectifs de « 10 francs ; pour les membres agrégés de 5 francs.

« Tout envoi d'argent devra être adressé à M. Geispitz, trésorier « du Comité d'organisation, à l'Hôtel de ville de Rouen.

« La participation scientifique aux travaux du Congrès peut être « faite au moyen de comptes-rendus sur les questions proposées « ou celles spéciales aux auteurs, ou bien par communications verbales. »

Voir, pour tous les autres détails fort longs, les programmes et règlements adressés à chaque Société savante de province.

* * *

Congrès de la Société française d'archéologie en 1911. — Du lundi 19 au mercredi 27 juin prochain se tiendra à *Reims*, la 78^{me} session du Congrès archéologique de France, sous la direction de M. Eugène Lefèvre-Pontalis, professeur d'archéologie à l'Ecole des Chartes.

Les membres de la Société française d'archéologie et les personnes ayant un domicile réel dans la Marne ou dans les départements limitrophes peuvent seuls prendre part à ce Congrès.

Le droit à verser par les sociétaires est de 5 francs et la souscription des adhérents non membres de la Société est fixée à 15 francs. Les adhésions doivent être envoyées avec le montant de la souscription, avant le 15 mai, à M. Henri Heuzé, secrétaire-adjoint, 110,

rue de Paris, à Vincennes (Seine). Elles donnent droit à un billet de demi-place pour se rendre à Reims et à prendre part aux excursions.

Ces excursions, dont le prix variera selon la distance, auront pour but : 1° Laon ; 2° Le Mont Notre-Dame, La Fère, La Ferté-Milon ; 3° Courmelle, Septmonts, Coucy ; 4° Saint-Tierry, Hermonville, Cauroy ; 5° Soissons, Vailly ; 6° Bruyères, Nouvion, Mons, Urcel ; 7° Longpont, Braine ; 8° Châlons-sur-Marne.

Les matières qui peuvent faire l'objet des communications au Congrès, sont l'archéologie préhistorique, l'archéologie gauloise et gallo-romaine, l'architecture romane, gothique, militaire et civile, le mobilier, la numismatique, etc. Le programme, du reste, n'est pas limitatif. Tous les mémoires archéologiques d'intérêt général ou local pourront être accueillis après examen du bureau.

Comme tous les ans, des médailles d'or, de vermeil, d'argent et de bronze, seront décernées par le bureau.



Conservation des monuments historiques et des objets mobiliers. — Un projet de loi vient d'être déposé sur le bureau de la Chambre, par le Ministre de l'Instruction publique, qui répond au vœu formulé déjà plusieurs fois par l'Union des Sociétés savantes du Sud-Ouest, aux Congrès de Bordeaux, de Pau et d'Auch, et relatif à la conservation des Monuments historiques et des objets mobiliers non classés. Ce projet modifie en effet sensiblement la loi du 30 mars 1887 sur le même sujet. En voici ses dispositions essentielles, telles que les résume si parfaitement M. Paul Courteault dans le numéro de janvier 1911 du *Bulletin de l'Union* :

« Le classement des immeubles appartenant à des particuliers
« ne pouvait être prononcé en vertu de la loi de 1887, qu'avec le
« consentement du propriétaire ; si le propriétaire refusait, l'Etat
« n'avait plus qu'une ressource, l'expropriation. Aux termes de la
« nouvelle loi, le *propriétaire récalcitrant pourra être obligé de su-*
« *bir le classement*, c'est-à-dire qu'une servitude pourra être insti-
« tuée sur l'immeuble, moyennant une indemnité qui sera fixée par
« les tribunaux. Le classement une fois prononcé et la servitude
« établie, il ne dépendra plus de la seule fantaisie du propriétaire
« que l'immeuble soit déclassé.

« Quant aux objets d'art, on leur applique d'une manière géné-

« rale les dispositions qui avaient été insérées dans la loi sur la Sé-
« paration, relativement aux seuls objets enfermés dans les édifices
« religieux. Ils seront imprescriptibles et inaliénables, et les ac-
« tions en nullité et en revendication pourront être exercées à toute
« époque, qu'il s'agisse d'objets perdus ou volés, ou de ceux qui
« auront fait l'objet d'une aliénation illicite. L'exportation des ob-
« jets classés est interdite.

« La loi de 1887 ne prévoyait pas le classement des objets d'art
« appartenant à des particuliers. Il sera désormais possible.

« Enfin, l'infraction à un arrêté de classement, qui, dans la légis-
« lation actuelle n'est sanctionnée que par une illusoire action en
« dommages-intérêts, sera punie de l'amende et même de l'empri-
« sonnement. »

Ce projet, ainsi que l'écrit très judicieusement M. Paul Cour-
teault, appelle quelques réserves. Il permet au gouvernement de
déplacer trop facilement les objets ; et, sous le prétexte que leur
conservation serait trop mal assurée sur place, de les déposer dans
un Musée, ou tout autre lieu public, national, départemental ou
communal. Le déplacement, il est vrai, ne pourra être effectué
qu'après une enquête *de commodo et incommodo* et par décret ren-
du en Conseil d'Etat. Il est dit, en outre, que le Gouvernement
« maintiendra *autant que possible* au lieu d'origine les richesses
« d'art provinciales, et ne donnera à ce transfert qu'un caractère
« tout à fait exceptionnel et même provisoire. » Il n'en est pas moins
vrai que cette disposition, ainsi que le fait si bien ressortir M. Au-
dré Hallays, « risque fort de dépouiller nos monuments provin-
« ciaux, églises notamment, au profit des musées parisiens. »

Or, c'est précisément ce que nous ne voulons pas. Et si, depuis
bientôt dix ans, nous avons répondu à l'appel de la Commission des
Monuments historiques, pour contribuer, de toutes nos forces, au
classement des objets mobiliers, c'est mus avant tout par ce senti-
ment et à cette seule condition, qu'ils soient *maintenus en l'endroit*
où ils se trouvent et pour lequel la plupart du temps ils ont été faits,
qu'ils continuent à faire partie des gloires de la petite patrie, et
qu'ils ne prennent pas plus le chemin de la capitale que celui de
l'étranger.

PH. L.

NÉCROLOGIE

Le baron Pierre de Gervain

Le samedi 4 mars, à deux heures et demie de l'après-midi, un long cortège de parents et d'amis sortait du château de Roquepiquet, à la suite du corbillard qui se dirigeait vers le cimetière de Verteuil-d'Agenais. C'étaient les funérailles du dernier baron de Verteuil, Pierre-Henri-Gabriel de Gervain, mort le 1^{er} mars dans le château qu'il venait de restaurer à grands frais et avec beaucoup de goût.

Le défunt avait succombé aux graves atteintes d'une longue maladie de foie. Sa mort était prématurée. Il disparaissait au moment précis où les amis intimes qui suivaient émerveillés le développement de ses facultés intellectuelles et artistiques avaient pronostiqué la mise en œuvre de son talent.

La mort impitoyable venait de déjouer tous les calculs, le baron de Gervain descendait dans la tombe à l'âge de 40 ans. Le château du Breillan, à Blanquefort, l'avait vu naître le 25 juin 1870, celui de Roquepiquet, où le premier de sa race, venu de Poitou en Agenais, s'était établi au déclin du xv^e siècle, devait le voir mourir.

Fils de Philippe-Léopold de Gervain, le défunt a terminé sa vie dans les bras de sa mère, Jeanne-Laure de Portal, et dans ceux de sa femme, Henriette-Daniella-Sophie Cruse, fille d'Henri-Herman Cruse et de défunte Gabrielle-Elisabeth Guestier. De son mariage, contracté le 26 novembre 1900, il n'a eu que deux filles : Jeanne-Henriette-Charlotte, née le 17 août 1902 et Gabrielle, née le 4 novembre 1904.

Sans interruption, pendant quatre siècles et plus, Roquepiquet avait appartenu à la famille de Gervain. L'avant-dernier propriétaire, Jean-Gabriel-Emile de Gervain, n'ayant point eu de postérité, avait laissé le château de famille en héritage à son neveu (20 avril 1896). Celui-ci disparaît à son tour et sans héritier mâle. L'antique race de Gervain, après avoir depuis longtemps disparu du Poitou, qui fut son berceau, s'éteint aussi dans l'Agenais, qui fut sa seconde patrie.

Le baron de Gervain, après son mariage, avait partagé son temps

entre les joies de la famille, la culture des arts et la restauration de la vieille demeure que ses ancêtres lui avaient léguée.

D'autres auraient pensé que, pour avoir une habitation à la fois confortable et artistique, il vallait mieux délaissier le vieux manoir et faire choix d'un nouvel emplacement. Le baron de Gervain estima, avec juste raison, que sa famille s'était trop identifiée avec le vieux château pour qu'il fût possible de le désertier. Il vallait mieux restaurer que construire.

Quand cette décision eut été bien mûrie dans l'âme du baron de Gervain, qui avait l'habitude de ne rien faire d'important sans réflexion, deux questions non moins graves furent à résoudre. Il fallait faire choix d'un bon architecte, adopter un plan de restauration.

La recherche d'un architecte ne fut pas longue. L'expérience a prouvé que le choix avait été des plus heureux (1). Le plan de restauration fut plus long à trouver. Sur ce point capital le baron de Gervain usa d'une sage lenteur. Quand, après beaucoup d'hésitations, le moment fut venu de mettre à exécution le plan adopté, le châtelain se montra ce qu'il était : homme d'initiative et organisateur par excellence. Lui qui parfois aimait dans l'intimité à se taxer de paresse, fit preuve alors d'une activité remarquable. Ignorant jusque-là des règles de l'architecture, il voulut se les approprier et y réussit sans peine. Soucieux de conserver au château du x^e siècle toute sa valeur archéologique et désireux en même temps d'en faire une habitation et plus vaste et plus confortable, il ne se laissa rebuter jamais par aucune des difficultés qui surgissaient à chaque pas. Doué d'un esprit des plus positifs et des plus droits, il avait des idées très nettes et savait fort bien expliquer à son architecte quels prodiges il désirait obtenir de la vieille expérience de son collaborateur.

Dans les discussions fréquentes qui avaient pour but de solutionner les difficultés de détails, le baron de Gervain apporta à l'œuvre entreprise une part considérable. Peu à peu les secrets de l'archéologie lui devinrent aussi familiers que ceux de l'architecture. Quel dommage que la mort soit venue sitôt mettre fin à une vie qui aurait pu être si utilement employée !

Si le bon goût, le sens archéologique et pratique du baron de

(1) C'est M. Dubarry de Lassalle qui fut choisi pour cette restauration.

Gervain se sont manifestés surtout dans la restauration de Roquepiquet, ils apparaissent aussi dans les achats d'objets anciens : vitraux, statues et livres, qu'il collectionnait avec amour.

Le baron de Gervain avait un goût inné pour la musique instrumentale. Jusqu'à la fin de sa vie il s'y adonna avec passion. Le violon fut son instrument favori. Quand, le soir, après une journée consacrée à la transcription et au classement des vieilles archives du château, nous assistions à l'un de ces quatuors, où le baron aimait à se réserver un rôle d'exécutant, nous étions, malgré notre incompétence, charmé de cette brillante musique et tout heureux de l'atmosphère à la fois si distinguée et si amicale où se mouvaient les hôtes et le châtelain de Roquepiquet.

Avec ses intimes, le baron de Gervain reconnaissait parfois qu'il y avait chez lui un grand fonds de timidité. Cette propension naturelle, qui donnait un certain charme à sa personne, était aussi la conséquence logique de sa prudence. Aux heures d'épanchement, quand la glace était rompue, une gaieté de bon aloi illuminait cette figure habituellement grave, l'esprit jaillissait alors en saillies de la plus franche gaieté. Au besoin le trait piquant arrivait juste à point. Le baron de Gervain qui savait apprécier les pages bien écrites avait en lui l'étoffe d'un bon littérateur. A ses lettres, il n'y avait aucun mot à changer. Tout y était clair et bien à sa place.

Excellent ami, doublé d'un lettré, initié aux secrets de l'archéologie, grand admirateur de musique et musicien lui-même, il n'hésitait pas, quand il le fallait, à s'initier aux secrets des langues étrangères. Pour profiter plus sérieusement d'un voyage qu'il fit après son mariage, il avait appris sans maître la langue italienne. Il avait également entrepris d'apprendre l'espagnol et il y serait parvenu, si la mort n'avait trop tôt mis fin à ses jours.

En résumé, si le baron de Gervain n'a rien écrit, il reste de lui quelque chose. L'empreinte de son goût affiné subsistera aussi longtemps que le château, dont la restauration a été la grande œuvre de sa vie.

Dans le chemin de fer qui les portait d'Agen à Tonneins, le jour même des funérailles, et l'âme pleine du souvenir de celui qui venait de mourir si prématurément, quelques amis jetèrent, à mi-chemin de leur route, les yeux sur les coteaux de Port-Sainte-Marie. Là sur les pentes de la colline apparaissaient les ceps de vignes dépourvus de leurs feuilles et fixés à un sol des plus maigres. Ce sol

aride évoqua le souvenir du corps émacié par la dernière maladie, tandis que les ceps rappelaient les grappes dorées, fruits exquis dont le goût savoureux contraste avec la pauvreté du sol qui les a produits. Celui qui, dans les cieux, juge en maître du sort des humains, dose tout suivant son éternelle sagesse. Dans un corps débilité par la maladie il lui plaît quelquefois de prodiguer les dons les plus recherchés de l'esprit. Cette beauté intellectuelle doit compenser en quelque façon la brièveté de la vie.

Le tableau serait incomplet si nous n'ajoutions que le châtelain de Roquepique, en confiant aux ouvriers du voisinage les travaux considérables qu'il a fait exécuter durant plusieurs années, a rendu à toute la contrée un signalé service. Cette sollicitude à l'égard des ouvriers de Verteuil s'est affirmée avec plus d'éclat encore envers les pauvres de la même localité et les œuvres de la paroisse. A la mort de son oncle le baron de Gervain fit en mémoire du défunt de très grandes libéralités. Lorsque l'église de Verteuil fut restaurée il contribua généreusement à cette œuvre, se souvenant qu'une chapelle y avait été fondée au début du xvi^e siècle par l'un de ses ancêtres. Si la discrétion ne nous retenait nous aurions à raconter bien d'autres générosités qui mettraient en relief la grande délicatesse de son cœur. La population accourue en grand nombre aux funérailles, a montré par son attitude qu'elle sentait toute l'importance de la perte que cette mort lui causait.

Le baron de Gervain, qui avait formé le projet d'une histoire de sa famille, s'intéressait beaucoup aux études historiques. La Société académique d'Agen fut heureuse de l'admettre à titre de membre correspondant et la *Revue de l'Agenais*, qui lui paie aujourd'hui son tribut de reconnaissance, le comptait au nombre de ses plus fidèles lecteurs.

JEAN DUBOIS.

PROCÈS-VERBAUX

des séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen

Séance du 2 mars 1911. — Présidence de M. le Chanoine Dubourg.

M. le Secrétaire communique le programme détaillé des fêtes du Millénaire Normand, qui doivent se tenir à Rouen, les 6, 7, 8, 9 et 10 juin prochains et promettent d'être fort belles. C'est tout d'abord l'art normand qui sera glorifié en une Exposition rétrospective, nous le montrant sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations depuis l'origine même de la Normandie jusqu'à nos jours. En même temps sera tenu un important Congrès d'histoire, d'archéologie, de littérature, de sciences et d'industrie normandes. Enfin de nombreuses réjouissances auront lieu dans lesquelles le peuple normand fraternisera avec les congressistes pour fêter joyeusement le glorieux millénaire.

Il donne également connaissance du Concours littéraire ouvert par l'Académie de La Rochelle décernant un prix de 150 francs à l'auteur de la meilleure ode composée en l'honneur de Jean Guiton, le célèbre maire de cette ville, à qui l'on doit élever un monument.

Revenant sur sa communication antérieure, relative à la découverte de tombes chrétiennes à Evvses, M. l'abbé Dubos précise en quoi elles consistaient, quelles étaient leurs mesures et leurs dispositions. Il se demande à quoi pouvait servir une cavité de 15 centimètres carrés, creusée dans le couvercle, à la hauteur du cou du défunt ; et il constate que le principal sarcophage se trouvait placé à 60 centimètres environ, parallèlement au grand mur de clôture de l'ancienne église abbatiale, à l'intérieur.

À propos de la *Maison dite du Sénéchal*, sise rue Puits-du-Sau-mon, à Agen, déjà décrite par M. G. Tholin, et dont le projet de classement est tout d'actualité, M. Momméja cite un passage de la chronique Michel, où cet annaliste affirme que de tout temps elle était appelée, à tort ou à raison, la *Synagogue*. Il se demande sur quoi pouvait bien être basée cette dénomination, si elle est bien réelle, et si les juifs du moyen-âge avaient pu être autorisés à avoir ouvertement dans Agen un temple religieux.

Poursuivant la série de ses études sur les monuments disparus du vieil Agen, M. Lauzun donne lecture de son chapitre sur la *Porte de Garonne* ou *Pont-long*. Il la décrit archéologiquement, rappelle les principaux événements historiques dont elle fut le théâtre, comment et à quelle époque elle fut démolie ; et il fait circuler, à l'appui, deux vues de cette porte, l'une, très archaïque, de 1648 ; l'autre, plus pittoresque, de 1784 environ, attribuée à l'ingénieur Lomet, chargé, on le sait, à cette époque de démolir toute la vieille enceinte de murailles.

M. l'abbé Dubois présente enfin un livre fort rare, imprimé à Agen par Jean Gayau, dans la seconde moitié du xvii^e siècle, ayant pour titre : *Extrait des péages qui se lèvent sur les rivières de Garonne*

et Lot. Il en donne la liste et indique les noms de la plupart des seigneurs qui en percevaient les redevances.

Séance du 6 avril 1911. — Présidence de M. Calvet

M. le Secrétaire dépose sur le bureau de la Société la nouvelle brochure offerte par M. Gaston Ducos du Hauron sur l'*Exposé théorique et scientifique de la photographie des Couleurs (Trichromie)*, procédé découvert, on le sait, par son oncle, M. Louis Ducos du Hauron.

Il signale également le bulletin toulousain, *La Belle Chanson du pays de France et des pays d'Oc*, dont le directeur M. Marius Léger adresse le premier numéro.

La Société académique d'Agen s'associe, avec toutes les sociétés similaires de province, au vœu émis par la plupart des artistes et archéologues français pour la protection des églises de village et autres sanctuaires ou monuments artistiques religieux.

M. l'abbé Dubos appelle l'attention de ses collègues sur le projet de vente du beau temple romain d'Eysses et il leur fait part de l'autorisation d'effectuer des fouilles, qui leur serait accordée par M. le Curé d'Eysses, propriétaire des terrains environnants.

Ecrites de 1864 à 1866 à un de ses amis, officier supérieur à l'armée du Mexique, les lettres du Maréchal Forey, d'abord à la tête du corps expéditionnaire, puis rappelé en France pour commander la division de Nancy, présentent un intérêt exceptionnel. Communiquées par M. Calvet à qui elles ont été confiées, elles contiennent des renseignements inédits fort curieux sur les premiers temps de la campagne, la prise de Puebla, les négociations pour offrir la couronne à l'archiduc Maximilien, le caractère du futur Empereur, les qualités exquises de sa femme, son acceptation définitive, les idées si justes et si raisonnables de Napoléon III sur cette malheureuse guerre, les fautes, déjà commises par le remplaçant du général, le futur maréchal Bazaine, aggravées encore par l'opposition systématique de la gauche du Corps législatif et son refus de tout envoi d'argent. Elles dénotent surtout chez leur auteur un flair, une clairvoyance véritablement extraordinaires, comme si, prévoyant en tous points l'avenir, il était doué d'un don de seconde vue.

Très franches et très gaies furent à Agen et dans tout le département de Lot-et-Garonne les fêtes données, au mois de mars 1811, à l'occasion de la naissance du Roi de Rome. M. l'abbé Marboutin en fournit tous les détails, proclamations, cérémonies religieuses, *Te Deum*, mandement fort curieux de l'évêque M. Jacoupy, discours de M. de Sevin, maire d'Agen, odes enfin, cantates et pièces de toutes sortes débitées et imprimées un peu partout par des poètes de circonstance.

M. Momméja transmet de la part de M. Fourteau, une note sur quelques *Helicidae*, trouvés récemment par lui dans les jardins des environs d'Agen.

Dans un rapport très détaillé, M. Lauzun, enfin, rend compte du nouveau volume qui vient de paraître de l'Inventaire sommaire des Archives départementales de Tarn-et-Garonne et qui contient tout le *fonds d'Armagnac*. Classé d'abord par l'ancien archiviste M. Du

mas de Rouly, puis inventorié par son successeur M. Maisonobe, ce volume a eu l'heureuse fortune de voir sa table terminée par M. Imbert, naguère encore archiviste de ce département, et d'être aujourd'hui présenté au public, dans une substantielle introduction, par M. Ch. Samaran, archiviste aux Archives nationales.

Outre l'importante Saumc de l'Isle, ancien cartulaire du Comté de l'Isle-Jourdain et de ses seigneurs du ix^e au xvi^e siècle, l'Inventaire du fonds d'Armagnac comprend tous les papiers de la puissante famille de ce nom, depuis le commencement du xiv^e siècle jusqu'à l'extrême fin du xvi^e, offrant ainsi aux travailleurs Gascons un intérêt exceptionnel.

M. Lauzun rappelle, d'après M. Samaran, quelle était l'étendue des domaines des derniers Comtes qui comprenaient le Bruilhois et l'Albret, et il explique comment se sont formées les archives de cette maison, d'abord éparses dans ses principaux châteaux, à Lectoure, à Lavardens, à Vic-Fezensac, puis centralisées à Rodez, apportées enfin plus tard, par ordre de Louis XIV, à Montauban où elles sont restées.

PH. L.

Avis aux Lecteurs

C'est pour réparer un oubli que la planche lithographique représentant la serrure de la principale porte d'entrée du château de Plèneselve est encartée dans ce numéro de la *Revue*. Elle devra être placée en regard de la 4^{me} page.

Page 16, la première ligne du dernier alinéa doit être remplacée par la suivante :

Les Trossel, les Eyquem et les Arbricombe, les Pehex-

Page 76, remplacer la 27^{me} ligne par :

57 livres tournois, à laquelle elle avait été condamnée par la



SOUVENIRS DU VIEIL AGEN

LA PORTE SAINT-ANTOINE

Bien moins importante, au point de vue stratégique et même archéologique, que les quatre autres grandes portes de la ville, Porte-Neuve, de Garonne, Saint-Georges et du Pin, était la porte Saint-Antoine. C'est que, protégée par la porte de Garonne, sa voisine, qui la dominait à droite de toute sa hauteur, elle était moins accessible aux traits de l'ennemi. Et cependant la porte Saint-Antoine était une des plus fréquentées de la ville, celle où aboutissait la seule et grande voie qui de l'est à l'ouest la traversait dans toute sa longueur.

La porte Saint-Antoine faisait partie, non pas de la première enceinte, mais de ce que nous avons appelé l'enceinte de transition, lorsque fut incorporé dans la ville le faubourg occidental de Saint-Georges ou Saint-Hilaire. Elle en formait le point extrême sud-ouest.

Peu après, du reste, fut englobé le faubourg Porte-Neuve ; et, dès lors, la porte Saint-Antoine servit de trait-d'union à la nouvelle enceinte, dont l'alignement de la courtine ouest différait sensiblement de l'ancienne muraille élevée au-dessous du château.

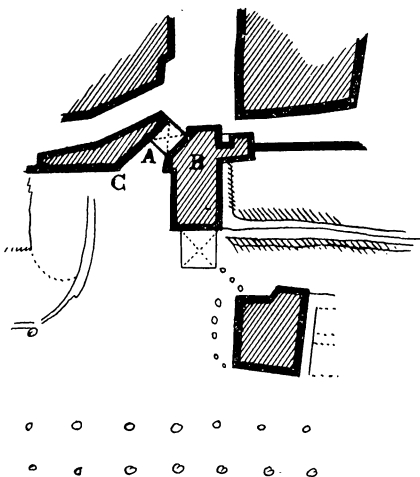
Quoiqu'il en soit, la porte Saint-Antoine, dès la fin de la première moitié du ^{xiv}^e siècle, existait déjà dans l'état où nous la montre la perspective de 1648.

Comme pour la porte de Garonne, deux vues nous en ont été conservées. L'une est celle même de cette perspective de 1648, que nous reproduisons en tête de ce travail, ayant été prise directement par nous sur l'aquarelle originale. L'autre est un dessin fait très probablement par Lomet, au moment où il fut chargé d'apporter à tout ce quartier un changement radical. Moins pittoresque que la première vue, n'offrant en

outre aucune variante archéologique importante, nous nous dispenserons de le publier ici.

L'aménagement, du reste, de la porte Saint-Antoine était des plus simples.

Cette porte se composait d'une seule tour rectangulaire A, voûtée au rez-de-chaussée en croisée d'ogive et percée sur ses deux faces est et ouest de deux baies cintrées fort élevées. Au lieu d'être crenelé comme celui de la porte de Garonne, son faite était recouvert d'une toiture en forme de pyramide tronquée. Conformément aux règles stratégiques du moyen-



âge, l'entrée ne se trouvait pas dans l'axe de la rue qui y aboutissait ; mais, ainsi qu'on peut le voir sur la fraction ci-contre du plan de Lomet, elle était ouverte obliquement, s'appuyant, à droite sur une bâtisse rectangulaire B, qui, primitivement moins longue, servait de corps-de-garde, et à gauche sur un pan du mur d'enceinte supportant, au premier coude, une tourelle polygonale en encorbellement C, recouverte d'un dôme, et qui, semblable à celles de la Porte-Neuve, servait, comme elles, de tour de guet.

La porte Saint-Antoine était munie d'un pont-levis qui se rabattait sur les fossés. Il en est souvent question dans les registres consulaires.

Sur le dessin de Lomet, un moucharabi à trois ouvertures, supporté par quatre consoles en encorbellement, défend cette face ouest de la porte. La vue de 1648 n'en fournit aucune trace. Il présente cependant tous les caractères du xiv^e siècle. Il est donc probable qu'il existait dès les débuts, et qu'il a été oublié par l'aquarelliste du xvii^e siècle.

En revanche, dans le dessin de Lomet, le pont-levis n'existe plus et a été remplacé par une chaussée. Il en est de même de l'ancienne élégante échauguette de gauche, qui a son tour a disparu. Nous verrons d'ailleurs que la porte Saint-Antoine subit au cours des siècles de nombreuses modifications.

Une autre raison nous a fait préférer pour notre gravure la reproduction de la perspective de 1648, c'est la vue qu'elle donne, en outre, du spacieux hôtel de Secondat qui dresse si fièrement ses tourelles immédiatement au-dessus de la porte Saint-Antoine. Vaste construction rectangulaire, accostée de deux tours, l'une à gauche, carrée, massive, ajourée de fenêtres à meneaux et surmontée d'une toiture à pignon aigu, l'autre à droite, plus étroite, ronde et précédée d'une aile fort avancée, cet hôtel qu'il ne faut pas confondre avec le vieil hôtel de Roques, berceau de la même famille, sis sur la place de la mairie en face du palais de Monrevel, appartenait à la branche cadette des Secondat de Montesquieu. C'est là que mourut, le 25 février 1800, Marie-Denise de Secondat, fille de l'auteur illustre de *l'Esprit des Lois*, à qui elle servit de secrétaire jusqu'au jour de son mariage avec son cousin Godefroy de Secondat, et dont les goûts littéraires et philosophiques étaient en tous points conformes à ceux de son père. Aussi lui fit-on de solennelles funérailles, où la Société académique d'Agen tint à se faire représenter par son président, M. de Sevin, et par deux autres de ses membres, R. Noubel et Saint-Amans (1).

Cet hôtel de Secondat est revenu par héritage à Madame la marquise de Saint-Exupéry, née de Laurière-Moncaut, qui l'a vendu, vers le milieu du dernier siècle. Depuis, il a été aux

(1) Voir notre *Histoire de la Société académique d'Agen*, p. 64.

trois quarts démoli. Il n'en reste plus qu'une partie dans la rue Londrade et une autre, impasse Saint-Antoine, aujourd'hui impasse Voltaire. Annotant Proché dans ses *Annales de la ville d'Agen*, Ad. Magen écrit à propos de cet hôtel : « La maison
« n° 8 de la rue Saint-Antoine a substitué sa plate et sa sotte
« façade à la haute et large tour carrée, partant d'une galerie
« en balustrade de la fin du xvi^e siècle, dont les violiers et les
« parietaires rajeunissaient tous les ans la vieillesse (1). »

A gauche de la porte et un peu sur le second plan, se voit toujours sur notre perspective une construction presque carrée, accostée d'une haute tourelle polygonale au pignon aigu. C'est ce qu'on appelait *le Château*, dernier escarpement nord-ouest, au-dessus de la Font-de-Raché, de l'enceinte de transition, là où sans doute dans le haut moyen-âge se dressait la forteresse chargée de défendre la ville de ce côté, et à qui avait été donné le nom de *Castrum Pontis novi*, ou château du Pont-Neuf.

Enfin, en arrière de la porte, entre elle et le château, s'étendait le vaste emplacement de ce qui avait été au moyen-âge, *l'hôpital Saint-Antoine*, le *couvent* et *l'église des Antonins*. Ce monastère, le plus ancien d'Agen, remontait au x^e siècle, ayant été fondé par les Antonins à l'occasion de la terrible maladie du feu ardent. Il passa dans la suite aux Bénédictins de la Grande Sauve ; et finalement, après de nombreuses péripéties, son église devint, au xviii^e siècle, la chapelle des Pénitents Blancs (2).

Tout ce quartier Saint-Antoine a été bouleversé et transformé de nos jours par la création du Grand Boulevard. Hôtel, couvent, église, hôpital, tout a disparu. Le nom même n'a pas été conservé. Il n'en reste plus aucun souvenir.

Dès le mois de janvier 1345, il est fait mention, dans le livre des Jurades d'Agen, de l'armement de la porte Saint-Antoine.

(1) *Annales de la ville d'Agen*, par Proché, p. 81, note.

(2) Voir sur les *Antonins d'Agen*, le chapitre 1^{er} du tome I^{er} de notre étude sur les *Anciens Couvents d'Agen avant 1789*. — Voir aussi sur *l'hôpital Saint-Antoine* le paragraphe 1^{er} du chapitre x du tome II desdits *anciens couvents*.

« Item, en la porta de Saint-Antoni, a en Thomas Compte 1 arc
« de 11 pes e c cayrels e una caissa de cayrels d'estremp e 1 torn
« petit (1). » (Et magister Guillelmus Bernardi d'Alvinhane
« habet 1 arc de torn et unam casam de cayrels de garrets e 1
« torn. Ipsius magistri Bernardi sunt ; tamen obtulit ea pro
« tuitione et valitate ville (2). » Et ainsi pendant tout le cours
des xiv^e et xv^e siècles.

En 1489, il est recommandé de faire bonne garde, principalement aux portes Saint-Antoine et du Pin, qui seules demeureront ouvertes (3).

A la fin du xvi^e siècle, les précautions redoublent, en même temps que les consuls et gouverneurs se préoccupent des réparations à faire aux portes et aux murailles.

En 1573, il est décidé que la cloche de l'église Saint Michel sera transportée à la porte Saint-Antoine, comme pouvant y rendre plus de service et en cas de surprise donner plus facilement l'alarme (4).

En 1585, il importe de réparer le pont-levis de la porte Saint-Antoine, qui menace ruine (5).

Quatre ans après, ce sont des palissades qu'il y faut construire pour augmenter ses moyens de défense (6).

En 1590, le pont-levis est terminé et la petite guérite d'à côté nouvellement construite. Le charpentier est un sieur Leroy, à qui les consuls octroient pour ces réparations et constructions la somme de 7 livres (7).

Quand, en 1594, la Sainte-Union fut dissoute et que la ville d'Agen, revenue de ses erreurs de ligueuse, se fut ralliée à son ancien ennemi le roi de Navarre devenu roi de France, les

(1) Nous avons déjà indiqué au chapitre précédent la signification de ces différents termes : *Arc de 11 pes*, arc muni de deux étriers ; — *Cayrel ou Carreau*, trait de l'arbalète à main ; — *Cayrel d'estremp*, trait de l'étrier ; — *Arc de torn*, arc de tour, etc.

(2) Archives municipales BB. 16 : *Jurades de la cille d'Agen*, t. I, p. 42.

(3) Idem, BB. 19.

(4) Idem, BB. 32.

(5) Idem, BB. 35.

(6) Idem, CC. 82.

(7) Idem, CC. 325.

consuls pour affirmer leur adhésion et fêter dignement l'entrée de son représentant le maréchal de Matignon, ordonnèrent que trois écussons seraient peints, portant les armes du nouveau Roi, et qu'ils seraient placés à la tour de la porte Saint-Antoine. Le peintre Tambouret, chargé de ce soin, reçut la somme de cinq livres (1).

En 1605 et 1606, de nouvelles réparations sont faites à la porte Saint-Antoine. Le portail sera démoli et remplacé par un neuf et le pont-levis sera réparé (2). Deux soldats continueront à coucher au premier étage de la tour et recevront douze écus pour deux mois de solde (3).

Aussi, lors de la visite de 1612, ordonnée par M. de Gourgue, trésorier-général en Guienne, les Commissaires trouvent-ils « la porte Saint-Antoine en bon estat, mais, près icelle, « une petite tour, toute découverte, qui sert de guéritte, la « quelle il faut réparer (4). »

Le 10 février 1618, la Garonne déborde, envahit tout le Gravier et s'étend au-delà de la porte Saint-Antoine. Le même jour une procession générale est ordonnée qui parcourt la ville jusqu'au couvent des Jacobins. « Le lendemain, écrivent les « Consuls, les eaux avaient baissé d'une canne (5). »

En 1635, il est porté plainte contre le portier de la porte Saint-Antoine, « qui avait refusé de laisser entrer un enfant et « avait failli le tuer en faisant jouer le pont-levis. L'enquête « révèle qu'il aurait exprimé le regret de n'avoir pas livré les « clefs de la porte à des séditeux (6). »

Nous avons déjà raconté dans tous ses détails l'émeute qui éclata à Agen, le jeudi 21 mars 1652, à l'occasion du séjour qu'y fit le prince de Condé après son échec de Miradoux (7).

(1) Archives municipales, CC. 89 et 328.

(2) Idem, BB. 40, et CC. 126.

(3) Idem, CC. 97.

(4) Idem, EE. 17.

(5) Idem, BB. 44.

(6) Idem, FF. 89.

(7) *Une fête et une émeute à Agen pendant la Fronde. (Recue de l'Agenais, II. 1875 et tirage à part. in-8° de 48 ph. 1875.)*

Nous n'y reviendrons pas. Rappelons seulement brièvement le rôle que joua en cette occasion la porte Sainte-Antoine.

Entré avec quelques gentilshommes seulement dans Agen, le 13 mars de cette année, Condé était descendu au prieuré de Saint-Caprais. Il avait laissé sa petite armée à Boé, sous le commandement de son frère le prince de Conti. Mais, apprenant que d'Harcourt, à la tête de l'armée royale, se rapprochait d'Agen et occupait déjà le Passage sur la rive gauche, il convoqua aussitôt les consuls et les jurats et leur demanda de laisser entrer trois cents hommes de ses troupes. La municipalité refusa énergiquement ; ce que voyant, M. le Prince monta à cheval, parcourut la ville, séduisit le peuple par le charme de sa parole, et, décidé à aller lui-même chercher ses hommes qui s'étaient avancés jusqu'au Gravier, il se présenta, avec quelques amis devant la porte Saint-Antoine qu'il trouva fermée et le pont-levis levé.

« Alors, écrit Labrunie, d'après la chronique Bru (1) du temps, « apercevant Causse, chanoine de Saint-Caprais et « capitaine de quartier, qui commandait ce jour-là la garde de « ladite porte, il voulut savoir de lui qui avait fait fermer et « lever le pont. Il lui fut répondu par Causse qu'un des consuls l'avait ainsi ordonné (M. de Sabouroux) ; M. le Prince « lui demanda alors les clefs. Mais le chanoine lui répliqua avec « fermeté qu'il ne les avait pas et que les consuls étaient les « seuls maîtres d'en disposer. Pendant ces pourparlers, le portier, sans doute gagé, se présenta avec les clefs. M. le Prince « ordonna aussitôt d'abaisser le pont et envoya Lusignan pour « faire avancer les troupes rangées en bataille au pont des « Oies (2). Elles se mirent en marche, quatre à quatre, bale « en bouche, la mèche allumée de deux bouts ; et, quand, « ayant franchi l'enceinte, elles furent au corps-de-garde de

(1) *Récit au crayon de ce qui se passa dans la ville d'Agen le jour que Mgr le prince de Condé y voulut établir garnison, l'an 1652. (Revue de l'Agenais, XI, 1885, p. 242).*

(2) C'était le pont de deux arches construit au-devant du Pont-Long, pour servir de débouché à l'acqueduc voûté depuis et continué jusqu'à la Garonne le long du Péristyle.

« la porte Saint-Antoine, leurs rangs s'ouvrirent, elles enve-
« loppèrent Causse et sa garde, se saisirent de la porte et
« changèrent leurs sentinelles. »

Aussitôt le peuple s'ameute, élève des barricades et proteste contre les agissements de M. le Prince, au cris de : Pas de garnison. Ce dernier laisse Marin avec le gros de la troupe à la porte Saint-Antoine et s'avance seul avec deux compagnies pour prendre possession de l'Hôtel de Ville. Le sergent Bru, à la tête de quelques hommes seulement en défend l'entrée. La lutte s'engage : les habitants en foule viennent le soutenir, si bien que les compagnies du Prince reculent et se replient sur la porte Saint-Antoine. Condé hésite à mettre la ville à feu et à sang. « Il convoque le Conseil et le prie de renvoyer les soldats. Ce moyen lui réussit, les consuls acceptent et M. le Prince donne l'ordre au régiment de Conti d'abandonner la porte Saint-Antoine et d'aller s'établir hors de la ville ». Ce qui fut fait. Condé quitta Agen deux jours après et y laissa son frère pour soutenir ses intérêts.

On sait ce qui s'ensuivit : le départ presque immédiat de Conti, les menées séditeuses, pendant plus de huit jours, de ses deux lieutenants, Laugnac et Galapian, les quelques escarmouches de leur petite troupe avec l'armée de d'Harcourt, toujours au Passage-d'Agen ; finalement l'entrée de ce dernier dans Agen, le jeudi 4 avril. « Et ce jour, audit an, écrit le libraire Bru, « témoin de tous ces faits, Son Altesse d'Arcourt entra à la porte Saint-Antoine, suivy de grande noblesse, et y feust reçu par Messieurs les consuls et paroisses en armes (1). »

L'orage était passé. Mais un autre, d'ordre purement physique, devait s'abattre quatre mois plus tard sur Agen. Une inondation terrible de la Garonne se produisit le 25 juillet de cette même année 1652. « La Garonne entra dans Agen, écrit Labrunie, le 26 et monta jusqu'au Puy du Saumon et jusqu'au Collège. Cette inondation abatit toute cette partie du mur de ville comprise entre Saint-Antoine et les Jacobins,

(1) *Mémoires de Bru*, libraire. — Cf. Labrunie, *Abrégé chronologique*, pp. 150-155. — Cf. *Une émeute à Agen pendant la Fronde*, etc.

« qui ne fut jamais réparée et que, depuis, nous avons appelée « la brèche (1) ».

Le registre des procès-verbaux des trois ordres va même plus loin. « La porte Saint-Antoine, y est-il dit, ayant été « emportée ce jour-là par l'inondation, devra être de suite « réparée. De plus les habitants seront tenus personnellement « d'y monter la garde. Enfin les étrangers, venant du pays où « sévit la peste, seront soumis à la quarantaine » (2).

Ce fut peu de temps après ces désastres que la Municipalité Agenaise songea à embellir les alentours de la cité et à y créer des promenades. Pour la première fois alors on planta des arbres au Gravier, et peu après MM. Sabouroux et Girles s'appliquèrent à dessiner et à ombrager les allées Saint-Antoine, c'est-à-dire tout le devant du mur d'enceinte, depuis le Pont-Long jusqu'à Saint-Georges. La dépense de 1695 se monta à la somme de 44 livres ; celle de 1759, où fut faite la nouvelle plantation d'ormeaux des mêmes allées, à la somme de 400 livres (3).

Lors du conflit de 1721, entre les Consuls et le Présidial, relatif à la garde des portes, « la porte Saint-Antoine fut « gardée par M. le Lieutenant-général avec le doyen des « avocats et quatre artisans » (4).

C'est par la porte Saint-Antoine que, durant tout le xvii^e et le xviii^e siècles, firent leur entrée solennelle dans Agen la plupart des gouverneurs, intendants et principales autorités de la province.

Ce ne fut pas toutefois la Révolution, mais bien les dernières municipalités agenaises avant 1789, qui ordonnèrent sa démolition.

Nous avons déjà dit aux chapitres précédents que, dès 1782, le jeune ingénieur Lomet fut chargé d'apporter des modifications radicales aux anciens murs, portes et alentours d'Agen.

(1) *Abrégé chronologique*, p. 156.

(2) Archives municipales BB. 60.

(3) *Idem* CC. 398, 448.

(4) Livre doré du Présidial, p. 264.

Un très volumineux dossier, avec plans et nombreux devis, existe aux Archives départementales de Lot-et-Garonne, relatif à la démolition et reconstruction de la porte qui nous occupe, à la date de 1786-1789 (1).

« La porte Saint-Antoine, y est-il dit en tête, peut être
« considérée comme la principale entrée de la ville d'Agen.
« Les habitans la désignent sous le nom de *Porte royale*, et
« il paraît convenable d'en disposer les abords d'après un
« projet simple, mais spacieux, commode, et surtout d'une
« facile exécution. On propose en conséquence de former au
« dehors de la ville, entre la porte et les promenades une
« place en demy cercle pour en dégager les avenues.... »

Et plus loin : « La situation de l'ancienne porte étant obli-
« quement placée sur le côté droit en sortant hors la ville, et
« n'offrant de tous côtés qu'un aspect fort désagréable à la vue,
« sera démolie jusqu'au rez-de-chaussée, pour placer la nou-
« velle sur l'alignement qui enfilera et la rue Saint-Antoine et
« la rue qui doit conduire à la rivière. On démolira aussi la
« maison en dehors de ladite porte appartenant à la ville, de
« même que la partie du mur de ville qui se trouve sur l'ali-
« gnement de ladite enfilade, observant même de laisser sub-
« sister le mur qui fait partie de la maison de la barbière,
« laquelle démolition, pour descendre les matériaux seulement,
« avons estimé la somme de 150 livres.... »

Ce qui fut fait. Toute l'ancienne porte fut démolie ; l'hémi-
cycle, qui existe encore autour de la statue de Jasmin, fut créé ;
et un beau portail de fer, supporté par deux gros piliers que
nous avons vus dans notre enfance, remplaça la vieille cons-
truction du moyen-âge.

« Le 31 août 1787, écrit toujours Labrunie, M. de Bazignan.
« maire d'Agen, posa, au bruit des coulevrines, la première
« pierre de la porte Saint-Antoine. On avait inséré dans le
« creux de cette pierre une inscription sur une plaque de

(1) Archives départementales de Lot-et-Garonne, C. 21 et Archives municipales EE, 17.

« métal et quelques pièces de monnaie de l'année (1). » Retrouvée, nous dit M. O. Fallières en note, lors de la construction du nouveau boulevard, cette plaque est actuellement au Musée d'Agen.

Cette porte à son tour a disparu entièrement, lors de l'élargissement de la rue Saint-Antoine et du percement du grand boulevard, en 1882.

PH. LAUZUN.

(1) Labrunie, *Abrégé Chronologique*, p. 196.

CORRESPONDANCE

de l'abbé Etienne PERPIGNAN, curé de Damazan, avec le Cardinal de
CLERMONT-TONNERRE, archevêque de Toulouse⁽¹⁾

(1824-1828)

Dans ce chapitre, nous ne parlerons pas du jeune prêtre qui, dans les premières années de son sacerdoce, dépensa les trésors de son zèle pour évangéliser diverses paroisses du diocèse d'Agen. Nous ne dirons rien du confesseur de la foi, qui sacrifia ses intérêts pour être fidèle à ses devoirs de prêtre ; de l'apôtre et du docteur qui, revenant de l'exil, s'employa avec prudence et force à réorganiser la paroisse de Damazan pour y faire revivre les pratiques chrétiennes. Nous nous attacherons à faire ressortir les grandes qualités d'esprit et de caractère élevé du curé de Damazan. Pour cela faire, nous rappellerons les relations et la correspondance de l'abbé Perpignan avec le cardinal-archevêque de Toulouse de 1820 à 1830. Les documents que nous allons reproduire ne nous renseignent pas sur les circonstances qui ont mis en relation le curé de Damazan avec le célèbre prélat ; probablement, est-ce pendant la période de l'exil, de 1791 à 1800, qu'eut lieu la rencontre de ces deux confesseurs de la foi. Nous ne pouvons rien préciser ; toujours est-il que le vénérable Cardinal de Toulouse avait pour le curé de Damazan une grande estime et une profonde considération. Nous croyons utile de faire connaître en quelques mots ce qu'était cet illustre correspondant, si empressé d'écrire et de répondre à un modeste ecclésiastique.

L'abbé Anne-Antoine-Jules de Clermont-Tonnerre, dont l'ancienneté est historiquement constatée depuis le vii^e siècle, eut des alliances avec six familles royales, et compta huit saints parmi ses ancêtres.

L'abbé de Clermont, dont nous allons parler, fut nommé en

(1) Chapitre détaché de l'*Histoire de Damazan*, qui est sous presse.

1782 évêque de Châlons. Elu député aux Etats-Généraux de 1789, il refusa le serment à la Constitution civile du clergé. Les dures et longues épreuves de l'exil n'ébranlèrent pas sa foi, et lui fournirent des occasions de manifester sa bonté et sa charité.

Après avoir traversé avec un courage invincible la période révolutionnaire, il remplit encore une longue et glorieuse carrière, dans laquelle la grandeur ducal n'absorba ni la sollicitude du pasteur, ni le zèle de l'apôtre. Nommé archevêque de Toulouse en 1820, il gouverna ce diocèse jusqu'en 1830.

En ses dernières années notamment en 1828, le Cardinal de Toulouse défendit les droits de l'Eglise et résista aux vexations ministérielles avec une force où brillèrent à la fois le Pontife et le preux gentilhomme (1). Le cardinal de Clermont-Tonnerre justifia la devise de sa famille : *Etiam si omnes, ego, non !* (2).

C'est pendant cette dernière période de lutttes, qu'eut lieu la correspondance avec le curé de Damazan. Il nous reste onze lettres, écrites de 1824 à 1828. Huit de ces lettres sont de la main du vénérable Cardinal, et deux, écrites par son secrétaire, mais signées de lui. Le sujet de ces lettres ce sont les grandes affaires de l'Eglise de France, auxquelles le Cardinal de Toulouse prit une part considérable. Nous remarquerons que l'abbé Perpignan porte sur ces questions un jugement et une appréciation différents, pour ne pas dire opposés aux opinions de son correspondant. La bienveillante estime que le Cardinal conserve pour le curé de Damazan ne s'en offense pas, tout au contraire. Le Cardinal de Toulouse est un prélat de l'école de Bossuet, nourri des maximes du clergé gallican, et professant un culte suranné pour la déclaration de 1682. Les événements qui ont suivi la réorganisation de l'Eglise de France, après le Concordat de 1801, ont bien affaibli cette ardeur, mais il reste toujours en l'esprit du Cardinal un respect

(1) Voir *Vie du Cardinal d'Astros, archevêque de Toulouse*, par le P. Causette, p. 468.

(2) Voici la devise complète des Clermont-Tonnerre : *Etiam si omnes te negaverint, ego te nunquam negabo !*

traditionnel pour les articles de cette Déclaration de 1682, si chère au Roi et à ses ministres.

L'abbé Perpignan a été formé et élevé à une autre école : il est un disciple fidèle de S. Ignace, et le Cardinal l'en félicite. Comment et à quelle époque s'est-il affilié à la célèbre Compagnie de Jésus ? Nous l'ignorons. Le Cardinal de Toulouse, qui aimait et appréciait les Jésuites, appela les Pères Guyon et Petit pour prêcher, en 1826, le jubilé dans son église métropolitaine et il fut heureux de tout le bien que ces célèbres missionnaires purent raconter de l'abbé Perpignan. Dans sa lettre du 23 janvier 1825 le Cardinal avouait avoir la pleine conviction que « le throne et l'autel ne seraient jamais bien consolidés, tant que n'aurait pas été rétablie votre société, dont vous justifiez bien les principes et les vertus », écrivait-il.

D'après cet exposé, nous nous expliquons fort bien les opinions ultramontaines de l'abbé Perpignan, sa répulsion pour l'enseignement du Gallicanisme et ses craintes à cet égard. Malgré cela, ses lettres étaient reçues avec sympathie à l'archevêché de Toulouse et en preuve nous citerons ce témoignage : « Permettez-moi, Monsieur le Curé, écrivait le secrétaire de Son Eminence, de me féliciter d'avoir cette occasion de vous offrir l'hommage de ma vénération et de mon admiration pour tous les admirables sentiments si noblement professés et exprimés dans toutes vos précieuses lettres à Son Eminence. Je les ai toutes soigneusement classées et conservées dans les cartons de son cabinet particulier, et elles en font un des plus beaux ornements » (1).

I^{re} LETTRE.

Dans la 1^{re} lettre, que nous connaissions, l'abbé Perpignan, vrai disciple de S. Ignace, avec une perspicacité rare pour l'époque et avec une maturité que les événements ont fortifiée, formule sur le Gallicanisme un jugement qui lui fait honneur.

(1) Lettre du secrétaire de Son Eminence, 14 décembre 1826.

Son vicaire, l'abbé Magen, lui a rapporté l'enseignement qu'on donnait au Séminaire d'Agen, et il est effrayé des conséquences. L'auteur classique mis entre les mains des élèves enseigne que dans les questions de foi et de morale, le jugement du Pape n'est pas *infaillible* ; il n'est *irréformable* qu'après l'assentiment des évêques, réunis en concile, ou dispersés (1). Au lendemain d'une Révolution si terrible, et au moment où tous les impies et esprits forts attaquent de nouveau l'Eglise, l'abbé Perpignan attire l'attention du Cardinal sur cette grave question, et il signale un danger et insinue une réforme à opérer dans l'enseignement à donner aux jeunes clercs.

Son Eminence le Cardinal de Toulouse lui répond à la date du 13 juin 1824 :

MONSIEUR LE CURÉ,

J'ai reçu la lettre par laquelle vous me faites l'honneur de m'apprendre que l'on enseigne les quatre articles de 1682 dans le Séminaire d'Agen ; il y a beaucoup de diocèses, où, sans en faire la matière d'un enseignement, on en fait une explication à la fin du cours théologique ; c'est ce qui se fait dans mon Séminaire de Toulouse. Dans ceux où l'on en fait un objet d'enseignement, si on ne doit pas l'approuver, on ne doit pas non plus le condamner. Il y aurait beaucoup d'inconvénients à s'élever contre cet enseignement, et il est plus sage de ne pas agiter cette question. Je ne suis point étonné que quelques séminaires les enseignent plus ouvertement ; d'après les lettres que le Gouvernement a adressées aux évêques pour faire signer à leurs supérieurs des Séminaires la déclaration du clergé de 1682, j'ai reçu à cet égard deux lettres de S. Ex. le Ministre de l'Intérieur, auxquelles je n'ai point répondu ; plusieurs évêques m'ayant fait l'honneur de me consulter sur ce qu'ils avaient à faire, je leur ai conseillé de garder, comme moi, le même silence.

Recevez, Monsieur le Curé, l'hommage de mes sentiments distingués.

+ A.-J. CARD.-ARCH. DE TOULOUSE (2).

(1) *Theologia Dogmatica et moralis ad usum Seminariorum*, auctore Bailly, II, p. 390, édition de 1826. C'était l'auteur classique des élèves du Séminaire d'Agen. L'enseignement était donné par des prêtres du diocèse, qui ont conservé jusqu'en 1854, le fétichisme des quatre articles de 1682.

(2) A. M. Perpignan, curé du canton de Damazan. -- Lettre écrite de Tou-

II^e LETTRE.

Mgr de Clermont-Tonnerre avait été créé Cardinal et il avait reçu la barrette cardinalice des mains de Louis XVIII, le 2 décembre 1822. Ce fut en cette qualité de Cardinal qu'il fut appelé au Conclave, tenu à Rome pour élire le successeur de Pie VII. Et pendant qu'il était à Rome, le Cardinal de Toulouse conçut le grand projet de provoquer le rétablissement de l'ancienne discipline, d'exhumer de la tombe ces ordres religieux, conservateurs, non seulement de la piété, mais encore du feu sacré de la science et des lettres, et de porter ses réclamations au Fils aîné de l'Eglise (1).

L'abbé Perpignan ayant reçu communication de ce document, se hâta d'en faire part à ses confrères, et en leur nom il écrivit une lettre de félicitations à son Eminence. La lettre suivante est la réponse à cette adresse des curés du canton de Damazan :

Toulouse, le 5 de l'an 1824.

MONSIEUR LE CURÉ,

La lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, au nom de Messieurs les Ecclésiastiques de votre canton, est le prix le plus flatteur et le plus consolant de mon zèle. Les évêques ne pouvant plus s'assembler comme autrefois pour porter au pied du trône leurs respectueuses représentations sur les nécessités et les besoins de l'Eglise, chaque évêque étant isolé et ne pouvant faire entendre sa voix, j'ai cru qu'il appartenait au plus ancien des évêques de France, à un Cardinal d'élever la sienne du chef-lieu même de la chrétienté. C'est donc de cette cité sainte, cette *ville éternelle*, que j'ai eu l'honneur d'adresser au Roi et à tous les ministres ma lettre

louse le 5 de l'an 1824. Dans la théologie de Lyon, suivie en beaucoup de Séminaires, nous lisons : « *Romanus Pontifex, etiam ex cathedra loquens, in iis que ad fidem et mores pertinent, falli potest.* — Editio 1784, t. I, p. 518. Après cela, on peut dire du Concile du Vatican : *Quod inopportunum dixerunt, necessarium fecerunt.*

(1) *Eloge historique de Son Eminence le Cardinal de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse*, par M. l'abbé Jamme, l'un des quarante mainteneurs, en 1833. (*Recueil des Discours de l'Académie des Jeux Floraux*, p. 137.)

pastorale. Vous apprendrez avec plaisir, Monsieur le Curé, ainsi que tous et chacun de vos confrères, qu'à peine arrivé dans mon diocèse, j'ai eu l'honneur de recevoir une lettre de M. le Comte de Villèle, qui, en m'en accusant la réception, m'en fait tous ses remerciements. J'ai donc lieu d'espérer que le premier ministre si bien fait pour sentir que la religion est le moyen le plus sûr de consolider le trône, à la gloire duquel il est intéressé et tout dévoué, réalisera nos désirs et remplira nos vœux.

En vous renouvelant, Monsieur le Curé, l'expression de la douce satisfaction que me fait éprouver votre suffrage et celui de vos dignes confrères, je vous prie d'agréer l'hommage de ma considération et de mes sentiments distingués.

+ A.-J. DE CLERMONT TONNERRE.

III^e LETTRE.

M. l'abbé Perpignan, très soucieux de la bonne organisation de sa paroisse, se préoccupait des modifications qu'il y aurait à apporter, surtout au sujet du mariage civil obligatoire, et qui devait précéder toujours la célébration du mariage religieux. Dans sa correspondance avec le vénérable Cardinal de Toulouse, il lui faisait part de ses désirs, de ses vœux, espérant que par l'organe de l'Archevêque de Toulouse, ministre d'Etat et Pair de France, il pourrait provoquer une amélioration et la suppression de quelques entraves en faveur du ministère pastoral :

Toulouse, 3 décembre 1824.

MONSIEUR LE CURÉ,

Je n'ai point oublié les témoignages flatteurs dont vous avez honoré et encouragé les efforts de mon zèle ; ils ont été accompagnés de quelques dégouts. J'ai au moins à me féliciter des avantages qui en sont résultés par la réorganisation du Conseil du Roi et du Conseil d'Etat, où le clergé se trouve représenté et en retirant les affaires de l'Eglise des bureaux du Ministère de l'Intérieur, par la création d'un Ministère ecclésiastique. Mais que de bien il reste à faire ? Et malheureusement j'apprends que le Gouvernement ne doit proposer aucune loi relative à la religion ; celle sur les mariages est

cependant bien urgente ; je conviens qu'elle est embarrassante sous le Ministère de M. le Garde des Sceaux, qui aurait à la proposer. Hélas ! Monsieur le Curé, combien nous avons encore à gémir, mais espérons dans la divine Providence et implorons-la avec ferveur.

Agréez mes sensibles remerciements des vœux que vous voulez bien lui offrir pour moi ; les miens pour vous ne sont pas moins sincères, car l'Eglise a bien besoin de conserver de bons pasteurs qui servent de modèles aux jeunes prêtres et soient leurs guides et leurs lumières. Adieu, Monsieur le Curé, je me recommande à vos prières, et je vous prie de recevoir l'assurance de ma considération comme de mes sentiments distingués.

+ LE CARD. DE CLERMONT-TONNERRE, *arch. de Toulouse.*

IV^e LETTRE.

Mgr de Clermont-Tonnerre, qui avait montré un courage héroïque pendant la Révolution, travailla avec une grande activité à relever les anciennes institutions détruites dans son diocèse. Son mandement sur les « Intérêts de la Religion », daté de Rome, émut profondément l'opinion et souleva contre lui les colères de l'opposition libérale. Le vénérable Cardinal fut traduit en Conseil d'Etat et condamné comme d'abus.

L'abbé Perpignan, en vrai fils de Saint Ignace, s'empressa d'écrire à son illustre ami combien il prenait part à ses épreuves, tout en le félicitant de souffrir pour la bonne cause.

Voici la réponse émue de l'Archevêque, sensible à l'amitié du curé de Damazan et aux éloges qu'il lui avait donnés à l'heure de la persécution :

Toulouse, le 23 janvier 1825.

MONSIEUR LE CURÉ,

Si j'avais besoin de consolations dans la disgrâce que je viens d'éprouver, j'en trouverais une douce dans les sentiments que vous avez la bonté de m'exprimer ; mais le jugement rendu contre ma lettre pastorale m'a plus surpris que peiné, et elle a produit un tout autre effet que ne le pensoit le Conseil d'Etat, ce repaire de Jansénistes, de libéraux et d'impies. Il a donné une grande célébrité à

ma lettre pastorale, qui seroit peut-être déjà oubliée et qui est maintenant connue de tout le monde et approuvée ; c'est le *Mentita est iniquitas sibi...* Je n'ai pas voulu réclamer contre ce jugement ; j'ai cru que ce n'étoit point de ma dignité ; j'en ai laissé la discussion aux journaux, qui s'en sont bien acquittés ; tout me prouve que j'ai semé en mauvaise saison, mais la semence que j'ai répandue produira dans son temps.

Votre cœur et votre esprit, Monsieur le Curé, ne se ressentent point de votre âge, et je vous en félicite ; mais toute votre lettre si précieuse pour moi s'explique en apprenant que vous êtes un ancien disciple de S. Ignace, dont j'ai eu le bonheur de vénérer les saintes reliques, à Rome, et d'implorer la protection, avec la pleine conviction que le thrône et l'autel ne seraient jamais bien consolidés sans le rétablissement de votre Société, dont vous justifiez bien les principes et les vertus.

Agréez, Monsieur le Curé, l'hommage de mes sentiments les plus distingués.

+ A.-J., CARD.-ARCH. DE TOULOUSE.

V^e LETTRE.

M. Perpignan, considérant les événements accomplis dans les dernières années : l'assassinat du duc de Berry et la mort de Louis XVIII, qui avait fait passer le pouvoir entre les mains d'un prince très pieux en son particulier, mais impopulaire, ne pouvait que trembler pour l'avenir. D'ailleurs le progrès de l'impiété, les mesures prétendues libérales du Ministère, mais qui désolaient les catholiques, sans donner satisfaction complète aux ennemis acharnés du trône et de l'autel, étaient des motifs sérieux de crainte pour l'avenir de la France et de la Religion. Ce sont ces pressentiments qui inspirèrent la lettre à laquelle le vénéré Cardinal répond :

Toulouse, le 2 avril 1825.

MONSIEUR LE CURÉ,

J'ai l'honneur de vous remercier des témoignages de votre intérêt, malgré les fatigues du Carême et de la Sainte-Semaine, ma santé est assez bonne, à l'exception de fréquentes palpitations d'es-

tomac qui mettent de l'intermittence dans le poulx et que j'attribue au Carême.

Vous avez raison, Monsieur le Curé, nous avons bien à gémir sur l'état de l'Eglise et sur le peu de bonnes dispositions de ceux qui nous gouvernent en faveur de la Religion ; il ne faut pas cependant désespérer ; nous avons un Roi pieux et très pieux ; les circonstances et la nature des affaires ont pu l'empêcher, en montant sur le trône, de prendre à cœur les intérêts de la Religion, autant que ses bons sentiments le lui font désirer ; j'ai bien des raisons pour croire que les questions administratives, qui occupent actuellement les Chambres étant terminées, la première session nous sera favorable ; on ne parviendra pas de sitôt à détruire l'influence des mauvais esprits ; et malgré tous leurs efforts, on les contiendra et on leur en imposera. D'ailleurs j'ai la conviction intime que le Seigneur, depuis la dernière victime que la justice a exigée de nous, dans la mort miraculeuse de M. le duc de Berry, et la fin si édifiante du feu Roi Louis XVIII, a marqué dans ses décrets le moment où la Religion doit reflourir en France. Prions donc sans cesse pour en avancer l'époque et ayons confiance en sa miséricorde.

Recevez, Monsieur le Curé, l'hommage de mon estime et de ma considération bien distinguée.

+ LE CARD. DE CLERMONT-TONNERRE, *arch. de Toulouse.*

VI^e LETTRE.

C'était l'usage à Rome et chez les chrétiens de profiter de l'anniversaire de la naissance du Sauveur pour exprimer les vœux d'une année nouvelle. La fête de Noël est bien la première des fêtes chrétiennes et de même que tout bien nous est venu par le divin Enfant, qui a inauguré une ère nouvelle, c'est aussi pour ce motif que les chrétiens célébraient avec une solennité non pareille, l'avènement de ce nouveau Roi. C'est à lui qu'on demandait pour soi et pour ses amis, une année bonne et heureuse. M. l'abbé Perpignan, s'inspirant de ces traditions, a transmis au vénérable Cardinal ses bons souhaits. Voici la réponse du Cardinal qui profite de l'occasion pour rappeler son amitié pour les Jésuites, à un disciple de S. Ignace :

Toulouse, le 28 décembre 1825.

MONSIEUR LE CURÉ,

J'ai l'honneur de vous remercier des bons souhaits que vous avez bien voulu m'adresser, en devançant le moment de m'offrir vos vœux, vous avez avancé la satisfaction que j'en éprouve, et votre empressement ne peut qu'en doubler ma reconnaissance. Oui, Monsieur le Curé, l'enfer est déchaîné contre l'Eglise ; la rage des impies est à son comble, mais leurs efforts seront impuissants, la Providence protégera la Religion, et il semble qu'en permettant la frénésie avec laquelle on l'attaque, elle veuille ranimer encore le zèle et la ferveur de ses ministres. J'ai remarqué avec consolation dans toutes nos églises une plus grande affluence, plus de recueillement et de dévotion ; les communions ont été d'un tiers plus nombreuses que les années précédentes. Ils se déchaînent contre les Jésuites et ce sera un Jésuite qui prêchera le carême devant le Roi ; le Seigneur lui a rendu pour cela la force et la santé. Ces arrêts de la Cour royale n'ont fait que discréditer la Magistrature et le Ministère. Les infâmies et les farces du libéralisme par le général Foy n'ont produit que du mépris. Pour nous, Monsieur le Curé, prions toujours et espérons en la miséricorde divine.

Agréez mes hommages distingués.

+ J.-A., CARDINAL-ARCHEVÊQUE.

VII^e LETTRE.

En 1826 parut le fameux *Mémoire à consulter*, dans lequel M. Montlosier, toujours obsédé par le fantôme de la faction cléricale, signalait le grand péril qui menaçait la France ; ce péril était l'envahissement ou l'asservissement de la société par l'Eglise. Le moyen qu'il y avait à prendre pour conjurer ce danger, c'était l'expulsion des Congrégations et surtout des Jésuites, et l'enseignement obligatoire de la déclaration de 1682. Il peignait les tendances du parti congréganiste avec des expressions haineuses et violentes, et il allait jusqu'à nommer le Roi lui-même comme la dupe et la conquête de ce parti.

C'est sous l'impression de la lecture de ce *Mémoire* violent que le curé de Damazan écrit au vénérable Cardinal, dont il

connaît la sympathique estime pour les Jésuites. Il pressent la douleur vive du Cardinal à la vue de ce déchaînement de haines antireligieuses et il ajoute qu'il est personnellement atteint lui-même de voir ses frères poursuivis avec tant d'acharnement.

La lettre de Son Eminence répond à toutes ces préoccupations et le vénérable Archevêque se montre particulièrement affectueux pour un ami des Jésuites et vrai disciple de Saint Ignace :

Toulouse, le 12 avril 1826.

MONSIEUR LE CURÉ,

Je suis toujours infiniment touché des sentiments, dont vous me renouvez l'hommage, et je vous prie de croire au plaisir que j'ai à vous exprimer tous les miens.

La guerre que l'on fait aux Jésuites, ou plutôt à la Religion, est le résultat de la faiblesse de notre Gouvernement. Ces ennemis du bien se tairaient bientôt, si on leur faisait sentir les forces de l'autorité. J'attends aujourd'hui le Père Guyon et le Père Petit, son confrère, que j'aurai le bonheur de conserver pendant quelques semaines pour les exercices du Jubilé, dont j'ai fait l'ouverture le 3 de ce mois, et qui a produit l'élan le plus merveilleux ; ils trouveront donc les esprits bien disposés à les entendre et à profiter de leur zèle.

Recevez, Monsieur le Curé, l'assurance de mon estime, de mon attachement et de ma considération.

A.-J., CARDINAL-ARCHEVÊQUE DE TOULOUSE (1).

VIII^e LETTRE.

En 1826, l'abbé Lamennais publia son livre : *De la Religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politique et civil*. Dans le cours de cet ouvrage, le célèbre écrivain attaqua les quatre articles de la déclaration de 1682, dont il fait ressortir les conséquences funestes, même pour la société. Cet ouvrage appréciait et blâmait les actes de deux ministres de Charles X,

(1) La lettre est écrite par le Secrétaire, mais signée par le Cardinal.

de l'avocat Corbière et de Mgr Frayssinous, ministre des affaires ecclésiastiques. Le livre fut déferé au tribunal de police correctionnelle, quoi qu'il s'agit de matières religieuses et ecclésiastiques, et non au tribunal du Pape. L'abbé de La Mennais fut condamné. Les ministres ne se contentèrent pas de cette condamnation qui de fait ne prouvait rien. Ils proposèrent à quelques prélats de signer une déclaration d'adhésion aux quatre articles de 1682. Quatorze évêques signèrent, le 3 avril 1826, cette déclaration pour rassurer le Roi et réfuter cette opinion qui, disaient-ils, repoussée par le Clergé de France et tombée dans un oubli presque universel, rendait les souverains dépendants de la puissance spirituelle, même dans l'ordre politique, au point qu'elle pourrait, dans certains cas, délier leurs sujets du serment de fidélité..... » (1). Mgr de Clermont-Tonnerre fut un des signataires de cette déclaration. L'abbé Perpignan, qui avait déjà déploré qu'on enseignât cette déclaration de 1682 dans les Séminaires, ne put s'empêcher de témoigner à Son Eminence sa tristesse sur l'inopportunité de son adhésion à la démarche des 14 évêques. Il estimait que la condamnation de la doctrine défendue par l'abbé de La Mennais par un tribunal laïque, fut loin d'avoir des conséquences fâcheuses parmi le Clergé. Elle ne diminuerait pas le respect et l'obéissance due au Pape, seul juge en matière de foi.

L'Archevêque de Toulouse, embarrassé de son rôle, répond très brièvement :

Toulouse, le 4 mai 1826.

MONSIEUR LE CURÉ,

Il n'est pas douteux que le dernier ouvrage de M. l'abbé de La Mennais a donné lieu à une tourmente générale que le Ministre, toujours effrayé du *Constitutionnel*, a eu le tort d'exciter, en le dénonçant à la police correctionnelle. Il était aussi imprudent qu'in-discret à M. l'abbé de La Mennais d'avancer dans son ouvrage que

(1) Ce sont les termes mêmes de la Déclaration des 14 évêques. Le Pape Léon XII écrivant à son nonce, Mgr Machi, blâma amèrement les signataires et surtout le Cardinal de Lätel, archevêque de Reims, qu'il avait peu de jours auparavant revêtu de la pourpre cardinalice,

les papes pouvaient délier les sujets de leur serment de fidélité ; il falloit soumettre cette proposition à la censure de quelques évêques et non pas à des juges laïcs ; voilà pourquoi les évêques, afin de prévenir et d'arrêter toutes discussions théologiques, ont été obligés de faire une déclaration dans laquelle ils établissent et reconnaissent l'indépendance et la souveraineté temporelle des Rois, c'est à cette déclaration que j'ai adhéré. J'espère que cette triste affaire n'aura aucune des suites dont vous me parlez.

Les exercices du Jubilé, et les occupations qui en sont la suite, ne me laissent pas le temps de vous en dire davantage.

Agréez, Monsieur le Curé, mes sentiments distingués.

+ LE CARDINAL-ARCHEVÊQUE DE TOULOUSE.

IX^e LETTRE.

M. l'abbé Henri Berger, dont il est question dans cette lettre, était entré tard dans l'état ecclésiastique. Après avoir eu de grands succès au barreau, comme orateur, et à la Faculté de Droit comme professeur, il fut touché de la grâce et il embrassa avec ardeur les travaux de la vie apostolique. Le Cardinal, désireux de fortifier son conseil d'une grande science juridique, unie à d'éminentes vertus, le nomma son grand vicaire. Cette nature ardente avait besoin de se dépenser pour la défense d'une religion outragée et attaquée de tant de façon. Il eut l'occasion, en allant prêcher des retraites pastorales dans divers diocèses, de constater les progrès effrayants de l'impiété et d'en prévoir les fatales conséquences. De là ses prévisions et ses prédictions des malheurs qui ne pouvaient que tomber sur la France et sur l'Eglise. L'opinion s'émut de ce langage (1).

Le vénérable Cardinal voulait espérer quand même en la miséricorde de Dieu. On remarquera l'éloge fait des lettres de l'abbé Perpignan :

(1) *Vie du Cardinal d'Astros*, p. 484.

Toulouse, le 14 décembre 1826.

MONSIEUR LE CURÉ,

Son Eminence, qui est partie ce matin pour une tournée dans son diocèse, me charge d'avoir l'honneur de vous informer qu'Elle a reçu hier la lettre que vous lui avez écrite le 1^{er} décembre. M. le Cardinal-archevêque m'ordonne en outre de vous mander positivement que ce qu'a pu dire en chaire M. l'abbé Berger sur les malheurs que nous présagent les mauvaises doctrines du siècle et les mauvaises mœurs, étoit plutôt métaphorique qu'une certitude réelle. Sans doute toute âme religieuse, pour qui les intérêts sacrés de notre sainte Religion sont encore chers, doit gémir et craindre les suites désastreuses d'un si grand débordement, et personne plus que Son Eminence n'en est allarmé, mais son espérance en la toute puissance et la miséricorde du Seigneur n'en est pas diminuée, ainsi que sa confiance dans l'éminente piété et les bons sentiments du Roi. Son Eminence prie Dieu qu'il vous soutienne et vous conserve encore longtemps pour la sanctification de votre troupeau et l'édification de son Eglise sainte. Hélas ! les anciens d'Israël ne s'en vont que trop rapidement, et c'est pourtant certainement à eux que nous devons la suspension des effets de la colère de Dieu.

Permettez-moi, Monsieur le Curé, de me féliciter d'avoir cette occasion de vous offrir l'hommage de ma vénération et de mon admiration pour tous les admirables sentiments si noblement professés et exprimés dans toutes vos précieuses lettres à Son Eminence. Je les ai toutes soigneusement classées et conservées dans le carton de son cabinet particulier, et elles en font un des plus beaux ornements.

Je suis avec le plus profond respect, Monsieur le Curé, votre très humble et très obéissant serviteur.

Rozy, secrétaire particulier de Son Eminence.

N^o LETTRE.

Les ennemis de l'Eglise, masquant leur jeu, déchainèrent toute leur haine contre les Jésuites. Le Ministère croyant ou feignant d'apaiser ces haines et espérant calmer la tempête, décida que, nouveau Jonas, la Compagnie de Jésus étant la

cause ou l'occasion de cet orage, devait être jetée à la mer. En conséquence furent rédigées les fameuses ordonnances du 21 avril et du 16 juin 1828, dont la première supprimait les collèges des Jésuites, et obligeait les directeurs de Séminaires à faire serment qu'ils n'appartenaient à aucune congrégation non autorisée ; et la seconde limitait le nombre des séminaristes. La publication de ces ordonnances fit tressaillir de joie les ennemis de la Religion et de la Royauté. Le clergé se sentit frappé au cœur, en voyant sacrifier un ordre, qui, depuis deux cents ans, avait fourni à la Religion et à l'Eglise des saints, des apôtres et des martyrs. Les Evêques se concertèrent et il fut entendu qu'un *Mémoire* serait publiée pour protester et flétrir des attentats contre la liberté et contre l'Eglise. Mgr le Cardinal de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse, signa seul, en qualité de doyen des évêques de France ce Mémoire, le 1^{er} août 1828. L'abbé Perpignan exprima ses condoléances au vénérable Cardinal, qui lui fit la réponse suivante :

Toulouse, le 24 novembre 1828.

MONSIEUR LE CURÉ,

Les Evêques ont été trompés ; ils ont reçu une circulaire de Mgr l'Evêque de Beauvais, qui leur avait été annoncée par le Comité central, avec l'avis de ne pas y répondre. Cette circulaire n'était pas celle qui leur avait été annoncée par le Comité, puisqu'elle les met en contradiction avec les principes énoncés dans le *Mémoire* que j'ai signé, au nom de l'Episcopat français ; elle n'est pas celle qu'a reçue M. l'arch. de Paris, après laquelle il a fait son beau mandement. Mais les évêques, auxquels on avait dit de ne pas répondre à la circulaire qu'ils recevraient, ne prévoyant pas la surprise, n'ont pas en effet répondu, et ont été autorisés en conséquence à ouvrir leurs petits Séminaires.

Quant à moi, ne pouvant me persuader que cette circulaire était celle qui m'avait été annoncée, et à laquelle je ne devais pas répondre, j'ai fait partir M. l'abbé Berger, mon vicaire général, pour éclairer l'affaire et prévenir l'autorisation. Je ne puis savoir ce que cela deviendra, ni ce que feront les Evêques qui ont été

trompés. C'est à eux de voir dans leur sagesse et leur conscience le parti qu'ils ont à prendre.

Voilà les renseignements que je puis vous donner en vous renouvelant l'assurance de ma considération distinguée.

+ A.-J., CARDINAL-ARCHEVÊQUE DE TOULOUSE (1).

XI^e LETTRE.

L'abbé Perpignan qui aimait profondément les Jésuites et qui était préoccupé du recrutement du sacerdoce, fut très affligé de voir les Petits-Séminaires placés sous des conditions si dures et si humiliantes qui compromettaient l'avenir du Clergé. Il se sentait vieillir et il tremblait, dans la crainte que les anciens du sacerdoce ne fussent pas remplacés. C'est sous l'impression de ces douloureuses pensées qu'il communiqua à son illustre correspondant ses angoisses et ses tristesses. Pour le rassurer, le vénérable Cardinal lui apprend ce qui a été décidé, d'accord avec le Souverain Pontife, pour la question des Petits-Séminaires :

Toulouse, le 27 décembre 1828.

MONSIEUR LE CURÉ,

Je n'ai point adhéré aux ordonnances du 16 juin. J'ai persisté, et je persiste d'autant plus dans les principes énoncés dans le *Mémoire* que j'ai signé, au nom de l'épiscopat français, que le Souverain Pontife, dans une lettre qu'il a adressée à Mgr l'Archevêque d'Amasie, condamne ces ordonnances, nous félicite de n'y avoir pas adhéré, et nous engage à persister dans ces principes. Le Souverain Pontife autorise seulement les évêques dans l'intérêt de nos petits Séminaires, à demander leur autorisation royale et à déclarer que nos supérieurs et directeurs sont prêtres séculiers de notre diocèse. Ce n'est qu'en vertu de cette décision du Chef de l'Eglise que mes petits Séminaires peuvent être autorisés, et que je puis demander qu'ils le soient.

Je vous remercie des vœux que vous voulez bien adresser pour moi au Seigneur, et que je lui offre aussi pour vous.

(1) Ecrite par le secrétaire mais signée par le Cardinal.

Prions pour l'Eglise de France, pour notre sainte religion, et pour qu'il déjoue toutes les tentatives et projets des impies.

Recevez, Monsieur le Curé, l'assurance de mon estime, de mon attachement et de ma considération distinguée.

+ LE CARDINAL-ARCHEVÊQUE DE TOULOUSE (1).

La correspondance entre le vénérable Cardinal et le curé de Damazan dut finir en cette époque. Les événements qui suivirent la rendirent quasi impossible. Le Pape Léon XII mourut en 1829. Le Cardinal de Toulouse, en se rendant à Rome pour assister au Conclave, éprouva un accident qui altéra profondément sa santé. Il revint dans sa ville épiscopale dans un tel état d'infirmité et de souffrance que ses amis pressentirent sa fin prochaine. Il mourut, en effet, le 20 février 1830 (2).

P. DUBOURG.

(1) La lettre est tout entière écrite par le vénérable Cardinal.

(2) Ces onze lettres autographes nous ont été transmises par M. le chanoine Magen, ancien vicaire de M. Perpignan et son successeur. Nous avons écrit à l'Archevêché de Toulouse pour savoir si les lettres de M. Perpignan au Cardinal n'avaient pas été conservées. Le secrétaire général de l'Archevêché nous a répondu qu'il n'y avait aucune trace de cette correspondance.

LA MAISON SAINT-MARTIAL A AGEN

SES PROPRIÉTAIRES, SES HOTES

Cette maison, qui porte aujourd'hui les n^{os} 20 et 22 de la rue Joseph Barra, anciennement Saint-Martial, date de la seconde moitié du xviii^e siècle. L'emplacement qu'elle occupe fut acheté, au nom du roi, en 1768, voici dans quelles circonstances. Louis XV venait de décider la création, dans plusieurs villes, de dépôts « pour y enfermer les pauvres mendiants et vagabonds ». Agen devant être pourvu d'un de ces établissements, l'Intendant de Guyenne, M. de Farges, prescrivit à M. Assolent, son subdélégué en cette ville, de préparer un local. Celui-ci proposa l'acquisition « de quatre petites maisons contiguës avec un jardin au derrière d'icelles, situées sur la rue Saint-Martial, paroisse Saint-Etienne et relevant en fief de MM. les chanoines et prébendés de l'église Cathédrale. Les dites maisons consistaient en plusieurs chambres, cave, grenier, le tout en très mauvais état. Maisons et jardin confrontaient, du levant, aux murs de la ville, chemin de la ronde entre deux, du midi à maison et jardin d'Etienne Sudrié, laboureur, du couchant à ladite rue Saint-Martial et du nord à jardin et maison de Jean Ferriol, du sieur Lamouroux, négociant et de Jean Chaumier, coutelier. » Ces immeubles appartenaient à Joseph Soulès, tisserand, qui les avait acquis de Joseph Pauze par acte du 12 juillet 1766. Les titres de propriété remontaient jusqu'au 25 janvier 1640. L'Intendant donna son autorisation le 27 juin 1768 et le 2 juillet suivant, le subdélégué fit l'achat « au profit du Roi, notre sire, Louis XV heureusement régnant », moyennant la somme de 3,000 livres (1).

On commença par raser les vieilles mesures. Puis au nord de l'emplacement, depuis la rue Saint-Martial jusqu'à la rue

(1) Arch. d'Agen, GG. 252.

des Rondes, on construisit un vaste corps de logis à un étage, c'est-à-dire n'ayant qu'un rez-de-chaussée. Le mur extérieur fut séparé des propriétés voisines par un chemin de ronde de 2 mètres de large. Deux ailes complétèrent l'édifice. Celle qui longeait la rue Saint-Martial fut affectée au logement du concierge ou geôlier. Le reste du bâtiment fut divisé en cinq compartiments que l'on destina aux détenus : deux pour les femmes, trois pour les hommes. Un mur relia les extrémités des deux ailes et ainsi fut formée une vaste cour de 32 mètres 50 de long sur 8 mètres 24 de large. Cette cour elle-même fut divisée en deux par un autre mur et ainsi chaque sexe eut ses locaux bien distincts. Le surplus de l'emplacement fut laissé ou converti en jardin. On donna à cet établissement le nom de maison des Pauvres.

Il est de fait que les pauvres pullulaient alors dans le pays. On a calculé que, dans la partie de l'Agenais limitée au sud par la Garonne, la sixième partie des habitants se livraient ouvertement à la mendicité. Dans certaines paroisses la proportion dépassait le quart, dans quelques-unes la moitié. Plus de 30,000 misérables n'avaient guère que l'aumône pour tout moyen d'existence (1). S'il eût fallu les loger tous, la ville entière n'aurait pas suffi. Mais il importait au plus haut point d'enrayer un mal qui depuis une vingtaine d'années faisait de si effrayants progrès. Parmi les mesures prises, à cet effet, par les pouvoirs publics, il en est une qui avait admirablement réussi en 1767. C'était une raffle générale des vagabonds qui débarrassa la province de ces misérables. Les simples mendiants ignorant si les ordres ne s'étendaient pas jusqu'à eux, se mirent partout au travail comme par enchantement. Mais au bout de deux ou trois mois quand ils s'aperçurent qu'ils n'étaient pas visés, ils reprirent avec leurs besaces, leur vie d'oisiveté. Tant y a cependant que les faits donnèrent au gouvernement une indication précieuse dont il aurait eu grand tort de ne pas profiter (2). C'est ainsi que fut construite notre

(1) Abbé Durengues. *La misère dans l'Agenais en 1774*, p. 4. Agen, 1895.

(2) Même référence, pp. 26 et 27.

maison des pauvres surtout, sans doute, pour servir d'épouvantail.

OEuvre de circonstance, n'ayant ni revenus, ni ateliers organisés pour le travail, cet établissement ne pouvait subsister longtemps. Sous la Révolution, il reçut plusieurs destinations. A la date du 14 vendémiaire an III (5 octobre 1794) le District d'Agen dut fournir un « état des bâtiments et édifices nationaux et employés à des objets d'utilité publique ». Cette pièce porte au n° 21 : « *La maison dite des Pauvres*. (Elle appartenait à la commune d'Agen et est devenue nationale par l'effet de la loi du 24 août 1793). Le district a plusieurs fois logé des troupes dans cette maison. Actuellement elle renferme des prisonniers de guerre espagnols » (1).

Quelque temps après on en faisait une sorte d'ergastule pour les aliénés. Ces malheureux déparant la cour pour se lapider entre eux ou pour assommer leur gardien et les officiers municipaux chargés de les inspecter, il fallut en l'an X parer à cet inconvénient (2). En 1806 la maison servait toujours à renfermer les insensés pauvres ou sans parents ; leur nombre s'élevait de 10 à 12 individus (3). Elle fut affectée, vers la fin de l'Empire, à un dépôt des conscrits réfractaires.

La Restauration la rendit à sa destination précédente. Mais elle avait besoin de réparations importantes comme le constate le Préfet de Lot-et-Garonne dans son rapport au Conseil général du département pendant la session de 1816 : « C'est, disait-il, l'établissement qui réclame les plus promptes améliorations ; il est peu sûr, insalubre, n'a point de distribution appropriée à la séparation des sexes ; aucune clôture ne tient et cependant cette maison qui sert d'asile à tous les aliénés du département, lorsque leurs familles n'ont pas les moyens de les entretenir à Bicêtre ou à Charenton, est d'une utilité reconnue ».

Le Conseil général donna carte blanche au Préfet pour faire

(1) Arch. dép. Registre du Directoire du District à la date indiquée.

(2) *Ibid.*, X 3. Rapport de l'Ingénieur en chef du Département au Préfet.

(3) *Annuaire ou Description statistique du département de Lot-et-Garonne* par Lafont du Cujula. Agen, 1806, p. 282.

les réparations nécessaires. L'architecte Bourrières dressa un devis qui fut approuvé par le Ministre secrétaire d'Etat de l'Intérieur, le 12 août 1817. Il fut décidé que les deux premières loges, destinées aux femmes, seraient divisées la première en deux, la seconde en trois. La première loge s'ouvrant dans la cour réservée aux hommes, ainsi que la loge du fond, au levant devaient être aussi partagées, celle-ci en deux, celle-là en trois. On ne touchait pas aux deux loges intermédiaires situées au nord. Par cette opération le nombre des cellules allait être porté de 5 à 12. Un remaniement général de la toiture qui couvrait une surface de 456 mètres carrés avait été également prévu. L'adjudication des travaux fut fixée au 6 septembre 1817. Le devis se montait à 2,190 francs 55 centimes, on soumissionna pour 1,860 francs 59 centimes. Le 19 novembre des travaux supplémentaires furent mis en adjudication pour une somme de 1,139 francs 95 centimes. Les réparations furent rapidement exécutées et le 19 décembre, le Préfet prenait l'arrêté suivant :

« 1° La maison située à Agen rue Saint-Martial et anciennement affectée à la détention des insensés des deux sexes est rendue à sa destination ;

« 2° En conséquence les insensés détenus dans la prison du Chapelet, seront transférés en la dite maison » (1).

Tout n'était cependant pas parfait dans « la dite maison ». On ne tarda pas à s'apercevoir : 1° que ce dépôt ayant servi antérieurement à détenir les conscrits réfractaires, les murs de clôture de la cour des hommes et de celle des femmes, ayant été élevés à la hauteur d'environ 6 mètres, empêchaient la libre circulation de l'air ; 2° que le sol des cours ayant été mal régalié, les eaux fluviales ne s'écoulaient qu'à peine et laissaient une humidité insalubre ; 3° que les loges des insensés étant au midi, avaient à la vérité une exposition très favorable pendant l'hiver, mais que l'été, les rayons du soleil frappant avec force dans leur cour, fatiguaient ces malheureux et même pouvaient provoquer leurs accès de folie. L'architecte-

(1) Arch. départ., liasse X 3.

te du département consulté émit l'avis que le mur de clôture fût réduit à la hauteur de 3^m32 centimètres, que le sol fût régalié et recouvert d'un sable fin, que dans les cours fussent plantés des platanes afin que leur ombrage affaiblît la force de la chaleur et que leur verdure fût un objet de récréation pour ces malheureux. Il eut soin de spécifier que ces platanes auraient 0^m19 de diamètre et seraient de belle venue, qu'ils seraient au nombre de 7 : quatre dans la cour des hommes et trois dans celle des femmes. Chaque arbre devait coûter 2 francs 50 centimes, ce qui ferait une dépense totale de 17 francs 50 centimes (1). Les platanes furent plantés et les deux qui existent encore attestent assez, par leurs superbes ramures, qu'ils étaient en effet de belle venue. Les autres parties du programme furent exécutées, de plus des ouvertures furent pratiquées dans la façade nord de l'édifice, bref on fit pour 879 francs 48 centimes de réparations pendant l'année 1819.

On n'était pourtant pas au bout de la besogne comme le donnait à prévoir M. de Lugat, maire d'Agen, dans une lettre qu'il écrivit au Préfet le 8 septembre 1821. « Votre tendre sollicitude pour l'infortune, lui disait-il, a déjà amélioré d'une manière bien sensible, la maison dite du Dépôt des Insensés du Département, établie en cette ville et placée sous ma surveillance, en faisant ouvrir des croisées qui procurent un courant d'air dans les chambres habitées par les malheureux insensés. Ainsi, en attendant les améliorations que le Gouvernement se propose d'apporter à ces établissements si dignes de sa sollicitude, il est heureux de voir que si tous les secours relatifs à leur état, ne leur sont pas encore administrés, les reclus du Dépôt d'Agen sont logés, nourris et vêtus convenablement.

« Mais depuis l'exécution des travaux que vous avez ordonnés pour l'assainissement de cette prison, il a été reconnu que tout en voulant procurer un grand bien aux malheureux reclus, ils se sont par cela même trouvés exposés à des tracas-

(1) Rapport de M. Poitevin, architecte du département, en date du 27 février 1818, Arch. dép., X 3.

series continuelles qui leur sont occasionnées ou par des enfants ou par des personnes d'un certain âge qui, ne sachant concevoir combien est pénible la position de ces êtres infortunés, cherchent à se procurer un divertissement bien mal entendu en cherchant à les tourmenter, à les faire entrer en fureur. Les soins du concierge de cette maison pour éviter un pareil désagrément, ont presque toujours été sans succès, et les démarches de la police pour découvrir les auteurs de ce délit ont toujours été vaines par la grande facilité que donne la situation même de cette maison aux individus qui s'en rendent coupables, de fuir au travers des jardins qui l'avoisinent, et de se réfugier dans les maisons auxquelles ils sont attenant » (1).

Pour mettre fin à cet état de choses, le maire proposait la construction d'un mur de clôture tout le long du chemin de ronde. Ce mur, d'après le devis de l'architecte de la ville, devait s'étendre parallèlement à la muraille nord sur une longueur de 35 mètres et en retour sur la rue des Rondes sur une longueur de 20 mètres, ce qui faisait une longueur totale de 55 mètres. L'épaisseur hors terre devait être de 0^m35 et la hauteur également hors terre de 2^m66. Le Préfet adopta cette proposition et le 29 avril 1823 il mettait le travail en adjudication pour une somme de 824 francs 14 centimes (2).

Jusque là les aliénés étaient soumis au régime des prisonniers de droit commun. Quand on s'aperçut qu'on avait là non des criminels qu'il fallait punir mais des malades qu'on devait soigner, la question se posa de remplacer le geôlier par des infirmiers. A la session de 1826, dans son rapport au Conseil général, le Préfet fit entendre ces belles paroles : « Le Département possède à Agen une prison qui porte le nom de Dépôt des Insensés. On y détient les fous furieux reconnus tels par un jugement et que, par conséquent, la police est forcée de séquestrer de la société. Cet établissement est soumis au régime des prisons ordinaires, et il n'a à sa tête qu'un geôlier

(1) Arch. dép., X 3.

(2) *Ibidem*.

qui fait son devoir sans doute, mais qui n'a qu'à se faire craindre des malheureux confiés à sa garde et non à essayer de les consoler et moins encore de les guérir. » Mais comment loger un personnel hospitalier dans un immeuble déjà beaucoup trop exigü pour ses propres pensionnaires ? Le Préfet proposa de transférer les aliénés à l'hospice Saint-Jacques dans un local spécial et de les confier aux soins des bonnes sœurs, ou de créer et aménager un nouvel asile. Le Conseil général se rangea à ce dernier parti et vota, à cet effet, une somme de 25,000 francs à répartir sur cinq annuités à partir de 1827.

Le crédit était trop faible et le délai trop long. Il ne fallait pas songer à bâtir. Quant aux immeubles qu'on aurait pu acheter, leur valeur dépassait de beaucoup les disponibilités financières du Département. Telle, par exemple, la maison toute voisine du Refuge sur laquelle on avait tout d'abord jeté les yeux. D'autre part, le nombre des fous hospitalisés tendait à s'accroître d'une année à l'autre. On en comptait seize en 1828 et il n'y avait toujours que douze loges. La nécessité allait s'imposer de garder l'ancien local malgré toutes ses inconvénients sauf à l'agrandir du mieux que l'on pourrait. Sur ces entrefaites se présenta une occasion qui de prime abord parut excellente.

Il y avait, tout près de l'hospice Saint-Jacques, un terrain relativement vaste, sur lequel s'élevait une vieille tuilerie appelée de Barthe, du nom de son ancien possesseur. On offrit en 1828 cet emplacement au Département moyennant une somme de 11,000 francs une fois payée et une rente viagère de 550 francs à servir à une femme de 84 ans. Le Préfet mit tous ses efforts à faire accepter cette offre. Elle lui apparaissait comme un moyen inespéré de reprendre un projet qu'il préconisait depuis longtemps de construire un asile confortable et de le confier à des religieuses. Il comptait sur les sœurs de l'hospice voisin. Le 6 février 1829, il écrivait au Ministre : « Une cour large seulement de quelques pas est la seule promenade des détenus. Ils couchent sur la paille dans un réduit de quelques pieds qui ne reçoit le jour que par la porte et une petite ouverture près du toit. Cette ouverture donne dans une

rue d'où les passants se font souvent un jeu de tourmenter les malheureux renfermés dans ce misérable local. Enfin, et c'est sans doute l'inconvénient le plus fâcheux de tous, les détenus ne reçoivent et ne peuvent recevoir aucun des secours qu'exige leur position. Ce ne sont point des malades auxquels l'administration accorde les soins qu'elle leur doit, ce sont des prisonniers. Ils sont même traités avec plus de rigueur que les autres, car leur prison est plus rétrécie, plus incommode et plus malsaine » (1). A la session de 1829 il reprit le même thème et presque dans les mêmes termes devant le Conseil général : « Le Dépôt des insensés à Agen, dit-il, réunit tous les genres d'inconvénients. Il est placé dans l'intérieur de la ville. Une cour large seulement de quelques toises est la seule promenade qu'il offre aux détenus. Les détenus couchent sur la paille, etc. » La conclusion est qu'il fallait acheter l'immeuble Barthe. Il obtint enfin les autorisations nécessaires et l'acquisition se fit cette même année 1829 (2). Mais des difficultés se présentèrent qui parurent insurmontables. Le Conseil général, après bien des tergiversations, prit le 5 juin 1832 le parti d'hospitaliser à Cadillac (Gironde) les aliénés du département et sa décision fut exécutée (3).

Le Dépôt d'Agen étant devenu par le fait sans emploi, une ordonnance royale en date du 23 janvier 1833 autorisa le Préfet à le vendre par la voie des enchères publiques. La mise à prix fut de 7,500 francs. Mais une première fois il n'y eut pas adjudication, la somme ayant paru trop élevée. Elle fut réduite à 4,500 francs. Le 26 mars 1834, un sieur Mémain se rendit acquéreur moyennant une somme de 6,650 francs qu'il versa entre les mains du Receveur général des Finances en trois paiements successifs les 4 avril, 17 et 18 octobre 1834 (4).

Ce M. Mémain n'était ici dans le principe qu'un prête-nom. Il représentait dans cette affaire la Congrégation des Frères

(1) Arch. dép., liasse X 3.

(2) Voir aux archives départementales, liasse X 3, le dossier de cette affaire.

(3) Voir session de 1833, Rapport du Préfet.

(4) Voir minutes de M^r Bothian, acte du 8 août 1873.

de Marie dont il faisait partie et M. Chaminade son supérieur général. Venu à Agen en novembre 1820 avec deux autres religieux pour y fonder les Ecoles chrétiennes gratuites, il fut, dans la suite pendant plusieurs années, directeur de cet établissement. C'est lui que les instituteurs publics d'Agen doivent regarder comme leur premier ancêtre. En effet, lors de l'ouverture dans cette ville de la première école communale par suite de la loi de 1833, il brigua et obtint la direction de cette école. Il quitta ce poste au bout d'un an pour revenir à la tête des Ecoles chrétiennes. Entre temps, c'est-à-dire en 1833, M. Chaminade l'avait associé au gouvernement de sa Congrégation en le créant assistant général sous le titre de chef de travail (1).

Il serait difficile aujourd'hui de se faire une idée des succès prodigieux qu'obtinrent tout d'abord à Agen les Frères de Marie. De tout temps, dans cette ville, l'instruction primaire avait été fort négligée. En fait d'écoles primaires il n'y avait jamais eu que quelques institutions payantes, entreprises privées où des maîtres de fortune, sans grande compétence, sans préparation professionnelle, sans méthode pédagogique, dispensaient à de rares élèves, une science rudimentaire. Il n'est pas ici question de l'école d'enseignement mutuel créée par la Société académique d'Agen, tentative honorable qui échoua et qui devait fatalement échouer parce que la méthode d'enseignement mutuel, dite de Lancastre, qu'on y employait et qui était alors en vogue, trompa les espérances qu'elle avait d'abord données.

L'arrivée des Frères de Marie à Agen, fin 1820, n'excita au premier moment qu'une sorte de curiosité sceptique. Mais les merveilles qu'ils accomplirent aussitôt, non seulement leur attirèrent les sympathies de tous mais provoquèrent l'enthousiasme. A la session du Conseil général de 1821, le Préfet crut devoir parler de leur œuvre en ces termes : « Cette institution naissante s'annonce de la manière la plus favorable. En effet, fondée à grands frais par le délégué d'une société établie à

(1) *Guillaume-Joseph Chaminade*, par le R. P. J. Simler. Paris, 1902, p. 644.

Bordeaux, dans le beau local de l'ancienne maison du Refuge, elle est dirigée par quatre religieux séculiers qui, tout jeunes encore, sont l'objet de la vénération publique. Soit attirait de la nouveauté, soit par suite de l'entraînement particulier à tout ce qui porte une forte empreinte de religion, à peine ces écoles furent ouvertes qu'elles attirèrent la plus grande partie des enfants de la ville appartenant aux classes pauvres ou peu aisées. On put croire que cette affluence même d'écoliers contribuerait à la chute de cette entreprise démesurée en apparence ; mais à la grande surprise du public, on vit l'ordre le plus admirable régner parmi cette population naguère si turbulente. Chacun se loua de la méthode qui donnait le moyen d'instruire et d'élever simultanément une telle multitude d'enfants (environ 400) ; les familles pauvres bénirent les maîtres qui, loin d'exiger le moindre salaire, fournissaient des livres à leurs élèves et leur distribuaient même d'autres encouragements dispendieux. On vit avec étonnement les mœurs, les habitudes, les formes des enfants du peuple absolument changées, et ce fut le concert de la gratitude publique qui manifesta à l'autorité le succès complet de l'institution dont elle avait simplement toléré le premier essai (1). » En 1823, les 9 et 19 avril, le 24 mai et le 16 juillet, le *Journal de Lot-et-Garonne* raconta et expliqua, dans quatre grands articles, un succès qui, selon lui, tenait de la magie.

Les Frères de Marie s'étaient installés, moyennant loyer, dans l'ancienne maison du Refuge, propriété de l'Hospice Saint-Jacques. Mais en 1833 la ville d'Agen ayant acquis cet immeuble pour y placer l'Ecole communale que la loi lui faisait un devoir de créer, les Frères eurent à se pourvoir ailleurs. C'est pour ce motif qu'ils avaient acheté le Dépôt des Insensés et ils se hâtaient de l'aménager. L'un d'eux, M. Gausens, écrivait le 17 mars 1836 : « La Communauté est toujours dans le même bâtiment (le Refuge)... On nous presse d'en sortir. Une souscription s'est ouverte en notre faveur qui a pro-

(1) Voir aussi sur le même sujet les rapports de ce haut fonctionnaire aux sessions suivantes notamment en 1822, 1824, 1825.

duit 4,000 francs, avec lesquels nous payons le loyer de la maison des écoles gratuites et faisons réparer celle qu'acheta M. Mémain, il y a trois ans, pour nous loger. Je pense que, dans deux mois, nous y serons déménagés. »

Sur ces entrefaites, M. Mémain se brouilla avec M. Chaminate et se retira de sa Congrégation. Cette défection amena la chute de l'œuvre à Agen. On dut abandonner au transfuge la maison de la rue Saint-Martial dont il était le propriétaire légal. Celui-ci y ouvrit en 1837 une école pour son propre compte, y reçut des pensionnaires, prit des locataires. C'est ainsi qu'il eut sous son toit pendant quelques mois de l'année 1842, un hôte de marque, M. des Echerolles, dont la vie mouvementée semble tenir de la légende plus que de l'histoire.

Joseph-Marie-Etienne Géraud des Echerolles était né à Moulins le 17 mai 1775, d'Etienne-François Géraud des Echerolles, chevalier de Saint-Louis, maréchal de camp, et d'Anne Odile de Tarade. Admis en 1788 comme aspirant à l'Ecole d'artillerie de Metz, il entra, l'année suivante, dans la garde nationale à Moulins. On le nomma sous-lieutenant en 1790 et il fut député à la Fête de la Fédération. En 1791, il émigra sur l'ordre de son père et se fit incorporer dans la compagnie d'infanterie noble, formée des officiers du régiment de la Couronne. Il fait la campagne des Princes, assiste au siège de Thionville, puis il rentre en France par Liège, traverse Paris, Moulins et s'arrête à Lyon où il prend part à la défense de cette ville contre les troupes de la Convention. De là il émigre de nouveau et rallie l'armée de Condé. Il revient presque aussitôt en France (1794), passe sous le drapeau national, prend place dans le train d'artillerie et sert aux armées des Alpes, d'Italie et d'Angleterre. Le 21 vendémiaire an VII (12 octobre 1798), il est fait prisonnier au combat devant Schully. Libéré à la fin de l'an VII, il fait successivement partie de l'armée de l'Ouest, de l'armée de réserve, de l'armée de l'Océan et de la Grande-Armée. Il est à Ulm en 1805, à Iéna en 1806. Là il a deux chevaux tués sous lui et il est fait chevalier de la Légion d'honneur. Plus tard il suit l'armée en Espagne, se bat à Ocana, se marie à Séville en 1810 avec Marie-Louise-

Lucienne de Leygonie dont il eut douze enfants. Sa fortune le mène ensuite en Italie, puis en Allemagne où il est nommé capitaine au 1^{er} lanciers de Berg. Il fit encore la campagne de France, assista à la capitulation et aux adieux de Fontainebleau et fut enfin licencié. Rentré définitivement dans la vie civile, M. des Echerolles occupa, sous la Restauration, le poste de sous-préfet à Villefranche, à Belley et à Saint-Gaudens, puis celui de secrétaire général de la Préfecture à Agen, en 1820. La Révolution de Juillet mit fin à sa carrière administrative. Il continua d'abord à résider à Agen ou, plus souvent, dans les environs de cette ville, au château de Castelnoubel qu'il avait acheté. Vers 1850 il alla se fixer à Paris où il devait terminer en 1865 sa longue et aventureuse vie.

Dans sa retraite, M. des Echerolles avait songé à écrire ses mémoires. Il n'a laissé que des notes informes qui pourraient servir moins à l'histoire qu'à une chronique scandaleuse. Son caractère ne manquait pas d'élévation ni de noblesse. Mais une misanthropie féroce, causée peut-être en grande partie par le cuisant regret de n'avoir pas rempli sa destinée, avait faussé son jugement. Il était de ceux qui ignorent tout ce qu'il nous faut de bonté et d'indulgence pour être justes et qui éprouvent une âpre volupté à découvrir et à trouver le mal partout. Il est souvent question de lui dans les mémoires de sa sœur, Hélène des Echerolles : *Quelques années de ma vie*, réédités sous ce titre : *Une famille noble sous la Terreur* (1).

C'est en 1840 que M. des Echerolles se lia plus particulièrement avec M. Mémain auquel il confia l'éducation d'un de ses fils. Le maître mit à la disposition de l'enfant, dans son établissement, une chambre que le père meubla et qui lui servit à lui-même de pied à terre lorsqu'il venait à Agen. Quand on avait fait les réparations dont il est question dans la lettre citée plus haut de M. Gaussens, on avait dû surélever la maison d'un étage. En 1842 M. des Echerolles loua le rez-de-chaussée, l'aménagea et y passa l'hiver avec toute sa famille.

(1) Renseignements communiqués par M. l'abbé Marboutin qui les a tirés des archives de Castelnoubel.

Mais au règlement de compte le propriétaire et le locataire se brouillèrent. Il y eut, pour une question d'intérêt assez futile, un procès que M. des Echerolles perdit, ce qui n'adoucit pas son atrabilaire humeur. Dans ses prétendus Mémoires après avoir reproduit avec complaisance certaines confidences calomnieuses de M. Mémain sur le compte de M. Chaminade, il fait à sa haine le sacrifice inouï d'en douter, tant le détracteur lui paraît « inconséquent, léger, désordonné, indélicat, verbeux, vaniteux, immoral et enfin plein de turpitude. »

Ce qui avait surtout exaspéré M. des Echerolles, c'est qu'il lui avait fallu déguerpir brusquement. En effet, le 7 septembre 1842, M. Mémain louait au Département son immeuble. Maintenant il s'agit d'expliquer comment le Département revenait à une maison dont il s'était défait il y avait à peine six ans. La même loi qui avait mis à la charge de la Ville l'entretien d'une école communale, avait obligé le Département à créer une école normale d'instituteurs. Cette école avait d'abord été logée, pendant l'année scolaire 1835 dans l'ancienne institution Dardy, rue Saint-Gillis, aujourd'hui rue Lafayette. C'était une mesure provisoire qui devait permettre de trouver ou de construire un local définitif. Les architectes demandaient une trentaine de mille francs. Cette somme ne pouvait être fournie par les ressources ordinaires du budget. D'autre part l'usage du crédit était peu connu, personne ne songeait à recourir à l'emprunt. Dans ces conditions il fallait se contenter de louer. En 1835, le Département loua donc à la Ville, moyennant mille francs par an, pour y placer son Ecole normale, une partie du Refuge où était déjà établie l'Ecole communale. Le bail était pour 4 ans et renouvelable ensuite pour une période de 3, 6, 9. Mais en 1842, la Ville ayant besoin de tout l'immeuble pour y loger sa population scolaire sans cesse croissante, dénonça le bail et le Département dut se pourvoir ailleurs. C'est alors que le Préfet jeta les yeux sur la maison Mémain qu'il loua pour 15 ans au prix de 1,600 francs par an. L'immeuble avait été estimé officiellement 30,000 francs, on y fit tout de suite, grâce à une allocation de l'Etat, pour 10,000 francs de réparations ou d'embellissement, ce qui lui donna une plus-

value d'un quart (1). Il prit à ce moment toute la forme et les proportions qu'il a gardées jusqu'à nos jours.

A partir du mois d'octobre 1849 les élèves-instituteurs du Département furent envoyés à Bordeaux, puis à La Sauve et l'Inspection académique d'Agen prit la place de notre école normale supprimée. Cette administration eut longtemps à tête un honorable fonctionnaire, M. Lepescheux, que les vieux agenais n'ont pas oublié. Elle fut transférée rue Saint-Louis en 1864, et pendant quelques années la recette des « Douanes et Contributions indirectes » lui succéda rue Saint-Martial.

A cette époque la maison Saint-Martial avait une fois de plus changé de maître. Par acte sous signatures privées, passé à Bordeaux le 17 mai 1862, et enregistré le 23 novembre 1871, M. Mémain avait cédé son immeuble à un négociant de Bordeaux, M. Béguey, moyennant 30,000 francs (exactement 29,441 fr. 35), qui furent immédiatement versés aux créanciers du vendeur. Une fois de plus se réalisait l'adage : « Bien mal acquis ne profite jamais. » Après son départ d'Agen, M. Mémain s'était retiré à Saint-Loubès (Gironde), dans son pays, où il mena une vie peu édifiante et où il est mort en demandant pardon à Dieu et aux hommes.

A son tour M. Béguey céda ses droits de propriété à M. Thomas, trésorier payeur général du département de Lot-et-Garonne, par acte passé devant M^e Recours, notaire à Agen, le 18 août 1873. Cette vente se fit pour 30,000 francs (2). Par acte du 12 décembre précédent, passé devant le même notaire, M. Thomas avait acheté, moyennant 3,300 francs, à un sieur Raymond Marcadé, marchand de grains à Bordeaux, une petite maison portant le numéro 20 de la rue Saint-Martial, avec jardin contigu aboutissant à la rue des Rondes Saint-Martial ou Saint-Jean (3). Les deux objets furent réunis en un même corps de bâtiment et des réparations, des constructions,

(1) Cf. Rapports du Préfet aux sessions du Conseil général de 1843 à 1849, et Arch. dép., liasse T 1.

(2) Minutes de M^r Bothian.

(3) *Ibidem*.

des dispositions nouvelles donnèrent à l'immeuble une plus-value considérable.

Mais quelque temps après, M. Thomas ayant été envoyé à Grenoble, sa maison fut mise en vente. Elle parut convenir à l'établissement du Cercle catholique d'ouvriers récemment fondé à Agen. Le but de cette œuvre était de créer des relations et un centre de réunion pour les ouvriers de bonne volonté qui désirent : 1° Sauver leur foi, leurs mœurs ou faire revivre en eux ces grands principes ; 2° Se procurer des délassements honnêtes ; Entretenir des amitiés chrétiennes ; 4° Trouver des moyens d'instruction et des enseignements pratiques sur leur profession ; 5° Apprendre à honorer le travail, l'atelier et se respecter eux-mêmes. Des statuts avaient été rédigés en conséquence, approuvés le 3 avril 1877 par un arrêté du Préfet qui donna au Cercle l'existence légale et enfin déposés chez M^e de Lacvivier, notaire, les 31 août 1877 et 11 février 1878 (1).

L'œuvre des Cercles d'ouvriers, préconisée par M. de Mun, était alors en grande vogue parmi les catholiques. Elle trouva tout de suite à Agen de grandes ressources qui lui permirent d'acquérir le bel immeuble de M. Thomas. L'acte fut passé devant M^e de Lacvivier le 5 mars 1878, moyennant 45,000 francs (2). Il y eut quelques années de prospérité. Puis, comme il arrive trop souvent, la charité première se refroidit, les recettes baissèrent et ne répondirent plus aux besoins. Afin de pouvoir se libérer de certaine charge qui l'écrasait, la Société civile sur laquelle reposaient les intérêts matériels de l'œuvre, se détermina à vendre mais à des conditions qui, tout en permettant de sauver la situation du moment, réservaient cependant l'avenir. L'Assemblée générale des actionnaires s'étant réunie le 31 décembre 1887, reconnut « après un long et sérieux examen que la vente de la maison de la Société était une nécessité très fâcheuse, mais que l'état des finances l'im-

(1) Arch. du Cercle, communiquées par M. Bouchet, instituteur en retraite.

(2) Minutes de M^e de Lacvivier.

posait absolument. Elle autorisait donc, par un vote unanime, le Conseil d'administration à opérer cette aliénation aux conditions (s'il était possible) qu'il avait lui-même déterminées dans sa délibération du 8 avril 1887, ainsi conçue : « Monsieur « X... aimerait mieux vendre l'immeuble en réservant au Cer-
« cle catholique, sa vie durant, la qualité de locataire pour
« les appartements nécessaires à son service.; cette proposi-
« tion obtient l'assentiment du Conseil » (1).

On trouva un acquéreur qui accepta généreusement ces conditions. L'acte de vente fut passé les 16 et 21 avril 1878. Le Cercle vécut encore quelque temps mais déclinant tous les jours jusqu'à sa belle mort qui est passée inaperçue. Depuis 1895, la maison Saint-Martial a successivement abrité d'autres œuvres catholiques : nos missionnaires diocésains, qui l'ont dotée d'une belle chapelle, les prêtres retraits après leur expulsion de leur hospice Saint-Dulcide. Elle est aujourd'hui le siège de deux associations de prêtres créées récemment « pour l'avancement des études ecclésiastiques dans le diocèse ». Qui pourrait deviner ce que l'avenir fera encore de l'ancienne maison des Pauvres ?

Chanoine DURENGUES.

(1) Archives du Cercle catholique.



UN AUTEL CHRÉTIEN DU VI^e SIÈCLE

Les monuments figurés, qui nous rappellent les premiers temps du christianisme en Agenais, sont rares. Le plus ancien est une sorte de triptyque de bronze, sur lequel sont gravés trois diplômes d'honneur, à la gloire de Claudius Lupicinus. Deux de ces tablettes sont ornées du monogramme du Christ, accosté des lettres α et ω , un des plus anciens exemples de la Gaule. Ces tablettes trouvées près de La Caussade sont de la fin du iv^e siècle (1).

Au même siècle, appartient l'oratoire de Bapteste et une lampe ornée du Chrisme provenant du même lieu (2).

Nous avons, ensuite, une série de sarcophages chrétiens du v^e et du vi^e siècles. Le plus intéressant est, sans conteste, un fragment conservé, en fort mauvaise place, du reste, dans la chapelle du collège Saint-Caprais. Il représente l'histoire de Jonas. Edmond Leblant nous dit que c'est une œuvre de la fin du vi^e siècle. Au musée d'Agen nous retrouvons plusieurs morceaux de sarcophages chrétiens. L'un d'eux figure l'histoire des trois hébreux dans la fournaise.

A ces monuments connus, nous pourrions désormais en ajouter un nouveau, beaucoup plus important et plus précieux, un autel du vi^e siècle.

Il fut découvert dans un champ appelé Mercadé, à l'embouchure des deux Séounes, aux pieds de Puymirol. M. de Causse, propriétaire du champ, le transporta à son château de Naudou, tout voisin, le fit monter sur un piédestal. C'est là qu'on peut le voir encore.

C'est une plaque de marbre blanc de 0^m81 centimètres de

(1) Ad. Magen et G. Tholin : *Trois diplômes d'Honneur du IV^e siècle* dans la *Revue archéologique*, février 1881.

(2) *Etudes sur l'architecture religieuse de l'Agenais*, par G. Tholin, p. 339. Agen, Michel, 1874.

longueur sur 0^m77 de largeur et 0^m20 d'épaisseur. La surface supérieure est creusée de quelques centimètres et encadrée d'une moulure. La face postérieure est ornée d'une croix patlée et d'une inscription latine.

Ses dimensions restreintes sont, à peu de chose près, celles des autels les plus anciens. Celui d'Auriol (Bouches-du-Rhône), mesure 1^m02 × 0^m57. Celui de la basilique de Saint-Alexandre, sur la voie Nomentane, a la même grandeur (1).

Les premiers autels chrétiens ne se distinguaient pas de la table commune sur laquelle on prenait les repas. N.-S. Jésus-Christ avait institué la Sainte-Eucharistie sur une simple table de bois. Dans la suite, l'usage s'introduisit de célébrer les saints mystères sur les restes des martyrs. Le pape Félix I^{er} (269-275) établit, ou peut-être, régularisa simplement cet usage. *Hic constituit supra memorias martyrum missas celebrari*, dit le *Liber Pontificalis* (2).

La table d'autel prenait alors les dimensions du tombeau. Plus tard, on renferma les reliques des martyrs dans de petits coffrets, que l'on plaçait sous l'autel, dans le soubassement ou dans une cavité creusée dans les supports. Dès lors, la table d'autel devint petite et presque carrée. Souvent aussi, mais un peu plus tard, on creusait dans la table elle-même une cavité appelée tombeau, dans laquelle on scellait les reliques. C'est l'usage suivi de nos jours.

L'autel, qui nous occupe, n'a pas de tombeau; il appartient donc à la catégorie de ceux qui recouvraient un petit coffret placé dans le soubassement.

La surface supérieure, nous l'avons dit, est creusée de quelques centimètres et encadrée d'une moulure très simple. C'est en quelque sorte un plateau à rebords. Jusqu'au xii^e siècle, presque tous les autels ont cette forme. Cette disposition était nécessaire. Les fidèles participaient alors, en très grand nombre, à la communion sous les deux formes. Les espèces et of-

(1) *Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de Liturgie*, publié par Dom Cabrol. Letouzey, art. AUTEL.

(2) Mgr Duchesne, *Liber Pontificalis*, t. I, p. 158.

frandes étaient si nombreuses sur l'autel, qu'elles auraient pu tomber à terre, si elles n'eussent été retenues par un rebord. Cet usage a duré jusqu'au ^{xii}^e siècle. J'ai trouvé, dans la sacristie de l'église Saint-Cyprien, annexe de Dolmayrac, près Sainte-Livrade, une belle table d'autel de 1^m70 × 0^m98, qui, elle aussi, est à rebords.

Deux encoches, sur la bordure de notre autel, étaient destinées à recevoir deux tenons de fer, pour le sceller au mur.

La face postérieure est ornée d'une croix gravée. Les branches de cette croix sont pattées ou fourchues et terminées par de petits traits appelés apicés. Nous retrouvons cette forme, sur un fragment de vase, du ^{iv}^e siècle, trouvé à la chapelle Saint-Eloi (près d'Autun) (1), sur un fragment d'inscription trouvé à Carthage, de la même époque (2), sur une inscription funéraire trouvée au ^v^e siècle (3). Au milieu de l'autel du Ham (Valognes), il y a également une croix (^{vii}^e siècle).

Au-dessus de la croix, sur notre autel, se lit l'inscription suivante :

DECEMBRIS ANO VIII REG[IS...

] O DOMINI NOSTRI.

Il manque le quantième du mois et le nom du roi qu'une re-taille a effacés. En outre ce dernier paraît se terminer par un O et être ainsi à l'ablatif au lieu du génitif, pour s'accorder avec *Domini nostri*. Il ne faut pas s'en étonner, les fautes de ce genre abondent dans les inscriptions chrétiennes des premiers siècles. M. Ed. Leblant en a relevé un grand nombre (4). Grégoire de Tours lui-même convient qu'il ne distingue pas exactement l'ablatif de l'accusatif.

La formule *Domini nostri* ne désigne pas N.-S. Jésus-Christ comme on pourrait le croire d'abord, mais le roi régnant au moment où se gravait l'inscription. Dès la fin du ^v^e siècle et par un fait dont j'ai recherché ailleurs la cause,

(1) *L'Épigraphie chrétienne en Gaule et dans l'Afrique romaine*, par Ed. Leblant, p. 79 ; Paris, Leroux, 1890.

(2) *Ibidem*, p. 28, note.

(3) *Ibidem*, planche 3, fig. 9.

(4) *Ibidem*.

dit Ed. Leblant, une autre façon de dater se montre sur nos marbres dans les pays situés à l'ouest du Rhône. On y note les années de règne des princes envahisseurs, les rois Wisigoths et les rois Francs » (1).

Cette formule nous donne donc une date limitative et nous empêche de faire remonter cette inscription avant la fin du v^e siècle.

L'examen paléographique nous amène à la même conclusion. Remarquons, en effet, les formes caractéristiques des lettres O, G, D, N.

Les O sont plus petits que les autres lettres, ce qui d'après Le Blant fut d'un usage fréquent entre 405 et 600.

Le G se compose de deux courbes opposées et emboîtées. Nous en trouvons des exemples dans l'inscription funéraire de la religieuse Leucadia (431) (2), dans l'épithaphe d'un enfant de Lyon en 510 (3), dans celle d'Eugènes en 544 (4) et dans une autre de 567 (5).

Le D a deux formes, celui de Decembris est une lettre d'écriture cursive, et celui de Domini est triangulaire et tourne à la forme du delta grec, ce fut un usage courant entre 487 et 643 (6).

La barre transversale des N n'atteint pas les extrémités des hastes. Cela se faisait entre 472 et 559 (7).

Enfin, remarquons que les lettres sont, comme la croix, ornées d'apicés. Dans le recueil de Le Blant, nous pourrions en relever de très nombreux exemples, tous du v^e ou vi^e siècle.

Je crois donc pouvoir affirmer que notre inscription est bien du vi^e siècle, ou au plus tôt de la fin du v^e.

Une question se pose ; cette inscription, est-elle bien celle de l'érection de l'autel, ou bien est-elle simplement la fin d'une

(1) E. Leblant, *Epigraphie chrétienne, etc.*, p. 12.

(2) *Inscriptions chrétiennes de la Gaule antérieures au VIII^e siècle*, par E. Le Blant, t. I, p. 91 et pl. 5, n° 221.

(3) *Ibid.*, pl. 10, n° 38.

(4) *Ibid.*, pl. 6, n° 25.

(5) *Ibid.*, t. II, pl. 123, n° 323.

(6) *Epigraphie chrétienne, etc.*, p. 24.

(7) *Ibidem*.

épitaphe gravée sur un marbre, dont une partie aurait servi à faire cet autel ? Ce qui pourrait le faire croire, c'est que la première ligne est bien sur le bord et que le sommet du nombre VIII et de la lettre R est un peu rogné. A mon avis cependant, je crois qu'il faut imputer cela à l'usure du marbre, et je suis porté à croire qu'il s'agit bien ici de la date de la consécration.

La grande croix pattée occupe bien le milieu de la table et elle a été gravée avant l'inscription. Les premières lettres de Nostri sont, en effet, écrites un peu plus haut que les autres à cause de la branche de la croix, qui gênait l'ouvrier, pour conserver la droite ligne.

Ma conclusion est celle-ci : Notre autel est bien du ^{vi}^e siècle ou de la fin du ^v^e, si l'inscription est celle de la consécration. Il faudrait le dater du ^{vi}^e ou ^{vii}^e siècle, dans le cas contraire.

Le lieu où ce marbre a été trouvé est fort riche en débris de l'époque gallo-romaine. Un établissement important, une villa sans doute, s'étendait sur une pente douce à l'embouchure des deux Séoune au lieu dit Mercadé. Ces ruines sont connues depuis longtemps. Saint-Amans en parle en ces termes : « Plus loin encore, et toujours à l'entrée d'un vallon exposé au midi, et près d'une eau courante, on rencontre dans la commune de Saint-Pierre-de-Clairac un lieu nommé Mercadé où se voient des ruines romaines. Le savant M. Barrailon, en regardant ces ruines comme celles du *Castrum Clarucum*, où l'on battait monnaie du temps de Clovis, semble commettre une erreur de lieu, que je ne puis me dispenser d'indiquer. Trompé par les renseignements qui lui ont été transmis, il donne à ce local, qui se trouve à l'Est d'Agen, le nom de Clairac, et paraît ainsi le confondre avec la ville de Clairac, située au nord-ouest d'Agen, dans une direction totalement opposée. Saint-Pierre-de-Clairac, ne possédant aucun reste d'antiquité, n'ayant rien de commun sous ce rapport avec Mercadé, où sont les ruines romaines ; il était d'ailleurs nécessaire de rectifier cette dénomination. Au reste, je n'ai vu dans les fondements du château présumé, que ceux

d'un temple étrastyle, de petite dimension, ayant des galeries extérieures ou couloirs latéraux, dont on ne pouvait reconnaître l'issue. Le pavé de mosaïque, encore en assez bon état, représentait des rosaces, et, parmi les débris de marbre, de briques à rebords, dont il était encombré, on distinguait partout des traces d'incendie. Au surplus, les divers fragments recueillis dans ce local, et surtout deux chapiteaux, que j'ai fait dessiner, annoncent évidemment la décadence de l'art. Il me semble encore assez probable, d'après l'analogie remarquable des noms de Lamarque et de Mercadé, qu'il existait dans ces lieux voisins, d'anciens monuments consacrés à Mercure (1). »

Quoi qu'il en soit, nous constatons ici la superposition des civilisations successives depuis l'âge de la pierre polie, puisqu'on a découvert à Mercadé des haches en pierre de cette époque, jusqu'à la civilisation gallo-romaine dont les débris abondent. Mais ce qui est surtout important pour nous, c'est de constater, grâce à cet autel, que le christianisme avait créé dans ce coin de la Nitiobrigie un centre de vie chrétienne. Ce fut probablement un des premiers sanctuaires de l'Agenais, contemporain peut-être de la prédication évangélique dans ces contrées.

A Mercadé, comme dans beaucoup d'autres lieux de la Gaule, le propriétaire de cette riche villa gallo-romaine, converti au christianisme, fit élever, sur ses terres, une église pour les besoins religieux de ses serviteurs, qui avaient imité son exemple et, aussi, pour l'usage des nouveaux convertis du voisinage. Ce fut là l'origine de plusieurs de nos paroisses et si le sanctuaire de Mercadé n'a pas eu cet honneur, c'est que probablement les invasions barbares et les guerres nombreuses l'ont par la suite tellement anéanti, que les populations suivantes en perdirent le souvenir.

« Une loi d'Honorius (398) nous apprend que les grands propriétaires ont déjà leur chapelle dans leur villa... » C'est

(1) *Essai sur les antiquités du département de Lot-et-Garonne*, par J.-F. Boudon de Saint-Amans. Agen, P. Noubel. 1859, p. 59.

ainsi qu'au iv^e siècle, Sulpice Sévère avait fait construire deux basiliques dans son *ager Primuliacus* « Paulin de Nole nous en décrit avec complaisance les reliques, les inscriptions, les peintures murales, les mosaïques. Entre ces basiliques, Sévère avait fait construire un baptisterium. Lui-même y célébrait le culte, y prêchait à ses esclaves ou à ses colons. C'était une véritable colonie religieuse qui s'était fondée » (1).

Dans cette époque reculée, où le christianisme luttait vigoureusement contre les pratiques tenaces du paganisme agonisant, nous ne connaissons de façon certaine que quatre à cinq églises ; celles de Sulpice Sévère dont nous venons de parler et qu'il faut très probablement chercher en Agenais, celle de Saint-Caprais que saint Grégoire signale dans Agen, celle du Mas-d'Agenais, chantée par Fortunat, et celle de Baptêste dont on a retrouvé les ruines. Maintenant nous pourrions y ajouter celle de Mercadé, dont nous possédons l'autel.

J.-R. MARBOUTIN.

(1) *Les Paroisses rurales du IV^e au XI^e siècle*, par Imbart de La Tour. — Paris, A. Picard, 1900, p. 28.

LA PRÉPONDÉRANCE POLITIQUE DU MIDI

à propos d'un travail de M. Fernand Mauroux

Il y a plusieurs années que nos compatriotes du Nord font de nous les boucs émissaires de tout ce qui peut arriver de fâcheux dans le pays. On nous accuse de tous les méfaits, nous absorbons, à notre profit, toutes les forces vives de la nation et, en même temps, — je relèverai tout d'abord cette contradiction, — notre grande Société littéraire du Félibrige est signalée, malgré les protestations répétées de ses chefs, comme représentant je ne sais quel esprit séparatiste du Midi. Il faudrait pourtant s'entendre.

Si nous exploitons le Nord, nous avons tout intérêt à ne pas nous séparer de lui et si nous voulons nous en séparer, malgré cela, il devrait, au lieu de nous en faire un grief, nous y inciter, s'estimant bien heureux que ses ressources, dont il vante tant l'importance, lui reviennent entières.

La vérité sur une discussion qui ne me semble pas très pratique et de nature à modifier les rapports des deux grandes régions de la France que divise la Loire, la voici. Il exista, de tout temps, entre ces régions, une rivalité qu'il faudrait, au lieu d'en faire un objet de dissension en faire un objet d'émulation entre citoyens, aussi patriotes les uns que les autres, et aussi soucieux, sans distinction de provinces et d'opinions religieuses ou politiques — on l'a vu en 1870 — d'assurer la défense et l'honneur du Pays.

Nous sommes meilleurs — même en Gascogne — qu'on voudrait le faire croire.

Si la campagne qu'on essaie contre nous est récente, nous pouvons, sans toutefois remonter au déluge, dire que la rivalité dont je parlais tout à l'heure, a son origine dans la formation même de la France.

Lorsqu'au commencement du v^e siècle, les armées de Clovis vainquirent le Midi, généralement arien, elles portèrent une première atteinte aux traditions romaines qui étaient de-

venues celles de la Gaule méridionale et que les Wisigoths, loin de combattre, s'étaient appropriées. — C'est sous le drapeau d'une nouvelle hérésie que nos ancêtres, même demeurés catholiques, entendent lutter contre les hommes du Nord. Ils sont victimes d'une guerre malheureuse et Pierre le Catholique, roi d'Aragon, périt à la bataille de Muret défendant moins les Albigeois que notre nationalité, représentée par le comte Raymond VI de Toulouse. Cette nationalité, les grandes familles des de Foix, des Albret, des Armagnacs en sont les champions aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècle. — Les succès éphémères des protestants, dans des provinces plus attachées par la tradition latine aux pompeuses cérémonies d'un culte extérieur, peuvent s'expliquer aussi par un esprit d'opposition au gouvernement du Nord. — Et la dernière manifestation contre la suprématie de celui-ci, représenté alors par la Convention sous l'influence des clubs, a été le mouvement fédéraliste girondin, à peu près insignifiant au-delà de la Loire, mais qui avait su, de Bordeaux jusqu'à Marseille, mettre en mouvement vers Paris de vrais corps d'armée auxquels il ne manqua qu'un général expérimenté, énergique et dévoué pour assurer la victoire.

Le Midi fut toujours vaincu.

Il paraît que nos hommes politiques nous donnent aujourd'hui la revanche de la croisade contre les Albigeois et assurent l'exaltation posthume des Girondins. Je ne vois pas grand mal à cela, surtout si, retournant le mot de Madame Roland, nous pouvons dire : O Liberté, que de vertus nous devons à ton nom !...

M. de Contenson, dans la *Revue politique et parlementaire*, nous raconte avec indignation que, dans la période de 1899 à 1907, le Nord qui possède 65,48 % de la population totale de la France et 74.87 % de sa richesse, a pu constater que le Midi avait fourni 67.62 % de journées de pouvoir (1). Cela me paraît fort honorable.

(1) M. G. de Contenson a soutenu les mêmes idées dans un volume paru, l'an passé, sous le titre : « *L'Avenir du Patriotisme* ». M. Maurice Colrat les a, à son tour, exposées dans le journal « *L'Opinion* ». Il y a déjà quelques an-

Lorsqu'un très faible effectif met en déroute un gros corps de troupe, il excite une légitime admiration. Comment le Nord, avec la fortune qui n'influe que trop dans les opérations électorales, avec une nombreuse population qui devrait offrir tant de sujets d'élite est-il battu par nous ? — Cela prouve, de l'aveu même de nos adversaires, la grande supériorité d'une race plus riche en sang latin. Mais ces derniers s'accordent tous à dire que c'est à notre éloquence que nous devons nos succès. En cela, le soleil serait notre complice. Il est vrai que la beauté du ciel nous force à sortir. Nos peintres ne représentent pas, comme les Teniers, les Breughel, les grands artistes du Nord, des intérieurs où nous nous tenons peu. C'est là une tradition romaine. Depuis les temps les plus reculés, paraît-il, on loue, à Rome, des chambres dans la partie la plus intime des maisons, sans se préoccuper du locataire, parce qu'on ne rentre chez soi que pour y passer la nuit. Tout, dans les riches demeures, est consacré aux grandes réceptions. Aussi les chambres sont-elles petites, inconfortables, peu nombreuses. Dans l'immense palais Farnèse où réside notre ambassadeur, j'ai entendu dire que le premier, occupé par ses vastes salons, ne lui fournissait pas de quoi recevoir toutes les personnes de sa famille, lesquelles étaient obligées de monter aux étages supérieurs. Notre Ecole Française, qui occupe le second, ne peut loger qu'une partie de ses membres, ceux de seconde année, et dans quelles petites cellules ! Les jeunes gens qui arrivent de France sont obligés de passer la première année dans les maisons voisines de la place Farnèse. Ils les connaissent toutes et c'est ainsi qu'ils peuvent donner les plus précieuses indications à ceux de leurs compatriotes qui veulent faire dans la Ville Eternelle un séjour prolongé.

nées, un député de Maine-et-Loire, M. Fabien Cesbron, traçait la limite entre le Nord et le Midi par une ligne partant de la Sèvre Niortaise et aboutissant à l'entrée du Rhône en France. Au Nord, il y a 45 départements, au Midi 42, y compris la Corse. Le Nord a 286,995 kilomètres carrés, le Midi 249,382. Le Nord envoie au parlement 346 députés tandis que le Midi n'en a que 229. Et néanmoins le Midi représente une force dont le gouvernement ne saurait se passer, car elle est prédominante.

Je logeais, en 1902, chez un riche avocat de la ville et, en 1903, chez la mère de l'honorable Zannoni, député d'Urbino au parlement italien. Je ne vis qu'une seule fois le premier de mes hôtes pendant le long séjour que je fis chez lui. Le croissant dans le salon dont j'avais aussi la jouissance, il me reconduisit courtoisement jusqu'à la porte de l'appartement et me dit, en souriant : « Notre demeure doit vous paraître, Monsieur, la demeure des esprits, *la Casa dei Spiriti*. Vous y voyez rarement âme qui vive ! » Je ne voyais, en effet, que le personnel de service.

Les Romains ont toujours vécu dehors. Autrefois, c'était au Forum Romanum, autour des rostres, près des boutiques et dans les autres Fora, ou bien aux thermes lorsqu'arrivait l'heure du bain. Aujourd'hui, c'est place d'Espagne, place de Venise, place Colonna, le long du Corso ou dans les merveilleux jardins du Pincio qui, réunis depuis peu à ceux de la villa Borghèse, forment, avec leur admirable vue, une des plus belles promenades de l'Europe. Il n'y a guère qu'un grand café à Rome ; c'est Aragno qui le dirige et il est également pâtissier. La foule ne s'y porte que lorsqu'il pleut, ce qui est rare. On préfère le grand air.

Sauf pour les cafés, trop nombreux en France et dont un climat moins beau explique la quantité, nous avons hérité de ces mœurs ancestrales.

Nous aimons la flânerie au grand air. Rien ne prédispose comme elle à l'éloquence. Les idées, n'étant plus contenues par les digues de l'étude, se répandent comme un fleuve débordé et vous entendez parfois dans la rue des périodes que Cicéron n'aurait pas reniées. Il n'y a pas encore très longtemps, à Naples, les capucins prêchaient en plein air. J'en entendis un, qui ne semblait pas avoir pâli sur les livres, s'écrier, dans un admirable mouvement oratoire, en parlant de la vie scandaleuse d'un homme politique : *Un uomo pubblico, sulla via pubblica, con una donna pubblica*, un homme public, sur la voie publique, avec une femme publique ! Ces trois sens différents du même adjectif, jetés en une consonnance musicale, avec un geste superbe d'indignation faisaient frémir les audi-

teurs. *Aco fai fremi*, comme nous entendons dire encore dans nos campagnes d'un fait qui bouleverse les âmes.

M. Fernand Mauroux a recherché un autre élément de cette éloquence naturelle que nous reproche encore M. Jules Delafosse, député du Calvados, en des articles parus, le mois dernier, dans le journal *l'Echo de Paris*. Il cite M. Edmond Demolins qui, dans son « *Etat actuel de la Science sociale* », l'a persuadé que l'éloquence était le propre des pays de cueillette. Je ne sais, Messieurs, si vous serez convaincus, en ce qui nous regarde, nous autres méridionaux, par les arguments de cet économiste. Certes, on cueille des raisins dans l'Agenais, on y cueille des prunes (on n'en cueillera jamais assez !), mais en Normandie, on cueille des pommes, on cueille des cerises à Montmorency, on en cueille jusqu'en Angleterre et en Allemagne et on chante dans le bois de Bayeux :

Qu'il est donc doux cueillir la fraise
Quand on est deux !

Or, notre fidèle Garonne n'ayant pas voulu encore se promener dans ces contrées essentiellement septentrionales, il me semble difficile de nous les annexer.

Au sujet de l'éloquence et quelles que soient les considérations très réelles que l'on tire de ce charmant travail de la cueillette, comme il a lieu un peu partout, je crois, avec nos adversaires, que le soleil, ce coquin de soleil du midi, l'auteur de tant d'illusions dont Tartarin a été si souvent la victime, est aussi le véritable inspirateur de nos idées et de nos expressions. Seul, quand il chauffe les têtes, sur la place publique, il prépare à nos politiciens un terrain exceptionnel de vertueuse indignation contre leurs adversaires et de foi candide en leurs affirmations. Ses rayons aveuglent tellement que les vessies deviennent des lanternes et que la lune s'approche au point de pouvoir être décrochée par chacun des électeurs.

Mais, quand il se joint à la cueillette, quel tableau différent et délicieux il présente. Je vous renvoie, Messieurs, au chant II de *Mireille* où la jeune fille et son galant sont représentés cueillant ensemble la feuille d'un mûrier pour les vers à soie. Ce passage du poème de Mistral suffirait seul à immortaliser

le Maître. L'histoire de la conquête d'un cœur, conquête si noble, sans aucun sentiment bas ou d'intérêt matériel, est si conforme à la nature que je donnerais tous les vers du monde pour les trois mots prononcés par la jeune vierge rougissante et séduite :

Mireio, aqui, mila culido

Leissant ana sa branco ; oh ! dis, d'aqueu Vincen !

Et Mircille, à moitié cueillie, laissant aller sa branche : Oh, dit-elle, de ce Vincent !...

De ce Vincent ! Quel délicieux génitif, demeuré dans tous les dialectes de notre langue d'Oc pour exprimer une pensée que le français ne saurait rendre, et encore imparfaitement, sans l'emploi d'une très longue phrase.

Mais je m'aperçois que je donne au travail de M. F. Mauroux un bien long avant-propos. Parmi les cueillettes qu'envisage l'économiste Demolins, la cueillette d'amour qui rend parfois très éloquent, mais qui paralyse les timides au point de ne leur fournir qu'un discours peu varié, n'occupe pas le premier rang.

COMTE DE DIENNE.

LES PLAQUES DE CHEMINÉES PRIMITIVES

Agenaises ou Périgourdines

5. — *Plaque cintrée à ailettes aux armes de la famille de Gallet.*

(Musée de Saintes).

Très grande plaque en plein cintre à ailettes raccordées en quart de rond à la naissance du cintre, avec décoration en quatre parties délimitées par trois grosses baguettes en torsade terminées, au sommet par un amortissement aigu, à trois pans. Au-dessus de la baguette qui occupe le milieu de la plaque, petit écu armorial, portant un chevron et trois coqs ; deux au chef et un en pointe. De chaque côté de cette baguette, deux écus plus grands, ceux du bas complètement frustes, ceux du haut portant un écartelé, au 1 et 4 d'une tour au 2 et 3 de trois..... (?) Enfin entre chaque baguette latérale et le bord de la plaque, deux écus au chevron et aux trois coqs, comme le premier. L'ensemble est symétrique, mais, par le fait des difficultés que présentait l'emploi d'estampilles manœuvrées à la main, bien des irrégularités ont été commises, qu'il est inutile d'énumérer, puisqu'on pourra les reconnaître sur la planche ci-contre, obtenue par le calque direct d'une photographie très obligeamment communiquée par M. Dangibeau, mon très érudit collègue de Saintes qui a bien voulu me fournir des renseignements nouveaux, qui me permettront, je l'espère, de donner plus d'ampleur à ces études, et surtout de préciser quelques points douteux dont la connaissance est d'un intérêt capital pour l'élucidation du problème si complexe que nous pose l'origine de nos plaques de foyer. Cette plaque n'est pas, d'ailleurs, inédite, au sens formel du mot, puisque MM. Dangibeau et Proust lui ont fait une place bien légitime dans leur somptueux ouvrage *Saintes*

à la fin du XIX^e siècle (1), qui n'a malheureusement été édité qu'à cinq exemplaires.

La famille de Gallet, pour laquelle fut fondu ce contre-cœur que décorent ses armes parlantes, — trois petits coqs ou *gallets* — fut essentiellement judiciaire ; on la trouve fixée dès la fin du xv^e siècle à Saintes, dont un de ses membres fut maire en 1529. Elle y possédait une chapelle dans l'église paroissiale de Sainte-Colombe, où l'on voit encore ses armoiries.

Grâce au précieux inventaire des plaques de cheminées d'Amboise par M. Alfred Gabeau, il m'est possible de noter un des points d'extension du type des plaques à ailettes, qu'il ne faut pas négliger. Voici le passage visé du travail de notre regretté collègue :

« Plaque aux armes d'un abbé de Fontaine-les-Blanches. Epoque : seizième siècle. Hauteur 0^m63 ; largeur 1^m04.

« Elle a la forme d'une demi-circonférence appuyée sur une base de 0^m12 de hauteur débordant de chaque côté de 0^m13 centimètres et demi. Sa décoration consiste en trois blasons en forme d'écu, posée un en tête et deux en dessous, ces derniers se répétant. Ils ont pour armes : « Le premier : Parti : au premier coupé de..... à trois billettes couchées de..... au lion de..... au lambel aux trois pendants de..... brochant. Au deuxième : de..... à trois tourteaux de.....

« Les deuxième et troisième écus : Parti, au premier de..... au lion de..... surmonté d'un croissant de..... Au deuxième : de..... à trois tourteaux de.....

« Cette curieuse plaque se trouve encore à Fontaines-les-Blanches où, retournés et formant le sol du foyer, elle a été dissimulée aux regards pendant plus d'un siècle (2). »

(1) Tome V, pl. 21.

(2) Alfred Gabeau. *Les plaques de cheminée en Touraine* (Réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements. XXXI^e session. Paris, Plon, 1907, p. 372 et planche LII, n^o 1.

6. — *Plaques aux armes d'Arnaud Sorbin.*

Grâce à une communication de M. Emeran Forestié, le vénérable érudit montalbanais que ses recherches biographiques sur les hommes célèbres nés dans le territoire du Tarn-et-Garonne avaient conduit à étudier tout particulièrement la vie d'Arnaud Sorbin, évêque de Nevers, il m'est possible de décrire deux plaques de foyer fort grossières mais qui viennent confirmer ce que nous savons déjà sur les procédés employés par les fondeurs pour la décoration de ces objets et qui, de plus, nous donnent deux dates extrêmes.

La première garnit le fond de la cheminée de l'école communale de Saint-Martin d'Heuille. Elle est d'assez grandes dimensions : 0^m80 de largeur, sur 0^m45 de hauteur, de forme rectangulaire, privée de tout encadrement sauf un gros tore dans le haut, et décorée au centre d'un cartouche ovale enfermant des armoiries entre deux banderolles sur lesquelles est l'inscription : ARNALDUS - SORBINUS - NIVERN - EPUS. Le travail en est très grossier ; le sculpteur qui a ciselé le cartouche était maladroit et ne comprenait certainement pas le dessin qu'on lui avait donné à tailler dans le bois.

De la seconde plaque il ne reste qu'un fragment important déposé au Musée de la Porte du Croux, à Nevers ; mais ce fragment est suffisant pour reconstituer la plaque entière. Celle-ci, de mêmes dimensions que la précédente, était décorée de trois cartouches identiques à celui que nous venons de décrire, un en haut, au milieu, et deux autres au bas. Nous sommes donc forcés d'admettre que ces deux plaques nivernaises ont été obtenues sans le secours d'une matrice. L'ouvrier ayant, comme nous l'avons déjà indiqué, délimité avec des planchettes le champ de la taque, y a, d'abord, imprimé, en haut le gros tore, puis à l'aide du même bois sculpté un cartouche, pour la première, trois cartouches pour la seconde.

J'ai tenu à rapprocher de nos taques aquitaniques primitives les deux plaques aux armes d'Arnaud Sorbin, parce qu'elles sont un exemple, assurément rare aujourd'hui, de la façon d'opérer aux débuts de cette industrie. Pour les mêmes

raisons, je décrirai encore une autre plaque choisie bien loin de notre centre d'observation, pour les mêmes raisons, dis-je, et, en outre, parce qu'elle a deux points de ressemblance avec la plaque agenaise du docteur Andrieu.

Cette plaque a longtemps décoré la cheminée de l'auberge de Sainte-Catherine où s'arrêtaient jadis le roulage et la malle poste, dans le faubourg du Bout-du-Pont à Amboise. Comme celle d'Agen dont nous la rapprochons, elle est pentagonale, et comme elle, le mouleur qui en fit l'empreinte dans le sable prit une estampille en sens inverse, ce qui prouve la fréquence de distractions pareilles. Je laisse à M. Alfred Gabeau le soin de décrire cette plaque, qu'il a eu l'honneur de découvrir :

« Elle est triangulaire au sommet, dit-il, et porte trois blasons ; l'un en tête et les deux autres, semblables entre eux, placés en bas ; tous sont entourés de rinceaux ou d'enroulements.

« Le blason supérieur a pour armes : Parti : au premier coupé de..... à une fleur de lis de..... à trois vannets de..... posés deux et un. Au deuxième : de..... à un chevron de..... accompagné de trois coquilles de.....

Les deux blasons inférieurs portent : au lion rampant de.... « Sur cette plaque on trouve, au bas du blason supérieur, un nombre dont le quatrième chiffre a disparu : 157.... C'est donc entre 1570 et 1579 que l'on peut le reconstituer, elle présente, en outre, une singularité : *le blason supérieur est renversé*, toutes les pièces et tous les chiffres se voient la tête en bas, fait dû, certainement, à une erreur commise par le fondeur. lors de l'application du nombre sur le sable. » (1).

Arnaud Sorbin, dit de Sainte-Foi — qui était né à Montech en 1532 — occupa le siège épiscopal de Nevers de 1578 à 1606. Donc, le mode de fabrication des plaques de cheminée sans intervention d'une matrice unique, s'est perpétué, en certains endroits tout au moins, jusque bien près de la fin du

(1) Alfred Gabeau. *Les plaques de cheminée en Touraine* (Réunion des Sociétés des Beaux-Arts du département. XXX^e session. Paris, Plon, 1907, p. 372, pl. LII, n° 2.

xv^e siècle ; routines d'ateliers reculés qui survivaient malgré les progrès accomplis depuis longtemps dans les usines plus perfectionnées, comme nous aurons bientôt à le constater.

Il ne faudrait pas croire d'ailleurs que les usines du Nivernais fussent universellement arriérées, comme pourrait le faire supposer ce que nous venons d'écrire. Jules de Verneilh a depuis longtemps noté que ce qu'a écrit Guy Coquille, le docte jurisconsulte de la seconde moitié du xv^e siècle, prouve combien l'industrie du fer fut florissante dans cette province. Voici les paroles de Guy Coquille : « Cette contrée (les Vaux de Nevers) est commode aux forges, tant à cause des petites rivières dont elle abonde qu'à cause des bois et des minières ; les fourneaux y sont pour fondre la mine de fer avec l'aide d'une matière appelée *castine*, qui est terre pierre ; les pièces de fer fondu qui se tirent des fourneaux sont appelées *guises* et pèsent de quinze à dix-huit cents livres ; les forges sont composées d'affineries et d'un gros marteau à l'aide desquels ce fer est battu et rendu en lames plates, qui est le fer dont les maréchaux, serruriers et autres feronniers se servent. Les forges à acier sont es quelles de la même matière de fer bien affinée et bien trempée se fait l'acier qui se met en petits quareaux (1). »

Cette citation de Guy Coquille vient à point pour nous ramener aux centres de fabrication de nos taques régionales ; et cela d'autant mieux que nous l'avons prise pour l'utiliser dans un excellent travail du baron de Verneilh sur l'un de ces centres le plus important pour nous, le Périgord, dont les mines de fer, comme les forges, s'étendaient et s'étendent encore jusque dans le haut Agenais.

L'avisé archéologue (2) ayant rappelé les paroles de Strabon : « *Apud Petrocorios et Bituriges, cubi ferri sunt præclare metalla* », constate que « le Périgord et le Limousin, singulière-

(1) Guy Coquille. *Œuvres*. Bordeaux, chez Labottière, 1703, t. I, p. 431. Voir de Verneilh, *Revue des Soc. savantes*, 6^e série, t. IV, p. 543, et Victor Gay, *Glossaire archéol.*, p. 731.

(2) *Les anciennes forges du Périgord et du Limousin* (*Revue des Sociétés savantes des départements*, 6^e série, t. IV, 1876, p. 538 à 560.)

rement favorisés par la nature pour la production du fer, puisqu'ils possèdent, le premier surtout, le minerai et les bois nécessaires à son exploitation, ont eu jusqu'à ces derniers temps de nombreuses forges très prospères avant que le traité de commerce, en introduisant les fers étrangers, moins bons mais moins coûteux que les nôtres, eût presque entièrement détruit la seule industrie sérieuse qui fût pratiquée dans notre pays » ; et il ajoute : « Depuis que, par suite d'un progrès signalé dans la civilisation, les hommes ont su tirer parti du minerai de fer et le convertir en armes ou en instruments d'agriculture, des forges ont été établies en Périgord. »

L'emplacement de ces anciens établissements métallurgiques est souvent encore indiqué par des noms de lieux caractéristiques, tels que *Ferrière, Farrière, la Forge, les Forges, la Farge, La Farge, Forgeas, Fargeas* « qui toutes doivent leur nom soit à des mines de fer, soit à des usines destinées à le mettre en œuvre (1). » En d'autres lieux, ces anciennes exploitations s'affirmaient par la présence d'un grand nombre de « monticules, plus ou moins considérables, entièrement formés de scories de fer ou laitiers..... A tort ou à raison, ces monticules sur lesquels s'élevaient parfois des arbres séculaires, étaient désignés sous le nom de forges gauloises ou romaines. » M. de Verneilh lui-même avait fouillé un de ces monticules et y avait trouvé « en outre de tuiles à rebord et le monnaies de billon romaines des premiers empereurs, dont la présence ne prouve pas grand chose quant à la date des forges, puisqu'elles sont restées dans la circulation jusqu'à nos jours (2), des lingots de fonte, gros comme le bras, encore incrustés dans leur moule de terre vitrifiée.... (2). » On n'a pas trouvé de document antérieur aux dernières années du

(1) De Verneilh, *loc. cit.*, p. 540.

(2) Cette observation est à retenir, car le fait est exact ; la plupart des collections de monnaies romaines qui ont été faites au début du XIX^e siècle, l'ont été par le triage intelligent de la monnaie en circulation à cette époque. Je me propose de publier quelques textes des plus instructifs à ce point de vue particulier.

(3) De Verneilh, *loc. cit.*, p. 540.

xv^e siècle où il soit fait mention des forges périgourdines, et il a semblé à M. de Verneilh que les plus anciennes datent du règne de Louis XI et surtout de celui de Louis XII, c'est-à-dire de la période de repos et de paix qui suivit l'affreuse période des guerres anglaises. Grâce au *Nobiliaire de la généralité de Limoges*, écrit au xviii^e siècle par l'abbé Nadaud, il a été possible de prouver l'existence d'un assez grand nombre de ces forges par des documents dignes de foi. Voici l'indication de celles qui remontent sûrement au xvi^e siècle :

Forge de Jomelières (commune de Javerlhac, arrondissement de Nontron). Noble Collin Hastelet qui la possédait testa le 9 août 1505.

Forge de Planche-Ménier, voisine de la précédente. En 1567 elle était entre les mains de François Hastelet, qui la tenait de son père Vincent Hastelet.

Forges des environs de Jumilhac. Antoine Chapelle, sieur de Jumilhac, « riche maître de forges, avait été ennobli, en 1597, par Henri IV, auquel il avait prêté des sommes importantes pour l'aider à reconquérir son royaume. C'est là une des illustrations de notre industrie métallurgique, les marquis de Jumilhac, descendants d'Antoine Capelle, ayant occupé des charges militaires importantes et tenu un rang distingué dans la haute noblesse (1). »

Forge de chez Baillot, près Nontron. Elle paraît avoir appartenu depuis 1500 à la famille du Faure de la Roderie.

Forge de la Chapelle Saint-Robert. En 1533, Marie de Saint-Martin en était dame.

Forge de Bernardières. Son existence au xvi^e siècle est prouvée par un contrat de mariage qui y fut passé en 1594.

Jules de Verneilh mentionne d'autres forges encore, et fait remarquer que le Périgord contenait en 1789 soixante-deux forges ou hauts fourneaux, et le Limouzin vingt-sept.

Nous n'avons retenu que le nom de celles dont l'existence est fermement prouvée au xvi^e siècle et d'où pouvaient sortir,

(1) De Verneilh, *loc. cit.*, p. 546.

par conséquent, soit les taques dont nous avons donné la description, soit d'autres taques d'un type sans doute voisin.

Il n'est guère douteux, d'ailleurs, que ces établissements ont perpétué à peu près aux mêmes lieux une exploitation métallurgique dont les débuts remontent à l'antiquité la plus reculée.

C'est le cas qui s'est produit, selon toutes les apparences, dans le Haut Agenais où M. Tholin a bien noté l'existence de très anciens centres d'exploitation du minerai de fer.

« Dans la majeure partie du canton de Fumel, dit-il (1), un excellent minerai se rencontre à la surface du sol : il attire l'attention par sa couleur et son poids. On rencontre fréquemment au milieu des bois de ce pays, encore si peu défriché, de petits amas de scories loin de toute habitation et de toute ruine. Les fragments de laitier qui s'y trouvent ont pris une patine accusant leur ancienneté. A proximité d'amas pareils qui existent non loin de là, en Quercy, des fouilles ont fait reconnaître de petites fosses aux parois calcinées. Là s'opérait la fonte par des procédés aussi primitifs que ceux encore usités parmi les peuplades de l'intérieur de l'Afrique. »

Constatons, pour le moment, la prospérité actuelle de l'usine métallurgique de Fumel, réservant pour un autre chapitre quelques précisions sur l'importance et la situation des divers petits ateliers qui établissent la filiation entre ce bel établissement et les primitives forges à la Catalane signalées par M. Tholin.

J. MOMMÉJA.

(1) *Causeries sur les origines de l'Agenais* (Revue de l'Agenais, 1895, p. 154.

DEUX ANS DE MISSION SCIENTIFIQUE EN ALGÉRIE

(1840-1842)

DERNIÈRES LETTRES DE BORY DE ST-VINCENT

A son premier envoi complémentaire des Lettres de Bory de Saint-Vincent à Léon Dufour, relatives à la guerre d'Espagne et à la retraite du maréchal Soult le long des Pyrénées, son petit-fils, M. L. Léon Dufour a bien voulu en joindre un deuxième, renfermant de nombreuses autres lettres, écrites de 1831 à 1846, que nous avons crues également perdues.

C'est à tort, en effet, qu'à la page 325 de notre premier volume, en note, nous avons écrit : « Cette lettre (du 17 octobre « 1831, n° CLXIII), est la dernière à Léon Dufour qui nous « ait été envoyée par son fils, les suivantes s'étant égarées ou « plutôt n'ayant pas été jugées dignes par leur destinataire « d'être conservées. » Non seulement « les suivantes » n'ont pas été égarées, mais, comme celles d'Espagne, elles avaient été trouvées tellement intéressantes que le docteur les avait mises à part et que depuis elles y avaient été oubliées.

De ces quarante-trois nouvelles lettres, nous ne publierons que les plus importantes, celles notamment où Bory explique pourquoi il a donné sa démission de député, comment s'est fait le mariage de sa seconde fille, quel était l'aspect de Paris pendant le choléra, etc., et, surtout, les treize lettres, écrites de 1840 à 1842, d'Alger, où il résida deux ans, ayant été nommé chef de la Commission scientifique d'exploration de l'Algérie, et qui, au point de vue naturaliste comme sous le rapport administratif et militaire, présentent un intérêt tout particulier.

De cette façon seront comblées les lacunes de notre premier volume. Ainsi sera complétée cette curieuse correspondance des deux savants gascons, de prime abord d'aspect si différent, que la science seule réunit, qui durant un demi-siècle se



confièrent mutuellement tant leur manière de voir sur les hommes et les choses de ces temps si mouvementés que leurs pensées les plus secrètes, leurs sentiments les plus intimes, et dont l'étroite amitié, en dépit de quelques passagers nuages, et l'affection la plus profonde ne se démentirent jamais.

XXIII (1)

Sans adresse.

Paris, 24 juillet (sans date, mais il faut lire 1831.

Mon cher Dufour, vous devez être bien content, vous qui loin de me faire compliment sur ma nomination à Marmande me plaignez d'être rentré dans la politique. Je me suis, en effet, convaincu qu'il était difficile de bien faire deux choses à la fois, de publier dans un bref délai trois volumes in-4° de 5 à 600 pages, avec un atlas in-folio de 120 planches, en allant s'asseoir tous les jours six heures sur un long banc vert, et en poursuivant dans les bureaux des Ministères des sollicitations pour le tiers et le quart. Moi surtout qui, n'entrant jamais dans les choses à demi, eusse voulu traiter à la tribune certaines questions sous des points de vue où on ne les a guère envisagées encore. C'est une chose fort agréable pour le vulgaire et pour les ambitieux que la place de député. On est invité par ordre alphabétique aux soirées et bals de Cour, à dîner chez les ministres ; on est salué, choyé, appelé honorable par tout le monde. Pour le patriote travailleur, c'est autre chose. La seule *question de la pairie* sur laquelle je voulais parler m'a occupé sans re

(1) Cette lettre continue naturellement celles que nous avons déjà publiées dans notre volume, où nous avons dit, par erreur, à la page 325, que les suivantes s'étaient égarées. Elle fut écrite, un mois après les élections législatives de 1831, qui avaient porté Bory de Saint-Vincent à la Chambre, comme député du Collège de Marmande. On sait qu'il avait eu l'indélicatesse de se présenter contre son ancien bienfaiteur le vicomte de Martignac. Mais Bory comprit bien vite la faute qu'il venait de commettre. Aussi s'empressa-t-il de donner sa démission, sous le prétexte, on le verra dans cette lettre, de se consacrer entièrement à la science, mais au fond pour laisser le champ libre à son éminent compétiteur.

lâche avec l'ardeur que vous me connaissez pour le travail au moins huit jours, durant lesquels je n'ai pas eu une autre idée ; aussi en est-il résulté un discours écrit dans ma tête et que je n'ai écrit sur le papier que pour *me le reprononcer dans dix ans à moi tout seul* ; un discours, dis-je, que je crois être un *chef-d'œuvre de style, de raison et de sentimens honnêtes*. Ce discours, j'en ai le pressentiment, dit de verve, car je me le suis inculqué, comme Talma savait ses rôles, résultat d'ailleurs d'une conviction forte et profonde, eut produit un grand effet ! Eh bien ! Je l'ai enfermé dans mon tiroir, j'ai chassé les pairs de mon cerveau pour retourner en Grèce, et j'ai préféré tenir mes engagements scientifiques aux honneurs de la *Démosthénerie*. J'ai tout à coup frémi en réfléchissant que *Ferrussac* (1) qui, tout intrigant qu'il est, n'est pourtant pas un sot sans capacité, s'était perdu à tout jamais en n'achevant pas son grand ouvrage des mollusques, qu'il interrompt vers la moitié de la vingtième livraison, je crois. Cette faute est la première cause de la chute de son Bulletin qui vient de finir, et qui, tout bon qu'il était, n'inspira jamais de confiance en sa durée, parce que l'on se rappelait ses mollusques. Pour moi qui ai mis à fin tout ce que j'ai entrepris, je ne pouvais abandonner l'expédition de Morée, avant d'y avoir mis la dernière main.

Après donc une expérience de 15 jours d'assiduité aux Chambres et de travail de cabinet que nécessitait une question poussée à fond, j'ai écrit une belle lettre aux électeurs (2) ; j'ai donné ma démission ; et depuis dix jours je n'ai pas quitté ma plume et mon cabinet pour rattraper l'arrière de Morée qui s'était accumulé. Il m'a fallu un certain courage et d'autant plus que j'avais bien dépensé cette année huit mille francs pour me mettre en règle et justifier par des enregistrements coûteux la quotité de mon cens. Mais enfin ce qui est différé n'est pas perdu. Je me suis bien arrangé pour l'avenir, et malgré les criaileries, calomnies et causeries, je suis cer-

(1) Il s'agit ici d'André de Ferrussac, fils du célèbre naturaliste, Jean-Baptiste-Louis d'Audebart, baron de Ferrussac, né à Clairac le 30 juin 1745, mort au château de Lagarde (Tarn-et-Garonne) en 1815, et dont les travaux scientifiques ont une valeur considérable. L'ouvrage auquel Bory fait allusion est *l'Histoire générale et particulière des Mollusques terrestres et fluviatiles*, que Louis de Ferrussac laissa inachevée, et qui fut complétée et publiée plus tard par son fils et G.-P. Deshayes, en quarante-deux livraisons dont les vingt-huit premières furent seules éditées par MM. de Ferrussac.

(2) Voir le résumé de cette lettre à la page 46 de l'Introduction de notre premier volume.

tain, quand je le voudrai, d'être élu en 3 ou 5 endroits (notez bien 3 ou 5). Il est probable que je me donnerai cette jouissance d'amour-propre un jour, mais il faut encore une fois n'avoir plus d'obligations scientifiques sur le chantier. A mes yeux c'est un manque de tenue le plus discréditant que je connaisse, que d'abandonner un ouvrage qu'on a entrepris, et de renoncer à une chose qu'on commença avec ardeur. Je suis trop vieux pour faire le fat, et je ne citerai ici que comme exemple du pouvoir de la persévérance l'exemple que je vais vous donner. Sans m'être jamais donné pour homme à bonne fortune, je puis vous assurer que j'ai mis (avec discrétion) dans ma jeunesse des aventures incroyables à fin, parce que je ne renonçai jamais quand j'eus commencé. Il y en eut une qui fut interrompue trois fois par force majeure et qui s'est arrangée la quatrième année seulement. La personne qui en fut l'objet, qui aujourd'hui est une des plus grandes de l'Etat, et qui a dix ans, je crois, de plus que moi, en me rappelant, le jour où je donnai ma démission, chez le Roi où je la trouvai en soirée, nos relations définitives de 1814, me disait : « *Je vous reconnais là; vous avez quelque autre chose à finir, et vous savez que vous n'en pouvez faire bien qu'une à la fois.* » Voilà précisément mon affaire. Jugez donc du zèle que j'y mets. Je vous eusse offert une petite part de rédaction pour vous faire avoir l'ouvrage, mais je me suis rappelé avec quelle aigreur de modestie vous me relançâtes, quand, pour vous faire avoir le *Dictionnaire d'histoire naturelle* que j'ai mis à fin, je vous proposai d'y faire quelque article d'entomologie.

Adieu, mon cher ami. Tout ce bavardage est pour vous seul. Brûlez ma lettre et me croyez à jamais votre bien sincère et constant

B. DE S.-V.

Mes filles qui sont là et à qui je dis que je vous écris vous saluent.

XXIV

A Monsieur Léon Dufour, docteur en médecine à Saint-Sever, département des Landes.

Paris, 24 janvier 1832.

Cher et vieil ami, que je croirais m'avoir oublié tant vous vous obstinez dans un silence que le jour de l'An ne vous a même pas

fait rompre, je ne puis cependant laisser passer certaines grandes occasions sans vous faire part du bonheur qui m'arrive. Je suis donc certain que vous prendrez une grande part au mariage de ma fille Clotilde qui aura lieu le 2 ou le 3 du prochain et qu'elle m'engage à vous annoncer (1). Cet événement qui fixe agréablement son sort, selon ce qu'elle mérite, va me replonger dans une terrible solitude, et je vous avoue que je vais demeurer très embarrassé. En effet, je suis trop vieux et trop occupé pour reprendre la vie de salons et de restaurateurs, trop jeune pour me mettre dans la dépendance d'insolentes gouvernantes qui font payer si cher aux célibataires le bouillon et le café chaud à point qu'elles leur servent. Je me verrai donc, aussitôt mon ouvrage sur la Grèce publié, forcé d'aller encore courir le monde. Je veux obtenir alors un gouvernement de colonie où je me ferai de nouvelles habitudes.

A propos d'ouvrage de Grèce, avez-vous reçu mon prospectus ? L'avez-vous lu ? Qu'en dites-vous ? Ma première livraison a paru le 15 ; de mois en mois le reste verra le jour. Je suis fâché de n'en pas avoir à vous offrir. C'est le Ministère qui les a ; mais je pense que Lamarque, à qui j'y ai fait une jolie galanterie, l'obtiendra pour votre bibliothèque départementale (2). A propos encore de bibliothèque départementale, vous avez dans le temps écrit à Audouin que justement il manquait dans la votre une planche de l'ouvrage d'Égypte où était justement un insecte dont vous aviez besoin. Je me doute bien qu'il ne se sera guère occupé de ce que vous demandez. J'ai l'ouvrage ; envoyez-moi votre note et je vous promets que courrier par courrier vous aurez ce que vous demandez.

Adieu. Tout à vous de cœur ; présentez mes hommages à Madame,

BORY DE SAINT-VINCENT.

(1) Nous avons dit que Bory de Saint-Vincent avait eu deux filles : Clotilde, l'aînée, qui épousa M. Berger cinq ans seulement après le mariage de sa sœur cadette Augustine, « son Antigone » comme il l'appelle dans sa jolie lettre du 16 décembre 1827, mariée cette année-là avec M. Morel.

(2) On sait dans quelles circonstances dramatiques mourut et fut enterré le général Lamarque, quatre mois après cette lettre, les 5 et 6 juin de cette année 1832. (Voir notre note page 169.)

XXV

A Monsieur Léon Dufour,

Paris, 7 février 1832.

Mon cher ami, votre aimable réponce que j'ai communiquée à ma fille nous a fait grand plaisir à tous, puisqu'elle nous prouve combien vous vous intéressez à tout ce qui m'est cher. J'avais besoin de la consolation du bon mariage de Clotilde pour me dédommager de la profonde affliction que j'ai éprouvée en décembre dernier par la perte d'une cousine germaine (Madame Legrix de la Salle, née Journu), avec laquelle je passai mon enfance. que j'aimais comme une sœur et qui seule nous restait de ces temps qu'on aime tant à se rappeler. Ce contre-temps qui nous avait tous désespéré, avait retardé la noce d'un mois, que nous crumes devoir accorder à de véritables larmes. La cérémonie n'a donc eu lieu que samedi dernier 4, dans toutes les règles, municipalité où c'est Desgenettes, maire de mon arrondissement qui a officié, et à l'église de..... Je suis donc demeuré seul dans ma jolie petite retraite du 5^{me} étage, et je vous avoue que me voilà comme le printemps sans fleurs, le jour sans soleil, le ciel sans étoiles, l'Océan sans vagues et l'hiver avec toutes ses neiges sur ma tête blanchie.

Connaissez-vous par là quelque abbaye de Bénédictins où je pourrais entrer ? Je ne vois pas d'autre ressource que de me faire moine, ou gouverneur d'une colonie. J'atens vos conseils pour me décider. En attendant j'élabore ma Grèce au point d'en maigrir. J'ai demandé au ministre qu'on en adressât un exemplaire à votre bibliothèque départementale. Je suis bien fâché de ne pouvoir vous donner l'ouvrage dont on a la cochonnerie de ne me passer qu'un exemplaire. Quant à l'ouvrage de Strauss, je l'ai, il est vrai, et il ne m'est pas fort utile ; l'ayant parcouru, ce qui me suffit. Mais je ne puis en disposer. Mon exemplaire est un de ces cadeaux d'auteur, reliés avec grand luxe et nom de relieur, de donataire, etc., que le dit Taximélolontien regarde quand il vient me voir ; sa rudesse tudesque ne me pardonnerait pas d'en disposer ; mais je suis sûr qu'il serait aisé de vous le procurer, en priant un député de le demander au Ministère pour la bibliothèque de votre département. J'ai vérifié ce matin qu'il en restait encore cinq ou six exemplaires

dans les bureaux de M. Dargout. J'irai demain en parler à Lamarque.

Tout à vous de cœur,

B. DE S.-V.

A propos, si vous ne pensez pas que je doive me faire moine ou gouverneur, et que vous trouviez une veuve agréable de 30 à 35 ans, ayant belles dents, beaux yeux et de la fortune, qui veuille être baronne, femme d'un général tout à point, présentée chez la Reine, dans le cas où la chose lui conviendrait, etc., etc., adressez-la moi, dussai-je passer six mois par an dans la Lande !

XXVI

Sans adresse.

Paris, 11 juillet 1832.

J'ai reçu votre lettre du 1^{er} de ce mois, mon cher ami ; elle m'a fait un grand plaisir ; au temps de choléra où nous sommes on est bien aise de savoir qui vit. Je n'étais pourtant pas inquiet pour vous ; car le fléau n'a pas passé dans les Landes, mais il les a cruellement maltraitées dans la personne de *Lamarque* qui était l'honneur de votre pays. La perte de *Cuvier* n'est pas moins grande (1). C'est une anarchie scientifique ajoutée à tant d'autres depuis sa mort. Nos savans en deviennent véritablement dégoûtans ; l'intrigue et l'envie occupent toutes leurs heures ; à peine en reste-t-il pour leurs ouvrages ; aussi n'en font-ils que peu ou point. Quant à moi, je m'en tiens à part comme de tout ce qui a une nuance de parti. Votre juste milieu m'indigne, votre opposition me fait pitié, les Carlistes avec leur fureur sanguinaire me font horreur ; je gémis, je hausse les épaules et j'écris ma Grèce qui avance. Il me tarde d'autant plus qu'elle soit finie que je veux après faire encore une course lointaine et qu'il n'y a plus de temps à perdre. Le séjour de Paris livré aux factions, aux agitateurs les plus absurdes, n'est plus tenable. Il est vrai que le gouvernement est bien faible et bien maladroit de ne pas dauber sur les bonnets rouges et sur les bonnets blancs. Comment souffre-t-il que la *duchesse de*

(1) On sait que *Cuvier* mourut à Paris le 13 mai 1832.

Berry promène impunément dans la Vendée ? C'est là ce qui fournit des prétextes aux Jacobins que Dieu confonde ; car, je les hais plus peut-être que les Ultras. Je ne me classe dans aucune coterie, et j'ai suis du très petit groupe des *Dégoûtés de juillet*, vivant toujours en famille, tantôt chez l'une ou l'autre de mes filles, tantôt mes filles chez moi. Madame Bagdarard, qui ne les quitte guère et que je vis l'autre jour chez Augustine, me parla de vous et m'engagea à vous saluer de sa part quand je vous écrirais. Je m'acquiesce de sa commission.....

Adieu, mon ami.....

B. DE S.-V.

Lettres d'Algérie

XXVII

*A Monsieur Léon Dufour, de l'Institut, docteur en médecine
à Saint-Sever (Landes).*

Alger, 24 janvier 1840.

Très cher et vieil ami, c'est un peu tard en vérité, mais des bords africains que je viens vous souhaiter la bonne année. Je suis ici depuis le 5, et si je ne vous ai pas écrit plus tôt, c'est que, enivré de ce que je voyais de tous côtés, en débarquant, j'ai voulu d'abord courir ce pays comme un cheval échappé profitait du beau temps et du soleil vivifiant. Quel climat ! quel délicieux printemps que l'hiver de ce pays-ci ! Quelles campagnes fleuries et toutes peintes d'*Iris*, d'*Orchis robertinna*, de *Phaca betica*, de *Thymus inodorus*, de *Cyclamens*, et autres jolies choses sans compter les roses, avec l'*Asplenium palmatum*, et l'*Equisetum ramosissimum*, dans les fentes des rochers ou les haies. Deshayes est émerveillé de l'abondance des mollusques nouveaux qu'il y trouve (1), Durieu des champignons, et moi des hydrophytes. Tous les membres de la commission concluent de ce qu'ils voyaient chacun dans leur partie, que j'avais bien raison quand j'imprimai, il y a 40 ans tout à l'heure, dans mes *Fortunées* : « Les lieux les plus fréquentés ne sont pas « toujours les mieux connus. »

(1) Deshayes (Gérard-Paul) (1795-1875), membre de la commission dont Bory était président, professeur de conchylogie au Muséum.

A propos de 40 ans, voici venir la soixantaine, et je me trouve aussi jeune, aussi zélé, que lorsque je débarquais aux Canaries. J'éprouve les mêmes émotions à la vue de ces cactus qui sont pareillement groupés. L'Algérie a du rapport avec ces îles par les bananiers et les palmiers ; mais elle est moins brûlée. Les environs d'Alger sont assez boisés, malgré qu'on ait souffert depuis la conquête qu'on y coupât et dévastât tout. Quand je parcours ces délicieuses campagnes, je les trouve accusatrices ; elles clament contre l'incurie de tous ceux qui les ont gouverné ou même qui en ont parlé. Sous une administration raisonnable, ce serait la plus délicieuse campagne du monde. Il ne faut pas non plus lui demander du sucre ni du café ; mais elle peut donner à elle seule autant d'huile, de soie, de coton et de blé que le reste du monde, sans conter les petits poids dont on mange toute l'année et les asperges dont je me donne une bote-à chaque repas. J'espère bien, cher ami, que vous viendrez m'y voir. Il faudra choisir de décembre à mai ; c'est alors que vous y jouirez du *Printemps*, selon l'acception que les poètes attachent à ce mot. Nous irons herboriser et chasser le jour, et promènerons le soir sur la terrasse, d'où j'ai toujours de la peine à m'arracher pour me coucher par le beau clair de lune qu'il fait. Du reste ne croyez pas un mot des assassinats, des dangers et de l'insalubrité dont on nous dit environnés. On n'y assassine que les imprudents pasteurs qui mènent leurs troupeaux trop loin des limites très fréquentées, et nous avons été chasser et herboriser à plusieurs lieues sans avoir rencontré que du gibier et de belles plantes. Quand au climat, il est d'une admirable salubrité. Il n'y a de malades, par milliers, que les malheureux soldats que la betise et la barbarie des autorités a laissés dans les marécages et les victimes de l'infame traité de la Taphna. Il suffit de ne pas laisser ces malheureux dans le méphitisme, de ne pas les faire inutilement coucher dans la rosée des nuits et de les conduire ici pour qu'ils se portent bien sur le champ. Il n'y a de dangereux à Alger que de proclamer votre ami *Bugeaud* comme un pacificateur. Tout le monde le maudit ; son nom est une injure ; les agents d'Abd-el-Kader seul s'en moquent déceimment, mais cependant s'en moquent (1).

Adieu, très cher. De grâce venès me voir. J'aurai toujours une

(1) On verra plus loin comment, dès qu'il l'eût connu, Bory revint de ses premières impressions sur le maréchal Bugeaud, et en quels termes élogieux il ne cessa de parler de lui.

chambre pour vous à la maison et un nouveau plaisir à vous embrasser.

B. DE S.-V. (1).

Je vous promets un envoi pour votre *Musum* cette année.

XXVIII

Au même.

Alger, 24 avril 1840.

Très cher et des plus anciens amis ; Voilà vingt jours que vous m'écriviez et me gourmandiez sévèrement sur mon enthousiasme africain. Je vous avoue qu'il va croissant et ne tient en aucune manière aux productions naturelles que nous y observons, mais à la sérénité de l'atmosphère, à la pureté du ciel, à la fraîcheur des campagnes, en un mot à tant de beautés locales qui nous ont d'autant plus charmés que sur les descriptions que nous en avons lues, et sur le dire général, le mot d'Afrique implique pour nous les idées de vents brûlants, de ciel de feu, de sables arides et de nature altérée. Plus je vais étudiant cette contrée favorisée de Dieu, bien appréciée par les anciens qui s'en disputèrent la possession, plus j'admire comment elle n'est pas morte à la manière dont les Turcs et nous y avons mené toutes choses. Il faut que la nature y soit bien féconde et la vitalité humaine bien tenace pour que l'Algérie ne demeure pas un désert. Tandis que la Perse, l'Arabie, l'Asie Mineure et la Grèce se sont dépeuplées et desséchées, l'Algérie conserve des eaux, des plantes, des animaux et des hommes. Cependant si le gouvernement français y persévère encore dix ans, comme il l'a fait jusqu'ici, tout cela enfin disparaîtra. Dussiez-vous vous facher, le traité de la Taphna y entrera pour quelque chose. Mais laissons là ces tristes pronostics. Je viens vous serrer la main avant de me rendre à Constantine et sur le plateau de Sétif, où je vais

(1) En même temps que Bory écrivait cette lettre à Léon Dufour, il en adressait une, le même jour, aussi enthousiaste, à Adolphe Brongniart, de l'Institut, professeur au Jardin des Plantes de Paris. Elle a été publiée et annotée par M. Ed. Bonnet, préparateur au Muséum, dans le *Bulletin de la Société botanique de France*, tome LVI (4^e série, tome IX), 1909, qui l'a fait suivre d'une deuxième lettre de Bory, adressée au même, et datée d'Alger du 30 mars 1841.

tenter les préparatifs du grand voyage que je veux faire dans le désert du Sahara. Il paraît que je ne pourrai y pénétrer qu'au cœur de l'hiver, à cause des grandes chaleurs. Mais, en attendant, il faut s'aboucher avec quelques cheiks qui prétendent m'en donner les moyens. J'irai attendre la saison favorable à Bone et à La Calle où la mer et les bois nous pourront fournir des cryptogames, des mollusques, des hydrophytes, où nous sommes déjà fort riches.

Je suis ravi que mes lichens vous aient fait plaisir. Mais il est de vos observations que je ne saurais admettre. Ma *Parmelia nitens* est bien une espèce. Elle n'a pas plus de rapport avec le *Cetraria glauca* que n'en ont un *Gyrophora spadadiurum* (?) avec une *Beomyces*. J'ai les *Cetraria glauca* et *fallax* dans dix magnifiques états dont pas un n'approche de ma plante en quoique ce soit, si ce n'est à la vérité un peu par la couleur. Mais si le *Parmelia nitens* ressemblait à quelque chose, ce serait au *Cetrarioides* de Delise, ou bien à certaines variétés de *Caperata*. Mais ce n'est point encore ces plantes là. Soyez certain qu'elle est connue ; mais je ne l'ai jamais vue en fructification.

Ma *Barera Ciliaris glabrissima* de Grèce ne ressemble en rien au *Barera atlantica*. J'ai depuis longtemps trouvé celle-ci à San Lucar de Barameda. Les frères Rainard la retrouvèrent entre Ste-Medria et le Porto Real de Cadix sur nos indications. J'en ai de magnifiques échantillons en herbier. Les deux plantes diffèrent comme une cétoine d'un haneton.

Quant au *Stereocaulon irrigatum*, il m'a échappé dans les ouvrages de Durieux que j'ai tous. Ne les ayant pas ici sous les yeux, je vérifierai mon erreur à la première visite de mon herbier, qui, m'écrit-on de Paris, s'est grossi depuis mon départ d'une caisse de Bourbon et de deux des Antilles.

Adieu, très cher, je vous écrirai de Constantine où je serai, comme ici, toujours à vous, votre vieil ami,

B. DE S.-V.

XXIX

Sans adresse.

Alger, 10 août 1840.

Très cher et vieil ami. Comme vous ne m'écririez jamais le premier, il faut bien que je prenne l'initiative et que je vous demande de vos nouvelles tous les six mois. En voila près de 8 que je passe

en Algérie, dont je connais aujourd'hui l'hiver, le printemps et partie de l'été. Que d'idées fausses on m'en avait donné et que je reconnais de plus en plus combien le gouvernement lui-même en est ignorant. Ainsi au retour de nos courses dans l'est et le centre, je lus dans le compte-rendu du Ministère de la Guerre, sur la province de Constantine, que le canton de Sétif abonde en beaux arbres à fruits et particulièrement en magnifiques noyers. Et bien, le croiriez-vous, le riche canton de Sétif, fertile en grains, dont Léon l'Africain disait cela littéralement il y a près de trois siècles, ne possède pas un buisson; un seul, absolument un seul *populus alba* énorme, appelé en arabe l'*arbre unique du pays*, s'y voit à l'une des portes de la ville. Je n'en finirais pas si je voulais vous énumérer toutes les choses de ce genre que je lis dans les discours, articles, brochures qui s'impriment sur l'Algérie, jusque chez votre ami Bujaud qui appelle le massif d'Alger « un amas stérile de rochers, où ne saurait croître l'olivier sans un grand luxe d'arrosement ». Cependant, il y a peu de rochers à proprement parler dans le massif, où le schiste est recouvert d'un à dix mètres de la plus vorace terre végétale qui soit au monde et que couvrent, partout où l'administration militaire ne les a pas coupés pour le chauffage, des oliviers sans pareils qu'on n'a pas plus besoin d'arroser que ceux de Provence ou de Morée. C'est ainsi qu'on nous menaçait de torrents de pluie pour mars et avril qui se sont réduits en salutaires ondées, et de chaleurs dévorantes pour août qui, jusqu'ici, ont été bien plus supportables que celles de Paris. Le 5 de ce mois entre autres, où le centigrade monta à 28 dans les maisons, je gravis le Rondjerée avec Durrieu, de midi à 5 heures, pour aller chercher l'*Hemionitis* qu'on nous avait dit croître dans un puits de la cime. Profitant de la brise fraîche qui se lève régulièrement au milieu du jour pendant tout l'été, nous fumes nous casser le nez sur la *scolopendre sagittée* de Marsilleveyre, mais n'eumes certainement pas de beaucoup près aussi chaud que nous aurions eu ce jour même et aux mêmes heures pour aller de Suresnes au Calvaire sur le Mont Valérien. En général il fait beaucoup moins chaud ici, non seulement qu'en Provence ou à St-Sever, mais encore que sur les rives de la Seine. C'est un fait, et le résultat des observations de la Commission scientifique serait un contrepied diamétral de tout ce qu'on ragotte depuis dix ans. Nous n'en revenons pas et nous demandons ce qui a pu donner lieu à une énormité si étrange d'erreurs !... Cependant des gens d'esprit, instruits, de bonne foi, graves sont venus ici ;

comment ont-ils pu voir, croire et répéter des absurdités flagrantes. C'est qu'avant de venir ici, ils avaient lu la description du désert par Buffon, le captif dans Don Quichotte, les relations de Dapper et autres compilateurs, et ils avaient sacrifié sans le savoir leurs convictions aux idées qu'ils s'étaient faites d'après les autres. C'est ainsi que j'ai vu avec un auteur connu à qui je fesais remarquer que les bassins des fleuves d'Espagne ne sont pas toujours circonscrits de monts et qu'on traverse la Manche sans couper la chaîne des Pyrénées, cet auteur cependant qui s'était extasié sur cette observation, faisait graver l'année suivante une carte physique avec des bassins bien profonds et de grandes chaînes venant de Bayonne entre La Meda (?) et San Clemente.

Je n'en finirais pas si je voulais citer des exemples. Mais sachez que neuf fois sur dix, le consentement universel des hommes est une preuve de la fausseté d'une chose. Prenez donc neuf fois sur dix, ou plutôt dix fois sur neuf, le contrepied de tout ce que vos autorités les plus sacrées vous disent du pays.

Sachez aussi que depuis avril nous nous sommes éparpillés à la surface orientale, gardant l'ouest pour l'an prochain. Les uns ont été à Constantine, d'autres à Milha, à Sétif, à Bone, à Philippeville, etc. et moi que les fucus chatouillent sans cesse, je me suis mis à observer près de deux cents lieues de cotes, rochers par rochers, draguant par ci par là, depuis l'antique Hippone jusqu'à Mars el Kebir.

Cerchell est un des lieux qui m'a le plus fourni de belles choses ; mais Alger, de Sidifernech à Babarousse, est toujours l'endroit le plus riche. M. Deshayes qui a trouvé sa rade inépuisable l'étudie depuis le 5 janvier et y trouve tous les jours quelque objet nouveau. J'irai cet hiver compléter mes collections maritimes à La Calle, et à Tabaque ; mais j'ai peur de n'y rien trouver, parce qu'on m'assure qu'il y a beaucoup. Quoiqu'il en soit j'ai réuni ici toutes mes conferves pour passer les temps caniculaires, où la campagne est rôtie, à mettre un premier ordre dans les récoltes. Elles sont étonnantes. La flore est déjà plus que doublée. J'espère que nous la triplerons. Je songerai à votre *Musum*. En attendant, songez à moi qui suis venu en Afrique assez à contre-cœur, la croyant une terre de feu, aride et pauvre, et qui la trouve un vrai paradi terrestre. Croiriez-vous que nous y avons déjà constaté seulement plus de 500 cryptogames ?

Adieu, très cher. De vous et des vôtres, le bien dévoué,

B. DE S.-V.

BIBLIOGRAPHIE

La Coutume d'Agen, par M. Henry Tropamer, avocat à la Cour d'appel de Bordeaux, docteur en droit. — Bordeaux, V. Cadoret, imprimeur de l'Université, 1911. In-8° de 312 pp.

Nombreux sont les auteurs qui, déjà, se sont occupés de la Coutume d'Agen.

Le plus ancien, à notre connaissance, est Jacques Ducros, vivant de 1615 à 1680, dont le plus remarquable travail porte pour titre : *Réflexions singulières sur l'ancienne Coutume de la ville d'Agen, confirmée par l'autorité du Droit et des Ordonnances ; enrichie de la jurisprudence des nouveaux arrêts et par la doctrine des Docteurs tant anciens que modernes ; où sont adjoints un Panégyrique et quelques illustres harangues. Agen, par Jean Gayau, 1666, petit in-4°*. Ouvrage extrêmement rare, très recherché des amateurs.

Au XVIII^e siècle, la Coutume d'Agen a été publiée deux fois : d'abord dans le *Coutumier général de Bourdot et Richebourg* (Paris, 1724, 4 vol. in-f°) ; puis, vers 1740, à Bordeaux, chez l'imprimeur Lacornée. In-8° de 8 pp.

De notre temps est venu M. Amédée Moullié, magistrat à la Cour d'appel d'Agen, qui, le 17 juillet 1841, lut à la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de cette ville, dont il était membre résidant, un premier *Mémoire sur le Droit municipal et coutumier de la ville d'Agen* ; puis, le 8 février 1845, un second^e Mémoire, qui, sans s'écarter du sujet traité dans le premier, l'envisageait d'une façon plus générale et cherchait à appliquer ses recherches à l'Agenais tout entier. Ces deux Mémoires sont restés inédits. En revanche, le même auteur publiait en 1850, dans le tome V, 1^{re} série, du Recueil académique de la Société, le texte intégral, roman, récemment retrouvé par lui, mais sans qu'il en donnât la traduction, des *Coutumes, Privilèges et franchises de la ville d'Agen*, document qu'il faisait suivre, en 1853, dans le tome VI du même Recueil, d'une *Notice sur les divers exemplaires manuscrits des Coutumes de la ville d'Agen*.

Enfin, plus récemment, il importe de citer : d'abord, le conscien-

cieux travail de M. André Ducom, archiviste-paléographe, *Essai sur l'histoire et l'organisation de la commune d'Agen jusqu'au traité de Breteigny* (1360), paru dans les tomes XI et XII, 2^e série, du même Recueil (1889-1892) ; puis, les nombreux textes de *Coutumes des principales villes de l'Agenais*, publiés par M. Emile Rebouis ; le magistral Recueil des *Chartes de l'Agenais* (1189-1328) formé par MM. Magen et Tholin ; enfin, de ce dernier : *Aperçu général sur le régime municipal d'Agen au XVI^e siècle* (1877) et : *Ville libre et barons ; Essai sur les limites de la Juridiction d'Agen et sur les conditions des forains de cette Juridiction comparée à celle des tenanciers des seigneuries qui en furent détachées* (Paris, Picard 1886. Extrait du *Recueil académique d'Agen*, tomes IX et X, 2^e série).

Le sujet traité par M. Henry Tropamer n'est donc pas nouveau. Mais, si chacun des précédents auteurs n'a jamais abordé qu'un côté de la question, s'attachant uniquement, qui au texte de la Coutume, qui à son étude paléographique ou bibliographique, ou encore à son histoire et à son organisation, aucun ne l'avait franchement traitée au point de vue juridique. Ce sera le mérite de l'œuvre de M. H. Tropamer que de présenter, résumé, tout ce qui a été écrit précédemment sur ce sujet, de le montrer sous un aspect nouveau, et, comparant le texte original de la Coutume agenaïse avec celui des Coutumes des villes circonvoisines, d'en faire ressortir les particularités, en même temps que de la considérer comme un modèle, imité ou simplement copié par beaucoup d'autres.

Ne le dit-il pas lui-même dans sa substantielle Introduction, dont la page tout entière mérite d'être citée :

« Dans toute la région, dite de droit écrit, il y avait, à côté du
« droit romain, un droit coutumier local. Dans certaines parties du
« Sud-Ouest, en particulier dans l'Agenais, il n'y a pour ainsi dire
« pas de bourgade qui n'ait eu sa charte de libertés et qui ne s'en
« soit longtemps parée comme d'un titre d'honneur. Ces chartes
« municipales sont exclusivement locales. L'objet principal en est
« le règlement de difficultés avec le seigneur, l'organisation d'un
« régime municipal. On n'en trouve pas qui soit uniquement con-
« sacrée à la codification d'usages civils : le plus souvent, les rè-
« gles du droit privé y sont en fort petit nombre. Aucune ne forme
« un petit code destiné à l'ensemble d'une région.

« On peut rattacher toutes ces Coutumes à deux groupes bien
« distincts. Certaines sont concédées à des populations à peine
« échappées au servage. Ce sont des chartes d'affranchissement ;

« leur but est de reconnaître à ceux à qui elles sont accordées la
« jouissance de droits civils, de se marier, de tester, d'entrer dans
« les ordres. D'autres ne font que constater des droits accordés de-
« puis longtemps. Elles règlent ces droits pour éviter des
« difficultés. Mais toutes ces Coutumes, qu'elles appartiennent au
« premier ou au second groupe, ont ce caractère commun, que
« nous avons signalé plus haut : elles ont l'apparence d'œuvres in-
« complètes. Beugnot en a indiqué la cause : « La méthode des lé-
« gislateurs du moyen-âge, dit-il, est de passer sous silence ce qui
« leur paraît suffisamment garanti par l'usage ou par les mœurs
« politiques. Ils ne croient pas nécessaire d'offrir leur secours à
« qui se défend soi-même. » Les Coutumes sont un retranchement
« au droit commun. Le droit commun, c'est le droit romain, mais
« ce n'est pas le droit unique. Dans toutes les villes ou bourgades
« ayant des chartes, il doit céder le pas aux usages locaux consta-
« tés par ces Coutumes. Les chartes ont seulement une influence
« locale : cependant certaines coutumes ont une importance plus
« considérable ; elles ne supplantent par le droit romain ; mais
« plus complètes que les autres, ou éprouvées par un plus long
« usage, elles sont des coutumes-mères, des coutumes-types, aux-
« quelles se réfèrent les coutumes des bastides ou même des villes.

« La Coutume d'Agen a joué ce rôle en Agenais. Les Coutumes
« de La Sauvetat, de Valence, de Gontaud, de Larroque-Timba it,
« de Villefranche de Belvès s'y réfèrent en matière de droit succes-
« soral. La charte de Lamontjoie suit la Coutume d'Agen pour les
« poids et mesures, les impôts, la dot, les successions, les testa-
« ments, la vente forcée des immeubles, l'Ost et pour le droit mu-
« nicipal. La Coutume de Nérac renvoie expressément à celle d'A-
« gen pour toutes les questions qu'elle ne tranche pas. Il nous a
« paru intéressant d'étudier la Coutume d'Agen en raison de son
« rôle de Coutume type. Plus complète que toutes les autres Cou-
« tumes de l'Agenais, embrassant le droit municipal, le droit civil,
« le droit criminel, elle permet mieux qu'aucune autre de compren-
« dre le droit du ^{xiii}^e siècle. Enfin, c'était l'introduction nécessaire
« à l'étude du Droit coutumier en Agenais. »

M. H. Tropamer divise son travail en deux parties. Dans la pre-
mière, il passe d'abord en revue les sept manuscrits connus qui
nous ont transmis le texte de la Coutume d'Agen : 1° *Manuscrit du*
Vatican ; 2° *Manuscrit de Stockholm*, signalé pour la première fois
par lui ; 3° *Manuscrit d'Agen*, qui a servi de modèle à M. A. Moul-

lié ; 4° *Manuscrit de Paris* ; 5° *Manuscrit de Bordeaux*, publié par M. Barkhausen dans son édition du *Livre des Coutumes* de cette ville ; 6° *Manuscrit Noubel*, offert par ce dernier à la ville d'Agen et que M. H. Tropamer prend comme texte de sa copie, « étant, « dit-il, le plus complet, puisqu'il contient, seul, cinq chapitres « qui ne se trouvent dans aucun autre exemplaire ; 7° enfin, le *Livre Juratoire*, ce précieux manuscrit récemment rendu à la ville d'Agen, dont nous avons donné la description complète, en reproduisant les plus curieuses de ses superbes enluminures et en racontant les péripéties diverses de son histoire.

Puis vient le texte même de la Coutume, divisé en soixante-deux chapitres et dont M. H. Tropamer donne pour la première fois la traduction.

Mais c'est surtout dans la seconde partie, divisée elle-même en trois sections, que s'affirme son talent d'historien et de juriste.

Certes, à tous ceux que passionne l'histoire locale, la première section offre le plus grand attrait. L'histoire de la commune d'Agen ne comporte-t-elle pas, en effet, un grand nombre de questions controversées, qui attendent toujours leur solution ? Celle de la *Comitalie*, par exemple, a-t-elle été définitivement tranchée ? Ne se demandait-on pas toujours en quoi consistait, au haut moyen-âge, ce pouvoir temporel des évêques d'Agen, quelle était la valeur de leur titre de Comte et jusqu'où s'étendaient leurs attributions ? Dans un rapide et très clair exposé, M. H. Tropamer y répond. Il cite les chartes, octroyant et confirmant, au milieu du xi^e siècle, cette prérogative aux prélats d'Agen, s'étend sur le droit qu'ils avaient de battre monnaie, cette fameuse *Monnaie Arnaldèse*, que d'aucuns mettent encore en doute, et il conclut en expliquant comment « dans cette cession d'une grande partie de leurs droits seigneuriaux faite par les Comtes de Poitiers aux évêques d'Agen, « il faut voir l'origine de la Commune, laquelle serait établie sans « violence aucune. »

Partant de là, M. H. Tropamer en suit, dans un premier chapitre, tout le développement. Il rappelle les luttes qu'elle eut à affronter, prouve « qu'elle ne fut pas constituée par un seul acte de concession, un paréage, comme la plupart des autres villes ; mais « qu'elle sut profiter des troubles qui désolèrent si longtemps le « pays, pour obtenir des libertés de plus en plus grandes », se formant ainsi peu à peu, jusqu'au moment de son plus grand épanouissement, de son apogée, qu'il croit pouvoir fixer au milieu du

xiv^e siècle. Car, après, c'est la décadence, l'absorption lente et continue des libertés communales par le pouvoir royal.

L'auteur ne s'en tient pas à ces aperçus généraux. Dans un second chapitre, il traite des pouvoirs respectifs du seigneur Comte et de l'Evêque. Il les passe à peu près tous en revue : pouvoir législatif, judiciaire, militaire, droits fiscaux, droit de battre monnaie, etc., etc. Il nous montre ceux réservés uniquement au prince, qui, ne pouvant résider à Agen, s'y faisait représenter par un sénéchal, aidé lui-même d'un baile, et aussi ceux de l'Evêque, à peu près souverains avant 1217, mais bien diminués à cette date, par suite du paréage consenti, non sans peine, à Simon de Monfort par Arnaud de Roivinha.

Un troisième chapitre est consacré spécialement à l'administration de la Commune, confiée, on le sait, à des consuls, d'abord au nombre de douze, puis bientôt seulement de six, secondés par les prudhommes et les jurats, dont les élections et les attributions militaires, civiles, financières sont passées successivement en revue par l'auteur. Il termine cette première section par une étude approfondie de l'organisation judiciaire, nous expliquant, toujours d'après le texte de la Coutume d'Agen, en quoi consistait dans cette ville la justice municipale, divisée en Juridiction criminelle, attribuée seule aux consuls qui y sont souverains, en Juridiction civile ressortant des consuls et du Comte, en Juridiction mixte des consuls et de l'Evêque, ce que signifiait la justice foncière, quelle était enfin la compétence des diverses parties.

Pour aussi attrayante que soit l'histoire et l'organisation de la Commune d'Agen, la thèse de M. H. Tropamer aurait été forcément incomplète s'il n'avait pas cru devoir consacrer une deuxième section, la plus longue et la plus importante, à l'étude du Droit privé agenais au moyen-âge, et s'il n'avait pas extrait des soixante-deux chapitres du texte, le présentant très savamment au public, tout ce qui avait trait : à la condition des personnes dans la société, qu'elles fussent libres ou serviles ; aux rapports des personnes entre elles dans la famille, à la puissance paternelle, à la majorité, à la minorité, à la tutelle ; enfin aux conditions légales de la femme.

Plus substantiel encore est son chapitre relatif aux Biens. D'abord, biens en général, fiefs nobles, tenures roturières, fiefs d'homenatge, alleux et honneurs. Puis, successions et testaments, donations, contrats en général ; régime des biens entre époux, privilèges de la femme ; contrats de société, de dépôt, de louage, de

vente de vin, de location de maison, de sous-location ; contrat d'accensement, avec les obligations pécuniaires du tenancier, droits de mutation et droits annuels ; arpentage des tenures ; droits de ce même tenancier sans accensements, prescription acquisitive, droit à la baillette, pierrières, tuileries, déguerpissement ; enfin retrait censuel, retrait lignager et contrats de garantie.

La troisième et dernière section est consacrée à l'étude de la procédure, d'abord civile, puis criminelle ; enfin, au Code pénal dans la coutume d'Agen, avec ses applications diverses et souvent si originales, dans les cas de meurtre, de vol, de faux témoignage, d'adultère, de contravention aux poids et mesures-étalons déposés à la maison de ville et aussi contravention aux établissements du conseil.

Une très complète bibliographie termine ce volume où l'auteur a soin de rappeler tous les ouvrages qu'il a consultés relatifs à son travail, soit généraux, soit ayant rapport seulement à l'Agenais.

Parée d'un style net, précis, sans aucune prétention littéraire, ainsi qu'il convient à une thèse de doctorat en droit, l'œuvre de M. Tropamer se recommande non seulement par son impeccable érudition, mais aussi par la parfaite ordonnance des chapitres, la clarté de leur exposition, la sûreté des jugements. Aux mérites de l'écrivain s'ajoutent donc ceux du juriste. L'œuvre est définitive ; le sujet à tout jamais épuisé.

Ph. LAUZUN.

Les Vacances du Petit Naturaliste, par Paul Maryllis. — Paris, Hachette 1911. In-8° de 192 p. illustré de 111 gravures.

Deux fois déjà, en 1907 et 1908, nous avons signalé aux lecteurs de cette Revue les ouvrages de notre compatriote et confrère, M. Paul Maryllis, sur *Nos Papillons* et *Nos Scarabées*, charmantes publications ornées de nombreuses planches et destinées à inculquer aux jeunes gens le goût de l'histoire naturelle.

Aujourd'hui, ce n'est plus un album, mais bien un véritable volume que publie le même auteur où, résumant ce qu'il a déjà écrit sur les lépidoptères et les coléoptères, il le complète par de très jolis chapitres sur le monde des plantes d'abord, les divisant en fleurs des prés, fleurs des champs, fleurs des bois, fleurs des eaux, pour continuer par les hyménoptères, les hémiptères et plus spécialement les sauterelles, les grillons, les libellules, les abeilles, les

fourmis et finir par le monde de la mer, fleurs étranges et bijoux vivants, algues, fucus et aussi par les animaux des plages, crabes, crevettes, coquillages, méduses, anémones de mer, que sais-je encore ? sans oublier ces merveilleux *siphonophores*, si bien décrits par M. Edmond Périer, « Véritables lustres vivants, laissant
« flotter nonchalamment leurs mille pendeloques au gré des molles
« ondulations d'une mer tranquille, repliant sur eux-mêmes leurs
« trésors de pur cristal, de rubis, de saphirs, d'émeraudes, en les
« égrenant de toutes parts comme s'ils laissaient tomber de leur
« sein une pluie de pierres précieuses, chatoyant des innombrables
« reflets de l'arc en ciel, montrant en un instant les aspects les plus
« divers ; tels sont ces êtres merveilleux, bijoux animés que l'on
« croirait fraîchement sortis de l'écrin de quelque reine de l'Océan. »

Comme précédemment, M. Paul Maryllis s'adresse à l'enfant en vacances, pour chercher à l'instruire tout en l'amusant.

Comment résisterait-il à l'attrait de ces promesses, formulées en un style si enveloppant ? Nous prenons au hasard :

« Voici, chers petits lecteurs, les beaux jours du printemps qui
« s'annoncent et qui vont vous permettre de renouveler vos prome-
« nades. Vous pourrez courir dans les bois pleins de violettes ;
« vous suivrez les sentiers que parfument les jasmins, les lilas ;
« vous vous promenez dans les jardins où vont fleurir les grands
« lis et les roses.

« Voyez, on dirait que la nature se met en fête pour vous rece-
« voir. Les arbres bourgeonnent, les verdure apparaissent, les
« fleurs vont éclore, s'étaler, se répandre pour ainsi dire partout
« devant vous. Et à mesure que vous les verrez s'épanouir, vous
« apercevrez d'autres fleurs encore plus belles : mais celles-ci mou-
« vantes, animées, qui viennent se mêler à elles, ajoutant leurs en-
« chantements à celui des parterres et des bosquets. Ces fleurs
« volantes, sœurs ailées des roses, des violettes, des jasmins, ce
« sont les papillons. Les légers papillons qui volent capricieuse-
« ment sur l'émeraude des prairies, semblent, en effet, de brillan-
« tes fleurs détachées de leur tige et qui ont pris leur vol. »

Et pour chacune des grandes familles si généreusement enfan-
tées par la nature, c'est la description aussi séduisante, aussi poé-
tique que possible, telle que pouvait l'écrire l'auteur distingué des
Harmonies naturelles ou causeries familières sur l'Histoire natu-
relle, et à laquelle sont joints les conseils les plus pratiques pour
mener à bien les collections.

« Se promener dans la campagne en faisant la cueillette des
« fleurs qu'on rangera dans l'herbier ; courir après les papillons
« qui formeront le plus admirable ensemble ; rechercher les coléop-
« tères aux belles couleurs ; attraper les vives sauterelles ; chasser
« près des étangs les gracieuses libellules ; rassembler les nids
« d'insectes, si curieux ; tenter l'élevage en chambre de fourmis ;
« s'amuser enfin au bord de la mer en pêchant la crevette, en ob-
« servant le jeu des crabes, des bernard-l'hermite, et en récoltant
« les algues et les jolies plantes de l'Océan, quel programme de
« vacances pourrait être proposé aux jeunes écoliers, plus agréa-
« ble, plus attrayant, plus instructif ? »

Tel est le plan de ce livre, d'une lecture facile et entraînante, composé par un naturaliste exercé, qui a vu, manié, observé les choses mêmes, plantes et animaux qu'il décrit, et qui sait nous intéresser en nous initiant aux petits secrets de leur chasse ou de leur recherche, sans longueur, sans pédantisme, dans un style clair, net, précis, poétique en même temps, tel qu'il convient pour captiver l'attention des enfants.

L'ouvrage se recommande, en outre, par une illustration abondante et choisie. Ce ne sont plus les belles planches coloriées de *Nos Papillons* et de *Nos Scarabées*. Mais, à côté d'une courte description, se trouve, dans le texte, l'image de chaque insecte ou de chaque plante décrit, ce qui fait peut-être mieux saisir ses caractères principaux et permet plus facilement de les graver dans la mémoire.

Edité par la maison Hachette, avec le soin qu'elle apporte en toutes choses, sous la forme agréable des livres de prix, l'ouvrage de M. Paul Maryllis mérite d'être donné en récompense aux écoliers les plus studieux, pour les préparer à passer de bonnes vacances et aussi à en profiter.

Bonne chance donc à cet utile et charmant volume, et nos compliments bien sincères à son auteur, pour l'excellente idée qu'il a eue de grouper ainsi en des pages si attrayantes les leçons et les conseils dont se trouveront bien tous ceux qui les auront suivis.

PH. L.

La Grande Peur de 1789, par Edouard Forestié, lauréat de l'Institut. — Montauban, Paul Masson, éditeur, 21, rue de la République, et Georges Forestié, imprimeur, 23, rue de la République ; 1 vol. in-8° de x-200 pages.

Précédé d'une remarquable préface du baron de Batz, qui s'est spécialisé dans l'étude de l'histoire de la contre-révolution, le présent volume renferme une introduction de 8 pages, qu'il faut lire d'un bout à l'autre. Comme l'auteur étudie l'histoire de la Grande Peur sur tout le territoire de la France, il divise son enquête en plusieurs chapitres dont chacun correspond à une zone spéciale de notre pays : le Nord et l'Est ; le Centre ; le Sud-Ouest ; le Midi.

Arrivé au bout de ses investigations, l'auteur reconnaît n'avoir pas épuisé son sujet, cependant l'enquête a été assez considérable pour qu'on fût en droit de conclure que la panique avait été générale et s'était produite, sauf quelques rares exceptions, entre le 27 et le 31 juillet 1789. Partout les populations paisibles des campagnes redoutèrent de se trouver aux prises avec des ennemis dont on leur annonçait la venue comme imminente. Au nord et à l'ouest, c'étaient des Anglais qui arrivaient ; à l'est, on se croyait menacé par des Impériaux ; au sud-ouest, les assaillants étaient des Espagnols. Ailleurs on accusait le comte d'Artois, les frères du Roi, les fermiers généraux. Ces ennemis furent plus généralement désignés sous le nom générique de brigands qui prévalut dans les relations dont l'auteur a pu faire usage.

De tout le volume la partie la plus importante — et cela se comprend sans peine — a pour titre : *Les causes apparentes et réelles de la Grande Peur*.

Tour à tour, E. Forestié passe en revue les auteurs les plus remarquables ou les plus récents qui ont eu à s'occuper de la Grande Peur : Taine, Lavis, Thiers, Michelet, Jaurès, Aulard, Funk-Brentano, Louis Blanc. S'il interroge d'abord les auteurs d'histoire générale, il ne dédaigne pas de recourir ensuite aux ouvrages d'histoire locale, tels que ceux de Leclerc, de M^{me} des Echerolles.

Il est aujourd'hui hors de doute que dans le convent de Wilhemsbad, en 1782, de terribles résolutions furent prises contre Louis XVI et le roi de Suède, c'est donc bien la Franc-Maçonnerie qui mit tout en œuvre pour amener la mort de ces deux monarques. Il semble de plus que cette société secrète, qui compta au nombre de ses mem-

bres Mirabeau, Bailly et jusqu'au duc d'Orléans, fut l'instrument habile de la Grande-Peur, évènement capital dans l'histoire de la Révolution française.

Il y a huit ans, dans une conversation que nous eûmes avec E. Forestié, nous disions que la Grande Peur était une énigme qu'il importait d'éclaircir ; nous ajoutions timidement que jusqu'à cette heure la Franc-Maçonnerie nous semblait, par ses ramifications nombreuses et puissantes, avoir été la seule force capable de parvenir à l'organisation et au succès d'une telle panique. Les recherches d'E. Forestié n'ont fait que nous confirmer dans cette impression.

L'ouvrage se termine par un appendice consacré à la Peur de 1703, une bibliographie de la Grande Peur, la liste des localités où l'auteur a signalé l'existence de la Grande Peur et par la table des matières.

En somme, le livre d'E. Forestié est un excellent volume très sérieux et en même temps d'une lecture facile. Nous souhaitons qu'il trouve de nombreux lecteurs.

Les registres paroissiaux de la Gironde, par Pierre Meller, brochure in-8° de 11 pages. — Bordeaux, 1911.

Par un article publié au début de cette année dans la *Revue Philomatique de Bordeaux et du Sud-Ouest* et dont il a été fait un tirage à part, Pierre Meller attire de nouveau l'attention des érudits sur les registres paroissiaux de la Gironde. Ce petit travail renferme quelques précisions nouvelles qui peuvent être mises à profit, non seulement par les érudits du département de la Gironde, mais encore par ceux du Lot-et-Garonne, nous le savons par expérience.

L'article a dû par ailleurs intéresser les lecteurs de la *Revue* où il a été mis en lumière, car, bien composé, il abonde en faits curieux.

JEAN DUBOIS.

CHRONIQUE RÉGIONALE

Congrès d'histoire et d'archéologie de l'Union du Sud-Ouest, à Biarritz, en 1911. — La date fixée par le Comité d'organisation est celle du dimanche soir, 30 juillet, pour l'*Ouverture du Congrès*. Il durera jusqu'au jeudi 3 août.

Toute personne désirant prendre part au Congrès devra envoyer son adhésion, ainsi que la demande du billet de chemin de fer à demi-tarif, à M. le docteur Berne, trésorier du Congrès, Villa Marguerite-Marie, avenue Victoria à Biarritz, avec un bon de poste de *cinq francs*, destinés aux frais d'organisation. Les membres de la famille des Congressistes pourront adhérer au Congrès dans les mêmes conditions ;

Les membres de la Société de Biarritz-Association, et de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Bayonne, qui voudront prendre part au Congrès devront également acquitter le droit de cinq francs, ainsi que leur famille ;

Toute adhésion non accompagnée de cette somme sera considérée comme non avenue.

En échange de ce versement, chaque adhérent recevra une carte de membre du Congrès, qui sera rigoureusement exigée à l'entrée des séances.

Les adhésions devront être formulées avant le 30 juin 1911.

Le prix du banquet et celui des excursions seront représentés par des cartes spéciales, qui devront être retirées, le jour de l'ouverture, dans la salle des séances.

Les Congressistes qui désirent faire des lectures ou des communications sont priés d'en envoyer le titre exact et d'en faire connaître la durée probable, à M. Fonteneau, secrétaire général du Comité d'organisation, 23, avenue des Pyrénées, Villa Faust, à Biarritz, avant le 30 juin.

Aucune lecture faite en séance ne devra dépasser quinze minutes.

Les Sociétés de Biarritz et de Bayonne, se proposant d'imprimer, en un bulletin, le compte-rendu analytique du Congrès, les auteurs sont priés de rédiger à l'avance, un résumé de leurs communications, qui devra être remis au Secrétaire général du Congrès. Ce-

lui-ci, sans prendre néanmoins, aucune responsabilité, s'efforcera d'utiliser aussi complètement que possible les résumés ainsi reçus.

Chaque Congressiste pourra se procurer un tirage à part de sa communication, au prix de revient.

Voici, en outre, le programme du Congrès :

Dimanche 30 juillet. — Arrivée des Congressistes à Biarritz. Réception par la Municipalité avec vin d'honneur, à 8 heures $\frac{1}{2}$ du soir, dans la salle des Fêtes du Grand-Hôtel, Biarritz.

Lundi 31 juillet. — A 8 heures du matin : Séance d'ouverture du Congrès au Grand-Hôtel, présidée par M. Julien Vinson, inspecteur des Eaux et Forêts, professeur à l'Ecole nationale des Langues Orientales Vivantes. Séance d'Histoire et d'Archéologie jusqu'à midi.

A 2 heures de l'après-midi : Départ pour Bayonne (réunion à la gare du B.-A.-B.) Visite de la ville (ville romaine, cathédrale, cloîtres et château-vieux). A l'issue de la visite de la ville, réception par la Municipalité à l'Hôtel-de-Ville.

A 9 heures du soir : Séance publique et solennelle du Congrès, dans la Salle des Fêtes du Grand-Hôtel, Biarritz, présidée par M. Julien Vinson. Conférence de M. Julio de Urquijo, directeur-fondateur de la « Revue Internationale des Etudes Basques » : *Les Etudes basques : leur passé, leur état présent, leur avenir* (suivie de projections lumineuses).

Mardi 1^{er} août. — De 8 heures $\frac{1}{2}$ du matin à midi : Séance d'Histoire et d'Archéologie.

A 2 heures de l'après-midi : Visite de la ville de Biarritz, et inauguration de l'Exposition des vues anciennes de Biarritz-Bayonne, dans la salle de la Société de « Biarritz-Association ».

A 7 heures $\frac{1}{2}$: Banquet par souscription des Congressistes (10 francs), au Grand-Hôtel.

Mercredi 2 août. — De 8 heures $\frac{1}{2}$ du matin à midi : Séance d'Histoire et d'Archéologie.

A 2 heures de l'après-midi : Départ pour Bayonne (réunion au B.-A.-B.). Visite de la Bibliothèque et du Musée Bonnat.

De 5 heures à 7 heures du soir : Séance de clôture des travaux du Congrès, à l'Hôtel-de-Ville de Bayonne.

Jeudi 3 août. — Excursion à Roncevaux, par Automobile.

Départ de Biarritz à 5 heures $\frac{1}{2}$ du matin. Visite de Cambo (Pas de Roland). Saint-Jean-Pied-de-Port (Visite de la ville. Déjeuner).

Départ pour Roncevaux (Visite de l'Abbaye). Burguete (curieux village espagnol, à l'entrée de la vallée de Roncevaux). Retour à Biarritz dans la soirée. — Coût de l'excursion : 25 francs par personne, déjeuner compris.

Les Congressistes qui ne voudraient pas faire l'excursion de Roncevaux auront la faculté de faire celle de Saint-Jean-de-Luz-Fontarabie, même date.

Départ de Biarritz pour Saint-Jean-de-Luz à 8 heures du matin (visite de Saint-Jean-de-Luz)

Départ de Saint-Jean-de-Luz pour Hendaye, vers 11 heures (déjeuner au buffet d'Hendaye).

Passage de la Bidassoa, en barque, pour Fontarabie (Visite de Fontarabie).

Retour à Biarritz dans la soirée, par la même voie. — Coût de l'excursion : 8 francs environ.

* * *

Protection des églises de France. — Dans sa séance du 6 avril 1911, la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen s'est associée, à l'unanimité, à l'appel adressé si éloquemment au Parlement par M. Maurice Barrès, député de Paris, pour la conservation des églises de France, et auquel ont répondu non seulement tous les membres de l'Académie des Beaux-arts, mais aussi ceux de l'Institut tout entier, les artistes, les archéologues les plus en renom, et aussi la plupart des Sociétés académiques de province.

Dès le surlendemain, la Société d'Agen recevait la lettre suivante :

« Paris, 8 avril 1911.

« MONSIEUR LE SECRÉTAIRE PERPÉTUEL,

« Je vous remercie de la précieuse adhésion que vous voulez « bien me faire connaître de la Société des Sciences, Lettres et Arts « d'Agen à la *Pétition des Eglises* ; et je vous prie d'être mon interprète auprès de vos éminents confrères.

« Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire perpétuel, l'expression « de mes sentiments les plus distingués.

« MAURICE BARRÈS. »

* * *

Dans le compte-rendu de la séance du Conseil municipal d'Agen, du samedi 19 mai, nous lisons les deux mentions suivantes, qui intéressent tous les archéologues et sur lesquelles nous reviendrons :

1. **La maison dite du Sénéchal.** — « L'Etat demande à la Ville « de concourir à l'achat de la *maison dite du Sénéchal*, sise rue « Puits-du-Saumon et appartenant à M. Albaret. Cette maison, « classée comme monument historique, est en vente au prix de « 12,000 francs. Le Conseil vote 2,000 francs avec cette réserve que « la Ville touchera les 300 francs de loyer annuel, et que l'Etat se « chargera des travaux de restauration. »

2. **Ancienne église Saint-Hilaire.** — « Le Conseil décide, sur le « rapport de M. Durand, la vente par voie d'adjudication, de l'an- « cien clocher de la vieille église paroissiale de Saint-Hilaire, dit « Tour des Pénitents blancs, propriété communale, sur une mise « à prix de 600 francs et approuve le cahier des charges. »

Dans le tome XXV, p. 413 de la *Revue de l'Agenais*, M. G. Tholin a décrit, avec sa compétence habituelle, la maison dite du Sénéchal. Dans un des plus prochains numéros de cette Revue, nous consacrerons dans nos *Souvenirs du vieil Agen* un chapitre spécial à ce vieux clocher de l'église Saint-Hilaire, la plus ancienne des églises d'Agen, dont la silhouette se profile toujours si pittoresque. Emue de ce projet de vente, la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen a, dans sa séance du 1^{er} juin 1911, émis le vœu que ce monument soit immédiatement classé comme monument historique (1).

* * *

A la mémoire du professeur Laulanié. — Le 13 mai dernier, dans la cour principale de l'Ecole vétérinaire de Toulouse, on inaugurait, sous la présidence de M. le professeur Chauveau, de l'Institut, un monument élevé à la mémoire de notre compatriote le professeur Laulanié.

Ferdinand Laulanié était né, on le sait, à Agen, le 25 septembre 1850. Sa vie a été racontée ici même, dans cette Revue (t. XXXIV, 1907, p. 91), où ses nombreux titres ont été énumérés. Longtemps directeur de l'Ecole vétérinaire de Toulouse, où il fit toute sa carrière, il a laissé un souvenir inoubliable dans la science par ses tra-

(1) Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que la municipalité agenaïse n'a pas voulu attendre la décision de la Commission des Monuments historiques et que par voie d'adjudication restreinte elle a vendu cet immeuble à MM. Pouydesseau et Soulès, pour le prix de 1,075 francs.

vaux d'anatomie et de physiologie. Son œuvre capitale, les *Eléments de physiologie*, se distingue autant par sa précision scientifique que par la richesse de sa documentation et sa belle allure littéraire.

Laulanié est mort subitement à Vevey, le 18 juin 1906. La science lui devait un hommage durable. Aussi, ses admirateurs et ses élèves n'ont-ils pas hésité à perpétuer par le bronze son souvenir. Le monument, sobre et très distingué comme le comportait son talent, est l'œuvre du sculpteur Raynaud.

*
*
*

Conservation des monuments historiques et des objets mobiliers. — Dans sa séance du 14 avril 1911, la Chambre des Députés a adopté le projet de loi relatif à la conservation des monuments et objets ayant un intérêt historique ou artistique. En voici le texte :

ARTICLE UNIQUE : Lorsque l'administration des Beaux-arts estime que la conservation ou la sécurité d'un objet classé appartenant à un département, à une commune, ou à un établissement public est mis en péril et que la collectivité propriétaire ne peut pas ou ne veut pas prendre immédiatement les mesures jugées nécessaires par l'administration pour remédier à cet état de choses, le ministre des Beaux-arts peut ordonner d'urgence, par arrêté motivé, aux frais de son administration, les mesures conservatoires utiles et même, en cas de nécessité dument démontrée, le transfert provisoire de l'objet dans un trésor de cathédrale, s'il est affecté au culte, et, s'il ne l'est pas, dans un Musée ou autre lieu public national, départemental ou communal, offrant les garanties de sécurité voulues, et autant que possible, situé dans le voisinage de l'emplacement primitif.

Dans un délai de trois mois, à compter de ce transfert provisoire, les conditions nécessaires pour la garde et la conservation de l'objet dans son emplacement primitif devront être déterminées par une Commission réunie sur la convocation du préfet et composée : 1° du préfet, président de droit ; 2° d'un délégué du Ministère des Beaux-arts ; 3° de l'archiviste départemental ; 4° de l'architecte des monuments historiques du département ; 5° d'un président ou secrétaire de société régionale, historique, archéologique ou artistique, désigné à cet effet pour une durée de trois ans par arrêté du ministre des Beaux-arts ; 6° du maire de la commune ; 7° du conseiller général du canton.

La collectivité propriétaire pourra à toute époque obtenir la réintégration de l'objet dans son emplacement primitif, si elle justifie que les conditions exigées y sont désormais réalisées.

PH. LAUZUN.

PROCÈS-VERBAUX

des séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen

Séance du 4 mai 1911. — Présidence de M. Calvet

M. le Secrétaire communique une lettre autographe de M. Maurice Barrès, remerciant la Société académique d'Agen de sa précieuse adhésion à la pétition des Eglises, et une autre, de son Comité, lui demandant de lui signaler les églises du département qu'il y a lieu de sauvegarder de la ruine et de la destruction.

Il donne aussi lecture d'une circulaire de la Société d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-lettres d'Indre-et-Loire, invitant la Société d'Agen à fêter, du 27 au 31 mai prochains, le 150^e anniversaire de sa fondation. D'intéressantes excursions agricoles et archéologiques seront organisées à ce moment « dans le Jardin de la France ».

Le 12 janvier 1816, la Chambre ultra-royaliste décidait qu'à l'amnistie proclamée par la Couronne des exceptions seraient faites, et qu'avec toute la famille Buonaparteseraient bannis ceux des Conventionnels qui avaient voté la mort de Louis XVI ou refusé le sursis à l'exécution. Certes, des 387 régicides, beaucoup avaient disparu. Les uns avaient suivi Louis XVI sur l'échafaud ; d'autres étaient morts paisiblement chez eux. Quelques-uns avaient fini dans des circonstances tragiques, assassinés, suicidés. Un certain nombre avait pu demeurer chez eux, en face d'un gouvernement qui les tolérail, « quoique à contre-cœur et sans les perdre de vue ». Les autres durent prendre le chemin de l'exil, se dirigeant vers la Belgique, les Pays-Bas, l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Espagne, l'Italie.

C'est sur ces derniers que s'étend M. R. Bonnat dans un remarquable article à propos du livre posthume de M. Abel Tournier, ancien député, avec préface de M. Paul Biers, émaillant son compte-rendu d'anecdotes curieuses et peu connues sur la plupart d'entre eux. Il corrige ainsi les défauts de ce livre où la passion et le parti-pris altèrent le plus souvent la vérité, et où l'on compte trop de lacunes, d'erreurs, de contradictions, M. Abel Tournier, dans sa préface, nous présentant ces Conventionnels comme des héros, pour nous faire assister, au cours de ses tableaux, à leur décadence, à leur chute souvent honteuse, à la plus lamentable et humiliante de leur fin !

Que de choses nous apprendraient les vieux murs, s'ils pouvaient parler ! A défaut de parole, ceux de la maison de la rue Saint-Martial d'Agen ont trouvé en M. le chanoine Durengues un éloquent historiographe, qui nous enseigne par qui, en 1768, fut bâti cet immeuble, au bout de la rue de l'Ecole-Vieille, et comment il devint, successivement, la Maison des Pauvres, une caserne de cavalerie sous l'Empire, l'asile des aliénés sous la Restauration, la première institution primaire, dirigée par les Frères de Marie et le Frère Chaminade, qui eut un succès prodigieux ; puis, après leur départ, le siège de l'Ecole normale des instituteurs, de l'Inspection académique sous le second Empire ; et enfin de nos jours le Cercle catholique, la maison des Missionnaires, des vieux prêtres infirmes, et, en dernier lieu, le siège du Comité Tournié.

M. le Comte de Dienne propose la candidature comme membre correspondant de M. Fernand Mauroux, de Villeneuve ; et il donne lecture de son travail sur la *Prépondérance politique du Midi*, non sans le faire précéder d'une charmante introduction, où, cherchant à réagir contre la tendance qu'ont nos compatriotes du Nord de nous reprocher d'absorber à notre profit toutes les forces vives de la nation, il combat l'accusation portée aussi contre le Félibrige d'avoir une tendance nettement séparatiste. Si rivalité il y a entre le Nord et le Midi, elle a son origine dans la formation même de la France. M. de Dienne le prouve, reconnaît que c'est à l'éloquence que nous devons nos succès, que le soleil en cela est notre complice, que notre race a toujours eu besoin de grand air, de liberté ; mais que c'est peut-être aller trop loin que de dire, avec M. Fernand Mauroux, que l'éloquence est le propre des pays de cueillettes. N'y a-t-il donc pas des cueillettes dans le Nord, dans l'Ouest et dans l'Est, tout aussi bien que dans le Midi ?

Séance du 1^{er} juin 1911. — Présidence de M. Calvet

M. Fernand Mauroux, de Villeneuve-sur-Lot, vice-consul à Malaga, est nommé membre correspondant.

M. le Comte de Dienne soumet à la Société un méreau en étain, fort curieux, provenant d'une des églises protestantes de l'Agenais. Ce méreau est rond, d'un diamètre de 30 millimètres, d'un poids de 11 grammes. Il représente : à l'avant, le Christ, sous forme de berger, tenant de sa main droite une croix d'où se détache une oriflamme ; de sa gauche, un cor qu'il approche de ses lèvres ; autour de lui, sept brebis et deux arbres. Au revers, le soleil entre six étoiles, et, au-dessous, une bible ouverte, avec quelques lettres de l'ins-

cription spéciale à l'Agenais : *Mes brebis entendent ma voix et me suivent*. Consulté à son sujet, M. Weiss, directeur de la Société d'histoire du protestantisme français, répond que ce méreau est une variante du type du berger, bien connu, qu'on trouve généralement dans tout le sud-ouest de la France, le Montalbanais offrant au-dessus du berger une colombe, tandis que l'Agenais présente une croix sur laquelle flotte un drapeau.

M. Henry Tropamer, avocat près la Cour d'Appel de Bordeaux, offre à la Société sa thèse de doctorat, brillamment soutenue naguère, et qui a pour sujet : *La Coutume d'Agen*.

Dans un compte-rendu détaillé, M. Lauzun signale l'importance de ce travail, tant au point de vue historique local qu'au point de vue juridique. Outre que l'auteur donne pour la première fois la traduction du texte roman de la coutume agenaise, il résume tout ce qui a été écrit précédemment sur elle ; et, comparant son texte original avec celui des coutumes des villes circonvoisines, il en fait ressortir les particularités et la considère comme une coutume-mère, une coutume-type, un modèle non-seulement imité, mais même simplement copié par beaucoup d'autres. Il en étudie ensuite séparément chaque chapitre, d'abord par des notions générales, puis au point de vue des personnes, des biens, de la compétence, de la procédure civile et criminelle, enfin du Code pénal, dont les applications étaient souvent si originales. Une très complète bibliographie termine ce remarquable volume qui semble avoir épuisé à tout jamais le sujet.

Sur la proposition de MM. R. Bonnat, archiviste départemental et Ph. Lauzun, secrétaire perpétuel, la Société émet le vœu que le vieux clocher paroissial de l'église Saint-Hilaire, dit Tour des Pénitents blancs, propriété communale, soit classé, le plus promptement possible, vu son intérêt archéologique et pittoresque, comme monument historique.

PH. L.



LE CHATEAU DE CASTELNOUBEL

(COMMUNE DE BON-ENCOTRE)

Me, me : adsum. . . . In me convertite ferrum.

ÉNÉIDE, IX, 427.

Je l'aime, ce castel ; il a mon cœur, je l'aime.
Je me plais dans son ombre, et je donnerais même
Plus de moitié des ans que le ciel m'a comptés,
Pour achever mon soir dans ses murs enchantés :
Pourtant c'est une austère et sombre solitude,
Et rien n'est, sous le ciel, moins riant et plus rude
Que les vieux souvenirs, qu'on m'en a racontés.

On sait qu'un seul parti, huguenot ou fidèle,
Commanda tour à tour dans cette citadelle,
Mais ses murs n'ont point dit ce qu'ils ont vu d'exploits,
Ni tout ce qu'aux vainqueurs, dans leurs vastes entrailles,
Leurs souterrains, jadis, au sortir des batailles,
Ont su de survivants dérober bien des fois.

Mais de ces faits, mêlés de revers et de gloire,
Nul chroniqueur, pour nous, n'a recueilli l'histoire ;
Elle-même n'est plus qu'un volcan épuisé
Laissant, où prospéraient des campagnes fleuries,
Des toits fumant dans l'ombre et de noircis scories
Sous une lave éteinte et sur un sol brisé.

Moi, cependant, le soir, quand le cœur des étoiles
S'éveille, et de la nuit vient pailleter les voiles,
Assise à ma fenêtre et le front sur ma main,
Des choses d'autrefois j'évoque les images,
Et cherche à ressaisir, au sein profond des âges,
Tout ce qui vit encor de ce passé lointain.

Sur ces vallons charmants, què de femmes, peut-être,
Ont promené du haut de la même fenêtre
Leur doux regard pensif et d'extase enivré !
Et combien plus encor, sans doute, et des plus belles,

A travers l'air immense et le ciel azuré,
Suivant d'un œil jaloux le vol des hirondelles,
Dans ces murs sans écho ont souffert et pleuré !

Là, ce sont accomplis, muets, inexorables,
Des drames ignorés, d'autant plus lamentables
Que le nom fut plus noble et plus haut fut le rang.
Partout, de la douleur, l'homme subit l'étreinte,
Et partout où ses pas ont laissé leur empreinte,
Là, toujours, ont coulé des larmes et du sang.

Qui nous révélera ces scènes émouvantes,
Les audaces sans nom, les bruits, les épouvantes,
Les coups de main brillants ou dans l'ombre essayés,
Les défis échangés par des rivaux superbes,
Et les noms des vaillants tombés là sous ces herbes,
Dignes de toute gloire et pourtant oubliés ?

Que dirai-je ? longtemps des guerres intestines
Ont couvert le pays et de deuils et de ruines ;
Du fond de leurs réduits, épars au bord des blés,
Les colons d'alentour voyaient, par repréailles,
Tout ce que de fléaux entraînent les batailles,
S'abattre avec fureur sur leurs champs désolés.

Mais sur ces grands débats, un œil veillait sans cesse ;
Richelieu vit de loin la bonne forteresse
Mise aux mains des ligueurs, par de fatals hasards ;
Sur l'heure, il dirigea ses escadrons vers elle,
Et quand son capitaine eut pris la citadelle,
D'un trait, il dérasa ses tours et ses remparts.

Aujourd'hui, le manoir rentré dans son silence,
S'enivre de sa paix et de son indolence ;
Il respire ; les vents qui passent sur ses tours
N'emportent plus au loin les voix des hommes d'armes,
Mais tout n'a pas changé dans ses murs, et des larmes,
Tant qu'il vivra lui-même, y couleront toujours.

Du fond de nos bonheurs et de nos coupes pleines,
Dieu fait jaillir nos deuils et ruisseler nos peines ;

Dans ce havre béni mon bonheur fut trop grand ;
La foudre me menace et gronde sur ma tête,
Et si je dois périr au sein de la tempête,
C'est de là, je le sais, que viendra l'ouragan.

Mais il n'en est aucun que mon âme n'affronte ;
Tout désappointement, tout dégoût, tout mécompte,
C'est là ma part à moi, dont mon cœur est jaloux,
Car je veux le calice avec toute sa lie,
Et tout ce que, des maux et des deuils de la vie,
La justice du ciel a préparé pour nous.

Pour nous, les ouragans, les seuls, ce sont les peines,
Les désillusions, instantes ou lointaines,
Que l'avenir prépare aux élus de nos cœurs,
Les échecs, les combats, les trahisons sans nombre
Et tout ce que sa nuit leur garde dans son ombre
De désespoir sans trêve et sans consolateurs.

L'ouragan ? C'est près d'eux, une chère existence
Qui sous leurs yeux s'achève et s'éteint en silence,
Une âme ouvrant son aile et prête à s'échapper,
C'est la mort qui s'en vient, hideuse parasite,
Et le deuil effronté, que personne n'invite,
Qui monte et sur le seuil enjambe sans frapper.

L'ouragan ? C'est encor ne pouvoir, dans l'absence,
Leur crier : « Me voici ! » quand la lutte commence,
Qu'autour d'eux toute chose est menace et danger,
Ou bien (car Dieu fait tout et lui seul est le maître !).
L'ouragan, c'est l'adieu, le suprême peut-être
Qu'il faut, quand il l'ordonne, avec eux échanger.

Ces maux sont l'ouragan, le seul que je redoute ;
Quand j'y songe, soudain je me tais, et j'écoute.
J'écoute en frissonnant, j'écoute avec effroi
Si le vent du malheur n'accourt point dans l'espace ;
O trahisons du sort, ô douleur ! faites grâce !
Fuyez le toit des miens et n'écrasez que moi !

FÉLICIE D'AYZAC.

Le 17 novembre 1880.

* * *

Le château de Castelnoubel, à 10 kilomètres environ à l'est d'Agen, se dresse au sommet d'un promontoire au-dessus du vallon de Saint-Denis de Lasgourgues. Il apparaît, à un détour de la route qui remonte le ruisseau, dessinant sa blanche silhouette sur l'azur du ciel, et le fond sombre des arbres qui l'encadrent.

Castelnoubel est blanc, blanc comme un cou de cygne,
Blanche est aussi la côte où rit le grenadier,
Sous son rempart géant, le platane s'aligne,
L'autan, qui sur son pied dépouille et tord la vigne,
Effeuille sur son flanc, le chêne et l'amandier (1).

Les agenais le connaissent bien, le vieux château moyenageux, et il est pour eux le but de charmantes excursions. Car ici tout se réunit pour attirer l'attention, la beauté du site, la vigueur des lignes architecturales, la fière allure des remparts, les souvenirs historiques et les vieilles légendes.

Tout cela frappe l'imagination et se grave profondément dans la mémoire. Je me souviens encore de la profonde impression produite en moi par Castelnoubel, lorsque je le visitais pour la première fois, il y a 24 ou 25 ans. J'étais élève de cinquième. Un soir du mois de mai, pour nous récompenser d'un succès obtenu aux examens de Pâques, notre professeur nous conduisit à ce château. Il faisait un temps splendide. Nous allions gaiement, heureux de ce cette demi-liberté, jetant aux échos du vallon nos cris joyeux et nos rires d'enfants. Soudain à l'horizon, dominant le pays, le château profila à nos yeux ses lignes énergiques, se détachant nettement sur un fond de sombre verdure.

Quelques minutes après, nous escaladions rapidement l'a

(1) Poésie de M^{lle} Hélène des Escherolles.

cote et timidement nous abordions le pont jeté sur le fossé, craignant, à chaque instant, voir apparaître quelques hommes d'armes bardés de fer.

Castelnoubel était alors aux mains des ouvriers. A voir les matériaux amoncelés dans la cour, les murs démantelés, les cloîtres encombrés de plâtras, on aurait dit un château après l'assaut et le pillage.

Nous visitâmes le cloître, la galerie, les grandes salles, la chapelle et les souterrains où l'on parla d'oubliettes, et nos jeunes imaginations aidant nous croyions vivre quatre ou cinq siècles en arrière. Castelnoubel était pour nous l'évocation du Moyen-âge artistique et guerrier.

Cette impression, je l'ai gardée et lorsque, devant moi, on parle de cette période de notre histoire, je pense toujours à Castelnoubel.

C'est peut-être à cette visite que je dois le goût des choses du passé, des vieux monuments et des vieilles pierres. Quoiqu'il en soit, j'ai voulu connaître l'histoire de ce vieux château qui avait si vivement frappé mon esprit d'enfant. J'ai fouillé les archives, étudié et interrogé ces vieux murs, et c'est le résultat de ces recherches que j'apporte ici.

Ma tâche a été facilitée par l'accueil aimable et bienveillant que j'ai reçu de la part de Madame Pardo et de sa famille. Je la prie de vouloir bien accepter ici l'expression de ma vive gratitude.

Castelnoubel est le vrai château-fort. Sa situation sur un promontoire aux pentes raides, aux rochers à pic, ses tours flanquant les angles, la ligne ininterrompue de ses créneaux, le large fossé qui le sépare du plateau, le rendaient difficile à assiéger, plus difficile à prendre.

M. G. Tholin le compare, pour l'importance, à Bajamont et à Madaillan. Cependant il n'a pas les terrassements successifs qui faisaient de Bajamont une forteresse de premier ordre. Mais sa position rappelle bien celle de Madaillan.

Du haut des tours de Castelnoubel, on domine un joli val-lon, au fond duquel coulent les eaux limpides du ruisseau de

Mondot. Tour à tour le regard se repose sur les villages de Cassou, de Saint-Ferréol, sur les fermes et les cottages cachés par de grands arbres au long des pentes et après avoir admiré une partie de la riche plaine de la Garonne va se perdre au midi, sur les côteaux du Bruilhois, dont on aperçoit la ligne bleue à l'horizon. Au nord et par-dessus le plateau, on voit les restes de Bajamont qui appartient longtemps au même seigneur.

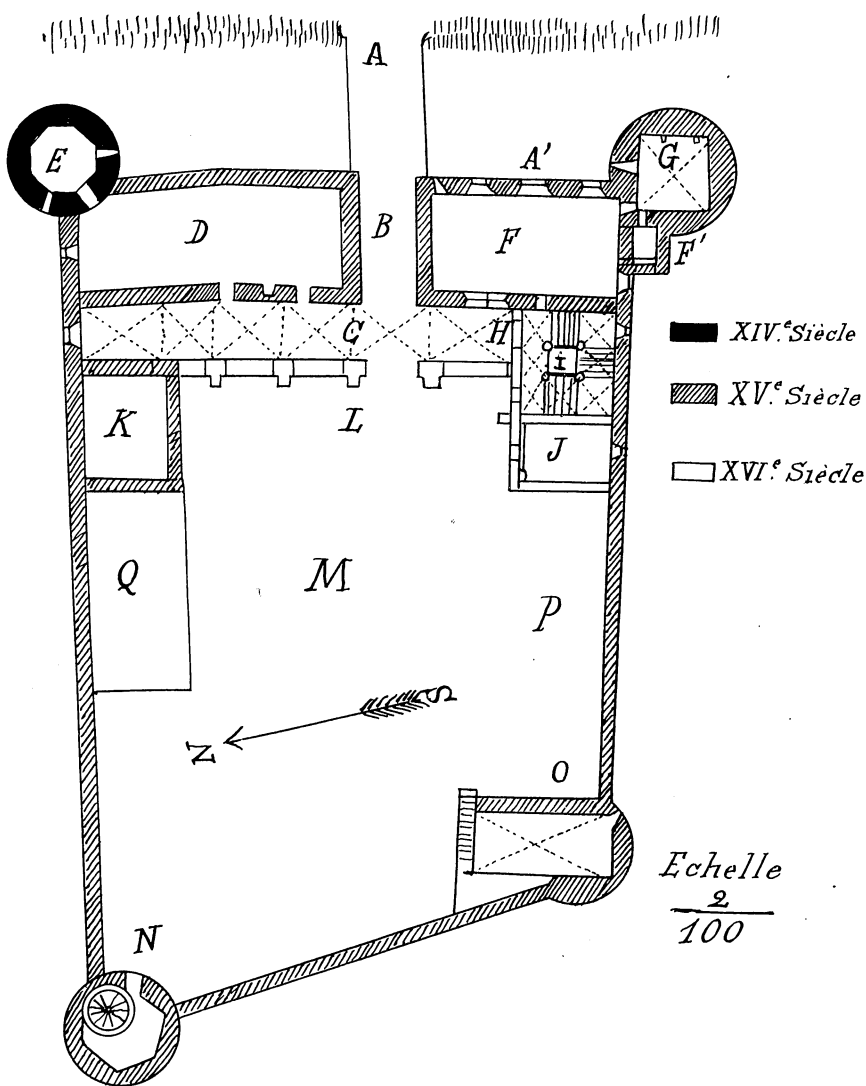
Ce vallon de Saint-Denis, avec ses riantes perspectives, ses coins d'ombre et de verdure, est depuis longtemps occupé par l'homme. Sans parler des populations primitives qui ont laissé çà et là quelques traces de leur passage, les romains, après la conquête de la Gaule, s'y établirent de façon permanente. Nous retrouvons, chaque jour, les ruines de leurs habitations.

Au lieu de Lourmède, surtout, ils avaient construit une très importante villa, dont les débris couvrent une vaste étendue de terrain. M. Sustrac, le propriétaire, y fit jadis de curieuses trouvailles qu'il a données au musée d'Agen. J'ai pu, moi-même, reconnaître des fondements de murs en petit appareil et remuer de nombreux fragments de tuiles à rebords, et de poteries.

Plus haut, en remontant le cours du ruisseau, au-dessous du petit château de Ligue, on rencontre, dans un bois, les ruines de l'église de Saint-Denis de Lasgourgues. Elle a été rasée à hauteur d'homme ; ce qui reste nous indique qu'elle fut rebâtie à la fin du xv^e ou au xvi^e siècle. Mais nous savons que cette paroisse est bien plus ancienne et existait déjà aux xiii^e et xiv^e siècles.

Le promontoire de Castelnoubel lui-même fut occupé de très bonne heure, aux temps Carolingiens peut-être. En 1843, M. des Escherolles, faisant quelques travaux dans la cour, pour la transformer en jardin, trouva au point L, à l'entrée du cloître, un sarcophage en pierre, orienté au sud-est. Il renfermait seulement des ossements mêlés à de la terre et à des pierres. Cette sépulture avait donc été violée. On sait que l'usage de ces sarcophages s'étendit jusqu'aux x^e et xi^e siècles, et même au-delà. Ce promontoire, comme toute la vallée, était donc occupé depuis longtemps, lorsqu'on vint y bâtir le château.





Plan du Château de Castelnoubel

Celui-ci existait dans la seconde moitié du ^{xiii}^e siècle. Peut-être avait-il succédé à un castrum plus ancien, dont les palissades en bois bordaient la falaise rocheuse ! Mais, son existence nous est affirmée en 1270, dans le serment fait par la baylie de Puymirol, au lieutenant du roi de France.

A ce moment il se trouve dans la baylie d'Agen, mais près des limites de celle de Puymirol. Le texte du serment précité nous indique que la ligne de démarcation, après avoir suivi le ruisseau, montait par Castelnoubel. « *Bajulia dicti Castri* » « *Grandi Castelli, confrontatur ex parte occidentis usque ad* » « *rivum Merdolo, sicut inde ascendit ad Castrum Novellum et* » « *inde ad ecclesiam de Cassono (1).* »

De ce château du ^{xiii}^e siècle, il ne reste rien, ou du moins bien peu de choses, peut-être quelques portions de soubassements du côté nord. Le château actuel est postérieur et date, ainsi que nous allons le dire, des ^{xiv}^e, ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles.

Castelnoubel, dans son ensemble, a la forme d'un trapèze irrégulier, flanqué à chacun de ses angles d'une tour ronde. Le principal corps de logis est bâti, à l'Est, du côté du plateau, le point faible de la place.

Un large fossé, creusé dans le rocher, coupe la gorge et isole le château. Le pont-levis A, jeté sur ce fossé, permettait d'entrer dans la forteresse. Il était défendu par deux meurtrières encore visibles de chaque côté du portail, par les créneaux qui couronnaient toute cette façade et par les canonnières des deux tours d'angles.

A mon avis, un second pont, plus étroit, traversait le fossé, en A', permettant aux piétons et aux serviteurs de sortir plus facilement. A ce point, en effet, on peut remarquer une porte cintrée, assez moderne, surmontée de grosses pierres destinées à être sculptées, et qui n'aurait pas de raison d'être s'il n'y avait pas eu de pont correspondant.

La porte dont je viens de parler, les fenêtres voisines, le grand portail et une partie notable de cette façade Est, ont été

(1) *Recueil de la Société des Lettres, Sciences et Arts d'Agen*, 2^{me} série t. XIII, p. 84.

refaits vers le ^{xvii}e ou le ^{xviii}e siècle. Cependant la partie qui se trouve à droite du grand pont, a moins souffert que l'autre. Elle a gardé quelques fenêtres avec leurs moulures du ^{xv}e siècle, et une série de corbeaux à quatre ressauts, supportant jadis les machicoulis et le chemin de ronde.

Un pont fixe, en pierre, traverse maintenant le fossé et amène à un portail sans caractère, peut-être de la fin du ^{xvii}e siècle ou même du ^{xviii}e. Il s'ouvre sur un passage B, voûté en plein cintre surbaissé, qui vient déboucher sous la galerie C. Une porte, ouverte dans le mur de droite, donnait accès dans la partie D, qui est occupée, aujourd'hui, par la cuisine et la salle à manger.

À la fin du ^{xvi}e siècle, cette partie était à peu près divisée comme à l'heure actuelle. La cuisine, d'après un inventaire fait le 24 août 1587, contenait :

- « Une table avec ses tarteaux.
- « Deux bancz tournés servant à lad. cousine.
- « Deux grandz landiers.
- « Deux grandz astières de fern pour metre six broches.
- « Un archelict (1) en menuysarye sans aucun linge.
- « Autre archelict sive couchete plainière sans aucun linge.
- « Deux broches de fern.
- « Une grille rompeue.
- « Un grand buffet avec deux armoires en menuyserie.
- « Ung dresseoir pour tenyr la vesselle plainière (2).

La chambre, qui suivait la cuisine, et que l'inventaire appelle « la salle basse au-dessoubz de la chambre del feuge », devait, comme aujourd'hui, servir de salle à manger, si nous nous fixons aux objets qu'elle contenait.

« Ung archelict fait en menuisage garny de coyne, coyssin remplis souffizamment de plume, fort uzés et rompeuz avec deux linseulz a lentourn dudit lict et ung autre sur le surcel rompeuz et dessirés, avec une tapisserye au cousté dud. lict rompeu et dessirée.

« Une couchette, faicte en menuisarye garnye de coisne, coyssin

(1) Archelict, eschelict, chalet, etc., c'est le bois de lit.

(2) Archives du château de Lafox. Inventaire de 1587.

romplis souffizamment de plumé, le tout fort uzé et rompeu et ung liuseul sur le surceil, rompeuz et dessirés.

« Une table et tartcaulx plainiers, ung banc tourné.

« Ung coffre plainier sans serrure ny clef ny rien.

« Plus vingt deux platz, setze assietes, deux salinières, le tout destaing.

« Deux charres (1), deux potz, lung sans couvercle.

« Une pinte, ung grand pinton, ung petit pinton, une aygaissière et une le tout destaing.

« Ung couquet d'estaing.

« Ung plat bassin à lavemain de leton.

« Troys nappes, l'une prime et deux grosses fort uzées.

« Quatorze serviettes, tant primes que grosses aussi fort uzées.

« Deux landiers et deux raspés, six ferasses.

« Quatre chandelliers de leton, une pouelle, une conque de cuivre.

« Quatre metalz (2), deux grandz et les autres petitz de leton. »

« A l'entour de ladite chambre a esté trouvé deux coffres batutz sans serrure, ny clef et rien dedans, un arbaleste dossier rompu, sans noix de vendatge. »

La tour dont il vient d'être question, c'est la tour E, qui flanque l'angle nord-est. Elle est ronde à l'extérieur et polygonale à l'intérieur, au moins à hauteur de la cour. C'est la partie la plus ancienne du château. Au bas, à l'extrémité du fossé, s'ouvrait une petite poterne, qui me paraît plus moderne.

L'appareil, ici, est un peu plus petit que dans les autres parties. Il faut remarquer deux longues archères en croix pattée, défendant l'une le rempart du nord, l'autre prenant le fossé en enfilade et surveillant le pont. Nous savons de façon certaine que les archères de cette forme étaient en usage à la fin du ^{xiii}^e siècle en Gascogne, mais elles étaient moins longues, par exemple celles des châteaux du Tauzia, de Lagardère, Massencôme, etc. C'est surtout au ^{xiv}^e siècle qu'elles devinrent d'un usage courant. Aussi, croyons-nous que cette tour date du ^{xiv}^e siècle.

(1) Jarres, grands vases pour contenir de l'eau.

(2) Se dit encore en patois pour désigner les marmites.

C'est dans une salle de cette tour, que la légende ou la tradition, nous raconte qu'au moment de la Révolution, M. de Poléon avait séquestré sa femme. On lui faisait passer sa nourriture par la fenêtre ouverte sur le rempart.

A gauche du couloir d'entrée, en F, s'étendait une vaste salle. L'inventaire de 1587 l'appelle la Grande Salle, nous pourrions dire la salle des gardes. Elle est éclairée du côté de l'Est par trois grandes fenêtres. Celle du milieu servait jadis de porte et devait s'ouvrir sur un petit pont-levis, A'. Une grande fenêtre, à meneaux croisées, à mouluration très riche, s'ouvrait autrefois directement sur la cour. Lorsqu'on éleva le cloître, la voûte cacha une partie des moulures. Une meurtrière, en biais, située dans un coin de cette salle, permettait de surveiller le pont-levis A, et de le défendre.

Aujourd'hui cette grande salle, magnifiquement restaurée, est devenue la bibliothèque. Elle était loin, en 1587, d'être ce qu'elle est aujourd'hui. Son ameublement était des plus simples et des plus réduits.

« Premièrement ung archeliet fait en menuiserie avec un coisin fort usé et quelque peu de plume sans autre linge, troys landiers, sive calfoigniers.

« Ung banc tourné faict en menuiserie.

« Une chère.

« Ung petit coffre en menuiserie sans serrure ny linge. »

« A la tourete de la grande salle a esté trouvé bled, froment, six cartons. »

La tourete de la Grande Salle basse me paraît être la chambre dite actuellement de Monseigneur Meignan, dans la tour G.

Cette tour, de grand diamètre, flanque l'angle sud-est. Ronde à l'extérieur, elle est carrée à l'intérieur. Chacun de ses étages est voûté sur croisées d'ogives, aux nervures taillées en biseau. Au rez-de-chaussée se trouve une grande cheminée ornée des armes de Durfort.

Deux canonnières armaient cette tour et battaient le fossé d'un côté, et le rempart sud, de l'autre. Une couronne de créneaux et de machicoulis complétait sa défense.

Le premier étage correspondait au rez-de-chaussée. Au-des-

sus de la grande salle, était une salle de même dimension, meublée :

« D'un archeliect en menuisarye sans aulcun linge, si ce n'est un linseul sur le surceil, rompeu.

« D'une couchette aussy en menuyserie sans linge.

« D'ung banc tourné en menuiserye.

« De quatre landyers moyens et ung autre rompeu.

« D'ung dressoir en menuisarye.

« Dans la garde-robe de ladite salle a esté treuvé deux archeliectz en menuiserye sans linge. »

Aujourd'hui, cette salle est devenue un grand et superbe salon, orné à chaque extrémité de deux cheminées modernes, dans le style du xv^e siècle.

La garde-robe est le réduit qui se trouve dans une petite tourette carrée F, placée à l'aisselle de la tour ronde et de corps de logis.

A côté, et dans la tour, il y a une autre chambre carrée, au-dessus de celle du cardinal Meignan. L'inventaire précité nous en parle en ces termes :

« Dans autre salle de lad. tour, a esté aussy treuvé ung archeliect en menuiserye, garni d'un coyssin fort usé avec quelque peu de plume, ung rideau de rouge vert et jeaulne et ung tiers d'ung autre rompeu et dessus avec surceil et cortynes en broderye aussy fort uzée.

« Une couchette en menuiserye, une coysne avecques quelque peu de plume, fort uzée.

« Ung dressoir en menuiserye, une chère.

« Deux landiers.

A la suite de cette salle, et correspondant au passage B, se trouve la chapelle. C'est un vrai bijou. Ses deux travées sont couvertes de voûtes en étoile d'un très joli effet. Les nervures ornées de deux cavets, retombent d'un côté sur des culs-de-lampe modernes et de l'autre pénètrent dans des demi-colonnes, dont les bases sont moulurées en torsades.

La retombée des branches d'ogives est curieuse. Les nervures des tiercerons, au moyen d'une accolade, se perdent dans les nervures voisines et n'arrivent pas jusqu'à la colonne. Ce procédé, très décoratif, se rencontre dans plusieurs monu-

ments de la région, à l'église de Laplume et au cloître de Condom notamment. A Lusignan-Petit nous trouvons une variante, l'accolade est remplacée par une tête d'homme (1).

Cette chapelle est actuellement éclairée par une large fenêtre moderne, donnant sur le pont. Elle renferme une remarquable statue en bois, de la Vierge. Au xvr^e siècle, elle était meublée de « troys petitiz bancz pour estre icceulx quand long
« dict messe. »

La salle, qui vient après la chapelle, correspondait à la cuisine. On y voyait :

« Ung archelict en menuiserye avec le surceil et cabessière en tapisserie, fort uzés, sans autre linge.

« Autre archelict aussy en menuisarye avec le surceil dune tapisserie fort usée sans autre linge.

« Une table avec ses traiteaulx en menuisarye.

« Deux landyers.

« Ung grand coffre en menuisarye avec serrure et clef, dans lequel a esté treuvé six linseuls fort usés et dessirés.

« Deux autres linseulx primps, demy usés.

« Autres neuf linseulx rompeus et dessirés ne pouvant presque en rien servir.

« Cinq nappes rompues et dessirées.

« Quatre rideaulx de cadis vert, rouge et jeaulne fort uzés et rompeus.

« Deux tapis pour mettre à table, vertz, rompeus et dessirés.

« Ung tourn de liet pour une couchette jeaulne et bleu, rompu et dessiré.

« Autre tourn de liet, en tapisserie, faict en ramaige, fort uzé et rompeu.

« Deux pièces de tourn dung liet en tapisserie rompus et dessirés, le tout remis dans led. coffre.

« A la garde-robe de la salle, a esté treuvé ung grand coffre avec serrure et clef sans rien dedans. »

La salle suivante, qui donne sur le rempart du nord, s'appelait *la Crambe del Feuge*. Elle est au-dessus de la salle à manger. L'inventaire de 1587 signale :

(1) *Les Eglises du canton de Prayssas*, par J.-R. Marboutin, p. 51.

« Ung archeliet en menuisarye garny dune coyne, ung coissin rampli souffizamment de plume, avec rideaulx et cabessières et cortines de cadis vert et ung linseul sur le surceil.

« Autre archeliet en menuisarye sans auleun linge, une table avec ses traiteaulx en menuiserye, ung dressoir en menuisarye, troys chères.

« A la *chambre de Monsieur* a esté treuvé, une table avec ses traiteaulx faictz en menuiserye.

« Ung banc tourné, une escabelle longue.

« Ung grand liet faict en menuisarye garny de coisne, coissin, ramplis de plume, ung matallas au-dessus la coisne, une couverte blanche à la grand sorte rideaulx de cadis vert et routge uzés, tourn de liet, cabessière en tapissarié.

« Une couchette aussy faicte en menuisarye, garnye de deux coisnes, ung coissin fort uzés ramplis souffizamment de plume, ung tourn de liet et une tapissarye au cousté, et chalit de lad. couchette en fouladatge (?) fort uzés.

« Ung buffet en menuisarye avec deux armoires.

« Deux landiers, deux paugnières a tenyr de la viande, couvertes de peau de bedelle avec leur sarrure sans clef, rien dedans.

« Deux chères couvertes de satin rompu, autre chère.

« Ung tapis vert fort uzé.

« Iluict grandes pièces de tapisseryes faites à foulatge(?) estandues à l'entourn de lad. chambre.

« A la garde robbe de lad. chambre a esté aussy treuvé une couchette en menuisarye, garnye de deux coynes, ung coissin fort uzés, ramplis souffizamment de plume avec ung tourn de liet de tapissarye en folages fort uzé.

« Une table avec tarteaulx plaigniers deux chères persées.

« Ung paire de landiers.

« Une coisne et quatre coissins fort uzés, remplis souffizamment de plume, une couverte blanche.

« Autre couverte de layne faicte en trellyes rompue et dessirée.

« Deux couvertes blanches faites a la grande sorte, autre couverte de layne routge blanc et noir faictes en trellis, rompue.

« Dix grandes pièces de tapissaryes en foulage et une autre rompue.

« Ung tourn de liet en foulage avec franges, troys autres pièces de tapissaryes servant pour mettre à l'entourn des litz, rompues.

« Cinq carreaux pour mettre au dessoulz les genoux. »

« A lentychambre de la chambre de Monsieur a esté trouvé une couchette faicte en menuisarye sans aucun linge, ung coffre faict en menuisarye avec serrure, clef, sans rien dedans. »

La chambre du seigneur de Castelnoubel paraît être un peu mieux meublée que le reste du château. Elle est telle que François de Darfort, le sénéchal, qui affectionnait Castelnoubel, l'avait laissée quelques années auparavant. Où se trouvait-elle ? Je suis porté à croire qu'elle était dans la tour K. Lorsque le sénéchal fut mort, sa sœur Philippe, mariée au seigneur de La Liève, se présenta comme héritière. On rechercha le testament, et on le découvrit, au château de Castelnoubel, dans une tour dont la porte était en fer, et où le défunt gardait ses papiers les plus précieux. Cette tour ne peut être que celle que nous venons de désigner.

Elle est de forme carrée, et paraît bien être de la même construction que la partie que nous avons décrite. Ses machicoulis et son chemin de ronde ont été conservés en partie. Sur un de ses angles, une tourelle en encorbellement s'élevait au-dessus des créneaux et servait de vigie.

Contre le mur d'enceinte qui allait de cette tour à la tour N, étaient adossées diverses constructions où se trouvaient probablement les communs que l'inventaire désigne par les noms de « la cousine vielle du chateau » « le garde-manger », « le fornail ». Une annexe du fournil devait être la boulangerie, puisqu'on y trouvait « deux meylz (pétrins) à faire le pain, l'une grande l'autre petite... ung grand nauc pour tenir la faryne. »

La tour N, ronde à l'extérieur, polygonale à l'intérieur, flanque l'angle le plus saillant. Un escalier à vis desservait ses divers étages. Vers 1845, elle servait de tombeau à la famille de M. des Escherolles. On l'avait alors surmontée d'une grande croix de bois, comme nous l'indique un très joli dessin au crayon de Mademoiselle Hélène des Escherolles.

La tour O est ornée de canonnières pour armes à feu de petit calibre. Son appareil a beaucoup souffert du mauvais temps et s'effrite peu à peu. Elle est adossée à une grande salle barlongue, voûtée en croisées d'ogives. Cette voûte a dû être re-

faite au xvii^e siècle. La clef de voûte portait, en effet, le millésime 1618. Ce bâtiment est en mauvais état.

Le mur d'enceinte formait le côté sud et de la tour O, allait rejoindre le corps de logis.

Tel était à la fin du xv^e siècle, le château de Castelnoubel. Il comprenait le logis principal, moins le cloître et l'escalier, le mur d'enceinte avec les communs qui y étaient adossés, et les tours rondes qui flanquaient les angles. Cet ensemble, si nous en exceptons certaines parties que nous avons indiquées à la façade Est, et la tour E qui est plus ancienne, a été construit entre 1475 et 1490.

Une enquête en latin, faite vers 1491, et conservée aux archives de la ville d'Agen, nous donne à ce sujet des indications précieuses. Nous y apprenons par plusieurs témoins, tous du pays, de Cassou, Saint-Denis, Saint-Amans, etc., que vers 1470 le château de Castelnoubel était en ruines, « dictum Castum Novellum distructum atque multum dīcipatum ». L'un d'eux même précise le temps où Castelnoubel aurait été détruit, à l'époque de la guerre de Lectoure « tam tempore guerre « Lectore quod hostilitatis domini de Lebreto (1). »

Plusieurs témoins affirment avoir travaillé aux réparations de Castelnoubel. Ils y avaient, disent-ils, tout intérêt. Aux temps de guerre, c'est dans son enceinte qu'ils enferment leurs récoltes blé ou vin et se réfugient eux-mêmes. Pendant les hostilités, surtout lors des dernières, ils ont fait le guet aux remparts du château. « Fuerunt moti ratione domiciliorum quod « haberent in dicto loco Castronevelli ad repparandum dictum « locum pro conservatione eorum bonorum et suarum personarum, prout idem loquens vidit et est notarium (2). »

Il est donc bien établi que Castelnoubel, ruiné presque en totalité par les guerres anglaises et surtout par les hostilités suscitées par la révolte du duc d'Armagnac (1461-1473), fut relevé et reconstruit avec l'aide des habitants, entre 1470 et 1490. Ici, l'archéologie est parfaitement d'accord avec les documents.

(1) Archives municipales d'Agen, FF. 134.

(2) Idem.

L'appareil, la mouluration, la forme des machicoulis, des canonnières, etc., tout, en effet, rappelle le xv^e siècle.

Quarante ou cinquante ans après, Castelnoubel se transforme. Son seigneur, Alain de Durfort, se maria, en 1535, avec Françoise de Montal d'une très ancienne famille du Quercy. Depuis le commencement du xvi^e siècle, le château de Montal, berceau de la nouvelle châtelaine de Castelnoubel, s'était embelli et paré de ces sculptures fameuses, dont on connaît les curieuses aventures (1). Françoise de Montal avait sans doute reçu de ses pères le goût des habitations somptueuses et commodés. C'est elle probablement qui poussa son mari à transformer leurs divers châteaux.

De fait, au lendemain de leur mariage, ils se mettent à l'œuvre. Lafox change totalement d'aspect. De grandes fenêtres, aux fines sculptures, ouvrent les grands murs de ce château, des cheminées très ornées garnissent les grandes salles, et un peu partout s'étale le chiffre d'Alain de Durfort et de Françoise de Montal.

A Castelnoubel, ils adossent contre la façade ouest, du principal corps de logis, deux galeries superposées, un escalier monumental, et ils signent leur œuvre. Sur une clef de voûte du cloître, en face de l'entrée, nous voyons les armoiries de la famille de Montal, trois coquilles posées 2 et 1, et sur la clef de voûte voisine celles de la famille de Durfort, au lion rampant.

Les galeries, dont je viens de parler, comprennent un rez-de-chaussée et un premier étage. Le rez-de-chaussée, que l'on appelle actuellement le cloître, se divise en six travées, voûtées en croisées d'ogives. Les nervures ornées de deux cavets, retombent sur des consoles moulurées. Les arcs doubleaux n'existent pas à toutes les travées.

Cinq grandes arcades en plein cintre s'ouvrent sur la cour. Elles étaient fermées vers le milieu du xix^e siècle, comme nous le montre un dessin de Mademoiselle Hélène des Escherolles.

(1) Les sculptures du château de Montal, arrachées, furent transportées à Paris vers 1881, vendues aux enchères et dispersées. Il paraît que depuis quelques temps le nouveau propriétaire de Montal consacre sa grande fortune à restaurer son château et à racheter les sculptures qui en faisaient la gloire.

A l'extrémité du cloître, du côté sud, s'ouvre une porte de style flamboyant surmontée d'un arc en accolade, orné de feuillages frisés et d'un fleuron. Les pilastres de chaque côté, moulurés en torsade, se terminent par de petits pinacles fleurronnés. Sur le tympan refait, se trouvent les armoiries de la famille des Escherolles.

Cette porte donne accès, à l'escalier d'honneur. Celui-ci se compose, au centre, d'un massif de maçonnerie carré I, flanqué sur chaque angle d'une colonne. Chaque face comporte trois travées, deux paliers et les degrés, voûtées sur croisées d'ogives. Les nervures évidées par deux cavets, dont l'un plus petit, retombent d'un côté sur des consoles ornées de têtes humaines, de feuillages, d'écussons portant le monogramme du Christ, et de l'autre se perdent dans les colonnes du massif central.

Cet escalier a très grand air, avec ses voûtes élégantes et les sculptures sobres de ses consoles et de ses clefs de voûte. Il dessert les divers étages du château.

Au premier étage, au-dessus du cloître, s'étend une galerie, voûtée aussi en croisées d'ogives. Les ogives en arc brisé retombent sur des culs-de-lampe moulurés. Les nervures sont plus élancées qu'au rez-de-chaussée, ce qui donne à cette galerie plus de hauteur et par cela même plus d'élégance. Elle est éclairée par quatre grandes fenêtres ouvertes sur la cour et par une cinquième sur le côté nord.

A l'heure actuelle, cette galerie est un véritable musée, avec ses meubles, ses coffres, ses collections de vieilles faïences, et les remarquables morceaux de sculpture sur bois qu'elle renferme. Il convient de signaler, surtout, un saint Antoine, ermite, une statue de sainte Anne portant la Sainte Vierge de l'école espagnole et une statue de la Vierge du ^{xiv}^e siècle, d'origine agenaise.

Cette addition au château du ^{xv}^e siècle, faite par Main de Durfort et sa femme Françoise de Montal, est soutenue du côté de la cour par quatre robustes contreforts à ressauts, se terminant en glacis sous la toiture.

La tour J est moderne. Mais sur son prolongement, en P,

il y avait jadis un bâtiment adossé au rempart. On en retrouve les fondements. De quelle époque était-il ? Peut-être du ^{xviii} siècle. M. des Escherolles, dans ses notes sur Castelnoubel, nous dit que la clef d'un cintre de porte provenant de cette construction portait la date 1763. Quelques années avant la Révolution, ajoute-t-il, M. de Poléon la fit « abattre pour réchauffer la cour ».

Lors des restaurations entreprises sous la direction de Monseigneur le cardinal Meignan, on éleva, au point Q, un bâtiment rectangulaire que l'on appelle l'évêché, sans caractère et qui dépare singulièrement les pittoresques constructions voisines.

Deux puits alimentaient d'eau les habitants du château. L'un d'eux se trouve actuellement englobé dans la tour J.

Grâce à l'inventaire de 1587, nous avons pu, pas à pas, visiter le Castelnoubel de la fin du ^{xvi} siècle. A parcourir ses grandes salles vides, ou garnies de quelques rares meubles, lits, coffres, dressoirs, chaises vermoulus, linges usés, rideaux et tapisseries pendant en loques lamentables, on se croirait dans un vrai château de misère. Les pas des deux ou trois serviteurs qui le gardaient devaient résonner de façon lugubre sous ces voûtes désertes et dans ces salles vides.

Il ne faut pas s'en étonner. Les seigneurs y venaient rarement, et ils y laissaient un capitaine qui prenait le titre de commandant, et deux ou trois serviteurs ou hommes d'armes. En 1587, le commandant avait nom Jehan Violhier, avec lui se trouvaient Jehan Calhion dit Coulau de La Boulbène, Pierre del Couzol. Ils étaient chargés de pourvoir à sa garde et à sa sûreté.

Mais, dans les moments de troubles et d'hostilités, les paysans du voisinage accouraient, portant leurs récoltes, qu'ils allaient cacher dans les grandes caves creusées dans le roc, sous le corns de logis, et ils faisaient le guet aux remparts. Castelnoubel alors se remplissait de bruit et de mouvement. Au temps de paix, le silence s'étendait sur la forteresse, et lui donnait un air d'abandon et de délabrement.

L'aspect de Castelnoubel, aujourd'hui, est bien différent.

Restauré, meublé avec goût et élégance, il est accueillant et hospitalier, et les propriétaires en font les honneurs avec une grâce et une amabilité auxquelles je suis heureux de rendre hommage.

J.-R. MARBOUTIN.

(*A suivre.*)

VILLERÉAL

(Lot-et-Garonne)

CHAPITRE I^{er}

Villéréal. Ses armes. — Pourquoi cette notice ? — Comment l'Agenais devint tour à tour Anglais, Français, Anglais puis définitivement Français. — Acquisitions faites en Agenais par Alfonse de Poitiers, vers 1260. — Mont réal de Biron (Le Rayet) ; lettre d'Alfonse de Poitiers (1269) ; fortification par le roi de France (1289) ; Coutumes de Philippe IV (1291) ; réunion à Villéréal ; Le Rayet.

I. Villéréal, fondée en 1265, au temps (1) d'Alfonse de Poitiers sur les domaines de sa femme Jeanne de Toulouse, était au xvi^e siècle l'une des douze principales villes de l'Agenais. C'est aujourd'hui l'un des principaux cantons du département de Lot-et-Garonne, formé partie de l'Agenais sur la rive gauche du Drol, partie du Périgord sur la rive droite de cette rivière.

Les armes de Villéréal sont : d'azur à trois tours d'or posées deux et une. (Armorial de la généralité de Bordeaux, 1696-1698, Bibliothèque nationale, salle des manuscrits.)

II. Plusieurs notices sur Villéréal ont été écrites par des hommes de valeur mais trop peu documentés. M. Lafont du Cujula, dans sa *Statistique de Lot-et-Garonne* ; M. Cassany-Mazet, dans ses *Essais statistiques du 4^e arrondissement du département de Lot-et-Garonne* ; M. Jules Andrieu, dans son *Histoire de l'Agenais* ; M. Curie-Seimbres, dans son *Essai sur les bastides du Sud-Ouest* ; M. Fourquier de Boves, président de la Fabrique de Villéréal, dans sa Notice archéologique et critique

(1) Probablement par Guillaume de Bagnols, et non pas de Balmotis comme l'appelle Cassany-Mazet. G. de Bagnols, de *Balnéolis*, sénéchal d'Agenais, avait fait fortifier Montflanquin et avait fixé les limites de sa juridiction.

[*inédite*] sur la fondation de Villeréal et son église monumentale, ont mêlé des erreurs fondamentales à des données intéressantes ; leurs travaux sont trop incomplets. Des documents plus nombreux, soigneusement étudiés, ajoutés à la connaissance du pays, permettent de rectifier ces erreurs et de donner une notice plus étendue.

III. L'Agenais avec tout le duché d'Aquitaine fut apporté par Eléonore, fille unique et héritière du dernier duc héréditaire, épouse divorcée de Louis VII, à Henri Plantagenet qui l'épousa en 1152 et qui devint roi d'Angleterre en 1154.

Leur fille Jeanne reçut l'Agenais en dot lors de son mariage [1196] avec Raymond VI, comte de Toulouse. Leur petite-fille, appelée Jeanne comme sa grand-mère, épousa, en 1229, Alfonso comte de Poitiers, frère de Louis IX. Les époux n'avaient que 10 ans et la célébration des noces n'eut lieu que 8 ans après. Dans le contrat de mariage, il avait été convenu que s'ils mouraient sans enfant le comté de Toulouse reviendrait au roi de France. Ce qui fut exécuté au mois de septembre 1271.

Par le traité de 1259 le roi d'Angleterre, vaincu, avait renoncé à toute prétention sur la Normandie, la Touraine, l'Anjou, le Poitou et le Maine. Louis IX lui restituait les trois pays de Limousin, Périgord et Quercy, moins les terres de ces pays qui devaient hommage à ses frères. Pour l'Agenais il s'engageait à payer au roi d'Angleterre comme duc d'Aquitaine, annuellement, dans le Temple de Paris, le revenu de l'Agenais à estimer contradictoirement par experts, durant la vie des comte et comtesse de Toulouse (1), et, à leur décès, de lui rendre cette terre comme au plus proche parent de Jeanne, de Toulouse. (Louvet, *Hist. d'Aquitaine*). L'Agenais fit définitivement retour à la couronne de France à la fin de la guerre de Cent Ans, 1453.

IV. Les officiers des comte et comtesse de Toulouse, désireux d'augmenter les revenus et la puissance de leurs maîtres, leur

(1) Ce revenu fut estimé 3,700 livres 8 sous et 6 deniers (Curie-Seimbres).

acquirent, sans grandes dépenses, par construction ou réédification, de nombreuses places dans les sénéchaussées de Toulouse, Rouergue, Quercy et Agenais, donnant annuellement 3,810 livres tournois.

En Agenais le comte fit faire :

La bastide de Sainte-Foy, lieu donné, valant annuellement 100 marcs et plus ;

La bastide d'Eymet, lieu donné, valant environ 60 livres tournois (1) ;

La bastide de Castillonnès, lieu donné, valant environ 100 marcs ;

La bastide de Clermont [probablement Montclar], lieu donné, valant 100 livres tournois ;

La bastide de Castelseigneur [probablement Castelmoroni], lieu donné par moitié, valant environ 30 livres tournois ;

La bastide de Saint-Pastour et de Gratecambe (2), lieu donné, valant 40 livres tournois ;

La bastide de Villeréal, lieu donné, valant 80 livres tournois.

Au-delà de la Garonne le comte fit faire :

La bastide de Dunes, lieu donné, valant environ 50 livres tournois ;

Une bastide entre Auvillars et la grange de Belleperche, valant 40 livres tournois.

Il employa à la réfection du château de Marmande 400 livres tournois.

La bastide de Château-Comtal [*Damazan*], lieu donné, valant 40 livres tournois.

La bastide de Montréal (3), lieu donné, valant 200 livres tournois ; La bastide de Castelamouroux [*c. Bouglon*], lieu donné, valant 60 livres tournois.

(1) Eymet, Dordogne, rive droite du Drot, était sans doute une dépendance de l'Agenais située en Périgord. Dans la coutume qu'il lui donna au mois de juin 1270, le comte dit que cette bastide est du diocèse de Périgueux et que les appels doivent être adressés au sénéchal de Périgueux. (Doat.)

(2) Castelnaud de Gratecambe, canton de Cancon, dans le voisinage de Saint-Pastour.

(3) Montréal près Condom.

Dans la réfection du château de Penne (1), il employa 500 livres tournois.

Revenus des acquisitions en Agenais, 1,500 livres tournois, d'après le rolle dressé en 1272.

Le texte latin donné par Doat, 74^e vol., p. 378. Bibliothèque nationale, est reproduit dans l'histoire du Languedoc, édition Privat, viii, col. 1732.

Au xiii^e siècle l'extrémité nord de l'Agenais était couverte d'une forêt dont on voyait, en plein xix^e siècle, des restes considérables vers Montaut (2) et vers Castillonnès. Elle était limitée au nord par le Drot, affluent de la Garonne et au sud-est par un petit ruisseau qui séparait Parisot, en Périgord, de Saint-Etienne, d'Estrades et de Dévillac, en Agenais. Cette fo-

(1) Y avait-il un Penne sur la rive gauche de la Garonne ? Penne d'Agenais est sur la rive droite.

(2) Montaut, entre Villeréal et Cancon, Castillonnès et Monflanquin, connue traversée par la voie romaine de Périgueux à Eysses, Lectoure... archiprêtre avant la Réforme, fut l'un des trois archidiaconès établis dans la Cathédrale d'Agen. A l'entrée du bourg de Montaut-le-vieux on a découvert un sarcophage que l'on croit du iv^e au xii^e siècle. Montaut avec Bournel son annexe avait une étendue de 2,841 hectares. Montaut le jeune, au bout d'un promontoire qui domine tout le bassin du Drot, était tout disposé pour un poste fortifié. Une médaille en bronze à l'effigie de Faustina Augusta, trouvée entre le roc abrupt du rempart et la dernière assise d'une vieille maison peut être considérée comme témoin d'une station romaine. Siège, au moyen-âge, de la vicomté de ce nom qui comprenait les paroisses de Trasnfort, Ferransac, Pompiac, Valettes et partie de Celles, Montaut était une place très forte qui paraît avoir été reconstruite vers la fin du xv^e siècle : une médaille en métal jaune, recueillie dans les ruines du château, porte en langue allemande de cette époque deux légendes : à face Glik-Kumpl, *ron isteira* (c'est une vérité que le bonheur vient de Dieu), à pile *Hans-Schilles-LV-Nuremb.* (Jean, échevin, 55^e honneur-Nuremberg).

En 1560, Armand de Gontaud de Biron se déclara partisan des Calvinistes (J. Tarde, chron. Sarl.) En 1574 ceux-ci s'emparèrent de Montaut (abbé Barrère, II, 318); ils y entrèrent par la brèche. Ils y établirent un temple avec ministre; une ordonnance d'Henri IV, 5 avril 1592, lui allouait 200 écus de gages ainsi que à ses collègues de Clairac, Tournon, Laparade, Puymirol, Monflanquin, Castelmoron, Sainte-Foy, Genssac et Miramont. (Arch. hist. de la Gironde, xxix, 252.) Les catholiques y avaient une église sous le vocable de N.-D. qui donna son nom à la rue principale. Le cimetière était hors des murs, au bas de la Moute. C'est de la prise de Montaut par les protestants que doit dater l'annexion de cette vicomté à la baronnie de Biron. Depuis, la ville a graduellement perdu de son importance; ses foires, sa halle située dans un vaste terrain, hors du fossé, ont disparu; la ville en ruine n'est plus habitée que par six familles.

rêt, dit la tradition, servait de repaire à des bandes de pillards qui détroussaient les passants et en cas de résistance les égorgeaient ou les noyaient dans la rivière. Ils étaient sans doute de la même race que ceux des environs de Castillonès. Leur nombre dut s'accroître à la suite de la fondation de cette ville en 1239, fondation qui restreignait les domaines de ces fils des pirates Normands qui avaient envahi notre sol en remontant nos rivières au ix^e siècle (1).

Les motifs de la fondation de Castillonès sont pris de ce « que la forêt était placée au milieu d'une nation perverse ; que elle avait été longtemps et était un lieu désert ; que des voleurs, des brigands et des mauvais sujets faisaient leur séjour dans cette forêt et ses appartenances, à tel point que les cultivateurs et les gens de bien n'osaient y demeurer ; que enfin les seigneurs donateurs étaient impuissants à faire cesser ces désordres. » (Cassany-Mazet, p. 105.)

« Il est prouvé, écrit Oihenart dans ses notes, que Villeréal fut commencée en 1265, au temps d'Alfonse comte de Poitiers et de Toulouse (Oihenart, 106^e vol. f^o 326. Bibl. nat.). L'acte public ne fut passé que plus tard, comme il arrivait souvent au moyen-âge.

« Par acte du 30 novembre 1267, Gaston de Biron [Gontaud III] concéda à Alfonse de Poitiers un terrain dans sa forêt de Montlabour pour y construire une bastide sous la condition d'un droit de péage ; mais ce droit fut éteint plus tard par un autre acte de 1492 au moyen d'un droit de toute justice que le roi Charles VIII accorda à Pons de Gontaut pour une terre mouvante de la baronnie de Biron. » (Fourquier de Boves qui ne donne pas de référence.)

(1) En 848, les Normands, sous le féroce Asker, ayant mis le feu à Bordeaux, s'étaient répandus dans le Médoc, et après la destruction du monastère de La Réole, en remontant immédiatement la Dordogne, avaient transporté leurs courses dans le Périgord. Parvenus sur les plateaux celtiques, les hordes du roi de mer roulèrent comme des avalanches dans toutes les directions. En 856 leurs irruptions allaient de la mer Atlantique jusqu'à une ligne qui aurait passé par Paris, Orléans, Bourges et Clermont en Auvergne. (*Histoire de l'Auvergne*, par M. le président Imberdis, I. 268.)

Ce n'est qu'en 1020 qu'on put enfin effacer des litanies ce verset : « Seigneur délivrez-nous des Normands. »

La construction de la bastide de Villeréal fut si rapidement menée que les limites de sa juridiction purent être fixées en 1269. Par lettres patentes du mois de mars, données en faveur des habitants de Montflanquin, Alfonse de Poitiers, avec l'approbation de Jeanne de Toulouse, détacha de ce district les paroisses de Montaut [et de Bournel son annexe], Saint-Etienne, Estrades et Dévillac [d'une étendue d'environ 6,000 hectares] pour les unir au territoire de Villeréal, *quas ad bastidam ville regalis quoad honorem volumus pertinere*. (Doat, 74^e vol., f^o 216. Bibl. nat.).

Ces lettres confirmaient, pour tout le reste, la formation du district de Montflanquin tel qu'il avait été délimité par feu Guillaume de Bagnols, sénéchal d'Agenais ; elles n'imposaient aux habitants de ce territoire demeurant soit dans la ville soit hors les murs que 2 sous et demi par feu ; leur accordaient toute liberté d'acheter leur provision de sel où bon leur semblerait ; leur concédaient la faculté d'avoir un four pour leur usage ; seuls les fours servant à cuire le pain du voisin ou le pain à vendre étaient soumis à une taxe annuelle de 10 sous payables le lendemain de Noël. (Ibid.)

En donnant à Villeréal un territoire le comte lui donna sans doute une coutume, comme il fit à Castelsagrat [Tarn-et-Garonne] en mai 1269, à Eymet, diocèse de Périgueux, en juin 1270 (Doat, 74^e vol., f^o 300-334). Il en reste trace dans le n^o 35 de la coutume donnée, en mai 1289, par Edouard I^{er}, et dans le n^o 5 du supplément de cette coutume.

Le remplacement de la coutume d'Alfonse de Poitiers par celle du roi d'Angleterre ne fut peut-être pas étranger à l'érection de fortifications, entreprises la même année sur certaines dépendances de l'Agenais, appartenances de Villeréal sises dans le diocèse de Périgueux.

Edifiée à quelques pas des limites de ce diocèse, Villeréal y possédait certain territoire [environ 8,000 hectares] nécessaire à sa sécurité comme à sa prospérité.

V. Le centre des terres que Villeréal possédait dans le diocèse de Périgueux est appelé Montréal, *Mons Regalis*, dans l'un des

3 mandements que le comte de Toulouse adressa, le 22 juin 1269, au sénéchal d'Agenais et de Quercy, en faveur des trois frères, Arnaut, Pierre et Henri de Gontaut [seigneurs de Biron] (1). Ces seigneurs avaient déposé au sénéchal une plainte contre les habitants de Castillonnès, diocèse d'Agen, *diocesis Agennensis*, qui empêchaient leurs droits de péage et autres, contre les habitants de Monflanquin qui voulaient les obliger, eux et leurs hommes, à payer la collecte pour la construction de la ville, et contre les habitants de Montréal qui empêchaient leurs droits de péage et de pignore. Le comte mandait à son sénéchal d'entendre diligemment les parties adverses et de faire prompte et bonne justice. (Rôles gascons, n° 1482-1483-1487.)

Ces dépendances ou appartenances ne tardèrent pas à être prises par Philippe-le-Hardi. Alfonse de Poitiers étant mort le 21 août 1271, et Jeanne de Toulouse deux ou trois jours après, le roi de France se hâta de mettre la main sur le comté de Toulouse et sur l'Agenais, comme étant leur héritier.

Mais le roi d'Angleterre réclama l'Agenais comme le plus proche parent de Jeanne d'Angleterre et de sa petite-fille, et aussi en exécution du traité de 1259. Il ne put l'obtenir que après avoir renoncé à toute prétention sur le Limousin, le Périgord et le Quercy, déclarés par la cour suprême de Paris, domaines inséparables de la couronne de France.

Les dépendances de l'Agenais, appartenances de Villereal, devaient-elles suivre le sort de l'Agenais remis au roi d'Angleterre, ou du Périgord retenu par le roi de France ? Sujet de contestation et procès. Philippe-le-Bel, continuateur de la politique de son père, fit fortifier le chef-lieu de ces terres en 1289, lui donna une coutume en 1291 et le rendit en 1305, en paiement de 90 livres tournois.

« La fortification de Royaulmont, *Regalis Montis*, fut commencée en 1289, au nom du roi de France, par maître Pierre de la Proue. Au sujet de cette entreprise de la bastide de

(1) Les terres de la baronnie de Biron (d. de Périgueux) s'étalaient sur les deux rives du Drot.

Royaulmont, dépendance de la terre d'Agen, pour lamploys et licence de Raymond de Campagne, chevalier [sénéchal du roi d'Angleterre, furent (1)] délivrées [certaines] nouvelles lettres [par] les consuls de Villeréal à Radulfe de Broli, chevalier, substitut du procureur pour le roi de France, et maître Arnaud Clari, juge-mage et [mandataire] dudit Broli se transporta à la dite bastide et deffendit dy bastir pendant procès meu et menassant retirer de toutes terres : le bailli de Royaulmont et les consuls et autres parties continuèrent de bastir. » (Oihenart, fond Duchesne, 106^e vol., f^o 326, Bibl. nat.)

C'est à cette bastide que Philippe IV donna la coutume de mai 1291, et non à Villeréal qui ne fut jamais du diocèse de Périgueux et ne porta jamais le nom de Montréal, comme on l'a écrit jusqu'à ce jour. L'erreur est dissipée par les textes cités. Le texte, que M^e Martinet, notaire à Villeréal, affirmait avoir vu, est introuvable. Il en reste une traduction en vieux français écrite sur un parchemin que M. Fourquier déposa, en 1880, aux archives départementales de Lot-et-Garonne. Elle commence en ces termes : « S'ensuivent les privilèges donnés aux manants et habitants de la ville de Montréal, diocèse de Périgueux, par le roy Philippe IV, l'an mil deux cents quatre-vingt-onze, au mois de may. » Cette bastide est appelée Royaulmont dans les articles 38 et 39.

La coutume donnée en 1291 par le roy de France à Montréal autrement dit Royaulmont a été retrouvée à Villeréal où elle dut remplacer celle que le roi d'Angleterre avait donné en 1289, à la fin de la guerre de Cent Ans, 1453, afin qu'il n'y eût plus rien d'Anglais dans le pays.

Le litige entre les deux rois cessa par la réunion, en 1305, de Montréal au bailliage et au consulat de Villeréal : deux lettres d'Edouard I^{er} en font foi, l'une décrétant l'union et l'autre nommant le bailli.

« Le roi à notre aimé et fidèle Guillaume de Deyne, cheva-

(1) Les mots entre crochets remplacent les mots effacés par le temps dans le manuscrit.

lier, son sénéchal d'Agenais, salut. Comme le lieu de Royaumont avec ses appartenances que l'on sait avoir été parfois des appartenances de Villeréal nous a été tout récemment livré par les officiers de l'illustre roi de France pour l'estimation de quatre-vingt-dix livres de petits tournois que ce roi devait nous assigner en terre, nous avons résolu de l'unir au lieu de Villeréal et à votre sénéchaussée. Nous vous mandons de faire gouverner ces deux lieux sans préjudice ni pour l'un ni pour l'autre, par le même consulat et par le même bailli. Nous voulons que nos sujets de ces deux lieux vous obéissent et vous écoutent. Donné à Westminster, viii avril l'an du règne xxxiii. (Rôles gascons, n° 4775.)

Deux jours avant, Edouard avait ordonné l'installation du bailli.

« Le roi à ses aimés et fidèles Jean de Havering, sénéchal de notre Duché d'Aquitaine et maître Richard de Havering, son connétable de Bordeaux, salut. Nous vous mandons que Raymond Ffonlaban, pour le bon et louable service qu'il nous rend et qu'il peut nous rendre à l'avenir, soit par vous mis en possession de la baillivie des bastides de Villeréal et de Royaumont, moyennant un prix convenable, pour la garder tout le temps qu'il se comportera bien et utilement en cet office, pourvu qu'il donne bonne garantie de paiement du prix pour lequel il voudra l'avoir. Donné à Westminster, vi avril, l'an du règne xxxiii [1305]. (Rôles gascons, n° 4480.)

Cette union implique le voisinage des deux bastides, conservant leur juridiction respective dont la suppression aurait nui à l'une ou à l'autre. Ce point aide à retrouver Montréal autrement dit Royaumont devenu dans le langage courant Le Rayet, Regalis. Le Rayet, petite commune sise à 4 kilomètres de Villeréal, en amont sur la rive droite du Drot, dans l'ancien diocèse de Périgueux, était encore une juridiction au xviii^e siècle comme l'atteste un acte d'huissier signifié le 23 mai 1767 à « Monsieur maistre Jacques Léotard, prestre et chapelain de Rives, habitant la Moutolle, paroisse Moussairou, juridiction du Rayet. » (Archives de Rives.)

La situation du Rayet entre les paroisses de Rives, Maziè-

res, Doudrac, Naresse, Moussairou, Tourliac, Saint-Martin-du-Drot, Parisot et St-Cibournet (1), en faisait un centre naturel d'administration avant la fondation, vers le milieu du ^{xiii}^e siècle, de Beaumont [Dordogne] et de Villeréal [L.-et-G.]. Au ^{xvii}^e siècle, Le Rayet conservait des restes remarquables de sa grandeur d'autrefois : Son château de Montpeyran servit de garnison aux troupes royales pendant la fronde des Princes [1650-1653] ; un officier s'appelait le comte de Montpeyran ; son château du Rayet, encore debout, était, avec le titre de baron, la propriété des Caminade de Paty : l'un de ceux-ci, premier consul de Villeréal, a laissé, dans son rapport de l'année 1654, le souvenir des ruines, y compris les titres, accumulées par les troupes de passage. (Fonds de Villeréal.)

La réunion de 1305 restitua un territoire d'environ 8,000 hectares à Villeréal qui se trouva par ce fait, et se trouve encore, au centre de son administration.

Par acte du 28 avril 1318, Edouard II, unissant spécialement à son royaume Villeréal avec les paroisses de Sainte-Sabine, [Sainte-Sabine et ses annexes Saint-Germain et Le Bel], ajouta ces paroisses au territoire de Villeréal. (Rymer, III, 705.)

Cette union, qui dure encore, explique pourquoi les seigneurs de fiefs de cette partie du canton de Villeréal située dans l'ancien diocèse de Périgueux, plus tard dans celui de Sarlat que Jean XXII avait formé en 1317 d'une fraction du Périgord, rendaient leur hommage au seigneur de l'Agenais, comme on le voit dans de nombreux actes ; c'est pour la même raison que les curés de ces paroisses, Jacques Léotard, curé de Naresse, Pierre Latreille, curé de Rives, Jean Pranis, curé de Saint-Cibournet, M^e Pourchet, curé de Tourliac, Joseph Lantourne, curé de Sainte-Sabine, Antoine Pelletier, curé de Saint-Martin-du-Drot, Pierre Garen, curé de Mazières, Antoine Delpéy, curé de Monseyrou, figurent avec les curés du diocèse d'Agen sur les procès-verbaux des votes pour l'Assemblée nationale de 1789, émis à Agen.

(1) S. Cibranet dans la chronique de Sarlat. S. Cibranet, S. Cibronet, S. Cibournet, Petit S. Ciprien. Un autre S. Ciprien en Périgord, ancien prieuré dépendant de S. Sernin de Toulouse est appelé couramment Sent Cibro.

Il ne faut donc pas confondre notre Montréal avec les autres villes de ce nom, pas même avec Montréal-le-Vieux [17 habitants] commune d'Issac, canton de Villamblard, arrondissement de Bergerac [Dordogne], ancien repaire et chatellenie composée de la partie d'église neuve d'Eyraud (Lespine, chatell. 88), donnée, en 1363, par Edouard, prince de Galles, au comte de Périgord (Arch. de la Charente); sa justice s'étendait, en 1788, sur Issac, Eglise-Neuve, Saint-Jean d'Eyraud et la Veyssiére (Almanach de Guienne).

Notre Rayet n'est pas davantage *silva et allodium de Rajeto* dont il est question dans le cartulaire de la Sauve dont parle M. le vicomte de Gourgues. (*Dictionnaire de topographie.*)

Le Rayet, le royal, n'est pas le filet d'eau, *rayet* du dialecte gascon qui, dans notre dialecte, s'appelle *ratchol*.

CHAPITRE II

Coutumes de Villeréal, 1^{er} mai 1289.

*Pour les habitants de la bastide de Villeréal, diocèse d'Agen
année du règne XVII*

Le Roi à tous ceux [qui] ces présentes verront, Salut.

Vous saurez que nous avons concédé aux habitants de notre hastide royale, diocèse d'Agen, les libertés et coutumes suivantes.

1. Il ne sera perçu par nous ni par nos successeurs, dans ladite bastide, ni quête, ni taille, ni droit de gîte ; nous n'y aurons pas de prêt si les habitants ne veulent pas nous prêter.

2. Les habitants actuels et à venir pourront vendre, donner ou aliéner tous leurs biens, meubles et immeubles à qui ils voudront, mais ils ne pourront aliéner leurs immeubles, à l'église, aux personnes de la religion, aux chevaliers, à moins de sauvegarder les droits des seigneurs de qui ces biens seront tenus en fief.

3. Les habitants pourront librement marier leurs filles où ils

voudront et faire promouvoir leurs fils aux ordres de cléricature.

4. Nous ou notre bailli ne prendrons aucun habitant de cette bastide, ne lui faisons violence ou ne saisirons ses biens, s'il promet et garantit d'ester à droit, excepté pour meurtre, mort d'homme, plaie mortelle ou autre crime pour lequel son corps et ses biens sont à nous.

5. Pour ce qui est question ou clameur d'autrui, notre sénéchal ou ses baillis ne manderont ou citeront aucun des habitants hors de la juridiction de la dite bastide, si ce n'est pour notre fait ou notre plainte (1).

6. Si un habitant de cette ville meurt *intestat*, ne laissant ni enfants légitimes ni héritiers qui doivent lui succéder, notre bailli et les consuls remettront les biens du défunt, après en avoir fait l'inventaire, à des hommes probes de cette bastide pour les garder fidèlement un an et un jour ; si dans ce délai se présente un héritier montrant son droit à la succession, ils lui remettront intégralement lesdits biens sans attendre la fin de l'année. Autrement les biens meubles nous seront remis ainsi que les biens immeubles tenus de nous en fief pour en faire notre volonté ; pareillement les biens immeubles tenus d'autres seigneurs leur seront remis pour en faire leur volonté. Avant tout, les dettes claires du défunt, s'il y en a, seront payées, selon les coutumes du diocèse d'Agen, aux dépens des biens meubles et immeubles, au prorata, par sou et par livre.

7. Les testaments que feront les habitants de cette ville en présence de personnes dignes de foi, le curé, ou autre ecclésiastique, étant appelé, si on le peut commodement, seront valables quoiqu'ils ne soient pas faits selon la solennité des lois, pourvu que les enfants légitimes ne soient pas frustrés de la part qui leur est due.

8. Nul habitant de cette bastide, accusé de crime, ne sera

(1) A la date du 2 avril 1289, le Roi avait décrété : « Nous voulons que les habitants de Villeréal ne puissent être trainés en justice par nos sénéchaux, juges ou nos autres officiers en dehors de la ville, si ce n'est pour cause nous atteignant ou autre cause à exprimer dans la citation. (Roll. Gasc. n° 1374.)

tenu de se purger et défendre par duel et ne sera obligé de se battre s'il ne le veut ; son refus ne sera pas considéré comme une preuve de culpabilité ; mais l'appelant pourra, s'il le veut, prouver son accusation par témoins ou autres preuves conformes au droit.

9. Les habitants de cette bastide pourront acheter et recevoir à cens ou en donation de toute personne voulant vendre, ou inféoder ou donner, des biens immeubles hormis le franc alleu militaire qui ne peut être acheté ni reçu sans notre volonté ou celle de nos successeurs.

10. Nous aurons de chaque sol mesurant 4 aunes ou cannes de large et 12 de long, 6 deniers d'oubliés seulement, selon le plus ou le moins, à la fête de Tôussaint, et autant d'acapte à mutation de seigneur. S'il est vendu, l'acheteur nous paiera les ventes, soit la douzième partie du prix. Si les cubliés ne sont pas payés au terme fixe il nous sera dû en plus 5 sous de gage.

11. Si des incendies (1) ou autres méfaits cachés sont commis dans cette ville, sa juridiction ou ses appartenances, la réparation en sera faite par nous ou notre lieutenant, conformément aux statuts et usages approuvés du diocèse d'Agen.

12. Notre sénéchal et notre bailli de cette bastide sont tenus, à leur entrée en fonction, de jurer aux habitants qu'ils s'acquitteront fidèlement de leur office, qu'ils feront droit à chacun selon leur pouvoir et qu'ils observeront les coutumes approuvées de cette bastide et les statuts raisonnables.

13. Les consuls de cette bastide seront changés, chaque année, à la fête de S. Michel. Nous et notre bailli devons élire et établir en ce même jour, 6 consuls catholiques pris parmi les habitants que, en bonne foi, nous connaissons les plus capables de servir le bien public (1).

(1) Le texte est *arsine*, en latin du v. *ardere*, *arsum* ; en vieux français, *ars*, *arse*. — La traduction de la coutume de Montréal dit *assassinat* (puni de la peine capitale).

(2) A la date du 20 avril, le roi avait fait écrire les deux lettres suivantes :
« Vous saurez que Nous, pour l'utilité des habitants de Villeréal, avons concédé que les consuls de cette ville ou bastide soient changés chaque année au jour de la concession de leurs libertés et qu'ils soient créés de cette

Les consuls jureront à notre bailli et au peuple qu'ils garderont bien et fidèlement notre personne et nos droits, qu'ils gouverneront fidèlement le peuple de la ville, qu'ils tiendront de leur mieux le consulat, qu'ils ne recevront, à raison de cet office, aucun service de qui que ce soit.

La communauté de la ville jurera de leur donner conseil et assistance et de leur obéir, saufs en toutes choses notre droit, notre domination et notre honneur.

14. Les consuls auront pouvoir de réparer les rues, les voies publiques, les fontaines et les ponts ; de lever par sou et par livre avec le conseil de 24 habitants élus par le peuple, les mises et dépenses nécessaires aux sudites réparations et autres choses nécessaires et utiles au public.

15. Quiconque jettera des ordures dans les rues sera puni par notre bailli et par les consuls comme il paraîtra convenable.

16. Quiconque voudra jouir des libertés de cette bastide devra, sur les biens et revenus qu'il possède dans cette ville et dépendances, contribuer, lui et ses successeurs, comme les autres habitants, aux mises et collectes faites par les consuls pour l'utilité de ladite bastide ; s'il s'y refuse, notre bailli doit le saisir à l'instance des consuls.

17. Les comestibles apportés du dehors pour être vendus ne pourront l'être en deçà de demi-lieue (2) s'ils n'ont été portés sur la place de la ville ; dans le cas de contravention, le vendeur et l'acheteur seront punis, l'un et l'autre, d'une amende de 2 sous et demi ; ne tombera pas sous cette peine l'étranger qui probablement ignorera notre coutume.

18. Quiconque frappera, par colère, son semblable ou le

manière : Les consuls de l'année présente éliront en ce jour-là 12 hommes probes habitants de la ville ou bastide et donneront par écrit leurs noms à notre bailli. Celui-ci sera tenu de choisir en ce même jour ou le lendemain au plus tard, sur ces 12, les 6 qu'il croira plus utiles à nous et à la ville et de les établir consuls de l'année suivante, sous la foi du serment, nonobstant toute autre disposition antérieure. » (Rolles Gascons n° 1374.)

« Nous voulons, sur la demande des habitants, que si notre bailli avait élu des consuls trop insuffisants, notre sénéchal ou notre juge ordinaire d'Agen puisse mettre à leur place d'autres consuls suffisamment capables. » (*Ibid.* n° 1369.)

(1) La lieue équivalait à 4,444 mètres.

maltraitera (1) avec le poing, la main ou le pied, sera puni d'une amende de 5 sous s'il n'y a pas effusion de sang et réparera raisonnablement le tort fait à sa victime ; l'amende sera de 20 sous s'il y a effusion de sang. S'il a frappé avec le glaive, le bâton, une pierre ou une tuile la peine sera de 20 sous si le sang n'a pas coulé, et de 60 sous si le sang a coulé ; dans tous les cas, le coupable réparera le dommage causé à sa victime.

19. L'homicide volontaire sera puni (2) par jugement de la cour et ses biens confisqués à notre profit, après paiement de ses dettes.

20. Si quelqu'un, par colère, dit à une autre personne des paroles outrageantes, injurieuses ou deshonorantes, il en sera puni, s'il en est porté plainte à notre bailli, d'une amende de 2 sous et demi pour la justice. Si quelqu'un prononce ces paroles devant notre bailli ou en notre cour, il sera puni d'une amende de 5 sous et réparera l'offense à qui l'aura soufferte.

21. Quiconque aura déchiré notre ban (3) ou le ban de notre bailli, ou aura enlevé le gage par lui fait pour une chose jugée sera puni d'une amende de 30 sous pour la justice.

22. Quiconque aura volé le leude (4) paiera 10 sous d'amende.

23. L'homme et la femme pris en adultère, ou convaincus par des personnes dignes de foi, ou s'avouant coupables en droit, seront punis l'un et l'autre d'une amende de 100 sous pour la justice, ou courront nus la ville, à leur choix.

24. Celui qui, par colère, aura tiré le glaive émoulu contre une personne sera puni d'une amende de 10 sous pour la justice et fera réparation à l'offensé.

25. Celui qui aura volé, soit de jour, soit de nuit, une chose valant 2 sous ou moins courra la ville ayant au cou l'objet volé, le restituera et paiera 5 sous d'amende pour la justice. Le vol

(1) Maltraitera, *traxerit* ; le traducteur de la coutume de Montréal a écrit *tuera*, ne prenant pas garde que l'homicide ne se payait pas d'une amende plus ou moins forte, mais de la peine capitale.

(2) Puni, sous entendu de la peine capitale, suivant la loi naturelle formulée par la coutume du Nomdieu : « Qui mort donnera, mort prendra. »

(3) Ban, ordonnance qui commande ou défend une chose.

(4) Leude, impôt du roi.

des fruits est traité dans un article particulier. Celui qui aura volé une chose valant plus de 5 sous sera, la première fois marquée (1) et puni de 60 sous d'amende pour la justice. Si déjà il a été marqué, il sera dûment puni par notre cour (2). Si quelqu'un est pendu pour vol, nous aurons, après paiement de ses dettes, 10 livres sur ses biens s'ils valent cette somme : le reste demeurera à son héritier.

26. Si quelqu'un, après que défense en aura été faite et publiée, entre dans les jardins, les vignes ou les prés d'autrui et y prend, sans le consentement du propriétaire, des fruits, du foin, de la paille ou du bois pour la valeur de 12 deniers au moins, il sera puni d'une amende de 2 sous et demi payable aux consuls pour les besoins de la ville. Tout ce que les consuls auront de ce chef, ils devront l'employer au bien public, comme réparation des rues, des ponts, des fontaines et autres choses de ce genre. Si la chose dérobée vaut plus de 12 deniers l'amende sera de 10 sous à notre profit pour justice. Si le vol a été commis de nuit, l'amende sera de 30 sous pour nous pour justice et réparation sera faite au propriétaire.

Si un bœuf, une vache ou autre grosse bête entre dans les jardins, les vignes et les prés d'autrui, son propriétaire paiera 12 deniers aux consuls de la dite bastide ; pour un porc 3 deniers, pour 2 brebis, chèvres ou boucs 1 denier. Ces amendes seront employées comme il a été dit. Le dommage sera payé au propriétaire du jardin, du pré, de la vigne.

27. Quiconque tiendra faux poids, fausse mesure ou fausse aune, si le fait est prouvé, paiera 60 sous d'amende.

Dans clameur d'une dette, d'un pacte, d'un contrat de n'importe quelle nature, si le débiteur avoue sur le champ, sans difficulté, dès le premier jour, en présence de notre bailli, il n'aura rien à payer pour la justice.

(1) Marqué. La coutume de Montréal dit avoir la fleur de lys. Cette fleur étant propre au roi de France, la marque du roi d'Angleterre devait être autre ; peut-être l'ablation d'une ou même des deux oreilles, comme on le voit dans la coutume de Cours-les-Bains et dans le procès d'un voleur de porcs jugé dans cette maison. Cette coutume avait été confirmée par Edouard I^{er} en 1289. (Fonds de Malte.)

(2) *Idem.*, p. 148.

29. Dans toute clameur simple dont le procès est commencé et délai demandé, il nous sera payé pour la justice 5 sous après le prononcé de la sentence.

30. Le défaillant au jour assigné par notre bailli sera puni de 2 sous et demi d'amende pour la justice et condamné aux dépens de la partie adverse.

31. Notre bailli ne doit prendre le droit de justice ou gage qu'après avoir fait rendre la chose au gagnant.

32. Dans les questions de choses immobilières il nous sera payé, après le prononcé de la sentence, 5 sous pour la justice.

33. Dans chaque clameur dont le procès se fait, le demandeur qui ne prouvera pas sa plainte sera condamné à une amende de 5 sous pour la justice et aux dépens de la partie adverse.

34. Le marché de cette ville devra se tenir le samedi. Si un bœuf, une vache, un porc ou une truie d'un an est vendu, le vendeur nous donnera un denier de leude; pour un âne, une ânesse, un cheval, une cavale, un mulet, une mule d'un an et au-dessus, le vendeur nous donnera 2 deniers de leude. Si l'animal n'a pas un an il ne nous sera rien donné; d'un mouton, d'une brebis, 1 obole; d'une charge d'âne de blé, 1 denier; d'une émine de blé 1 obole, pour leude et mesurage; d'un quarton de blé (1), rien; d'une charge d'âne de gros cuir, 2 deniers; d'une charge d'homme d'un gros cuir, 1 denier; d'une charge d'âne de fer, d'étoffe de laine, 2 deniers. D'une charge d'âne de souliers, de chauffoirs, de landiers, de pelles à feu, rôtissoires, chaudrons, couteaux, serpes, faux, poissons salés et autres choses semblables, le vendeur étranger donnera, le jour de foire, pour leude et entrée, 2 deniers; d'une charge d'homme des mêmes objets, 1 denier; d'une charge d'âne d'urnes, de channées (1), 1 denier; d'une charge d'homme, 1 denier. Des choses achetées pour l'usage de la maison, rien pour leude.

(1) 3 quartons font le sac de 82 kil.; l'émine, mesure de capacité, le demi-sac.

(2) Channées, vases de terre que les bouteilles de verre ont remplacé.

35. Les foires seront établies dans cette ville aux dates assignées. Chaque marchand étranger, ayant une ou plusieurs trousses, à ces foires, nous donnera, pour entrée, sortie, étalage et leude, 4 deniers; de chaque charge d'homme 1 denier. Des choses achetées pour l'usage de la maison, rien pour leude.

36. Chacun pourra, à volonté, avoir et faire un four dans la ville et son enceinte. Pour chaque four cuisant le pain à vendre ou le pain du voisin il nous sera payé 12 deniers d'oublies chaque semaine.

37. Les instruments faits par un notaire de cette ville auront toute la valeur des actes publics.

Nous concédons ces libertés et coutumes aux habitants de Villeréal pour qu'ils les aient et les gardent toujours comme ils en ont usé raisonnablement, sauf notre droit et celui d'autrui.

En foi de quoi... donné à Condom le 1^{er} mai.

(Roles gascons, n° 1108.)

SUPPLÉMENT A LA COUTUME.

Ce titre convient au mandement qui suit daté du 20 avril, même année.

Pour les habitants de la bastide de Villeréal, le Roi à tous ceux qui ces lettres verront, salut.

Voulant donner un témoignage de notre bienveillance à nos aimés et fidèles consuls et habitants de Villeréal nous leur avons concédé pour eux et leurs successeurs :

1. La confirmation des inféodations ou emphytéoses acquises de prés, vignes, bois et autres choses que leur ont raisonnablement consenti les abbés, les prieurs et autres ecclésiastiques, les barons, les chevaliers, les damoiseaux et autres personnages.

2. Les ventes de ces biens par les seigneurs propriétaires

seront approuvées dans les neuf jours selon la coutume, par les personnes de qui ils sont tenus en fief, après paiement des *ventes* ; les acquéreurs pourront les garder pour le prix convenu selon l'usage de ces contrées, en payant ce prix dans le même terme.

3. Les oublies ou cens qui sont et seront dus seront reçus dans cette ville par les seigneurs de qui ces possessions sont mouvantes ou par leurs substitués.

4. Les bans que les seigneurs auront mis sur ces possessions seront enlevés par le bailli si les seigneurs refusent indument caution d'estimer à droit ou s'ils sont négligents à consentir nouvelle inféodation après que l'emphytéote ou feudataire aura déposé sa caution.

5. Nous ne voulons pas changer la perche en usage.

Nous voulons que tout ceci soit irrévocablement conservé par notre sénéchal d'Agenais et par les baillis de cette ville, sauf notre droit et le droit d'autrui.

(Traduit du latin — Rôles gascons, II, n° 1369.)

Texte d'Oihenart, *manuscrit illisible jusqu'à ces mots* :

« Constat quod Villa regalis incepta fuit tempore Alfonsi comitis pictavis et tholose anno 1265; et dans lequel [*registre?*] après il est dit : inchoatio bastide Regalis montis incepta fuit anno 1289 per magistrum petrum de la proue nomine regis francie. Au sujet de cette inchoatie bastide Regalis montis depend[*ance*] de la terre d'Agen, pour l'employs et licence de Raymundus de campania miles [*sénéchal du roi d'Angleterre furent*] délivrées [*certaines*] nouvelles lettres par les consuls ville regalis a radolfus de broli miles substitutus procur[*atoris*] pro rege francie ; et magister Arnaldus Clari judex maior et [*mandataire*] dudit broli se transporta à ladite bastide et deffendit dy bastir pendant procès meu et menassant retirer de toutes terres; baiulus Regalis Montis et consules et alie partes continuèrent de bastir. »

J. BENABEN.

(*A suivre.*)

UN MUSÉE D'ART CHRÉTIEN HISPANO-MEXICAIN

LES COLLECTIONS DE L'ABBÉ LANUSSE, A TONNEINS

..... *Ne pereant....*

Un hasard très heureux m'a permis de voir, objet par objet, l'immense collection formée à Tonneins par l'excellent abbé Lanusse, le légendaire aumônier militaire de l'Ecole de Saint-Cyr. Malheureusement ces objets que j'ai vus un à un, je n'ai pu les étudier à loisir, les comparer entre eux, les classer et les grouper comme il aurait convenu ; de telle sorte que les notes rapides dictées à un très obligeant greffier, ressent pour la plupart lettre morte à mes yeux, parce qu'il n'y a pas de mémoire capable de retenir exactement les caractères essentiels des douze cents peintures, ivoires, émaux, sculptures, étoffes, meubles et bibelots divers dont je dus dresser l'inventaire en courant.

Pourtant, comme certaines séries d'objets, de peintures surtout, m'avaient vivement intéressé et comme, d'ailleurs, j'avais le soin de noter, au retour de Tonneins, mes souvenirs sur les œuvres les plus intéressantes, je me crois autorisé à dire ce qu'est encore la collection formée par l'abbé Lanusse, à préciser l'intérêt qu'elle présente, à mon sens, et même à décrire les pièces les plus intéressantes que j'y ai remarquées.

Et le moment paraît venu de publier cette sèche description d'un musée dont la création avait été le but suprême auquel tous les efforts, toutes les pensées de l'abbé Lanusse avaient tendu depuis bien des années, puisque la ville de Tonneins ayant refusé le legs que lui en avait fait son glorieux fils, on peut légitimement craindre la dispersion, sinon la disparition complète et peut-être la destruction d'un ensemble certainement unique et qu'on ne pourrait plus reconstituer.

Au lendemain d'une de ces mortelles séances d'inventaire où je n'avais guère que le regret de ne pouvoir examiner à loisir les objets dont j'étais chargé de faire la description, j'écrivis, sur l'esprit qui avait présidé à la formation de ce petit musée, les lignes suivantes dont plusieurs visites subséquentes n'ont fait que confirmer pour moi la justesse.

L'art est certainement la dernière des choses à laquelle le collectionneur a songé. Sur le nombre prodigieux de tableaux entassés dans les trois maisons réunies intérieurement de l'ancien aumônier, il en est un bien petit nombre dont les qualités de dessin ou de couleur soient dignes d'arrêter le regard ; par contre, rien de plus précieux que ce ramassis incommensurable de toiles peintes si on en considère la provenance et le caractère général. C'est, en effet, une vaste iconographie religieuse, conçue et exécutée au Mexique, dans la Nouvelle Espagne, reflétant par conséquent les croyances religieuses d'un peuple nouveau, chez lequel le christianisme était d'importation récente et s'était plié beaucoup plus qu'on n'aurait pu le croire aux influences déformantes d'un pays et d'un climat nouveau.

Il ne faudrait pas croire pourtant que l'art traditionnel des Aztèques et des Toltèques, de ces valeureux peaux-rouges qu'eut tant de peine à réduire Fernand Cortez, s'y reconnaisse à des détails nettement accusés. Les habitants de la Nouvelle Espagne avaient trop radicalement rompu le lien qui les rattachait à la civilisation de Montézuma, pour que leurs peintres du xvi^e et du xvm^e siècle pussent se souvenir des méthodes de leurs lointains prédécesseurs barbares. Ce qu'ils introduisirent dans l'art chrétien, qu'ils avaient appris dans les ateliers espagnols et napolitains, c'est un mysticisme *sui generis*, un symbolisme tout particulier, une originalité barbare que leur imposa la transposition des milieux, je veux dire l'implantation des épisodes de l'histoire sainte et des légendes des saints dans un climat tropical dont la flore, la faune et même l'orographie diffèrent si complètement des terres classiques de la Bible et de la Légende dorée.

On est beaucoup plus qu'on ne pense l'esclave du pays natal ;

les italianisants hollandais et flamands l'ont bien prouvé, aussi ne faut-il pas s'étonner de voir, sur les tableaux réunis par l'abbé Lanusse, les poétiques légendes des *Fioretti* se dérouler en pleine Terre Chaude, le mont Alverne peint d'après les roches de l'Anahuac, le serpent tentateur transformé en serpent à sonnettes, le grand saint d'Assises montrer à travers sa tonsure le crâne pointu d'un chichimèque, et déchirer sa peau rouge non plus aux pointes des aubépines, mais aux dards acérés des agavées.

Il ne faut pourtant pas exagérer l'importance de quelques détails ; ce qui domine dans cette collection c'est l'art espagnol des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles entièrement au service d'un mysticisme religieux absolument transcendant, compliqué parfois à défier la sagacité des symbolistes les plus exercés, ingénieux très souvent et, parfois, touchant de naïveté.

Celui qui avait réuni ces centaines d'images pieuses y voyait-il ce que nous y voyons ? Il est permis d'en douter : préoccupé surtout, comme le prouvent les étiquettes qu'il a rédigées, de faire un musée d'édification et de vulgarisation scientifique, il ne s'est guère préoccupé du reste. D'ailleurs sa science paraît souvent assez courte sur ses étiquettes qui désignent, par exemple une grossière tirelire du moyen-âge sous le nom de lampe funéraire, et sous celui d'idole gauloise une superbe Vierge en bronze doré du ^{xiv}^e siècle, ayant fait pendant, aux flancs d'une grande croix émaillée, à l'ange Gabriel d'un groupe de l'Annonciation.

Mais, qu'importe ? l'homme de bonne volonté et de grand cœur dépasse toujours le but poursuivi et sert l'humanité plus activement qu'il n'eût jamais pu le supposer, de même que les poètes vraiment dignes de ce nom, et que les penseurs qui n'ont pas seulement écrit pour une élite ont enfermé dans leurs vers comme dans leurs pensées des mondes poétiques et moraux dont ils n'avaient pas même le vague instinct, et que les générations successives de lecteurs découvrent graduellement avec une admiration respectueuse et reconnaissante. Il y a de par le monde un milliardaire qui dépense sans compter pour créer un musée complet de la religion chrétienne ; pour tant que les faits

brutaux me forcent à croire à la vertu toute puissante de l'or, je doute qu'il puisse jamais former une série aussi pittoresquement instructive sur les allégories mystiques du catholicisme hispano-mexicain, aux deux siècles qui ont précédé le dix-neuvième, que celle qu'a réunie, avec de bien faibles ressources, mais avec une inlassable activité, ce grand homme de bien qui avait suivi tant de champs de bataille et qui avait si souvent affronté les pires dangers pour soulager les malheureux, sauver parfois, consoler toujours, le plus grand nombre des victimes du Moloch de la guerre, contre lequel, lui, l'ami des soldats, n'avait jamais assez d'indignation et d'anathèmes.

Ce serait péché, ce serait crime, de laisser s'éparpiller cet ensemble unique que bien des musées d'Europe et d'Amérique convoiteraient s'ils le connaissaient. Et c'est pour éclairer la religion de ceux qui auront à se prononcer en dernier ressort sur son avenir définitif, que je rédige en grande hâte ces notes incomplètes, mais convaincantes, je l'espère ; il ne m'est pas possible de laisser ignorer qu'en faisant un joyeux accueil aux collections Lanusse et en les plaçant à côté des collections Chaudordy, on peut faire du Musée d'Agen un établissement artistique et scientifique de premier ordre, où seront contraints de venir tous ceux, et ils sont nombreux, qui s'intéressent à l'art espagnol et à l'histoire des religions.

*
* *

Les collections de l'ancien aumônier de Saint-Cyr comprennent plusieurs séries qu'il importe de distinguer : d'abord celle des objets japonais et chinois dont je ne me préoccuperais guère, car, malgré son abondance, son intérêt est à peu près nul ; ensuite la collection d'art religieux hispano-américain, dont il faut rapprocher quelques objets recueillis dans le Lot-et-Garonne, et que je diviserai en trois séries, savoir : les peintures, les ivoires, l'orfèvrerie avec les émeaux et les objets hors série. C'est là tout ce qu'on doit retenir de cette extraordinaire accumulation que trois maisons assez vastes contiennent avec

peine, mais dans laquelle on devra faire, tôt ou tard, d'impitoyables coupes sombres, pour séparer le bon grain, qui en fait le prix, de l'ivraie qui l'a beaucoup trop envahie, et qui peut faire mal juger de l'ensemble.

Peintures

Le nombre des peintures, tant sur toile que sur bois et sur cuivre, réunies par l'abbé Lanusse, est invraisemblable ; malheureusement, la passion du collectionneur l'emportait sur le discernement et le goût du connaisseur, de sorte qu'il faut commencer par éliminer une bonne moitié de ces tableaux qui n'ont pas plus de valeur artistique que documentaire.

Cette cruelle opération accomplie sans faiblesse, il restera encore une ample série de mérite fort inégal, mais offrant un ensemble singulièrement instructif et pittoresque, que je m'efforcerai de peindre à grands traits, en m'arrêtant plus longuement sur les peintures les plus intéressantes. Toutefois, je signalerai, hors série, quelques rares œuvres que leur mérite singulier impose immédiatement à l'attention et dont s'enorgueilleraient bien des musées : je les décrirai sous leur numéro d'inventaire :

N° 566. — *Petit portrait sur bois de Henri II* ; vêtements gris galonnés d'or ; manteau noir galonné de même ; toque noire brodée de perles. École des Clouet.

589. — *Le repas d'Emmaüs*. Le Christ, coiffé d'un vaste sombrero, est assis, de face, au milieu de la table dont les deux disciples, vus de profil, occupent les côtés. Figures de grandeur de petite nature. École espagnole du ^{xvii}^e siècle. La toile a été agrandie sur les côtés.

694. — *Le Christ mort adoré par les anges* ; figures de grandeur naturelle ; sujet en largeur ; école espagnole du ^{xviii}^e siècle.

682. — *Le Jugement de Salomon*. Bonne copie ancienne d'après J. Théniers. Peinture sur cuivre. Cadre régence avec ornements sculptés dans le goût de Bérain.

714. — *Sainte Catherine de Siéne*. Vue à mi-corps de trois quarts

à gauche, la tête couronnée d'épines sur son voile de religieuse, en prière devant un crucifix; figure de grandeur naturelle. Cette admirable toile, fortement restaurée, semble-t-il, doit être du Greco, ou, tout au moins, une excellente copie ancienne d'après ce maître.

771. — *Descente de croix*. Manière du Tintoret; petites figures; cadre ancien en bois sculpté.

763. — *Portrait de dame âgée*. Costume de veuve des premières années du xvii^e siècle. Une note manuscrite assure que c'est Charlotte de Biron, duchesse de La Force.

J'arrête ici cette sélection sans prétendre épuiser la liste des bonnes peintures de la collection. J'aurai l'occasion d'en mentionner d'autres, qui ne sont pas sans mérite.

* * *

Il faudrait la plume de Théophile Gauthier, dont aucun pinceau n'a dépassé la précision du dessin et la justesse des couleurs, pour décrire convenablement la Madone de Tlanepantlo, « première étape après Mexico pour l'Intérieur », que le bon aumônier, qui avait au fond du cœur la nostalgie du pays de Montezuma, avait achetée à Boban, une sorte de brocanteur, à la fois très féru d'histoire naturelle, d'ethnographie et de pré-histoire, qui était devenu un spécialiste fort écouté de toutes les choses du Mexique.

En son admirable *Voyage en Espagne*, l'auteur d'*Emeaux et Camées* a déclaré que, seuls, les barbares savaient créer des formes artistiques pour les armes, les poteries et les harnais de chevaux. Il aurait pu joindre à ces objets — et toute révérence gardée — certaine imagerie religieuse dont cette Madone de Tlanepantlo est un mirifique spécimen.

L'artiste (?) qui la peignit ne devait guère avoir de « *sangre de azul* » dans les veines, et compter plus de Toltèques ou de Chichimèques païens, que des chrétiens d'Aragon ou des Castilles parmi ses ascendants, car, malgré tout le soin pieux qu'il a dépensé à reproduire Notre-Dame « *del Pilar* », il n'a su faire qu'une sorte d'idole extraordinairement colorée, devant laquelle les peaux-rouges du pays de Tlalpan devaient s'incliner avec d'autant plus de respect qu'ils pouvaient reconnaître en

elle la réincarnation de l'antique *Citlallicue* ou *Omecihuatl*, la Mère universelle des Choses, la Cybèle Maya dont le Saturne était invoqué sous les noms de *Citlatonac* ou d'*Ometecuelli* ou d'*Oxomoco*..... également chers à l'antiquaire Boban et au bon Girard de Rialle, dont jamais la langue ne fourcha en faisant retentir de ces noms sauvages comme l'Anahuac lui-même, les paisibles salles du Trocadéro ou de Louis-le-Grand où nous réunissaient, il y a quelque trente ans, les séances du Congrès anthropologique.

Cela se sent à la coupe de la figure et surtout au déchaînement d'ornements empiétant les uns sur les autres dont se parent les vêtements et le raide manteau de NVSTRASENO..... RADELADEFENS....., comme le nomme la gauche inscription qui l'accompagne et dont les lettres étrangement conjuguées évoquent la pensée de nos plus vieux imagiers romans. Cela fait songer aux étranges surcharges d'ornements sous lesquelles disparaissent les formes architecturales des palais et des temples de Palenqué. Et le cadre participe, autant qu'il était au pouvoir de l'encadreur, à ce luxe barbare par sa profusion de moulures flasques et d'incrustations de fragments de glace étamée. Les nègres du Gabon transplantés aux Antilles y ont oublié tous les mots de leur idiome natal pour ceux de l'anglais et du français. Mais, inéluctablement, ils plient ces mots de langues supérieures à la grammaire étrange de leur parler africain. Il semble bien que le malheureux peintre de cette *Virgen del pilar* ployait, lui aussi, sans s'en douter le moins du monde, des sentiments sincèrement chrétiens au gabarrit inexorable de sa mentalité ancestrale façonnée par les théogonies Quichès, Mayas ou Nahuas. Telles les croix d'Iona élevées sous l'inspiration de Calomban sont couvertes d'ornements étranges qui décèlent dans ceux qui les sculptèrent d'anciens sectateurs d'Odin, de Thor et de Frayga.

Juan Guiol, qui signa, le 9 septembre 1777, une petite peinture sur cuivre représentant Notre-Dame de Guadalupe, était probablement un espagnol véritable, car son œuvre n'a rien qui décèle une mentalité américaine ; elle n'en est pas moins digne d'intérêt.



Quelques grandes toiles, signées de Juan Correa, de Sabizar, d'Antonio de Torrès, représentent la plupart des épisodes de la vie de la sainte Vierge, ce sont d'honnêtes et froides peintures dont l'intérêt est secondaire; nous n'en parlons que par acquit de conscience; par contre, nous nous arrêterons complaisamment sur la riche série de petites peintures, la plupart sur cuivre et d'une ordonnance uniforme, où la mère du Rédempteur est célébrée avec un symbolisme mystique auquel les yeux ne sont guère faits en dehors des pays où l'influence de l'art espagnol s'est exercée. Ces disques peints n'étaient pas, d'ailleurs, de vulgaires tableaux, qu'on encadre et suspend à un clou au mur d'un intérieur pieux; c'étaient des ornements sacerdotaux que les prêtres portaient, au Mexique, pendus sur leur poitrine, tels de gigantesques mors de chape, par un cordon passé autour du cou, et fixé par deux nœuds à deux trous percés sur les bords du disque. Le fait est prouvé par le portrait de la jeune et jolie « Sor Maria-Francesca de la Preciosa Sangré » dont il sera parlé plus loin.

De telles peintures étant très rares et n'ayant jamais été signalées jusqu'ici à l'attention des érudits, des critiques d'arts, et des historiens des religions qu'elles intéressent également; je m'efforcerai de les décrire le mieux possible.

Notons, d'abord, qu'elles ont toutes, ou à peu près, vingt centimètres de diamètre environ, et que le sujet s'y présente entouré d'un cadre circulaire de un centimètre de largeur, ou à peu près, décoré de fleurs variées et de têtes de chérubins sur fond d'or. Toutes présentent le même aspect net, chatoyant, vivement coloré sur fond jaune ou roux, donnant l'impression, vues de loin, d'un émail un peu mat, ou d'un verre églomisé. Toutes celles dont la description suit ont été encadrées avec plus ou moins de luxe, mais certainement en France, à Tonneins, peut-être, par les soins de celui qui les avait récoltées au Mexique.

Couronnement de la Vierge accompagnée de saint Joseph et de saint Antoine de Padoue.

Autre couronnement de la Vierge dans l'encadrement fond rouge duquel se détache un cordon de saint François en or.

Adoration des bergers.

Assomption de la Vierge entourée de nombreuses figures de saints.

Mariage de la Vierge. Au-dessus du grand-prêtre resplendit le monogramme divin dans une gloire des rayons de laquelle sortent deux mains qui unissent les époux. La Vierge est en costume du xvii^e siècle.

Le Bon Pasteur accueillant la Vierge que des anges s'empressent de couronner. — Ces deux disques semblent avoir été conçus pour faire pendant.

N.-D. du Refuge des pêcheurs. La sainte Vierge en robe et manteau de cour avec camail de pèlerin de Compostelle, couronnée par les anges, est debout de face, tenant dans ses bras l'enfant Jésus et la croix. Elle foule aux pieds les sept péchés capitaux représentés par autant de têtes de dragons de la gueule desquels sortent, entre des flammes, des âmes pénitentes qui s'adressent à la madone. Du sein de celle-ci jaillissent sept rayons qui vont à chacune de ces âmes. Forme ovale. Signé *Canales, 1757*. Au dos une inscription incomplète nous apprend que l'original de ce tableau est au collège apostolique de Sahagun (Espagne) et que la copie a été portée au Mexique par Manuel Rubio y Salinas, archevêque de Mexico.

Décidément la Nouvelle Espagne ne fut pas comme on aurait pu le croire le pays de Tartuffe et de cette défunte loi sur la presse

Qui cache tous les seins que l'on ne saurait voir

comme disait son ardent antagoniste Alfred de Musset. Outre la madone que nous venons de décrire, que d'autres, dans la même collection, allaitent leur divin bambin, ou lui présentent le sein, ou font jaillir de ce sein des flots d'un lait rédempteur; même le propriétaire de l'une d'elle, en des temps fort lointains, fit placer par un peintre de voitures une odieuse guimpe sur la gorge trop nue, à son gré, de celle à laquelle il adressait ses prières. En quelle collection que s'échoue cette madone ainsi ramenée au sentiment de la pudeur, il faut que l'on conserve cette retouche, car, elle aussi, constitue un document non négligeable pour l'histoire des religions.

A la suite de ces peintures circulaires qui constituent un groupe très homogène et très intéressant, il faut énumérer quelques autres petites peintures sur cuivre qui paraissent sorties du même atelier. Je reprends la transcription de mes notes, faute de souvenirs plus précis.

N.-D. de Bécogna, patronne du Royaume de Biscaye. Figure hiératique, du type raide des Vierges de Rocamadour, portant une couronne de l'orfèvrerie la plus raffinée, entourée de jolis anges portant des fleurs ; le tout encadré par les grains d'un riche chapellet.

L'enfance de la sainte Vierge. Saint Joachim et sainte Anne tiennent par la main la fillette divine et l'aident à fouler aux pieds la tête du serpent. Le Saint-Esprit, entouré d'anges en guirlande ailée, domine le groupe. L'ingénieux et habile auteur de cette curieuse peinture a revêtu la sainte Vierge enfant d'une belle robe bleue où sont brodés en or les emblèmes des litanies : le puits d'eaux vives, la tour de David, le miroir sans taches, l'étoile de la mer, etc.

L'Assomption de la Vierge entourée d'une foule de saints et de fondateurs d'ordre, peinture ovale avec encadrement de fleurs et de chérubins polychromes sur fond d'or.

* * *

J'arrête ici ces notes, ne pouvant tout énumérer. L'iconographie du Christ, quoique moins touffue que celle de la Sainte Vierge, n'est guère moins féconde en allégories dont il est difficile de pénétrer entièrement le sens. Voici, par exemple, un sujet classique s'il en fut : le *Christ en Croix* ; or, voici comment il a été représenté sur un petit panneau de cuivre. Au lieu d'être nu, le Christ est vêtu d'un riche costume sacerdotal avec l'aube, l'étole et le manipule ; une couronne d'or est sur sa tête ; son pied droit nu est posé sur un calice où coule le sang de la plaie ; un riche brodequin est déposé à côté. Le tout semble installé sur un autel et est accompagné de flambeaux et de vases de fleurs.

Cette étrange figure a-t-elle quelques relations avec le sujet d'une autre peinture sur cuivre où l'on voit un moine agenouillé devant le Christ et lui lavant la blessure du pied dans un bassin de cuivre ?

Sur trente toiles, peut-être, on peut étudier l'iconographie du Christ, enfant, adulte, attaché à la colonne, crucifié, étendu au tombeau... sans compter les *Ecce homo* et les saintes faces. Un panneau de bois peint au xvii^e siècle, le montre assis dans toute sa gloire entre le Père Eternel et la Sainte Vierge, le premier en habits d'empereur lui offrant un monde crucifère, emblème de la toute puissance; celle-là humblement agenouillée pour recevoir la couronne qu'il pose sur son front.

Le salon que son propriétaire dénommait la *Salle des Anges* aurait, à plus juste titre, mérité le nom de *Salle du Christ au tombeau*, car elle en renferme plusieurs, qui sont très remarquables pour la plupart. Deux vastes toiles en largeur s'y font face, représentant toutes deux le cadavre étendu du divin supplicié. Sur la première, qui est de Herrera, on voit la Magdeleine accroupie, baisant avec ferveur les pieds du martyr. Sur la seconde, qui est peut-être du même auteur, un groupe d'anges se prosterne devant le cadavre brun étendu sur le blanc linceul. On éprouvera un intérêt bien plus grand à étudier une troisième peinture du même genre, celle-là sur bois. On y voit, au pied de la croix, le Christ mort soutenu parallèlement par la Sainte Vierge et saint Jean. Cette peinture est rude et brutale mais pleine de caractère. Sa technique est très particulière, très singulière devrais-je dire, par ce qu'elle tient un peu de la sculpture; le fond du tableau a été champlévé de telle manière que les personnages y sont en relief. Seraient-ce des œuvres de ce genre qui auraient suggéré à l'école espagnole du xvii^e siècle ses sculptures polychromes qu'anime une vie si intense, qu'elle en devient parfois effrayante, comme l'ont ressenti tous ceux qui ont pu contempler le saint François d'Alonzo Cano, de la collection de Schickler?



La figure du Christ en Bon Berger fut particulièrement chère aux premiers chrétiens; elle abonde sur les peintures des catacombes et sur les bas-reliefs des sarcophages jusqu'au vi^e siècle; puis elle perd de sa vogue, devient rare, et est enfin complètement oubliée, vers le ix^e siècle, comme l'a depuis long-

temps observé Didron. Les mystiques du ^{xvii}^e siècle la réinventèrent à leur tour, et ce n'est pas un des moindres mérites de la collection Lanusse d'en présenter quelques spécimens des plus intéressants.

Nous avons déjà noté le petit tableau rond, sur cuivre, qui représente la Sainte Vierge accueillie par le Bon Berger ; celui-ci reparait sur une petite peinture sur toile, dont le fond est occupé par le baptême du Christ. Jean-Baptiste n'avait-il pas dit en voyant Jésus venir vers lui : Voilà l'Agneau de Dieu qui ôte le péché du monde ? Et ne sait-on pas que, dans la symbolique chrétienne, le berger et la brebis, souvent, ne sont que les deux formes du même personnage ?

Or, l'aumônier avait acheté, jadis, dans un bivac, à ce qu'il appelait pittoresquement « la foire de Sainte-Empoigne », un curieux tableautin, d'un faire ultra naïf, qui montre, étrangement associés, le Bon Pasteur, l'agneau divin, et les brebis captives que le Christ a rachetées. Après avoir étudié, dans ma carrière déjà longue, bien des allégories, tant chrétiennes que païennes, je suis à me demander s'il en existe de plus curieusement compliquées et abstruses. Aussi l'ai-je décrite avec soin, et plus d'un, j'en ai la certitude, m'approuvera d'en avoir consigné en ces pages rapides la déconcertante multiplicité des détails symboliques.

Au centre de la composition, se dresse le Bon-Pasteur, revêtu d'un costume de pèlerin espagnol, agrémenté des inévitables coquilles de saint Jacques, et coiffé d'un vaste sombrero qu'encercle un large nimbe circulaire. Pour qu'on ne se méprenne pas sur le caractère divin de ce pèlerin, le très ingénieux théologien, qui conçut ce tableau, a nettement marqué les cinq plaies, au flanc, aux mains et aux pieds de son *romipète*. Reprenant, en outre, le vieux thème oublié depuis l'ère de Charlemagne, il a placé sur les épaules du pèlerin-berger — tel un énorme collet de fourrure blanche, la brebis égarée et retrouvée qui — raffinement symbolique dont la portée m'échappe — lèche délicatement de sa langue la blessure que la lance du vieil aveugle Longin fit au côté gauche du divin crucifié. Une autre brebis lèche, de même, la blessure que fit le clou au

pied droit — rapprocher cette singularité des peintures déjà décrites où l'on voit un moine lavant la plaie du même pied, ou le Christ en croix appuyer ce même pied sur un calice — et cette brebis porte une croix noire, presque une croix de Malte, peinte sur son front. D'autres brebis se pressent à droite et à gauche du céleste berger, et, chose surprenante, à première vue, l'une porte une couronne d'épines, tandis que l'autre a une flèche enfoncée dans la poitrine : duplication curieuse qui groupe autour du Bon Pasteur, paissant son troupeau sans tâche, l'agneau de Dieu qui ôte le péché du monde, et la Sainte Vierge elle-même, dont un glaive a transpercé le cœur.

Ce n'est pas tout : au dernier plan, à droite, on voit un grand nombre d'autres brebis qui s'élèvent vers le ciel dans un jet perpendiculaire de lumière irradiant d'une couronne de fleurs plaquée dans le bleu du ciel; à terre, auprès du lieu de cette étrange ascension est une humble maisonnette, dont deux murs ont été enlevés pour la commodité du spectateur, dans laquelle une religieuse, couchée dans un grand lit, agonise sous les affres de l'amour divin, comme le proclame l'inscription placée sur sa tête « *amore divino* », et est consolée par un grand ange vêtu de blanc.

À gauche, au premier plan, sous un bouquet de grands arbres, est une fontaine jaillissante, circulaire, s'épanchant en trois godrons de cascades étagées, dont les flots purs s'alimentent aux cinq jets de sang qui jaillissent des cinq plaies d'une sorte d'ange vêtu de blanc, placé au sommet, et qui n'est autre que le Christ lui-même. C'est donc une forme nouvelle de la « fontaine de vie », dont la vogue fut si grande au début du xvr^e siècle. Vers elle court un cerf minuscule emportant un tout petit personnage cramponné désespérément à ses bois. Il n'est pas difficile de reconnaître dans ce fauve le cerf alléré des *Psau-mes* qui brâme après le courant des eaux; mais que peut donc bien signifier le grotesque bonhomme apeuré qu'il emporte sur son dos ?

Enfin, au-dessus de la fontaine, pend aux branches des arbres, une cage ouverte, peut-être un piège, d'où semble s'échapper une colombe.

Je recommande ce tableau, non seulement aux iconographes et aux adeptes du symbolisme, mais surtout aux ethnographes et à ceux que passionne l'histoire des religions; je ne me trompe pas en estimant qu'il faudrait au moins un article entier de revue pour en épuiser les enseignements et en éclaircir les arcanes.

Son auteur l'a signé ANTONIO TORRES, et l'a daté de 1720.

*
* *

Les personnages divins apparaissent souvent dans les scènes figurant allégoriquement quelques-uns des saints les plus révéérés, et il n'est pas toujours facile de comprendre ce que les artistes, à la fois très naïfs et très subtils, ont voulu représenter. Qui m'expliquera la signification précise de la petite peinture hispano-mexicaine, dont j'ai curieusement noté la déconcertante composition ?

Entre deux vases de fleurs, saint François d'Assises, à genoux, de face, supporte avec sa tête et ses bras levés trois énormes sphères bleues, au-dessus desquelles plane une madone avec l'Enfant revêtu de vêtements somptueux. Le tout est encadré par un portique cintré décoré de grecques dorées et d'ornements barbares. Quels sont ces trois mondes azurés que supporte ainsi le doux réformateur d'Assises ? Je ne sais; par contre, il est aisé de comprendre ce que signifie une autre peinture où l'on voit le même personnage, le crucifix à la main, appuyant son pied sur la sphère du monde que son ardente prédication a conquis.

Ce fut une allégorie très goûtée au xvii^e siècle; on l'employa même dans les portraits. Dans la *Salle de Sainte Thérèse* on peut voir celui d'un garçonnet revêtu du costume de l'ordre de Malte, debout devant un autel, et mettant triomphalement, lui aussi, le pied sur la sphère du monde. Quel était ce pauvre que, si jeune, sa famille avait fait entrer dans les ordres et qu'advint-il des rêves de grandeur qu'on avait caressés pour lui ?

*
* *

Dans la première salle en entrant, au rez-de-chaussée, d'immenses peintures représentent des anges colossaux ; saint Michel, en armure bleue et casque largement empanaché, qui terrasse le dragon ; un ange gardien, également couronné d'amples panaches, quoique n'ayant pas d'armet, conduisant par la main un jeune enfant, etc., sont posés en équilibristes consommés sur d'étroits culots formés de têtes de chérubins. Ces peintures, véritables toiles de décor, ont servi très certainement à l'ornementation murale d'une chapelle, puisque leur forme primitive était un triangle aux côtés circulaires, imaginé pour encadrer la moitié du tympan d'une arcade. L'abbé Lanusse a réuni une abondante série de peintures variées représentant des anges du même style et provenant certainement de la même boutique artistique dont un des artistes s'appelait *J. Velasquo*. Ce Velasquo a signé la figure d'un saint Michel dans le plus extraordinaire costume de mascarade qu'on puisse imaginer : il est vêtu d'une cuirasse à l'antique, épousant étroitement les formes du torse et forgée avec un coin du ciel, car elle est couleur du temps, comme l'*oiseau bleu*, constellée d'étoiles et adornée sur les pectoraux d'un soleil rayonnant et d'une lune bicornée. D'ailleurs l'archange est bien le général des milices célestes, puisqu'il tient à la main le bâton de maréchal, tandis que sa main gauche repose cavalièrement sur la garde d'une belle épée du *xvii^e* siècle. Sa tête est couverte d'un casque du même style fantaisiste qu'écrasent d'incommensurables plumets.

Il y a d'autres archanges encore provenant de la même série, non moins truculants, non moins extravagants de costume. M. Emile Mâle a démontré que les costumes invraisemblables sous lesquels nous apparaissent les saints personnages, au *xv^e* siècle et même au début du siècle suivant, sont ceux auxquels les yeux étaient alors accoutumés grâce aux représentations théâtrales des *Mystères* ; les accoutrements excentriques de ces archanges n'auraient-ils pas une origine analogue ? De jeunes et beaux dévots espagnols d'Europe ou d'Amérique ne s'en seraient-ils pas parés pour figurer dans les processions ? ou

sur quelques-uns de ces théâtres de collège que les Jésuites importèrent dans toute la chrétienté ?

En tout cas, la collection Lanusse, après nous avoir montré dans toute leur pompe les généraux des milices célestes, nous montre ces milices dans un vaste tableau où elles font cortège à la Sainte Vierge. Ce sont des anges, mais des anges féminins dont les longues robes traînent et flottent agréablement et dont les cuirasses épousent la forme des seins comme celles dont on a longtemps doté Jeanne d'Arc ; leur tête est couverte d'armets coquets par trop chargés de panache : un bouclier, une lance et une épée complètent leur équipement guerrier. D'ailleurs ces élégantes guerrières se partagent en deux cohortes que distinguent la couleur des robes, les unes étant vouées au bleu, et les autres au rouge.



Une profonde impression m'est restée d'un petit tableau qui est le portrait en buste d'une religieuse sur son lit de mort. Sœur Maria Luiza del Espiritu Santo fut ainsi peinte en 1748 par Miguel de Herrera, qui data et signa cette œuvre poignante. Elle apparaît en guimpe blanche et froc blanc, couchée sur un oreiller blanc aussi, s'enlevant sur un fond absolument noir ; et sa face émaciée et ses mains amaigries sont d'une pâleur d'ivoire mat légèrement olivâtre dans laquelle la chlorose du cloître se devine sous le fard blême de la mort. Une grosse, une énorme couronne de fleurettes blanches, roses et bleues entoure le béguin de la none, et un bouquet des mêmes fleurs est placé entre ses mains, sur la poitrine : seules notes de couleurs dans cette grisaille funèbre. Mieux que les crânes capricieusement groupés d'une *Vanitas* placée dans une pièce voisine, ce lugubre portrait de religieuse endormie dans la paix du Seigneur, touche l'âme, et fait sentir la vanité de la chair ébranlée jusqu'à ses fibres les plus profondes.

Trop longtemps peut-être j'ai rêvé de choses très tristes devant le portrait de Sor Maria Luiza del Espiritu Santo, la religieuse quinquagénaire qui laissa, parée de fleurs très humbles sa dépouille mortelle à la terre, vierge sage qui toujours eut de

l'huile dans sa lampe, pour rejoindre l'Eternel Epoux au séjour des Rachetés. Je m'arrête maintenant, plein d'impressions bien différentes devant le portrait d'une autre religieuse au seuil de la vie et des vœux monastiques. Voici l'inscription qu'on y lit dans un cartouche, à gauche; je décrirai ensuite la peinture :

SOR · MARIA · FRAN^{CA}
DE LA PRECIOSA SAN =
GRE · TOMO L'ALBITO
EN EL CONVENTO DE S^o
LORENZO · DIA DE SANTA
MARTA · A 29 DE JULIO
DE 87 · DE ETAD DE 23.
ANOS · PROFESSO EL DIA
10 DE AGOSTO DEL ANO
DE 1788.

Sœur Marie-Françoise du Précieux Sang avait donc vingt-trois ans quand elle s'engagea définitivement par des vœux indissolubles à la règle du couvent de San Lorenzo. A la juger d'après son portrait on la croirait infiniment plus jeune ; mais à y regarder de plus près, on voit qu'elle n'avait plus d'âge ; le calme de la vie contemplative modèle le visage de celles qui s'y vouent, de sorte que personne ne sait plus rien du compte de leurs années ; vieilles, elles ont la juvénile candeur de l'enfance ; jeunes la gravité et le calme de l'âge mûr. Sor Maria Francesca s'est fait représenter de grandeur naturelle, debout et entièrement de face ; elle porte une vaste robe de bure grise bouffante, comme si elle était soulevée par une crinoline ou par des paniers ; sur cette robe tombe un grand manteau noir dont le col enserre les plis d'une sorte de béguin de même couleur, mais bordé de blanc, qui encadre étroitement le visage poupin de la jeune personne. Jusqu'ici nous ne trouvons devant nous qu'une simple religieuse, qui pourrait passer inaperçue parmi nous, aujourd'hui, sans l'ampleur démesurée de sa crinoline. Mais ce n'est pas tout ; quelques accessoires hautement caractéristiques ont fait de cette humble servante du Christ une créature troublante qui, vivante, semble une madone hiératique, une Sainte Vierge ayant emprunté la tenue

des vestales de l'Eglise pour apparaître aux humains à l'instant même où le vieux monde croyant et soumis allait se rebeller et jeter au vent des révolutions les vieux dogmes et les vieilles royautés. *Sor Maria de la Preciosa Sangre* a la tête chargée d'une énorme couronne d'or, sa main droite tient une longue tige de lis et sur son bras droit replié est assis le *bambino*, le divin fils de Marie. N'était le manteau noir on croirait voir une des raides et luxueuses *Nostras Señoras* mexicaines dont la collection Lanusse renferme de très intéressants spécimens.

D'ailleurs le divin enfantelet que *Sor Maria* présente à l'adoration des fidèles n'est autre qu'une grande poupée vêtue en garçonnet, d'une culotte, d'une veste à ceinture et d'un bonnet à aigrette, le tout bleu surchargé de broderies d'or. Un détail important reste à noter : sur la poitrine de la jeune none pend à un cordon passé sur les épaules, un vaste médaillon circulaire représentant une scène mystique dont j'ai négligé de noter le sujet. Or, la collection Lanusse possède une assez nombreuse série de médaillons sur cuivre peints dans le même esprit et dans le même style. Il est donc permis de croire que ces curieuses peintures n'étaient pas des tableaux, dans le sens véritable du mot, mais des accessoires du costume sacerdotal, au Mexique, tout au moins.

Devant ce portrait on se demande si l'on n'est pas encore là devant un spécimen des travestis religieux inventés par la chaude imagination des Espagnols pour que leurs processions en arrivassent à se confondre avec une apparition céleste aux yeux du peuple exalté et visionnaire qui les voyaient se dérouler dans les étroites rues de leurs villes dans les fumées de l'encens, le poudroiment des ors, le flottement des bannières, dans les flots de poussière soulevés par la double foule des spectateurs et des processionneurs.

Dans la *Salle Sainte Thérèse* est une mauvaise vitrine basse où se trouvent quelques reliquaires et les ornements d'église qui servirent à l'abbé Lanusse lorsqu'il célébra sa première messe, sont placées quelques peintures intéressantes, une Icone russe portative couverte d'innombrables petites scènes religieuses, une plaque de marbre noir sur laquelle est représen-

tée l'*Adoration du Veau d'Or* en personnages peints et dorés au milieu de capricieuses arabesques dans le goût de Stradan ; enfin une peinture florentine à la colle, très délabrée, mais infiniment curieuse.

C'est une *Annonciation* presque pareille à celle que Pietro Cavallini a peinte sur le mur de San Marco, à Florence. Dans une chambre dont le mur antérieur a été enlevé, Marie est assise, en face de la porte, sur une haute chaire droite, en bois recouvert d'une tapisserie rouge à dessins blancs : elle répond les mots *ECCE ANCILLA DOMINI* — qui sortent en lettres d'or de sa bouche — à l'Ange qui lui parle agenouillé à l'entrée de la chambre ; le céleste messager est recouvert d'un ample et riche manteau vert et or : au-dessus de lui plane la colombe du Saint-Esprit. Or, tout en répondant à l'ange, la Vierge fixe ses regards sur la figure de Dieu le Père, que des nuages portent dans l'air, au-dessus d'une petite cour fermée de murs crénelés, et qui bénit lui-même la future mère du Messie, cependant que des rayons d'or, partis de son sein, et traversant un oculus au-dessus de la porte, apportent les effluves du Très-Haut à l'Humble Servante du Seigneur.

La demeure de celle-ci est meublée d'un grand lit en bois à pommeaux, dont le fond est garni d'une belle tapisserie à dessins d'or sur fond grenat, et la couche couverte d'une courte pointe bleue brodée d'argent. Au-dessous de la scène, sur un fond maintenant absolument noir on voit les restes d'une inscription en onciales d'or débutant par les mots : *MADONNA SANTISSIMA*.

Les très fragiles restes de cette peinture découvrent, par des lacunes à jamais regrettables, le fond blanc sur lequel elle a été exécutée, et par place le ton brun chaud de la planchette de cèdre qui lui sert de support.

Cette épave de l'art du *Trecento* florentin avec ses admirables qualités de style et la sévère grandeur de son symbolisme, m'a guérie des mièvreries et des subtilités de l'art décadent dont je me suis efforcé, pendant de longues heures, d'analyser le charme dangereux. Rien ne montre mieux que cette copie, pour oratoire privé, de la fresque de Cavallini, l'abîme infran-

chissable qui sépare l'art si profondément religieux de l'Italie du Dante, de l'art corrompu par trop de subtilité technique et trop d'enthousiasme théologique de la malheureuse école espagnole, ricochant sur les gongorismes de l'école napolitaine pour finir par les imageries de piété démente dont nous avons passé en revue quelques spécimens qui nous ont conquis pendant que nous les étudions et qui ont droit à une place dans l'histoire de l'art, parce qu'ils expriment très originalement des conceptions qu'on ne retrouve pas ailleurs.

* * *

Dans mes trop rapides visites à la collection Lanusse, j'ai noté quelques portraits de personnages historiques, œuvres de seconde main, sans doute, mais qui ne sont pourtant pas dépourvues d'intérêt. Voici l'indication sommaire de ces portraits :

Miguel de Iglésias Alzibar, 1799.

Nuney de Haro, évêque de Cuenca, 1771.

X..., archevêque de Mexico, 1754.

Antonio de Solomayor, archevêque de Tolède, signé Barrèda.

Le Révérend 1^{re} François Picolonien, précepteur général de l'ordre des Jésuites, 1651.

Saint François Borgia, école espagnole, xvii^e siècle.

Saint Ignace de Loyola, la tête seule, de grandeur naturelle, peinture sur cuivre.

Jacques Lainez, supérieur de l'ordre des Jésuites, peinture du xvii^e siècle.

Vincent Carraja, supérieur général du même ordre, xvii^e siècle.

Ignace Visconti, général du même ordre, 1751.

Portrait d'un cardinal, la main levée pour bénir. Ecole italienne, fin du xvi^e siècle.

Portrait en pied d'un prince souverain, contemporain d'Henri IV, d'après les détails du costume. Il porte une demi-cuirasse, posée sur un juste-au-corps rouge brodé d'argent. Un manteau royal est placé sur ses épaules, sur lesquelles retombent ses longs cheveux qu'enserrent, au sommet une couronne à pointes aiguës rappelant

celle du grand-duc de Toscane. Sa main droite tient un bâton de commandement; sa main gauche repose sur la poignée de l'épée.

Quel est ce personnage ? Sans doute un des vice-rois espagnols qui tyrannisèrent le Mexique aux débuts du *xvii^e* siècle; un jouisseur despote, mais un homme d'action et d'initiative, autant qu'en pouvait avoir un personnage ployé sous le joug des généraux d'ordre et des prélats, dont j'ai noté les portraits. La même collection nous présente un autre portrait de vice-roi, qui nous permet d'apprécier les fruits produits par le système de gouvernement imposé aux neuples du Nouveau-Monde, par les ecclésiastiques éminents dont nous avons dit les noms, et par les princes batailleurs hardis et politiques pervers dont le dernier des portraits est certainement un très beau type. Le portrait dont je parle est celui d'un imbécile, d'un microcéphale au nez proéminent et bourbonnien tournant à la caricature, scrofuleux et débile, qui, vice-roi du Mexique, se fit peindre en 1788, par *José de Alzibar*. Le premier est encore un conquistador, fort, galant et beau, un être impérieux mais sain de corps et d'esprit, sachant ce qu'il veut : l'autre est un pleutre de grande famille aussi laid et débile que puisse l'être le rejeton d'une longue lignée de viveurs, un chef de bureau tâtilillon aux procédés vexatoires, qui dut être un jouet aux mains de son confesseur et de ses maîtresses. Il n'est besoin que de voir une fois le portrait de ce vice-roi pour comprendre comment les successeurs de Charles-Quint et de Philippe II, perdirent si rapidement la Nouvelle-Espagne et le reste des Amériques. De tels documents pittoresques sont d'une éloquence sans égale et font plus vivement sentir les grandes leçons de la philosophie de l'histoire que les plus belles pages des penseurs les plus éminents : mais encore faut-il avoir lu ces pages pour comprendre de tels documents. La collection Lanusse contient d'ailleurs quelques autres peintures ichonographiques qui ont leur prix, comme celui de cet ecclésiastique, vu à mi-corps, dans sa bibliothèque, assis devant une table sur laquelle est ouvert un livre au titre bien en évidence ainsi conçu : *DE GALLORUM DYSURRUM ANTIQVIS - SEDIVS...* et qu'une inscription peinte

au-dessous d'un blason, au lion d'argent sur champ de gueules, désigné comme ayant été un historien polémiste réputé du xvi^e siècle : BONAVENTURA - CASTILLIONEUS - CAN. MEDIOL^{is} - IN-SUBRO GALLORUM HISTORIA - SCRIPTOR - AN - DOMI - M.DCXXVIII.....



Les tableaux commémoratifs d'entrée dans les ordres religieux sont nombreux et, quoique généralement d'une facture très médiocre, sont d'intéressants spécimens d'un genre très particulier qui combine le portrait individuel aux images purement idéales des personnes divines, de la Sainte Vierge surtout. Au xv^e siècle et au xvi^e les portraits n'apparaissaient que sur les volets des triptiques pour commémorer le souvenir de ceux qui les firent peindre pour la décoration des églises. Sur les tableaux que l'abbé Lanusse a réunis et dont l'origine hispano-américaine est évidente, l'image du donateur est au milieu de la scène, agenouillée devant celle du saint patron sous la protection duquel il s'est mis en embrassant la vie religieuse. Jadis les portraits étaient relégués sur les côtés du tableau, maintenant ils en occupent le centre.

C'est surtout le cas pour la vaste toile qui nous montre la vocation cléricale d'un certain Domingo Calero, qui, le corps nu jusqu'à la ceinture, des fers brisés aux pieds est agenouillé au milieu de la toile levant la face et les mains vers la Sainte Vierge assise sur des nuées, qui, sortant une mamelle de son corsage entr'ouvert, lui envoie un jet de lait sur la tête. D'autres figures féminines se groupent autour de la reine des anges et portent, comme elle, au sommet de la tête, une sorte de bizarre petit mortier piriforme de velours rouge cerclé au bas d'une couronne d'or. Le reste de la composition est rempli par deux groupes d'anges féminins à longues robes, rouges pour ceux de gauche, bleues pour ceux de droite, armés de corselets et de cabassets, l'épée au côté et la pique à la main. Cette peinture est signée des initiales N. R. X. C. P. F., que j'interprète N(icolás) R(odríguez) X(uares) C(léricus) P(resbyter) ou P(ixit) F(ecit). D'autres tableaux de la collection Lanusse sont signés en toutes lettres du nom de cet artiste.

Ce Domingo Calero, si pieusement agenouillé devant sa benoîte patrone, m'a vivement intéressé : l'inscription — que j'ai eu le grand tort de ne pas copier — le qualifie, je crois, de capitaine ; les fers encore rivés à ses pieds témoignent qu'il a été captif ; j'en conclus que, pris par l'ennemi dans une guerre, il a fait vœu à la Vierge d'embrasser la vie religieuse, si elle lui faisait rendre la liberté, et que son vœu ayant été exhaussé, il s'est empressé de tenir ses engagements.

J'ai noté quelques autres peintures du même artiste, qui semble s'être fait une spécialité des allégories mystiques de ce genre. Voici les principaux :

Saint Dominique prêchant sous l'inspiration de la Sainte Vierge. Signé N R X C. P.

Episode de la vie de Saint François d'Assises. Signé XVAEZ 1698. Il a signé encore une *Sainte Rose de Lima* de la même galerie.

Cette signature reparaît ailleurs avec le prénom en toutes lettres : RODRIGUEZ XVAEZ ; on doit la retrouver avec ou sans variantes, sur une série d'allégories consacrées à l'entrée dans les ordres de don Miguel Viveres, du docteur Joseph Jelle, du capitaine don Miguel Commissano, de Thimotée, d'Artingua, etc., etc.

Je donnerai pour finir, le relevé sommaire des tableaux signés que j'ai remarqués dans le Musée Lanusse : peut-être sera-t-il utile un jour, si, ce que, à Dieu ne plaise, venait à se disperser cet ensemble hétéroclite sans doute, mais dont personne ne saurait nier l'importance, malgré les babioles — pour ne pas dire plus — qui le déparent.

ALBIZAR (*Jose de*).

Portrait d'un vice-roi de la Nouvelle Espagne, déjà décrit. Peinture sur toile, grandeur naturelle, le personnage en buste signé : JOSE DE ALBIZAR, 1788.

CASSANOVA (*D[omingo ?] de*).

Sainte Catherine d'Alexandrie, debout, vêtue d'un grand surtout boutonné au milieu, avec larges gances autour des boutons, laissant apparaître, par endroits, l'étoffe damassée et brodée de la

robe. Elle s'appuie sur une fort belle épée à double garde en coquille. C'est évidemment un portrait. Signé D. DE CASSANOVA.

CANALES.

J'ai déjà décrit cette peinture sur cuivre copie de la Madone du Refuge des pêcheurs au collège apostolique de Sahagun ; elle est signée CANALES, 1757.

CONQUA (*Juan*).

L'adoration des Mages : le mage agenouillé est muni d'une épée du XVII^e siècle. Signé JUAN CONQUA.

CORRÉA (*Juan*).

L'abbé Lanusse avait réuni un assez grand nombre d'œuvres de cet artiste, presque toutes représentant des scènes de la vie de la sainte Vierge. Ce sont d'assez grands tableaux dont les figures sont de grandeur naturelle, ou petite nature ; elles proviennent de deux séries différentes. Voici les sujets principaux : *Le Mariage de la sainte Vierge* (deux tableaux différents), *l'Annonciation*, *la Visitation*, *l'Adoration des Mages*, *la Présentation au temple* (deux tableaux différents), *la Fuite en Egypte* ; plus quatre tableautins sur bois dont je n'ai pas noté les titres.

DAGELIANO (*Antonio*).

Saint François d'Assises, debout, vêtu du costume de son ordre rayé en travers, un crucifix à la main, le pied posé sur la sphère du monde. Signé : ANTONIO DAGELIANO, 1670.

ESPINOSA.

Tableau de vocation religieuse dont la scène principale représente la flagellation du Christ. Costumes du XVII^e siècle. Signé : ESPINOSA. FECHAVÉS (*Nicolas*).

Portement de croix signé NICOLAS FECHAVÉS.

GAVÈS (*Nicolas de*).

L'Arrestation du Christ ; figures petite nature ; signé NICOLAS DE GAVÈS.

GUIOL (*Johan*).

Notre-Dame de Guadeloupe ; peinture sur cuivre. Signé et daté JOHAN GUIOL. 9 VII^e 1777

HERRERA (*Agostino*).

Le Christ mort dont la sainte Madeleine baise les pieds ; figures de grandeur naturelle. Signé AGOSTINO HERRERA. 1724.

HERRERA (*Miguel de*).

Portrait de sœur Maria Luiza del Espiritu Santo sur son lit de mort, décrit précédemment. Signé : MIGUEL DE HERRERA. 1748.

LARSIAU, DE.

Notre-Dame des sept-douleurs ; signé, comme dessus.

SABIZAR.

L'atelier de saint Joseph. Signé comme dessus et portant la date de 1733.

TORRÈS (*Antonio de*).

Trois peintures représentant en figures petite nature des scènes de la vie de la sainte Vierge, toutes signées ANTONIO DE TORRES, les deux dernières datées ; elles représentent la *Nativité de la sainte Vierge* ; la *Présentation au temple* (1715) ; la *Mort de la sainte Vierge* (1716).

VICENTO (*Juan*).

Portrait de femme signé JUAN VICENTO, 1770.

VILLABOBOS.

Ce peintre, de la fin du xvii^e siècle sans doute, a signé de son simple nom, un petit tableau mystique représentant la *Nativité du Christ à laquelle assiste saint François d'Assises*.

VILLAPANDO.

Deux grandes toiles signées de ce nom : *La Circoncision* et *Benjamin reconnu par Joseph en Egypte*.

XUAREZ (*Rodriguez*).

J'ai décrit précédemment les œuvres de ce religieux peintre qui vivait à la fin du xvii^e siècle.

XANCHES (*Bernardo*).

Le Baptême de Clovis, vaste tableau aux figures de grandeur naturelle.

J. MOMMÉJA.

(à suivre)

DEUX ANS DE MISSION SCIENTIFIQUE EN ALGERIE

(1840-1842)

DERNIÈRES LETTRES DE BORY DE ST-VINCENT

XXX

A Monsieur Léon Dufour, de l'Académie des Sciences, docteur
en médecine, naturaliste, à Saint-Sever (Landes).

Alger, 17 octobre 1840.

Mon cher et vieil ami, je ne veux pas me remettre en route sans répondre à votre dernière où vous m'apprenez votre maladie violente et la manière héroïque dont vous l'avez attaquée à son tour ; vous voilà bien rétabli. Pourquoi ne pas venir passer votre convalescence avec nous ; vous eussiez rajeuni comme moi de quinze ans, mais peut-être aussi trop engraissé. Vous n'avez pas d'idée de l'effet de ce bienfaisant climat sur tout mon être. J'y serais le plus heureux des hommes, si je n'y mangeais, buvais et dormais trop, sans compter que dans la crainte des apoplexies qui viennent sans dire gare à nos âges, je suis réduit à me priver de certains plaisirs où mon rajeunissement me pousse. Je m'en dédommage avec la botanique et le microscope. Cet instrument me confirme dans l'idée que j'ai toujours eue que les animalcules dits infusoires sont à peu près les mêmes partout. Mais il n'en est pas de même des hydrophytes, dont ce pays-ci offre de bien belles espèces. Il n'y a pas jusqu'ici de vrais fucus. Je n'y ai trouvé encore qu'une vraie *laminaires* (*Brexiopes*) (?) Mais en revanche les *cystopeyres* y sont très variés, mais très difficiles à bien connaître. J'en vois dix à douze espèces au premier coup d'œil, de passages en passages. Il n'y en a peut-être que cinq qu'il faudra répartir en deux genres. Soyez tranquille pour votre herbier. Vous aurez de tout et notamment de ces graminées que vous désirez tant. Mais comme il est question de publier une flore pour le gouvernement nous ne pourrions rien distribuer que le gros n'en soit arrêté et que nous n'ayons publié les espèces nouvelles. Elles seront nombreuses, car ce pauvre Desfontaines a donné dans sa *Flore Atlantica* un genre d'ouvrage !...

Dieu, comme ces bonnes gens herborisaient ! Quelle pitié, et pourtant quelle célébrité ! M. Durrieu, que j'ai été si bien inspiré de faire nommer, est un botaniste très instruit, d'une prodigieuse activité ; investigateur infatigable et non moins habile collecteur ; sans compter que je récolte aussi, de même que plusieurs autres de nos collègues ou amateurs qui nous enrichissent. Encore une fois vous pouvez compter sur moi, et je n'aurai pas recours à M. Deshayes pour vous avoir des coquilles terrestres et fluviales. M. Durrieu et moi suffirons pour cela. Vous aurez tout et il y aura d'excellentes espèces en nombreux individus.

Tandis que vous vous plaignez de la chaleur et de la sécheresse, nous n'en avons eu que durant juillet et août qui ont été plus âpres encore que les années précédentes. Mais vers la mi-septembre ont tombé de petites pluies tièdes et douces, qui ont considérablement radouci la température, et à l'heure qu'il est la campagne reverdit de tous côtés. C'est comme un petit printemps signalé par de jolies petites liliacées, absolument pareil à celui d'automne en Andalousie, pays avec lequel celui-ci a plus de rapport qu'avec tout autre.

Après avoir laissé passer les grandes chaleurs à l'ombre de nos galeries moresques, nous ferons comme les abeilles qui s'éparpillent quand les fleurs recommencent à s'épanouir. Déjà, je viens d'expédier les malacologistes et ichtyologistes sur Oran, dont ils vont explorer la mer, comparativement avec la baie d'Alger où ils sont restés six mois. Une partie du reste retourne à Constantine, Sétif et l'intérieur ; avec Durrieu et l'entomologiste Lucas, nous nous rendons tout à l'heure à La Calle, et pousserons, je l'espère, jusqu'à Tunis en visitant d'abord les rivages par la Tabarqua, Biserie et Cartage, et en revenant directement à Bône par terre. Nous passerons aussi l'automne dans l'Est et l'Ouest ; puis, si je le puis, je pousserai en novembre au sud d'Alger ; car on se fait fort de nous conduire jusqu'à Biskra. Vous voyez que, malgré tout ce qu'on vous dit, nous arpentons le pays. Il n'y a que la guerre sérieuse que peuvent produire les affaires d'Orient qui ruinent tous nos projets. Il faut aussi convenir que ce lord Palmerston et sa... sont de grandes et méchantes bêtes, qui par l'apat de Suez se jettent bien aveuglément dans la gueule de la Russie ! Quoiqu'il en soit, je ne rentrerai pas en France, sans avoir vu Ceuta, Tanger et Gibraltar où j'espère bien compléter la Flore hydrophitologique de la Méditerranée.

Vous saurez au reste qu'après nous être cassé le nez, comme

vous le dites si bien, sur le *Scolopendrium sagittatum*, pareil à ce lui de Marsilleveyre et qui est bien une bonne espèce, nous avons enfin, enfin, enfin trouvé le vrai *Hemionitis*. Je possède donc en bel état cette magnifique fougère. Clément me l'avait autrefois donnée du Cap de Gotte. Je l'avais trouvée moi-même près de Marveilla. Mais elle m'avait été volée dans les désastres de Victoria avec un herbier d'Espagne, qui me revenait par les équipages du roi Joseph. J'en étais réduit à une fronde qui me venait de Wilde-now, et toutes les fois que j'avais demandé cette fougère à mes correspondants, ils m'avaient envoyé l'autre. Enfin nous l'avons. Elle croit aux trois fontaines et dans plusieurs puids, seule ou mêlée. Je vous en promets un beau pied. Je compte en reprendre en passant dans deux ou trois jours ; je descendrai à terre pour en aller encore chercher. Concevez-vous que sur deux cents lieues de cotes, nous ne l'ayons encore trouvée qu'en un seul point ?

Quant aux lichens, vous n'en aurez que peu ou pas. Le pays en est d'une pauvreté extrême, tandis que nous y trouvons bien plus de mousses que nous ne le supposions. Elles sont jusqu'ici nouvelles ou simplement Européennes. Tandis que Desfontaines en mentionne onze espèces (dont deux nouvelles qui n'existent pas), nous en avons au moins cinquante, sans compter ces hépatiques entre lesquelles les Jungermannes sont fort rares.

Lucas a déjà plus de six mille espèces, parmi lesquelles plus de cent arachnides nouvelles que j'ai fait peindre et grossir avec un grand soin. Vous aurez votre part de ces richesses et notamment quelques jolis Buprestes que votre hyménoptère bupresticide ne vous a certainement pas procurés. Savez-vous que ce fait est bien singulier et que vous avez fait là une charmante découverte ! Quel drôle d'instinct ? En vérité les insectes ont plus d'esprit que nous. Ils font la chasse avec adresse, leur nid avec discernement et ne baguenaudent pas avec les oiseux débats du procès Lafarge. Cette pauvre France actuelle doit donc passer par toutes les phases de pourriture dont les Glorieuses avaient dû la dégager. Eh quoi, au moment où l'Europe peut être en feu, le scandale d'un procès, comme celui de M^{me} Manson se renouvelle, et une voleuse empoisonneuse tourne toutes les têtes des mangeurs de chataignes du Limousin ! O Pourseaunacs, pourseaunacs... que vous desservez le pays des truffes ! A propos de truffes, il y en a deux espèces ici, une dans les lieux sabloneux, l'autre à Constantine parmi les Cistes.

Je ne sais ce que c'est que l'Institut d'Afrique dont nous avons reçu un diplôme, et je doute bien qu'il parvienne à civiliser les Arabes ; mais aussi ne croyez pas les Arabes terribles comme on vous les fait. Ce sont les fautes, les absurdités, les platitudes, dont on inonde ce malheureux pays depuis dix ans, qui ont causé tout le mal. Abdel-Kader n'est qu'un pleutre, un misérable ignorant, et ses soldats des voleurs indisciplinés dont il n'est pas plus maître que tout autre. Ceux qui lui ont donné l'importance qu'il a et des fusils avec lesquels on nous assassine les trainards, seront un jour en exécution dans l'histoire. J'en suis fâché pour vos amitiés, mais je puis vous en donner ma parole, Desmichel (1) et Bujaud mériteraient d'être flétris et pendus (2). La chose devient évidente, quand on est sur les lieux et qu'on étudie les choses avec impartialité. Rien ne serait plus facile que de passifier l'Afrique entière avec la *moitié* du monde et le *quart* de l'argent que nous y jetons annuellement. Il faut qu'il y ait une grande iniquité là-dessous. La chose est palpable ici à tous les yeux. Le gaspillage d'hommes et d'écus est aussi évident que scandaleux. Mais à quoi bon le publier, après tout ce qui a été dit inutilement depuis dix ans. Quant à moi, il fut un temps où je n'eusse pu tenir à dire aussi mon mot, et j'aurais pu dévoiler bien des choses. Maintenant je m'en bats l'œil, je ne m'en ouvre qu'à vous qui n'irez pas le crier sur les toits. Je me borne, n'y pouvant rien changer, à me garder des coups de soleil, à manger de bonnes bananes, des murènes grasses, des haricots verts bien tendres, d'excellents petits lièvres, de la brandade que le cuisinier fait en perfection, puis à m'occuper de sciences et à fumer d'excellents cigares sur ma terrasse, à un sou pièce. On vit ici fort bon marché et assez confortablement et bon marché. Valence nous porte ses melons blancs et verts, ses pi-

(1) Desmichels (Louis-Alexis, baron), né à Digne en 1779, fit toutes les campagnes du premier Empire, se trouvait colonel à Waterloo, fut mis en disponibilité en 1815 et devint maréchal de camp en 1823. Le gouvernement de juillet lui confia en 1833 le commandement d'Oran. Il prit Mostaganem, signa avec Abdel-Kader un traité qui livrait à l'émir le monopole du commerce, fut rappelé en France en 1835, commanda en Corse la division militaire et mourut en 1849.

(2) La vie et les services militaires du maréchal Bugeaud sont trop connus pour que nous ayons à les rappeler ici. Disons seulement que dès qu'il eut fait sa connaissance, Bory de Saint-Vincent revint sur ses impressions premières, ainsi qu'on le verra dans les lettres suivantes, et fut un de ses plus grands admirateurs.

ments de toutes sortes, des arachides, oignons et fruits de toutes sortes ; la Provence ses bonnes huiles et les vins ; les Baléares des légumes ; Malte des oranges ; la poissonnerie est riche et succulente, les moutons sont délicieux. Il n'y manque pour faire une chère exquise que des cuisses d'oies comme chez vous et des gens qui sachent faire de la Garbure. Avec tout cela vous sentez bien qu'on ne va pas, à moins d'être un sotane (?), se faire couper la tête à Kolhca.

Croyez, mon cher ami, que toutes les fois que les journaux vous signalent un sinistre de ce genre, une opération de guerre glorieuse, et une grande ou petite victoire, il faut croire à une faute de l'autorité, obligée d'avouer, de sceller ou de dissimuler une anerie. Je n'en reviens pas, je ne crois pas ce que je vois se renouveler tous les jours, et conçois encore moins comment les naturels ne nous chassent pas. Il faut qu'ils aient furieusement l'envie de se courber ; ou plutôt l'Arabe n'apprend rien heureusement pour nous. Quand au grand personnage que vous avez connu à l'armée d'Aragon, et que le hasard a mis à la tête des choses, c'est une nullité, aujourd'hui percée à jour, le solivoflotant (1) ; c'est à n'y pas croire non plus. Il est bien clair, malgré les sacrifices qu'on fait pour nous, il est bien clair qu'on ne veut pas garder un pays où on laisse un tel homme.

Tout ceci, entre nous, m'étant convaincu de ce que je vous dis. J'ai renoncé à m'acheter une petite maison de campagne où je voulais désormais passer mes hivers. Je me borne à dessécher des plantes, dessiner, microscopiser, écrire, et vous préparer de quoi grossir aussi votre *Musum*.

Adieu, cher ami, je vous écrirai quand je serai à Constantine, ou du désert. En attendant je vous annonce qu'il vient de m'arriver à Paris une caisse de cryptogames des Antilles et un envoi de La Havane qu'on m'assure être plus pyramidal encore que tout ce qu'on m'a envoyé. Je grille de voir tout cela. Vous en aurez votre part à mon retour.

Je vous embrasse de cœur.

B. DE S.-V.

Encore une fois pour vous seul tout ce que je vous dis sur la po-

(1) Le maréchal Bugeaud, qui avait été lieutenant dans l'armée d'Espagne, sous les ordres du maréchal Suchet, où se trouvait également Léon Dufour.

litique du pays ; n'ayant pas dessin d'entrer dans cette polémique publiquement, je ne m'en ouvre qu'à vous.

XXXI

Sans adresse.

Alger, 30 décembre 1840.

MON CHER ET VIEIL AMI,

Ai-je répondu à votre dernière ? Vous ai-je félicité sur la manière victorieuse dont vous vous êtes débarrassé à force de sangsues de la maladie qui vous attaqua si brusquement ? Il se peut que mes voyages d'automne ne me layent pas permis. Or, je ne veux pas laisser finir l'année sans vous présenter l'assurance de mon inviolable attachement qui, je l'espère, se fortifiera s'il est possible de la durée de 1841.

Je suis venu ici ces jours derniers, et j'ai éprouvé une violente tempête en route. C'était jouer de malheur, car novembre et décembre ont été le reste du temps magnifiques, et nous y avons fait d'incroyables récoltes en tous genres. Quelques détails de comptabilité m'appelaient sur ce point, maintenant à peu près épuisé. Je compte en repartir au retour d'une tournée que je compte faire à Blida, la semaine prochaine. Puis, je retournerai à Bonne afin de gagner Constantine, d'où je voudrais bien pénétrer jusqu'à Biskara, pendant que les grandes chaleurs n'y rôtissent pas les pauvres voyageurs. Je prendrai en passant pour m'accompagner Durrieu que j'ai laissé à La Calle. Je ne saurais vous dire les singularités de ce lieu qui ne ressemble pas au reste de l'Afrique et où la température est la plus égale de l'univers peut-être. Le thermomètre centigrade n'y descend guère à l'ombre, dans cette saison, au-dessous de 15 ou 12 et n'y monte pas à 30 dans les jours caniculaires. Aussi la végétation y est-elle continuelle, et nous y avons trouvé, il y a une vingtaine de jours, le *Nymphaea alba* et tous nos *Polygonum* des marais, avec de jolies *Ajism ranunculoides*, chargées de fleurs. C'est un pays de dunes fixé par des *Uredo* de 30 pieds de haut, des myrtes, des *Erica scoparia* et *arborea* de deux toises, des *Cistus halimifolius* de deux mètres et autres buissons que dominant ensuite des forêts profondes de suriers. On se croirait entre Nérac et Casteljaloux. Ailleurs ce sont les environs de La Teste et d'Arcachon avec leurs

grands étangs intérieurs, mais où les montagnes de sable, quatre fois plus hautes, sont fixées au loin de *pinus maritima*, par le liège, le laurier, le *pinus halepensis*, les *juniperus oxicedrus* et *phœnicea*, deux ou trois saules particuliers, entre autres l'*OEgyptiaca*, le *Betula alnus*, le frêne et surtout un chêne nouveau ; le tout de haute futaie, avec quelques dattiers, dont les fruits ne mûrissent pas bien. Nous avons trouvé dans cette contrée plus de cent cinquante espèces de l'Europe tempérée que n'a pas mentionné Desfontaines, mêlées avec les plantes équatoriales, telles que des *Achyranthes Ludwigia*, etc., etc., sans compter beaucoup de nouveautés.

Les Arabes de ce canton sont fort doux. On peut voyager en sécurité dans leurs tribus, plus de 25 lieues de l'est à l'ouest, et de 8 à 15 du rivage. Nous avons promené notre tente parmi les leurs, auprès de leurs douars, qui nous envoyaient des œufs, des poules, du lait et du couscoussou, dont ils n'ont jamais voulu être payés. Aussi leur donnai-je des petits couteaux, de la poudre et du plomb avec des montres pour les cheiks et les caïds. Il n'y a à craindre dans ce pays que les panthères et les lions qui y sont communs comme les chats de gouttière dans nos villes et autant qu'aux siècles où les Romains en tiraient 400 pour une fête du cirque. C'est encore une de ces bêtises buffonniennes que le nombre de ces animaux a diminué en Afrique. Certes, où il n'y a plus de grands bois ils s'en sont allés, mais ils ont reflué où il reste des fourrés épais. L'empire de la terre qu'ils se disputent, ainsi que leur proie, par un instinct de férocité invincible est encore une bêtise restante à la Buffon. Il y a tant de sangliers dans le pays que les prétendues bêtes féroces en ont à bouche que veux-tu. Ce n'est que très rarement même qu'elles attaquent ça et là un veau ou un poulain égaré. Les lions ne font aucun mal à qui ne les attaque pas. Ils sont venus majestueusement après le crépuscule roder autour de notre campement comme pour voir qui nous étions, et les Arabes qui pensent qu'ils entendent leur langue, leur crient : « Va-t-en cornard, cocu, sans cœur ! » Et les lions, très pudiques, ayant honte de ces paroles, se retirent au petit pas. C'est une croyance si répandue, qu'on charge en général dans les douars les femmes de sortir, quand l'effroi du bétail annonce l'approche du maître pour lui dire des sottises. Je l'ai vu et entendu ; aussi il n'y a pas de doute ; mais ceux qui tiennent ces propos et comptent tant sur leur efficacité nous recommandaient de ne pas faire de gestes menaçants ou de tirer un coup de fusil. On serait alors mis en pièce inévitablement. Aussi je vous

avoue que je n'ai jamais été très « rassuré quand j'ai durant la nuit vu roder autour de nous pareille compagnie. » J'en ai mesuré des peaux qui avaient *cinq mètres*, du museau à la queue, et plus grosses que celles d'un bœuf.

Quant aux hyènes et chacals, ils sont innombrables. Il y a aussi des linx, des cervals, et j'ai moi-même tiré et tué un cerval.

Mais en voilà bien long sans vous avoir prié de souhaiter pour moi la bonne année à toute votre famille, et sans vous avoir embrassé de tout mon cœur. Répondez-moi toujours à Alger et vos lettres me courront après. Tout à vous de cœur.

BORY DE SAINT-VINCENT.

XXXII

A Monsieur le docteur Léon Dufour, de l'Académie des Sciences à Saint-Sever (Landes).

Alger, 28 février 1841.

Très cher et ancien ami. Comme je me préparais à répondre à votre lettre du 12 janvier, je reçus sous bande votre excellent et gastronomique inventaire sur les champignons. Je le dévorai, non comme j'eusse fait d'un plat d'oranges ou de cèpes que vous appelez polirons, mais comme Ezechiel mangea un livre que lui présenta la main de Dieu. Elle m'a fait un grand plaisir en me rappelant des ragouts de mon enfance et ces Landes où j'ai reçu ma première éducation. J'ai bien des choses à vous dire, à répondre article par article à votre dernière et je suis bien pressé par le courrier ; mais avant tout quelques observations sur votre excellent essai agricole.

Je suis comme vous grand amateur des fongifiles, sous le double rapport de la botanique et de l'art culinaire. Je fais cuire les bonnes espèces dans la perfection, et ma méthode est sans contredit la meilleure ; le hachis d'ail et de persil, un peu fortement salé et poivré, sont avec l'huile les seuls ingrédients qui fassent un excellent effet ; tout autre préparation tient de l'enfance de l'art. Les sauces blanches, coulis ou aux œufs se ressentent de la barbarie campagnarde. Je trouve que vous ne rendez pas assez de justice à l'*Agaricus*, vulgairement *Coulmelle* aux environs de Paris, où quelques malins, qui le distinguent fort bien, le mangent. C'est une des

meilleures espèces comparable à l'orange que vous estimez tant et à juste titre.

Vous ne vous étendez pas non plus assez sur le *Boletus edulis*, le roi des champignons, le plus noble dans son port, le plus suave dans ses nuances, le plus perfectionné, le plus charnu, en un mot le plus agréable qui se puisse imaginer. Le mot potens Set doit s'écrire *Cet*, le *c* étant de rigueur pour indiquer l'étimologie qui vient de *cèpes*, oignon, parce que le pied est arrondi et renflé à peu près en forme d'oignon, ou bien de *Cepa*, champignon, parce que celui-ci est le champignon par excellence. On a donc tort d'écrire par *s* qui indiquerait que l'on cueille ces plantes dans les prairies, comme l'ont cru des gens qui n'en ont jamais cherché, dans les lisières des bois, à l'ombre des grands chênes.

Nous avons cet automne, Durrieu et moi, retrouvé cette admirable production dans les maquis de La Calle, entre les *Cistus halimifolius* et les arbrouses. Vous sentez bien que nous nous en sommes régalez à tire larigot. Vous saurez au reste que dès longtemps, dans notre ardeur champignonnesque, j'ai démontré que les bêtes de parisiens mangeaient seulement la plus médiocre des espèces, l'*Agaricus edulis* venu sur les crottes et avaient peur des meilleures que d'ignares préposés de police proscrirent du marché des Innocents. Les Innocents? Ils ne savent pas plus que j'ai démontré qu'il n'existe pas de champignons vénéneux, que tous ces prétendus empoisonnements dont retentissent les gazettes par les champignons ne sont que des crimes où l'arsenic et le verdet jouent le grand rôle. Moi qui vous parle, j'ai expérimenté sur moi-même le *Muscarius*, le *Necator* et tous ceux qui ont la plus mauvaise réputation. Bien préparés, ils se valent les uns les autres ; mais ce préjugé est si bien établi qu'il n'y a pas moyen d'en revenir encore et qu'on ne se donne pas même la peine de faire l'autopsie des victimes des champignons ; il suffit de dire que toute la famille en a mangé et on l'enterre sans plus de façons. Voyez tous ces Lactescens que Bui-liard figure au nombre des suspects et des vénéneux, qui sont si acres quand on les goute crus, nos paysans en mangent des chaudrons pleins et les appellent *catalans*, parce qu'ils ont appris des vigneronns catalans qui viennent à Bordeaux pour la saison des vendanges, à s'en nourrir. J'ai vu des soldats russes et des polonais croquer crues toutes ces espèces, sans distinction, pour peu qu'ils eussent un peu de sel à y mettre. Il faut n'avoir jamais réfléchi sur la valeur des neuf dixièmes des affections humaines ou être bien

poltron pour s'abstenir d'oranges, de cèpts ou cepetes, etc., etc., et ne manger qu'en tremblant l'insipide champignon de couche. Ainsi font cependant les neuf dixièmes de ces généraux français, l'élite de la civilisation, les enfants de la gloire et les hommes les plus éclairés soi-disant de notre siècle de lumière. L'Algérie nous en a offert plusieurs belles espèces nouvelles et beaucoup de celles de France. Ce pauvre Desfontaines qui resta plusieurs années en Afrique n'en mentionne pas dix et encore le fait-il tout de travers. Nous en avons plus de 200. Mais en voilà assez sur cette matière dont l'idée seule me fait venir l'eau à la bouche.

Vous aurez des plantes d'Afrique ; mais je ne peux vous faire d'envoi avant les mois d'été, toutes nos récoltes de l'an passé ayant été envoyées dans notre dépôt pour qu'elles ne se gâtassent pas durant nos excursions d'automne, d'hiver et de printemps. Lorsqu'en juillet nous nous réunirons à Alger pour élaborer le travail de l'année, je songerai à vous, comme je l'ai fait dans le temps pour les fougères. J'apprends que Blanc m'en a fait un envoi considérable de Java et du Japon qui m'attend à Paris.

L'*Erica arborea* dont vous me parlez est bien lui. C'est ici l'espèce la plus commune qui, à l'heure qu'il est, commence à se poudrer à blanc par l'apparition de ses jolies corolles d'ivoire, qui ne sont encore grosses que comme un grain de millet. Celle que vous découvrites à La Teste et que j'y avais décidément aussi vu en l'an VI de la République n'est point en Afrique. Dans le temps les botanistes étaient tellement emprisonnés dans les chaînes Linnéennes, qu'ils n'osaient croire une espèce être nouvelle, toutes les fois qu'ils trouvaient dans le *Système Vegetabilium* une phrase descriptive qui pouvait à la rigueur s'appliquer à la plante. C'est dans cet esprit que je tins, il y a 46 ans environ, votre *E. Polytrichifolia* pour l'*Arborea* de Linné et que tant d'autres végétaux de nos flores étaient mal nommés. Il nous falut lutter violemment, Thore et moi, avec Grateloup et Draparnau pour faire adopter les noms de ce que vous regardez comme non décrit et imprimé dans la *Perfida Chloris*.

Maintenant venons-en à l'article principal, à la nomination de votre ami Bugeaud et à son arrivée.

Je vous ai souvent dit à quel point son prédécesseur était incapable et têtu. C'était à n'y pas croire. Le mal que cet inepte personnage a fait ici ne se peut évaluer. Il faut le temps où nous sommes pour qu'un tel animal ait été maintenu par je ne sais quelle volonté si longtemps sur une terre qu'il ne comprenait pas. Le sang des hom-

mes et les écus des contribuables lui ont été prodigués ; il n'a fait que des bêtises. On eut fait des feux de joie pour son rappel, et on lui eut peut-être jeté des pierres, si le nom de Bujeaud n'eut apparu. Le souvenir du traité de La Taphna était toujours présent. De cette ignominie était né le mal ; et d'ailleurs le général s'était en toute occasion prononcé contre la colonie et en faveur de l'occupation restreinte. L'effet du choix de Bujaud fut terrible. Il y eut une réaction en faveur du vieux volée (*sic*) que les habitants se mirent à regretter ; plusieurs officiers généraux demandèrent à rentrer en France avec lui, et des colons se préparèrent à le suivre. Si ce vieil inepte de mullet n'était pas ce qu'il fallait, Bujaud, disait-on, était précisément ce qu'il ne fallait pas. J'avoue que j'étais tout à fait de cet avis, et que votre ami m'inspirait les plus grandes appréhensions ; et je l'avais même entendu à Paris dire des choses de l'autre monde sur l'Algérie, choses que je voyais de mes yeux être absolument fausses ; par exemple, qu'il n'y avait que du sable, quand je n'en trouvais pas à la surface de quoi sabler cette lettre ; qu'il n'y avait pas de terre végétale pour planter un chou, quand il y en a de dix à vingt mètres d'excellente partout où j'ai mis les pieds, et que les choux sont ici plus beaux et plus nombreux certainement qu'en Périgord ; enfin qu'il n'y avait pas de bois pour faire un cure-dent, quand j'ai parcouru des forêts comme celle du Maranccin et que les arbres croissent magnifiques partout où la stupide administration ne les laisse pas couper par le premier manan qui en veut faire du charbon.

Cependant le 22, le général arrive. La ville est aussitôt placardée d'une proclamation aux habitants, empreinte de la plus noble franchise et annonçant le dessein arrêté d'en finir avec les arabes.

M. Bujaud convient nettement avoir été opposé à l'occupation totale et à la colonisation. Mais son avis n'a pas prévalu. On l'a choisi pour exécuter le contraire et il le fera avec d'autant plus de résolution qu'il a beaucoup à faire oublier, etc. Dès le lendemain le général fut visiter en détail les hôpitaux que son âne de prédécesseur n'a jamais vus. Le 24, il a été à Blida avec une simple escorte, quand jusqu'ici on n'y allait qu'avec des colonnes de deux mille hommes. Il est revenu hier, voit tout par lui-même, interroge les uns et les autres et développe une activité et une intelligence singulière ; en un mot le général Bujaud a déjà vaincu les colons et les chapeaux ronds qui commencent à s'enthousiasmer pour lui. Et il est de fait que les Arabes sont abasourdis, et que pour peu que le nouveau gouverneur poursuive la même ligne, le pays sera pacifié et soumis

cet été. Nous aurons cent mille Européens dans un an. Je ne reviens pas de ma surprise et je me confirme dans l'idée que les hommes sont comme les arbres, qui demeurent de véritables buissons quand ils ne croissent pas dans le terrain qui leur est propre, et qui deviennent grands quand on les transporte dans le terrain convenable. Je vous avoue encore que Bujaud, à Blaye, à la tribune, et dans le procès Brossard, me paraissait peu de chose et même ridicule. Ici, je lui trouve du grandiose, vous le dirai-je, du héro.

Au reste, dans la visite que je lui ai faite, je lui ai parlé de vous, et il m'a dit : *« Ah, mon Dieu, si vous lui écriviez que vous m'avez vu, faites-lui bien mes amitiés. Vous me feriez un grand plaisir, si vous lui envoyez de ma part quelques-unes des curiosités que vous avez dû trouver en Afrique. »* Il paraît qu'il sait que vous avez un *Musum*.

Je me suis hâté d'écrire à Paris à ceux de mes amis qui ont de l'influence dans la presse, notamment au *Siècle* et au *Courrier*. Je leur ai envoyé la proclamation excellente du général, leur ai recommandé au nom du bien public de ne pas se hâter d'attaquer un homme qui débute si bien, si noblement et de manière à faire croire que l'Algérie peut être enfin sauvée par lui. Je leur dis qu'au contraire ils feraient acte de patriotisme et preuve d'adresse en rendant justice à ce qu'il fera de bon. J'ose espérer que les journaux libéraux dont je vous parle m'écouteront, parce qu'on y voit bien quel est mon esprit de justice et quelles étaient mes préventions. Je vous assure que si le général continue dans les premières voies, je me ferai un devoir de le prôner et de le défendre courageusement. Vous voilà bien certain que je ne suis pas de l'opposition systématique.

Adieu, très cher et ancien ami d'une quarantaine d'années. Comme le temps passe cependant ! Il n'y a que mon attachement pour vous qui au contraire se fortifie. Adieu, encore une fois, et tout à vous.

BORY DE SAINT-VINCENT.

P. S. — Je n'ai pas le temps de me relire, pardonnez mon griffonage.

XXXIII

Sans adresse.

Alger, 10 mai 1841.

Qu'est-ce, cher ami, que vous n'avez pas répondu à ma lettre de février où je vous remerciais de votre opuscule sur les champignons en vous disant que votre ami Bujaud faisait ici merveille ? Seriez-vous malade ? Y aurait-il eu rechute ? Hâtez-vous de me tranquilliser et dites-moi que vous vous portez bien.

Le gouverneur qui se montre d'une activité surnaturelle est en ce moment à Miliana. Il a ravitaillé Médéa le mois dernier ; ce qui nous a permis de voir enfin le revers méridional de ce qu'on nomme ici l'Atlas. Ce pays, au lieu de participer du désert, ressemble beaucoup au contraire au centre de la France. La température y est même tellement basse que les palmiers n'y croissent plus. L'arbre des pays chauds qui y persiste est le figuier. Les vignobles y sont nombreux avec des peupliers pyramidaux. On n'y voit pas un cacte ni un agave.

Pour moi, je suis resté à Alger pendant l'expédition de Miliana, me préparant à celle de Mascara et de Tlemcen ; après quoi, je retournerai à La Calle. La campagne d'automne sera employée à Oran et environs et nous finirons notre mission par l'exploration de l'Ouest.

Comme ce pays-ci ne ressemble à aucun autre, Durieu vient de découvrir à La Calle un *Isoëtes*, qui, au lieu de croître dans l'eau, forme aux lieux secs et découverts des pelouses serrées, qui s'allongent un peu à l'ombre des cystes et des autres arbustes, lesquelles j'avais pris, moi, pour des fourrés de graminées. Jugez de notre surprise en reconnaissant le genre dont les feuilles couvraient ainsi le sol ! En revanche aucun lac ne nous a offert les deux espèces d'Europe.

Adieu, cher ami, tout à vous de cœur.

BORY DE S.-V.

XXXIV

Sans adresse.

Alger, 31 mai 1841.

Vous ai-je écrit, mon cher ami, que nous avions fait ce printemps la découverte d'un sol le plus singulier du monde. Durieu a trouvé à La Calle des gazons charmants sur les coteaux sabloneux et les croyant composés d'une jolie graminée, il en attendait la fleur, quand impatienté de ne pas la voir poindre et trouvant à ce même feuillage quelque chose de particulier quand il croissait à l'ombre des cistes et des arbustes, il s'avise d'en arracher des pieds, et, chose étrange, il reconait que c'était une nouvelle espèce d'*Isoëtes* terrestre d'une élégance et d'un port tout particulier. Il y en a encore des quantités, malgré que la saison chaude avance, et nous n'en avons jamais vu dans l'eau dont ses congénères ne sortent jamais. Convenez que cette Afrique est bien étrange ? Ce qui me surprend le plus en tout ce qui la concerne, ce sont les idées sogrenues qu'en ont les gens qui n'y sont jamais venus, et qu'en ont même ceux qui y viennent avec des idées justes. Ayant bien prévu pendant quinze mois environ à Paris que je finirais par y être envoyé, je me mis, selon mon habitude, à lire tout ce qu'on en avait écrit, à converser avec tous ceux qui y étaient venus et à chercher à me faire un plan rationnel d'exploration concernant la régence. Eh bien ! en arrivant, j'ai été abasourdi des erreurs que j'avais accumulé dans ma tête ; les conversations surtout que j'avais eues avec des hommes graves ou réputés tels, (comme le maréchal Clausel, Genty de Rossey, Laurence, Trérel, etc., etc.) étaient surtout ce qui m'avait induit en erreur, sans compter en histoire naturelle ce bon René Desfontaines qu'on appelle à tout propos. *le savant des fontaines.*

Croiriez-vous que rendu sur les lieux et à mesure que je les ai consciencieusement étudiés et parcourus, il m'a falu déraciner de ma tête, une à une, l'une après l'autre, les idées que je m'étais faites ou qu'on m'avait faites. Il s'est trouvé que deux personnes seulement auxquelles je n'avais pas voulu croire, parce que ce qu'elles me disaient me paraissait trop naturel, que deux personnes seulement, dis-je, m'avaient peint les choses comme je les vois après seize à dix-sept mois d'études sur les lieux. Ces deux personnes sont Bau-

de et le général Durer. Ceux-là ont bien vu, et le dernier surtout, s'il n'eut été abreuvé d'injustices et de dégoût, eut été plus propre à en finir avec les indigènes que les dix gouverneurs qu'on a successivement envoyés, comme pour gâter les choses.

Bugeaud est le seul, jusqu'ici, qui me paraisse avoir compris la question et qui fasse ce qu'il faut faire. Je suis d'autant plus en admiration de lui que je ne le croyais pas valoir ce qu'il vaut et que j'ai dans mes notes authentiquement de l'an dernier, recueillies pour démontrer un jour l'anerie, la stupidité, l'ignorance incroyable et l'incapacité du vieux volée (?), que j'ai, dis-je, un plan écrit, qui est celui que suit votre ami d'Excideuil, qui finira les choses plus vite qu'il ne le croit lui-même, s'il reste dans la même voie.

Que venez-vous donc me rabacher « *que faire avec des armées régulières contre des peuples nomades, etc. ?* » Il faut faire ce que fesaient Suchet et Soult en Espagne, que fait Bugeaud ici, courir sus en se mobilisant comme ceux. Vous êtes d'ailleurs dans une de ces erreurs bien grossières adoptées en France comme vérités incontestables et effrayantes. Vous imaginez que ces prétendus peuples nomades sont innombrables. Que diriez-vous si la commission scientifique vous démontrait que l'Algérie entière, depuis Tunis au Maroc et de Tagurt ici ne contient que *quatre cent mille âmes* en tout ; et que les Arabes indomptés, les Kabyles indomptables ne s'élèvent pas à six par lieues carrées. La moitié de tout cela est parfaitement soumis. Il n'y a que les contours où ce misérable Des Michel a créé la puissance d'Abd-el-Kader qui résiste. Ce *sultan d'invention française* est sans le sou, ne peut jamais disposer à la fois de six à huit mille combatans, dont *cinquante* seuls équivalent tout au plus à un français.

Croyez, mon cher ami, que malgré toutes les déclamations de tribune et les fautes innombrables de notre administration, rien n'est plus aisé que d'en finir en Afrique, de pacifier, conquérir et coloniser le pays. Il faudrait d'abord administrer en sens diamétralement opposé, et faire six mois la guerre comme la fait Bugeaud. Au reste je lui ai prédit qu'il achèvera la grande difficulté avant 1842, qu'il s'affectionnera à sa conquête par son goût agricole, qu'il deviendra plus algérien que personne, mais qu'on ne le laissera pas mettre la dernière main aux choses, *parce qu'il y a quelqu'un qui n'en veut pas*. Lisez l'ouvrage de Baude et adoptez ses idées, moins deux ou trois, et vous connaîtrez l'Afrique.

Lucas, notre entomologiste, qui a déjà près de *douze mille* insectes

tes dont vous aurez un jour votre part de doubles, a déjà cherché votre *Cephaloctonos hystéroïdes* ; mais en vain. Si l'on retrouve jamais cette intéressante bestiole en Afrique, on vous en ramassera plus de trois ou quatre individus.

Je n'ai pas le temps de revenir sur notre conversation fongine ; mais je vous plains de ne pas comprendre l'importance de l'ail dans les préparations culinaires. Comment diable, Lanusquet que vous êtes, avez-vous pris l'ail en mépris ?

*Quoiqu'en dise Aristote et sa docte cabale,
Oui, l'ail est excellent, il n'est rien qui l'égale.
(ou, par variante)
Les aulx sont excellents et rien ne les égale.*

Adieu, tout à vous,

BORY DE S.-V.

P. S. — Je ne vous ai jamais dit qu'on trouvât les agarits acres et laiteux sur les marchés de Bordeaux. On ne les y admettrait pas, par la même raison qu'on n'admet point les *ceps* ou *cèpes* et non *sets* à Paris ; c'est-à-dire parce que la police croit ou fait semblant de croire aux champignons vénéneux, comme la santé de Marseille fait semblant de croire à l'utilité des lazarets. Ce sont les vigneronns qui en septembre se nourrissent chez nous de tous les agarics, surtout des laiteux, que pour cette raison on appelle *catalans* dans le Médoc et l'Entre deux mers.

(A suivre.)

CHRONIQUE RÉGIONALE

**4^{me} Congrès de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest,
tenu à Biarritz-Bayonne du 30 juillet au 3 août 1911.**

Dans ce cadre incomparable que forment les rochers de Biarritz, battus par une mer éternellement agitée, s'est tenu le 4^{me} Congrès des Sociétés Savantes du Sud-Ouest, sous la présidence de M. Julien Vinson, professeur à l'Ecole de Langues Orientales, dont la compétence philologique a donné à la réunion un cachet basque, ou plutôt basquisant, qui lui a été particulier. Contrairement aux précédents Congrès, presque pas d'archéologie ; très peu d'histoire ; mais, en revanche, de nombreux travaux sur les origines, la langue, les mœurs, l'histoire, les institutions du peuple basque ; les études basques dans leur passé, leur présent, leur avenir, ayant fait à peu près tous les frais des séances, et particulièrement le sujet de la très intéressante conférence de M. Julio de Urquijo, le savant directeur-fondateur de la Revue Internationale des Etudes basques.

Très nombreux, puisque près de 200 membres y avaient adhéré, le 4^{me} Congrès a obtenu le même succès que les Congrès précédents de Bordeaux, de Pau et d'Auch. Il le doit, non seulement aux membres du bureau des Sociétés de Biarritz et de Bayonne, unies pour la circonstance, qui en avaient pris l'initiative, mais aussi au zèle inlassable des trois membres de la Section centrale, MM. Francisque Habasque, Paul Courteault et Amlmann, qui, toujours sur la brèche, n'avaient rien négligé pour en assurer la bonne direction. Juste et légitime hommage qu'une fois de plus nous sommes heureux de pouvoir rendre ici à leur continuel dévouement.

Ceci dit, rappelons sommairement, comme nous l'avons fait pour les Congrès antérieurs, les phases diverses du Congrès de Biarritz, ne pouvant mieux faire que d'emprunter de nombreux passages au remarquable compte-rendu qu'a envoyé à la *Petite Gironde* M. Paul Courteault, le distingué professeur à la Faculté des Lettres de Bordeaux.

* * *

Dimanche 30 juillet

OUVERTURE DU CONGRÈS

A quatre heures de l'après-midi se réunissait, dans une des salles du Grand-Hôtel de Biarritz, le Conseil d'administration de l'Union, présidé par M. Fr. Habasque, délégué central, assisté de MM. Paul Courteau, secrétaire général, et Amtmann, trésorier. Étaient présents : MM. Adrien Planté, délégué de la Société académique des Basses-Pyrénées, comte de Roquette-Buisson, de la Société académique des Hautes-Pyrénées, Ph. Lauzun, de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen, Bardié, de la Société archéologique de Bordeaux, F. Thomas, des Archives historiques de la Gironde, marquis de Fayolle, de la Société archéologique du Périgord, Branet, de la Société archéologique du Gers, Abbadie, de la Société de Borda; Feuillade, de Biarritz-Association, Yturbide, de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Bayonne, Sarrieu, de l'Escolo deras Pirineos. Le Conseil a pris connaissance de la situation morale et financière de l'Union et a élaboré les vœux qui devront être présentés au Congrès.

Le soir, à 9 heures, a eu lieu, dans la salle des Fêtes du Grand-Hôtel, la réception des congressistes par la municipalité de Biarritz. Dans un toast, des plus flatteurs, M. Forsans, sénateur et maire de Biarritz, leur a souhaité la bienvenue; auquel toast a répondu M. Julien Vinson, président du Congrès, en rappelant les vieux liens qui depuis cinquante ans l'attachent au pays basque, et en buvant à la ville de Biarritz. M. Feuillade, président du Comité d'organisation, a pris à son tour la parole pour remercier les congressistes d'avoir répondu, si nombreux, à l'appel de la Société Biarritz-Association.

* * *

Journée du lundi 31 juillet

SÉANCE D'OUVERTURE

Lundi matin, à huit heures et demie, le Congrès a été ouvert par M. Julien Vinson, assisté de MM. Feuillade, président de Biarritz-

Association; Yturbide, président de la Société des sciences, lettres et arts de Bayonne et Archier, secrétaire.

Parmi les congressistes présents, citons MM. le marquis de Fayolle, Ph. Lauzun, F. Abbadie, Adrien Planté, comte de Roquette-Buisson, J. de Jaurgain, Louis Batcave, J. de Urquijo, A. Léon, L. Colas, Saint-Vanne, Georges Lacombe, F. Thomas, A. Bardié, de David-Delvaille, docteur Claisse, Sarrieu, X. de Cardaillac, F. Habasque, J. Courteault, Th. Amtmann, abbé Espagnat, abbé Dubois, Ricaud; de nombreux membres de Biarritz-Association, etc.

M. Julien Vinson a salué les congressistes et s'est réjoui du nombre exceptionnel des communications annoncées. Il a aussi rendu hommage à un savant bayonnais, A. Détroyal, que la mort a empêché d'assister, comme il l'avait espéré, au Congrès.

Cette première séance est spécialement consacrée aux questions relatives aux antiquités basques.

M. P. Yturbe, président de la Société des sciences, lettres et arts de Bayonne, donne lecture d'une lettre très fouillée sur le droit d'aînesse existant autrefois dans le pays basque français au profit de l'enfant aîné, fille ou garçon. A ce propos, il fait connaître quelques-unes des coutumes si originales de l'Eskual-Erria.

M. Louis Colas, professeur d'histoire au lycée de Bayonne, essaie de déterminer l'emplacement sur le sommet de l'Oranzurieta, de la croix de Charlemagne qui formait, au sud du val de Cize, la limite extrême de l'évêché de Bayonne, et en précise le rôle comme signal géographique et comme frontière, d'après les chartes et la chronique du moyen âge. Cette très intéressante contribution à la topographie pyrénéenne, très claire, d'une méthode très prudente, préface instructive de l'excursion à Roncevaux, est vivement applaudie.

M. Albert Léon, professeur de philosophie au lycée de Bayonne, présente ensuite, à propos du verbe simple dans la langue basque, de savantes remarques, qui valent au jeune maître les félicitations de M. le Président et des érudits basques présents.

M. F. Habasque, membre de la Société des Archives historiques de la Gironde, évoque, d'après les archives municipales de Saint-Jean-de-Luz, des épisodes de la mission des conseillers au Parlement de Bordeaux envoyés en Labourd en 1605, pour y instruire les procès de sorcellerie, et des troubles parfois graves qui en furent la conséquence. M. le Président met en relief l'intérêt de cette vivante communication.

Au nom de M. Montiton, instituteur, M. Fonteneau, secrétaire général du Congrès, donne lecture d'une monographie de La Bastide-Clairence. C'est une occasion pour M. le Président d'ajouter quelques détails intéressants, et de rendre hommage au zèle des instituteurs qui s'occupent d'histoire locale et régionale.

M. Xavier de Cardaillac, le brillant auteur des « Contes gascons », clôt la séance par une improvisation éloquente sur le champ de bataille de Roncevaux, où il soutient que les uniques vainqueurs furent les montagnards basques, et que le lieu du combat fut au col d'Ibañeta et non dans le val de Roncevaux.

L'après-midi du lundi a été consacrée, tout entière, à la visite de la ville de Bayonne.

Guidés par MM. Yturbide, le vénérable doyen de l'érudition bayonnaise, Louis Colas, professeur d'histoire au lycée de Bayonne, et Saint-Vanne, architecte des Monuments historiques, les congressistes ont visité d'abord le *Château-Vieux* où ils se sont rendu compte de l'emplacement du donjon primitif, et des transformations nombreuses qu'a subies à différentes époques le *Castellum* gallo-romain ; puis la *Cathédrale*, où, grâce à une notice très claire de M. l'abbé Dartiguelongue, ils ont pu étudier en détail les vieilles clés de voûte anglaises et françaises, qui permettent de dater les diverses parties du monument, les chapelles, l'unique vitrail du seizième siècle, d'ailleurs fort beau, une fresque de la même époque sur montant, les fonts baptismaux, la chaire, très belle œuvre de boiserie gâtée par un sordide abat-voix, puis la double porte du cloître avec ses voussures garnies de statues si originales et d'une si libre fantaisie, la sacristie où l'on conserve la croûte de saint François de Sales, la salle capitulaire, enfin le cloître, merveille du gothique flamboyant, avec ses tombeaux et ses dalles funéraires.

Près de la cathédrale, les archéologues bayonnais ont tenu à faire admirer à leurs hôtes une de ces belles caves gothiques dont ils sont justement fiers.

Puis, on a suivi le *périmètre de l'enceinte romaine*, si pittoresque avec ses tours rondes à demi-engagées dans les maisons, ses pans de mur encore debout sur lesquels fleurissent des jardinets, le tout encadré dans le riche décor de verdure qui fait à Bayonne une inestimable couronne. Par les vieilles rues étroites, bordées de maisons Louis XV ou de maisons basques à pans de bois, on a gagné l'emplacement du port intérieur romain et les quais de la Nive.

La promenade a abouti au *Musée Bonnat*. Guidés par les aimables conservateurs, MM. Pascaud et Prestat, les congressistes ont admiré la collection d'histoire naturelle et les merveilles de la collection Bonnat : dessins d'Ingres, de Barye, de Brascassat, de Prudhon, toiles sans prix de Raphaël, de Rubens, de van Dyck, de Goya, de Greco, peintures de primitifs, bronzes de Barye, vases étrusques, masques égyptiens, fines statues lanagréennes. On n'a pas oublié l'inscription romaine d'Hasparren, dont un moulage, don de M. Saint-Vanne, se trouve dans la collection municipale.

A la bibliothèque, les congressistes ont été reçus par l'actif et distingué archiviste, M. Graziani, qui, non content de leur faire les honneurs de ses plus précieux manuscrits, de ses imprimés rarissimes (remarqué un poème en vers sur Saint-Léon, du dix-septième siècle, imprimé à Bordeaux par G. de La Court, exemplaire unique), de vues anciennes de Bayonne, de la collection de dessins de M. Fort, représentant les uniformes des troupes locales formées pendant les guerres du premier Empire, a exposé, dans une causerie très documentée, l'histoire du dépôt qu'il dirige et rappelé tout ce que la ville de Bayonne a fait pour assurer la conservation des monuments de son histoire : publication du Livre des établissements et des registres municipaux, publication prochaine du cartulaire de l'abbaye de Saint-Bernard-de-Betbeder. Les congressistes ont gardé de cette promenade et de ces visites l'impression profonde que la vieille forteresse de Vauban, en dépit de la mutilation à jamais regrettable qu'elle a subie par la suppression de la porte de France et du Réduit, reste une de nos villes le plus pleines d'histoire et aussi le plus fières de leur passé !

Le soir, dans la salle des fêtes du Grand-Hôtel, a eu lieu la séance solennelle et publique du Congrès. Elle a été présidée par M. Vinson, qui a ouvert la séance par une remarquable allocution, où, après avoir mis en relief l'intérêt des Etudes basques, il a évoqué les lointaines et mystérieuses origines de ce peuple de l'Eskual-Erria, son état social primitif et dit les beautés naturelles de ce pays.

Puis il a donné la parole à M. Jules de Urquijo, qui avait pris pour sujet les « *Etudes basques, leur passé, leur état présent, leur avenir* ».

Voici en quels termes M. P. Courteault rend compte de cette remarquable conférence du directeur de la Revue internationale des Etudes basques qu'il a fondée il y a quatre ans, et, par cette créa-

tion, a donné à ces études une impulsion si vigoureuse et si féconde :

« M. de Urquijo, après avoir posé très nettement les différents problèmes basques, a étudié celui des origines, si troublant. Il a fait l'historique de l'hypothèse ibérique, lancée dès le seizième siècle, défendue alors par Esteban de Gariboy, au dix-huitième siècle par Astarloa, le curé de Durango, vulgarisée au dix-neuvième siècle par Guillaume de Humboldt, acceptée depuis par Luchaire, de Jaurgain en France, par Campion en Espagne, vivement combattue par Vinson et Van Eys, rajeunie par la récente polémique de M. Philippon et de M. Hugo-Schuchardt, le savant philologue autrichien. A côté de cette hypothèse, discutable mais sérieuse, M. de Urquijo en a cité d'autres, plus fantaisistes, celle qui fait de la langue basque une cousine du Japonais, ou qui y voit l'idiome parlé par Adam et Eve au paradis terrestre.

« Le conférencier a ensuite passé en revue les travaux des grammairiens basques, depuis Pouvreau, Nicoleta, Etcheberry, Larra-mondy, jusqu'aux recherches du prince Louis-Lucien Bonaparte, des philologues Schuchardt, Uhlenbeck (ce dernier connu en France pour les traductions de M. Georges Lacombe, l'actif collaborateur de M. de Urquijo), Faddegon, de Azkue.

« M. de Urquijo a terminé par d'intéressantes remarques sur le folklore basque ; il a protesté contre la légende de la « couvade », précisé l'origine récente du béret, passé en revue le costume, la maison, les instruments de travail, enfin les jeux : pelote, kaï (hockey anglais), sauts basques, fandango, chants et improvisations.

« En commençant sa remarquable conférence, M. de Urquijo sollicitait l'indulgence de son auditoire en faveur de son accent et de sa connaissance de notre langue. Il a triomphalement prouvé que, quoique né basque espagnol, il parlait le français avec une pureté et une élégance que beaucoup, de ce côté des monts, lui envieraient. Sa conférence, dite d'une voix très nette, a été écoutée avec une attention très soutenue, et salué de vifs applaudissements.

« La soirée a été très agréablement terminée par un défilé de projections lumineuses, dues au talent d'un Bordelais bien connu, M. Th. Amtmann. Successivement, ont défilé sur l'écran des portraits d'érudits basques, des types et anciens costumes, enfin les plus beaux sites et les plus curieux monuments de l'Eskual-Erria. »

*
* * *

Journée du mardi 1^{er} août

SEANCE DU MATIN

Cette séance a été présidée par l'un des maîtres de notre archéologie régionale, M. le marquis de Fayolle, assisté de MM. Philippe Lauzun et Adrien Planté.

Elle a débuté par la lecture d'une communication de préhistoire, sur laquelle M. Stiegelmann, membre de Biarritz-Association, a étudié un dépôt ancien de « *purpura hæmostoma* », par lui découvert sur les falaises de Bidart.

M. Fonteneau, secrétaire général, a offert au Congrès le remarquable travail de M. G. Chauvet, l'éminent préhistorien charentais, sur les « Os, ivoires et bois de rennes ouvrés de la Charente ».

M. l'abbé Espagnat a donné lecture : 1° d'un travail sur une statue de Madone du XII^e siècle, conservée dans l'église de Cazères (Haute-Garonne); 2° de notes historiques et archéologiques sur Cazères; 3° d'une piquante communication sur l'insurrection royaliste de l'an VII à Bagnères-de-Luchon, où joua un rôle assez imprévu une danseuse de l'Opéra, M^{lle} Clotilde, qui fut ensuite engagée à Bordeaux. MM. Cazac et de Cardaillac ont ajouté quelques éclaircissements historiques à cette communication.

M. le comte de Roquette-Buisson, président de la Société académique des Hautes-Pyrénées, lit un mémoire très documenté sur la pêche du saumon dans les gaves des Pyrénées en 1764. M. Louis Batcave y ajoute d'intéressants détails sur l'abondance du saumon en Béarn au XVI^e siècle.

M. Louis Colas soulève une intéressante discussion sur l'étymologie du mot « *altabiscar* », qui désigne une montagne voisine du champ de bataille de Roncevaux.

M. Sarrieu, professeur de philosophie au lycée d'Auch, pense que ce mot a subi une déformation, peut-être à la suite d'une impression typographique.

M. Julien Vinson, tout en admettant cette hypothèse, croit que les altérations de noms propres étant plus fréquentes que celles des noms communs, la forme « *altabiscar* » peut être une déformation du nom primitif de la montagne. Comme M. Colas, il pense que la forme première du mot était « *astobiscar* », qui signifie « dos d'âne ».

M. Albert Léon fait remarquer que souvent une forme dont le sens s'est perdu est remplacée par une autre plus compréhensible. Selon lui, donc, la forme « allabiscar » serait la plus ancienne.

A ce propos, les différents orateurs sont d'accord pour déplorer une fois de plus la pénurie des vieux textes basques pouvant servir de fondement à de pareilles discussions.

M. Adrien Planté, reprenant la question de la « couvade », traitée par M. de Urquijo, nie, comme lui, le fait. En Béarn, l'usage se réduit à une visite faite à l'accouchée pour lui offrir des cadeaux et lui faire honneur.

MM. Vinson, Planté et Barthety donnent quelques détails sur diverses superstitions basques et béarnaises.

SÉANCE DU SOIR

A trois heures et demie, a eu lieu l'inauguration de l'*Exposition rétrospective*, organisée sous les auspices de Biarritz-Association, par M. le docteur Laborde, et comprenant une série remarquable de tableaux, aquarelles, gravures, dessins, vues anciennes de Biarritz, portraits, pastels, miniatures des personnages marquants de la région, faïences, cuivres, émaux, etc., etc., toutes choses qui ont vivement intéressé les congressistes.

Puis, dans ce même local, où Biarritz-Association tient ses séances, a été ouverte la séance de travail du soir, présidée par M. le comte de Roquette-Buisson, président de la Société académique des Hautes-Pyrénées, assisté de M^{lle} de Pierredon, secrétaire général de la Société archéologique de Saint-Emilion, et de M. Branet, secrétaire général de la Société archéologique du Gers.

M. de Roquette-Buisson a ouvert la séance en félicitant Biarritz-Association de son activité, de ses progrès et de l'hospitalité qu'elle doit à M. le docteur Claisse.

M. le docteur Laborde a présenté une série de plans fort curieux, dans lesquels il a reconstitué Biarritz en 1764, et il a évoqué la vie de la ville à cette date à l'aide de nombreux documents tirés des archives municipales.

M. F. Thomas, membre de la Société des archives historiques de la Gironde, a pris la peine de relever dans les fonds de l'intendance et des trésoriers de France des archives départementales de la Gironde les documents relatifs au Labourd. Cette exploration d'ensem-

ble, qui représente un gros travail de recherches, est destinée à rendre de grands services aux érudits labourdins.

M. le docteur E. Réveil a lu un travail sur le régentage et les régents de Puyoô au dix-huitième siècle, contribution très intéressante à la vie sociale en Béarn.

M. Fontencau, secrétaire général, a donné lecture d'une note de M. le baron de Bardies, président de la Société des études du Couserans, qui établit que l'atelier monétaire de Bordeaux fut transféré, sous la Ligue, à Saint-Lizier-du-Couserans.

Dans un mémoire d'une méthode excellente et d'une belle tenue, M. l'abbé Gaillard, membre de la Société des archives historiques de la Gironde, a exposé les causes pour lesquelles le clergé et les populations des grandes landes du Bordelais acceptèrent la constitution civile.

Voici une autre contribution, très bonne aussi, à l'histoire révolutionnaire : elle est due à M. l'abbé Annat, membre de la Société des sciences, lettres et arts de Pau, qui a montré, par une vue d'ensemble sur les Sociétés populaires des Basses-Pyrénées, de quelle importance et de quelle utilité serait l'étude de ces groupements pour apprécier le développement dans les provinces du grand mouvement de 1789.

M. Julien Vinson a clos la séance par une très attachante communication, dans laquelle, avec sa profonde connaissance de la bibliographie basque, il a décrit les divers exemplaires du plus ancien livre basque connu, la traduction du Nouveau Testament, faite par Jean de Licarrague en 1571 pour Jeanne d'Albret, et conté leur histoire.

LE BANQUET

Parfaitement servi par le Grand-Hôtel de Biarritz, le banquet a eu lieu le mardi soir à 7 heures, ayant réuni une soixantaine de convives. Au champagne, dix-huit toasts ont été portés, historiens, archéologues et basquistes voulant montrer qu'ils n'entendaient le céder à personne pour la quantité comme pour la qualité de l'éloquence. Les plus vibrants, et par suite les plus applaudis, ont été ceux de M. Adrien Planté, plus jeune que jamais, célébrant les gloires de la petite patrie, de M. Habasque, rappelant l'idée première de la fondation de l'Union, de M. Paul Courteau apportant l'hommage de l'Université bordelaise aux Sociétés savantes du Sud-Ouest,

de M. Archier enfin dans une charmante pièce de vers français, toute de circonstance.



Journée du mercredi 2 août

SEANCE DU MATIN

Elle a été présidée par M. Ph. Lauzun, secrétaire perpétuel de la Société des sciences, lettres et arts d'Agén, puis par M. F. Abbadie, président de la Société de Borda, assistés de MM. L. Batcave, délégué de l'Ecole Gaston-Phébus, et Sarrieu, secrétaire général de l'Escolo déras Pirenéos.

M. de David-Delville, membre de la Société des sciences, lettres et arts de Pau, a signalé des pièces d'état civil inscrites sur des cartes à jouer, existant dans les archives de Morlaàs. Cette communication amène des observations de MM. Batcave, L. Colas et Adrien Planté. M. de David-Delville a signalé aussi, aux fenêtres de l'église de Morlaàs, des triangles entrecroisés, où il croit reconnaître le bouclier de David dans le rite hébraïque. Enfin, il a lu un mémoire sur le fameux marteau curatif de Serres-Castet, qui ajoute des détails nouveaux à l'étude que M. H. Barthéty a consacrée à cette relique.

M. l'abbé S. Daugé, membre de la Société de Borda, a communiqué un testament de 1778 renfermant une clause bizarre : le testateur demande des prières à sa « future femme ». M. l'abbé Daugé fait ensuite circuler un très curieux plan panoramique d'Amsterdam au dix-huitième siècle, à l'usage des capitaines de navire et qui semble avoir été fait à l'usage des pilotes d'aéroplanes, et des traites de 1742 tirées sur un habitant du Béarn.

M. H. Barthéty, membre de la Société des sciences, lettres et arts de Pau, a lu des extraits d'une étude très neuve sur Bernadotte, ses origines, sa famille, les incidents de l'histoire paloise qui se rattachent au souvenir du prince royal de Suède. Cette communication a provoqué d'intéressantes observations de M. L. Colas.

M. A. Bardié, membre de la Société archéologique de Bordeaux, a donné d'intéressants détails sur le port intérieur de Bordeaux à l'époque gallo-romaine et au moyen âge. Il se propose de publier sur la question un travail complet avec plans.

M. Bergez, membre de l'Ecole Gaston-Phébus, a présenté une es-

quisse d'enquête étymologique sur les noms de lieux de la vallée d'Aspe, qui peuvent servir à préciser la toponymie ibérienne dans ces limites. Les conclusions de ce travail provoquent des observations et aussi des réserves de M. Vinson.

M. l'abbé Dubois, membre de la Société des sciences, lettres et arts d'Agen, a donné lecture de notes très intéressantes sur quelques tapisseries du seizième siècle, conservées jadis dans le sud-ouest de la France, et connues seulement par des documents d'archives, en particulier des minutes de notaires bordelais.

M. Th. Amtmann, membre de la Société des archives historiques de la Gironde, a signalé une série de plans et dessins des places fortes du Sud-Ouest, au dix-septième et au dix-huitième siècles, conservés à la bibliothèque de l'arsenal, et au service hydrographique du ministère de la marine. M. Batcave signale d'autres plans au cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale.

M. P. Courteault, à son tour, signale l'intérêt documentaire d'une carte du cours de la Garonne, en huit feuilles, dressée au début du dix-huitième siècle et conservée aux archives de Seine-et-Oise.

M. A. Léon a présenté deux médailles trouvées à Bayonne en 1844, près de la fontaine de Saint-Léon, au lieu des Agots.

SÉANCE DU SOIR (*de clôture*)

La séance de clôture a été tenue le mercredi après-midi, à l'hôtel de ville de Bayonne. Elle a été présidée par M. F. Habasque, délégué central de l'Union, assisté de MM. Paul Courteault et Th. Amtmann. Cette séance, la plus chargée du Congrès, n'a pas été la moins intéressante.

Elle a débuté par une remarquable communication de M. B. Sarrieu, professeur de philosophie au lycée d'Auch, sur les rapports du latin et du dialecte luchonnais. M. Sarrieu l'a terminée en exprimant le souhait que, dans nos écoles primaires, où la version du basque en français existe déjà, on introduise aussi la version du gascon en français.

M. Louis Batcave, membre de la Société des sciences, lettres et arts de Pau, a fait ensuite trois lectures, toutes trois proprement bayonnaises. Dans la première, il a fait ressortir l'intérêt de deux manuscrits des fables de La Fontaine traduites en gascon, que conserve la bibliothèque de Rouen, et montré que ces fables, traduites

originellement en gascon bayonnais ou maritime, il a dû exister un manuscrit unique, postérieurement accru par des additions. Dans la deuxième, il a reconstitué, à l'aide de lettres inédites, la chronique, très vivante au point de vue anecdotique, des religieuses de la Visitation à Bayonne. Dans la troisième, il a étudié le département des décimes du diocèse de Bayonne, en 1518. M. Habasque a chaleureusement remercié M. Batcave de son importante contribution aux travaux du Congrès.

M. Th. Ricaud, membre de la Société des Archives historiques de la Gironde, a dressé, à l'aide des procès-verbaux de visite des archevêques de Bordeaux, un tableau très précis des confréries bordelaises au dix-septième siècle, contribution importante à notre histoire locale et à l'histoire générale, encore à faire, de la mutualité.

M. Saint-Vanne, membre de la Société des sciences, lettres et arts de Bayonne, a donné lecture d'une notice très étudiée sur la ville et les fortifications de Saint-Jean-Pied-de-Port, que les congressistes doivent visiter.

M. l'abbé Daranatz, membre de la même Société, a présenté une bibliographie très complète des découvertes numismatiques en pays basque, et soumis au Congrès plusieurs médailles inédites d'un haut intérêt. Il a également mis sous les yeux des congressistes le seul registre connu de délibérations municipales, rédigé en basque.

Il a enfin déposé un travail de M. l'abbé Dubarat, le maître incontesté de l'érudition en Béarn et en Labourd, sur les droits de la cathédrale de Bayonne sur l'église Saint-Martin de Biarritz, d'après les textes du Livre d'Or.

Le Congrès a encore reçu communication d'une étude très intéressante de M. Dujarric-Descombes sur le plus ancien livre périgourdin connu : c'est le bréviaire de l'église de Périgueux, imprimé à Venise en 1487.

Sur la proposition de son président, M. Julien Vinson, le Congrès a émis le vœu qu'il soit créé au collège de France une chaire de langue basque et d'antiquités ibériennes.

Les vœux suivants, élaborés par le conseil d'administration de l'Union, ont été ensuite adoptés à l'unanimité :

1° Qu'un nouveau projet de loi, destiné à protéger les fouilles préhistoriques et archéologiques en France, soit prochainement soumis au Parlement, et qu'il y soit tenu le plus grand compte des observations faites au précédent projet par l'ensemble des Sociétés savantes de province ;

2° Que le tarif postal actuel pour les épreuves d'imprimerie soit au plus tôt révisé, et que l'ancien tarif, assimilant la copie et les épreuves aux imprimés, soit rétabli ;

3° Que l'enseignement de l'histoire, de l'archéologie et de la géographie locales et régionales soit encouragé et organisé dans les écoles primaires, les collèges et les lycées ;

4° Qu'il soit procédé, dans le plus bref délai, au classement des ruines de l'église de Bordagain, dans la commune de Ciboure.

A la suite de cette séance, et après que M. Habasque eut déclaré clos le Congrès, eut lieu la réception par la municipalité de Bayonne, représentée par M. l'adjoint Lacombe. De cordiales paroles y furent échangées par M. Lacombe, M. Vinson, qui remercia au nom des congressistes, et M. Yturbide au nom de la Société des sciences, lettres et arts de Bayonne.

* * *

Journée du jeudi 3 août

EXCURSIONS A RONCEVAUX ET A FONTARABIE.

Il avait été trop souvent question de Roncevaux dans les séances du Congrès, pour qu'une excursion au Val célèbre où tomba Roland ne le cloturât pas dignement. Aussi est-ce fort nombreux que les Congressistes ont répondu à l'appel que leur avaient adressé les organisateurs, et en particulier M. Xavier de Cardaillac. Partis le jeudi 3 août, à six heures du matin, en automobiles, ils ont visité d'abord Cambo, où la maison de chocolat Falgade s'est fait un devoir de leur offrir un viatique de route très apprécié, puis *Saint-Jean-Pied-de-Port*, véritable ville archéologique, dont M. le marquis de Fayolle et M. Louis Balcave, par leurs explications savantes, ont fait comprendre toute l'importance et tout l'intérêt. Après le déjeuner fort bien servi à l'hôtel Central, en route pour Arneguy, Val Carlos, Ibaneta et Roncevaux. Et tandis que les plus intrépides suivaient M. de Cardaillac au sommet de l'Altabiscar pour reconnaître la place même d'où furent jetés les blocs de rochers sur l'arrière-garde de l'armée de Charlemagne (?), les autres, plus pacifiques, se reposaient dans le sanctuaire vénéré de l'antique abbaye, s'exaltant devant les richesses inappréciables de son trésor : Vierge en argent du

xvi^e siècle, Pictat dolorosa, châsses, chapes, chasubles, mitres des xv^e et xvi^e siècles, rétable un peu prétentieux, pierres tombales, mausolées, etc., etc.; sans parler des célèbres chaussures de l'évêque Turpin, aussi fameuses que fausses. Le retour s'est effectué un peu à la diable, l'excursion manquant de direction et de guide autorisé.

Le même jour, un second convoi, plus modeste, s'organisait, pour aller simplement visiter *Saint-Jean-de-Luz*, *Hendaye* et *Fontarabie*, cette dernière ville surtout, la « muy noble », la « muy leal », la « muy valorosa » de toute la cote Cantabrique. Et, s'il n'a pas tressailli, comme le premier, aux sons plaintifs du cor de Roland, dont les échos des sombres montagnes gardent encore le souvenir, n'a-t-il pas été bercé, en revanche, pendant de longues heures, par le bruissement harmonieux des vagues de cette cote d'argent et d'émeraude, toujours belle, toujours fascinante ?

PH. L.

Protestation contre le projet de loi relatif aux fouilles intéressant la paléontologie et l'archéologie

On n'ignore pas que le 25 octobre dernier, le ministre de l'Instruction publique a déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi relatif aux fouilles intéressant l'archéologie et la paléontologie. Sous prétexte d'interdire le brocantage des objets et leur exportation à l'étranger, ce projet est une grave atteinte à l'industrie privée et menace de tuer, au profit des musées de Paris, la vie scientifique provinciale et les musées régionaux. De tous côtés, il a soulevé les plus vives protestations, et il n'est pas une académie, à commencer par celle des Inscriptions et Belles-Lettres de Paris, qui n'ait tenu à faire entendre ses réclamations à ce sujet. La Société préhistorique française, à elle seule, a recueilli une centaine de délibérations plus ou moins hostiles, prises par les Sociétés savantes. On trouvera dans le numéro d'avril 1911 du *Bulletin de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest*, celles qui intéressent la région du Sud-Ouest, notamment les protestations des *Sociétés : archéologique du Gers, historique et archéologique du Périgord, Linéenne, archéologique et académique de Bordeaux, archéologique*

du Tarn-et-Garonne, archéologique et historique de la Charente, historique de Gascogne, de Borda, enfin des Sciences, Lettres et Arts de Pau. Toutes demandent :

1° Qu'une sévère surveillance soit édictée pour empêcher les étrangers ou leurs mandataires de venir fouiller le sol français et d'en exporter les richesses archéologiques et paléontologiques qui font partie intégrante du patrimoine national.

2° Que l'administration ne puisse confier la direction des fouilles qu'à des personnes compétentes, telles que : un membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, s'il réside dans la région des fouilles, ou encore l'Inspecteur départemental de la Société française d'archéologie, un membre du bureau de la Société académique du département, etc.

3° Que les objets trouvés par les particuliers restent la propriété de ceux-ci, s'ils ne veulent qu'ils soient déposés au musée départemental, et que l'Etat ait seulement un droit de préemption en cas de vente.

Portée à la tribune de la Chambre des députés par M. Ernest Lamy, dans la deuxième séance du 28 mars 1911, ces réclamations ont été reconnues justes par M. le Sous-Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts, qui a promis « d'apporter sous peu un projet qui ne donnera « lieu à aucune observation. »

Dans sa séance du 6 juillet 1911, la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen s'est associée unanimement à ces justes protestations.

PH. L.

PROCÈS-VERBAUX

Des séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen

Séance du 6 juillet 1911. — Présidence de M. Calvet

M. le Secrétaire rappelle que le Congrès de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest se tiendra dans trois semaines à Biarritz. Il engage ses collègues à s'y rendre aussi nombreux que possible ; et il communique une circulaire du Président de la Section centrale demandant, d'abord, que les vœux des Sociétés lui soient auparavant envoyés ; puis, qu'elles aient à se prononcer pour savoir si elles entendent se mettre sur les rangs pour recevoir le futur Congrès.

Il donne également connaissance d'une circulaire de M. Jean Richépin, signée de tous les membres de l'Institut, « *Pour la culture française* » où il manifeste le désir de constituer en province des Comités régionaux, qui aideraient puissamment à fortifier le sentiment des traditions françaises, et à provoquer le réveil de l'idéal national, plus que jamais nécessaire.

S'associant aux protestations unanimes des Sociétés savantes du S.-O. contre le projet de loi relatif aux fouilles paléontologiques et archéologiques, la Société d'Agen émet le vœu :

1° Qu'une sévère surveillance soit édictée pour empêcher les étrangers ou leurs mandataires de venir fouiller le sol français et d'en exporter les richesses archéologiques et paléontologiques qui font partie intégrante du patrimoine national ;

2° Que l'administration ne puisse confier la direction des fouilles qu'à des personnes compétentes et autorisées ;

3° Que les objets trouvés par les particuliers restent la propriété de ceux-ci, s'ils ne veulent qu'ils soient déposés au musée départemental, et que l'Etat n'ait seulement, en cas de vente, qu'un droit de préemption.

M. Momméja entretient la Société d'un peintre-graveur, de la fin du xvii^e siècle, Abraham Ramondou, qui émigra à la révocation de l'Edit de Nantes, et devint, à Berlin, le peintre officiel de Frédéric I^{er}. Il exécuta de nombreuses copies des chefs-d'œuvre de la peinture italienne dont quelques-uns sont au musée de Dresde. Quel

était son lieu d'origine ? M. de France, sans autre preuve que son nom, le réclame pour le Quercy. Ne serait-il pas plutôt de l'Agenais, de Tournon, son frère Elie se trouvant à ce moment recteur de l'Académie de Puylaurens ? M. Momméja pense que le peintre et le professeur devaient appartenir à la famille dont un des membres est aujourd'hui secrétaire général de la Présidence de la République.

Se basant sur des documents inédits, trouvés par lui dans un livre de comptes de la Poste aux lettres de Marmande, de 1748 à 1753, M. l'abbé Dubois fournit de très curieux détails sur les opérations diverses du service des Postes au XVIII^e siècle, prix des lettres variant suivant le poids et la distance, recommandation déjà existante des objets et valeurs, abonnements, comptes spéciaux, etc. Il signale aussi l'existence des deux journaux le plus fréquemment envoyés, la *Gazette de France* et le *Courrier d'Avignon*.

A propos de l'inauguration toute récente du buste de Laulanié dans la cour de l'Ecole vétérinaire de Toulouse, M. Bonnat rappelle les services signalés rendus par lui à la science, comme ses nombreux titres à la reconnaissance de ses concitoyens, et il demande que la Société académique d'Agen émette le vœu que le nom de notre éminent compatriote soit donné par la municipalité à l'une des rues de la ville d'Agen.

Ce vœu est émis à l'unanimité.

Ph. L.



SOUVENIRS DU VIEIL AGEN

LA PORTE S^t-GEORGES, LE PONT S^t-GEORGES ET LE QUARTIER S^t-HILAIRE

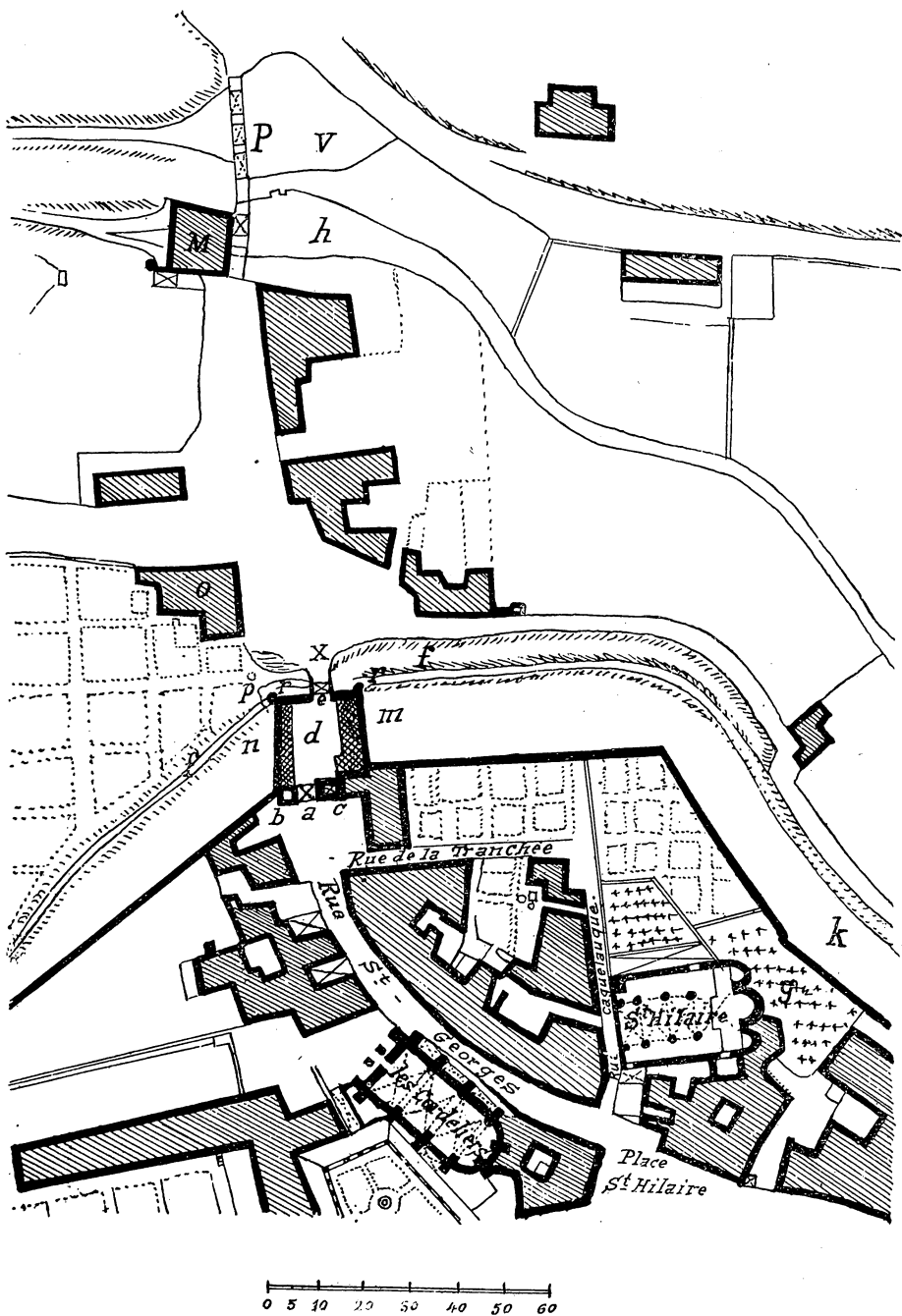
Il ne nous est resté aucun dessin authentique de la porte Saint-Georges, une des plus considérables de la dernière enceinte d'Agen au xiv^e siècle. Force nous est donc de ne point la faire connaître dans cet album. En revanche, nous la détaillerons d'après le plan très exact de Lomet que nous reproduirons, telle qu'elle se trouvait à la fin du xviii^e siècle, n'ayant du reste point changé depuis l'époque de sa construction, et nous remplacerons cette vue qui nous fait défaut, si tant est qu'elle ait jamais existé, par la vue très pittoresque du pont Saint-Georges qui la précédait et par celle du vieux clocher de l'église Saint-Hilaire, prise avant la percée du boulevard Scaliger.

Tout ce quartier Saint-Hilaire, formant l'angle nord-ouest de la ville, présentait, quelques années avant la Révolution, l'aspect le plus pittoresque. Ce n'était que ponts, moulin, hôpital, portes grandes et petites, pont-levis, pans de murs encore debout, cimetière, églises, clochers divers, le tout groupé autour du grand et beau couvent des Cordeliers, dont nous ne parlerons pas ici, renvoyant nos lecteurs à ce que nous avons déjà précédemment écrit sur lui (1).

De tous ces monuments, le plus important avec l'ancienne église Saint-Hilaire, était, sans contredit, la porte Saint-Georges.

Sise au coin extrême nord-ouest de la ville, elle offrait, ainsi qu'on peut le voir sur l'extrait ci-contre du plan Lomet, les plus sérieux moyens de défense. Contrairement aux dispo-

(1) *Les Couvents d'Agen avant 1789*. I. Chap. iv, p. 93-129.



Quartiers Saint-Georges et Saint-Hilaire d'après le plan Lomet

sitions des portes Neuve et du Pin qui s'appuyaient sur deux tours demi-circulaires ou rondes, la porte Saint-Georges, *a*, était défendue de chaque côté par deux tours carrées, inégales, *b* et *c*, cette dernière beaucoup plus grande, voûtée au rez-de-chaussée sur croisées d'ogive, et servant de corps-de-garde. Elle était munie d'une cloche, ainsi qu'il appert d'un compte de ville où il est dit « qu'il faut payer 4 écus au sieur Laboul-« bène, pour avoir fourni, en 1588, 80 livres de métal pour la « cloche de la porte Saint-Georges (1) ».

Au devant d'elle, ainsi que le comportaient les portes Neuve, de Garonne, Saint-Antoine, du Pin, s'élevait une barbacane ou ravelin, ouvrage avancé carré, *d*, d'une longueur de 20 mètres environ. Il était clos de murs, *m*, *n*, *r*, surmontés d'un chemin de ronde ou marchepied, qui aboutissait à deux échauguettes *r* rondes, probablement en encorbellement, bien que sur le plan Lomet elles soient indiquées de plain-pied. Elles défendaient avec les créneaux du mur *r* le portail *e*, au-devant duquel se rabattait le pont-levis *X* sur le fossé de ville *f* toujours plein d'eau, puisqu'il était alimenté par un bras de la Masse qui coulait à côté.

Ces dispositions dataient de l'époque même de la construction de la porte, ainsi que le précisent les trois documents suivants :

L'un est le marché conclu le 8 janvier 1347, entre les consuls d'Agen et le maçon Sylvestre Leclerc, « pour la construction « de la barbacane de la porte des Frères Mineurs et d'un por-« tail à établir derrière le pont-levis, sous l'échafaudage qui « venait d'être élevé. Le mur de la barbacane devra avoir une « *tegula* et demie de longueur et une canne ou une canne et « demie de hauteur. La maçonnerie en sera payée sur le pied « de 24 sous tournois. Le portail sera payé à raison de 24 sous « tournois, en comptant le vide comme le plein. Il devra être « terminé à la fin du Carnaval, si le temps est convenable, et « le reste du mur à la Pâques (2). »

(1) Archives municipales, CC. 323.

(2) Archives municipales d'Agen, BB, 16. Voir le texte intégral à la page

Le 11 mai suivant, second contrat plus explicite encore (1).

« Le marché est définitivement conclu entre les consuls et
« Sylvestre Leclerc et Odin de Valencourt, maçons, pour la cons-
« truction d'un portail avec barbacane devant l'écluse Saint-
« Georges, entre la grande porte et ladite écluse, sur les
« fondations du vieux rempart. La barbacane devra aller jus-
« qu'au mur qui est derrière l'hôpital Saint-Georges et mesurer
« quarante cannes en longueur et en profondeur et trois en
« hauteur. La maçonnerie doit être faite de bonne pierre et de
« bon mortier. Les machicoulis, les créneaux, les parapets
« seront en pierre. On pourra mettre de la brique sur les
« points où il y en avait déjà. Les entrepreneurs concluent le
« marché au prix de 100 livres à la condition que, s'il y a plus
« de quarante cannes de maçonnerie, le surplus leur sera payé
« au prorata du prix principal et qu'il sera fait, s'il y en a
« moins, une déduction proportionnelle. Les travaux devront
« être terminés d'ici à la Saint-Jean prochaine. »

Enfin, lors de la visite faite aux remparts de la ville en 1612, par ordre de M. de Gourgues, trésorier général de France en Guienne, à la réquisition de MM. les Consuls, il est dit dans le procès-verbal : « Et estant à la porte Saint-Geor-
« ges, avons trouvé estre nécessaire faire ung marche pied tout

95-96, des *Jurades de la ville d'Agen* (1345-1355), publiées par MM. Magen et Tholin.

(1) Voici le texte même de ce contrat (*Jurades d'Agen*, p. 121) : « xi die
« maii. Domini consules Agenni, videlicet prudentes viri Stephanus Pelice-
« rii, magister B. Olerii, Arnaldus d'Aynardo, B. de Carcassona, P. de Man-
« saco et Guillelmus de Facto, consules, tradiderunt magistris Sylvestro Cle-
« rici et Odino de Valencort, lathomis presentibus, ad construendum unum
« portale et barbacanam de bonis lapidibus et cemento ante sclausam beati
« Georgii, inter portale magnum et sclausam predictam, juxta fundamentum
« muri veteri, qui est ibidem, et debet attingere usque ad murum qui est retro
« hospitale predicto xi cannas in altitudine (pro latitudine) et longitudine, et
« debet habere tres cannas in altitudine et facere corbellos, et denthellatu-
« ram et intaulamentum de petris, precio C lib. t., quas domini consules sibi
« debent solvere ; et debent fecisse dictum opus hinc ad instantem festum
« beati Johannis Baptiste, acto quod si essent in dicto opere ultra dictas xl can-
« nas, quod dicti domini consules debent sibi solvere de toto pluri juxta pro-
« rata, si vero minus, quod adimatur de precio. Et ubi est de tegulis fiat de
« tegulis. Presentibus magistro Jacobo Maynardi, magistro Guidone de Podio,
« Arnaldo Barba. »

« le tour du ravelin de ladite porte, pour aller du corps-de-
« garde du hault d'icelle aux deulx culs de lampe de la porte,
« pour la deffense dudit pont-levis, l'ung desquels culs de
« lampe est imparfait, qu'il serait besoning de parachever,
« comme aussy de réparer le corps-de-garde de ladite porte,
« qu'y est fort ruiné (1) ». Ce qui fut fait.

Tel était l'état de la porte en 1785, lorsque, à cette époque, l'ingénieur Lomet leva le plan d'Agen, et tel il est resté jusqu'au jour de sa démolition.

D'après nos calculs, basés sur l'échelle de ce plan, la porte Saint-Georges, du moins celle qui se rattachait directement au mur de ville, indiquée sur notre plan par la lettre *a*, se dressait à 60 mètres au plus du portail principal de l'église des Cordeliers. Elle se trouvait donc à peu près à la hauteur de la porte d'entrée de la maison actuelle du docteur Rouillès. On peut voir encore, en descendant à gauche, dans les jardins qui ont remplacé les fossés de la ville, les soubassements en grosses briques de la porte et de la barbacane qui la précédait,

Immédiatement après le pont-levis X et le fossé sur lequel il se rabattait, se déroulait dans la direction du nord un chemin droit, qui, à la distance de 100 mètres environ, aboutissait à un premier bras du ruisseau de la Masse, *h*, destiné à faire marcher les roues du moulin M, très ancien également.

Puis venait le cours régulier de ce ruisseau V, sur lequel était jeté le pont principal P. Composé de trois arches inégales, à arc brisé, et parementé avec l'appareil moyen, ce *pont de Saint-Georges* date au moins du XIII^e siècle. Malheureusement il a été maintes et maintes fois réparé, souvent même reconstruit, par suite des terribles inondations qui, au cours des siècles, l'ont plusieurs fois renversé; et l'on voit encore les traces de ces remaniements faits soit en briques, soit en grossiers moellons, qui jurent avec le parement primitif. Il n'en est pas moins pittoresque. Aussi avons-nous jugé à propos de le reproduire en tête de ce chapitre.

Tout à côté, s'élevait, avons-nous dit, en M le *moulin de*

(1) Archives municipales, EE., 17.

Saint-Georges, que nous trouvons exister déjà dès le milieu du ^{xiv}^e siècle. Son origine est rappelée par une inscription moderne, gravée au-dessus de la porte d'entrée, et portant, avec raison, la date de 1351. Nous en reparlerons au cours de cette étude.

Contre le mur de la barbacane, nous dit le contrat précédent du 11 mai 1347, s'élevait l'*hôpital Saint-Georges*, très ancien également, auquel nous avons déjà consacré quelques lignes (1), et qui, donné, écrit Labrunie, en 1345 par la ville aux Frères Mineurs, lorsque ceux-ci, quittant le faubourg Porte-Neuve, vinrent s'installer dans ce nouveau quartier, disparut alors pour se fondre dans le vaste couvent qu'y construisirent ces religieux (2). Aussi n'osons-nous préciser l'endroit exact où il se trouvait. Peut-être est-ce autour de cette maison O, dont les murs en grosses briques attestent encore l'ancienneté ?

Enfin, derrière la porte Saint-Georges, mais cette fois dans l'intérieur de la ville, un peu à droite, et presque contiguë à l'église conventuelle, se dressait la très vieille *église Saint-Hilaire*, église paroissiale, dont certaines parties, le chœur notamment, semblent remonter au ^{xi}^e siècle. « Bâtie, écrit Labé-
« nazie, après la bataille de Voullié (507) pour effacer le sou-
« venir de la persécution arienne, l'église Saint-Hilaire d'Agen
« aurait eu, d'après la tradition, une origine beaucoup plus
« ancienne. On lit, en effet, dans les Mémoires de l'évêque
« Nicolas de Villars, « derrière l'autel du Saint Sacrement il
« y a un grand creux voûté, qu'on dit être long autant que
« l'église. On croit que c'était le cachot où les premiers chré-
« tiens se retiraient des persécutions. » Agen aurait donc eu
ses catacombes. Toujours est-il que sous le chœur actuel il se
trouve encore un nombre considérable de sarcophages.

Transformée en magasin depuis plus d'un demi-siècle, l'église Saint-Hilaire d'Agen est aujourd'hui possédée en entier par MM. Pouydesseau et Soulès, qui déjà propriétaires des

(1) *Les Couvents d'Agen: avant 1789*, t. II, chap. x, p. 378,

(2) *Abrégé chronologique*, p. 65.



trois nefs, viennent d'acquérir de la ville, qui en était restée jusqu'à ce jour propriétaire, le chœur, les trois absides et le clocher, pour la somme de 1.075 francs (juin 1911). En dehors de ces derniers vestiges, tout le reste a disparu. Néanmoins, il est facile d'après le plan de Lomet de se rendre compte de son ancienne économie.

L'église Saint-Hilaire était un vaisseau, presque carré, à trois nefs, sans transept, terminé par trois absides. Elle rappelait en tous points le plan des basiliques latines. Peut-être même, étant donnée son ancienneté, avait-elle été élevée sur ce type ? L'abside principale, étant la seule conservée, comporte seule une description. M. G. Tholin s'étant acquitté de ce soin dans ses *Etudes sur l'Architecture religieuse de l'Agenais*, nous n'y reviendrons pas (1). Disons seulement que cette abside était précédée d'une travée de chœur voûtée en berceau plein cintre et qu'elle était décorée d'une arcature extradossée de cinq arcades sur colonnes, avec, au-dessus, des cordons de billettes, des colonnettes et des chapiteaux très grossièrement sculptés, aujourd'hui en partie mutilés.

Mais la partie la mieux conservée est encore *le clocher*, *g*, de forme hexagonale, qui s'élève à l'extrémité de l'abside principale. Le rez-de-chaussée, attenant presque au mur d'enceinte, est bâti en grand appareil. Les contre-forts plats sont unis à leur sommet par des arcatures de quatre arcs en encorbellement. Puis, viennent au-dessus plusieurs assises en appareil cubique, ce qui, au premier abord, semble un anachronisme, mais s'explique facilement, quand on sait que le petit appareil romain a été utilisé dans tout le Midi et le Sud-Ouest de la France jusqu'à la fin du XII^e siècle. Au-dessus, enfin, s'élève la tour hexagonale en briques, de la fin du XIV^e ou même du XV^e siècle, qui ne présente aucun caractère architectural particulier.

Le joli dessin, que nous donnons ci-contre de la vieille église de Saint-Hilaire, est d'Alcide Ducos du Hauron. Il fut pris directement d'après nature, alors que cette église avait encore

(1) Voir *Supplément*, p. 12.

conservé son aspect primitif, ses rosaces, son absidiole latérale et le pan de mur de la ville qui y était attenant. Il est inédit.

Il en existe un autre, du peintre Mainville, pris à la même époque et à peu près du même endroit, moins archéologique mais plus fantaisiste. Sur un ciel romantique, chargé de nuages et éclairé d'une lune blafarde, se détache le vieux clocher. Autour volent de grands oiseaux de nuit. A ses pieds, sortant de leurs tombes et enveloppés de leurs blancs suaires, une demi-douzaine de morts se dressent, les bras levés au ciel, et semblent protester contre « *leur départ, forcé pour cause d'utilité publique.* » C'était le temps, en effet, où le vieux cimetière de Saint-Hilaire était exproprié pour faire place au boulevard Scaliger, dont le percement bouleversa tout le quartier. Cette curieuse aquarelle, considérée comme le chef-d'œuvre de l'artiste, appartient à M. Septfonds. Elle a été reproduite par M. F. David, en tête des gravures qui ornent son intéressante *Notice sur Mainville, sa vie, son œuvre* (1).

Nous venons de dire que le chevet de la vieille église Saint-Hilaire touchait presque le *mur d'enceinte*. Le dessin de Ducos du Hauron en reproduit fidèlement un fragment, aujourd'hui démoli. Mais il en existe un autre, beaucoup plus considérable, qui se dresse, encore intact, à la suite. En *k*, en effet, sur notre plan se trouve, derrière les maisons de la rue Saint-Hilaire, tout un pan de murailles que l'on peut très bien voir de l'impasse voisine. Construit en assises alternées de pierres et de briques, il est d'une hauteur de 6^m 50, d'une longueur de 18 mètres, et il n'a qu'0,90 c. d'épaisseur. Puis, en allant de gauche à droite, vient une brèche assez large. Le mur reprend ensuite sous le vieux clocher, pour s'arrêter à un énorme contre-fort, tout en pierre celui-là, parementé avec l'appareil moyen.

Ce pan de mur, vestige considérable de la dernière enceinte d'Agen, est-il contemporain de sa construction, c'est-à-dire du *xiv^e* siècle? Nous le croyons pas. Il n'a ni l'épaisseur, ni la solidité, ni les caractères distinctifs des murs de cette époque,

(1) Villeneuve-sur-Lot. Impr. Delbergé, 1902.

tous en appareil moyen, et dont on peut voir encore quelques derniers fragments, à la Plateforme, sous la terrasse de la maison de Laffore, à la tour du Bourreau, au quartier Saint-Pierre, ou mieux encore le contrefort qui y est attenant. Nous sommes donc en présence, croyons-nous, d'une simple reconstruction, faite bien postérieurement, au xvi^e ou même au commencement du xvii^e siècle. L'enquête de 1612 ne prescrit-elle pas, en effet, de remanier tout ce côté ?

« Et depuis ladite tour des Augustins jusques à la porte
« Saint Georges, avons trouvé aussy y avoir eu deux guerit-
« tes, à présent perdues, qu'il faut remettre tout à neuf ;
« comme aussy a esté trouvé estre besoing faire une aultre
« gueritte tout à neuf à l'endroit des avancemens des ruines
« d'une vieille maison appelée *de Montpezat* (1). »

La pierre blanche encastree dans la plus haute assise de briques, au milieu de ce pan de mur, et qui porte gravée l'inscription ANNO 1616, ne vient-elle pas à l'appui de notre dire et n'indique-t-elle pas clairement que ce ne fut qu'en cette année que fut terminée cette reconstruction ?

Démolis en 1229, en vertu du traité de Meaux, puis, moins de cinquante ans après, rebâti sur une plus vaste échelle par ordre de Raymond VII, comte de Toulouse, et, après lui, d'Alphonse de Poitiers, les remparts d'Agen ne furent achevés qu'à la fin du xiv^e siècle. Mais c'est principalement de 1345 à 1355 que le quartier qui nous occupe attire plus spécialement l'attention de la municipalité, qui ne cesse de recommander aux architectes et maitres maçons de veiller avec le plus grand soin à ce qu'il soit très solidement fortifié. N'est-il pas un des points stratégiques les plus importants, au débouché du chemin de Bordeaux, par où ne peut manquer de venir l'ennemi ? N'est-il pas aussi, avec tout le bastion nord de la ville, le côté le plus faible, dominé qu'il est par le coteau de Pompéjac ?

Nous avons déjà vu, au commencement de ce chapitre,

(1) Archives municipales, EE, 17.

quelles conditions furent imposées, les 8 janvier et 11 mai 1347, aux maîtres maçons Sylvestre Leclerc et Odin de Valencourt, pour munir la porte Saint-Georges d'une barbacane ou ouvrage avancé, d'un second portail, d'un chemin de ronde, d'un pont-levis, et avec quelle attention les consuls présidèrent à ces opérations défensives (1). Depuis deux ans, en effet, ils ne cessent de se garder de ce côté, recommandant, en 1345, « au sieur Olit, de faire et de parfaire la muraille qui se trouve « derrière Saint-Georges (2) » ; et, l'année suivante « d'armer « le rempart de l'égout de Bordeilhes, jusques et y compris « la porte Saint-Georges, d'un arc de tour, et ladite porte d'un « tour et de cinquante carreaux (3). »

Et, successivement : « En avril 1347, on donnera à Gilbert, « gardien de la porte Saint-Georges, deux arbalètes et quarante-huit carreaux de gros calibre ou mouchettes (4). »

« Le 4 octobre 1348, la Jurade est d'avis que sur les 600 « livres en écus, que B. Martin, le jeune, reste devoir du sou- « quet de l'an 1344, les consuls prennent 100 ou 200 livres pour « relever le mur renversé derrière Saint-Georges et autres « travaux de clôture de la ville (5). »

Le 6 décembre de la même année, « les consuls B. Martin, « P. Calvet, Colin Bérot, remettent à A. de Cabanes, les *sept* « clefs de la porte Saint-Georges (6) ; » ce qui dénote suffisamment son importance. Six mois plus tard, le 14 mai 1349, « ces clefs seront remises à maître B. Joyos, qui jurera de les « garder loyalement. » Enfin, le 7 avril 1350, seront remises « à Pierre de Saint-Macaire, boucher, les mêmes clefs de la « porte Saint-Gorges, à savoir : trois grosses clefs et sept de « dimension ordinaires (7). » En attendant, le capitaine de la « dite porte, Bertrand de Talive, recevra de maître Jean du

(1) Archives municipales BB, 16, et *Jurades de la ville d'Agén*, p. 93 et 121.

(2) *Idem*, p. 4.

(3) *Idem*, p. 45. Nous avons déjà dit précédemment ce qu'il fallait entendre par ces mots.

(4) *Idem*, p. 110.

(5) *Idem*, p. 149.

(6) *Idem*, p. 151.

(7) *Idem*, p. 202 et 357.

« Vignau un arc à tour et un tour ; et des mains d'Arnaud de Cabanes, deux arcs à pied avec cent carreaux et quatre arcs à étrier, avec une caisse contenant cinq cents carreaux (1). »

En 1353, la porte Saint-Georges fut momentanément fermée ; aussi, les consuls décident-ils « qu'il sera fait au fermier de la barrière de la Recluse, située tout à côté, sur le prix de son bail, une remise proportionnelle au temps pendant lequel la porte Saint-Georges est demeurée fermée ; car, pendant ce temps, il n'a rien perçu (2) ».

Un passage de ce précieux registre des Jurades d'Agen (BB, 16), nous fournit un détail important sur le moulin de Saint-Georges, hors des murs de la ville et un peu en avant de ladite porte, et qui aurait été bâti vers 1351. Un premier texte nous dit en effet : « Item, que acense hom le molinar de Saint-Jorgi a far molis blades e parados (3) ». Ce que M. Magen traduit ainsi : « On accensera les emplacements de Saint-Georges pour y établir des moulins à blé ou à foulons. » Le mot *molinare*, d'après Ducange, étant « sedes seu locus ad molindinum construendum aptus ». D'où on peut conclure que fut alors construit pour la première fois ledit moulin, surtout si on se reporte à la note du ^{xvii}^e siècle de ce même registre, nous apprenant, à propos d'un bourgeois d'Agen dénommé R. de la Gleia, autrement dit Léglise, qui, avec d'autres fort nombreux, prêta serment le 20 mars 1346, sur le corps du Christ, dans l'église des Frères-Mineurs, que : « Ung de ce nom a faict bastir le molin Sainct-Georges et une partie du couvent des Cordeliers, qui est aujourd'hui. Il avait pour ses armes une église et s'appelait Ecclesia (4) ». Le couvent des Cordeliers ayant été bâti de l'année 1345 à l'année 1348, date de l'achèvement de l'église (5), on peut en conclure que ce fut à la même époque, entre les années 1348 et 1352, que fut bâti ledit moulin.

(1) *Jurades d'Agen*, p. 189.

(2) *Idem*, p. 306.

(3) *Idem*, p. 258

(4) *Idem*, p. 58.

(5) *Les Couvents d'Agen avant 1789*. t. I chap. IV, p. 106 et suiv.

Si le moulin de Saint-Georges naquit alors, en même temps que l'église et le couvent des Cordeliers, l'hôpital Saint-Georges en revanche, également tout proche, disparut avec la nouvelle fondation. Labrunie affirme, en effet, que la ville le donna à ce moment aux Frères Mineurs qui, sur son emplacement, édifièrent leur nouveau monastère (1).

L'hôpital Saint-Georges était très ancien. « Lorque, en « 1130, écrit Labénazie, le duc Guillaume fonda l'hôpital « Saint-Jacques à Agen, l'hôpital Saint-Georges y existait « déjà, comme il paraît par une sentence de Deodatus, évêque « d'Agen, prononcée dans l'hôpital Saint-Georges, à la rue « Bordeilhe, duquel il n'existe plus aucun vestige (2) ». Nous croyons cependant que si le premier hôpital Saint-Georges fut incorporé dans le vaste couvent des Cordeliers, il en surgit un second, dans le même quartier, près de la porte Saint-Georges. Témoin ce passage du registre de la Jurade de 1349, où il est dit, à propos de certains privilèges : « Loquitur de obliis « quæ debentur pro hospitali novo de S. Jorgi (3) » ; et encore un autre de l'année 1498 où il est parlé d'une rente que doit l'hôpital Saint-Georges à la ville (4).

Cet hôpital, dont les biens étaient encore régis au commencement du xvi^e siècle par un prieur, dit *Sancti Georgi Agenni prior*, exista jusqu'en 1561, année où il fut réuni, avec tous les autres hôpitaux d'Agen, au seul hôpital Saint-Jacques ou du Martyre (5). Nous avons dit combien il est difficile de préciser l'endroit exact de son emplacement.

« En 1430, écrit Darnalt, au mois d'octobre, la Garonne se « déborda tellement qu'elle entra par la porte Saint-Georges », « sans doute par le ruisseau de la Masse, dont les eaux refluent jusqu'en cet endroit. » Il s'y fit procession générale, « ajoute-t-il, où fut portée l'image de Nostre Dame de Saint-

(1) *Abrégé chronologique*, p. 65.

(2) Labénazie, manuscrit, livre III, chap. 20, p. 265.

(3) *Jurades*, p. 166.

(4) Archives municipales, BB. 21.

(5) Voir notre étude sur les *Hôpitaux d'Agen*, dans le t. II des *Couvents d'Agen avant 1789*, chap. X, p. 378 et suiv.

« Etienne, sur le degré du Pont-de-Garonne, laquelle, dès lors, « commença à diminuer (1). »

« L'an 1452, écrit toujours le même auteur, Jean de Bour- « bon, lieutenant général pour le Roy en Guyenne, fit son « entrée à Agen par la porte Saint-Georges, venant d'Aiguil- « lon (2). » Les Anglais avaient abandonné la ville. En retraite sur Bordeaux, ils allaient être écrasés l'année suivante à Cas- tillon et être à tout jamais chassés de la Guyenne.

En 1495, « Gautier Rouquet s'engage à construire le pont « Saint-Georges (3). » Il s'agit ici, non d'une construction, mais d'une reconstruction, peut-être même partielle. par suite de dégâts causés sans doute par les inondations.

Jean Gaube, portier de la porte Saint-Georges en 1526, reçut la somme de 10 sous pour avoir gardé ladite porte pen- dant les vendanges (4).

La somme de 13 sous, 9 deniers, est remboursée en 1554 « au locataire de la tour Saint-Georges, qui n'avait pu y loger, « parce qu'on y avait mis la tête d'un supplicié (5). »

Mais les luttes religieuses se déchainent bientôt après, san- glantes, en Guienne et Gascogne. Sur l'ordre de Montluc les mesures les plus sévères sont prises par les consuls pour faire bonne garde. Deux ou trois portes au plus demeureront ou- vertes. Toutes les autres seront fermées. La porte Saint-Geor- esg, une des plus exposées, est murée en 1568. Nous la trouvons dans le même état, dix ans après, en 1578 (6).

Lors des entreprises de la Ligue, tout le quartier Saint-Hi- laire est remis à neuf. Un gabion sera construit près de la porte Saint-Georges (7). Les nombreuses brèches du mur de ville seront fermées (8). Enfin, lors de la prise de la ville par

(1) *Antiquités d'Agen*, chap. XVII, p. 100.

(2) *Idem*, chap. XVIII, p. 105.

(3) Archives municipales, BB, 19.

(4) *Idem*, CC, 292.

(5) *Idem*, CC, 296.

(6) Archives municipales, CC, 306 et 314.

(7) *Idem*, FF, 40.

(8) *Idem*, CC, 327.

St-Chamarand, le 4 janvier 1591, les bourgeois d'Agen se barricadent principalement autour de l'église Saint-Hilaire. Les frais en résultant se montèrent à la somme de 5 livres 4 sous (1).

Les dégâts causés à ce moment durent être bien considérables, puisque vingt ans après, lorsque le calme fut rétabli, l'enquête de 1612 prescrit autour de la porte Saint-Georges d'importantes réparations. Les culs de lampe de la barbacane durent être parachevés, le corps-de-garde « entièrement ruyné » réparé, le chemin de ronde rétabli, le pont-levis refait, la muraille contre l'église relevée par le sieur Pierre Capmartin, le pont, « qui est près le moulin Saint-Georges » reconstruit en grande partie, enfin, la façade de la porte du côté de la ville remise à neuf et même ornée de lettres « gravées par le sieur Haussy, peintre », lequel reçoit pour ce travail la somme de 6 livres, 8 sous (2).

Ces précautions n'étaient pas inutiles ; car, dès 1621, les hostilités, et avec elles les alertes recommençaient de plus belle. Aussi, cette année, les consuls font-ils de nouveau murer la porte Saint-Georges. Sept livres seront données à Gérard Malebayse pour sept charrettes de pierres qu'il emploiera à cet effet (3).

C'est à la porte Saint-Georges que prit naissance l'émeute de 1635, qui, provoquée par le rétablissement de la gabelle, ensanglanta les rues d'Agen. « MM. de Buard et Meja, écrit « le Journal des Consuls de cette année, ayant eu avis de ce « bruit, courent aussy tost, vont vers la porte Saint-Georges, « où ils trouvent beaucoup de peuple assemblé, qui commen-
« çait à s'atrouper pour fère bruit « qu'il fallait tuer les gabe-
« leurs, criant : Vive le Roy, sans gabelles ! », où le sieur de
« Landas arriva aussi pour pourvoir à l'assurance de la porte
« M. Buard ayant enfin mis ordre à la porte Saint-Geor-

(1) Archives municipales, CC. 327.

(2) Idem, EE. 17 ; BB. 42 ; CC. 151, 346, 348 ; FF. 45.

(3) Idem, CC. 158.

« ges, le sieur Meja accourut à la maison de ville pour empêcher que le peuple ne s'en saisisit, etc. (1).

Au moment des troubles de la Fronde, de nouvelles précautions sont prises pour la réparation des murailles. Le quartier Saint-Georges n'est pas oublié. « A Bernard Marcou, maçon, « on paiera 140 livres pour la reconstruction du pont Saint-Hilaire, en 1646 (2). » Peu après, il est spécifié qu'on achètera une pièce de chêne « pour faire le contrepoids du pont « Saint-Georges ; coût : 26 livres (3). » Il s'agit, croyons-nous ici, non du pont de pierre sur la Masse, mais du pont-levis de la porte, qu'on reconstruisit du reste entièrement en 1700, moyennant la somme de 190 livres (4).

C'est surtout dans le moulin Saint-Georges et le couvent des Jacobins que les bourgeois d'Agen se retranchèrent, les samedi 30 mars, dimanche 31 et lundi 1^{er} avril de l'année 1652, pour résister aux menaces des deux lieutenants de Condé, Laignac et Galapian, et maintenir la ville en l'obéissance du Roi. Tout le quartier Saint-Hilaire et de Garonne resta fidèle à la cause royale, grâce aux efforts de MM. de Bressoles, St-Gilis, de Sevin, Ducros, etc., qui le hérissèrent de barricades et finirent, par leur courage et leur tenacité, par avoir raison des séditieux (5).

Du milieu du xvii^e à la fin du xviii^e siècle, nous n'avons rien de saillant à signaler concernant l'histoire de la porte, du pont ou du moulin de Saint-Georges. Seules, de loin en loin, sont spécifiées quelques réparations sans importance.

Lors de la menace de la peste et du conflit qui s'éleva en 1721 à cette occasion pour la garde des portes, entre les consuls, le présidial et l'autorité ecclésiastique, la porte Saint-

(1) Archives municipales, BB, 55. Cf : *Une émeute à Agen en 1635*, par A. Magen (Recueil de la Société académique d'Agen, t. VII, 1^{re} partie, p. 206.)

(2) Idem, CC. 212.

(3) Idem, CC. 241.

(4) Idem, CC. 399.

(5) Labrunie, *Abrégé chronologique*, p. 155. Voir pour plus amples détails notre étude : *Une fête et une émeute à Agen pendant la Fronde*, Agen, 1876, notamment pp. 38-48.

Georges fut, selon l'usage, l'une des premières fermées. Elle le demeura même jusqu'à ce que tout danger eut disparu (1).

Il est assez difficile de se rendre compte de l'aspect qu'offrait le quartier Saint-Georges avant la création de la grande route de Bordeaux à Agen, au milieu du XVIII^e siècle, et surtout avant les travaux énormes faits, d'abord pour le passage du canal latéral de la Garonne et peu après pour celui de la voie ferrée.

« C'est par la porte Saint-Georges, écrit à ce sujet l'annaliste Proché, qu'on entraît autrefois en venant de Bordeaux, suivant le bas du rocher et passant sur le pont du moulin de Saint-Georges, jusqu'à ce qu'en 1752 on fit la route qui traverse les allées (Saint-Antoine) et le beau pont sous lequel passent les eaux du moulin (2).

Mais ce premier pont n'est pas celui qui existe aujourd'hui sur le ruisseau de la Masse, en face de la rue Neuve-Saint-Georges. Il était plus rapproché du coteau, ainsi qu'on peut en voir le plan sur un lavis qui se trouve aux archives départementales (3). Un siècle après, « il fut refait, ajoute en note Ad. Magen, à 75 mètres environ plus près de la ville, quand la construction du Pont-Canal nécessita le remaniement ou plutôt le bouleversement de cette partie du faubourg. Il traverse aujourd'hui la route nationale d'Agen à Bordeaux, presque vis-à-vis de la rue Neuve-Saint-Georges et du chemin de Saint-Georges, qui en est la continuation du côté de la Garonne. »

La Révolution donna le coup de grâce à la porte Saint-Georges. « Elle fut abattue, écrit Labrunie, avec la porte du Gravier et la porte Neuve, en 1794, en conséquence de l'arrêt du vandale Monestier (4). » Nous croyons plus conforme à la vérité l'assertion de Proché précisant que ce ne fut qu'au mois d'octobre 1796 que fut détruite la porte Saint-

(1) *Livre doré du Présidial d'Agen*, p. 259.

(2) *Annales de la ville d'Agen*, p. 61.

(3) Archives départementales de Lot-et-Garonne, C. 21.

(4) *Abrégé chronologique*, p. 134.

Georges (1). A ce moment, en effet, tout cet ensemble d'anciennes fortifications fut rasé ainsi que les murailles avoisinantes.

En même temps étaient désaffectées les deux églises, la vieille église paroissiale de Saint-Hilaire et la chapelle conventuelle des Cordeliers. Cette dernière fut transformée en écurie, tandis que le couvent tout entier devenait un entrepôt de fourrages.

Plus tard, lors du rétablissement du culte, la vieille église fut réouverte la première et redevint le centre de la paroisse. Celle du couvent resta inoccupée. Aussi les habitants du quartier, trouvant la première insuffisante et d'une solidité douteuse réclamèrent-ils longtemps le transfert du service dans la chapelle conventuelle beaucoup plus vaste et intacte. Une pétition, signée de tous les paroissiens, fut envoyée, en 1818, avec l'assentiment de l'évêque Mgr Jacoupy, du Préfet et du Maire. au gouvernement. Ce ne fut qu'après un long laps de temps et une fastidieuse procédure, qu'elle fut agréée en 1826, et que la chapelle des Cordeliers devint enfin l'église paroissiale de Saint-Hilaire.

Le percement du boulevard Scaliger a fini de transformer l'aspect de ce quartier. Depuis longtemps, l'hôpital Saint-Georges a disparu. Après lui, la porte, jadis si importante, et les murs de la ville avoisinants. La vieille église Saint-Hilaire est devenue un magasin. L'église même des Cordeliers a été presque entièrement modifiée. Il ne reste plus de tous ces souvenirs d'autrefois que le pont aux trois arches ogivales de Saint-Georges sur la Masse, que le pan de mur de 1616 derrière la rue Saint-Hilaire, et enfin que le clocher hexagonal de l'ancienne église, encore intact, dressant sur le ciel du couchant sa silhouette mélancolique et toujours pittoresque. Espérons que ses nouveaux propriétaires sauront le respecter.

Ph. LAUZUN.

(1) *Annales de la ville d'Agen*, p. 61.

LE CHATEAU DE CASTELNOUBEL

(COMMUNE DE BON-ENCOTRE)

CHAPITRE II

Les seigneurs aux XIII^e et XIV^e siècles. — Les Marmande et les Durfort.

LES MARMANDE. — Les premiers seigneurs connus de Castel-noubel, appartenaient à la famille de Marmande. Ce nom indique, probablement, l'origine de cette maison, car la ville de Marmande, ayant toujours été ville comtale ou royale, n'a pu appartenir à des seigneurs particuliers.

Autour de cette ville, cette famille possédait des biens fort importants ; le château d'Escassefort, une partie de celui de Virazeil, Longueville, etc. (1).

Arnaud de Marmande est le premier que nous rencontrons dans les documents. Il nous apparaît dès le milieu du XIII^e siècle, comme un vigoureux guerrier et un hardi partisan. En 1268, avec l'aide de son fils Raymond de Bouglon et de plusieurs autres seigneurs, il attaqua le château de Castelgaillard, appartenant aux frères Raymond et Bertrand de Bréville. Il met le feu à la porte, prend le château de vive force et l'abandonne au pillage de ses soldats.

Les deux frères portèrent leur plainte au Comte Alphonse de Poitiers, suzerain de l'Agenais, et lui demandèrent justice. Le sénéchal d'Agenais fut chargé d'instruire cette affaire et de la terminer rapidement (2).

Il s'agit ici, très probablement, du château de Castelgaillard, près de Penne. Bâti sur un pic isolé, il était dans une position très forte et facile à défendre. Cependant, il ne résista pas à l'assaut des soldats d'Arnaud de Marmande. En 1311, il était

(1) *Revue de l'Agenais*, 1899, t. xxvi, p. 177. — G. Tholin, *Notes sur la féodalité en Agenais au milieu du XIII^e siècle*.

(2) *Correspondance d'Alphonse de Poitiers*, publiée par A. Molinier, t. II, p. 304. — Imp. Nationale.

totalelement détruit, de telle sorte que ce n'était plus qu'une friche sans valeur, et que « le seul moyen d'en tirer un petit revenu serait d'y faire des clapiers pour les lapins (1). » Aujourd'hui ce n'est plus qu'une ruine pittoresque, connue sous le nom de la Cuve de Magnac et illustrée de curieuses légendes.

Arnaud de Marmande fait hommage en 1271 au représentant du roi de France pour les châteaux d'Escassefort et de Virazeil et la terre de Longueville (2). Il est du nombre des barons et seigneurs de la baylie d'Agen, qui prêtèrent serment à G. Cohardon, lors de la prise de possession de l'Agenais au nom du roi de France. Son château de Castelnoubel était en effet dans cette baylie (3).

En 1279, Philippe le Hardi délia les villes et barons de l'Agenais de leur serment et bientôt la guerre allumée chacun reprit sa liberté d'action (4). Plusieurs en profitèrent, pour se déclarer indépendants et se tailler un domaine, dans le territoire de la juridiction d'Agen.

Arnaud de Marmande, hardi, intrépide, audacieux et sans scrupule, ne fut pas le dernier. Grâce à une disposition de la coutume d'Agen, qui permettait à tout bourgeois de la ville, d'élever sur son territoire des maisons munies de tours, de créneaux et de portes fortifiées, il avait pu, depuis quelques années, bâtir le château de Castelnoubel. Cette citadelle, bien située, d'une assiette très forte, faisait de son propriétaire un puissant seigneur, qui allait devenir bientôt, pour la cité voisine, un redoutable adversaire.

A ce moment l'Agenais était livré à l'anarchie et à la guerre civile. Le sage gouvernement du Comte de Toulouse était fini et avec lui la tranquillité et la prospérité du pays avaient disparu. Les seigneurs bataillaient entre eux, la guerre se faisait de château à château. Arnaud de Marmande, le seigneur de

(1) *Notes sur la féodalité en Agenais*, par G. Tholin. *Revue de l'Agenais*, t. xxvi, p. 177.

(2) *Recueil de la Société des lettres, sciences et arts d'Agen*, 2^e série. t. xiii, p. 12.

(3) *Idem*, pp. 86 et 84.

(4) G. Tholin, *Ville libre et Barons*, p. 13.

Castelnoubel, ne craignit pas d'attaquer Castelgaillard dans un temps relativement calme. « Les barons armés convoitaient les revenus des terres et des péages ; ils s'efforçaient de grossir en même temps que leur territoire, le nombre de leurs vassaux, dont ils pouvaient faire des soldats, et, n'étant plus contenus, ils franchirent partout les limites de leurs domaines (1). »

Toute la partie nord du territoire agenais est attaquée par les seigneurs de Laugnac, de Bajamont, de Plèneselves et de Castelnoubel.

Arnaud de Marmande, le fils d'autre Arnaud de Marmande, seigneur de Castelnoubel, devenu très puissant, se proclama indépendant. En 1306, après avoir secoué le joug, il arrondit son domaine de Castelnoubel aux dépens de la juridiction d'Agen et s'arrogea le droit de haute et basse justice. Les consuls agenais protestèrent et portèrent leur plainte au roi d'Angleterre. Une enquête fut ordonnée. Elle se fit en 1311, et dévoila, en effet, de nombreuses usurpations. Voici ce qu'elle contient, concernant Castelnoubel :

« 7. Item dominus Arnaldus de Marmanda, dominus de Castro novello, a quinque annis citra, nititur uzurpare domino Regi, jurisdictionem suam altam et bassam, in loco vel territorio de Castro novello et illam occupavit et uzurpavit et dicunt aliquid quod a viginti quinque citra quod est in prejudicium et damnum domini nostri regis, ad valorem annuatim (2). »

Arnaud de Marmande commença, ainsi, avec la ville d'Agen, cette lutte interminable, que ses successeurs, seigneurs de Castelnoubel, soutinrent pendant deux ou trois siècles. Il sut se mettre du côté du roi d'Angleterre, qui favorisait les barons portés à soutenir sa cause, plutôt que la ville d'Agen, qui penchait vers le parti français.

En 1315, Arnaud de Marmande recevait une lettre du roi anglais, pour recommander ses envoyés Amaury de Créon et Amanieu d'Albret (3). Cette lettre était adressée en même temps

(1) G. Tholin, *Ville libre et Barons*, p. 17.

(2) *Archives historiques de la Gironde*, t. viii, p. 269.

(3) Rymer, *Fœdera, conventiones, etc.*, t. ii, p. i, p. 84.

à plusieurs seigneurs du pays, notamment à Bernard de Durfort, seigneur de Clermont-Dessus. Rainfred de Bajamont, l'abbé de Gondon, etc.

Au mois d'août 1295, le connétable de France, Raoul de Clermont, donne à Arnaud de Marmande, fils d'autre Arnaud, la terre que tenait sa femme et qui avait été mise sous la main du roi (1).

Vers 1321, Arnaud de Marmande est convoqué pour se rendre auprès du roi d'Angleterre, avec armes et chevaux (2). Le 30 septembre 1324, le roi Edouard lui écrivait en même temps qu'à d'autres seigneurs agenais, pour lui demander de continuer à le servir contre le roi de France (3).

En 1326, nous trouvons un Arnaud de Marmande, seigneur de Taillecavat (Gironde) : ce doit être le même. Il reçoit des lettres de rémission (4). Charles IV ratifia, au mois de décembre de l'année suivante, 1327, ces lettres de rémission, pour toutes les fautes et délits commis à l'occasion de sa rébellion contre le roi de France (5).

Vers le même temps, vivait un Raymond Bernard de Marmande, parent d'Arnaud et seigneur comme lui de Virazeil et Lusignan. Il adressa au roi une pétition, pour obtenir la terre de Blanquefort, en dédommagement de ses châteaux de Virazeil et de Lusignan, détruits. « En la guerre de Gascogne, dit-il, tant comme elle a duré avec dix hommes d'armes à cheval, trente-trois servants à pié et par reson de l'avant dit service, ledit Remon a perdu ses terres qui valent dix mille livres de tournois par an, et son chastel de Lesingan et son chastel de Virazeil sont abattus par les Franceis (6) »

Un membre de cette famille, Pierre de Marmande, fut sénéchal d'Agenais, pour le roi d'Angleterre de 1316 à 1323.

(1) *Notes sur le château, les anciens seigneurs et la paroisse de Mauvezin*, par l'abbé Alis, p. 304. — Agen, Michel et Médan, 1887.

(2) Collection Bréquigny, t. LXXI, p. 1.

(3) Rymer, *Fœdera*, etc., t. II, p. II, p. 111.

(4) Coll. Bréquigny, t. LXXII, p. 156.

(5) Trésor des Chartes, reg. 64, n° 647. Voir l'abbé Alis, *loc. cit.*

(6) Ph. Tamizey de Larroque, *Notice historique sur Marmande*, p. 38.

LES DURFORT. — La famille de Marmande resta fidèle au parti anglais, et cette fidélité, sans doute, lui fit perdre Castelnoubel, qui passa bientôt aux Durfort.

Le 29 août 1351, Charles le Mauvais, roi de Navarre, lieutenant du roi de France en Gascogne, donna à Arnaud de Durfort toute sorte de juridiction haute et basse à Bajamont et à Castelnoubel, excepté la souveraineté (1),

Cette donation n'était pas une récompense de la fidélité des Durfort, envers le roi de France. Arnaud de Durfort, en particulier, avait presque toujours combattu sous la bannière anglaise. La veille même de ce jour, Charles de Navarre lui accordait son pardon, pour avoir embrassé la cause de l'ennemi (2). Il voulait donc s'attacher un seigneur redoutable pour en faire un puissant allié.

Mais les consuls agenais virent cette donation de mauvais œil. Ils protestèrent énergiquement, prièrent le roi de Navarre de revenir sur cet acte. La délibération qui se tint à ce sujet fut très ferme « hom requerra al dict Rey de Navarra que el o revoque. si facha e el cas en que los o done e revocar no o vulha, que hom o mene en Franssa o alhors be e regeament e a forcidament als propis despens de la dicha ciutat d'Agen e dels abitans daquela, en la melhor manera que far se poyra (3). »

Les agenais avaient de bonnes raisons pour prendre cette attitude. Ils n'avaient pas oublié l'humiliante défaite qu'ils avaient subie devant Bajamont, le 28 juillet 1346 et la forte rançon imposée pour le rachat du sénéchal Robert de Houdestot, fait prisonnier dans cette malheureuse affaire (4). Mais par-dessus tout, défenseurs des droits de la cité, ils étaient chargés de veiller sur son territoire, si souvent attaqué par les turbulents et avides seigneurs du voisinage et parmi ces derniers Arnaud de Durfort n'était pas le moins audacieux.

(1) Arch. du château de Lafox, Inventaire de 1709. — Arch. municipales d'Agen, FF. 137. Transaction entre Arnaud de Durfort et les consuls d'Agen.

(2) Biblioth. nat. JJ. 81, n° 658. *Hist. du Languedoc*, édit. Privat, t. ix, p. 268, note.

(3) *Jurades de la ville d'Agen*, publiées par M. A. Magen, p. 249.

(4) G. Tholin, *Ville libre et Barons*, p. 37.

La famille de Durfort était une des plus anciennes et des plus puissantes de l'Agenais. Son origine est assez incertaine. Les généalogies diverses que l'on a publiées sont insuffisantes et remplies d'erreurs.

Elle se divisa en plusieurs branches dont une, celle de Duras, la seule à ma connaissance, s'est continuée jusqu'à notre époque. Celle de Bajamont, qui me paraît être la branche aînée, est presque totalement inconnue. Le Père Anselme n'a pu la suivre que jusqu'en 1467. M. G. Tholin, dans son ouvrage si intéressant, *Ville libre et Barons*, a donné, sur elle, de précieux renseignements. Les notes qui vont suivre contribueront, je l'espère, à mieux la faire connaître.

Arnaud de Durfort qui venait de recevoir Castelnoubel avec la justice haute et basse, était fils de Rainfroid. Celui-ci, fils d'autre Rainfroid, était un des plus redoutables et acharnés adversaires de la ville d'Agen. Depuis plusieurs années, il avait, aux dépens de cette dernière, augmenté son domaine, de la paroisse de Cassou et de Saint-Denis, du côté de Castelnoubel et de Sainte-Foy de Jérusalem, Serres et Bajamont, du côté du château de ce nom. Une sentence rendue à Langon, en 1334, par quatre commissaires nommés par les rois de France et d'Angleterre, ordonnait la restitution de ces paroisses à la ville. Il fut difficile de la faire exécuter. Plusieurs consuls agénais se rendirent au château de Bajamont et s'adressant à Géraud de Saint-Lanne, qui en était gouverneur, en demandèrent l'exécution (1). Saint-Amans prétend que Saint-Lanne leur donna satisfaction (2). La pièce visée par Saint-Amans n'existe plus. En tout cas, Saint-Lanne fut désavoué par son maître, et Rainfroid de Durfort resta sourd à toutes les sommations.

De très graves accusations pesaient sur lui. « Il a tué ou blessé trois sergents royaux, Bernard, Arnaut Trosset et Julien. Il a déchiré les lettres royales que lui présentait Pierre de Soloyre, sergent royal. Il a élevé des fourches patibulaires, établi un marché nouveau, sans autorisation, il a levé des im-

(1) Arch. municipales d'Agen, FF. 136.

(2) *Histoire ancienne et moderne du département de Lot-et-Garonne*, par Saint-Amans, t. 1, p. 192 et 193.

pôts sur les paroisses de Sainte-Gemme, Sainte-Foy, il a violé ou fait violer des jeunes filles et des veuves, il a dressé des embûches aux gens du roi, etc. (1). »

On lui ordonne de comparaître devant le sénéchal, sous peine de confiscations de ses biens. Mais la citation faite deux fois, au mois de juillet, au son des trompes et au devant de la porte du château de Bajamont, fut inutile. A l'abri des fortes murailles de son château, Rainfroid se moquait du sénéchal et de ses menaces.

Malgré cela, deux ans après, il est en excellents termes avec R. de Rabastens, le sénéchal. Voyant sans doute qu'il n'obtenait rien par les menaces, celui-ci essaya d'un autre moyen. Il accorda rémission complète de tous les crimes dont était accusé Rainfroid de Durfort, moyennant restitution des paroisses susdites. De fait, en juin 1336, Pierre de Galard, maître des arbalétriers et Pierre-Raymond de Rabastens, sénéchal d'Agenais, à la supplication de Rainfroid de Durfort, accordent à plusieurs chevaliers de l'Agenais et du Condomois, rémission pleine et entière de la peine encourue pour avoir servi sous la bannière anglaise (2).

Rainfroid de Durfort disparut quelque temps après.

Son fils Arnaud, le nouveau seigneur de Castelnoubel, avait lui aussi apporté son concours aux anglais. En punition de sa rebellion, le roi de France confisque ses terres et les donne à Guillaume Amanieu de Madaillan. « Considérant les pertes faites par Guillaume Amanieu de Madaillan, seigneur de Roazan, car les anglais occupent la plupart de ses terres, lui faisons donation de tous les biens qu'Arnaud de Durfort et ses enfants possédaient en la sénéchaussée d'Agenais et de Gascogne, comme rebelles au roy, par lettres du roy de Bohême, lieutenant du roy en Gascogne, données à Marmande le 15 juin 1338, confirmées par le roy à Maubuisson, en mars 1338 (3). »

(1) Archives municipales d'Agen, FF. 136. — G. Tholin, *loc cit.*, p. 28.

(2) Laplagne-Barris, *les Seigneurs Gascons*, t. II, p. 254. — Bibl. nat. JJ. 70, n° 2.

(3) M. Campagne, *la Maison de Madaillan*, p. 54. Bergerac, Castanet.

Il était facile de donner ainsi, sur le papier, les biens d'un seigneur rebelle. Mais la plupart du temps la donation n'était pas suivie d'effet, le propriétaire sachant défendre son bien et le faire respecter. Durfort était puissant et la donation du roi de France semble avoir été vaine.

De fait, en 1341, Arnaud de Durfort fortifie activement Bajamont. Pour réparer les dégâts des dernières guerres, et en prévision des hostilités qui s'annonçaient prochaines, il fortifia son château dont il avait confié la garde à Guillaume de Caumont. Il fut même accusé par les consuls d'Agen d'avoir forcé les habitants de la juridiction à participer à ces travaux « ad claudendum et fortificandum locum ». Il se défendit en soutenant que ces travaux avaient été exécutés au temps de la guerre. Mais l'année suivante, Jean, évêque de Beauvais, fut obligé de s'opposer à ces nouvelles réquisitions (1).

Le château de Raymond devint très fort et put résister quatre ans après aux troupes du sénéchal envoyées pour s'en emparer. Au mois de juin 1346, Robert de Houdetot, sénéchal d'Agenais, décida d'aller assiéger Bajamont. Il en avait reçu très probablement l'ordre de Jean, duc de Normandie. Les agenais lui envoyèrent, une première fois, 200 soldats couverts d'armures et cent arbalétriers (2). Une seconde fois, le 1^{er} juillet, 100 autres arbalétriers, enfin le 26 ils décidèrent que chaque maison fournirait un homme ou bien 200 hommes solides et bien armés, sous la conduite des consuls (3). Le 18 juillet, Othon de Montaut, châtelain de Penne, recevait du duc de Normandie l'ordre de se joindre à la troupe du sénéchal pour aller assiéger Bajamont (4).

« En ce temps-là Robert de Houdetot, seneschal d'Agenois, ala assiéger un chastel à une lieue de la cité d'Agen appelé Bajamont, et avait bien en sa compagnie quatre cens combatans. Mais à un point du jour, l'archediacre Durfort a tout grand foi-

(1) Arch. municipales d'Agen, FF. 137. Deux pièces, l'une du 25 août 1341, l'autre du 24 juillet 1342.

(2) *Les Jurades de la ville d'Agen*, par Magen, p. 71.

(3) *Ibidem.*, p. 73.

(4) Arch. municipales d'Agen, EE, 54.

son d'anglais lui vint courre seure, et remist le seneschal d'Agenois en belle ordonnance, et fut la bataille grand et dure, mais Français furent desconfiz et plus part mors et pris. Et fut prins ledit sénéchal d'Agenais mout vaillamment, car onques ne se rendi, mais fut à force emmené dedans le chastel (1). »

L'archidiacre, nous disent E. et A. Molinier, s'appelaït Rainfroid de Durfort. C'était sans doute un frère d'Arnaud, en tout cas un très proche parent (2).

La rançon du sénéchal fut fixée à 10,000 écus d'or. Les ageneais se devaient de contribuer à son rachat. Mais la ville était pauvre, en outre la nécessité de compléter les remparts se faisait sentir vivement. Cependant sur 2,000 livres tournois accordées par le duc de Normandie, on décida d'en distraire 1,000 pour la rançon de Robert de Houdetot (3).

Aussi, ne faut-il pas s'étonner de la protestation énergique des ageneais, contre la donation de Castelnoubel faite par Charles le Mauvais à Arnaud de Durfort. Cette donation lésait gravement les intérêts et les droits de la ville, réveillait les vieilles querelles et augmentait la puissance d'un adversaire déjà très fort.

Charles le Mauvais avait voulu, évidemment, attirer Arnaud de Durfort à la cause française. Il y réussit pour un temps. Mais bientôt, Arnaud revint aux anglais plus puissant que jamais.

La protestation des ageneais ne fut pas platonique. Les consuls de la cité étaient des hommes d'action. Dans la Jurade du 4 novembre, il est décidé que « la circonscription de Bajamont et des paroisses environnantes serait visitée par le bailli royal, qui fera apposer sur les limites, en signe du droit de la commune, des panonceaux aux armes du Roi et dresser des fourches patibulaires, auxquelles on pendra un homme condamné à mort, qui se trouve dans les prisons d'Agen. On fera signifier à Arnaud de Durfort la sauvegarde octroyée à la ville, on

(1) *Chronique Normande du XIV^e siècle*, publiée par A. et E. Molinier. Société de l'Histoire de France, p. 73. Paris, Renouard, 1882.

(2) *Ibid.*, p. 271. — Bibl. nat., JJ. 77, n° 329.

(3) G. Tholin, *Ville libre et Barons*, p. 38.

abattra les potences qu'il a fait élever sur les limites de la juridiction de la commune, et il sera ajourné, en sa qualité de bourgeois d'Agen pour prêter serment de fidélité ainsi que les habitants des paroisses voisines... Et l'on fera des pieds et des mains pour défendre et conserver la franchise et la juridiction de la ville en leur intégrité, dut-on y employer toutes les ressources municipales (1). »

« On députera vers le roi de France pour obtenir la révocation de la donation faite au préjudice de la juridiction et de la franchise de la ville par le Roi de Navarre, à Arnaud de Durfort (2). »

Deux jours après, le bailli royal, accompagné d'un consul et de plusieurs habitants, se transporte sur les paroisses d'Artigues, Serres, Sainte-Genme, Sainte-Foy, Bajamont, Cassou. Il fait planter sur les limites des panonceaux aux armes du roi et détruit les fourches patibulaires dressées par Arnaud de Durfort (3).

Mais celui-ci, aidé de Bernard de Durfort et de Seguin Trosset, du parti anglais, renverse les panonceaux royaux et dresse d'autres potences (4).

Les consuls n'abandonnèrent pas la lutte. Ils décidèrent, le 12 mars 1352, d'écrire au roi, au sujet de cette affaire et aussi pour lui demander de ne pas confirmer le don fait par Charles, roi de Navarre (5).

L'Agenais fut réuni à la couronne de France, par le roi Jean, en 1354. Mais quelques années après, à la suite de revers sans précédents, le traité de Bretigny livrait notre pays à l'Angleterre (8 mai 1360). Trois ans plus tard, les délégués de la paroisse et les seigneurs prêtèrent serment au roi anglais, dans la cathédrale de Bordeaux, Arnaud de Durfort et ses fils furent du nombre.

(1) *Jurades de la ville d'Agen*, par Magen, p. 253.

(2) *Ibidem*, p. 254.

(3) *Ibidem*, p. 254. — G. Tholin, *Ville libre et Barons*, pp. 41, 42.

(4) *Jurades de la ville d'Agen*, par Magen, p. 256. — G. Tholin, *loc. cit.*, p. 42.

(5) *Ibidem*, p. 311.

Grâce à la donation de Castelnaud, Arnaud de Durfort avait agrandi son domaine. Il s'empara des paroisses de Cassou et de Saint-Denis, Las Gourgues et Mérens. Les agenais protestèrent, de nouveau, contre ses usurpations. Le Prince Noir écouta leur requête et ordonna, en 1364, de faire droit à leur demande (1).

(A suivre.)

J.-R. MARBOUTIN.

(1) Arch. municipales d'Agen, FF. 137. — G. Tholin, *loc. cit.*, p. 47.

L'ABRÉGÉ DE L'HISTOIRE DE ST-MAURIN

par un religieux bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur

L'abrégé de l'histoire de l'abbaye de Saint-Maurin, ordre de Saint-Benoît, par un religieux bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur, porte la date de 1676. Cette notice, très rare, est imprimée sous forme de tableau, sur une feuille in-plano. La bibliothèque nationale en possède un exemplaire qui fait suite à un manuscrit de dom du Laura (*Histoire de Saint-Maurin* : Fonds latin, n° 12829).

Dom du Laura paraît être l'auteur de cet abrégé. C'est ce qui semble résulter de la lettre suivante qu'il écrivait de Saint-Maurin, le 7 janvier 1673, au R. P. Mabillon, religieux bénédictin en l'abbaye de Saint-Germain des Prés, à Paris (1).

« *Pax Christi.*

MON RÉVÉREND PÈRE,

.....Quant aux abrégés, si le très Révérend Père, supérieur général, trouve bon qu'on les imprime et que votre révérence veuille prendre la peine d'en avoir soin, il me semble, sauf meilleur avis et sans préjudice de ce qu'on y pourra ajouter ou diminuer : qu'il faudrait mettre dans le titre Carte historique et non pas, comme il y a, Carte de l'histoire.

Je voudrais encore y ajouter quelque chose.

1° A la première colonne, article dernier, à ce mot : Réformée, je voudrais qu'il y eût : par les pères de la Congrégation de Saint-Maur lesquels y entrèrent par la faveur de l'abbé Mangot vers la fête de Saint-Martin de l'année 1651, depuis lequel temps ils y travaillaient au parfait rétablissement de ses bastiments, et entre autres le révérand père Dom Nicolas Marcillac qui mit la première pierre

(1) Cette lettre se trouve, avec quelques autres, jointe au manuscrit de l'histoire de Saint-Maurin, Bibliothèque nationale, fonds latin, n° 12829.

de la muraille de la clôture de notre jardin, le 21 may de l'année 1669 en laquelle il en était prieur depuis 1663 comme il l'est presentement de l'abbaye d'Eysses les Villeneuve d'Aginois.

2° Dans le catalogue des abbés, après ces mots : Guillaume de Belpuch en 1238, faudrait mettre : Cet abbé augmenta beaucoup les revenus du monastère, car il acquit les dixmes de Tairac, de Saint-Xist, de Gandaille ; et un peu plus bas, après les mots pour prendre en son nom possession des tailles..., faudrait mettre : que lui devaient délivrer de la part de Philippe le Bel, roi de France, Robert, duc de Bourgogne et Radulphe, seigneur de Stelée et conétable de France.

La Procuration est du 26 avril 1286, ce qu'il est bon d'exprimer.

3° Dans la seconde colonne, à ce mot, *brulée*, faudrait mettre, premièrement par les anglais avec le reste du monastère, comme nous avons vu cy-dessus, à ce mot ruinée ; secondement par les calvinistes...

4° A ce mot desolée, doivent correspondre ceux-ci : en l'an 1580 par les hérétiques lesquels pour n'y laisser rien qui put servir au service divin abatirent l'autel qui y restait seul de neuf qu'il y en avait auparavant et enlevèrent la cloche qui y restait aussi seule dans le clocher de six qu'il y avait seize ans devant, dont l'une pesait 50 quintaux.

Voilà mon révérand père ce dont je me soucie pour le present au sujet de cette carte : il en faut mettre autant à la latine et comme il y a encore quelque diversité entre les deux, il faudrait chosir de l'un et de l'autre ce qu'il y a de mieux et les conformer.

Pardonnez, je vous prie, la peine que je vous donne pour refaire entièrement ces cartes et l'argent qu'elles coûteraient de port m'empêche d'y travailler.

Je vous souhaite une parfaite guérison et la bonne année...

Je suis toujours, mon révérand père, votre très humble et très affectionné confrère.

J.-ESTIENNE DULAURA, M. B.

A Saint-Maurin, le 7 janvier 1673.

Trois ans plus tard, en 1676, l'abrégé de l'histoire de l'abbaye de Saint-Maurin était imprimé. Les corrections réclamées par du Laura dans sa lettre à Mabillon sont faites

dans le texte définitif, ce qui confirme que du Laura est bien l'auteur du travail que nous publions aujourd'hui (1).

L'abrégé de l'histoire de Saint-Maurin est complété par la liste des abbés, celle des bienfaiteurs de l'abbaye et celle des bénéfices en dépendant.

ABRÉGÉ

DE L'HISTOIRE DE L'ABBAYE DE SAINT-MAURIN

Ordre de Saint Benoît

A pour patron

Saint Maurin, qui naquit dans Agen, d'Eunice qui en estoit gouverneur et d'Alabanne, environ l'an 500, fut disciple de Saint-Germain, évêque de Capoue, qui, l'ayant fait diacre, le renvoya par ordre du ciel en son pays où il fit de grands miracles et convertit beaucoup de monde. Enfin il fut martyrisé à Lectoure, par commandement du préfet Valdūan, environ l'an 530.

Doit sa fondation

A quelques religieux particuliers, soit qu'ils eussent mené auparavant une vie hérémétique, soit qu'ils fussent venus à dessein s'y établir. C'est ce qui me semble de plus vray-semblable : en celà, ny

(1) Dans sa notice sur *les Abbés de Saint-Maurin en Agenais*, par Dom Du Laura, publiée et annotée par Ph. Tamizey de Larroque (*Annales du Midi*, vii, 1895 et tirage à part à 75 exemplaires, Toulouse, Ed. Privat, 1895), notre savant et toujours regretté compatriote gontaudais signale dans sa Préface, page 8, cet *Abrégé de l'Histoire de Saint-Maurin*, et, comme M. Vacquié, n'hésite pas à l'attribuer à Dom Du Laura. Il en donne pour preuve de sa conviction une lettre de Dom Mabillon à Dom Audebert, du 6 juin 1692, où il lui fournit d'intéressantes explications sur la manière de dresser ces cartes ou tableaux historico-monastiques, et à la fin de laquelle il ajoute : « Dom « Estienne Du Laura me mande qu'il achève l'histoire de Saint-Maurin. Je « l'ay prié d'en dresser un Abrégé pour la Chambre commune, suivant le « projet que j'ay pris la liberté d'insinuer à V. R. » « Ne semble-t-il pas, ajoute « T. de L., que nous trouvons dans ce passage la preuve certaine que le pla- « card en question est de Dom Du Laura ? Il a promis en 1672 à Mabillon de « l'exécuter et il a tenu sa promesse en 1676, après qu'il eut terminé sa grande « histoire et qu'il eut ainsi plus de facilités à en faire un Abrégé exact. Cela « me paraît incontestable. » Et à nous aussi, ajouteront sans hésiter tous les lecteurs.

la tradition, ni nos papiers ne nous apprenans pas qu'elle ait eu de fondateur spécial, outre qu'elle n'a acquis ses revenus que peu à peu et par succession de temps, pourtant que les seigneurs de Clermont-Dessus ayans esté les plus grans bien-faiteurs au moins que nous scachions, je leur donnerais cette gloire plutôt qu'à tout autre.

Est située

A l'extrémité du diocèse d'Agen et proche des limites de celui de Cors, qu'elle semble estre le noe deux. Elle est entre l'orient et le septentrion de la ville d'Agen de laquelle elle est éloignée de trois lieues, et d'une lieue et demy de la Garonne, entre Puymirol et Boville.

Etait bâtie

Avant l'an 1040 et partant il y a plus de six cent trente ans, quoi que nous ne sachions pas l'année de sa fondation.

Fut réparée ou agrandie

Environ l'an mil quatre-vingt-dix, du temps de l'abbé Otton, auquel un certain Guillaume d'Osme permit de prendre tout le bois nécessaire pour cet effet dans la forest d'Aviol, qui était au lieu de Cornillas entre La Lande et Valence (1).

Prise et pillée

En l'an 1345, par les Anglais qui vinrent en Guyenne, sous la conduite du comte d'Erly, lesquels se saisirent, entre autres, du monastère et prieuré de la Lande qu'ils ravagèrent avec presque toutes les dépendances.

Rachetée

Peu après, moyennant une grosse somme que l'abbé Guillaume troisième conta à ses usurpateurs.

Ruinée

L'an 1355 ou 56 par l'armée d'Edouard, Prince de Galles, qui y

(1) Guillaume d'Osme renonça volontairement de l'avis et consentement de ses enfants en faveur de l'abbé Otton et des habitants de Saint-Maurin au mas appelé communément Cassinias et à toutes les terres des environs. De plus il donna à l'abbaye et permit aux religieux, présentement et dans l'avenir, de prendre dans le bois d'Aviol, au lieu de Corneillas, tout ce qui est nécessaire pour bâtir l'église et le monastère et pour faire la vaisselle vinaire, comme aussi d'y pouvoir faire paître 60 pourceaux chaque an. L'abbé donna au susdit Guillaume, en reconnaissance de ce don, un cheval, une cuirasse et dix sols. Les témoins de l'acte furent Masfred de Cardelux, Bernard de Falguières et Gaubert Forti.

mit le feu, lequel outre les titres et les batiments brula encore huit ou dix religieux en haine de ce qu'ils tenaient le parti du Roy de France et ne voulaient pas reconnaître le roi d'Angleterre pour souverain. La ville de Saint-Maurin et l'église paroissiale eurent un même sort que l'abbaye ; si bien que les habitants voulurent aller chercher logis ailleurs, mais l'abbé et les quatre religieux qui restaient de 17 qu'ils étaient, 21 au paravant, les retinrent par le moyen des privilèges qu'ils leur accordèrent, dont on dressa le coutumier en 1258 (1).

Rebâtie par les abbés

Hugue de Tilhet qui commença à la remettre environ l'an 1448, dès d'un siècle après la destruction mais qui, à cause de la pauvreté ne logea 12 ou 13 religieux, qu'il avait presque tous recus, qu'en des chambres faites de torchis avec des séparations de tables.

Bertrand de Lustrac qui fit construire le château abbatial, environ l'an 1500. Il a 105 pieds de longueur de façade et 4 étages dont le troisième à main droite est une sale de 43 pieds de long, sur 22 de large ; à main gauche est le département de l'abbé. Entre deux est la chapelle qui a trois petites voutes en augive de 15 pieds de long sur 9 de large ; une grande partie de ces voutes est dorée et le reste de la chapelle est peint.

Jean de Lustac qui fit batir : 1° le cloître qui a 72 pieds de long sur onze de large, il est pavé de belle pierre et vouté en augive, sa hauteur est de 15 pieds. Au-dessus il y a des galeries pavées de même qu'on peut bien appeler un cloître haut ; 2° le Chapitre qui est au nord et a 35 pieds de long sur 20 de large, son pavé et sa voûte sont semblables à ceux du cloître ; 3° le dortoir des religieux de 145 pieds de long sur 30 de large. Il a quatre étages et la galerie qui est au troisième est large de onze pieds. L'aspect de deux chambres est à l'orient et celui des autres huit au midy. Tous ces batimens sont de pierre, terminés par une tour carrée, furent faits en suite des Arrêts du Parlement qui y condamna cet abbé et achevés en 1444 ou 45.

Souvent pillée

Depuis l'an 1565 jusqu'à 1580 par les Calvinistes, l'un desquels

(1) Les coutumes furent confirmées en 1491 par Bertrand de Lustrac, abbé de Saint-Maurin. Elles ont été publiées en 1890 par Emile Rebouis, avocat, archiviste paléographe. (Paris, 1890, Larose et Forcel édité.).

jetta durant ces malheurs un religieux de sa fenêtre en bas, où il le massacra (1).

Détenue

Durant trois mois de l'an 1580, par les mêmes hérétiques, lesquels Jean de Carbonnières, sieur du Plessy et enseigne de la compagnie de cent hommes d'armes des ordonnances du Roy, du maréchal de Biron, en chassa et en prit la charge le 15 août de la même année. Mais comme il ne pensait aussi qu'à la piller et que ces soldats y comettaient divers excès, jusqu'à maltraiter à coups de baton le recteur de Cambot, économe de l'Abbé, le maréchal à la prière du même Abbé la commit au seigneur de Brassac lequel enfin en retira le capitaine d'Angosse qu'il y avait mis avec quinze soldats et remit aux religieux le 1^{er} août 1581.

Rendue inhabitable

En l'an 1586, à l'occasion des guerres des Huguenots durant lesquelles les 11 religieux qui y étaient en 1565 étant décédés ou ayant été tués, notre monastère se vit réduit tantôt à quatre, tantôt à trois et enfin en 1591 à un seul reçu la même année (2).

Mise en meilleur état

Par l'abbé Pierre de Villamon, environ l'an 1615.

A été réformée

Par les pères de la Congrégation de Saint-Maur qui travaillent,

(1) En 1569, les compagnies de Paulhac et Castela vinrent loger à Saint-Maurin et commirent de nombreux excès contre les habitants. Les lieutenants et enseignes enfoncèrent les portes du château abbatial, le pillèrent, distribuèrent le vin de l'abbé, et violèrent même une jeune fille de 25 ans qui était dans le château.

L'année précédente, c'était le capitaine Parasols qui, en octobre, avait pillé l'abbaye et emporté même les canaux de plomb qui étaient sur les toits.

En 1576, le sieur Courtade, hérétique, tint garnison pendant trois mois dans le bourg ; ses soldats emportèrent tout ce qu'ils purent charger.

Le vicomte de Gourdon, en juin 1577, le vicomte de Paulin, en juillet, pillèrent encore l'abbaye.

C'est en vain que l'abbé essaya de mettre en sûreté ornements et meubles au château du seigneur du Bourg de Divisac, en Quercy.

En 1579, les fermiers des dîmes et biens de l'abbaye en chassèrent même les religieux, et se fortifièrent dans le château d'où ils furent enfin délogés en 1580, grâce à l'intervention du maréchal de Biron.

(2) Un procès-verbal daté du 15 octobre 1596, dressé par Jean de Remon, conseiller au présidial d'Agen, député par le Parlement, constate qu'il n'y a que deux religieux et quatre novices dans l'abbaye. On célébrait le service divin dans une chambre du logis de l'abbé, sur une table de bois servant d'autel. L'église était fermée et les portes murées.

depuis la Saint-Martin de l'an 1651 auquel ils y entrèrent par la faveur de l'abbé Mangot, au parfait rétablissement de ses bâtiments et entre autres le Révérend Père Don Nicolas Marillac qui mit la première pierre de la clôture du jardin le 21 mai de l'an 1669, auquel il en était prieur depuis 1663.

L'Eglise est faite

En croix; elle a 144 pieds de long, sur 25 de large. La croisée a 33 pieds de profondeur. Le Presbitère et le chœur sont voûtés, aussi bien que les quatre chapelles, dont les deux qui sont aux extrémités de la croisée vers le levant, sont dédiées à Saint-Joseph et à Saint-Benoist et les autres deux qui sont aux côtés de la nef, au Rosaire, dont l'abbé Villamon y fit établir la confrérie en 1609 et à Saint-Michel. On y descend du côté de l'Occident par 18 grandes marches de pierre.

Fut consacrée

Le troisième janvier 1097, par Symon, évêque d'Agén et Pierre, évêque de Lectoure, au nom de la Très Sainte Trinité et à l'honneur de la Sainte Croix et de Sainte Marie et de Saint Maurin et de tous les saints (1).

Brûlée

Premièrement par les Anglais, avec le reste du Monastère, de quoy j'ai parlé ci-dessus. Secondement par les Calvinistes le 16 décembre 1561. Ils brisèrent les tableaux, les retables, les balustres et ayant fait un monceau de tout et des ornements au milieu de la nef ils y mirent le feu, qui fut si grand, qu'il monta jusqu'à la charpente et la consumma. Les reliques, scavoir deux chefs d'argent dans lesquels il y avait des reliques de saint Maurin et de saint Remège et la chapelle d'argent avaient été cachés quelque temps auparavant.

Troisièmement, par les mêmes quelques années après.

Réparée

Par l'abbé Jacques de Pompadour qui la fit couvrir, redresser les neuf autels, dont sept furent garnis, faire les sièges du chœur,

(1) Une inscription commémorative de la consécration de l'église est gravée sur la tour du clocher (monument historique). En voici les termes : « Anno « millesimo nonagesimo septimo tertio nonas januarii, hanc aulam Symon « sacrauit presut Agenni Cum Petre Lectorensi ep^o in nomine Santæ Trinitatis « et ad honorem Santæ Crucis et Santæ Mariæ et Santi Maurini et omnium « sanctorum Dei. »

meubler la sacristie d'ornements de soie et fournit le chœur de livres ce qui est achevé au mois de mars 1566, en vertu des arrêts du Parlement obtenus par les religieux.

Désolée

En l'an 1580, par les mêmes hérétiques, lesquels même, pour ne rien laisser au culte divin, renversèrent l'autel qui restait déjà seul des neuf dont je viens de parler et enlevèrent la cloche qui restait seule au clocher de six, qu'il y avait il y a seize ans.

Délaissée

Plus de dix ans avant l'an 1596, auquel ses portes furent ouvertes, après avoir été murées durant ce long temps. D'où on peut conjecturer auquel état elle était. Je dirai seulement que les religieux recommencèrent à y faire le service divin en 1601, et qu'ils se servirent durant plusieurs années de pierres pour s'asseoir. Le grand autel fut seul consacré le 18 octobre de la même année par le seigneur évêque d'Agen qui y mit les reliques de saint Laurent. Au reste deux ou trois religieux firent durant cet intervalle l'office divin et dirent la sainte Messe dans un coin du cloître saint.

Rétablie

Par l'abbé Pierre de Villamon, lequel pour ne rien dire du reste, en remit les autels, garnit la sacristie d'ornements de soye après 1612 et fit paver le chœur en 1623.

A été embellie

De dorures, tableaux et autres peintures par le Révérent père Ambroise Fauchier, prieur des pères réformés en années 1671-72 et 73.

LISTE DES ABBÉS

ABBÉS RÉGULIERS

1. *Otger* que je mets le premier, non pas qu'il l'ait été, en effet, mais parce que je ne trouve pas les noms de ses prédécesseurs, quoique sans doute il y en ait eu plusieurs. Il vivait environ l'an 1060.

2. *Otton*, qui fit bâtir l'église dont nous nous servons présentement et répara ou amplifia le monastère environ l'an 1080.

3. *Matfred*, orné d'une rare prudence, dont il fit preuve en diverses rencontres. Il eut un différend avec Bernard de Durfort et Guil-

laume Savet, son frère, touchant le marché de Clermont-Dessus, qu'il termina à son avantage. Il gouvernait l'abbaye en 1091.

4. *Guillaume Premier*, surnommé Bertrand, en 1212.

5. *Calsan*, qui conserva au monastère quelques domaines que certains seigneurs voulaient s'approprier en 1231 et obligea en 1233 Gausbert de Tezac et Raymond de Planels, son frère, à confirmer les donations faites aux religieux par leurs ancêtres dont je parlerai plus bas.

6. *Guillaume II de Belpuch*, en 1238. Cet abbé augmenta beaucoup le revenu du monastère, car il acheta les dîmes de Saint-Xist et de Gandaille, etc.... Il obtint de Raymond VII, comte de Tholoze, une place dans Puymirol pour y faire bâtir une maison. De son temps, les chanoines de Saint-Etienne d'Agen contestèrent à l'abbaye certaines dîmes, mais l'affaire fut terminée en sa faveur par Guillaume de Pontoise, évêque d'Agen, le 5 novembre 1254.

7. *Gausbert Girval*, depuis 1259 jusqu'à 1303. Il travailla grandement à éclaircir et assurer les biens du monastère et à distinguer les paroisses et domaines de ceux de ses voisins. Un exemple suffira pour tout. En 1260, il termina le différend qui était avec les seigneurs de Clermont-Dessus, touchant les limites des paroisses de Grayssas, Perville, la Capelle des Bretons et Tairac et y fit mettre les bornes. En 1281, il obtint un aveu de Raymond de Cornelio, évêque de Caors, dans lequel il spécifia les églises de son diocèse qui dépendent de son monastère. Son prédécesseur en avait obtenu un semblable de l'évêque d'Agen en 1254.

Le 26 avril 1286, Edouard III. roy d'Angleterre et duc de Guyenne, étant à Bordeaux, le fit son procureur pour prendre en son nom possession des villes, forts, terres, juridictions et autres choses que Robert, duc de Bourgogne et Raoul, seigneur de Stélie et connétable de France, lui devait délivrer de la part de Philippe le Bel, suivant ce qui avait été arrêté en l'assemblée des Grands du royaume à Paris. Edouard témoigna encore en d'autres occasions l'estime et l'affection qu'il avait pour notre Gausbert et pour son abbaye en 1288. Sans parler du reste, il les prit sous sa protection et sauvegarde spéciale (1).

(1) Le 13 juin 1288, l'abbé avait obtenu d'Edouard, qui était à Condat, des lettres de sauvegarde pour lui et le monastère, ainsi que le privilège de chasser dans la terre de Gaïre et y prendre chaque année dix sangliers et dix chevreuils.

8. *Jourdain*, fort semblable à son prédécesseur, était déjà élu en 1288, il ne se fit pourtant prêter le serment de fidélité par les habitants de la juridiction qu'en 1303, en laquelle année et le 19 septembre il y reçut 130 tenanciers de la terre de Saint-Maurin. Il fit ériger des potences en 1314 au lieu de Brouillols pour punir les anglais habitués dans les villes voisines quand on les surprendrait en courses qu'ils faisaient sur sa terre. Il vivait encore en 1321.

Les prélats et ecclésiastiques de la Province s'étant assemblés en 1302 pour chercher les moyens de se redimer des torts et vexations que leur faisaient les officiers du Roy contre les droits et immunités de l'Eglise, envoyèrent les députés vers sa Majesté dont l'un de ses deux abbés fut le principal ; ils en obtinrent la confirmation de tous leurs privilèges (1).

9. *Guillaume III Ychier*, en 1328. Il éprouva en 1351 la pitié de Charles, roi de Navarre, lieutenant du roy de France en Languedoc, en ce qu'il le déchargea de sa part de l'imposition faite sur les ecclésiastiques du roy comme pour subvenir aux frais de la guerre contre les Anglais qui avaient tellement désolé les terres de l'abbaye, comme j'ai dit ci-dessus, qu'il était dans l'impuissance de satisfaire à cette taxe (2).

(1) Il paraît y avoir eu deux abbés à Saint-Maurin en 1302. D'après Dom du Laura, Gaubert aurait élevé et préparé Jourdain pour la charge d'abbé. Celui-ci, quoique prélat de Saint-Maurin, depuis 1288, ne se fit prêter le serment de fidélité qu'en 1303 par les habitants de la juridiction. Gaubert ne serait donc mort qu'en 1303.

Nous ne pouvons savoir si c'est lui ou Jourdain qui porta la parole devant le Roy en 1302 au nom des prélats et ecclésiastiques de la province.

Quoiqu'il en soit, voici comment Dom du Laura raconte ailleurs cet événement : « Il ne faut pas omettre de signaler un service que l'un des deux abbés rendit en l'an 1302 (ils vivaient tous les deux).

« Les gens de justice de l'Agenais et du Périgord attentaient en ce temps la liberté de l'Eglise et les immunités des ecclésiastiques, mettaient les élèves en prison en exigeant des tailles personnelles, contraignaient les prélats par la saisie de leurs biens de lever les excommunications, tiraient par force les criminels des églises où ils s'étaient réfugiés et attentaient plusieurs autres choses semblables desquelles l'Eglise et ses ministres étaient beaucoup grevés, tellement on résolut de s'en prendre au roi Philippe le Bel. Un de ces deux abbés fut le chef de l'ambassade et porta la parole à Sa Majesté au nom du clergé de la province et sut si bien représenter l'importance de l'affaire qu'il obtint des patentes adressées aux sénéchaux d'Agenais et du Périgord dans lesquelles il leur ordonna de laisser jouir paisiblement l'Eglise et le clergé de tous leurs droits et privilèges... »

(2) C'est sous l'abbatit de Guillaume III qu'eut lieu la funeste bataille de Crécy, en 1346. Après la bataille, le Prince de Galles, dit le Prince noir, écrivit à l'abbé de Saint-Maurin lui demandant les oraisons de quarante-huit

10. *Guillaume VI de Pozals*, en 1354. Il fut excommunié par le cardinal de Saint-Vital que le pape avait envoyé en France, pour n'avoir pas payé la somme à laquelle il avait été cotisé pour son défrayement, il fut absous en 1359, mais à mon avis le cardinal n'eut non plus de son argent que les collecteurs de la taxe dont ie viens de parler. Il obtint en 1364 des lettres de sauvegarde pour son monastère et pour ses sujets de Guillaume Mourgue, sénéchal d'Agen pour le roy d'Angleterre. Il décéda en 1375 (1).

11. *Arnaud d'Ortals*, pourvu de l'abbaye dont il était syndic, par le pape Grégoire XI, le 16 novembre 1375; il obtint du roy Charles V l'église de Puymirol dont les revenus furent unis au monastère. Il mourut en l'an 1402.

12. *Guillaume V de Bursone*, élu conformément au décret du Concile de Bale et en la manière prescrite dans la pragmatique sanction en 1402; le 30 août 1424, il acheta de Jean de la Mote le château de Ferrussac avec tous les domaines, droits et rentes de la somme de 128 écus d'or, outre celle de quatre vingts livres comprises en un autre article, coutant quinze sols pour livre. Il décéda en 1430.

13. *Pierre I^{er} de la Coste* élu en 1430 et béni le 7 décembre suivant par Imbert, évêque d'Agen, dans l'église de Saint-Barthélémy de

heures en actions de grâces. La lettre du Prince noir était conservée aux archives de Saint-Maurin; on y voyait encore ce curieux document sous le second Empire, époque où M. Féart, alors Préfet du Lot-et-Garonne, se le fit remettre par la municipalité et en fit don aux archives de l'Empereur.

Vers cette date, on se battit furieusement dans la contrée. Il y eut de grandes concentrations de troupes anglaises et françaises entre Moyssaguel et Boville, et une grande bataille fut livrée dans la région sur un point encore indéterminé, mais qui ne doit pas être éloigné du lieu dit « La coumbo des Morts », près de Moyssaguel. On se battit également sous les murailles de Lacour, poste stratégique important, et aux environs de l'église de Saint-Julien de Lasserre. L'abbaye fut grandement endommagée par les troupes anglaises ainsi que les dépendances et particulièrement Lalande, près Perville.

(1) C'est pendant l'abbatit de Guillaume de Pozals que se place la destruction de l'abbaye, excepté les quatre murailles de l'église que le feu ne put consumer à cause de leur épaisseur. C'était en l'an 1355 ou 1356; tous les titres de l'abbaye furent brûlés ainsi que plusieurs religieux.

Guillaume de Pozals et les religieux dressèrent en 1358 le coutumier de Saint-Maurin donnant plusieurs privilèges aux habitants. Les consuls, avec le baile du seigneur, rendirent la justice désormais en première instance.

Pendant près d'un siècle, le monastère restera dans un pitoyable état, avec quelques religieux à peine. C'est ainsi que Guillaume V de Bursone fut élu abbé par 3 religieux seulement.

Tournon, en présence de Gérard, abbé de Gourdon et de Guillaume, abbé d'Eysses. Il mourut en 1444.

14. *Hugues de Thilet ou Tilhet*, en 1445. Il était issu d'une noble famille de Rouergue, mais il surpassa la noblesse de sa race, par l'excellence de ses actions. On peut à bon droit l'appeler le Restaurateur de l'abbaye, car il commença le premier à la réparer un siècle après sa destruction. Il y rétablit l'office divin, y recevant pour cet effet 12 ou 13 Religieux. Il recouvra une bonne partie des biens usurpés. En 1450 il obligea un gentilhomme à lui restituer les rentes de Tayrac. En 1467, il réprima les vicaires perpétuels de Saint-Maurin et de Saint-Pierre Delpech qui se voulaient attribuer les dîmes de leurs paroisses et deniaient au Monastère la qualité du curé primitif, et remit à leur devoir les habitants de la juridiction, qui refusaient de lui prêter le serment de fidélité et de lui payer les droits accoutumés. Il fit deux fois hommage à nos Roys des fiefs de l'abbaye, scavoir en 1461 et 1463. Il passa à une meilleure vie en 1481.

15. *Antoine Bretonescques* du diocèse de Limoges, âgé d'environ 60 ans et le plus ancien profès de l'Abbaye lors de son élection qui fut faite par dix religieux, prêtres, le 1^{er} may 1511, pour ses bonnes mœurs et vie religieuse, car ses parents étaient du commun peuple. Il fut leur septième enfant mâle. Je le mets ici pour ne pas interrompre le catalogue de nos abbés Réguliers dont il a été le dernier, encore qu'il n'ait succédé qu'au second commandataire le pape Jules II n'ayant pas eu le temps de faire expédier les bulles au troisième (1).

ABBÉS COMMANDATAIRES.

1. *Herman de Lustrac*, protonotaire apostolique de la noble famille de Lustrac dans ce diocèse. Il prit possession de l'abbaye : 1474 et s'en démit en 1481, en faveur de son neveu (2).

2. *Bertrand de Lustrac*, qui obtint ses bulles le 23 janvier 1481 ;

(1) Antoine Bretonescas fut le dernier abbé régulier et ne jouit de l'abbaye qu'environ deux ans. Il fut élu par le chapitre quatre jours après le décès de Bertrand de Lustrac.

(2) Herman de Lustrac porta très longtemps le titre d'abbé de Saint-Maurin sans en tirer les revenus, honoré de cette qualité dès 1425; mais les religieux se maintinrent contre lui et il ne put prendre possession de l'abbaye qu'en 1474 après le décès de Hugues de Tilhet.

le 5 juillet suivant il reçut au serment de fidélité Jacques Souilhagon, Pierre Chadirac, Jacques Mourgues et Dieudonné Foissac, consuls, avec Antoine Gilis et 50 habitants de la Terre, faisant tant pour eux que pour tous les autres. Il fut ensuite évêque de Lectoure, décéda dans le château abbatial qu'il avait fait bâtir le 27 avril 1511 et fut inhumé à côté de l'Evangile de notre maistre Autel (1).

3. *Jean de Lustrac*, neveu de Bertrand qui obtint ses bulles le 19 mars 1513 et prit possession le 18 septembre suivant, fit hommage au roi en 1514, changea avec son frère, François de Lustrac, la juridiction de la Lande pour la baronie et justice de Moyssaguel le 27 janvier 1549. Il fut sacré évêque de Périgueux dans le chœur de notre église. Il avait fait son testament en 1546 par lequel il ordonnait entre autres choses qu'au jour de son enterrement on habillerait 13 pauvres de noir et 13 de blanc et que tant en ce jour et à la fin de l'an on appellerait 500 prêtres qui diraient la sainte Messe pour lui ; que ses héritiers en feraient dire 3000 autres et distribueraient 5000 livres aux pauvres, pour le repos de son âme. Il décéda après le 15 juillet 1550.

4. *Geofroy de Pompadour* lui succéda et en l'évêché et en l'abbaye, mourut en 1552 âgé de 56 ans.

5. *Jacques de Pompadour*, neveu du précédent, grand archidiacre de Périgueux, aumônier ordinaire du Roy, des 14 parti-prenant, prit possession de l'abbaye le 12 juillet 1553; huit jours après il se fit prêter le serment par Antoine du Fraysse, Antoine Ribes, Jean Bersilh et Bernard Dardis, consul, au nom de tous les habitants. Il plaida longtemps contre les Religieux, lesquels outre ce que j'ai dit cy-dessus le firent condamner au parlement le 10 mai 1564 à remettre leur nombre ancien de 17 dans le monastère et d'y établir la réforme. Mais il fit tant qu'il éluda l'un et l'autre chef. Les Religieux pourtant poursuivirent en sorte le second article qu'au mois d'octobre 1596, deux pères de l'ordre firent par autorité de la Cour des réglemens pour rétablir la discipline régulière dans l'abbaye. Il aliena les rentes que le monastère possédait à Puymirol, Tayrac, Saint-Jean de Thurac, Saint-Romain, Laspeyres, Moyssaguel, Rocquécour, et vendit une cloche de 50 quintaux pour satisfaire aux

(1) Bertrand de Lustrac n'était âgé que de 16 ans et étudiait le droit Canon, à Toulouse, lorsque le pape l'investit de l'abbaye. Il fut nommé en 1548 évêque de Lectoure et sacré dans le chœur de l'église abbatiale par Pierre de Visquères, évêque de Nicopolis.

diverses impositions faites de son temps sur le clergé. Il quitta la terre en 1591.

Après son décès, l'Abbaye tomba entre les mains de quelques usurpateurs (1).

6. *Pierre II de Villamon*, natif d'Agen, pourvu en 1604. Il remit l'église et le monastère que les Huguenots avaient entièrement désolés. Il passa trois transactions avec des amphiteotes pour le règlement de ses droits 1606-1612-1618, lesquelles s'observent encore. Il eut un grand soin de retirer les titres de l'abbaye des mains de diverses personnes. Il était fort aimé et respecté de tout le pays qui le regretta grandement après son décès arrivé le 19 septembre 1633.

7. *Mathurin Mangot*, conseiller du roy et maître des requêtes de son hôtel, obtint ses bulles le 26 janvier 1634. Sa mémoire est en bénédiction en ces quartiers pour ses libéralités envers les pauvres, mais il immortalisa son nom en introduisant dans ce monastère les pères de la Congrégation de Saint-Maur, en faveur desquels il fonda en 1656 une messe basse chaque jour à perpétuité (2).

8. *Messire Edouard Vallot*, évêque de Nevers, qui y préside depuis 1660 (3). Nous avons l'obligation à ce prélat d'avoir remis dans l'abbaye presque tous ses papiers qui avaient été portés à Paris depuis longtemps.

AYMARD VACQUIÉ.

(A suivre.)

(1) Après le décès de Jacques de Pompadour, les bâtiments furent en partie détruits ; l'abbaye resta plusieurs années sans abbé, sans prieur, sans religieux. Les revenus furent mis au pillage, et en tous cas ne furent pas employés comme biens d'église. Successivement portèrent la qualité d'abbés dom Charles de Charnant (Lacombe procureur), Léon de Durfort (Jean Boulet, procureur), et de Bor qui se démit de l'abbaye en faveur de Pierre de Villemon ; mais aucun n'eut les bulles de nomination.

(2) Après le décès de l'abbé Mangot, survenu en 1658, le 25 juillet, un certain Alexandre Tolconat jouit quelques temps de l'abbaye, mais il en fut débouté par arrêt du grand conseil du 30 septembre 1660.

(3) Edouard Vallot était également abbé de Nogent. Il mourut en 1705.

UN MUSÉE D'ART CHRÉTIEN HISPANO-MEXICAIN

LES COLLECTIONS DE L'ABBÉ LANUSSE, A TONNEINS

Sculptures

Réservant les ivoires pour un chapitre particulier, je décrirai à part deux ou trois sculptures qui seraient remarquées dans les plus riches musées.

D'abord un buste de christ, la tête penchée, le torse nu, reste d'une très belle sculpture normande — c'est ce que déclare une étiquette trop laconique — du ^{xiv}^e siècle sans doute, en marbre ou en pierre très fine d'une teinte presque noire. Dans la même pierre a été sculpté un tout petit personnage nu, représentant, selon toutes les probabilités, l'âme d'un mort que les anges emportent au ciel. On est donc en droit de supposer que ces très beaux restes de sculpture médiévale ont appartenu à un somptueux tombeau sous arcade, enrichi de bas-reliefs et de statues.

D'un art bien inférieur mais plein d'accent dans sa rudesse, est un grand chef reliquaire en bois sculpté et peint, qui se voit à côté de la tente de l'aumônier. La tête est pourvue d'une grande barbe et de cheveux ondulés sculptés en touffes parallèles; les pointes des moustaches et de la barbe s'entrecroisent presque comme celles des personnages sculptés sur les chapiteaux de l'hôtel de ville de Saint-Antoine et sur les pieds droits du porche de la cathédrale de Moissac. D'ailleurs, si la tête est soigneusement traitée, les épaules et la poitrine sont à peine modelées; à partir du cou le buste participe du tronc d'arbre dans lequel il fut taillé, mais les détails du vêtement avec ses orfrois sont suffisamment indiqués par la peinture, assez bien conservée encore. Le dessin de l'étoffe est indiqué par de petits

triangles rouges, diversement disposés entre des rinceaux verts.

L'intérieur du buste est creux, ajouré d'une ouverture circulaire, au milieu de la poitrine, et fermé, dans le dos, par une petite porte qui fut pourvue d'une serrure au ^{xvii}^e siècle.

Dans cette cavité est déposée une note indiquant que ce reliquaire a été trouvé dans le sable, au bord du Lot, et qu'il doit provenir d'une église démolie par la grande inondation de 1770.

C'est le seul spécimen connu de la sculpture sur bois du haut moyen-âge dans la région agenaise. Son intérêt archéologique est très grand.

Comme contraste, voici maintenant une bien jolie madone à l'enfant, en bois, polychromée, haute de 15 centimètres, qui est un travail français du ^{xvii}^e siècle. Il faut mentionner à la suite un petit albâtre de Lagny du ^{xvi}^e siècle, avec applications d'or, représentant la Résurrection.

D'un intérêt bien moindre, mais d'un prix réel sont les neuf panneaux en bois sculpté d'un grand bahut de style Louis XII, avec médaillons et rinceaux d'un fort joli travail qu'accompagnent quatre pentures en fer très délicatement ouvré.

Gardons un peu de place, enfin, pour un bel autel sculpté et doré, qui provient de l'église de Gontaud. C'est un fort bon spécimen de l'art du bois au ^{xvii}^e siècle ; avec son large médaillon central, ses candélabres, ses bouquets de fleurs peintes et ses statuettes, il doit constituer avec honneur le meuble central autour duquel viendront se grouper un jour, gardons-en l'espoir, les pièces principales de cette riche collection d'art religieux.

Ivoires

Les ivoires sculptés sont une des principales gloires de la collection Lanusse. Le bon aumônier racontait avec une naïveté, qui n'était pas dépourvue de malice, que jamais il n'eut pu payer de pareils trésors s'il ne les avait pas achetés à la « foire de Sainte-Empoigne », c'est-à-dire rachetés aux soldats qui les avaient eu dans leur part de butin, pendant la campagne

du Mexique. Quoiqu'il en soit, peu de collections privées peuvent s'enorgueillir d'une collection d'ivoires espagnols des ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles aussi importante par le nombre que par les dimensions extraordinaires des pièces, et la haute valeur artistique de la plupart de ces pièces. Leur nombre s'élève au chiffre de cinquante-sept ce qui est déjà un record remarquable. Si l'on ajoute qu'il y a là sept Christs en croix, dont les dimensions varient entre 0^m80 et 0^m30, mesurés des pieds au sommet de la tête ; quatre madones dont la plus petite a déjà 0^m32 de hauteur, et la plus grande 0^m44, une tête de prêtre mesurant 0^m38 de la base du cou au centre de la tonsure, etc., on restera convaincu que l'aumônier avait eu la main particulièrement heureuse, car ce sont là des géants de la sculpture sur ivoire.

L'abbé Lanusse avait fort intelligemment rapproché de ces pièces hors ligne, quelques bijoux et ustensiles d'ivoire façonnés par des sauvages, et, enfin, un bon échantillon de la matière même qui a servi à réaliser ces merveilles, c'est-à-dire une belle défense d'éléphant, auprès de laquelle un général russe tint à placer deux gigantesques défenses de mammout, dont l'ivoire fossile est intact. Je donnerai l'inventaire sommaire de ces objets.

1. Grand crucifix polychromé, de 0^m80 de hauteur. Ce géant de la collection est d'un fort beau travail ; je regrette fort de n'en avoir pas précisé les détails.

2. Idem, polychromé, de 0^m51 de hauteur. La tête penchée, les cheveux plats tombant sur les épaules.

3. Idem, idem, de 0^m40 (?) de hauteur. Cheveux ondulés, tête couronnée d'épines; clous à cabochons rouges, croix avec incrustations d'os et de bois de couleur.

4. Idem, idem, de 0^m36 de hauteur. Chevelure bouclée très fournie.

5. Idem, idem, de 0^m33 de hauteur. Cheveux encadrant le visage; ceinture brodée, croix d'ébène incrustée de cuivre, extrémités en cuivre argenté.

6. Idem, idem, de 0^m50 de hauteur. Ceinture décorée en or, clous à tête pyramidale avec rosettes, croix d'ébène incrustée de cuivre, bouts de cuivre argenté.

7. Idem, idem, de 0^m30 de hauteur. Longue chevelure stylisée travail français du xvii^e siècle (?).

8. Petit crucifix, sur cadre bois sculpté aux attributs de la Passion, double face.

9. Petit crucifix, en os, sur cadre bois sculpté.

10. Idem, polychromé (h. 0^m19), dans un cadre en bois sculpté et doré.

11. Petit crucifix, beau travail. — H. 0^m14.

12. Tête de saint personnage, coupée à la hauteur du cou (hauteur 0^m38), large tonsure régulière, barbe très fournie. Espagne, xvii^e siècle ; polychromée.

13. Madone debout tenant l'enfant bénissant sur son bras; yeux en émail, manteau à grands rinceaux bleu et or, robe à dessins analogues, rouge et or, chevelure dorée; pas de socle. — H. 0^m40.

14. Madone debout les mains jointes, la tête légèrement inclinée, foulant aux pieds le dragon; cheveux tombant en mèches séparées sur les épaules, robe et manteau à plis « cassés »; reste de polychromie, xvi^e siècle. — H. 0^m32.

15. Madone debout sur une nuée et sur le croissant de la lune, tête de chérubin au-dessous des pieds, mains jointes sur la poitrine; manteau drapé sur la robe, chevelure en cinq nates tombant sur le dos; trou aux oreilles pour boucles d'oreilles, rainure autour du front pour fixer une couronne. — H. 0^m395.

16. Madone debout, hachant à gauche, l'enfant Jésus sur le bras; cheveux tombant sur les épaules; ceinture avec pierreries, manteau; restes de peinture. — H. 0^m44.

17. Saint Sébastien, école de Duquesnoi; le bras gauche cassé. — 0^m37 de hauteur.

18. Saint Michel, le glaive flamboyant à la main terrassant le dragon. Restes de polychromie. — H. 0^m20.

19. Le Christ adolescent dans l'action d'enseigner; travail flamand (?) du xvii^e siècle. Réparations importantes à la tête et à un bras. — H. 0^m21.

20. Moine prêchant, la main droite levée, la gauche tenant un livre, polychromé. Travail espagnol de la fin du xvi^e siècle. — Hauteur 0^m16.

21. Ange debout tenant devant lui le tablier de sainte Véronique, polychromé. Les ailes manquent, les bras, le tablier et les pieds sont rapportés. — H. 0^m23.

22. Ange debout portant la couronne d'épines; les couleurs très effacées; mêmes observations que pour le précédent. — H. 0^m23.

23. Ange debout tenant la tunique du Christ (h. 0^m23); mêmes observations que pour les précédents.

24. Saint Jacques en costume de pèlerin, le chapeau sur les épaules, son bâton terminé en crosse d'évêque, polychromé. — H. 0^m21.

25. Enfant nu, une draperie rouge autour des reins, agenouillé, ayant tenu de la main gauche un objet qui s'est perdu. — H. 0^m12.

26. Jésus enfant bénissant et tenant le globe du monde. — Hauteur 0^m16.

27. Christ nu bénissant; la chevelure dorée. — H. 0^m18.

28. Enfant nu couché, la tête appuyée sur un crâne. H. 0^m18.

29. *Figure de sirène* appuyant sa tête sur sa main, ailes cassées; travail flamand. — H. 0^m23.

30. *Saint Jean-Baptiste enfant*, couché, caressant un agneau posé sur un livre. — H. 0^m16.

31. *Saint Jean-Baptiste* vêtu d'une tunique et d'un capuchon, portant un agneau. — H. 0^m16.

32. *Le Bon pasteur portant sur ses épaules la brebis perdue*. Il est vêtu d'une tunique à capuchon avec un chapeau par dessus. Jambes cassées aux genoux. — H. 0^m11.

33. *Le Christ* nu, assis sur un coussin, tenant la croix de la main gauche, la main droite levée, le coude appuyé sur un livre. Cette figurine est supportée par un grand socle en forme de fontaine rustique, avec des lions, des agneaux, des oiseaux et la Magdelaine couchés au bas; le tout a été polychromé. — H. 0^m17.

34. *Le Bon Pasteur*, vêtu d'une tunique, portant la brebis perdue sur ses épaules et ayant un agneau sur ses genoux. Statuette polychromée placée sur un socle pareil à celui de la précédente. — Hauteur 0^m17.

35. *La sainte Vierge allaitant l'enfant Jésus*. Elle est assise sur le dos d'un âne dont la tête, la croupe et les pieds ont disparu. Robe rouge et manteau vert. — H. 0^m09.

36. *Pièta*. La sainte Vierge, assise, les cheveux épars, portant le christ mort entre ses bras. Haut relief de 0^m10 de hauteur sur 0^m07 de large.

37. *Joueur de guitare*. Costume de fantaisie polychrome. Travail espagnol du xvii^e siècle. — Hauteur 0^m11.

38. *Le Christ au roseau*; manteau polychromé; travail espagnol du xvii^e siècle. — H. 0^m13.

40. *Sainte Jeanne de Valois* tenant un livre de la main gauche. Socle avec cartouche découpé. Fin du xvii^e siècle. — H. 0^m16.

41. *Tête de christ mort*, polychromée; travail espagnol du xvi^e siècle. — H. 0^m06.

42. *Tête de saint en ivoire polychromée* rappelant les procédés de l'école d'Alonzo Cano. J'ai négligé d'en noter les dimensions.

43. *Tête de poupée*, avec ses cheveux. — H. 0^m13.

44. *Tête de poupée* sans cheveux. — H. 0^m12.

45. *Tête d'ange*, travail flamand. — H. 0^m06.

46. *Petite tête et pied de poupée* (?).

47. *Petit béliet* sur socle, polychromé.

48. *Manche de couteau de chasse incomplet*.

49. *La Sainte Famille servie par les anges* ; bas-relief mutilé d'un très beau travail. Œuvre italienne du xvii^e siècle.

50-51. Deux colonnettes ayant fait partie d'un coffret décorées d'amours et de têtes de chérubins. Travail italien de la fin du xvi^e siècle. — H. 0^m14.

52. *Le dictateur Mexicain Iturbide* entouré de figures allégoriques, encadré.

53. *Statuette de moine*, en os. — H. 0^m09.

54. *Le Bon Pasteur*, statuette en os. — H. 0^m06.

55. Variante du même sujet, statuette en os. — H. 0^m06.

56. *Prêtre portant un bâton*, statuette en os.

57. *Saint Pierre tenant les clefs du paradis*, statuette en os. — H. 0^m11.

Émaux

L'abbé Lanusse a pu se procurer une trentaine d'émaux, dont l'intérêt est loin d'égaler celui des ivoires, mais dont la réunion ne laisse pas d'avoir son prix, puisqu'on peut y étudier sur un nombre de pièces exceptionnel le style et les procédés de l'école limousine des xvii^e et xviii^e siècles, et plus particulièrement ceux des Noailles et des Laudin. La pièce la plus importante est un bénitier signé *Nicolas Laudin*. Le motif central, représentant la sainte Vierge avec l'Enfant-Jésus dans ses bras, s'enlève vigoureusement par ses chaudes couleurs rehaussées d'or, sur un encadrement sombre chargé de rinceaux blancs en relief, que termine, au sommet, une peinture poly-

chrome représentant le Père Eternel bénissant. Les autres pièces, de dimensions bien moindres, portent presque toutes des figures à mi-corps, saints personnages et têtes d'empereurs romains. Il y a là onze médaillons provenant de trois suites différentes des Douze Cesar et deux autres représentant Canut et don Alphonse V, qui révèlent l'existence d'autres séries d'émaux consacrées aux grands personnages historiques.

Orfèvrerie religieuse

Le mieux est encore, pour cette partie de la collection, de reproduire purement et simplement les notes prises devant les objets eux-mêmes.

Monstrance en cuivre gravé, forme carrée, sur pied à nœud. Croix en bâtons écotés au-dessus. Fin du xv^e siècle.

Croix processionnelle, cuivre repoussé et ciselé, les bras terminés en couronne entourant une sphère que décore une étoile à six rayons ondulés. Nœud à six cabochons dont un a conservé son émail représentant une tête de personnage barbu regardant vers le ciel. Le Christ manque sur la face principale ; au revers, madone debout avec l'enfant, sur un cul de lampe. xvi^e siècle.

Croix processionnelle en cuivre argenté, estampé et gravé appliqué sur du bois. Sur la face principale, quatre appliques représentant, en haut, Dieu le Père, sur les trois autres bras des animaux fantastiques. Raccourcissements de diverses époques, avaries graves. Fin du xiv^e siècle.

Grande croix processionnelle en lames de cuivre estampé et gravé sur âme de bois. Sur chaque bras, un médaillon circulaire à décor floral cruciforme ; Christ barbu, tête penchée, bras horizontaux. Le bras droit cassé. xvi^e siècle.

Croix pectorale en bronze fondu et ciselé. Sur le bras supérieur, Dieu le Père ; sur les bras latéraux, la Sainte Vierge et Saint Joseph, entourés de bienheureux. Au-dessous, les quatre évangélistes dans des nuées ; sur le bras inférieur, les archanges précipitant les démons et ouvrant les portes de l'Enfer. Les bras sont terminés par des palmettes ajourées. xvii^e siècle.

Je retrouve dans mes notes ces trop rapides mentions que je pourrai compléter de souvenir :

« Un petit vase ayant servi à porter le saint Viatique à l'époque de la Révolution.

« Petite crucifix en os ayant servi à des prêtres pendant la Révolution.

« Petit ciboire en verre, pied carré, cassé.

« Petit Christ en noix de coco ayant appartenu à l'abbé de Lartigue, massacré à Clairac.

« Ciboire en verre surmonté d'une croix dans lequel les prêtres cachaient les hosties pendant la Révolution. »

Le premier objet se présente sous la forme d'une assez petite boîte conique en étain pourvue d'un couvercle vissé ; ce couvercle enlevé et revissé au bout opposé, l'ensemble forme un minuscule calice ; le couvercle remis en place et le pied dévissé, on trouve une réserve aux saintes huiles. N'était la longue inscription qui accompagne cet objet, on n'en comprendrait pas l'usage et on n'y attacherait guère d'intérêt, pas plus d'ailleurs qu'aux deux grossiers ciboires en verre, mais ce sont là de bien rares épaves de la Révolution, dont l'authenticité est incontestable parce que ceux qui les sauvèrent de la destruction les considéraient comme de véritables reliques, sanctifiées par l'usage qu'en avaient fait les prêtres proscrits pour avoir refusé de prêter serment à la Constitution.

Comme meubles d'appartement, je n'ai gardé le souvenir que d'une assez jolie console de style Louis XV avec deux colombes qui se béquettent sur le pied. Elle a été affreusement peinte en noir, et c'est grand dommage.

Tissus anciens et Dentelles

La collection de l'aumônier était réputée contenir de fort beaux ornements d'église anciens. Nous n'en avons pas trouvé trace. Sans doute on avait pris le change en voyant trop rapidement une vitrine contenant des aubes, des chasubles et des chapes, que le père Lanusse avait eu la bonté de faire pour son fils et ses petits camarades, aux temps heureux où ils jouaient à processionner et officier, les jours de vacances. Une pancarte de l'aumônier, écrite d'une plume à la fois orgueilleuse et

émue, *data fata secutus*, ne peut laisser aucun doute sur ce point.

Une importante collection de dentelles fut réunie par l'heureux collectionneur ; il la prisait tout particulièrement, comme le prouve la lecture de son testament ; les spécialistes qui les ont vues et estimées en ont fait un éloge suffisant pour nous donner un vif regret de n'avoir pas pu encore les voir. Faisons des vœux pour qu'elle ne soit jamais distraite du Musée Lannusse.

Art de l'Extrême-Orient

Le collectionneur s'était imprudemment aventuré à la chasse des bibelots de l'Extrême-Orient, et, faute de préparation, il s'était laissé tenter par une infinité d'objets, pittoresques il est vrai, mais du goût le plus contestable et de l'art le plus commercial. Pourtant on pourrait glaner dans cette série trop abondantes quelques objets vraiment beaux ou incontestablement curieux.

Laissant de côté quelques peintures japonaises dont je n'ai conservé qu'un souvenir assez vague, je signalerai un ratelier d'armes tonquinoises, tout à fait monumental, formé d'un énorme bloc de bois de tek évidé et contourné en forme de dragon très horripilant, dont le dos percé de dix trous donne passage aux hampes de dix hallebardes dont les fers, tous variés, sont du plus beau travail et de l'invention décorative la plus étonnante. Ce beau ratelier est accompagné de deux grands modèles de pagodes peints, dorés, sculptés, d'une minutie extrême et d'une habileté consommée, qui composent, dans la salle d'Alsace-Lorraine, un somptueux paysage emprunté à quelque Lilliput chinois. Il faut en rapprocher de superbes manuscrits japonais abondamment illustrés, entre autre un traité du maniment de l'arquebuse dont l'intérêt documentaire le dispute à l'intérêt artistique, et, aussi, un grand et somptueux paravent en bois d'essences diverses sculpté, avec incrustations de cuivre, d'ivoire, de pierres dures et de burgau, figurant des paons.

Antiquités mexicaines

L'abbé Lanusse avait donné le nom de *Salle des Idoles* à la petite salle dans laquelle il avait réuni les diverses antiquités mexicaines qu'il avait rapportées lui-même de l'empire de Montezuma; que des amis lui avaient offertes et, surtout, qu'il avait achetées au brocanteur ethnographe et préhistorien Boban.

Le nombre en est considérable : poteries rouges et poteries noires, tant anciennes que modernes ; lampes et sifflets ; divinités de toutes les dimensions, assises, debout ou acroupies, serpents enroulés, emplumés et déplumés, grenouilles, amulettes diverses, en terre cuite, en pierre dure et blanche, en lave grise ou rouge, nuclei, couteaux et pointes de flèches en obsidienne, s'entassaient dans une vaste vitrine et remplissent quelques caisses non déballées. Certainement il y a là de quoi faire le bonheur d'un ethnographe ; mais je ne peux pas prétendre à ce titre, et quoiqu'il soit relativement facile de donner des noms à toutes ces figures monstrueuses, en se servant d'un manuel de mythologie comparée, j'estime plus sage et plus prudent d'attendre le jugement d'un véritable spécialiste. Mon devoir était de signaler cette importante collection à qui de droit ; et maintenant qu'il est accompli, je passe à des sujets plus familiers et plus abordables.

Souvenirs personnels de l'aumônier

La sympathique figure du vieil aumônier se dessine avec un vif relief par tous les souvenirs personnels que, avec un soin pieux, il a groupés de loin en loin dans les salles de son musée avec des notes prolixes et naïves qui ne sont pas sans saveur.

A l'entrée du corridor du premier étage est placée, bien en évidence, une énorme hotte de colporteur, espèce de petite armoire portative que le père Lanusse chargeait sur ses épaules pour courir d'un presbytère à l'autre, à travers monts et vaux, pour offrir aux humbles desservants des plus humbles paroisses.

ses, les échantillons de vêtements sacerdotaux et de vases sacrés dont sa boutique de Tonneins était amplement pourvue. L'enseigne fort pittoresque de cette boutique est placée dans un autre coin de l'étrange logis.

Dans la *Salle des Anges* sont déposés un grand rouet en bois noir, supporté par un plateau en trépied, une quenouille, un escabeau aux pieds tors, des chandeliers d'étain avec les mouchettes et les éteignoirs, une petite balance romaine et un grand chandelier de fer au bout coudé en pinces pour supporter des chandelles de résine : ce sont les épaves du foyer natal, les reliques de la mère bonne et diligente, à laquelle le chevaleresque aumônier aurait été bien heureux de pouvoir montrer les diplômes d'ordres militaires dont il avait été honoré dans sa glorieuse carrière et qui sont encadrés tout auprès.

La tente de campagne est montée dans une autre salle, abritant les cantines et le hamac de l'aumônier, telle que l'avaient vue et fréquentée tant de soldats pendant la campagne du Mexique. A côté, une vitrine renferme une abondance de décorations et de médailles disposées sur un coussin, autour de la glorieuse croix d'aumônier que l'abbé Lanusse avait pieusement portée sur tant de champs de bataille. Ailleurs, dans une autre vitrine, s'entassaient de poignants souvenirs de ces mêmes champs de bataille, ornements militaires, balles, éclats d'obus, médailles et décorations, parmi lesquelles une croix de la Légion d'honneur brisée par une balle sur la poitrine de celui qui la portait et dont l'aumônier reçut le dernier soupir ; enfin une tabatière en corne donnée par le malheureux et éphémère empereur Maximilien. D'une grosse et lourde écriture, l'abbé Lanusse a tracé sur de petits bouts de papier l'histoire poignante de tous ces objets, et, quand il eut fini cet émouvant labeur, revoyant toutes les scènes terribles dont il avait été le témoin, il ne put s'empêcher d'écrire une dernière étiquette dans laquelle il déchargea l'angoisse de son âme en un cri de haine contre la guerre et en un cri d'espérance de temps meilleurs où les aumôniers tels que lui n'auraient plus à courir les champs de bataille pour adoucir les derniers instants des victimes innocentes de l'ambition. Cette belle déclaration d'un

chrétien digne des temps apostoliques, pourrait être signée d'un anarchiste de l'école de Tolstoï.

A côté de ces cruels souvenirs des campagnes du Mexique, d'Italie et de France, hélas ! d'autres se pressent qui nous transportent à cette école militaire de Saint-Cyr où l'abbé passa de si bonnes années, entouré du respect et de l'affection de tant de jeunes officiers qu'il eut la joie de voir s'élever jusqu'aux plus hauts grades de l'armée. On trouverait peut-être, en cherchant dans ce sens, l'origine de bien des objets de cette collection si mêlée, mais si intéressante pour tous ceux qui ne s'arrêtent pas à l'apparence des choses, à l'enveloppe plus ou moins brillante dont une pensée a été revêtue, mais qui courent droit à cette pensée, à cette âme inconsciente des générations dont l'indélébile empreinte a marqué pour la leçon de l'avenir les œuvres des plus humbles et des plus gauches.

Dans le vestibule de son appartement particulier, au premier étage, l'abbé Lanusse avait mis en place d'honneur, sur un socle assez élevé, une sorte de vaste caisse carrée faite de tiges de rotin solidement tressées et pourvue de forts anneaux de suspension en fer.

Quel est donc cet objet étrange qui, malgré sa rusticité, a été placé là ? Une inscription l'indique : c'est *la nacelle du ballon qui emporta Gambetta hors de Paris assiégé*, par-dessus ces armées prussiennes contre lesquelles le grand patriote allait en province organiser la défense nationale.

Cette nacelle historique a porté, on peut le dire en toute vérité, les destinées de la patrie à l'heure tragique où elle semblait agoniser. Nul ne passera indifférent devant ce glorieux souvenir de l'année terrible et de celui qui ne désespéra jamais de la France.

J. MOMMÉJA.

LA GRANDE PEUR DE 1789

DANS LE HAUT-AGENAIS

La récente publication de M. Edouard Forestié, *La Grande Peur de 1789* (1), vient de remettre à l'ordre du jour ce fait mystérieux de notre histoire nationale, dont M. Funck-Brentano a dit qu'il était « peut-être le plus important de la Révolution ». Certes c'est un événement bien digne d'arrêter l'attention des historiens « que cette panique générale qui se produisit le même jour d'un bout à l'autre de la France (2) », alors que les communications lentes et difficiles, les barrières qui séparaient encore les provinces, en un mot toutes les circonstances extérieures s'y opposaient ! M. Forestié met ce complot, car c'est là un complot préparé de longue date, sur le compte de la F. . M. . ; d'autres ont accusé Mirabeau, d'autres enfin le duc d'Orléans. Ce n'est pas ce mystère que nous voulons essayer de pénétrer, nous nous contenterons de donner une brève narration des scènes auxquelles il donna lieu, dans le Haut-Agenais, d'après quelques documents conservés dans nos archives ; libre ensuite le lecteur d'accuser qui bon lui semblera.

Ce fut le 30 juillet au matin que la ville de Libos, en Agenais, apprit l'approche des brigands par un avis venu des rives de la Dordogne. La terreur s'empare aussitôt des esprits, et avec d'autant plus de facilité que les populations étaient moins préparées à cette alerte. Les pillards approchent, disait-on ; ils ont passé la Dordogne et saccagé plusieurs villes de la rive gauche ! Libos, justement alarmée, dépêcha sur le champ des exprès dans le voisinage pour avertir les communautés de se tenir sur leur garde, et de se préparer à recevoir ou à donner du

(1) *La Grande Peur de 1789*, par M. Ed. Forestié. — Montauban, 1910.

(2) *Idem*, page 148.

secours. Tournon, Montaigut, Monflanquin, etc., sont successivement prévenues et à leur tour communiquent l'alarme aux villes voisines. Mais les avis les plus contradictoires se succèdent à Libos, dans cette journée du 30. Immédiatement, la même communication est faite aux localités précédemment nommées, et cette contradiction dans les renseignements a pour effet d'augmenter le trouble des populations rurales. On sonne le tocsin dans presque toutes les paroisses du pays, les hommes valides s'arment à la hâte et s'en vont attendre les brigands sur les rives du Lot.

Une lettre de M. Hélié, bourgeois de la ville de Tournon, écrite le 31 juillet au matin à une septuagénaire, Catherine de Meaux de Ladoux, veuve du baron Joseph d'Audebard de Ferrussac (1), habitante au château de Meaux en Quercy, près Masquières, nous renseigne sur l'état des esprits et sur les divers bruits qu'on faisait parvenir à Libos et de là dans les environs. La voici :

Tournon, le 31 juillet 1789.

MADAME,

Hier nous reçûmes plusieurs avis de Libos qui se sont tous contrariés jusqu'à ce matin. L'on nous annonçait qu'une troupe de cinq mille scélérats avoit saccagé la ville de Monpazier (2), l'autre celle de Belvès (3), ce matin celle de Lincuil sur Dordogne; nous ne savons encore à quoi nous en tenir (4). Il est toujours vray que Libos garde les passages et qu'il est parti d'icy ce matin mille hommes de cette juridiction pour Libos, joindre autre mille de cette juridiction qu'on y avoit envoyé hier. Dieu veuille que ça ne soit qu'une alarme ! Les deux fils de M. de Lisleferme (5) sont partis avec le détachement de ce matin. Montaigu vient de passer au nombre de cinq

(1) Catherine de Meaux de Ladoux étoit née au château de Meaux en 1721. Elle étoit fille d'Emmanuel de Ladoux, avocat au Parlement de Bordeaux, et de Marguerite de Saint-Angel, de la famille des seigneurs de La Brède, Ilalde, etc... Catherine de Ladoux avoit épousé, en 1764, le baron de Ferrussac, ancien officier de cavalerie, au régiment de Clermont-Prince.

(2) Chef-lieu de canton de la Dordogne, arrondissement de Bergerac.

(3) Chef-lieu de canton de la Dordogne, arrondissement de Sarlat.

(4) Ce chiffre alloit grossissant continuellement ; on fit courir le bruit que les brigands étoient 30,000. (V. plus haut.)

(5) Ancienne famille de l'Agenais, qui habitoit et habite encore le château du Bosq, près Masquières (L.-et-G.).

cents et nous ont annoncé que Lauzerte (1) était en route. Cette troupe est armée les uns avec des fusils, les autres avec des faux manchées en pointe; d'autres avec des fourches à fer.

Madame, j'ai l'honneur d'être, etc...

HELLIE.

M^e Marie, notaire royal de Montaigut, inséra dans ses minutes du notariat une note concernant la Grande Peur dans le pays, et principalement à Montaigut. Pour me conformer au désir qu'il exprima alors, je reproduis textuellement son récit :

Alerte du 30 juillet 1789. — L'an 1789, le juge de Lineuil-sur-Dordogne écrivait une lettre au procureur du roy de Montpazier pour lui demander un prompt secours dans l'état triste où toute la ville se trouve réduite. Il y dit qu'il y a 6,000 brigands de ceux que les nouvelles publiques ont dit être partis de Paris qui ont déjà ravagé et mis à feu et à sang cinq villes du nombre desquelles est Périgueux et que ses troupes ne sont déjà qu'à quatorze lieues de son port, de lui envoyer toute la jeunesse de la juridiction. Cette lettre fut reçue à Montpazier à midi et demi. A une heure les officiers municipaux de la ville de Belvez écrivirent une lettre aux Montpazier pour leur demander pareil secours et que les brigands avaient déjà passé la Dordogne et qu'ils ont fait mourir tous les habitants de la ville du Bugat.

Alors les Messieurs (2) de Montpazier écrivirent à Villeréal, Castillonès, Montflanquin, Villeneuve, La Capelle-Biron, et leur envoyèrent la copie des deux lettres, en les priant de leur envoyer de suite toute la jeunesse des juridictions. Cette nouvelle mit alors l'alarme dans toute la contrée. Avec le son du clocher, car pendant vingt-quatre heures sans discontinuer on sonna le tocsin, toute la jeunesse fut de suite rassemblée et il partit 6,400 hommes pour se rendre aux ports de Lineuil, Lunel et Luide (3), quatorze curés y conduisirent 1,100 des plus robustes de leurs hommes. Ils marchèrent toute la nuit et arrivèrent tous à ces trois ports demi-heure

(1) Sénéchaussée du Quercy ; aujourd'hui chef-lieu de canton de l'arrondissement de Moissac (T.-et-G.).

(2) Par ce nom, M^e Marie désigne les officiers municipaux.

(3) Ces divers villages sont situés sur la Dordogne ; leur situation géographique rappelle celle de Libos, Fumel et Condat, sur le Lot.

avant le jour, distants de ces trois ports de un quart d'heure l'un de l'autre. Arrivée sur ces ports, toute cette populace fut fort étonnée de voir de l'autre côté de la rivière plus de 1,000 feux, allumés, ce qui alarma ces premières troupes qui rétrogradèrent un quart de lieue pour demander un prompt secours. En attendant le jour parut et les premières troupes, rassurées par les personnes de la campagne, s'avancèrent et communiquèrent avec les troupes qui étaient de l'autre côté du bord. Il fut décidé que l'alarme était sans fondement et que ce bruit était faux et tout le monde se retira avec ceux qui étaient venus pour leur donner du nouveau secours; il y avait en tout sur ces trois ports environ 40,000 hommes.

Dans l'intervalle, tous les habitants de ces grandes juridictions étaient dans l'alarme la plus vive. M. Laporte, juge royal de Montpazier, écrivit une lettre à M. Escourre de Libos (1), pour lui faire pareille demande. Ce dernier écrivit à Messieurs les officiers de Tournon pour leur demander pareil secours. Ces derniers écrivirent à Montaignut et lieux circonvoisins pour le même sujet. Cette lettre arriva à Tournon et à Montaignut le 30 juillet, vers les 7 heures et huit heures du soir, par un courrier extraordinaire. Toutes les cloches des paroisses et juridictions voisines sonnèrent. Le tocsin s'entendit toute la nuit et les hommes se rassemblèrent si fort que le vendredi 31 juillet, à 6 heures, il fut rendu sur les ports de Libos, Fumel et Condat, environ 30,000 hommes, tous armés. Les officiers de Montaignut écrivirent à Agen et Lauzerte pour demander du secours. Ceux de Lauzerte à Montauban et Moissac et ceux d'Agen dans toute la Gascogne, en sorte que ces quatre grandes villes avaient aux portes de leurs murs des troupes immenses qui reçurent des ordres de se rendre sur la cote du Lot, pour arrêter tous les brigands, lorsque la nouvelle leur est parvenue par un courrier extraordinaire que le bruit de l'alarme générale était faux et sans fondement.

Le présent fait a été mis ici afin de transmettre à nos successeurs que de vic d'homme on n'a vu telle alarme qui ait épouvanté si fort tout le monde, au point qu'il y a en quantité des femmes qui ont avorté et les autres malades.

(1) N... Escourre de Péluzat, avocat, de Libos, était le frère de M. Escourre de Péluzat, député du tiers de la sénéchaussée d'Agen, aux Etats-Généraux, démissionnaire en novembre 1789. Tous deux étaient morts sans postérité à la fin de la Révolution.

On observe encore que les 40,000 hommes de troupes, rassemblés sur les trois ports de Lineuil, Lunel et Luide, étaient commandés par différents seigneurs et officiers des environs de Montpazier et autres villes. Les 30,000 hommes rassemblés sur les ports de Libos, Fumel et Condat, étaient commandés par M. de Lisleferme (1) et ses deux enfants.

Dans une lettre adressée au maréchal comte de Valence (2), Emmanuel Lagrange de Ladoux (3) rend compte de ce triste évènement et de la panique qu'il causa dans la juridiction de Tournon (4) :

Château de Meaux, le 1^{er} août 1789.

MONSIEUR LE COMTE,

..... Il y a eu une grande allarme dans tout ce pays cy jeudi soir, vers sept heures, et qui sera sans doute parvenue jusqu'à la Mine avant que vous receviez ma lettre. On entendit sonner le tocsin de proche en proche dans toutes les paroisses et tout le monde abandonnant leurs maisons en criant que les anglais étaient à Libos et à Fumel, qu'ils sacagoient et ravagoient tout. Les consuls de Tour-

(1) M. de Lisleferme, seigneur du Boscq et autres lieux, fut prié par ses vasseaux de se mettre à leur tête, comme nous le verrons ci-après. A la formation des gardes nationales, il fut élu général de celle de Tournon-d'Agenais ; il se démit de cette charge, dans une lettre du 28 avril 1790, datée de Bordeaux, sa résidence habituelle depuis les premiers troubles révolutionnaires. Il ne voulait plus, disait-il, être le chef d'une garde nationale qui n'avait rien fait pour maintenir l'ordre dans le pays.

(2) N... de Timbrune-Timbronne, comte de Valence, marquis de Ferrière, maréchal de camp, chevalier des ordres royaux et militaires, né en 1715, habitait dans ses terres de la Mine et Martres, en Comminge. En 1792 il devint colonel des carabiniers ; pendant la première guerre d'Espagne, il fut nommé général des armées de la République. Enfermé dans les prisons de Toulouse pendant la Terreur, il vit ses biens confisqués et mis sous scellé. Le premier consul lui restitua ses domaines vers 1800. Il mourut peu de temps après. Son fils, le vicomte de Valence, fut nommé pair de France par Louis XVIII et mourut sans postérité en 1823. (L. Esquieu, *Armorial Quercynois*.)

(3) Emmanuel-Martin Lagrange de Ladoux était né vers 1730. (V. sa notice biographique dans la *Revue de l'Agenais*, n° de janvier-février 1911. Article : « Correspondance du chevalier de Cossaune ».)

(4) On augmenta encore la peur des paysans en faisant courir toutes sortes de bruits sur des personnes de leur connaissance. Ainsi à Tournon on disait que Madame Laulanié de Lavergne « avait été portée par une terreur panique à se sauver dans un bois. » Ce qui était faux puisqu'elle passa ces jours d'angoisse au milieu de sa famille. (Lettre du 12 août 1789 du Maréchal de Valence.)

non envoyèrent des valets de ville dans toutes les paroisses du voisinage pour que les particuliers se rendissent à Tournon avec les armes qu'ils auroient. Tout le monde a été dans le trouble et l'agitation pendant toute la nuit et la majeure partie ont couché hors de chez eux.

J'ai envoyé un exprès à Tournon et je suis allé moi-même au Bosc, pensant qu'avec M. de Lisleferme je pourrais scavoïr ce que cela pourroit être, mais j'ai trouvé qu'il étoit parti avec ses deux fils, ses domestiques, son chasseur et tous les habitants de sa terre qui sont venus le joindre, pour leur servir de chef et les conduire. A mon retour à Meaux, j'ai trouvé une lettre de Tournon (1), dans laquelle on nous marque que du jeudy au vendredy matin on avait reçu plusieurs avis de Libos qui se contrariaient tous. Dans le premier on annonçait qu'une troupe de brigands, au nombre de cinq mille, avoient sacagé la ville de Montpazier, dans le second on mandait que c'étoit celle de Belvez, et celui du vendredy matin annonçait que c'étoit celle de Lineuil-sur-Dordogne. On me marque qu'il est parti ce matin un détachement de mille hommes avec ces Messieurs de Lisleferme, et que la veille on en avoit envoyé un pareil pour garder le passage de la rivière à Libos ; on me mande que dans le moment qu'on m'écrit il passe cinq cens hommes de la juridiction de Montaigut et qu'on attend le détachement qui doit venir de Lauzerte (2).

Il est superflu de décrire la joie des populations lorsqu'on apprit que l'alarme étoit fausse et sans fondement. Aussitôt des courriers extraordinaires partent dans toutes les directions pour rassurer les villes encore en proie à la désolation ; chacun se fit aussi un devoir de faire parvenir cette bonne nouvelle soit

(1) Celle de M^e Hélie, écrite à la Baronne d'Audebard de Ferrussac, et citée plus haut.

(2) Je dois remercier ici Mademoiselle M. de Ladoux qui a bien voulu me communiquer cette lettre écrite par son arrière-grand-oncle. Il est intéressant de noter que non seulement le bruit de l'approche des brigands se répandit dans la campagne, mais aussi celui de l'approche des Anglais. Mon père, M. J.-B. Guilhamon et Mad. M. de Ladoux, me disaient qu'ils avaient souvent entendu parler de la Grande Peur par leurs grands-parents et ces derniers affirmaient qu'on avait fait courir le bruit de l'invasion du pays par les Anglais pour épouvanter les populations. Cette version se trouve confirmée par la lettre ci-dessus,

à ses parents, soit à ses amis. Je me contenterai de citer ici la lettre de M. Marie, curé de Vers, écrite à son frère, notaire de Montaigut (1) :

Au Vers, 31 juillet 1789.

MON CHER FRÈRE,

Je t'envoie, mon cher frère, un de mes domestiques pour te porter une lettre de ma part qui te tranquillisera ainsi que toute la contrée (2) au sujet d'une triste nouvelle qui te parviendra incessamment si tu n'en ai déjà prevenu. Voici de quoi il s'agit :

Jeudi dernier le juge de Lincuil-sur-Dordogne écrivit une lettre au procureur du roy de Monpazier pour le prier en grâce de lui envoyer toute la jeunesse de la juridiction pour lui donner du secours dans l'état triste où toute la ville se trouve réduite... A quatre heures l'alarme fut générale dans tout notre pays (Castillonès, Villereal, Montflanquin, Villeneuve, Lacapelle, Biron), et les cloches de ces grandes juridictions ont sonné le tocsin pendant 24 heures sans discontinuer. A 6 heures il partit de Biron, Monpazier, 6,400 hommes en plusieurs détachements, conduits par des officiers qu'il y a dans Monpazier ou les environs pour se rendre à Belvès et aux ports de Lunel et Luide... Ils ont tous marché par conséquent la nuit et sont arrivés à ces ports demi-heure avant le jour. Ils ont été

(1) Hilaire Marie, frère d'Etienne Marie, notaire, fut le premier maire de Montaigut.

(2) Le lendemain matin, M. Marie recevait la lettre suivante de M. Escourre de Libos. Cette dernière a été reproduite par M. Forestié, dans la *Grande Peur de 1789*, p. 77 :

« Libos, 1^{er} août 1789. — Monsieur, toute la contray et moy en particulier, « rendons mille actions de graces de la nouvelle que vous avez la bonté de « nous donner du courier extraordinaire député par M. l'Intendant [et] que « Messieurs les officiers municipaux, pour aller sur les lieux d'où était partie cette alarme et la terreur qui s'était répandue dans ce pays-cy. C'était « à un point extraordinaire et de manière et je ne scay comment je me suis « trouvé icy hier à huit heures du matin, au milieu d'un camp de quatre « mille hommes de troupes patriotiques, et que ce matin nous y aurions en « plus quinze mille hommes, sy nous n'avions pas donné contre-ordre hier « au soir, ce que nous avons fait sur les nouvelles qui nous sont parvenues « successivement et notamment à 10 heures du soir portant la confirmation « que tout ceci n'était occasionné que par une bande de brigands et de scélérats et qui après avoir commis beaucoup de meurtres et d'incendies ont « été enfin enveloppés dans les troupes bourgeoises, et ont été brûlés dans « le chateau de Rochechailles (Roche Chalais), près de Sainte-Foy, où ils « s'étaient retirés et fortifiés. Le courier qui m'a remis votre lettre voulait

étonnés de voir allumés plus de 1,000 feux de l'autre côté de la rivière ; ils se sont reconnus inférieurs et se sont retirés à un quart de lieue de là. Ils ont fait partir plusieurs exprès pour demander de nouveaux secours à Monpazier. Ceux qui étaient restés à Monpazier ont écrit de suite à Monflanquin, Villereal, Castillonès, pour demander un prompt secours qu'on leur accorda de suite puisque ces villes avaient assemblé depuis la veille tous ceux qui étaient en état de porter les armes. Les voilà donc en marche pour Lineuil lorsque tout à coup ils reçoivent d'autres exprès pour leur dire de se retirer.

La raison de cela fut que quand le jour parut les premières troupes qui avaient été épouvantées furent rassurées par les personnes de la campagne qui leur dirent que les troupes qui étaient de l'autre côté de la rivière s'étaient rassemblées la veille pour le même sujet. Alors tous ceux de notre côté s'avancèrent et se communiquèrent ensemble. Il fut décidé que le bruit qui s'était répandu était sans fondement. On m'a assuré qu'il y avait plus de 40,000 âmes rassemblées sur ces ports qui sont à peu près distants l'un de l'autre comme Libos, Fumel et Condat. Voilà mon cher frère, ce qui s'est passé du côté de chez nous, dans l'espace de 36 heures. J'es-

« aller plus loin, mais sur ce qu'il a vu et sur ce que nous lui avons dit, il a jugé à propos de ne pas pousser plus loin ; je crois qu'il a raison. — J'ai l'honneur d'être, etc... ESCOURRE. »

N.-B. — L'événement de La Roche-Chalais avait servi de thème aux colporteurs de la fameuse alarme dans le Sud-Ouest de la France. M. d'Escayrac (a) montre dans une lettre à M. Revelhat comment cette affaire, dénaturée, grossie, avait été répandue dans le Quercy. (Ed. Forestié : *La Grande Peur de 1789*, p. 85) :

« Monsieur l'abbé de la Baissière (de Lavaissière) vient de m'écrire qu'il « était parti de chez lui avec M. de Montfort pour aller à la découverte de « malfaiteurs qui avaient mis le trouble dans toute la province, et qu'ils « avaient appris que l'alarme était causée par 500 brigands qui ravageaient « le Périgord. Les paysans se sont rassemblés et les ont brûlés au château « de la La Roche-Chalais [situé entre Angoulême et Périgueux], etc... D'Es-
« CAYRAC. »

a) M. le marquis d'Escayrac, auteur de cette lettre, fut assassiné par la garde nationale de Buzet-sur-Tarn, alors qu'il était chez son ami M. de Clarac, maréchal de camp et armée du roy, environ à 12 kilomètres de Toulouse, le 7 janvier 1791. « Monsieur d'Escayrac plus pressé que MM. de Clarac et Pisdal de Caminél, de sortir du souterrain [où ces 3 personnes s'étaient cachées], voulut s'échapper ; il reçut deux coups de fusil qui l'étendirent mort sur la place. » (Extrait d'une lettre du 23 janvier de M. Fauré, de Toulouse, à son ami M. de Ladoux.)

père que jamais plus de la vie j'aurai le malheur d'entendre pleurer les hommes et les femmes comme on a fait. Le son des cloches avait mis une terrible épouvante dans tout le pays, aussi je n'ai jamais voulu consentir qu'on sonnât la mienne. Je te fais part de tout ceci parce que je sais que Villeneuve a demandé du secours à Agen et qu'Agen est dans l'alarme et qu'on ne peut être rassuré que demain samedi, à 11 heures ou midi. Je t'écris à 9 heures, ce soir vendredi. Il y a très peu de temps que tout le monde est arrivé (1).

MARIE, curé.

Ces quelques documents nous permettent de voir ce que fut la Grande Peur dans notre haut Agenais. Une fois la panique disparue, on essaya de découvrir les vraies causes de l'alarme ; encore de nos jours, on n'a pu donner une explication suffisante. Je me bornerai, en terminant, à citer quelques lignes d'une lettre de M. Faure (2), à son ami M. Lagrange de Ladoux, dans laquelle il donne à ce fait une explication communément admise dans notre région, vers la fin de 1789 :

Toulouse, le 20 août 1789 (3).

.....J'étais fort en peine sur votre compte d'après les révolutions qu'on nous disait être arrivées dans vos cantons (4). La nouvelle nous parvint le premier courant et on nous assura que les brigands

(1) Le 7 août 1789, M. de Ladoux écrivait ces lignes au comte de Valence : « Meaux, le 7 août 1789. — Monsieur le Comte, l'alarme (grande peur) a « enfin cessé au moyen d'une lettre écrite de Castillonnes, dont M. Escourre « auquel M. le juge de Villereal l'avait adressée, a fait passer des copies « dans le voisinage pour tranquilliser les esprits. On mandait qu'une troupe « de gens sans aveu s'étant jettés dans La Roche-Chalais y avaient commis « mille violences, et qu'ayant refusé de prendre la cocarde de la Patrie, ils « avoient fait feu sur la milice bourgeoise, que ceux cy usant de représailles, « les avaient brûlés dans le chateau. » (Communiqué par M^{re} de Ladoux.)

(2) M. Fauré, aîné, avocat au Parlement de Toulouse, chargé d'affaires ecclésiastiques du cardinal de La Rochefoucauld, archevêque de Toulouse, était un ami personnel de M. Lagrange de Ladoux et de la Baronne de Ferrussac. Il a laissé une très intéressante correspondance avec M. de Ladoux (plus de 250 lettres : 1776 à 1800), contenant de précieuses notes pour l'histoire locale du pays (Toulouse, Quercy et Agenais).

(3) Cette lettre a été citée, du moins en partie, par M. Ed. Forestié, dans sa *Grande Peur de 1789*; je me permets de la reproduire ici étant donné qu'elle fait partie de nos archives particulières.

(4) Les troubles et les faux brigandages des scélérats de la Grande Peur.

étaient à Montauban... On ignore ce qui a donné lieu au son du tocsin dans toutes les paroisses, mais l'épouvante fut générale le même jour à plusieurs lieues à la ronde. Je soupçonne fort que cela part des fermiers généraux pour empêcher la contrebande qui se fait aujourd'hui ouvertement et sans crainte dans tout le royaume. Je suis certain que ce qu'on raconte de toutes parts n'est pas vrai, je n'ajoute pas plus de foi à ce qu'on vous a dit être arrivé à La Roche Chalais (1). Cependant tout cela met le monde en mouvement et dérange des occupations journalières. J'en juge d'après ce qui se passe ici ; ces prétendus brigands ne sont que les mauvais sujets qui existent dans les villes et les faubourgs, et qui sont en assez grand nombre. Voilà tout ce que je crains le plus, c'est-à-dire une partie de nos propres concitoyens, gens sans aveu. Nous sommes dans la plus grande anarchie, mais si le calme peut une fois revenir, on purgera la ville de certains mauvais sujets que l'on aura notés sans doute.

Hélas ! le calme ne revint pas de longtemps, et les brigands restèrent impunis. La Grande Peur du 22 juillet au 1^{er} août avait été pour la province ce qu'avait été la prise de la Bastille pour la capitale. Désormais le peuple avait des armes, les gardes nationales allaient sortir de cet événement ; la Révolution n'avait plus qu'à faire son œuvre.

P.-HENRY GUILHAMON.

(1) Pour ce qui concerne cet événement, voir plus haut.

DEUX ANS DE MISSION SCIENTIFIQUE EN ALGERIE

(1840-1842)

DERNIÈRES LETTRES DE BORY DE ST-VINCENT

XXXV

Sans adresse.

Alger, 19 juillet 1841.

MON CHER ET VIEIL AMI,

Voilà bien des siècles que vous ne m'avez écrit, et vous devriez le faire plus souvent que jamais, maintenant que le général en chef ne m'aborde jamais sans me dire : « *Avez-vous reçu des nouvelles de Léon Dufour ?* C'est vraiment un excellent et éminent homme que votre Bugcaud et il gagne prodigieusement à être connu. Me voilà maintenant convaincu qu'il a eu seul le sens commun ici, et qu'il y fait précisément ce qu'il faut faire. Je m'émerveille surtout quand j'acquies la certitude que celui que je croyais si disert, si têtû, si bavard, si vaniteux, est éminemment modeste, mesuré et convenable dans tout ce qu'il dit. Il parle beaucoup sans doute, mais à propos, clairement, sagement et fait surtout la guerre de ce pays-ci avec une intelligence que j'admire.

Je lui disais encore hier : « Vous n'avez pas assez de confiance en « votre capacité. Vous aurez fini la guerre plus tôt que vous ne le « croyez vous-même. » Il pense qu'il en peut avoir encore pour un an, et moi qui crois connaître le pays mieux que personne, je soutiens, (que si quelque mauvais vouloir ne s'en mêle), qu'après la campagne d'automne l'affaire sera terminée.

N'écoutez pas les bêtes de journaux qui ne publient que des bêtises sur l'Afrique de quelque couleur qu'ils soient. Malgré les bouderies, les criailleries, tout va parfaitement ici sous le point de vue militaire. Bugcaud est idolâtré des soldats qui tous ont en lui une aveugle confiance; il n'y a que quelques officiers raisonneurs et certains correspondants frondeurs du mauvais Journal de Toulon qui elabaudent, et l'Evêque qui se mêle de ce où il n'a que faire, dont le bavardage attaque Bugcaud. Il est de tout bon français de le sou-

tenir et il a fait ma conquête qui était plus difficile à faire que celle de l'Afrique. Maintenant il va laisser reposer les troupes jusqu'à la fin de septembre. Pendant ces mois, août et juillet, il est à peu près impossible de courir le pays. C'est l'hiver à proprement parler; l'ardeur du soleil y fait ce que les gelées et la neige font, passé le 60° degré nord, de novembre à mai. Plus de plantes, d'animaux, d'air ; nous ne faisons plus rien, nous autres savants, que mettre un certain ordre à nos admirables récoltes du reste de l'année. Les maritimes seuls, qui s'occupent des productions des eaux, trouvent seuls quelque chose à faire. En été l'onde amère est assez riche. J'éprouve beaucoup de douceur à m'y promener en bateau, pêcher, draguer, faire plonger ; en un mot, je récolte alors de fort belles choses. Vous en aurez votre part.

Je pense que la Commission scientifique doit durer pour la partie des sciences naturelles ou physiques jusqu'au mois d'août 1842, à peine de perdre tout ce qui a été dépensé jusqu'ici sans résultat complet. En effet, nous n'aurons guère pu travailler que *neuf mois* et même *huit* par an, à cause du climat. Jusqu'à cet été nous avons à peu près épuisé le centre et les provinces de l'Est. Je crois que celles de l'Ouest, Mascara et Tlemcen, que nous ouvre Bugeaud, deviendront le théâtre de nos recherches pour la fin de l'année, ainsi que pour l'hiver et le printemps de 1842. Après quoi, nous pourrons donner une *Flore*, une *Faune* et une *Géologie* qui dépasseront toutes les prévisions. Je pense que M. Laurence, qui, à quelques erreurs près, nous aura très généreusement secondé, aura une belle part de gloire dans une publication scientifique.

Mais voilà qu'il faut que je vous quitte pour aller manger un bon *Caracal* que je me suis procuré avant-hier et qui était bien le plus bel animal dont on se puisse faire une idée. Il ne me reste qu'à goûter du lion pour pouvoir juger de toutes les viandes. C'est encore une de ces bêtises qu'on tient pour avoir rapportées d'Afrique que les bêtes, soi-disant féroces, sont mauvaises. L'hyène a goût d'excellent vau, le sanglier de dindon bien blanc, la panthère, un peu musquée, est la moins agréable ; la mangouste, la genette, le porc-épic et le chacal sont des mets délicieux, et moi le meilleur de vos amis.

Tout à vous.

BORY DE SAINT-VINCENT.

XXXVI

*A Monsieur le docteur Léon Dufour, de l'Académie de Sciences ;
naturaliste, à Saint-Sever (Landes).*

Alger, 1^{er} octobre 1841.

Très cher et ancien ami, vous ai-je dit que dans les derniers jours du mois d'août, j'ai été touché barre en France, et prendre à Toulon l'une de mes filles, que j'ai fait venir à Alger. J'avais un congé de 15 à 20 jours ; mais tel est l'amour que j'ai pour l'Afrique, et j'avais si bien pris mes mesures, que, parti le 17, j'étais de retour le 27. Voilà le grand agrément qu'il y a à ne plus faire de ces stupides quarantaines dont Marseille surtout abusait si étrangement. Peu après mon retour arriva Madame Bugeaud et sa famille. C'est une femme très bien, gracieuse, spirituelle et remplie de raison. Son mari qui va toujours de mieux en mieux, qui développe le plus raisonnable des systèmes avec une persévérance et une activité admirables, me montra une longue et intéressante lettre que vous veniez de lui écrire. Il eut bien voulu vous répondre : mais il était si occupé qu'il n'en pouvait trouver l'instant. « Au cas que je ne l'aurai pas d'ici à ma première expédition, me dit-il, écrivez à Dufour que je le remercie de son souvenir, que ses lettres me sont un bien agréable soulagement au milieu de l'ennuyeuse besogne qui m'opprime. J'ai pris la plume déjà deux fois pour m'entretenir avec lui ; deux fois il m'est venu d'autres affaires. Faites-lui comprendre cela, afin qu'il me pardonne un silence, que je saisirai quelque bonne occasion de rompre ; mais qu'il ne se fatigue pas de m'écrire, lui qui, tout occupé qu'il est, ne l'est pas autant que moi. » Le général ajouta à tout cela les plus aimables choses à votre sujet et il finit par ces paroles : « Mais pourquoi ce diable de docteur qui va de temps en temps courir Paris, Bayonne ou La Teste, ne vient-il pas nous voir un jour, par exemple en hiver. Nous le recevrons bien, et alors je répondrais verbalement à toutes les questions qu'il voudrait me faire. »

En effet, pourquoi lorsque l'aquilon descendra de vos montagnes et que la nature, dépouillée de verdure, prendra son vêtement de deuil, pourquoi, dis-je, quand la saison rigoureuse frappera de mort vos campagnes désolées, ne prenez-vous pas la route de Port-Vendres, ne vous embarquez-vous pas sur le premier pyroscaphe, et,

passant la mer, ne venez-vous pas passer une quinzaine dans notre heureux climat. Venir et retourner en un mois, vous pourriez par vous-même juger de nos possessions d'Afrique et je vous en donnerais des plantes ?

Réfléchissez à cela, très cher et vieil ami, et venez nous surprendre. En attendant, j'ai fait venir de Paris une petite caisse qu'on nous avait envoyé de Bourbon, en me demandant mon avis sur ce qui y était renfermé. Je viens de passer huit jours à l'étudier. J'y ai trouvé une demi-douzaine de délicieuses fougères qui m'échappèrent dans cette île ; et, le croiriez-vous, le magnifique *Ophioglossum palmatum*, découvert il y a plus d'un siècle aux Antilles par le bon père Plumier, qu'il fit graver, qu'on ne retrouva pas dans son herbier, ni dans celui de Tournefort, qui y avait puisé, et dont on commençait à révoquer l'existence en doute. Me voilà donc en possession précisément de vingt bonnes espèces dans un genre où l'on se croit riche, quand on a le *vulgalum* et le *lusitanicum*.

Adieu, cher et vieil ami. Croyez-moi pour la vie tout à vous de cœur,

BORY DE SAINT-VINCENT.

XXXVIII

A Monsieur Léon Dufour, de l'Institut, docteur en médecine, etc. .,
à Saint-Sever (Landes).

Alger, 8 décembre 1841.

TRÈS CHER ET ANCIEN AMI,

J'ai trouvé hier en rentrant d'une course aux champs votre lettre du 11 passé que Durrieu y avait laissée. Je le verrai sans doute ce soir dans le palais du gouverneur dont c'est le jour, et nous causerons de vous ; c'est un bon jeune homme qui a dû vous dire qu'il m'avait passé par les mains, quand je faisais partie du Comité d'Etat-major. Quant à son oncle, c'est aussi une vieille connaissance ; je le vénère et l'aime de tout mon cœur. Je ferai aussi votre commission près du gouverneur et vous rappellerai à sa femme. Il faut convenir qu'elle est une bien aimable et bonne personne. Vous ne sauriez croire combien elle a plu à tout Alger. Sa bonté, sa douceur, son esprit nous charment. Ses filles si bien élevées sont beaucoup mieux que de plus jolies, et les petites réunions, où cette charmante famille caresse gracieusement les dames dont le général bouscule

les maris, racommodent les petites brusqueries du mari. Celui-ci fait au reste merveilles, selon moi. Il est le seul qui ait conquis l'Algérie sans en excepter le maréchal Clausel. Son activité ne peut se comparer qu'à la justice de ses vues. Il est militaire excellent et agriculteur habile ; c'est ce qu'il faut ici. Seulement je crains qu'il y fasse si bien qu'on ne l'y laisse pas. Je puis vous répondre que si on laisse faire Bugeaud et qu'on lui donne ce qu'il demande, l'Afrique sera soumise et aussi tranquille que le département des Landes avant un an. Vous en douterés tant qu'il vous plaira ; mais depuis 24 mois j'étudie le pays et je suis certain de bien le connaître. Que diable ! J'ai prouvé, je crois, par de nombreuses relations que je voyais et observais assez bien ces sortes de choses. Mes ouvrages sur l'Espagne, entre autres, ont prouvé que pour ne pas voir comme tous les bavards mes prédécesseurs, je n'en avais pas moins mieux vu ; eh bien ! Je vous dis, moi, que l'Afrique est aussi solement jugée et mal connue en France, après dix ans d'occupation, que la Nouvelle Zemble ou que la côte de Nootka, qu'excepté Baude, qui n'a pourtant pas toujours raison, on n'en a imprimé que des absurdités ; que le Ministère ne l'a jamais plus connue que les journaux de toutes les opinions en ont parlé, sans savoir ce qu'ils disaient ; que l'esprit de parti a tout défiguré ; qu'on l'a aussi bêtement vantée que dénigrée, et qu'enfin les bureaux se sont fait une Afrique tellement imaginaire et peu semblable à ce qu'elle est, qu'on leur paraît toujours visionnaire quand on leur en dit la vérité.

Il m'a falu pour juger le pays passer d'abord six mois à le parcourir et à déraciner une à une de mon esprit toutes les idées que je m'en étais fait avant d'y venir depuis mon enfance et surtout depuis 1830, que j'en avais eu tant de relations. Il m'a fallu ensuite six mois pour me faire de nouvelles idées sur ce que je voyais de mes yeux, et depuis un an je joins à l'idée que j'ai enfin de bien connaître mon sujet, où chaque jour j'acquiers la certitude que j'ai enfin bien jugé. Ce qui me plaît surtout, c'est que tout homme de bonne foi, quelques soient ses préjugés, son opinion et le parti auquel son existence le condamne, finit par voir comme moi. Ainsi Bugeaud, juste milieu comme vous, venu ici avec les préventions les plus fortes, que sa campagne de la Taphna avaient enracinées dans sa dure tête, est devenu de jour en jour africain, et l'est peut-être autant aujourd'hui, plus que moi, parce qu'il a enfin vu les choses par lui-même. Il n'avait seulement pas à bien faire, il lui fallait réparer les énormités d'âneries accumulées depuis 1830. Il désespé-

rait presque d'en venir jamais à bout. Quand sa marche fut décidée et que je le vis à l'œuvre, je lui dis en propres termes : « Enfin, je « vois un chef qui est sur la voie ; si vous persévérez seulement un « an de la sorte, vous en aurez fini. » « Un an, s'écriait-il, Dieu « veuille que ce soit dans six et je serai content. » L'autre jour, il me disait déjà : « Nous avons tous les deux tort, vous avec votre « année, moi avec mes six ; j'espère en être venu à bout pour la fin « de 1842. » J'ai répliqué : « C'est moi qui avais raison, je maintiens « mon dire, et si les Chambres vous accordent ce que vous devez « leur demander, je demeure convaincu que vous n'en aurez plus « pour quatre mois. »

En effet, c'est une chose terminée, si l'on ne reculait pas sotement devant l'idée d'acheter la tête de cet imbécile d'Abd-el-Kader qui en a tant fait couper. On pourrait dès le jour de l'an parcourir à quatre la Régence de Tlemcen à Constantine sans danger, et planter des jardins ou cultiver des champs des rives de la mer au grand désert. Tout cela vous paraîtra bizarre, parce que vous en jugez par ce qu'on en imprime, par la manière dont on attaque l'Algérie aux Chambres et par la façon dont le Conseil d'Etat, chargé de répondre, la défend. Il n'en est pas moins vrai que tout ce qu'on vous dit de l'Afrique en bien et en mal est faux ou de travers, chacun ayant quelque intérêt à mentir, et le siècle étant celui du *Macairisme*.

Quoiqu'il en soit, cette Afrique brûlante, altérée, sans eau, ni verdure, dévorée d'un soleil atroce, désolée par les vents qui promènent des tempêtes d'arene mobile, est une région plus tempérée que la Provence, où le thermomètre centigrade (à quelque exception près de sites et de tempêtes) ne descend guère à dix et ne monte pas à trente-cinq, bien arrosée encore malgré la quantité de conduits d'eau et de fontaines que le vandalisme français et le corps du génie ont coupé ou fait tarir, où sont les plus grandes et belles forêts du monde, composées de lièges, de *Quercus Mirbelii* et *Ilex*, de lauriers, frênes, chataigniers (que n'y vit pas Desfontaines), houx, pins d'Alep, *thuya articulata*, lentisques, caroubiers, *Celtis australis*, *juniperus oxicedrus* et *phenicea*, arbousiers de haute forme, sans compter d'innombrables *Populus alba*, ormes, cyprès et ce magnifique *Pistachier atlantique*, l'arbre le plus royal qui existe au monde, les orangers et les citronniers séculaires de Blida, etc., etc. Quant à l'arene mobile si terrible, je ne cesse de demander excuse à ceux à qui j'écris, de ce que je ne sable pas mes lettres, au risque de faire des patés, parce qu'il n'existe pas de sable en Afrique, si ce

n'est celui de quelques plages autour d'Alger même et entre Bone et La Calle. On n'en imprime pas moins tous les jours que l'armée de Cambise fut engloutie par des montagnes mobiles en allant à l'oasis de Jupiter Ammon et Charles Dupin (?) dit encore à l'Institut *Les déserts de sable de l'Algérie*.

Il en est de même de ces indomptables Arabes sans nombre et insaisissables qui fondent par nuées sur nos arrières-gardes comme des vautours dévorans. Je maintiens et prouverai quand il le faudra que l'Algérie tout entière du Maroc à Tunis et du Saara à la Méditerranée ne compte pas 1.200.000 âmes, dont la moitié pour la province de Constantine et le reste pour Alger et Oran. Or c'est là la question. Metez donc 300.000 femmes, 200.000 enfants et vieillards, restera cent mille adultes éparpillés sur une surface égale au tiers de la France, dont pas une puissance humaine ne saurait réunir et maintenir huit jours sur un point, seulement six mille hommes, mettons *dix* ; et c'est de ces sortes de moustiques mal armés, inconsistants, laches et malpropres que la France ne peut venir à bout avec les 50.000 soldats dont elle peut disposer sur les 80.000 qu'elle entretient ici sur le papier ? Ce sont ces misérables demi-sauvages, dont la rage de faire des bulletins et les fautes incroyables de votre stupide volée ont fait quelque chose d'apparent qu'on ne saurait réduire ?.... Encore une fois, Bugeaud a trouvé la marche pour en venir à bout ; mais il faut qu'on le laisse faire. J'ai en lui une confiance absolue. Vous voyez que je ne suis pas de ceux qui tiennent à leur opinion quand même ; j'abandonne les miennes lorsque je les reconnais fausses. Comparez mes anciennes lettres sur votre ami Bugeaud à celles-ci ; vous verrez que je m'exécute de bonne foi.

Mais je me laisse aler à vous parler du pays et j'oublie de vous dire que votre beau-père ne m'a jamais remis de lettre de vous ; je n'ai jamais eu occasion de le rencontrer ; cependant Delybrahim est bien près d'ici. J'aurai soin de m'en informer et l'accueillerai de mon mieux si je mets la main dessus.

Votre voyage de Mont-de-Marsan vous aura fait revoir Dufau, notre ancien et bon camarade. Je gagerais que vous n'aurez seulement pas parler de moi ensemble. Quand vous lui écrirez, faites lui mille amitiés pour moi.

Je viens de recevoir de Vire une bien triste lettre de René Lenormand qui m'annonce la mort de mon cher Delèse. C'était un vieux contemporain qui pouvait avoir une paire d'ans de moins que moi. Je l'avais connu de 1799 à 1800 à Fougère où j'étais en garnison, il

y a longtemps comme vous voyez. Je lui donnai le gout de la cryptogamie et le retrouvant depuis aux armées, tantôt sur un point de l'Alemagne, tantôt sur un point d'Espagne, comme on faisait alors, nous renouvelions connaissance. Enfin j'avais été depuis 1820 le voir à Vire ; il était venu me voir à Paris ; nous nous écrivions souvent ; nos herbiers de lichens étaient souvent en route de l'un chez l'autre ; c'était le meilleur être qu'il fut possible d'imaginer, et celui que j'ai le plus regretté depuis la mort de Thore et celle de Lamouroux (1).

Adieu donc, je vous quitte pour aler faire mes quatre lieues à pied. Le climat d'Afrique m'est si bon, me fait tant manger et dormir que j'engraisse au point d'en devenir poussif ; les frères Ménard qui disent que je me plains de trop de jeunesse et de santé, m'ont cependant interdit le cheval, qui, disent-ils, fait grossir la bedaine, et ordonné un grand exercice à pied, tous les jours. Je vais donc aller au soir chercher des échantillons de l'*Equisetum ramosissimum* que je vis il y a quelques temps dans une haie aux pieds des hauteurs de Kouba et que je soupçonne devoir être actuellement en fructification. Ils ont de douze à quinze pieds de hauteur et ils sont effectivement avec leurs épis. J'en dessècherai un à votre intention. Tout à vous de cœur. Présentez mes respectueux hommages à vos dames et me croyez plus que jamais tout à vous.

BORY DE SAINT-VINCENT.

J'ai vu le capitaine Durieu qui est une de mes vieilles connaissances et qui a dû vous dire qu'il m'avait passé par les mains quand je faisais partie du Comité d'Etat-major et lui de l'école d'application. Il a eu raison quand il vous a dit que la chair d'hyène ne valait rien ; cet animal a une peau musquée qui le rend infect ; mais pour le caracal, s'il vous l'a dit, il s'est trompé. D'abord le caracal n'est pas le *Felis linx* connu. Vous paraissez le croire ! Le vrai linx se trouve également en Algérie, et Linné avait fort bien distingué ces deux espèces. Vous saurez donc que la viande de tous les félins est bonne et vous pouvez en juger en mangeant le premier chat domestique ou sauvage de Saint-Sever que vous jugerez à propos d'expérimenter. Le lion qui s'éloigne un peu du genre est peut-être moins délicat ; mais il vaut certainement déjà mieux que le lapin. La panthère a quelque chose de sauvage qu'on fait passer en la marinant. Mais

(1) Voir, à l'*Index*, notre 1^{er} volume.

pour le caracal, c'est une chose exquise, hors ligne, blanche, tendre, et sans autre façon que de la piquer en filet de bœuf et metre à la broche, de la consistance et du gout d'une aile de faisan. Les arabes le savent bien, et je suis surpris que ce gibier n'ait pas une réputation colossale. Quand au *Valeriana tuberosa* qui vous a fait tant de plaisir dans les Pyrénées et l'*Anagallis crassifolia*, que vous pensez ne pas devoir être en Afrique, nous y avons l'une et l'autre et bien d'autres plantes du département des Landes, telles que l'*Airopsis globosa*, l'*Illecebrum verticillatum*, etc., etc.

XXXVIII

A Monsieur Léon Dufour, naturaliste, à Saint-Sever (Landes).

Alger, 9 janvier 1842.

TRÈS CHER,

Je ne puis résister au plaisir de vous écrire pour vous remercier du joli mémoire que vous m'avez envoyé sur le *Cerceris Bupresticide*. C'est une bien jolie observation que vous avez faite. Savez-vous que vous me faites venir l'idée de dresser des Hyménoptères pour la chasse aux insectes rares. En voilà un qui vous fait trouver 70 Buprestes à 8 taches et 56 Bifarcies, espèces assez rares dans les collections et pour la conservation desquelles à la surface du globe je commence à prendre quelque inquiétude. Je ne m'étonne plus qu'on en trouve si peu dans les campagnes, dès que leurs ennemis les attaquent au sortir des braies qui les nourrissent dans leur premier état. J'avais bien lu dans l'ouvrage illustré du Père Kircher qu'au Céleste Empire on élève des cormorans avec un anneau au cou pour prendre des poissons que l'oiseau ne peut avaler et qu'on leur retire du gosier après qu'ils l'ont pêché. Ne pourrait-on faire des *Cerceris* ou autres fouisseurs des Entomaltrapes ou attrapeurs de beaux coléoptères par quelque procédé analogue ? Je laisse cette découverte à votre sagacité, et en attendant que vous l'ayez faite, je vous dirai que nous avons eu depuis quelques jours une image de l'hiver dans notre suave Algérie. Il est tombé à diverses reprises, à la suite de tonnerres affreux, beaucoup de grêle ; puis, le thermomètre étant descendu, quand la surface du sol était déjà refroidie à 0, est venue de la neige qui fondait en ville, mais qui depuis avant hier jusqu'à aujourd'hui couvrait les collines du pourtour d'Alger.

Ainsi, ce n'est qu'au soleil de midi, qui s'est aujourd'hui montré assez brillant que le Boudrarée (200 mètres) est redevenu verdoyant, tandis qu'au loin l'Atlas a sa chemise blanche. C'est une chose qu'on n'avait pas vu ici depuis 1830 et quinze ou seize années avant. Les Maures sont gelés et admirent que ce froid ne nous fasse pas mourir. Ce sont d'étranges physiciens. Ils disent qu'il en résultera beaucoup de sauterelles.

Je ferai ce soir vos compliments à M^{me} Bugeaud que je dois voir chez le maire d'Alger et qui est une femme aussi bonne qu'aimable. Son mari gagne de plus en plus la confiance du pays et commence à recueillir les fruits de son système de guerre. J'admire son bon sens et son activité. Les soumissions lui viennent de toutes parts et ses succès sont tellement inespérés dans l'Ouest qu'il s'est décidé à partir mercredi prochain pour Oran et Mostaganem, où 11 puissantes tribus, qui ont déserté la cause d'Abd-el-Kader, sont venues se soumettre. Son histoire avec le général Rumigny est bien plaisante. Il avait offert au gouverneur de venir à Paris défendre le budget d'Alger et de faire une fugue pour se montrer à la tribune en temps opportun. On lui répondit courrier par courrier qu'on était sensible à tant de dévouement, qu'on acceptait son offre, et qu'on lui envoyait le général Rumigny pour remplir l'intérim. Le gouverneur fut un peu surpris de tant de diligence, et déclara qu'il était toujours dans la même intention, mais qu'il ne quitterait son poste que lorsqu'on en serait aux Chambres arrivé à l'époque critique de la session, et qu'il n'entendait pas que *son affaire devint la trame de Pénélope*. « Je suis comme un joueur d'échecs, ajoutait-il, qui entre-voit le moment où il va faire le mat. Un besoin quelconque me force à suspendre la partie pour quelques instants ; la donnerai-je à un autre, fût-il plus habile que moi, non certes ; car s'il la perdait, on dirait : c'est que Bugeaud l'avait mal engagée ; et si au contraire il la gagnait, on ne manquerait pas de proclamer que c'est à Rumigny qu'on doit la victoire. Trouvez donc bon que j'achève avant tout d'anéantir un ennemi, à la grandeur duquel vous m'avez une fois moi-même forcé de contribuer. » Quand on a su cette résolution, il a failli y avoir des feux de joie. Car votre illustre ami est enfin apprécié ce qu'il vaut par toute l'Algérie. S'il était connu de tous comme nous le connaissons aujourd'hui, en vérité la presse aurait bien mauvaise grâce à l'attaquer comme elle le fait. Mais cette pauvre presse se fourvoie si fort qu'on doit faire peu de cas de ses jugements.

Je savais déjà, très cher, les offres que vous avait faites le Muséum, et vous dirai que malgré mon amitié pour Audouin, je pensais dès longtemps qu'il était honteux pour le Jardin des Plantes et l'Institut qu'il y remplît votre place (1). Aujourd'hui c'est bien pire. Car, entre nous, votre Milcie (?) n'est qu'un petit farceur d'intrigant. Vous seul êtes aujourd'hui capable de *désempêner* les deux places vacantes ; à l'Académie, ainsi qu'au Jardin des Plantes. Vous y seriez justement en saillie, et il n'est peut-être pas deux hommes en France qui fussent capables de refuser de pareils honneurs si mérités. Mais je conçois votre honorable résolution. La considération dont vous jouissez dans le département, votre *Musum*, la maison natale, l'habitude, les intérêts de famille, les vrais amis que le temps vous a fait, militent puissamment dans l'esprit d'un vrai sage contre les avantages qu'on trouve à Paris sous certains rapports, mais qui sont bien empoisonnés. Il y a dix ans j'eusse combattu votre résolution ; aujourd'hui je l'approuve et vous en estime s'il se peut davantage. L'influence dont vous jouissez de Bayonne aux frontières du Gers et de la Gironde, la manière dont chacun vous y chérit, tout cela vaut mieux que la célébrité jalousée de Paris. Je n'aurai pas de repos que je n'aie quelque jour, en passant, visiter le sage de Saint-Sever. En attendant vous pourrez dire à la mère de Durrieu qu'il se porte à merveille. Je le vis encore mercredi et jeudi dernier au bal chez le gouverneur et l'intendant civil. Je le rencontrerai probablement ce soir chez le maire et lui dirai qu'on se plaint de son silence dans sa famille, lorsqu'il m'assure chaque fois que je le vois qu'il transmet mes compliments à son oncle pour lequel je le charge toujours de quelque chose.

Je ne vous parle pas de *lichens*, dites-vous. C'est qu'il y en a très peu. Voilà, selon moi qui les aime tant, le seul défaut de l'Algérie où les belles cryptogames sont rares et croissent rabougries et mesquines, quand on en rencontre çà et là quelques espèces comme égarées. Pas un sticte, à peine quelques mauvaises ramollinas et sur les rochers de pauvres leproïdes sans intérêt. Mon herbier ne se sera pas enrichi d'une seule espèce en Algérie et le *Ronere atlantica*, que j'y croyais trouver communément, ne s'est présenté dans deux ou trois fois à nous que par brins assez tristes çà et là. C'est des pourtors de la baie de Cadix que je me suis autrefois procuré cette plante en bon état, parce que je la trouvai moi-même.

(1) Voir note sur Audouin, p. 230 du premier volume... Il mourut en 1841.

Mais en voilà encore bien long pour une lettre si rapprochée de ma dernière. Je termine donc avec mon papier en vous embrassant de tout mon cœur et vous priant de présenter mes hommages à votre charmante famille.

BORY DE SAINT-VINCENT.

XXXIX

Sans adresse.

Alger, 22 avril 1842.

TRÈS CHER, AIMABLE, TOUJOURS JEUNE ET VIEIL AMI, etc., etc.,

Je vous suppose sur la route de Paris où vous deviez vous rendre dans les premiers jours du printemps selon votre dernière. Nous nous y reverrons le mois prochain ; car je pars d'ici le 5 mai et mettrai une quinzaine en route. Vous me ferez dire où vous serez logé, toujours rue de Bussy. Je reviens de Blida où j'ai passé huit jours pour montrer le jardin des Hespérides à ma fille qui est tout enchantée d'avoir monté sur les racines de l'Atlas. Cela lui paraît si poétique qu'elle est convaincue que le vieux roi des Atlantes est toujours sur sa cime, supportant le ciel, et la preuve qu'elle en donne est la quantité de nuages qu'elle supporte. J'ai beau lui dire que les nuages ne sont pas le ciel, que les montagnes d'Alger ne sont pas l'Atlas, que le bonhomme Desfontaines et le maréchal Clausel se trompèrent en transportant dans la Mauritanie le système orographique du Maroc, elle tient, avec tous nos Européens d'Afrique la chaîne méridionale de la Metdjé pour le mont Atlas. Dieu veuille qu'elle ne fasse pas dans sa vie de plus grave erreur.

Je laisse Durrieu dans les provinces de l'Ouest pour compléter notre Flore barbaresque dont vous aurez quelque jour votre bonne part. En attendant je suis dans l'horreur des emballages. La saison est fort retardée. Nous avons eu un hiver anormal, très pluvieux et même très froid, puisque le thermomètre est souvent descendu jusqu'à 8 au-dessous de 0. Il y a encore de petites plaques de neiges sur quelques crêtes voisines et le Jurjura en est encore entièrement blanc. Cependant les orangers de Blida, couverts de leurs éblouissantes fleurs, formaient un coup d'œil magnifique. J'espère bien vous décider à venir quelques jours vous promener à l'ombre des miens. Je vous ferai manger des bananes. Tout peut croître ici en pleine terre sans exception ; mais tout n'y fleurirait pas, encore

moins tous les fruits y mûriraient-ils ? Cependant, comme j'ai vu autrefois à Bourbon des *Letchis*, le *Mangoustes*, l'*Eugénie Jamboi*, l'*Anana squamosa*, et le *caffe* prospérer en des sites où il y avait quelquefois de petite gelée blanche, je ne désespère pas d'avoir un jour de tout cela dans mon jardin.

Votre ami Bugeaud fait toujours merveille. Il a si bien chassé Abd-el-Kader de notre Algérie, que ce grand homme de notre fabrique ne peut y venir faire ses dernières courses qu'avec des Maroquins et ne pourrait plus soulever une des tribus de notre territoire. Faut-il que nous n'osions déclarer à l'empereur du Maroc que si ses sujets continuent à nous faire la guerre, on ira lui brûler Tanger ou Fez, dans lesquels il serait facile de l'atteindre, et au besoin sa capitale ? Il est bien dur que le petit tyran de la Tingitane s'arroge ainsi le droit de se moquer du roi des Français. A la bonne heure, les Anglais et l'empereur de Russie. Mais un Maroquin ?...

Il est bien clair aujourd'hui que les véritables ennemis de l'Algérie ne sont pas en Afrique. Aussi je compte bien y devenir propriétaire et finir mes jours sous ce beau climat, quand il sera tranquille et prospère sous la domination d'Albion, des Etats-Unis, ou de qui-conque doit être appelé par les fautes de la France à manger les marrons que nous avons tiré du feu. *Souvenez-vous bien de ce que je vous écris là.* J'ai plus d'une fois prophétisé. Il est une volonté tenace qui ne veut pas de nos possessions d'Afrique, et Bugeaud lui-même aura beau faire, beau conquérir et beau coloniser, la *volonté* en question saura bien tout enchevêtrer à point. Je n'en demeurerai pas moins *Blidien*, que m'importe sous qui ? Je m'en f.... et n'en demeure pas moins votre sincère.

BORY DE SAINT-VINCENT (1).

Bory de S^t-Vincent rentra, en effet cette année 1842, à Paris. Il y vécut encore quatre ans, écrivant de loin en loin à son ami

(1) Rappelons ici le passage des *Souvenirs d'un savant français* que nous avons déjà cité dans notre *Introduction*, page 47, et où Léon Dufour écrit :

« Bory de Saint-Vincent passa plusieurs années en Algérie où il fit marcher plus ou moins de front la science et les plaisirs. Le Gouvernement « lui fit alors une concession de terrain dans la délicieuse contrée de Blidah, que dans ses lettres il me dépeignait comme un véritable Eden, mais « cette concession il ne tarda point à la concéder et la convertir en espèces « sonnantes qui défilèrent sans beaucoup de bruit. »

Léon Dufour, notamment à l'époque du premier de l'an, mais plutôt pour lui demander de ses nouvelles que pour le tenir au courant de ce qu'il faisait. Dans les neuf lettres qui terminèrent le précieux dossier qui nous a été confié, et qui portent les dates des 17 août, 27 novembre, 31 décembre 1842, 1^{er} janvier, 26 décembre 1844, 11 février, 5 mars, 3 avril et 31 octobre 1846, toutes datées de Paris qu'il ne quitta plus, il regrette, dans les premières, de ne pouvoir aller encore herboriser à St-Sever, dans les Landes, à la Teste, sur les rochers de Biarritz, comme au bon vieux temps. Il est toujours décidé à finir ses jours en Algérie, dans les jardins enchantés de Blidah « ou, comme les hirondelles, il veut faire son nid d'hiver ». Mais sa santé commence à chanceler ; ses nuits sont cruelles ; il étouffe souvent : et il ne peut songer encore à s'absenter. Il a vu les deux fils de son vieil ami, qui sont charmants, sages, studieux, et il lui en fait ses compliments. Il a cependant pu aller, en avril 46, jusqu'à Tours, assister à l'inauguration du chemin de fer ; et cette course, qui ne l'a pas trop fatigué, il veut la renouveler sous peu jusqu'à Orléans, « pour aller y manger des lamproies ».

Vient enfin la lettre du 31 octobre 1846, qui est la dernière et la plus touchante. Pour cette raison, nous croyons devoir la donner *in extenso*. Elle clôt la longue série de cette correspondance qui, durant plus de quarante ans, ne se ralentit pas. On sait que Bory de Saint-Vincent mourut à Paris le 23 décembre de cette année.

LX

Paris, 31 octobre 1846.

Très cher, non moins ancien et toujours jeune ami (car vous avez de la jeunesse, vous), votre excellent *Gustave* m'a apporté votre aimable lettre du 14 courant qui avait passé avec lui à travers toutes les inondations de la Loire, mais qui n'était pourtant pas mouillée. Il est revenu le lendemain en prendre une de recommandation pour Sée et le voilà parti. Je vous en fais avant tout mon compliment ; c'est un charmant garçon, plein de bons sentiments, et j'ai eu grand plaisir à causer chaque fois une bonne heure avec lui. Nous avons

causé de la famille, du pays, de ses projets d'avenir, des occupations auxquelles il se propose de se livrer, plus particulièrement, loin des siens. En tout, je l'ai trouvé plein de raison, et je suis certain que vous en aurez dans l'avenir toute sorte de satisfaction. Je suis certain encore que Sée l'accueillera comme un fils, et je l'ai instamment prié de le traiter comme s'il était de la famille.

Gustave m'a trouvé une véritable patraque. Je ne puis pas dire que je suis souffrant. Quand je ne fais aucun mouvement, que je demeure horizontalement étendu sur mon lit, assez en long, les pieds de niveau sur ma chaise longue, lisant ou causant au coin d'un bon feu, ou le ventre à table devant quelque bon petit dîner que viennent égayer mes filles, je me porte à ravir. J'ai tout au plus quarante ans, et suis gastronome, épicurien, paresseux, etc., etc. Mais, pour peu que je veuille me remuer, me tenir debout devant un paquet de plantes, feuilleter des fougères, lichens, etc., et remuer les bras, je suis bientôt essoufflé et ne respire plus, cependant sans éprouver la moindre douleur ; mais l'embarras devient bientôt si grand, que, menacé exactement parlant de suffocation, je n'ai que le temps de reprendre une situation paresseuse pour reconquérir mon haleine. C'est au point que plusieurs fois j'ai eu peur d'étouffer net. Du reste, comme je vous l'ai dit plus haut, dormant assez bien et de fort bon appétit, digérant à merveille et me portant à ravir. Ces messieurs qui m'ont taté, ausculté, écouté respirer avec des attentions et des soins auxquels j'ai été bien sensible, n'y comprennent rien, disent que ce n'est pas de l'asthme, mais *nerveux*. Après ce grand mot, on s'est aperçu que parfois les extrémités inférieures s'engorgeaient, s'enflaient outre mesure ; mais, comme par caprice, reentraient dans leur état naturel, sans me causer la moindre douleur, et tout cela, voilà bientôt un an. On m'a mis un seton sur la poitrine, puis d'atroces brûlures avec la poudre de Vienne sur toute la région du cœur à huit et dix jours de distance, ce qui m'a fait tant souffrir périodiquement que j'en étais fort maigre, enfin des vésicatoires volants ; en un mot, j'ai été martyrisé comme S. Laurent par le feu. Je devais, de l'avis de Rayet et de Lallemand, partir sous peu pour aller passer l'hiver que je redoute ici, dans ma chère Attique, refaire ma collection d'*Isoètes*. Ces messieurs actuellement me trouvent trop courte haleine pour supporter commodément le voyage, et, le différant jusqu'à ce que nous ayons quelques beaux jours, ont depuis une quinzaine entrepris un traitement par l'oxide d'or, dont tous les soirs je me frotte la langue durant un quart d'heure en augmentant

la dose graduellement. Ils s'en promettent beaucoup d'avantages. Me voilà donc un nouveau Chrysostome ; seulement que le grand docteur respirait librement, qu'il avait la langue dorée et que la mienne devient sensiblement noire. Voilà, mon ami, les détails que vous me demandez sur ma pauvre santé. Donnez-moi aussi votre avis, puis passons à la chère botanique.

Je conçois le plaisir que vous devez avoir à en repasser votre herbier, qu'une pareille révision fait admirer ce que vaut la mémoire. Quand je regarde mes collections, il n'est pas un seul échantillon qui ne réveille en moi des multitudes de petits ou même de grands événements qui s'y rattachent. Je vois où je le récoltai, les lieux où il croissait, ce qui croissait autour, avec qui j'étais ou qui me l'a donné, etc. C'est vraiment une chose prodigieuse. On dirait que toutes ces idées, véritablement oubliées pendant des années, sont aussi en feuilles comme les plantes et se reproduisent en l'esprit avec toute leur fraîcheur quand on parcourt les cartons où elles sont casées. Hélas ! je ne puis guère exhumer ces souvenirs que de temps en temps, de quart d'heure en quart d'heure ; puis il faut tout interrompre pour reprendre haleine. Je me propose cependant aussi une grande revue ; car la confusion commencerait à se glisser dans ma collection si admirablement ordonnée. Comme je n'ai point de phanérogames ainsi que vous, mon bagage de foin doit être moins vaste que le votre ; mais croyez qu'une cryptogamie, comme l'a mienne, n'est pourtant pas une petite affaire et que ce sera encore un grand travail que de revoir seulement mes lichens. Je compte aussi m'y remettre incessamment avec la pensée comme vous l'avez, que ce bon Delise en a fait les étables d'Augias. C'est vraiment pitié que la manière dont il faisait les espèces. Je pense encore comme vous que Montagne (1) pourrait et devrait nous débrouiller ce chaos. Il parla de temps en temps de faire un *Synopsis* et je l'y engage fort. Je voudrais jouir d'un tel livre avant de crever. Je metrais volontiers ma collection à la disposition de qui le voudrait faire. Je ne sais si elle est aussi riche que la votre en petites espèces européennes, mais je la crois des plus considérables. Outre les exotiques, où je crois surpasser tous les autres herbiers de Paris, mon séjour de l'autre côté du Rhin, en Prusse, etc., de 1805 à la fin de 1807 et mes anciens rapports avec l'Allemagne, m'avaient bien en-

(1) Voir notre note sur le docteur Montagne, page 301 de notre premier volume.

richi. Au reste le *Synopsis* serait encore une grande opération quand je considère combien les nouveautés se sont multipliées. Ainsi le genre *Sticta*, que je regardais l'autre jour et dont il y a plus de vingt ans je fournis tant d'espèces à l'horrible monographie de notre bon Delise, s'est au moins doublé d'espèces magnifiques dans mes cartons ; et cependant l'autre jour je regus une caisse de fougères et de quelques cryptogames des Antilles, où j'en trouvai encore trois, d'assez grande taille, entièrement nouvelles.

Adieu, très cher ami, soyez sûr qu'à ma révision prochaine vous ne serez pas oublié, et je vous donnerai encore bien des choses en attendant ; vous devriez bien, si vous regrimez encore une fois les Pyrénées, voir si dans quelques lacs de ces montagnes, vous ne trouveriez pas une forme Groenlandaise d'*Isoetes* que Gay en a reçu il y a quelque temps. N'avez-vous jamais rencontré dans vos bois, le *Polypodium Cambricum*, composé du vulgaire que Thore trouva fort belle, deux ou trois fois et toute en fructification, ce qui ne lui arrive jamais dans nos jardins ?

Adieu, très cher, aimable, ancien et toujours jeune ami. Vous vous plaignez de ne pas recevoir de mes nouvelles. J'espère qu'en voici une qui vous prouvera que j'aime à jaser avec vous.

Adieu de cœur, hommages à votre famille.

BORY DE SAINT-VINCENT.

Etienne Dufour met en marge :

« Dernière lettre écrite par mon ami Bory, qui a succombé le 23 décembre (1846) à un hydropericarde qui existait depuis 18 mois. »

BIBLIOGRAPHIE

En Gascogne. A propos du problème de la natalité, par M. le docteur Emmanuel Labat. (Extrait de la *Revue des Deux-Mondes*, numéro du 1^{er} juillet 1911.)

Les articles que publie dans la *Revue des Deux-Mondes* notre très distingué compatriote, M. le docteur Emmanuel Labat, sont trop remarquables, et aussi trop remarqués, ils touchent de trop près le sol que nous foulons tous les jours, pour que nous ne nous fassions pas un devoir, en même temps qu'un véritable plaisir, de les signaler à nos lecteurs. Déjà, l'an passé, nous avons appelé leur attention sur les pages charmantes, malheureusement trop décevantes, où l'auteur déplore l'Abandon de la Terre gasconne, abandon dont nous sommes chaque jour les témoins attristés. Aujourd'hui c'est le problème de la natalité qu'il cherche à résoudre, ou plutôt de l'*hyponatalité*, nom nouveau mais très juste qu'il entend donner à cette plaie dévorante de notre beau pays, dont il indique les causes, déduit les effets et cherche anxieusement les remèdes.

« La faiblesse extrême de la natalité, écrit-il, dans sa saisissante « introduction, est la question qui prime et domine tout en Gascogne. Elle pèse d'un poids accablant sur la vie économique, sociale, familiale, individuelle, et, en cherchant bien, on trouverait « que la politique n'échappe pas à sa répercussion.

« Si les terres les plus fertiles sont vendues à bas prix et les autres menacées d'abandon ; si toute une classe sociale, la bourgeoisie terrienne, est ruinée et condamnée à disparaître ; si la dégénérescence de la race s'aggrave chaque jour ; si les vertus que « développe la famille nombreuse, et qui sont la force vive d'un « peuple, deviennent rares ; si de tous côtés se montrent des signes « de dépression et de découragement, c'est l'hyponatalité qui en « est cause. Elle étend sur le pays une ombre discrète de tristesse, « la tristesse des hameaux dont tous les toits n'ont plus leur petite « fumée aux approches du soir, la mélancolie des choses finissantes. Sur les cartes de la natalité de la France, la tache noire de la « Gascogne, la plus sombre de toutes, n'est pas un vain symbole. » Et poussant plus loin la comparaison de notre province avec celles

de France, de notre pays avec les autres pays du monde, M. Labat constate, chiffres en mains, que la natalité décroît chez tous les peuples civilisés; qu'elle a baissé en France plus que partout ailleurs; et qu'elle est encore plus basse en Gascogne que dans le reste de la France. « Aucun groupe ethnique dans le monde n'est descendu aussi bas que le groupe Gascon. »

D'où cela vient-il? A côté des causes générales ne se trouve-t-il pas des causes locales et particulières, qu'il importe avant tout d'établir? Sujet difficile et complexe, qui touche à tout, à l'économie politique, à la médecine, à la législation, aux questions fiscales, à la morale, à la religion. Ingrat et pénible aussi; car « l'analyse, « poussée à fond, d'un mal social, grave et même humiliant, ne « laisse pas d'avoir quelque dureté, la dureté des doigts du médecin dont les pressions douloureuses sur une région du corps enflammée cherchent le signe qui permettra le diagnostic et le traitement. »

Ce n'est pas une étude complète de la natalité que veut entreprendre M. le docteur Labat; le sujet est trop vaste et nécessiterait trop de collaborateurs. Il ne veut « qu'apporter une contribution à l'étude de la question en Gascogne, ou plutôt la simple déposition d'un témoin, attentif à suivre depuis longtemps les progrès du mal sur une population gravement atteinte... Les premières pages pourront être réclamées par la médecine; on trouvera dans les autres moins de chiffres et de statistiques que de psychologie; et ceux-là n'en seront pas étonnés qui pensent que le problème de la natalité est avant tout un problème moral. »

* * *

I. — M. le docteur Labat entre de suite dans le vif de la question. Il rappelle que dans tous les pays voisins, « les excédents dépassent les frontières »; qu'en France il n'en est plus ainsi; et il affirme que l'hyponatalité est la cause précise et directe de la dégénérescence de la race, « un facteur puissant qui, à chaque génération, multiplie cette dégénérescence par elle-même. »

Tout le monde peut le constater, le médecin mieux qu'aucun autre. « Le masque des visages est moins énergique que jadis; les belles attitudes que donnent la souplesse et la force sont plus rares; les saillies musculaires se sont effacées; beaucoup de jeunes filles, dont les grand'mères à la taille bien prise et à la nuque

« solide portaient les plus lourds fardeaux sur la tête, cachent une
« légère déviation sous le corsét ; les jeunes gens ont perdu l'apti-
« tude à la marche et l'endurance aux travaux pénibles ; la résis-
« tance dans les maladies est moindre ; enfin la tuberculose, au lieu
« de reculer, gagne du terrain... La mortalité reste élevée, supé-
« rieure à la mortalité moyenne de la France. Nous avons peu de
« berceaux et beaucoup de cercueils. »

Mais à quelles causes attribuer cette dégénérescence ? M. Labat n'hésite pas à répondre : à la caserne si peu hygiénique, à l'école qui ne l'est guère plus, à la ville dont la bicyclette rend l'accès si facile, aux excès précoces, à l'atmosphère surchauffée et malsaine des cafés et des salles de bal, au mariage qui bien souvent fait entrer un conjoint de race tarée dans une famille saine. Et, dans une très belle page, il établit un parallèle entre les familles de paysans d'autrefois, où le grand nombre d'enfants facilitait la sélection, et celles d'aujourd'hui où le seul rejeton affaiblit, altère, ruine la race. « Quand on veut assurer l'avenir d'une espèce végétale ou animale, » écrit-il éloquemment, il faut, selon le conseil de Pasteur, sauver « la graine. La nature n'a pas d'autre souci, et, pour y parvenir, « elle la multiplie à l'infini. Afin que quelques glands puissent ger-
« mer dans l'humidité du sous-bois, le vieux chêne se couvre de
« fleurs tous les printemps ; et, bien que la reine des abeilles ne
« doive avoir qu'un seul époux, la ruche lui prépare et lui offre des
« milliers de candidats... La qualité implique le choix et celui-ci
« suppose le nombre. »

Parlez-nous du temps jadis, où dans chaque foyer se voyaient ces oncles et ces tantes, résignés au célibat, qu'on y chercherait vainement de nos jours. De ces souches fortes et puissantes sortiront les conscrits de l'épopée impériale, et en remontant plus haut, les compagnons de Monluc et d'Henri IV, ces cadets de Gascogne de ce beau xvi^e siècle où la natalité était débordante et où les femmes ne marchandaient pas, comme à présent, leur maternité !

A ces deux déchéances du nombre et de la qualité faut-il attribuer encore une autre cause, la stérilité de la race ? Les sources de vie sont-elles donc taries en Gascogne ? Non certes, se hâte de répondre M. Labat. Car, s'il existe — et il y en aura toujours — des ménages sans enfants, « la fécondité de la race reste très suffisante
« pour maintenir et élever le chiffre de la population, si elle n'était
« pas arrêtée par la restriction volontaire. La fréquence de l'avor-
« tement criminel ne laisse aucun doute sur ce point. C'est une

« plaie qui désole nos campagnes et que favorise la vulgarisation
« des pratiques antiseptiques... Sa suppression en Gascogne relè-
« verait la natalité d'un cinquième, peut-être d'un quart ; et ces
« chiffres ne sont pas contestés. »

Mais il y a plus. Jusqu'à la Révolution la natalité augmentait cha-
que année chez nous. « On y gagnait alors tout ce qu'on y perd au-
« jourd'hui. » Dès 89, on constate un premier ralentissement, qui
va s'aggravant sous l'Empire, la Restauration, la Monarchie de
Juillet. Le Code Napoléon a supprimé le droit d'aînesse. C'est le
grand coupable. Il pulvérise en quelque sorte les fortunes. Le bour-
geois s'en émeut. Propriétaire des domaines seigneuriaux, il vou-
drait bien faire revivre l'antique usage. Ne le pouvant plus, il tourne
la difficulté. Il se limite à un fils unique. Et, dans le seul but d'aug-
menter sa fortune, sa préoccupation constante est de n'avoir qu'un
enfant ou de faire un aîné.

Longtemps le paysan reste indifférent à ce changement de régime.
A voir faire son patron, il commence cependant peu à peu par l'imi-
ter. C'est qu'il a compris qu'avec un seul enfant il ne sera plus
forcé de rester métayer, qu'il pourra vider le bas de laine, acheter
un lopin de terre, y bâtir une maisonnette, être libre en un mot. Et,
dès le milieu du dernier siècle, le voilà qui réalise le rêve caressé
depuis si longtemps. Dès lors, « c'est la fin et la revanche des tris-
« tes exodes où, dans les ornières des mauvais chemins, les mères
« et les grand-mères ont suivi le pauvre mobilier, mal chargé,
« cahoté, branlant, lamentable sous la pluie des derniers jours de
« novembre, avec le denier-né sur les bras et les autres pendus
« aux jupons. » Mais c'est aussi la famille réduite à son minimum ;
c'est « la famille-squelette », sans joie au foyer, sans espérance,
sans avenir.

Encore cette manière de faire était-elle dictée par le désir, bien
légitime, de conquérir sa liberté, d'accroître son pécule. Maintenant
ce n'est plus ça. Une mentalité nouvelle s'est formée. Si le paysan
gascon ne veut plus qu'un enfant, c'est que son égoïsme seul le lui
impose. Ce qu'il veut avant tout, c'est jouir et immédiatement. « La
« femme, même la paysanne, redoute les sujétions, les fatigues, les
« dangers de la maternité. L'homme fuit les préoccupations et les
« charges. Chacun tient à vivre sa vie pour soi, à utiliser à son
« profit le temps et les ressources dont il dispose. Si cette vie est
« modeste et même étroite, on s'en consolera. C'est surtout la vie
« du moindre effort, la vie facile, plénière, sans aléa, qui apparaît

« comme désirable... La paralysie de la volonté, conclut M. Labat, « explique et mesure la déchéance de notre natalité. Nous sommes « dans le pays des énergies qu'on peut croire mortes. »

* * *

II. — Si la constatation des causes purement physiques et physiologiques de l'hyponatalité en Gascogne peut à la rigueur satisfaire le médecin, elle ne saurait suffire au profond psychologue qu'est aussi M. le docteur Labat. Aussi, remontant plus haut, cherche-t-il dans l'âme du rural s'il ne découvre pas de nouvelles tares. Et c'est, effrayé de son diagnostic, qu'il n'hésite pas à avouer que là surtout le mal est plus considérable encore.

Combien en effet changé, à ce point de vue, le paysan d'aujourd'hui ! « Jadis, pour arracher à la terre le pain qui le nourrissait, « l'homme n'avait que ses bras faiblement armés. Quand un coin de « champ, malgré les labours et les fumiers ne lui donnait que de « maigres épis, il le marquait de quelques jalons et résolument l'ataquait avec la lourde bêche à deux pointes. Dans la tranchée ouverte, enfoncée jusqu'à mi-corps, les bras nus, ruisselant de « sueur, il frappait à coups redoublés les durs conglomérats du « sous-sol; et plus d'un survivant des grandes guerres, haletant et « furieux contre la terre rebelle, accompagnait chaque coup d'un « juron, comme pour ces carrés ennemis qui résistaient au canon « et au fusil, et qu'il fallait crever à la baïonnette. La lutte avec la « terre était un duel, un corps à corps farouche... »

Aujourd'hui tout est changé. Le bien-être, la machine, l'engrais sont venus peu à peu détendre le ressort. L'élevage, facile, a remplacé les durs travaux, au point, peut-on dire, « que nous allons « insensiblement vers la culture pastorale. » Le maquignonnage, ce fléau des campagnes, est né, éloignant l'homme du travail et de la famille, « le poussant à l'auberge et au café, lui donnant l'habitude « de la duplicité, du mensonge, de la comédie, des courtages suspects, des combinaisons malhonnêtes », constituant en un mot un vrai désastre moral. Ajoutez à cela la rareté de la main-d'œuvre, la cherté de la vie, la patience illimitée des patrons, etc., et vous arriverez à ce sabotage continu de la terre, effectué, non par violence, haine ou représailles comme ailleurs, mais par paresse, insouciance, lâcheté physique et morale de l'ouvrier. « La malfaçon « d'un labour ou d'un sulfatage, qui n'intéresse que le propriétaire,

« prépare la négligence de l'aiguille dans une gare, qui intéresse
« tout le monde. »

Mais il faudrait tout reproduire ; et les pages où l'auteur compare le travail ancien, qui était un métier, un apprentissage, une maîtrise, avec le travail actuel, où les machines agricoles ont tout remplacé ; et celles où, recherchant quelle est la moralité du paysan gascon, l'auteur constate qu'elle a beaucoup baissé, « bien qu'il soit
« difficile, ajoute-t-il, de faire un parallèle exact des mœurs du
« présent et du passé ; de savoir, par exemple, s'il existe au village
« plus de maris trompés qu'au temps jadis, » et si, dans le pays que connaît bien notre docteur, il est toujours vrai cet adage, qu'il craint de reproduire de peur d'effaroucher les prudes habitués de la *Revue des Deux-Mondes*, mais qui ne nous effraie pas, nous autres Gascons :

*Entre Dunos et Dounzac,
Caudocosto et Layrac,
Sempeserro,
Sento-Mero,
Sent-Abit è La Capero,
Plius,
Hius,
Miradoux,
Tournocoupo et Mauroux,
Toutos las hennos soun p..... et lous homes layroux ?*

Néanmoins, affirme-t-il, d'après ses constatations journalières le médecin, « la précocité de la débauche, les facilités qu'elle trouve, « le caractère presque toujours vénal de l'adultère, le progrès des « maladies vénériennes, la fréquence de l'avortement criminel sont « des signes révélateurs. L'immoralité est moins gaie qu'autrefois, « plus lourde, plus détériorante, et, si l'on veut, plus immorale. »

Restent enfin deux causes de déchéance morale, les plus importantes de toutes, que M. le docteur Labat n'hésite pas à signaler ; l'affaiblissement du sentiment religieux et l'inculture morale des jeunes gens. « Il est difficile, écrit-il, de ne voir qu'une coïncidence « entre la première de ces causes et la diminution de la moralité. « On n'a jamais été très religieux en Gascogne ; on l'a été certaine-
« ment moins qu'ailleurs ; la douceur d'un climat tempéré, la bonté
« maternelle d'une terre qui fournit à ses habitants tout ce qu'il
« faut pour bien vivre, un esprit clair servi par une parole facile,
« la peur d'être dupe ou de le paraître, un grand fond de gaieté et
« d'ironie, ont éloigné les âmes du rêve religieux et de l'exaltation

« mystique. » Néanmoins, jusqu'à ces dernières années, « l'impré-
« gnation religieuse était générale, profonde, déterminante. Dans
« la métairie, basse et obscure, perdue au milieu du bois, où tout
« était pauvre et laid, on vivait d'une vie morale, élevée, manifeste-
« ment liée à l'idée religieuse. La grossièreté et la misère de l'exis-
« tence étaient soulevées, éclairées et embellies par un idéal dont
« on pouvait reconnaître l'origine et le caractère religieux; non
« seulement dans les moments solennels, comme la mort, le ma-
« riage, les naissances, mais encore dans la conception de la fa-
« mille, la notion générale du devoir, la fidélité aux engagements,
« la gravité du serment, le respect des vieillards, l'accueil réservé
« aux pauvres. » Impossible de mieux définir les bienfaits de la
religion chrétienne, de lui rendre un plus respectueux et solennel
hommage. Et M. Labat de citer à l'appui d'émouvants exemples, où
le courage et la résignation ne sont inspirés que par le sentiment
religieux.

C'est vainement qu'on a pensé de nos jours que « le déficit moral
« laissé par sa diminution trouverait une compensation dans la
« vertu éducatrice des lois sociales nouvelles, qui s'inspirent des
« idées de justice, de fraternité, de bonté, de charité, d'altruisme,
« de solidarité. » Jamais, malgré les séduisantes théories de la mu-
tualité et ses essais si louables de mise en pratique, l'égoïsme n'a
été si révoltant et si féroce. Si M. le docteur Labat n'en convient
pas ouvertement, il reconnaît cependant « que si la vertu sociale
« augmente, la vertu individuelle diminue ». Et ce n'est pas sans
tristesse qu'il constate, entre autres exemples, qu'autrefois, avant
la loi sur l'assistance médicale gratuite, le médecin, heureux de soi-
gner les pauvres pour rien, se voyait salué respectueusement sur
la petite place du village, alors qu'aujourd'hui qu'il touche un sa-
laire, il ne lit plus dans les yeux, il ne sent plus dans le cœur ce
qu'il y lisait et sentait autrefois.

Mais le plus grand mal actuel, n'est-ce pas encore l'inculture mo-
rale des jeunes générations ? Tout le monde le constate, le médecin
plus qu'aucun autre. « devant lequel l'homme, qu'il soit jeune ou
« vieux, saisi par le mal et la peur, oublie les attitudes de parade,
« laisse tomber son masque et montre son âme à nu comme son
« corps. »

L'âme ! voilà ce qu'il faut cultiver ; l'âme, à laquelle croit M. le
docteur Labat, à l'encontre de trop de ses collègues, et pour la-
quelle il cherche de tous côtés le remède à employer. Bien qu'il ne

veuille en aucune façon instruire le procès de la société moderne, qu'il reconnaisse le progrès, et qu'il souhaite ardemment que la solidarité sociale réalise toutes les espérances qu'elle a fait naître, il ne peut s'empêcher d'avouer « que l'inculture morale des jeunes gens est troublante ». A qui la faute ? à l'école. Là encore il rend hommage à l'effort considérable qui depuis quarante ans a donné de précieux résultats. « Les jeunes Gascons, écrit-il, savent lire, « écrire et compter beaucoup mieux qu'autrefois. » Aussi, quand on considère l'école dans son vrai rôle qui est l'enseignement primaire, voit-on qu'elle le remplit très convenablement. Mais là doit s'arrêter l'éloge à lui décerner. Dès qu'on s'élève ou qu'on approfondisse, la plaie apparaît dans toute sa laideur.

« Ce qui est précisément inattendu et pénible, s'écrie-t-il, c'est le « contraste du progrès intellectuel et du recul moral. L'âme du « petit paysan offre le spectacle d'un champ dont une moitié serait « cultivée et l'autre presque en friche. La notion des droits est débordante, celle du devoir précaire, incertaine et fuyante. » Et dans une très belle page, trop longue à reproduire, bien que tout dans ce remarquable article soit à citer, M. le Dr Labat fait le procès de l'éducation moderne, telle que la reçoivent les enfants dans les écoles publiques, ou plutôt telle qu'elle ne leur est pas donnée du tout.

Oui, « la Gascogne se meurt parce que toutes les vieilles sources « d'énergie morale y semblent épuisées ». Oui, « l'âme du paysan « est à refaire.... Il faut avant tout mettre dans le cœur des jeunes « l'amour de la terre et de la famille, amour, sans lequel le paysan « est un impuissant, bientôt un découragé, à la première occasion « un déraciné. » Mais qui le fera ? Qui pourra bien le soumettre « à cette culture morale intensive » si nécessaire, base même de sa régénération ? L'école, ainsi que le demande encore M. Labat. Mais il sait bien que l'école publique, le voudrait-elle, ne le pourrait pas en ce moment, encerclée qu'elle est dans les prescriptions ministérielles. Seule, peut l'essayer, l'école libre. Et, puisque, dans les pages précédentes, l'auteur a si loyalement et si éloquemment reconnu la nécessité du sentiment religieux, qu'à ces deux derniers mots il ajoute celui d'enseignement, et que, dans une dernière page, fébrilement attendue, qui manque comme conclusion à son beau travail, il écrive que le principal remède en toute cette affaire d'abaissement moral et de dislocation sociale, c'est l'éducation religieuse, c'est l'enseignement religieux.

Certes, en l'état actuel des choses, ce n'est pas au primaire qu'on peut le demander, mais bien au père, chef responsable de la famille ; à la mère, dont les efforts, souvent admirables, sont stérilisés par l'air ambiant ; au prêtre enfin, à qui revient de droit cette si noble mission. Tous les peuples l'ont bien compris depuis l'origine du monde ; et ne sont-ils pas les plus forts, ceux chez qui vibre la plus ardente foi religieuse ? A la famille donc à entreprendre cette lourde mais sublime tâche ; non pas seule, mais guidée, encouragée, soutenue par la main et le verbe de l'Eglise, en qui réside la suprême sagesse, puisqu'à la source divine elle puise ses inspirations. La race gasconne ne reviendra grande et forte que lorsque son fanion sera l'idéal religieux.

Que M. le docteur Labat le proclame donc bien haut, puisqu'il le pense tout bas. Qu'il fasse ce dernier pas. Et alors, sur tous les points, nous serons complètement d'accord.

PH. LAUZUN.

Recherches historiques et statistiques sur la commune de Cocumont, arrondissement de Marmande (Lot-et-Garonne), par M. Alfred Veilhon. (Impr. Jules Duchen, Marmande, 1911. In-8° de 326 pages.)

Tel est le titre du volume que nous sommes heureux de signaler aujourd'hui à nos lecteurs, autant par l'intérêt local qu'il leur offre, que par les soins minutieux avec lesquels il a été composé. Rien, en effet, n'a été laissé de côté par l'auteur qui, justement épris des charmes que lui offrait l'histoire de la petite patrie, n'a négligé aucune source de documents, connus ou inédits, pour la conduire à bonne fin, depuis le plus haut moyen-âge jusqu'à nos jours.

Si, à part quelques tombeaux carolingiens découverts dans le cimetière et quatre églises romanes, dont une fort curieuse, disséminées çà et là dans toute l'étendue de la commune, le chapitre consacré à l'archéologie est forcément restreint faute d'autres monuments, la présentation, en revanche, des faits historiques la concernant, notamment pendant l'occupation anglaise, ne laisse rien à désirer ; non plus que la nomenclature des seigneurs de Cocumont, les de Ferrand d'abord, puis les de Gascq et les de Rayne, leurs faits et gestes depuis le xv^e siècle jusqu'en 89, le rôle enfin joué par chacun d'eux, aussi bien dans les affaires publiques générales que dans celles de la commune ou de la seigneurie.

Nous en dirons autant de la période révolutionnaire et de l'époque contemporaine, auxquelles l'auteur consacre les deux tiers de son ouvrage. N'a-t-il pas cependant, à cet effet, dépassé un peu les bornes, et ne s'est-il pas trop complu à rappeler des événements qui sont encore dans toutes les mémoires et ne diffèrent qu'en bien peu de choses de ceux passés dans toutes les autres communes du département ? Certes, il importe de savoir qu'à Cocumont, comme partout ailleurs, la Révolution fut accueillie avec le même enthousiasme que plus tard la proclamation de l'Empire, et puis encore celle de la Restauration, de la Monarchie de Juillet, de la deuxième République et enfin du second Empire ; et il ne nous déplaît pas d'apprendre que, lors du coup d'Etat du 2 décembre et du plébiscite du 20 décembre 1851, le futur Napoléon III obtint dans la commune de Cocumont 465 suffrages sur 472 votants (p. 232). Mais est-il bien nécessaire, dans les monographies communales que pourront écrire les émules de M. A. Veillon, de consacrer tant de pages à l'histoire moderne, et, sans la négliger complètement, ne vaudrait-il pas mieux que l'auteur consacra tous ses efforts à essayer de faire revivre les époques plus lointaines, de moins en moins étudiées et enseignées par les primaires ?

Nous ne saurions trop le répéter. L'histoire de notre pays ne commence pas à 89. Ce n'est pas la Révolution qui a fait la France ce qu'elle est. Et ce n'est pas elle, hélas ! qui l'a maintenue dans ces traditions de foi, de respect, de patriotisme, d'honneur qui ont fait autrefois sa force et sa grandeur.

De nombreux appendices, notes, pièces justificatives, viennent fort heureusement étayer le travail de M. A. Veillon, qui, ainsi qu'il le dit lui-même dans sa modeste préface, « n'a été guidé pour accomplir cette lourde tâche, que par le souci du bien public ». Cette tâche, il l'a très convenablement remplie.

Aussi peut-il être bien sûr que son histoire de Cocumont sera accueillie non seulement « avec bienveillance » comme il l'espère, mais avec une reconnaissance marquée et que tous les amis du passé lui sauront gré des efforts généreux qu'il a faits pour mener à bien un travail fort souvent ingrat.

Pii L.

La bastide de Geaune en Tursan. par B. Saint-Jours ; deuxième tirage ; 1 vol. in-8° de 277 pages. Bordeaux, 1911.

Le Tursan est bien loin de l'Agenais, il semble donc que le livre qui vient de paraître doit être sans intérêt pour nous. A vrai dire, l'ensemble du volume se rapporte à des faits qui n'ont guère dépassé son cadre naturel, cependant il y a quelque chose à glaner au point de vue plus général de l'histoire de la France.

Geaune est une réplique de Gênes, comme Fleurance, Cordes, Valence, Pavié sont des répliques de Florence, Cordoue, Valence ; on ignore généralement pourquoi ces noms de villes étrangères furent donnés à des bastides françaises. Pour Geaune, le motif péremptoire a été donné : son fondateur était un marchand génois.

Au point de vue agenais, nous mentionnerons les quelques détails suivants : En 1733, le prieur des Augustins de Geaune était Jean-Dominique Douzon ; il devait, comme son nom l'indique, venir de notre région. En 1670, le pasteur calviniste de Geaune se nommait Conquéré de Lacave. Il était originaire de Layrac, avait étudié à Puylaurens, fut dans la suite pasteur à Dax, puis à Boé, vers 1677, enfin, de 1678 à 1685, à Sainte-Foy la Grande, où il abjura. Il importe également de signaler une décision formulée en 1345 par le sénéchal d'Agenais et une appréciation sur la manière dont les Anglais se conduisaient dans la vallée de la Garonne durant la guerre de Cent Ans.

Le travail est divisé en douze chapitres et traité par ordre de matières. Ce système, avantageux pour la rédaction de l'ouvrage, nuit un peu à son unité. L'auteur l'a si bien compris qu'il a, pour y remédier, donné à la fin du volume une table chronologique des principaux faits. Une table alphabétique des matières vient ensuite. Il ne manque à ce bon travail qu'un tableau des noms de lieux et de personnes. L'auteur en savait l'utilité, mais, comme bien d'autres, il a reculé devant les efforts et la dépense que ce genre de travail impose.

Tel qu'il a été conçu et mis en lumière, l'ouvrage de Saint-Jours peut être pris comme un modèle du genre, aussi n'est-il pas étonnant que l'Académie nationale des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux lui ait décerné une médaille d'argent.

JEAN DUBOIS.

CHRONIQUE RÉGIONALE

L'Escole de Gaston-Phébus à Capvern et à Mauvezin, les 27 et 28 août 1911. — Dans le dernier numéro de cette Revue, nous avons rendu compte de l'important congrès qu'avait tenu, au commencement du mois d'août de cette année, à Biarritz et à Bayonne, l'Union des Sociétés savantes du Sud-Ouest. Non moins brillante a été, moins d'un mois après, la réunion félibréenne de l'Escole de Gaston-Phébus, à Capvern et à Mauvezin. C'est en effet dans la grande cour du vieux château de Gaston Phebus, si convenablement restauré par M. Albin Bibal, lequel, on le sait, en a donné la nue-propiété à l'Escole, dans ce cadre magique formé par les montagnes de la Bigorre, les vallées boisées des Baronnies, et tout au nord l'âpre et mystérieux plateau de Lannemezan, que s'est tenue la Cour d'amour annuelle de cette Ecole, magistralement dirigée, de puis bientôt vingt ans, par notre excellent ami M. Adrien Planté, qui lui consacre tous ses soins.

Répondant à la gracieuse invitation que lui avait adressée sa Société, l'Escole sœur deras Pireneos, qui tenait en même temps sa réunion annuelle tout à côté, dans la ville de Lannemezan, s'est empressée de se joindre à elle ; et c'est, à l'ombre de leurs deux bannières, et, plus haut, de l'étendard aux couleurs du Comte de Foix qui flottait au sommet du donjon, qu'après un compliment réciproque des deux reines, Madame Guillot et Mademoiselle Sarrieu, cette dernière fort gracieuse en son costume national pyrénéen, la fête s'est déroulée selon le programme habituel, discours des deux présidents, M. le baron de Bardies et Adrien Planté, lecture du palmarès par M. Lalanne, secrétaire général de l'Escole Gaston Phebus, et lecture également des rapports sur les concours de prose, de poésie, de musique, de dessin, institués par ladite Société.

Le soir, un banquet de cent-vingt couverts réunissait, dans les salons du Grand-Hôtel de Capvern, tous les amis des deux Ecoles. De nombreux toasts y ont été portés, dites aussi de charmantes poésies gasconnes, *Lou men arriu* notamment par M^{lle} Alberte Lalanne, du Passage-d'Agen, petite-fille du généreux donateur.

Une séance littéraire au Casino de Capvern a clôturé cette superbe fête. En ont fait tous les frais, M. Xavier de Cardaillac, le distingué

avocat de Pau, dans une conférence très applaudie sur la genèse et la prospérité toujours croissante de l'Escole Gaston Phebus, Madame Bianca di Casti, interprétant avec grand art la chanson mélancolique de Phebus, extraite du poème « *Maubesi* » de M. l'abbé Daugé, et mise en musique par M^{lle}-Alberte Lalanne ; M. Simin Palay enfin, le poète béarnais et son frère, dans leur vaudeville, devenu célèbre, *Lou Franchiman*.

Auch sera très probablement la ville où, l'été prochain, l'Escole Gaston Phebus tiendra sa félibrée annuelle.

* * *

Inauguration de la statue de Romas à Nérac. — Le dimanche 22 octobre dernier, a été enfin inaugurée, après plusieurs ajournements successifs, la statue de Jacques de Romas, dans sa ville natale de Nérac.

Un beau soleil d'automne favorisait cette fête qu'avait tenu à présider lui-même M. le Président de la République. Aussi, a-t-elle été écourtée et n'a-t-elle duré qu'une heure à peine la cérémonie exclusivement scientifique, où, devant la maison dans laquelle naquit Romas le 15 octobre 1713, et dont la façade porte une plaque commémorative, posée déjà en 1881 par les soins pieux de son parent, le baron de Frère de Peyrecave, est tombé le voile qui couvrait la statue en bronze de l'illustre physicien.

Dans une attitude méditative, le menton appuyé sur la main droite, de la gauche retenant un livre, Romas est représenté debout, sur un socle de granit bleuté, dans une des faces duquel est encastrée une plaquette reproduisant en relief la célèbre expérience du cerf-volant électrique, tentée avec tant de succès en 1753, dans une prairie d'acôté. L'œuvre, qui a bonne et belle allure, est due au ciseau de M. Joseph-Daniel Bacqué, jeune statuaire de talent, originaire de la ville voisine de Vianne.

Qautre discours, beaucoup trop longs pour être reproduits ici, ont été prononcés.

Le premier par M. Bergonié, professeur à la faculté des sciences de Bordeaux, qui avait pris l'initiative de cette glorification tardive de notre illustre compatriote et désirait depuis longtemps publier ses importants mémoires inédits sur ses expériences électriques ; ce que va faire l'Académie de Bordeaux à qui Romas les a laissées ;

Le second par M. le professeur Gautier, président de l'Académie

des Sciences, qui, après quelques mots d'éloges, a cédé la parole à son collègue M. d'Arsonval ;

Le troisième, par ce dernier, membre de l'Institut et professeur au Collège de France, qui a retracé les curieuses et tout à fait nouvelles observations scientifiques de Romas ;

Le quatrième enfin, par M. Paul Courteault, le sympathique professeur d'histoire à la faculté des Lettres de Bordeaux, qui a rappelé le rôle fécond de l'Académie de Bordeaux au XVIII^e siècle, a fait longuement l'histoire et l'éloge de cette compagnie et a appris ce que Romas lui devait. M. Courteault a terminé en rendant hommage à tous les savants qui ont bien voulu contribuer à réhabiliter sa mémoire et il a remercié en particulier les membres de la Société académique d'Agen qui s'étaient associés déjà à cette œuvre méritoire.

On n'a pas oublié, en effet, quelle part a été prise, dès les premiers moments, par notre Société dont l'organe habituel, *la Revue de l'Agenais*, a consacré presque tout son numéro de mars-avril 1910 à faire connaître d'importants documents inédits sur les ancêtres de Romas, sa famille, sa vie, ses travaux, sa correspondance avec les principaux savants de l'époque, le chevalier de Vivens entre autres, et enfin son portrait, complètement ignoré jusqu'à ce jour, dont l'original est conservé au musée d'Agen ; documents qui ont été d'un précieux secours à MM. Bergonié et P. Courteault, et qu'ils doivent aux recherches laborieuses de MM. Dubois, Momméja et Bonnat, membres de cette Société, invités du reste individuellement, tous trois, à assister aux fêtes de Nérac.

La Société académique d'Agen ne pouvait laisser passer cette manifestation scientifique en l'honneur de notre illustre compatriote, sans s'y associer à nouveau, comme elle avait été heureuse de répondre, du reste, dès la première heure, à l'appel du Comité d'initiative.

* * *

Nous recevons l'avis suivant, que nous nous empressons de faire connaître à nos lecteurs :

Castres (Tarn). — Avis

M. Jean-Pierre-Paul Rodière, d'abord imprimeur, devenu professeur au Collège de Castres, successivement magistrat dans l'ordre administratif et judiciaire, ancien avoué, docteur en droit, ainsi gradué dans le cours d'une chaire de droit, a, par son testament en

date du 2 janvier 1847, légué à la ville de Castres une somme de 3.000 fr. dont les intérêts (230 fr. par an) doivent servir à frapper une médaille d'or, pour être décernée, tous les cinq ans, à l'auteur du meilleur ouvrage, composé en langue française ou latine, sur *les avantages, l'amour et l'utilité du travail*, et à payer les frais d'impression de l'ouvrage couronné ou à l'achat d'un nombre d'exemplaires, s'il a été déjà imprimé.

Les traductions en français des ouvrages étrangers sur le même sujet, seront aussi admises au concours, suivant le vœu du testateur.

En conséquence, le Maire de la ville de Castres donne avis que le concours ouvert, le 1^{er} mai 1907, sera clos le 1^{er} mars 1912, et que le prix institué par M. Rodière sera décerné en séance publique, à l'Hôtel-de-Ville, le dimanche après le 28 avril 1912.

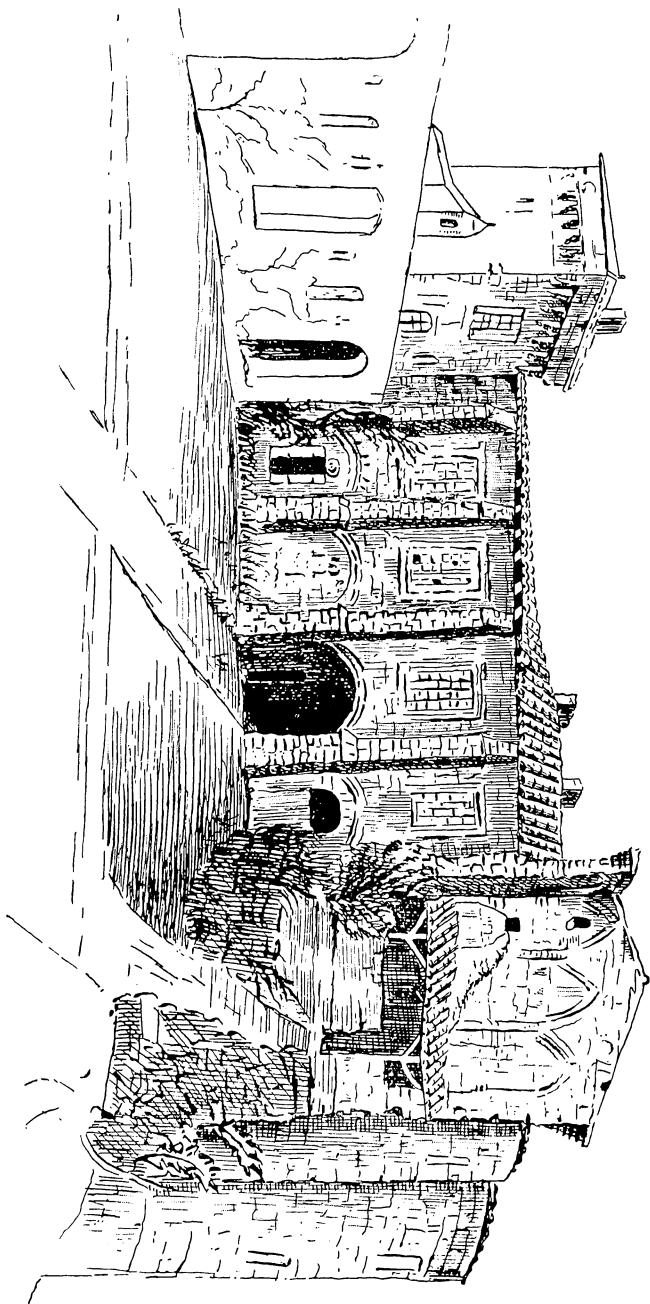
Les ouvrages imprimés ou manuscrits devront être adressés *franco*, à la Mairie de Castres, avant le 1^{er} mars 1912.

Le Maire de Castres,
L. VIEU.

Le Jury sera composé de professeurs licenciés ès-lettres des collèges de garçons et de jeunes filles de Castres désignés par l'administration académique.

Une devise sera inscrite par les candidats sur leur ouvrage. Cette devise sera répétée sur une enveloppe cachetée qui renfermera les nom, prénoms, profession et domicile du candidat et qui ne sera ouverte que si l'ouvrage est couronné pour connaître le nom du lauréat.

PH. L.



CHATEAU DE CASTEL-NOUBEL

Cour intérieure avant la restauration d'après un dessin de M^{lle} H. des Escherolles

LE CHATEAU DE CASTELNOUBEL

(COMMUNE DE BON-ENCOTRE)

(SUITE)

Arnaud de Durfort, fils de Rainfroid, avait une sœur, Cécile, qui se maria, en 1351, avec Arnaud d'Autièges, seigneur d'Estillac. Le contrat de mariage est du 26 novembre 1351 (1). A cette même date, Arnaud d'Autièges donne, à son beau-frère, quittance de 300 deniers d'or. Cécile donne quittance « de tout droit qui luy pourroit appartenir, sur la baronnysse de Bajamont, moyennant 800 deniers d'or et ses habillemens nuptiaux (2). »

Arnaud de Durfort dut être marié deux fois. Une première fois, avec N..., dont il eut entre autres Arnaud de Durfort, et une seconde fois, avec Mabilie d'Albret.

Mabilie d'Albret, devenue veuve, épousa Arnaud Guilhem de Monlezun IV, comte de Pardiac, qui fit son testament en 1377, et mourut peu après.

Ce dernier avait été apparenté avec la famille de Durfort, par son premier mariage, avec Comtesse de Durfort. Lorsqu'il fut nommé gouverneur du château de Penne d'Agenais, Comtesse le suivit. Pendant une de ses absences, elle se laissa séduire par son médecin. Le comte de Pardiac, à son retour, ayant appris cette faute, la lui fit cruellement expier. Il l'enferma dans un de ses châteaux, et la traita de si inhumaine façon qu'elle en mourut. Arnaud Guilhem obtint cependant rémission de ce crime, le 4 novembre 1349 (3).

Il convola à de nouvelles noces, avec Eléonore Peralda, une aragonaise, dont il eut plusieurs enfants, et en troisièmes

(1) Archives du château de Lafox. inventaire de 1587.

(2) *Ibidem*. — Cf. sur les d'Autièges, *le Château d'Estillac*, par MM. G. Tholin et Ph. Lauzun. (*Revue de l'Agenais*, t. xxiv (1897), p. 492 et tirage à part.)

(3) P. Anselme, *Histoire des Grands Officiers de la Couronne*, t. II, p. 628.

noces il épousa Mabille d'Albret, veuve d'Arnaud de Durfort, seigneur de Bajamont et de Castelnoubel.

Mabille d'Albret survécut une dizaine d'années à son second mari. Le 17 novembre 1388 elle fit son testament. Elle laisse 400 florins d'or, pour la fondation de deux chapelainies dans le couvent des frères Mineurs de Penne-d'Agenais. Les chapelains devront dire, chaque semaine, trois messes de *Requiem* pour le repos de son âme et de celle d'Arnaud de Durfort, son premier mari.

Elle laisse aux héritiers de la terre de Frespech la moitié de tous les legs qu'Arnaud de Durfort lui fit par son testament. Ils seront tenus de payer, aux héritiers de la testatrice, toute sa dot et la moitié desdits legs. S'ils refusent, la présente clause sera nulle (1).

Arnaud de Durfort, qui avait bénéficié de la donation de Castelnoubel, disparut vers 1360 ou 1361. Son fils Arnaud hérita de ses biens, mais à propos de Pépinès (2) il eut un procès avec les consuls de Penne en 1362 et 1363 « autre petit sac contenant » le procès d'entre feu Arnaud de Durfort contre les consuls « de Peyne, pour raison de la seigneurie de Pechpinés (3). »

Arnaud, suivant en cela l'exemple de son frère, servit tantôt sous la bannière anglaise, et tantôt sous l'étendard du roi de France. En 1364, il traita avec le comte d'Armagnac et promit de faire hommage à Charles V, comme son roi et duc d'Aquitaine. Le comte, au nom du roi, s'engage à lui entretenir quinze

(1) *Archives hist. de la Gironde*, t. xxvi, pp. 314 et suivantes.

(2) Th. Cartes, *Rôles gascons*, t. I, p. 150.

(3) Château de Lafox. Inventaire de 1587. — Pépinès est un très vieux château, bâti à l'extrémité d'un plateau, au nord d'Hautefage et dominant la vallée d'Auradou. Il n'en reste que des ruines pittoresques, près d'une vieille église. « Il ne subsiste de ce château-fort, dit M. Tholin, qu'une portion de courtine formant angle. Ces pans de murs sont flanqués de contreforts plats, ce qui est un caractère d'ancienneté. On y remarque une poterne et deux archères dont l'ébrasement est en plein cintre. On voit encore les traces de deux fossés en arrière l'un de l'autre, creusés à la gorge... »

« Les contreforts plats caractérisent les châteaux de l'époque romane. Celui de Pépinès, cité dans les actes de 1259 pouvait fort bien avoir été construit un siècle avant cette date. » (*Revue de l'Agenais*, t. xxiv, pp. 144 et 145.)

hommes d'armes, suivant un pareil traité fait sous Philippe V (1).

L'ordonnance de 1364, donnée par le Prince Noir, resta lettre morte. « Les adversaires de nos consuls, dit M. Tholin, étaient trop forts ; le crédit qu'ils avaient auprès des rois et des grands personnages, la possession de fait déjà longue qu'ils ne manquaient pas d'invoquer, tout contribuait à faire oublier les doléances de ceux qu'ils avaient dépouillés. De guerre lasse, les agénais songèrent à une composition. Ne valait-il pas mieux sacrifier un morceau de territoire que jouer plus longtemps cette interminable et dangereuse partie sur tout ou rien (2). »

Dans la transaction qui intervint entre les parties, le 3 avril 1369, il est dit qu'Arnaud de Durfort prétendait tenir les paroisses de Sainte-Gemme et Sainte-Foy de Jérusalem « par succession de ses devantiers et par antique possession et les autres trois paroisses de Saint-Denis, de Cassou et d'Artigues par certaines et bonnes donations à luy faites, comme il disait par notre sire roy d'Angleterre en iceluy tems seigneur sans nul moyen du duché d'Aquitaine ». Il fut établi que désormais la paroisse de Sainte-Gemme et une partie de celle de Serres appartiendraient à Arnaud de Durfort, mais que celles de Sainte-Foy-de-Jérusalem, Saint-Denis Lasgourgues, Cassou, et Artigues feraient partie de la juridiction d'Agen. Toutefois, resteront audit Arnaud « les cots et gardiages, lesquels ledit Arnaud et ses devantiers desquels la cause est accoutumé d'avoir es pièces et terres qui ont accoutumé estre tenus de luy et ses devantiers pour cause du lieu de Chastelnouvel, qui est dedans ladite paroisse de Saint-Denis (3). »

La ratification de cet acte par le Prince Noir est du 23 janvier 1370.

Au mois d'août de cette année, Louis d'Anjou confirme une donation de cent livres de rente, faite à Arnaud de Durfort par

(1) Samazeuilh, *Histoire de l'Agenais, du Condomois et du Bazadais*. — Auch, 1846, t. 1, p. 425.

(2) G. Tholin, *Ville libre et Barons*, p. 30.

(3) Archives municipales d'Agen, FF. 137.

le Roi de Navarre (1). Cette confirmation avait été précédée, le 3 août, de la soumission d'Arnaud de Durfort au roi de France. Mais cette soumission est faite par un traité, passé entre le comte d'Armagnac et Arnaud (2).

L'Agenais fut totalement soumis par le comte d'Armagnac, au mois de février 1370 (3). Cependant, quelques villes s'étaient soumises dès le mois de mars 1369, Villeneuve-d'Agen, Puy-mirol. Marmande était encore aux mains des anglais en avril (4).

De 1371 à 1373 Arnaud de Durfort a donné plusieurs quittances scellées. M. Laplagne-Barris a reproduit le sceau d'Arnaud. Il est rond et porte l'écu penché des Durfort, d'azur au lion d'or, surmonté d'un casque dont le cimier est formé d'un lion issant. Il porte pour inscription . S. ARNALT DURFORT (5).

En 1378, Arnaud de Durfort se maria, probablement en secondes noces, avec dame Agnès de Guarbelle ou de Garvel. L'acte est du 21 septembre (6).

Suivant l'exemple de ses pères et celui des autres seigneurs agenais, Arnaud de Durfort, selon son plaisir et ses intérêts, sert tantôt les anglais et tantôt les français. C'est un puissant seigneur, aussi pour l'attacher à leur cause, les partis tour à tour lui font des donations importantes qui accroissent sa richesse en même temps que sa force. Mais il les trahit aussi facilement les uns que les autres.

En 1370, il avait fait un traité avec le comte d'Armagnac agissant au nom du roi de France. Le 22 septembre 1379, il reçoit d'Edouard, fils du roi d'Angleterre, tous les biens et revenus confisqués sur les rebelles ou territoire de Durfort (7).

« De 1370 à 1390, dit M. Andrieu, la situation de l'Agenais fut des plus pénibles. L'état de guerre se maintenait sourde-

(1) Archives du château de Lafox : Inventaire de 1709.

(2) *Ibidem*.

(3) *Histoire du Languedoc*, édit. Privât, t. ix, p. 816.

(4) *Ibidem*, p. 816, note.

(5) *Les sceaux Gascons* publiés par Laplagne-Barris : Sceaux des seigneurs.

(6) Archives du château de Lafox : Inventaire de 1587.

(7) *Ibidem* : Inventaire de 1709.

ment, avec toutes les désastreuses conséquences, les seigneurs arrondissaient leurs domaines ; les Tuchins commettaient mille déprédations, et des capitaines isolés opéraient à l'aventure et pour leur compte, s'emparant audacieusement des places et des châteaux, dont ils exigeaient le rachat. L'un d'eux, le Bâtard d'Armagnac surprit ainsi le château de Castelculier, pour la remise duquel il fallut un impôt spécial de 16 sols par feu sur la contrée jusqu'en 1394 (1). »

Au milieu de toutes ces luttes, le seigneur de Castelnoubel, Arnaud de Durfort s'acheminait vers sa fin. Il fit son testament, le 31 mars 1383, en faveur de Rainfroid de Durfort (2).

Je ne sais duquel des deux, d'Arnaud ou de Rainfroid, il est question dans le document qui va suivre, et qui montre l'état du pays à ce moment et l'importance du seigneur de Bajamont et de Castelnoubel, mais je suis porté à croire que c'est Rainfroid qui est désigné.

« Articles touchant l'état auquel le comte d'Armagnac laissa le pays de Languedoc, s'en allant en France.

(Le seigneur d'Armagnac était parti, le 15 septembre 1386, il avait recommandé de laisser les gens d'armes en nombre suffisant en Agenais, Quercy, Bigorre, etc., ce qui ne s'était pas fait. Les anglais en profitèrent pour faire avancer leurs affaires.)

« Item que est spécial que au dit pays d'Agenois l'évesque et consuls d'Agen ont escrit au sénéchal d'Agenais que le sire de Baïamont s'estoit trait par devers eux et leur avait dit et aussi à plusieurs autres dudit pays, comment le sire de Duras lui avait mandé, qu'il avait receu lettres du sénéchal et conseil de Bourdeaux, contenant que iceux dudit pays d'Agenois se veulent mettre en pati général, que les y receive, et qu'il sembloit au dit seigneur de Baïamont et [à] plusieurs autres barons dudit pays, que ledit pati seroit profitable audit pays et que les dits barons le voulaient prendre pour eux et leurs terres. Et

(1) *Histoire de l'Agenais*, par J. Andrieu, t. 1, p. 142.

(2) Archives du château de Lafox : Inventaire de 1587.

avec ce disoit ledit sire de Baiamont, qu'il avait puissance de Monseigneur d'Armagnac de prendre partout ledit pays ledit pati général, au cas qu'il veiroit qu'il seroit profitable. Lequel pati semble audit conseil et à plusieurs autres notables personnes officiers du Roy et autres de par deça qui est si préjudiciable au Roy que plus ne peut, car durant ledit pati, les anglais se ravitailleront et pourront faire moult de contraulx en conversant avec ceux de nostre partie et avec ce, prendre plusieurs villes et forteresses audit pays, lesquelles villes et forteresses ne sont point en seureté parmi ledit pati (1). »

Notre seigneur de Castelnoubel est donc investi de la confiance du comte d'Armagnac et joue un rôle important à la fin du xiv^e siècle. Au reste, pendant tout ce siècle, nous avons vu nos seigneurs toujours infatigables, l'épée à la main se lancer vaillamment dans la mêlée, combattant sans peur tantôt sous une bannière, tantôt sous une autre, servant et trahissant sans scrupules, tour à tour les deux partis, et recevant pardons et donations nombreuses à tour de rôle du roi de France et du roi d'Angleterre, mais toujours adversaires irréductibles de la ville d'Agen, qui bravement défend son territoire contre leurs entreprises sans cesse renouvelées.

Au cours de ces luttes sans fin, quelques cadets, de la famille de Durfort, s'établirent dans des châteaux du voisinage. Ils furent les chefs de branches particulières, qui après avoir jeté quelque éclat, tombèrent en quenouille au xv^e siècle.

C'est ainsi qu'au mois de juin 1376, Guillaume de Durfort, seigneur de Frespech, à la tête d'un corps de troupes du comte d'Armagnac, battit les troupes du comte de Foix dans le pays de Comminges. « Ces dernières furent entièrement défaites et Guillaume Ramond fit vingt-sept chevaliers prisonniers (2). »

A la suite de cette victoire les troupes armagnacaises s'emparèrent de la ville de Cazères, mais bientôt Gaston de Foix prit une éclatante revanche (3).

(1) *Histoire du Languedoc*, édit. Privat, t. x, col. 1712, 1713

(2) *Ibidem* : édition Privat, t. ix, p. 384.

(3) *Histoire du Comté de Foix*, par H. Castillon (d'Aspet). Toulouse, Cazaux, 1852, t. II, p. 25.

Une autre branche de la famille s'établit à Laroque-Timbaut et à Gavaudun, mais elle est peu et mal connue. M. Lauzun, qui a écrit l'histoire du château de Gavaudun, lui a consacré quelques lignes très succinctes et non exemptes d'erreurs (1).

Faisons remarquer, d'abord, que Raymond Bernard de Durfort, seigneur de Lacapelle, était seigneur de La Chapelle-Lauzières près de Moissac et non de La Capelle-Biron, près de Gavaudun (2).

Nous n'avons pas pu découvrir l'époque où les Durfort s'établirent à Laroque et à Gavaudun. Dès 1372, nous trouvons un Jean de Durfort, seigneur de ces deux terres. Au mois d'août de cette année, le duc d'Anjou étant à Agen, lui fait remise d'une dette (3).

Ce Jean de Durfort était marié à Jeanne Delsol, dont il eut noble Bertrand de Durfort. Ce dernier fait, le 5 août 1375, un arrantement pour lui et pour dame Jeanne Delsol sa mère, à Arnaud Dayma, d'une pièce de terre, située dans la paroisse de N.-D. Delpuch, sous la rante de six deniers arnaudens d'oublie (4).

Le 11 juillet 1377, à Toulouse, il donne quittance de 50 livres qui lui avaient été octroyées par le duc d'Anjou. Cette quittance est scellée d'un joli sceau rond portant son écu renversé, parti à dextre d'un lion qui est de Durfort, à senestre d'un poisson qui est de , surmonté d'un casque soutenu par deux lions et ombragé d'un cimier à plumes. L'inscription porte : S..... DURFORT (5).

Bertrand de Durfort donne procuration, le 22 novembre 1401, à Amanieu de Montpezat, pour exposer à Jean de France, duc de Berry, que la peste, la guerre et autres mal-

(1) *Château de Gavaudun*, par Ph. Lauzun. (*Revue de l'Agenais*, t. xxvi (1899) et tirage à part.)

(2) *Revue de l'Agenais*, t. xxvi (1899), p. 102.

(3) *Histoire du Languedoc*, édition Privat, t. ix, p. 822, note. — Bibl. nat. JJ. 103, n° 319.

(4) Archives municipales de Laroque-Timbaut. Registres des actes anciens notariés.

(5) *Les Sceaux gascons*, par Laplagne-Barris, t. II, p. 275.

heurs, ont dévasté quarante lieues qui lui appartiennent, lesquelles sont environnées de tous côtés par les anglais (1).

La femme de Bertrand de Durfort était Hélène de Voisins, probablement de la famille des Voysins, seigneurs de Montaut (2).

De cette union vint Jean de Durfort, seigneur de Gavaudun et de Laroque-Timbaut, qui se maria entre 1403 et 1406, avec Alpaïs de Montréal de Boville, fille de noble Arnaud de Montréal, appelé Bouret de Boville, et de noble Catherine d'Anthé (3).

Jean de Durfort n'eut pas d'enfant mâle. Ses deux filles Catherine et Jeanne se marièrent, la première avec noble Bertrand de Pellegrue, seigneur de Roquecor, la seconde vers 1430, avec noble Arnaud de Lustrac, le fameux Naudonnet de Lustrac.

Alpaïs de Boville, femme de Jean de Durfort, fit son testament le 3 septembre 1443. Cet acte, écrit en langue romane, est très curieux (4).

Jean de Durfort était mort à cette date. C'est donc bien par un mariage que la famille de Lustrac devint propriétaire de Gavaudun, contrairement à l'assertion de M. Lauzun. Laroque-Timbaut fit retour à la branche de Durfort, restée à Bajamont et à Castelnoubel.

CHAPITRE III

Les Seigneurs de Castelnoubel aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles. — Les Durfort.

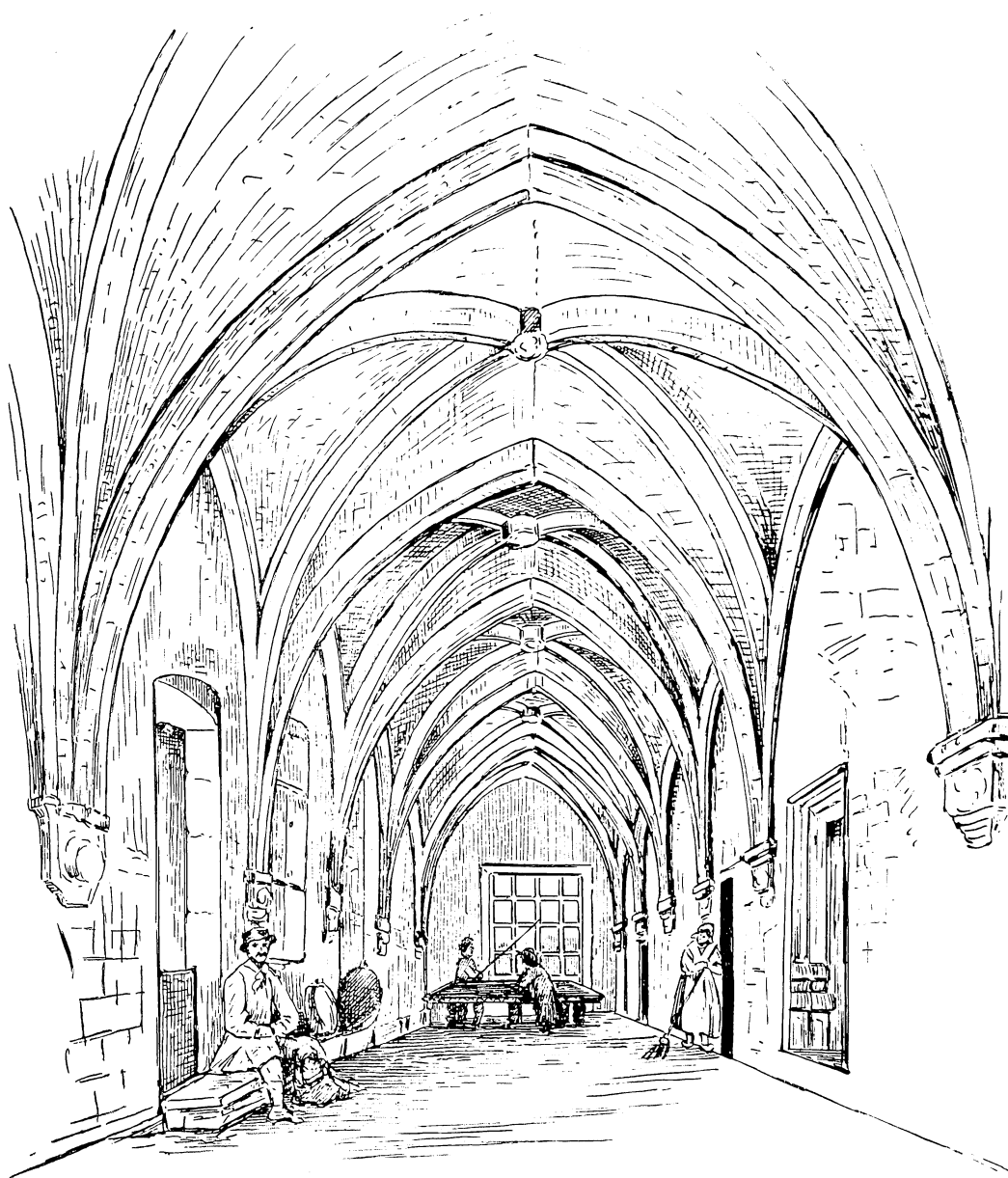
Pendant le ^{xiv}^e siècle, la famille de Durfort voit augmenter sans cesse sa richesse et sa puissance. Ses domaines s'agran-

(1) *Nobiliaire de Guienne et Gascogne*, par Bourrousse de Laffore, t. iv, p. 294.

(2) Archives du château de Lafox : Inventaire de 1587.

(3) Etude Tournayre, notaire à Montaigu, répertoire d'un registre de P. Carrière. (Communication de M. l'abbé Dubois.)

(4) Etude Tournayre, notaire à Montaigu. (Communication de M. l'abbé Dubois.)



CHATEAU DE CASTELNOUBEL

Galerie supérieure vers 1840 d'après un dessin de M^{lle} H. des Escherolles



dissent ; Fauguierolles, Monbalen, Lafox, Gimat et Esparsac s'ajoutent à ses terres. Appuyés sur ces nombreux châteaux, ses divers membres se distinguent dans les guerres et affirment leur force.

Le xvi^e siècle est celui de l'apogée des Durfort. et aussi de leur décadence. Après l'éclat, jeté sur le nom par François de Durfort le sénéchal, la famille ne tarda pas à tomber en quenouilles et à se fondre dans une race très puissante, celle des Montpezat-Laugnac. La fortune, amassée peu à peu par les ancêtres est lourdement obérée par les réparations et les embellissements de leurs châteaux, spécialement ceux de Lafox et de Castelnoubel, et surtout peut-être par d'interminables procès, survenus entre les divers membres de cette famille.

Arnaud de Durfort, marié en 1383 avec Agnès ou Agna Gabelle ou Garbelle, eut au moins deux fils, Rainfroid et Jean.

Rainfroid fut son héritier principal, et devint le chef de la famille. C'est à ce titre que, le 26 octobre 1401, il reçoit l'hommage de Jordan Trosset, seigneur de Pléneseive, pour les fiefs et rentes qu'il possède entre le chemin d'Artigues et le chemin dit de Bruniquel, Laroque-Timbaut et le Pont de Lolmet. Pour tout cela, Trosset doit payer chaque année, à la fête de Pâques, cinq sols tournois d'oublies et une paire d'éperons dorés à chaque mutation de seigneur (1).

Le 3 décembre 1408, Guillaume et Arnaud de Favols frères font, en faveur de noble Rainfroid de Durfort, seigneur de Bajamont, une reconnaissance d'une pièce de terre, située dans la paroisse de Sauvagnas (2).

Mais le second fils d'Arnaud, Jean de Durfort, nous intéresse davantage, car il fut apanagé du château de Castelnoubel, dont il demeura seigneur pendant près d'un siècle.

Madame la comtesse de Raymond, qui a dressé une généalogie des Durfort, fait ici de très grosses confusions (3). Elle

(1) Archives du château de Lafox.

(2) *Ibidem.* Inventaire de 1709.

(3) Archives départementales. Fonds de Raymond n° 40.

dédoubla Rainfroid et en fait deux personnages, numérotés II et III, et prétend que Jean est fils du dernier. En réalité, il ressort de tous les documents que nous avons eu en mains, qu'il n'y a qu'un seul Rainfroid, fils d'Arnaud et frère de Jean.

Jean de Durfort, surnommé le Roux, seigneur de Castelnoubel, fut un rude chevalier qui passa son existence à batailler et endossa le harnais de très bonne heure. Le 27 juillet 1419 il était déjà écuyer d'écurie du roi et occupait encore cette fonction en 1423. C'est à ce titre qu'il donna une quittance à François de Nerby (1).

Dès son entrée dans la carrière, on le rencontre partout où il y a des coups à donner ou à recevoir. Contrairement à l'exemple de ses pères, il paraît avoir été toujours fidèle à la cause française. Sa valeur était connue des chefs de compagnies, qui s'efforçaient de le faire entrer dans leurs troupes.

En 1425, Charles VII nomme le comte de Foix gouverneur du Languedoc. Sa mission était de courir sus aux ennemis des rois, quels qu'ils fussent, mais surtout aux anglais. Il lui faut de bons lieutenants vigilants, intrépides et audacieux. Le sénéchal d'Agenais, Amanieu de Montpezat, son fils Raymond-Bernard, le seigneur de Castelnoubel, Jean de Durfort et Bernard de Meymont avaient toutes les qualités requises. Il les choisit avec soixante hommes d'armes (2).

Le 8 octobre de cette année, ils figurent dans la montre d'armes de la compagnie d'Amanieu de Montpezat, passée au Port-Sainte-Marie (3).

A la suite de ce chef, Jean de Durfort combat sans relâche et prend part à beaucoup d'actions, notamment à l'escalade de la ville de Marmande en 1426 (4).

Il gagna si bien l'estime des chefs qu'il fut chargé de la garde d'une importante forteresse, Puymirol. Il était en effet

(1) Archives départementales de Lot-et-Garonne. Fonds de Raymond n° 40.

(2) Saint-Amans, *Histoire du département de Lot-et-Garonne*, t. I, p. 247. -- *Histoire de Montpezat*, par de Bellecombe, p. 83.

(3) *Histoire de Montpezat*, p. 212, appendice.

(4) *Ibidem*, p. 83.

capitaine de cette ville le 2 juin 1426.... A cette date il donna une quittance de ses gages, scellée d'un joli sceau rond (1).



M. Demay, dans *l'Inventaire des sceaux de la collection Clairambault*, t. I, p. 346, en donne une description qui ne correspond pas en tout à la reproduction donnée par Laplagne-Barris. « Sceau rond, de 27 mill. Ecu portant un lion au lambel, penché, timbré d'un heaume et lambrequins, ciné d'un lion issant. »

Jean de Durfort, seigneur de Castelnoubel, portait les armes de la famille, mais pour se distinguer de son frère aîné Rainfroid, il ajouta le lambel. Le lambel est une pièce héraldique, composée d'une fasce étroite, ne touchant à aucun bord de l'écu et garnie de pendants s'élargissant par le bas. « Le lambel est employé comme brisure, par les cadets, qui en chargent les armes pleines de leur maison (2). »

C'est bien ici le cas. Jehan de Durfort, comme toute la famille, porte d'azur au lion d'or, mais il brise d'un lambel à deux pendants, pour bien montrer qu'il n'est que cadet.

Le château de Bajamont, position de choix, clef du pays, excitait la convoitise des Anglais. Un de leurs capitaines, seigneur de Frespech, probablement un Montferrand, forma le projet de s'en rendre maître, en 1432. Le sénéchal d'Agenais Amanieu de Montpezat, apprit son dessein et prit ses mesures pour en empêcher la réalisation. Aidé du seigneur du lieu, Bertrand de Durfort et de Jean de Durfort, seigneur de Castel-

(1) *Les Sceaux gascons*, par Laplagne-Barris, t. II. Sceaux des seigneurs, c'est d'après cet ouvrage que nous reproduisons le sceau de Jean de Durfort.

(2) Gourdon de Genouillac, *l'Art Héraldique*. Paris-Quentin, p. 45.

noubel, oncle de Bertrand, il marcha au-devant de l'ennemi. Le pays autour de Bajamont, avec ses vallons profonds, ses replis de terrain, est propice aux embuscades. Amanieu dissimula sa troupe aux environs du château et, à l'improviste, il tomba sur les soldats de Frespech, qui furent taillés en pièces (1).

Jean de Durfort, seigneur de Castelnoubel et de Mérens, était le principal lieutenant de Raymond-Bernard de Montpezat, fils du sénéchal. Il est qualifié de chevalier banneret, dans la montre de sa compagnie passée à Agen, le 18 novembre 1435 (2). Avec son chef, il prend Lusignan et Castelmoron qui est rasé. Quelques auteurs ont prétendu que Raymond-Bernard avait combattu en ces deux affaires pour l'Angleterre, mais il a été prouvé qu'il n'en est rien et que Montpezat et le seigneur de Castelnoubel étaient restés fidèles à la cause française (3).

Ces deux chevaliers suivirent le fameux partisan Rodrigue de Villandrando jusqu'en Béarn en 1439. L'année suivante, ils sont à la prise de Monségur, Clairac, Damazan (4).

Montpezat et Durfort ne se quittaient pas. Mais à cette vie de luttes et de courses sans fin, de chevauchées interminables et sans cesse renouvelées, les ressources du cadet de Durfort devaient se fondre. Emprunta-t-il à son ami et chef, Raymond-Bernard de Montpezat une somme d'argent qu'il ne put lui rembourser au terme promis ? Peut-être, le document qui va être rapporté nous le donne à penser :

Le 5 juillet 1437, Jean de Durfort, seigneur de Castelnoubel et de Mérens, fait donation à Raymond-Bernard, sieur de Montpezat, de tous et chacun ses biens, réservés sur iceux la somme de 100 livres, pour en pouvoir disposer, sauf aussi réservés à lui, les biens qui lui appartiennent au lieu de La Roque-Timbaut (5).

(1) A. de Bellecombe, *Histoire de Montpezat*.

(2) Archives historiques de la Gironde, t. III, p. 65.

(3) A. de Bellecombe, *loc. cit.*, p. 225.

(4) *Ibidem*, pp. 230, 231, 235.

(5) Archives du château de Lafox. — Arrêt du Grand Conseil, 6 mai 1555.

Un factum du ^{xv}^e siècle assure que cette donation ne fut pas suivie d'effet. Nous avons, en effet, de bonnes raisons de le croire. Nous constatons, par les documents, que Jean Arnaud et ses enfants jouirent de Castelnoubel. Cependant, la famille de Montpezat, par cette donation, avait acquis des droits sur Castelnoubel, qu'elle fit valoir en certaines circonstances.

Le bénéficiaire de cette donation, Raymond-Bernard de Montpezat, était fils d'Amanieu, sénéchal d'Agenais et de Jeanne de Béarn. Intrépide chevalier, il seconda très efficacement son père dans la défense de l'Agenais contre les anglais et plus tard Rodrigue de Villandrando et le vicomte de Lomagne. A. de Bellecombe prétend qu'il fut sénéchal d'Agenais (1). Il mourut en 1460. De son mariage avec Catherine de Caumont il eut plusieurs enfants dont l'un, Charles, continua la descendance.

Le frère aîné de Jean de Durfort, Rainfroid, avait eu un fils appelé Bertrand qui recueillit son héritage. Il ne fut pas seigneur de Castelnoubel, apanage de son oncle, mais, si nous en croyons l'enquête de 1491, il paraît avoir eu quelques intérêts sur ce domaine.

Pendant toutes ces guerres du ^{xv}^e siècle, le différend élevé entre la ville d'Agen et le seigneur de Castelnoubel, au sujet de la justice, que celui-ci voulait s'attribuer, conformément à la donation de 1351, s'apaisa, ou du moins entra dans une phase moins violente. Au reste, les campagnes incessantes auxquelles Jean de Durfort participa, appelaient ailleurs son activité.

Mais, dès que l'état du pays le permit, « les consuls d'Agen firent acte de juridiction sur les limites non contestées de leur territoire. Ils employèrent deux journées, au mois de juillet 1467, à tenir des assises en plein air du côté de Castelnoubel et de Madaillan. Le juge royal et quelques bourgeois de la ville les assistaient. Leurs audiences à Castelnoubel, à Laval, à Mérens ne furent point troublées. Après avoir rendu des

(1) A. de Bellecombe. *Histoire de Montpezat*, p. 92.

jugements sur des contestations privées, ils reçurent le serment de fidélité des habitants de Castelnoubel, Saint-Caprais-de-Lerm, Cassou, Saint-Denis-Lasgourgues, Mérens, Saint-Féréol, Saint-André. Ils nommèrent Géraud Bourgade lieutenant, pour la surveillance du territoire de Castelnoubel, Cassou, Mérens et Plénéselves. Celui-ci s'engagea à remplir cet offre gratuitement et prêta serment.

« Un notaire dressa procès-verbal du tout, en mentionnant que les consuls avaient voulu par cet acte solennel établir leur droit de juridiction » (1).

Après l'expulsion définitive des Anglais, il semble que la paix et la sécurité eussent dû s'étendre sur nos campagnes. Il n'en fut rien. Les révoltes successives du comte d'Armagnac amenèrent des troubles graves, des troupes nombreuses furent réunies en Agenais pour marcher contre Lectoure. En 1472, notamment, les troupes royales, commandées par Robert de Balsac, sénéchal d'Agenais et par d'autres sénéchaux du Midi, occupèrent quelques semaines le Quercy et l'Agenais.

C'est peut-être à ce moment qu'il faut placer la ruine de Castelnoubel. Jean de Durfort, encore en vie, était-il resté fidèle à Jean V d'Armagnac, sous les ordres duquel il avait jadis combattu, et son château servait-il de refuge à quelque parti armagnacais ? C'est une hypothèse bien vraisemblable. Castelnoubel fut pris et ruiné, nous dit l'enquête de 1491, au temps de la guerre de Lectoure, « tam tempore guerre Lectore quod hostilitatis domini de Lebreto » (3).

La ruine fut complète. Du château bâti aux ^{xiii}^e et ^{xv}^e siècles, il ne subsista qu'une tour ronde du côté nord. Tout le reste fut démoli et rasé.

En 1473, le 11 août, Jean de Durfort ratifiait, en faveur de Charles de Montpezat, fils de Raymond Bernard, l'acte de donation de 1437 (4). Peu après il dut mourir, dans une très

(1) *Ville libre et Barons*, par G. Tholin, p. 60.

(2) *La Maison d'Armagnac*, par Samaran. Paris, Picard, 1908.

(3) Archives municipales d'Agen, FF. 134.

(4) Archives du château de Lafox : Arrêt du Grand Conseil, 6 mai 1555.

grande vieillesse. Il avait près de cent ans, nous dit un témoin de l'enquête de 1491. « Nobilis vir Johannes de Duroforti, miles, dominus dicti domus de Castronovo, qui erat antiquissimus vir, élatum dum decessit centum annorum ut ferebatur » (1).

Jean de Durfort ne laissa pas de postérité. Malgré la donation faite à la famille de Montpezat, Bertrand et Arnaud de Durfort prirent le titre de seigneurs de Castelnoubel.

Bertrand ne lui survécut pas longtemps. Au début du ^{xv}^e siècle, Jean avait été son tuteur après la mort de Rainfroid. Il paraît avec ce titre au mariage de Catherine de Durfort avec noble Raymond de Sedilhac, seigneur de Saint-Léonard. « Le 21 janvier 1421 (1422 nouv. style) noble Jean de Durfort, damoiseau, agissant comme tuteur de noble Bertrand de Durfort, damoiseau de Bajamont, promet de payer à Raymond de Sedilha, seigneur de Saint-Léonard, 1100 florins d'or comme dot à Catherine de Durfort, savoir 200 florins à la St-Jean-Baptiste de 1422 et le reste, par paiements de 40 florins chaque année » (2).

Bertrand fut marié avec Judith de Lautrey, dont il eut deux fils, Arnaud et Jean, et deux filles, Catherine mariée en 1456 au sieur Dubreuil, seigneur de Lobéjac, et Alpaïs (3). Jean fut prieur de la collégiale Saint-Caprais.

En 1446, le 15 décembre, Bertrand de Durfort et son fils Arnaud, donnèrent à noble Jean de Fayolles, écuyer, le lieu de Laval et ses dépendances, sous l'hommage d'une paire gants blancs, à chaque mutation de seigneur et de vassal (4).

Messire Arnaud de Durfort se maria, en 1458, avec Antoinette de Gourdon, dont il eut six enfants, François, Jean, Robert, Etienne, Catherine et Antoinette. Toute sa vie se passa au service du roi de France, et particulièrement de Louis XI, dont il fut chambellan.

Le 12 mars 1471, il reçut de Charles, duc de Guienne, une

(1) Archives municipales d'Agen, FF. 134.

(2) Archives départementales. Fonds de l'évêché, H. 326.

(3) Archives du château de Lafox · Inventaires de 1590 et de 1709.

(4) Archives municipales d'Agen, FF. 192, 193 et II, 13.

commission pour la conduite et gouvernement des gens de guerre (1).

En 1476, le roi Louis XI lui donne la permission de rebâtir le château et le moulin de Gimat et Esparsac en Lomagne (2). Le 10 janvier de l'année suivante 1477, il lui concéda tous les droits et revenus qu'il possédait dans le péage de Lafox, depuis le ruisseau Martel, jusqu'à l'embouchure du Gers (3).

Le 7 novembre de la même année, Arnaud acheta la seigneurie de Lafox à Jean Bérard, président au Parlement de Bordeaux, au prix de 3.200 livres (4). Au mois de janvier de l'année suivante, il rendait hommage au roi pour cette terre (5). L'achat de Lafox entraîna pour Arnaud plusieurs difficultés, auxquelles il mit fin par une transaction avec le chapitre Saint-Etienne d'Agen. Cette transaction, du 25 décembre 1477, fonda définitivement la psalette de la cathédrale, conformément au testament de l'évêque d'Agen, Pierre Bérard (6).

Le 26 novembre 1477, Arnaud de Durfort avait reçu l'hommage du sieur Lamothe Monratier, seigneur de Favols, pour cette terre (7).

C'est en cette même année, ou plutôt au commencement de l'année suivante, qu'il fit son testament. Cet acte, écrit en langue romane, est fort curieux, nous n'en possédons malheureusement qu'une copie de 1567, où se trouvent de nombreuses lacunes.

Il se gratifie de capitaine..... d'hommes d'armes des ordonnances du roi de France, lieutenant de Monseigneur de Greignan (*sic*), maréchal de France, seigneur de Bajamont, Laroque-Timbaut, Fauguerolles, Frespech, Lafox, Clermont-Dessus, en partie, Monbalen, Castelnoubel, Mérens, La Gausie

(1) Archives du château de Lafox : Inventaire de 1695.

(2) *Ibidem* : Inventaire de 1709.

(3) *Ibidem* : Original en parchemin, signature du roi Louis XI. La pièce était scellée sur simple queue.

(4) Archives de Lafox.

(5) *Ibidem* : Inventaire de 1709.

(6) *Ibidem* : Transaction du 25 décembre 1477.

(7) *Ibidem* : Inventaire de 1709.

au diocèse d'Agen et des baronnies de Gimat et Esparsac en la sénéchaussée de Toulouse.

Il veut être enseveli dans l'église des frères prêcheurs d'Agen, devant l'image de Notre-Dame, où fut enseveli Bertrand de Durfort son père. Cependant, comme il donne le quart de la dime de Laroque-Timbaut, et la dime de tout ce qui lui appartient à Frespech, à la chapelle de Notre-Dame de Vignas, il demande à être enseveli dans cette chapelle, si le don qu'il fait est suffisant pour y établir quatre chapelains. Ces quatre chapelains, outre leurs messes, devront dire chaque jour l'absolve sur sa tombe, qui sera au devant de l'autel. Il veut que cette chapelle soit bénite et consacrée. Il prend ensuite plusieurs dispositions pour assurer la vie des quatre chapelains (1).

Après divers legs faits à ses enfants, il institue son héritier général, François de Durfort son fils aîné, lui substituant, en cas de décès sans enfants mâles, son quatrième fils Etienne, auquel il donne Gimat et Esparsac (2).

En cette année 1478, Arnaud combat en Bourgogne dans les troupes de Louis XI. Il meurt au mois de juin et est enseveli dans l'église collégiale de Saint Monca, en la ville de Lafère, au pays de Picardie (3).

J.-R. MARBOUTIN.

(A suivre.)

(1) L'église de Vignas n'existe plus, j'en ai vu démolir les derniers vestiges. Elle était située dans une vallée, au-dessous du village de Vignas, commune de Laroque-Timbaut, en face du pech de Vitrac. Les pierres en provenant ont été portées au lieu dit Cap-del-Bosc, j'y ai reconnu des bases de portes ayant les caractères du gothique finissant, xv^e ou xvi^e siècle.

(2) Archives du château de Lafox. Copie du testament, en papier.

(3) *Ibidem* : Transaction entre François du Maine, seigneur d'Escan-daillac et Etienne de Durfort, 1522.

LE RECENSEMENT DE 1911

Les résultats du recensement de 1911 sont aujourd'hui connus. Pour le Lot-et-Garonne, ils accusent une population de 268.083 âmes et une diminution sur 1906 de 6.527 habitants.

Ainsi, ni la lutte engagée contre la mortalité infantile, ni les mesures d'assainissement et d'hygiène prises un peu partout, ni les efforts des sociétés, des comités, des médecins et des démographes, ni les lois sociales votées par le Parlement pour protéger l'individu, consolider la famille et faciliter le mariage n'ont réussi jusqu'ici à enrayer les progrès de ce mal redoutable de la dépopulation qui nous classe définitivement au nombre des cinq départements les moins favorisés. La race agenaise, pourtant si gracieuse et si alerte, tend de plus en plus à s'éliminer du sol français. Tous les jours, elle fond sous nos yeux.

Il ne m'appartient ni de rechercher les causes d'un pareil phénomène ni de vérifier l'exactitude d'un étrange diagnostic porté en 1902 par un démographe de grand talent, M. Arsène Dumont, et d'après lequel le Lot-et-Garonne serait atteint de *moralité négative* compliqué d'*immoralité sénile* (1). Quelques travaux extrêmement édifiants ont paru sur ce point. Ils méritent d'être consultés, lus et relus, tant leur documentation paraît saisissante et véridique. Est-il besoin de citer les beaux articles du docteur Labat, de Laplume, qui ont eu les honneurs de la *Revue des Deux-Mondes*, et l'intéressante conférence faite le 4 décembre 1908 par M. F. Rengade, avoué près le Tribunal civil d'Agen, et reproduite dans le compte-rendu du Congrès de l'Alliance d'Hygiène sociale de 1909 ? (2)

(1) La natalité à Saint-Pierre de Clairac, 1902.

(2) Agen, Imp. Mod., pp. 330 et suiv.

Je me contenterai d'indiquer ici les diverses phases de cette question troublante à l'aide de cette science ingrate et toujours indigeste qu'est la statistique.

Quelle était la population du département de Lot-et-Garonne au moment de sa formation en 1790 ? C'est ce qu'on ne saurait préciser. Les documents ne manquent pas, mais précisément parce qu'ils abondent, on relève entre eux des différences très sensibles. Les états publiés lors des réquisitions ou des distributions de subsistances fournissent des indications contradictoires parce qu'ils furent établis un peu au hasard, sans méthode, avec cette rapidité déconcertante qui présida à l'œuvre révolutionnaire tout entière. Sur quoi se baser, sur une statistique dressée en 1792 par l'Administration départementale qui attribue 368.000 individus au Lot-et-Garonne, ou sur un état démographique, daté de 1795, qui n'en trouve plus que 320.000 ? Inutile d'insister. Le premier recensement sérieux date de 1800 ; il accuse 324.620 habitants ; celui de 1806, 352.444, qu'il faut ramener à 326.127 par suite du détachement, effectué en 1806, de la région de Lamagistère, Dunes, Auvillars, Valence et Castelsagrat prise au Lot-et-Garonne pour aider à la formation du nouveau département de Tarn-et-Garonne.

Jusqu'en 1841 la population ne cesse de s'accroître, malgré les guerres de la Révolution, du Consulat et de l'Empire, malgré la désertion des campagnes, motif de plaintes incessantes depuis le XVIII^e siècle. En 1821, le Lot-et-Garonne compte 330.121 habitants ; en 1836, 346.400 ; en 1841, 347.073. Brusquement, en 1846, les statistiques font constater une diminution de 813 individus, avec 346 260 âmes. Le Ministère informé ne peut cacher sa surprise. Cette décroissance lui paraît d'autant plus anormale que partout, au contraire, sauf dans le Tarn-et-Garonne, on enregistre de sensibles augmentations. On accuse les chiffres et les fonctionnaires chargés de dresser les états numériques. On croit « à des erreurs de calculs ». On vérifie additions, colonnes et tableaux. En fin de compte, on est bien obligé de reconnaître que le Lot-et-Garonne a vu sa population décroître de 813 habitants.

Depuis 1846 le mal ne fait que s'aggraver, comme permet d'en juger le tableau comparatif suivant :

DATE des RECENSEMENTS	POPULATION TOTALE	AUGMENTATION sur le précédent RECENSEMENT	AUGMENTATION TOTALE	DIMINUTION sur la précédent RECENSEMENT	DIMINUTION TOTALE
1800.....	324.620 h.	4.507 h.	»	»	»
1806.....	326.127	3.994	»	»	»
1821 (1).....	330.121	16.279	5.501 h.	»	»
1836.....	346.400	673	21.780	»	»
1841.....	347.073	»	22.453	»	»
1846.....	346.260	»	»	813 h.	»
1851.....	341.345	»	»	4.915	5.728 h.
1856.....	340.011	»	»	1.334	7.062
1861.....	332.065	»	»	7.946	15.008
1866.....	327.962	»	»	4.103	19.111
1871.....	319.289	»	»	8.673	27.784
1876.....	316.920	»	»	2.369	30.153
1881.....	312.081	»	»	4.839	34.992
1886.....	307.718	»	»	4.363	39.355
1891.....	295.360	»	»	12.358	51.713
1896.....	284.612	»	»	10.748	62.461
1901.....	278.740	»	»	5.872	68.333
1906.....	274.610	»	»	4.130	72.463
1911.....	268.083	»	»	6.527	78.990

Donc, de 1841 à 1911, en 70 ans, la population du Lot-et-Garonne a diminué de 78.990 habitants, soit une diminution moyenne de 1.128 individus 42 par an. Si la proportion restait la même, le département ne compterait plus, au début du xxi^e siècle que 167.673 habitants.

Le tableau comparatif qu'on trouvera plus loin et qui comprend commune par commune les résultats du derniers recensement fera saisir les diverses phases de cette question si angoissante.

Agen a seule plus de 20.000 habitants (23.294) et Villeneuve plus de 10.000. 3 communes ont de 5.001 à 10.000 âmes, ce sont : Marmande, Nérac et Tonneins ; 2, de 4.001 à 5.000 :

(1) Malgré le rattachement au Tarn-et-Garonne des cantons de Valence, La Magistère, Auvillars, Dunes et Castelsagrat.

Fumel et Casteljalous ; 1 de 3.501 à 4.000 ; 1 de 3.001 à 3.500 ; 5 de 2.501 à 3.000 ; 4 de 2.001 à 2.500 ; 9 de 1.501 à 2.000 ; 28 de 1.001 à 1.500 ; 102 de 501 à 1.000 ; 42 de 401 à 500 ; 65 de 301 à 400 ; 52 de 201 à 300. 11 ont moins de 200 habitants. Les communes les moins peuplées sont : St-Géraud (128), Ambrus (148), Massels (160), Marmont-Pachas et Lachapelle (168).

L'arrondissement le plus important est celui de Marmande avec 76.356 habitants contre 79.114 en 1906. Viennent ensuite : Villeneuve, avec 72.954 contre 74.278 ; Agen, avec 68.801 contre 70.108 ; et enfin Nérac, avec 49.972 contre 51.110.

Les cantons qui ont le plus perdu sur le recensement de 1906 sont ceux de Tonneins (620), Damazan (551), Villeneuve (472), Penne (375), Seyches (348), Meilhan (347), Lauzun (325), Puymirol (311), Mas-d'Agenais (307).

Les communes qui, durant le même laps de temps, ont été les plus éprouvées sont : Tonneins, avec 459 habitants de moins ; Villeneuve, avec 357 ; Blanquefort, avec 148 ; Penne, avec 134 ; Le Mas-d'Agenais, avec 132 ; Puch, avec 107.

9 communes sont stationnaires : Laugnac, Lacépède, Par-dailan, Saint-Pardoux-Isaac, Longueville, Lacapelle, Castillonès, Saint-Aubin, Massels. Leur population est restée numériquement identique. 67 seulement sont en augmentation. Signalons notamment : Casteljalous (330), Fumel (313), Agen (153) ; Montayral (88), Marmande (84), St-Eutrope (70), Mézin (69), Houeillès (68).

En somme, sur 326 communes, 250 sont en décroissance sur le recensement de 1906.

Si l'on compare ces résultats lamentables à ceux de 1841 on ne peut que constater l'étendue et la profondeur de ce mal de dépopulation qui inquiète si fort les esprits. Certaines localités ont vu le nombre de leurs habitants réduit de plus de 50 0/0 : Clermont-Dessus, Prayssas, Saint-Jean-de-Thurac, Saint-Pierre-de-Clairac, Saint-Urcisse, du canton de Puymirol ; Engayrac et Tayrac, de Beauville ; Saint-Gayraud, de Castelmoron ; Ambrus, Saint-Pierre-de-Buzet, de Damazan ; Parranquet, de Villeréal.

15 communes seulement ont augmenté : Agen (8.307), Lafox (25), Miramont (530), Marmande (2.027) ; Casteljaloux (1.441), Allons (35), Durance (24), Houeillès (447), Saumé-jean (70), Barbaste (213), Lavardac (812), Gueyze (26), Fumel (1862) ; Monsempron (471), Villeneuve (844).

La commune d'Agen n'a cessé de s'accroître depuis 1802 où elle comptait 11.300 habitants. Elle en a aujourd'hui 23.294 et cependant, depuis 1837, le chiffre des décès est supérieur à celui des naissances de plus de 10.000. Si la natalité avait réparé les brèches causées par la mort, le chef-lieu du département serait aujourd'hui une jolie ville de 34.000 âmes.

R. BONNAT.

COMMUNES	POPULATION			DIFFÉRENCE		DIFFÉRENCE sur 1841	
	en 1841	en 1906	en 1911	en plus	en moins	en plus	en moins
ARRONDISSEMENT D'AGEN							
CANTONS D'AGEN							
1 ^{er} Canton							
1 AGEN (1 ^{er} et 2 ^e cantons)	14.987	23.141	23.294	153	»	8307	»
2 Colayrac-Saint Cirq...	1.939	1.344	1.305	»	36	»	634
3 Foulayronnes	1.240	968	934	»	34	»	306
4 Passage (Le)	2.208	2.190	2.100	»	90	»	408
5 Saint-Hilaire-sur-Gar...	1.061	647	641	»	6	»	420
	21.435	28.287	28.274	153	166	»	1468
2 ^e Canton							
6 Bajamont	723	389	386	»	3	»	337
7 Boé	1.221	1.104	1.114	10	»	»	107
8 Bon-Encontre	1.535	1.156	1.186	30	»	»	349
9 Pont-du-Casse	1.006	650	617	»	33	»	389
	4.485	3.299	3.303	40	36	»	1182
CANTON D'ASTAFFORT							
10 ASTAFFORT	2.414	1.857	1.781	»	76	»	633
11 Caudecoste	1.116	814	843	29	»	»	273
12 Cuq	680	420	404	»	16	»	276
13 Fals	389	226	237	11	»	»	152
14 Layrac	2.736	2.329	2.245	»	84	»	511
15 Saint-Nicolas-de-la-B.	605	321	307	»	14	»	298
16 Saint-Sixte	791	452	427	»	25	»	364
17 Sauveterre-d'Astafort.	679	562	513	»	49	»	166
	9.430	6.981	6.757	40	264	»	2673
CANTON DE BEAUVILLE							
18 BEAUVILLE	1.567	915	872	»	43	»	695
19 Blaymont	660	427	412	»	15	»	248
20 Cauzac	800	430	425	»	5	»	375
21 Dondas	809	425	415	»	10	»	394
22 Engayrac (Combebonnet) .	603	298	279	»	19	»	324
23 Saint-Martin-de-Beauv.	481	271	267	»	4	»	214
24 Saint-Maurin	1.436	894	905	11	»	»	531
25 Tayrac	728	428	357	»	71	»	371
	7.084	4.088	3.932	11	167	»	3152
CANTON DE LAPLUME							
26 Aubiac	720	370	371	1	»	»	349
27 Brax	517	390	389	»	1	»	128
28 Estillac	482	314	323	9	»	»	159
29 LAPLUME	1.707	1.277	1.239	»	38	»	468
30 Marmont-Pachas	319	183	168	»	15	»	151
31 Moirax	921	472	464	»	8	»	457
32 Roquefort	306	275	256	»	19	»	50
33 Sainte-Colombe-de-L.	1.375	830	812	»	18	»	563
34 Sérignac-de-Laplume..	794	654	614	»	40	»	180
	7.141	4.765	4.636	10	139	»	2505

COMMUNES	POPULATION			DIFFÉRENCE		DIFFÉRENCE sur 1841	
	en 1841	en 1906	en 1911	en plus	en moins	en plus	en moins
ARRONDISSEMENT D'AGEN (suite)							
CANTON DE LAROQUE							
35 Cassignas.....	316	221	218	»	3	»	98
36 Castella.....	528	332	330	»	2	»	198
37 Croix-Blanche (La)....	760	492	488	»	4	»	272
38 LAROQUE-TIMBAUT.....	1.463	1.063	1.051	»	12	»	412
39 Monbaleu.....	696	421	427	6	»	»	269
40 Saint-Robert.....	425	252	235	»	17	»	190
41 Sauvagnas.....	735	480	482	2	»	»	253
42 Sauvetat-de-Sav (La)...	573	382	361	»	21	»	212
	5.496	3.643	3.592	8	5	»	1904
CANTON DE PORT-S ^{te} -MARIE							
43 Aiguillon.....	4.079	2.886	2.811	»	75	»	1268
44 Bazens.....	641	510	504	»	6	»	137
45 Bourran.....	1.109	791	739	»	52	»	370
46 Clermont-Dessous.....	1.242	886	892	6	»	»	350
47 Fréguimont.....	463	325	323	»	2	»	140
48 Galapian.....	628	442	415	»	27	»	213
49 Lagarrigue (Miramont)...	401	227	234	7	»	»	167
50 Lusignan-Grand.....	549	290	271	»	19	»	278
51 Nicole.....	540	311	283	»	28	»	257
52 PORT-SAINTE-MARIE....	3.025	1.991	1.933	»	61	»	1092
53 Saint-Salvy.....	570	318	298	»	20	»	272
	13.247	8.980	8.703	13	290	»	4544
CANTON DE PRAYSSAS							
54 Cours.....	642	347	330	»	17	»	312
55 Granges.....	649	403	392	»	11	»	257
56 Lacépède.....	822	480	480	»	»	»	342
57 Laugnac.....	908	584	584	»	»	»	324
58 Lusignan-Petit.....	490	328	308	»	20	»	182
59 Madaillan.....	1.183	661	610	»	51	»	573
60 Montpezat.....	1.543	849	901	52	»	»	642
61 PRAYSSAS.....	1.803	1.184	1.116	»	68	»	687
62 Saint-Sardos.....	»	473	438	»	35	»	»
	8.040	5.309	5.159	52	202	»	3319
CANTON DE PUYMIROL							
63 Castelculier.....	810	641	634	»	7	»	176
64 Clermont-Dessus.....	869	476	413	»	63	»	456
65 Grayssas.....	460	227	215	»	12	»	245
66 Lafox.....	317	359	342	»	17	25	»
67 PUYMIROL.....	1.635	1.012	944	»	68	»	691
68 Saint-Caprais-de-Lerm.	619	494	435	»	59	»	184
69 Saint-Jean-de-Thurac.	672	360	333	»	27	»	339
70 Saint-Pierre-de-Clairac	1.140	537	527	»	10	»	613
71 Saint-Romain.....	649	402	359	»	43	»	290
72 Saint-Urcisse.....	505	248	243	»	5	»	262
	7.676	4.756	4.445	»	311	»	3256

COMMUNES	POPULATION			DIFFÉRENCE		DIFFÉRENCE sur 1811	
	en 1841	en 1906	en 1911	en plus	en moins	en plus	en moins
ARRONDISSEMENT D'AGEN (suite)							
RÉCAPITULATION							
(9 cantons)							
AGEN (1 ^{er} canton).....	21.435	28.287	28.274	153	166	8307	1468
AGEN (2 ^e canton).....	4.485	3.299	3.303	40	36	»	1182
ASTAFFORT.....	9.430	6.981	6.757	46	264	»	2673
BEAUVILLE.....	7.084	4.088	3.932	11	167	»	3152
LAPLUME.....	7.141	4.765	4.636	10	139	»	2505
LAROQUE.....	5.496	3.643	3.592	8	59	»	1904
PORT-SAINT-MARIE.....	13.247	8.980	8.703	13	290	»	4544
PRAYSSAS.....	8.040	5.309	5.159	52	202	»	3319
PUYMIROL.....	7.676	4.756	4.445	»	311	»	3256
	84.034	70.108	68.801	327	1.634	8332	24.003
ARRONDISSEMENT DE MARMANDE							
CANTON DE BOUGLON							
1 Antagnac.....	402	346	351	5	»	»	51
2 Argenton.....	666	467	471	4	»	»	195
3 BOUGLON.....	817	608	603	»	5	»	214
4 Grézet-Cavagnan.....	623	489	453	»	36	»	170
5 Guérin.....	475	368	335	»	33	»	140
6 Labastide-Castel-Am.....	1.080	420	402	»	18	»	1678
7 Poussignac.....	419	366	329	»	37	»	90
8 Romeslaing.....	517	438	391	»	47	»	126
9 Ruffiac.....	503	415	405	»	10	»	98
10 Sainte-Gemme-Mart.....	»	460	425	»	35	»	»
	5.502	4.377	4.165	9	221	»	1762
CANTON DE CASTELMORON							
11 Brugnac.....	727	441	431	»	10	»	296
12 CASTELMORON.....	2.379	1.495	1.451	»	44	»	928
13 Coulx.....	763	542	510	»	32	»	253
14 Grateloup.....	626	419	390	»	29	»	236
14 Labretonie.....	498	349	327	»	22	»	498
16 Laparade.....	1.121	686	656	»	30	»	465
17 Saint-Gayraud.....	523	274	234	»	40	»	289
18 Verteuil.....	995	879	937	58	»	»	58
	7.632	5.085	4.936	58	207	»	3023
CANTON DE DURAS							
19 Auriac.....	336	282	287	5	»	»	49
20 Baleyssagues.....	928	342	337	»	5	»	591
21 DURAS.....	1.701	1.516	1.524	8	»	»	177
22 Esclottes.....	501	280	274	»	6	»	227
23 Loubès-Bernac.....	1.065	704	665	»	39	»	400
24 Moustier.....	606	386	359	»	27	»	217
25 Pardaillan.....	1.068	640	640	»	»	»	428
(1) Sainte-Gemme-Martailiac, devenue commune, dépendait de Castel-Amouroux en 1841. D'où cette décroissance. (2) Commune démembrée lors de la création de Ste-Colombe-de-Duras.							

COMMUNES	POPULATION			DIFFÉRENCE		DIFFÉRENCE sur 1841	
	en 1841	en 1896	en 1911	en plus	en moins	en plus	en moins
ARRONDISSEMENT DE MARMANDE (suite)							
CANTON DE DURAS (suite)							
26 Saint-Astier.....	550	342	327	»	15	»	223
27 Sainte-Colombe-de D...	»	208	203	»	5	»	»
28 Saint-Jean-de-Duras ..	661	380	375	»	5	»	286
29 Saint-Sernin.....	1.018	645	619	»	26	»	399
30 Sauvetat-du-Dropt (La)	730	579	524	»	55	»	206
31 Savignac-de-Duras	614	436	395	»	44	»	219
32 Soumensac.....	660	446	417	»	29	»	243
33 Villeneuve-de-Duras..	686	476	447	»	29	»	239
	11.124	7.662	7.393	43	282	»	3934
CANTON DE LAUZUN							
34 Agnac.....	709	390	374	3	16	»	335
35 Allemans-du-Dropt....	712	675	678	»	»	»	34
36 Armillac.....	478	217	212	»	5	»	266
37 Bourgognague	569	337	337	»	20	»	232
38 Laperche.....	461	294	291	»	3	»	170
39 LAUZUN	1.349	1.031	941	»	90	»	408
40 Lavergne.....	1.205	727	691	»	36	»	514
41 Miramont.....	1.636	2.175	2.166	»	9	530	»
42 Montignac-de-Lauzun..	1.080	644	584	»	60	»	496
43 Peyrière	479	291	264	»	27	»	215
44 Puysserampion.....	»	323	313	»	10	»	»
45 Roumagne	626	443	446	3	»	»	180
46 Saint-Colomb	1.235	633	651	18	»	»	584
47 Saint-Nazaire	505	370	309	»	61	»	196
48 Saint-Pardoux-Isaac...	468	364	364	»	»	»	104
49 Ségalas	1.415	456	442	»	14	»	973
50 Sérignac-de-Lauzun...	»	362	364	2	»	»	»
	12.927	9.752	9.427	26	351	530	4707
CANTON DE MARMANDE							
51 Agmé.....	329	204	193	»	11	»	436
52 Beaupuy.....	539	540	537	»	3	»	2
53 Birac.....	1.153	748	736	»	12	»	417
54 Fauguerolles.....	738	574	570	»	4	»	168
55 Gontaud.....	1.357	1.443	1.068	»	75	»	289
56 Hautesvignes.....	490	231	221	»	10	»	269
57 Longueville	854	300	300	»	»	»	500
58 MARMANDE	7.805	9.748	9.832	84	»	2027	»
59 Sainte-Bazeille.....	2.800	1.948	1.875	»	73	»	923
60 Saint-Martin-Petit	511	342	319	»	23	»	492
61 Saint-Pardoux-du-B ...	»	377	385	8	»	»	»
62 Saint-Pierre-de-Nog ...	1.022	660	630	»	30	»	392
63 Taillebourg	511	273	242	»	31	»	269
64 Virazeil	1.155	1.024	1.023	»	4	»	122
	19.264	18.112	17.931	92	273	2037	3681

COMMUNES	POPULATION			DIFFÉRENCE		DIFFÉRENCE SUR 1811	
	en 1841	en 1906	en 1911	en plus	en moins	en plus	en moins
ARRONDISSEMENT DE MARMANDE (suite)							
CANTON DU MAS-D'AGENAIS							
65 Calonges.....	1.000	740	710	»	30	»	290
66 Caumont.....	987	647	590	»	57	»	377
67 Fourques.....	1.975	866	828	»	38	»	1147
68 Lagruère.....	1.250	627	598	»	29	»	652
69 MAS-D'AGENAIS.....	2.444	1.692	1.560	»	132	»	854
70 Sainte-Marthe.....	»	540	579	39	»	»	»
71 Samazan.....	1.019	913	853	»	60	»	166
72 Sènestis.....	824	513	536	23	»	»	288
73 Villetou.....	764	566	543	»	23	»	221
	10.233	7.104	6.797	62	369	»	3995
CANTON DE MEILHAN							
74 Cocumont.....	1.664	1.400	1.350	»	50	»	314
75 Couthures.....	1.391	812	792	»	20	»	599
76 Gaujac.....	700	512	424	»	88	»	276
77 Jusix.....	604	802	295	»	7	»	309
78 Marcellus.....	1.006	709	615	»	64	»	361
79 MEILHAN.....	2.291	1.810	1.753	»	57	»	538
80 Montpouillan.....	791	605	582	»	23	»	209
81 Saint-Sauveur-de-M....	690	518	480	»	38	»	210
	9.137	6.668	6.321	»	347	»	2816
CANTON DE SEYCHES							
82 Cambes.....	520	265	237	»	28	»	283
83 Castelnau-sur-Gupie ..	899	664	595	»	69	»	304
84 Caubon-Saint-Sauveur..	606	369	364	»	5	»	242
85 Escassefort.....	758	554	523	»	31	»	235
86 Lachapelle.....	354	168	168	»	»	»	186
87 Lagupie.....	585	450	430	»	20	»	155
88 Lévigac-de-Seyches ..	1.768	1.065	1.005	»	60	»	763
89 Mauvezin-sur-Gupie...	795	643	609	»	34	»	186
90 Monteton.....	799	480	462	»	18	»	337
91 Montignac-Toupinerie ..	484	270	262	»	8	»	222
92 Puymiclan.....	1.222	890	833	»	57	»	389
93 Saint-Avit.....	498	256	244	»	12	»	254
94 Saint-Barthélemy.....	1.354	823	839	16	»	»	515
95 Saint-Géraud.....	»	127	128	1	»	»	»
96 Saint-Pierre-de-Lév....	560	375	358	»	17	»	202
97 SEYCHES.....	1.328	1.098	1.092	»	6	»	236
	12.530	8.497	8.149	17	365	»	4509
CANTON DE TONNEINS							
98 Clairac.....	4.842	2.850	2.824	»	26	»	2018
99 Fauillet.....	1.127	833	815	»	18	»	312
100 Lafitte.....	1.060	944	847	»	97	»	213
101 TONNEINS.....	6.973	6.689	6.230	»	459	»	743
102 Varès.....	930	541	521	»	20	»	409
	14.932	11.857	11.237	»	620	»	3695

COMMUNES	POPULATION			DIFFÉRENCE		DIFFÉRENCE sur 1841	
	en 1841	en 1906	en 1911	en plus	en moins	en plus	en moins
ARRONDISSEMENT DE MARMANDE (suite)							
RÉCAPITULATION							
(9 cantons)							
BOUGLON.....	5.502	4.377	4.165	9	221	»	1762
CASTELMORON.....	7.632	5.085	4.936	58	207	»	3013
DURAS.....	11.124	7.662	7.393	13	282	»	3934
LAUZUN.....	12.927	9.752	9.427	26	354	530	4707
MARMANDE.....	19.264	18.112	17.931	92	273	2227	3771
MAS-D'AGÉNAIS.....	10.233	7.104	6.797	62	369	»	4015
MEILHAN.....	9.137	6.668	6.321	»	347	»	2816
SEYCHES.....	12.530	8.497	8.149	17	365	»	4309
TONNEINS.....	14.932	11.837	11.237	»	620	»	3695
	103.281	79.114	76.356	277	3.035	»	32.222
ARRONDISSEMENT DE NERAC							
CANTON DE CASTELJALOUX							
1 Anzex.....	567	420	413	»	7	»	154
2 Beauziac.....	471	415	395	»	20	»	76
3 CASTELJALOUX.....	2.585	3.696	4.026	330	»	1441	»
4 Leyritz-Moncassin.....	706	535	490	»	45	»	216
5 Réunion (La).....	589	420	386	»	34	»	203
6 Saint-Martin-Curton.....	759	717	739	22	»	»	20
7 Villefranche-du-Q.....	875	627	618	»	9	»	257
	6.552	6.830	7.067	352	115	1441	926
CANTON DE DAMAZAN							
8 Ambrus.....	322	192	148	»	44	»	174
9 Buzet.....	1.807	1.284	1.204	»	80	»	603
10 Caubeyres.....	433	231	222	»	9	»	211
11 DAMAZAN.....	1.789	1.464	1.414	»	50	»	375
12 Fargues.....	791	679	634	»	45	»	157
13 Monheurt.....	781	523	473	»	50	»	308
14 Puch.....	1.712	1.517	1.410	»	107	»	302
15 Razimet.....	431	301	272	»	29	»	159
16 Saint-Léger.....	527	300	276	»	24	»	251
17 Saint-Léon.....	540	360	286	»	71	»	254
18 Saint-Pierre-de-Buzet.....	651	340	301	»	39	»	350
	9.784	7.191	6.640	»	551	»	3144
CANTON DE FRANCESCAS							
19 Fieux.....	708	447	461	11	4	»	247
20 FRANCESCAS.....	1.200	837	822	»	35	»	378
21 Lamontjoie.....	941	655	630	»	25	»	311
22 Lasserre.....	363	210	200	»	10	»	163
23 Moncrabeau.....	2.370	1.696	1.608	»	88	»	762
24 Nomdieu.....	675	359	357	»	2	»	318
25 Saint-Vincent-de-L....	609	363	371	8	»	»	238
	6.266	4.587	4.449	22	160	»	2417

COMMUNES	POPULATION			DIFFÉRENCE		DIFFÉRENCE sur 1811	
	en 1844	en 1906	en 1911	en plus	en moins	en plus	en moins
ARRONDISSEMENT DE NÉRAC (suite)							
CANTON DE HOUAILLÈS							
26 Allons.....	757	867	832	»	35	75	»
27 Boussès.....	431	427	372	»	55	»	59
28 Durance.....	510	576	534	»	42	24	»
29 HOUAILLÈS.....	812	1.491	1.259	68	»	447	»
39 Pindères.....	550	531	504	»	27	»	46
31 Pompogne.....	504	377	322	»	55	»	182
32 Sauméjean.....	332	300	302	2	»	70	»
	3.896	4.269	4.125	70	214	616	287
CANTON DE LAVARDAC							
33 Barbaste.....	1.745	1.876	1.928	52	»	213	»
34 Bruch.....	1.180	775	760	»	15	»	420
35 Feugarolles.....	1.648	1.130	1.082	»	48	»	566
36 LAVARDAC.....	1.738	2.543	2.550	7	»	812	»
37 Mongaillard.....	385	260	246	»	14	»	39
38 Montesquieu.....	1.399	920	844	»	76	»	555
39 Pompiéy.....	278	208	183	»	25	»	95
49 Saint-Laurent.....	»	521	512	»	9	»	»
41 Thouars.....	419	384	322	»	62	»	91
42 Vianne.....	921	811	756	»	55	»	165
43 Xaintrailles.....	868	597	576	»	21	»	292
	10.551	10.025	9.759	59	325	1025	2223
CANTON DE MÉZIN							
41 Gueyze.....	477	514	503	»	11	26	»
45 Lannes.....	942	713	750	37	»	»	192
46 Lisse.....	476	338	301	»	37	»	175
47 Meylan.....	303	195	196	1	»	»	107
48 MÉZIN.....	3.042	2.774	2.843	69	»	»	199
49 Poudenas.....	958	694	633	»	61	»	325
50 Réaup.....	929	767	725	»	42	»	204
51 Sainte-Maure-de-Peyriac.....	961	635	597	»	38	»	364
52 Saint-Pé-Saint-Simon.....	685	534	507	»	27	»	178
53 Sos.....	1.345	1.115	1.037	»	78	»	308
54 Villeneuve-de-Mézin.....	241	210	213	3	»	»	28
	10.359	8.489	8.305	110	294	26	2080
CANTON DE NÉRAC							
55 Andiran.....	617	437	426	»	11	»	191
56 Calignac.....	742	565	560	»	5	»	182
57 Espiens.....	841	516	527	11	»	»	314
58 Fréchou.....	677	448	432	»	11	»	245
59 Moncaut.....	664	484	485	1	»	»	179
60 Montagnac-sur-Auv.....	1.204	719	684	»	35	»	520
61 NÉRAC.....	6.837	6.318	6.279	»	39	»	558
62 Saumont.....	390	237	234	»	3	»	156
63 Puy-Fort-Eguille.....	316	»	»	»	»	»	»
	12.288	9.719	9.627	12	104	»	2345

COMMUNES	POPULATION			DIFFÉRENCE		DIFFÉRENCE sur 1841	
	en 1841	en 1906	en 1911	en plus	en moins	en plus	en moins
ARRONDISSEMENT DE NÉRAC (suite)							
RÉCAPITULATION (9 cantons)							
CASTELJALOUX.....	6.552	6.830	7.067	352	115	1441	926
DAMAZAN.....	9.784	7.191	6.640	»	551	»	3144
FRANCESCAS.....	6.866	4.587	4.449	22	160	»	2417
HOUEILLES.....	3.896	4.269	4.125	70	214	616	287
LAVABDAC.....	10.551	10.025	9.759	59	325	1025	2329
MÉZIN.....	10.359	8.489	8.305	110	294	26	2080
NÉRAC.....	12.288	9.719	9.627	12	104	»	2345
	60.296	51.110	49.972	625	1.763	3108	13.528
ARRONDISSEMENT DE VILLENEUVE							
CANTON DE CANCON							
1 Beaugas.....	980	623	632	9	»	»	348
2 Boudy.....	448	276	275	»	1	»	173
3 CANCON.....	1.642	1.220	1.216	»	4	»	426
4 Casseneuil.....	1.921	1.422	1.328	»	94	»	593
5 Castelnaud-de-Cancon.	93	617	615	»	2	»	368
6 Monbahus.....	1.638	1.221	1.226	5	1	»	412
7 Monviel.....	315	185	179	»	6	»	136
8 Moulinet.....	642	419	437	18	»	»	205
9 Pailloles.....	406	247	248	1	»	»	158
10 Saint-Maurice.....	349	196	195	»	1	»	154
	9.324	6.426	6.351	33	108	»	2973
CANTON DE CASTILLONNÈS							
11 Cabuzac.....	635	420	416	»	4	»	219
12 CASTILLONNÈS.....	1.908	1.687	1.687	»	»	»	221
13 Cavarc.....	576	316	299	»	17	»	277
14 Douzains.....	688	395	374	»	21	»	314
15 Ferrensac.....	660	405	394	»	11	»	266
16 Lolandusse.....	604	350	331	»	19	»	273
17 Lougratte.....	1.021	641	672	31	»	»	349
18 Montauriol.....	530	364	380	16	»	»	150
19 Saint-Quentin.....	581	340	354	14	»	»	227
	7.203	4.918	4.907	61	72	»	2296
CANTON DE FUMEL							
20 Blanquefort.....	1.751	1.110	962	»	148	»	789
21 Condezaygues.....	515	420	387	»	33	»	128
22 Cuzorn.....	1.418	949	914	»	35	»	501
23 FUMEL.....	2.577	4.146	4.459	313	»	1882	»
24 Monsempron.....	818	1.273	1.289	16	»	471	»
25 Saint-Front.....	1.173	782	756	»	26	»	417
26 Sauveterre-la-Lémance	1.455	1.095	1.112	17	»	»	343
	9.707	9.775	9.879	346	242	2353	2181

COMMUNES	POPULATION			DIFFÉRENCE		DIFFÉRENCE sur 1811	
	en 1841	en 1906	en 1911	en plus	au moins	en plus	en moins
ARRONDISSEMENT DE VILLENEUVE (suite)							
CANTON DE MONCLAR							
27 Caubel	642	405	380	»	25	»	262
28 Fongrave	828	520	485	»	35	»	343
29 MONCLAR	1.984	1.281	1.254	»	27	»	730
30 Montastruc	1.096	681	647	»	34	»	449
31 Pinel-Hauterive	521	324	305	»	19	»	216
32 Saint-Etienne-de-F	658	513	508	»	5	»	150
33 Saint-Pastour	820	611	592	»	19	»	228
34 Tombeboeuf	948	770	742	»	28	»	206
35 Tourtrès	608	297	270	»	27	»	338
36 Villebramar	534	268	297	29	»	»	237
	8.639	5.670	5.480	29	219	»	3159
CANTON DE MONFLANQUIN							
37 Gavaudun	1.091	550	530	»	20	»	561
38 Lacapelle-Biron	1.107	642	600	»	42	»	507
39 Lacaussade	450	313	280	»	33	»	170
40 Laussou	600	440	416	6	»	»	184
41 MONFLANQUIN	5.075	3.039	3.090	51	»	»	1985
42 Monségur	482	348	340	»	8	»	134
43 Montagnac-sur-Lède	923	590	530	»	50	»	383
44 Paulhiac	1.010	548	530	»	18	»	480
45 Saint-Aubin	736	601	601	»	»	»	135
46 Salles	781	533	530	»	3	»	251
47 Sauvetat-sur-Lède (La)	»	513	510	»	3	»	»
48 Savignac-de-Monflanquin	625	414	387	»	27	»	238
	12.880	8.501	8.354	57	204	»	5028
CANTON DE PENNE							
49 Auradou	641	349	332	»	17	»	309
50 Bausse	501	412	359	»	53	»	142
51 Frespech	576	303	286	»	17	»	290
52 Hautefage	1.164	687	608	»	79	»	556
53 Massels	323	160	160	»	»	»	163
54 Massoulès	»	248	250	2	»	»	»
55 PENNE	4.605	2.547	2.413	»	134	»	2192
56 Saint-Sylvestre	»	1.224	1.200	»	24	»	»
57 Trémons	658	409	370	»	39	»	288
58 Trentels	1.315	916	902	»	14	»	413
	9.783	7.255	6.880	2	377	»	4353
CANTON DE S ^{te} -LIVRADE							
59 Allez-et-Cazeneuve	472	356	352	»	4	»	120
60 Dolmayrac	1.076	677	659	»	18	»	417
61 SAINTE-LIVRADE	3.209	2.671	2.680	9	»	»	529
62 Temple-sur-Lot (Le)	1.222	928	895	»	33	»	327
	5.979	4.632	4.586	9	55	»	1393

COMMUNES	POPULATION			DIFFÉRENCE		DIFFÉRENCE sur 1841	
	en 1841	en 1906	en 1911	en plus	en moins	en plus	en moins
ARRONDISSEMENT DE VILLENEUVE (suite)							
CANTON DE TOURNON							
63 Anthé	»	383	350	»	33	»	»
64 Bourlens	»	412	371	»	41	»	»
65 Cazideroque	»	421	387	»	34	»	»
66 Courbiac	»	229	233	4	»	»	»
67 Masquières	»	332	297	»	35	»	»
68 Montayral	1.388	940	1.028	88	»	»	360
69 Saint-Vite	1.233	945	958	13	»	»	275
70 Thézac	»	279	248	»	31	»	»
71 TOURNON-D'AGENAIS ..	4.986	914	927	13	»	»	4059
	7.607	4.855	4.799	118	174	»	4694
CANTON DE VILLENEUVE							
72 Lédats	763	503	502	»	1	»	261
73 Pujols	1.373	920	845	»	75	»	528
74 Saint-Antoine	678	473	408	»	5	»	270
75 Sainte-Colombe-de-V ..	758	524	510	»	14	»	248
76 Sembas	508	284	266	»	18	»	242
77 VILLENEUVE-SUR-LOT ..	12.337	13.540	13.181	»	359	844	»
	16.417	16.244	15.772	»	472	844	1549
CANTON DE VILLERÉAL							
78 Bournel	726	417	390	»	27	»	336
79 Dévillac	377	234	231	»	3	»	146
80 Doudrac	380	207	215	8	»	»	165
81 Mazières-Naresses	506	274	279	5	»	»	227
82 Montaut	749	465	464	»	1	»	285
83 Parranquet	499	231	233	2	»	»	266
84 Rayet	485	292	283	»	9	»	202
85 Rives	650	387	364	»	23	»	286
86 Saint-Etienne-de-V	636	431	430	»	1	»	206
87 Saint-Eutrope-de-Born ..	1.862	1.096	1.166	70	»	»	696
88 Saint-Martin-de-V	410	247	249	2	»	»	161
89 Tourliac	422	211	214	3	»	»	208
90 VILLERÉAL	1.687	1.510	1.428	»	82	»	259
	9.389	6.002	5.946	90	146	»	3443
RÉCAPITULATION (10 cantons)							
CANCON	9.324	6.426	6.351	33	108	»	2973
CASTILLONNÈS	7.203	4.918	4.907	61	72	»	2296
FUMEL	9.707	9.775	9.879	346	242	2353	2181
MONCLAR	8.639	5.670	5.480	29	219	»	3159
MONFLANQUIN	12.880	8.501	8.354	57	204	»	5028
PENNE	9.783	7.255	6.880	2	377	»	2373
SAINTE-LIVRADE	5.979	4.632	4.586	9	55	»	1393
TOURNON	7.607	4.855	4.799	118	174	»	4694
VILLENEUVE	16.417	16.244	15.772	»	472	844	1544
VILLERÉAL	9.389	6.002	5.946	90	146	»	3443
	96.928	74.278	72.954	745	2.069	3197	29.989

(1) Par suite du démembrement de Tournon pour la formation d'une série de communes dans le canton.

VILLERÉAL

CHAPITRE III.

I. Site de Villeréal. — II. Domination anglaise. — III. Guerres de religion. — IV. Guerres de la Fronde. — V. Fin du ^{xvii}^e siècle. — VI. Troubles civils.

I. — Villeréal est assise dans la plaine qu'arrose le Drot, sur un sol argileux, légèrement incliné vers la rivière mais assez élevé pour n'avoir pas à craindre d'être envahi par les inondations. Comme toutes les bastides édifiées au ^{xiii}^e siècle elle est sur un plan régulier. Huit rues s'y coupent à angle droit. Au centre une vaste halle construite d'énormes pièces de chênes équarries, coupées, dit la tradition, sur la place même, y sert de marché couvert accessible des quatre côtés. Des toitures émerge une construction carrée, autrefois siège de la cour royale, aujourd'hui mairie et justice de paix. Le juge y siège le samedi, jour de marché établi à l'origine. Des arcades ou cornières encadrent la halle, divisant la ville en quatre quartiers. Sous ces cornières passaient les routes que devaient forcément suivre les personnes allant de l'Agenais en Périgord, ou du Périgord en Agenais : excellent moyen de péage. La ville était entourée de fossés profonds, larges de 7 mètres, toujours abondamment remplis d'eau, ce qui en faisait une place importante. Ils ont été remplacés par des boulevards.

II. — La domination anglaise se maintint à Villeréal, comme sur les autres villes de l'Agenais depuis le mois d'août 1279 jusques vers la fin de la guerre de Cent ans terminée en 1453. Elle subit les vicissitudes des luttes entre les deux nations.

1318. — Par décret donné à Winsors le 28 avril, Edouard II annexe spécialement à sa couronne, promettant de ne les céder ni par donation, ni par permutation, à qui que ce soit, si

ce n'est à son fils aîné, en qualité de duc d'Aquitaine et futur roi d'Angleterre, les villes et châteaux de Vianne, Marmande, Villeneuve, Castillonès, Penne, Miramont, Sainte-Foy, Grateloup, Condom, Fleurance, ville et mote de Pauliac, Larroumieu, Francescas, Réalmont, Bologne, Castelsagrat, Monflanquin, Valence, Montisgardii, Guidi occastri, Castelnau de Saint-Pastour, Hautes-Vignes, Castri senhorii, Villefranche, Sompuy, La Sauvetat, Damazan, La Sauvetat-de-Savères, Tournon, Sauveterre, *Villereal* avec les paroisses de Sainte-Sabine [Sainte-Sabine et ses annexes, Saint-Germain et Le Bel], Montclar, Nicole, Touars, Port-Sainte-Marie, Montréal, Mézin, Lamontjoie, Castelamouroux, Saint-Julien de Cap Ourbise (Rymer, III, 705).

1330. — Le bailliage de Villereal en Agenais est accordé à Amanieu de La Roque, témoignage du roi. (Thomas Carte, n° 32.)

1340, 21 juin. — La guerre dite de Cent ans avait commencé en 1337; pour la soutenir, Edouard III fait appel à la noblesse et aux villes d'Aquitaine [Villereal est de ce nombre], tout en promettant de ne pas dépouiller de leurs biens les partisans du roi de France, son rival. (Rymer, V, n°s 191, 192.)

1344, 4 août. — Villereal reçoit de Philippe de Valois l'auto-
« risation d'envoyer à Agen son consul pour délibérer avec les consuls des autres villes de l'Agenais sur les besoins du pays et particulièrement sur ce qu'il conviendrait de faire à l'arrivée du duc de Normandie, son fils [Jean le Bon], qui se rendait à Toulouse. (Archives historiques de la Gironde, xxxm, 145.) C'était une invitation à voter un don gratuit, non prévu par les coutumes.

1346. — A la nouvelle que le duc de Normandie venait de lever honteusement le siège d'Aiguillon commencé le 27 mars, le chef anglais Derby part de Bergerac pour l'Agenais, s'arrête à Villereal « qu'est une bonne ville du royaume, laquelle nous estoit rendu et autres villes et chastels d'entour tout plain », établit des garnisons à Villereal et aux environs, vient droit à Tonneins, puis à Aiguillon. (Alis. *Histoire du Château d'Aiguillon*, 176.)

1363. Après le traité de Bretigny [8 mai 1360] qui livrait en toute souveraineté au roi d'Angleterre le duché d'Aquitaine avec ses annexes le Poitou, la Saintonge, l'Aunis, l'Agenais, le Périgord, le Limousin, le Quercy, Calais et son territoire, nos pères se crurent définitivement Anglais. Ils cherchèrent à tirer le meilleur parti possible de leur nouvelle condition. Le 21 mars 1363 le seigneur de Montaut avec les autres seigneurs, les consuls de Villerséal avec ceux des autres villes, l'évêque d'Agen, les abbés de Clairac, Eysses, Condom, Pérignac et Saint-Maurin, le Doyen (1) de Moirax, le commandeur de Sauvagnas, les prieurs de Pomevic, St-Côme près Aiguillon, etc., écrivirent au roi d'Angleterre une lettre pour le déterminer à placer à Agen la cour souveraine qu'il destinait à recevoir les appels de tout son duché d'Aquitaine. (Archives historiques de la Gironde, xxxm, p. 182.)

1381-1382. — Par lettre donnée à Westminster, Richard II concède le bailliage et le greffe de Villerséal en Agenais à Girard Rat, écuyer. (Th. Carte, n° 6.)

1412. — La fortune des armes continuant de favoriser les Anglais, leur roi, Henri IV, fait le traité de Bourges [18 mai] avec les princes français confédérés, Jean duc de Berry, comte de Poitiers, d'Etampes, de Bologne et d'Auvergne, Charles duc d'Orléans et de Valois, comte de Blois et de Beaumont, Jean duc de Bourbon, comte de Clermont, de Forest, seigneur de Beaujeu, et Jean comte d'Alençon et du Perche, pour la restitution réelle du duché d'Aquitaine au roi d'Angleterre et à ses héritiers. Ces princes reconnaissent tenir en hommage de ce roi et duc les châteaux, les villes fortes ou closes et les autres domaines qu'ils ont dans ce duché au nombre de 1.500. Le roi garde en sa main 20 places : civitas de Basas, le chastel et ville de Saint-Macaire, le chastel et ville de la Rieule, la ville de Poylegrue, la ville de Salvetat, la ville de Port-Sainte-Marie, le chastel de Castelculier, la ville de Saint-Foy, le chastel et ville de Penna d'Agenois, la ville de Saint-Pastour, la

(1) Doyen, titre particulier du prieur de Moirax.

ville de Montclar d'Agenois, la ville de *Villeroial*, la ville de Montpasier, la ville de Belmont, la ville de Moulières, la ville de Villefranque, le chastel et ville Dache, le chastel et ville de Caylus de Bonete, la ville de Figeat, le chastel et ville de Naugeat. (Rymer, viii, 738.)

III. — Ce que produisit dans nos régions le Protestantisme décoré par ses adeptes du beau nom de Réforme nous est rappelé par les écrits des contemporains.

Jean Tarde, ami de Galilée, official de Sarlat, après avoir, en 1594, visité le diocèse accompagné d'un procureur pour requérir et d'un notaire pour écrire les dépositions a noté ce qu'il avait appris.

Voici deux extraits de sa Chronique du diocèse de Sarlat (1):

« Environ l'an 1560 les protestants se voyant maintenus de quelques grands seigneurs du royaume qui, pour quelques considérations particulières, s'étaient rendus protecteurs d'iceux, levèrent le masque, se liguèrent et formèrent un parti se persuadant être assez forts pour s'en faire croire; et ne se contentent pas d'établir leur religion, mais veulent du tout abolir l'ancienne; à cause de quoy ils faisoient estat de tuer les prêtres, brusler et piller les églises et monastères là où ils estoient plus forts. » p. 228.

En 1562, Charles IX, pour faire face aux dépenses de la guerre civile, dut demander 100.000 livres pendant six ans. La contribution de l'Agenais fut de 9,800 livres; Villereal fournit, chaque année, 425 livres, 10 sous, 7 deniers, sans compter les gages et frais s'élevant à 14 sous, 5 deniers. Montaut eut à payer 76 livres, 17 sous pour taxe, gages et frais. (Archives historiques de la Gironde, xxxv, 61.)

Villereal fut prise, saccagée et plusieurs de ses habitants massacrés par Toiras, chef des protestants de Bergerac, dans les premiers jours d'avril 1569. (Tous les auteurs cités.)

« Le 25 octobre 1572, les Calvinistes prirent Villereal par

(1) 1 vol. in-4°, Paris, 1887, H. Oudin, imprimeur-libraire, avec notes par le vicomte Gérard Tarde, membre de la Société historique du Périgord; Bibl. ville de Toulouse. Un manuscrit, n° 729, est à la bibliothèque de la ville de Toulouse.

l'intelligence de quelques-uns des leurs ; ils y tuèrent six prestres et plusieurs autres habitants ; pillèrent l'église, en firent une citadelle et controignent par toutes rigueurs les catholiques d'aller au presche. » (J. Tarde, p. 254.)

C'est vraisemblablement à cette époque que l'église de Villeréal fut incendiée et sa voule rompue par les calvinistes, comme l'avait été l'église d'Issigeac en 1567, au témoignage de Jean Tarde, p. 243.

Le consul de Villeréal Jacques Laporte et le consul de Montaut, Guillaume Tremoliac, se trouvaient à l'assemblée des Etats de l'Agenais qui adopta à l'unanimité, 28 et 29 juin 1563, ce rapport du syndic Boissonade : « Ceux de la nouvelle religion n'ont obéi auculnement aux articles de la pacification ordonnée par le roy, ains entièrement contreviennent à icelle, tennans les armes en mains, commettant plusieurs meurtres, massacres, volleries et saccagements contre ceux qui sont bons et loyaux fidèles subjects au Roy vivant selon sa religion qui est l'églize catholique. » (Archives historiques de la Gironde, xxix, 36.)

A ces maux vinrent s'ajouter l'impôt extraordinaire pour le siège de Montauban où les protestants s'étaient fortifiés. M^e Jean Caminade, jurat, député par les consuls de Villeréal, se trouva à l'assemblée des députés des douze principales villes de l'Agenais réunie à Agen le 3 novembre 1572 pour faire des remontrances. « Par messieurs Boissonnade et Cocquard sindics a été remontrée la commission despechée par monsieur l'admiral pour imposer et lever la somme de vingt-huit mille livres tournois pour payer la solde de la gendarmerie du camp que ledit sieur admiral fayt dresser pour aller bastre Montalba, pour dix mois.

« Sera bon remonstrer à Monseigneur l'admiral que la cothisation des vivres faicte sur le pays d'Agenais pour le camp adressé pour aller audit Montalba est trop grand, excessif et insupportable audit pays d'Agenois qui ne pourroit aucunement satisfaire à ladite cothisation, de tant que la gendarmerie qui passe et repasse a mangé tous les vivres et faict manger les bleds aux chevaux, ne trouvant autre nourriture, et pillent

les pouvres paysans et habitants du plat pays, les font ransonner et extorquer tout ce qu'ils peuvent, et requerir rabais.

« Sera aussi remonstré que les terres et juridictions des gentilshommes sont exempts du passage et séjour et que toute la despance demeure sur les habitants des villes et justices royales ; supplier ledit sieur admiral que aucun ne soyt exempt (1).

Davantage que ceux de la nouvelle opinion ont retiré tous leurs vivres et meubles ez maisons des catholiques que les leur ont cachés, et les vendent secrètement, se montent de chevaux et ce absentent et ce vont joindre avec leurs troppes et assemblées. » (Archives historiques de la Gironde, xxix, 88. — Archives départementales de Lot-et-Garonne, CC. 39.)

Des lettres patentes de Henri III données à Paris au mois d'avril 1582, contenant confirmation des privilèges accordés aux habitants de Villéréal par le feu Roy, en dédommagement des malheurs qu'elle avait éprouvés dans les guerres civiles et des services qu'elle avait rendus à la cause royale et catholique furent solennellement enregistrées, en présence de François Lorgeron, premier consul, à Agen, le dernier jour de mars 1583. (Archives départementales de Lot-et-Garonne, fonds de Villéréal.)

C'est par erreur que Lafont du Cujula a écrit qu'il s'agissait de nouveaux privilèges.

Les désastres de tous genres causés par la Réforme laissèrent dans le pays la plus douloureuse impression. Ce qui explique l'admiration du curé de Villéréal, Maurice Lantourne, pour la révocation de l'édit de Nantes, révocation destinée à mettre fin aux guerres civiles entreprises sous couleur de religion.

« Cette année passée peut être appelée heureuse et le comble de la gloire de notre invincible monarque Louis le Grand, puisque après avoir triomphé de tous les ennemis de son Etat, il a aussi glorieusement triomphé de l'hérésie de Calvin par

(1) L'exemption des gentilshommes était basée sur ce qu'ils étaient tenus de s'équiper et fournir un certain nombre d'hommes à leurs frais.

l'extinction que Sa Majesté en a fait par son édit de Fontainebleau ayant révoqué au mois d'octobre de cette année et de son règne la 43^{me} l'édit de Nantes et fait un édit par lequel il supprime l'exercice de la prétendue Réforme, fait abolir les temples et oblige par ses douceurs et ses bienfaits ceux qui la professaient d'embrasser la religion catholique, apostolique et romaine, et en telle sorte que par la grâce du Bon Dieu et le zèle du Roy Louis 14 et Dieudonné il n'y a présentement en toute la France que l'exercice de la religion catholique ; et ainsi tous les peuples chrétiens doivent bénir à jamais l'heure et le moment que le ciel a fait naître ce grand prince, et faire incessamment des prières à Dieu pour la prospérité et santé de sa sacrée Majesté et de toute sa famille royale. C'est ce que je ferai toute ma vie moy soussigné qui suis le plus humble et le plus fidèle de ses sujets. Fait à Villeréal le dernier jour de l'an 1685. »

LANTOURNE, archiprêtre et curé de Villeréal ; VERGNES, vicaire.

(Registre de la paroisse de Villeréal déposé à la mairie.)

IV. — La minorité de Louis XIV, né le 5 septembre 1538, fut troublée par deux guerres civiles que l'histoire appelle guerres de la Fronde et qui eurent leur répercussion dans nos contrées.

La première [1648-1649], dite fronde parlementaire, eut pour cause le refus du Parlement d'enregistrer les édits de Mazarin créant de nouveaux impôts nécessités par la guerre étrangère ; elle se termina par le traité de Rueil.

La seconde, dite fronde des Princes [1650-1653], fut causée par l'ambition des princes français qui aspiraient à s'emparer du gouvernement et se termina par la défaite du prince de Condé qui se mit pendant quelque temps au service de l'Espagne.

A cette époque, les principales ressources de l'Etat pour soutenir les charges militaires étaient la taille et le taillon ou petite taille supplément de la taille. Le recouvrement de cet impôt était fait par des receveurs sous l'autorité et peut-être

sous la responsabilité des consuls. Ceux-ci, sur l'ordre du roi ou même des généraux commandant les troupes, prenaient sur ces ressources de quoi payer les soldats, fournissaient souvent de leurs propres deniers et allaient jusqu'à emprunter les sommes nécessaires aux besoins urgents. Ils présentaient annuellement leurs comptes à l'Intendant de la province de Bordeaux pour être remboursés. La taxe était imposée pour deux ans.

Dans la juridiction de Villeréal les comptes annuels, séparément rendus, des consuls [1647-1654] contiennent les dépenses par eux faites pour nourrir, loger et solder les gens de guerre qui passaient, repassaient et stationnaient à Villeréal et les environs.

1647, la taille s'élevait à.....	12,987 liv. 10 sols.
— , le taillon —	872 — 4 —
1649, la taille —	12,332 — 6 —
— , le taillon —	940 — 8 —
1651, la taille —	8,669 —
— , le taillon —	1,069 — 4 —
1653, la taille —	8,021 —
— , le taillon —	1,061 — 4 —

1647. — Trois ordonnances du roi et du duc d'Epéron, 24 mars, 2 avril et 6 juin, commandent aux consuls et habitants de Villeréal d'avoir à héberger et loger les troupes appartenant au régiment de Guienne [infanterie] et la brigade des gendarmes du duc d'Anjou.

1648. — Le seigneur de Merenville rentrant de la Catalogne avec ses troupes s'établit dans la place et dans les environs et saccage le pays. Dans son compte-rendu, Raymond de Caminade de Paty, sieur du Rayet, 1^{er} consul, s'explique en ces termes : « Le sieur de Caminade rapporte qu'il aurait rapporté en ville les pièces et quittances qui concernent l'administration de leur consulat et mises dans une limande qui est dans sa maison estant tenus de loger le sieur de Mérenville, lieutenant général des armées du Roy avec toute son armée qui revenait de Catalhone, où estant y feust par les dits gens de guerre

faict de grands désordres dans la dite maison dudit sieur de Caminade, rompeus tous les meubles qui estaient dans la dite maison, prins et emportés tous les meubles et argent qu'il avait dans icelle, mesme tant les papiers qui concernaient le dit consulat que autres titres de sa dite maison, iceux brulés. De quoy il feust fait information par devant le sieur Conche, juge ordinaire de la présente ville; et c'est le subject qui ne a peu représenter, à leur grand regret, ayant les dits conseuls, par ses grands désordres, estés ruynés avec tout le reste des habitans lesquels sont dépourvus de titres et meubles nécessaires comme leur ayant esté enlevés. »

Fait à Villeréal le quatorziesme may 1654. Signés Jeyan (conseul) et Caminade, conseil, afin de retirer les pièces.

Les troupes avaient été obligées de lever le siège de Tarra-gone, parce que les principaux efforts devaient être portés en Flandre et en Italie.

1649. — Sept ordres du roi, du duc d'Epéron, du chevalier de Guittaud et du duc de Biron prescrivent aux consuls et habitants de Villeréal d'avoir à loger et à fournir au régiment de la marine [infanterie], à une compagnie de chevaux-légers du duc d'Enghien et à la cavalerie du duc de Biron, les vivres et la solde tant aux officiers que aux soldats. La solde, non compris la nourriture des hommes et des chevaux, y est fixée par jour à 3 livres pour un capitaine, 2 livres pour chaque lieutenant, 1 livre 10 sols pour chaque enseigne, 1 livre pour chaque sergent, 10 sols pour chaque soldat. Coût 5,215 livres.

1650. — Dix ordres du roi, du duc d'Epéron, du général Lambert prescrivent de loger en tout ou en partie les régiments de Polluau, de la Reyne, de Nouailles, de Saint-Genis, du Breuilh [infanterie] et des compagnies des régiments Payme, du duc d'Epéron; et de plus les 4 régiments Chateaubriand, Coudray, Montpensier et Richelieu.

1651. — Onze ordres du seigneur de Saint-Luc, du Roi, du duc de Biron d'avoir à loger et à fournir l'estape aux troupes des seigneurs de Roquelaure, de Galères, etc.

26 décembre 1651, par autre ordre du seigneur de Biron, le

seigneur de Barron, lieutenant-colonel du régiment de Galères avec sa compagnie au complet serait entré en garnison dans la dite ville de Villeréal pour la défendre contre les ennemis du Roy, laquelle, suivant le dit ordre, feust payée par les dits conseuls jusques à la fin du mois de décembre, à la dite raison de 24 livres par jour, et veu le susdit ordre et sertiifficat du commandant leur sera allouée pour l'estat major 160 livres. Plus pour la conservation dudit lieu et suivant les ordres du dit seigneur de Biron conformément au pouvoir à luy donné par sa Majesté, suivant les ordres dudit seigneur, des 18^e, 20^e, 24^e, 27^e décembre dudit an, aurions fait provision de bois et chandelle pour divers feux de garde quil faisoit jour et nuict jusques à la fin de l'an et ont employé pour cet effait cent livres..... ci. 500 liv. Plus pour le travail des fortifications de l'église et fort, pour mettre l'église en estat de défance, suivant les dits ordres, employés cinq cents livres, ci. 500 liv. »

Le fort devait être, comme l'indique la tradition, dans le voisinage de l'église et communiquer avec elle. Ces deux édifices, placés à proximité l'un de l'autre, dans un quartier séparé, près des fossés, pouvaient se prêter un mutuel secours en cas de révolte de la ville ou d'occupation par l'ennemi.

1652. — Par ordre du duc de Biron une garnison de 6 compagnies occupe Villeréal du 1^{er} janvier au 2 mars, coût 8,636 livres.

Ce seigneur, ayant été adverti que le régiment de Tasse estait logé dans la juridiction de Castillonnès contre le service du Roy, aurait couru sus avec 200 maîtres et 500 hommes de pied, et ce faisant auroit logé avec toutes ses troupes à Villeréal le 4 et le 24 janvier. Il auroit adjoint aux conseuls de la dite ville de faire garde dans ladite ville, et ont fourni du bois, de l'huile, de la chandelle, de la pouldre pour la garde pendant 8 à 10 mois; coût 3,000 livres.

Par un autre ordre du 3 janvier, le seigneur de Biron auroit ordonné aux conseuls et habitants des paroisses de Moussayron, Tourliac et P... [Parranquet ?] juridiction de Villeréal de payer au commandant de la garnison qu'il auroit establie dans le château de Montpeyran la somme de 15 livres par jour,

ce qui auroit esté fait pendant 2 moys, revenant à la somme de neuf cents livres.... ci 900 liv.

Après que la garnison établie à Villeréal par le seigneur de Biron en fut sortie, led. seigneur ayant heu advis que les ennemis du Roy ce vouloint saisir de la place, il aurait envoyé le sieur Touzet, gentilhomme de sa maison, pour la défendre et commander les habitants.

Le 17 juin, Biron ordonne aux habitants de Villeréal de lui envoyer 200 fusiliers à son château de Biron.

Les 15 et 17 juin il ordonne aux consuls d'envoyer au lieu de Biron 13 paires de bœufs pour conduire le canon à Villeneuve que tenaient les troupes de Condé; les consuls envoient le sieur Pareilh, de la Fabal, avec 20 hommes d'escorte armés: pour leur dépense pendant 6 jours les consuls fournissent 400 livres.

Par ordre du comte d'Harcourt, 26 juillet, les consuls furent invités à fournir jusques à 20 paires de bœufs et 12 chevaux avec 20 hommes d'escorte armés. Pour leur dépense pendant 8 jours, le retour des bœufs dans la juridiction ou le louage des chevaux, les consuls fournirent 605 livres.

Le 25 septembre Duplessis-Bellièvre réquisitionna 12,000 rations de pain pour l'armée royale. Elle était depuis quelques temps réduite à vivre de déprédations, ce qui avait amené les seigneurs de la contrée à remettre, 16 juillet, une requête au comte d'Harcourt, qui fut obligé de lever le siège de Villeneuve dans la nuit du 30 au 31 juillet, après 14 mois de travaux infructueux. Il se retira par Cancon et Castillonnès. Le prince de Condé poursuivit le duc de Biron et le battit complètement entre Villeréal et son château.

1653. — Au mois de janvier Villeréal dut fournir 4,000 rations de pain à l'armée du roi; et au mois de juin 1,470 livres pour du pain.

La guerre cessa au mois d'août. Théobon de Pardaillan, lieutenant de Condé, rendit Villeneuve à la suite du traité passé avec le comte de Vaillac, commandant de l'Agenais pour le roi. Le premier article de ce traité portait le pardon des rebelles et l'oubli du passé.

Le rapport du premier consul Jean Villeréal de Lassagne, sieur de Montegut, plus connu sous le nom de Cathos, se termine ainsi : « En oultre le susdit payement et logement, le régiment de Calverge, de Cotdré, Montpasier, et celui de la Mothe d'Harcourt, de Ristory et de plusieurs autres ont fait plusieurs logements dans ladite juridiction, fait bruler maisons, mis bas grands tortz, rompeu tous les meubles qu'ils trouvaient dans les maisons, planchers, fenestres, excédé les habitans, admené les bœufs de labourage, exigé des habitans grandes sommes, bref commis tous les actes de délits, comme il sera dit par le procès-verbal de toute la juridiction.

« Le dit sieur de Montagut, premier conseil, nous a exhibé ordonnance du seigneur de Marès, lieutenant général, promettant que le régiment de Givry a son logement à Villeréal, ce qui auroit été exécuté ; mais le dit seigneur ne seroit voulu entrer dans la ville craignant le mal contagieux et se seroit arrêté à la maison du sieur Montagut avec l'ayde major, son maistre d'otel, médecin chirurgien, trompette, setze valets, dix-sept chevaux, douze maitres [cavaliers] de son régiment pour la garde de sa personne avec leurs chevaux ; etourny les choses nécessaires depuis le 20 septembre jusques au vingthuitieme, montant suivant l'estat à huit cent livres ; et le dit conseil a fait voir l'ordonnance dudit seigneur de Marès du douzieme de novembre et le certificat du seigneur de Biron du 27^e dudit mois et l'a signé... Fait à Villeréal, le 14^e de may 1654. Signé : Jeyan et Cathos pour avoir retiré les pièces. » (Archives historiques de la Gironde, xx, 36. — Archives départementale de Lot-et-Garonne, E. suppl., 3827, BB. liasse.)

Ces guerres accompagnées de pillage, de famine et de peste exaspérèrent les paysans. Ils se réunirent en plusieurs endroits, notamment à Villeréal pour résister ; battus et dispersés par les hommes d'armes ils n'obtinrent que le nom de *Croquants*.

V. — 1674. — Pendant la première coalition contre la France qui eut à combattre l'Espagne, l'Empire, l'Angleterre

et le Danemark (1672-1678) un grand mouvement de troupes se fit dans la contrée.

Par mandement donné à Mont-de-Marsan, 1^{er} juin 1674, le maréchal d'Albret trace le chemin que tiendra la noblesse des sénéchaussées de Périgueux, Sarlat et Martel pour aller rejoindre. Partant de ses quartiers de Sainte-Foy, la Sauvetat, Bergerac et *Villeréal*, elle ira loger à Taillehardat et ira ensemble à Meilhan, Capejoux et Coutures où elle attendra ses ordres. Il est ordonné aux habitants et consuls des dits lieux de recevoir et loger la dite noblesse et de fournir l'étape aux présents suivant les règlements du roi pour la cavalerie, dont ils seront remboursés par les ordres de M. l'intendant en rapportant la copie du présent ordre en bonne forme et certificat de chaque gentilhomme (Archives historiques de la Gironde, ix, 36.)

Le livre des jurades permet de recueillir quelques notes sur les dernières années du xvi^e siècle. (Archives départementales de Lot-et-Garonne, E. Suppl. 3827. BB. liasse.)

1686. — Les consuls sont au nombre de six.

1688. — Les impositions s'élèvent à 13,190 livres. Les chevaliers de Saint-Jean refusent de payer les tailles pour les biens qu'ils possèdent à Tourliac (1).

1689. — Transport à Bordeaux des armes saisies chez les nouveaux convertis. La communauté doit fournir 13 miliciens. Quatre compagnies du régiment des dragons d'Auvergne logés en ville ont commis tant de violences que, à l'avis du passage d'une nouvelle compagnie, nombre d'habitants se préparent à quitter la ville.

»

(1) Membres d'un Ordre souverain qui avait sa capitale à Malte, toujours en guerre, à ses frais, pour défendre nos côtes contre les musulmans, protégeant notre commerce par ses flottes, soignant gratuitement dans ses hôpitaux les malades de toutes les nations chrétiennes, ils avaient été justement exemptés par les rois de la taille, impôt de guerre. Leurs biens à Tourliac, appelés au Pré du commandeur, d'une contenance de 6 cartonnats 14 boisselats furent vendus en 1795, 70,000 livres en assignats. Les Maltais percevaient à Tourliac la 12^e gerbe pour la dime. Les habitants imaginèrent de faire des tas de 23 gerbes et prétendirent n'en devoir que une, parce qu'il n'y en avait pas 2 fois 12. De là procès en féodale au commencement du xvm^e siècle.

1690. — La misère est grande par suite du passage des troupes, d'une inondation qui a couvert toute la plaine, de la grêle et du manque de bétail, un tiers ayant succombé à l'épizootie de 1688. La majeure partie des habitants sont à la veille d'abandonner leurs biens pour aller mendier leur pain.

VI. — 1790. — Les Etats généraux s'étant transformés en assemblée constituante, abolirent, dans la nuit du 4 août 1789, les privilèges de la noblesse et du clergé. Désormais il ne devait y avoir en France que des frères égaux et libres. Les hommes violents en conclurent qu'ils avaient le droit de tout faire pour assouvir leurs passions. Un procès-verbal non signé relate quelques-uns des excès commis dans les environs de Villeréal et leur répression.

« Du 15 au 20 janvier 1790. Plusieurs attroupements.

On était informé que les habitants de la campagne s'attroupaient dans le Périgord pour faire descendre les girouettes, brûler les bancs des églises et mettre à contribution les personnes qui avaient payé la rente.

Saint-Martin-du-Drot. — On apprit le 26 que le sieur Grenier, de Malcournet, paroisse de Saint-Martin, de cette juridiction, avait été arrêté à Biron par une troupe de 3 à 400 hommes qui le força de leur donner cent livres parce qu'il avait payé sa rente. Le lendemain la même troupe vint au dit lieu de Malcournet pour faire contribuer le frère dudit Grenier, duquel ils exigèrent à peu près la même somme, mais auquel ils causèrent plusieurs dommages en consommant une bonne partie de ses provisions.

Parisot. — L'insurrection des paysans se communiquait de proche en proche, et, le 28, les paroisses de Parranquet, Saint-Sernin et Saint-Etienne, excitées par l'esprit séditieux de celle de Soulaure, juridiction de Biron, se portèrent au nombre de 4 à 500 chez le curé de la paroisse de Parisot située à un demi quart de lieue de cette ville, où ils arrivèrent à 3 heures de l'après-midi et n'en partirent que à neuf heures du soir. Les habitants de Soulaure qui avaient suivi les nôtres jusques là, animés de l'esprit d'une injuste vengeance contre le curé, don-

nèrent l'exemple du désordre, faisant main basse sur toutes ses provisions et l'accablant d'injures et de menaces; ils ne le quittèrent qu'après l'avoir fait contribuer d'une somme de 35 louis; quelques-uns de cette bande rançonnèrent aussi le collecteur de cette paroisse d'une somme de 120 livres.

Saint-Etienne. — Le 30, quelque autre paroisse s'étant réunie à celle de Saint-Etienne et notamment à celle de Bord-d'Agenais, se portèrent, dans la matinée, sur le village de Laborie, paroisse de Saint-Etienne, chez le nommé Gayton qu'ils forcèrent de contribuer de 200 livres parce qu'il avait payé sa rente. Et dans la même matinée ils furent au village de Taillefer, de la même paroisse, pour faire contribuer M. Descayrac, maire de Villereal, qui avait aussi payé sa rente. Celui-ci éluda leur demande par des promesses.

Born. — Cette troupe dirigea ensuite sa marche vers le château de Bord, avec la résolution de revenir le lendemain chez le sieur Descayrac pour le forcer à remplir ses engagements. L'attroupement était alors d'environ 4,000 hommes qui furent droit au château. M. de Léotard, seigneur de Bord, leur offrit de faire descendre ses girouettes, de les faire boire et manger autant qu'ils voudraient, les priant seulement de ne point entrer dans le château de crainte que son épouse et ses enfants à la vue de ce spectacle mourussent d'effroi. Ils consentirent à ne point entrer mais en exigeant une contribution de 600 livres. M. de Léotard fit réponse qu'il n'avait point d'argent, mais qu'ils fussent à sa recette qui se trouve située dans le bourg de Bord et qu'ils prissent du bled pour la valeur de cette somme. Ils y furent sur le champ.

Mais, non contents d'avoir pris ce bled, ils formèrent le projet de dévaster la maison du curé qui se trouvait alors dangereusement malade, ou de le forcer à leur payer une contribution de 10,000 livres, sous prétexte qu'il avait envoyé de l'argent à l'aristocratie pour faire la guerre au Tiers-Etat.

Dans cette subversion les meilleurs citoyens étaient entraînés par la multitude qui les forçait à la suivre. Ce délire de la liberté qui avait égaré le peuple dégénéra bientôt en licence la plus affreuse. La voix des honnêtes gens qui étaient parmi

eux ne fut plus écoulée. Les plus vives alarmes sur les suites de ce désordre s'emparèrent de tous les esprits chacun craignant pour ses propriétés si l'impunité régnait encore. Cette troupe de séditeux s'empara de la maison du curé, descendit son bled du grenier, fit main basse sur toutes ses provisions et aussi les apprêts d'une orgie impudente qu'elle voulait célébrer cette nuit.

Le nommé Maga, grenadier au régiment de Royal Roussillon, par congé de semestre à Villeréal, lieu de sa naissance, fut arrêté à Bord revenant d'un voyage. Témoin de tant de désordres il en fut indigné, et profitant d'un moment il vint en toute hâte à Villeréal faire le récit de ce qui se passait, exhortant la jeunesse à prendre les armes, à se réunir à lui pour aller dissiper cette troupe de forcenés.

M. Meyrac, premier consul, en l'absence du maire, ordonna d'assembler une compagnie de volontaires dont ses 4 fils faisaient nombre, M. Martin de Laborie, les sieurs Vernet, sergent au régiment d'Armagnac, Cabanne, grenadier au dit régiment, Crochepierre, cavalier au régiment de Royal Picardie, M. Martinet de Sevenes fils, avocat et son frère, Maga, ancien grenadier Royaux qui voulut suivre son frère, M. S. Sernin fils et son frère, M. Calot et plusieurs autres braves jeunes gens au nombre de 30, animés du même esprit de valeur, commandés par M. Villeréal de Lassagne, capitaine. Cette compagnie partit le 30, vers 11 heures du soir, armée de fusils et de quelques sabres. Elle se porta rapidement sur le bourg de Bord, situé à une lieue environ de Villeréal. Le sieur de Lassagne fit rapidement ses dispositions à quelque distance de la maison du curé. On entendait déjà les cris de joie de ceux qui la remplissaient, occupés en ce moment à se divertir aux dépens du curé. Il savait qu'il avait à faire à un grand nombre la plupart dans l'ivresse et par conséquent hors d'état de mettre des bornes à leur fureur. Rien ne peut arrêter le courage de ce brave capitaine ; il s'avance à la tête de sa troupe ; il annonce la loi martiale. Au même instant qu'on le saisit pour le tuer, le sieur Martin Laborie s'élance et vole à son secours le sabre à la main, frappant d'estoc et de taille pour le délivrer.

Alors la porte de la chambre où ils étaient fut fermée et les volontaires réduits à tirer par la fenêtre sur cette troupe de brigands. Pendant cette fusillade les sieurs de Lassagne et Martin Laborie furent exposés à un danger éminent. Cependant les deux Maga forcèrent la porte et entrant le sabre à la main avec plusieurs autres répandirent la terreur sur cette multitude qui se dissipa en quatre minutes. Il en resta deux sur le carreau dont un avait été tué roide, et l'autre blessé mortellement. On ignore le nombre des blessés parce qu'ils se tiennent cachés; mais on est certain qu'il est considérable.

Cette action d'éclat est d'autant plus glorieuse qu'elle a ramené le calme et la tranquillité dans la contrée, excité le repentir des coupables, opéré la restitution de l'argent et autres objets spoliés; et cet exemple de fermeté a mis fin à ces insurrections qui ne faisaient que se multiplier et s'accroître. » (Archives départementales de Lot-et-Garonne, fonds de Ville-réal.)

J. BENABEN.

(*A suivre.*)

AU PAYS DES SOTIATES

II

Découverte d'antiquités romaines à Sos

Les environs de Sos sont riches en antiquités gallo-romaines ; des briques à rebord, des débris de vases et d'amphores, des objets en bronze, bracelets et fibules, même, dit-on, de petits lingots de cuivre (1) apparaissent dès que l'on fouille un peu profondément le sol des champs en bordure de la *Ténarèze* (2).

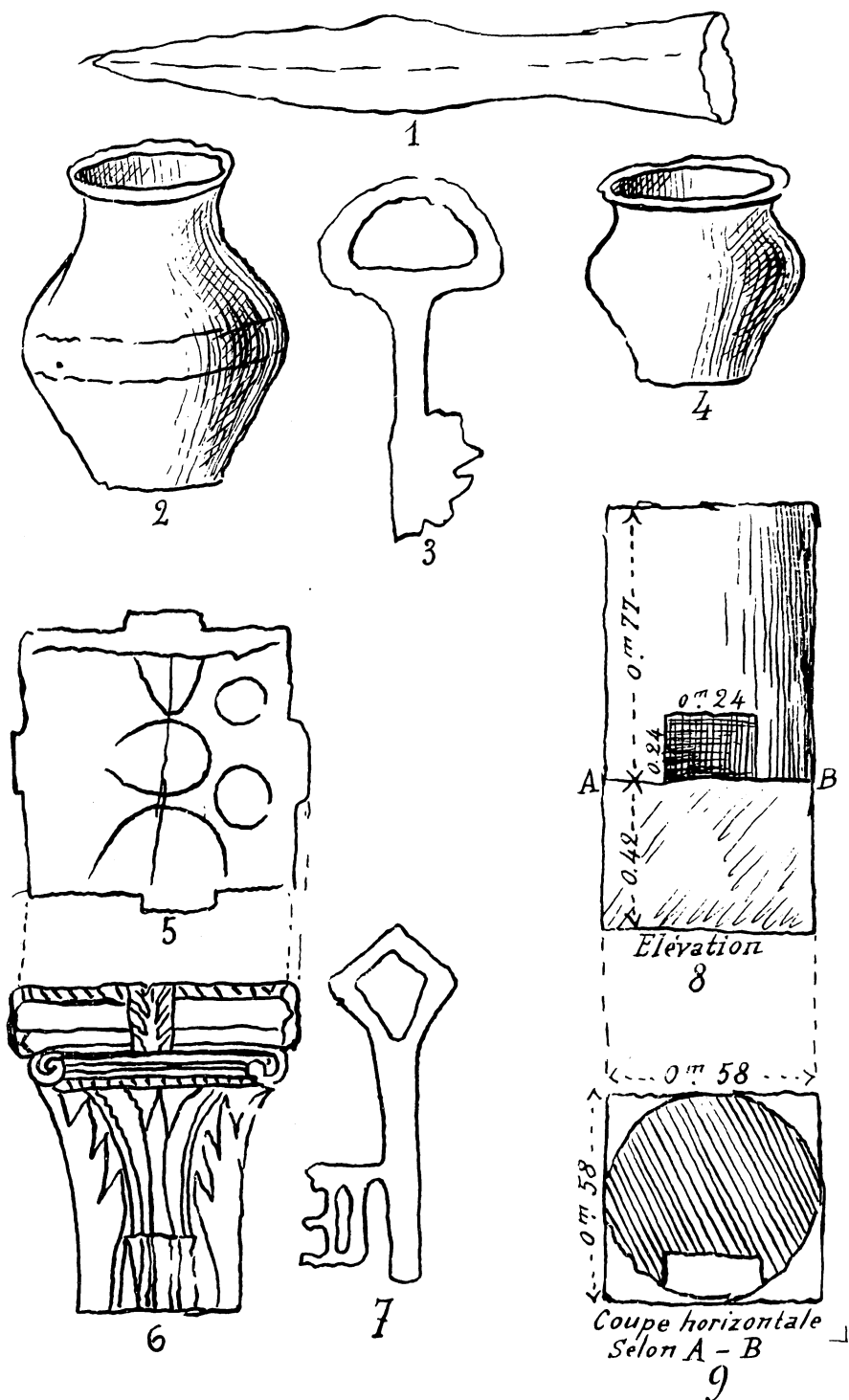
L'oppidum de Sos, comme la plupart des places de guerre gauloises, avait un point faible commode en temps de paix, mais dangereux en temps de guerre, qui était, tout naturellement, l'objet de travaux défensifs d'une importance toute particulière.

(1) Une inexplicable fatalité nous a empêché de voir ces lingots, dont la présence bien constatée aurait une importance si considérable. Par contre, nous avons pu voir et dessiner un assez grand nombre de haches en bronze trouvées à Sos même, ou dans les champs qui l'environnent, devers le nord. Ne seraient-ce pas ces haches que des campagnards ont prises pour des lingots ?

J. M.

(2) Le vicomte de Métiévier signalait de bonne heure ces gisements gallo-romains en bordure de la *Ténarèze*. « A quelques pas de là, dit-il en parlant de la ferme dite de Loustalet, passait la voie Césarienne (*Ténarèze*), ou plutôt une rue de l'ancienne cité des Sotiates, car le sol des champs environnants est plein de constructions auxquelles heurte souvent le laboureur avec sa charrue. En levant des briques, des tuiles, des fragments de pierre, il sillonne sans s'en douter, des murs qui servirent de base aux habitations d'un peuple belliqueux... Il n'y a pas longtemps, qu'en élargissant la route actuelle, on trouva un amas de matières calcinées renfermant des instruments en fer de forme assez grossière, et servant à la préparation de la nourriture des hommes. Ces monuments dorment encore jusqu'à ce que la volonté du propriétaire de ces terres y fasse opérer des fouilles qui enrichiront peut-être un jour l'archéologie. » (Dissertation sur divers monuments, coutumes, dénominations et usages anciens de l'ancienne cité des Sotiates. — *Mémoires de la Société archéologique du Midi*, tome II. Toulouse 1836, in-4°, p. 347.) Tout spécialement signalé à l'attention éclairée des amis de Sos.

J. M.



1.2.3.4.5.6.7. *Fouilles de Sos*

8.9. *Borne milliaire de Sos*



A Sos, ce point faible se trouvait à l'entrée de la ville, du côté de Mézin, à l'endroit où la voie romaine pénétrait dans la place, aussi l'avions-nous depuis longtemps étudié avec le ferme dessin d'y pratiquer des fouilles, ou de profiter des moindres occasions qu'offriraient des travaux de terrassement quelconques, pour les surveiller attentivement. L'établissement d'une usine, à cet endroit même, nécessitant des déblais assez considérables, s'offrirent à point pour satisfaire notre curiosité, en 1901.

Jusqu'à environ 0^m80 de profondeur, la découverte ne donna que de la terre transportée, ou des débris de toutes sortes ; mais à partir de 0^m80, jusqu'à deux mètres, et même trois mètres de profondeur, les fouilles furent particulièrement fructueuses.

Pêle-mêle jaillirent de terre des débris de marbre blanc, de poterie noire lustrée, quelques tessons de poterie rouge sigillée, des parties d'amphores et de vases à parfum, des clefs, un fer de javelot, quelques monnaies de la colonie de Nîmes, même la partie supérieure « d'une amphore de terre rouge mélangée de paillettes d'or (*sic*) et portant au col le nom de son heureux propriétaire (1) », selon les expressions qu'employa M. Barthalès en rendant compte de cette mirifique trouvaille, dans le *Bulletin de la Gélise*. M. Barthalès, chercheur infatigable, possédant bien son histoire locale, auteur d'un intéressant petit volume intitulé « *Les Sotiales* (1) », nous apprend, dans cet article, que le richissime gallo-romain, pos-

(1) Les paillettes d'or n'étaient évidemment que des paillettes de mica ; quant au nom inscrit sur le col, c'était l'estampille du potier ou de la fabrique ; il eut été utile d'en relever l'empreinte, qui devait sans doute porter les lettres L. V. OF désignant l'officine d'un certain marchand d'amphores L. V... ; peut-être ce L. VENVEI dont la marque se lit sur l'anse d'une amphore, au Musée d'Agen. (Bladé, *Epigraphie antique de la Gascogne*, p. 159.)

(2) *Les Sotiales, leur origine et leur histoire, Etude monographique*, par A. B. (Alfred Barthalès). (Nérac. Imprimerie typographique de Louis Dutilh. 1881. In-12 de 108 pp. et six gravures dans le texte.) Excellent résumé de ce qu'on savait en 1881 sur l'oppidum des Sotiales et l'histoire de la ville de Sos. On remarquera à la fin le dramatique récit de l'incendie qui, le 23 juillet 1870, détruisit la forêt de pins de la commune de Gucyeze. J. M.

sesseur de cette amphore, s'appelait « L. Voltian, et qu'il était flamine, duumvir et questeur!... »

Malheureusement nous n'avons pas été assez heureux pour voir nous-même ce col d'amphore incomparable, que le propriétaire des fouilles a égaré en le voulant trop bien cacher ; mais nous avons pu acquérir de lui la plupart des autres objets, que nous avons reproduits dans une planche hors-texte, où l'on remarquera surtout un petit chapiteau en terre cuite, d'assez bonne facture, qui décorait sans doute un laraire domestique. Nous en donnons une face et la partie supérieure avec ses empreintes si caractéristiques de tous les ornements céramiques analogues (1).

Il nous fut possible de reprendre les fouilles au même endroit, dans le courant de 1903 ; elles nous révélèrent la présence de gros blocs de pierre de taille de 1^m00 de longueur sur 0^m50 de largeur et 0^m40 d'épaisseur (1), jetés comme au

(1) Ces grands blocs de pierre sont certainement du plus haut intérêt. J'ai pu les voir rapidement au cours d'une bien courte mais bien intéressante excursion que je fis à Sos et surtout à Meillan, le 7 juillet 1910.

Ils gisaient au bord de la route, au bas de la coupure récente d'un vaste rempart de terre, qui me parut avoir quatre mètres de hauteur, au-dessus de la voie publique, et une dizaine de mètres de largeur à la base. Ils présentaient tous des entailles en forme de queue d'aronde creusées sur les bords opposés, et dans le milieu, un trou profond, large d'environ quatre centimètres et long de quatorze ; preuves indéniables que ces blocs étaient réunis de l'un à l'autre, verticalement, par des tenons rectangulaires simples, et, latéralement, par d'autres tenons découpés en double queue d'aronde. Certains murs romains de grand appareil présentent cette disposition, mais les blocs qui les composent en sont taillés avec un soin si extrême « qu'à peine on distingue les points où les blocs se réunissent » dit M. de Caumont (*Abécédaire*, t. I, p. 72) qui ajoute : « Il paraît que pour arriver à cette précision d'assemblage, les pierres que l'on plaçait sur les assises déjà établies, étaient proménées avec un léger frottement sur le lit inférieur, de manière à broyer et user toutes les petites aspérités que la taille la plus soignée pouvait avoir laissées, etc... » Or, les blocs découverts à Sos sont bien loin de présenter ce caractère ; la taille en est ultra grossière, *et aucune des arêtes n'est taillée à angle droit* ; ce ne sont pas des parallélépipèdes mais des troncs de pyramide à faces inégales, ou des prismes obliques à section trapezoïdale, selon les cas. Cela ne ressemble guère au grand appareil romain dont tous les éléments sont si réguliers mais bien plutôt aux murs célèbres de Sainte-Odile, et de la Franckenburg, en Alsace. Ce sont donc là les restes irrécusables du rempart pré-romain de Sos.

L'existence de ces blocs était connue depuis bien longtemps ; on faisait

hasard; et de boulets, en pierre du pays, de 0^m12 à 0^m17 de diamètre. Entre ces blocs, nous trouvâmes une clef du moyen-âge, dont nous donnons aussi le dessin, et, parmi des débris de toutes sortes, poteries, moëllons taillés à parement régulier, des quantités de défenses de sangliers et de coquilles de limaçons.

Étaient-ce les ruines d'un fort démoli à la suite de quelque invasion? Probablement. En tout cas, si l'on rapproche ces découvertes de celles que font fréquemment, dans les champs de Loustalet et de Campot, aux abords de la ville, les propriétaires en travaillant leurs champs (fibules (1), bracelets, lingots de cuivres (?), monnaies de bronze, débris de marbre et de poterie, etc.), on peut affirmer que Sos, à l'époque romaine, fut une cité importante, en relation avec les métropoles voisines par la Ténarèze et par la route de Bazas à Toulouse, dont on trouve encore les traces à deux kilomètres de la ville.

Nous ne savons pas sur quoi se base l'ingénieur M. Barthalès pour affirmer l'existence à Sos d'un certain Voltian flamine d'Auguste; mais nous savons très bien, par une inscription célèbre, qu'un Sotiate, dont le nom a péri, fut flamine du temple de Rome et d'Auguste, duumvir et questeur (2), et ce fait prouve encore mieux que les objets délicats que l'on découvre en fouillant le sol, que, à l'époque romaine, Sos n'avait rien à envier aux autres oppida de la Gaule.

même des fouilles pour les trouver quand on avait besoin de pierre à bâtir, raconte M. de Mévievier, dans le mémoire que nous avons cité dans une précédente note.

La science archéologique sera grandement redevable à M. Bastard de cette très importante découverte que des fouilles prochaines éclaireront et compléteront; nous en avons le ferme espoir. J. M.

(1) M. Bastard a recueilli, entre les mains d'un propriétaire de Sos, une admirable fibule du type dit à *bouton* qui porte sur la charnière la tête et les pattes d'un lion accroupi. J. M.

(2) Il s'agit de la belle inscription trouvée dans le pavage de l'ancienne église de Sos. (Voir J. Momméja, *Catalogue du Musée d'Agen*, p. 23. n° 9.)

III

Une borne milliaire à Sos (1)

La borne milliaire, dont nous donnons le croquis côté, a été trouvée en 1897, à l'entrée de Sos, vers le nord, en bordure de la Ténarèze, qui est aujourd'hui le chemin de grande communication n° 9.

Nous l'examinâmes attentivement, peu de temps après sa découverte, et nous remarquâmes la présence de nombreuses taches d'oxyde vert de cuivre, ou de bronze, sur une partie de sa surface.

Le propriétaire s'est toujours refusé à laisser faire des

(1) La borne signalée par M. Bastard est un cylindre de pierre supporté par un dai cubique, au raz duquel se trouve un trou à peu près carré de vingt-quatre centimètres de côté, sur seize de profondeur. On voudra bien recourir au dessin de M. Bastard pour comprendre l'importance de cette première constatation dont voici les conséquences :

Premièrement, si la borne nous est parvenue tout entière et telle qu'elle se dressait, au bord de la voie romaine, il est indéniable que la partie cubique était tout entière sous terre, comme c'est la règle pour toutes les bornes de ce type, tant anciennes que modernes ; et alors la petite niche se trouvait exactement au niveau du sol, de telle sorte que, si une plaque indicatrice en bronze y était incrustée, le passant eût dû se baisser presque jusqu'à terre pour pouvoir lire les inscriptions qu'elle portait. Les Romains étaient beaucoup trop pratiques pour adopter cet incommode système d'indication, dont il suffit de bien indiquer les conséquences pour que l'hypothèse en soit définitivement écartée.

Secondement, si la borne nous est parvenue incomplète, elle devait s'élever sur une base rectangulaire, accompagnant sa partie cubique, et être surmontée au moins d'une autre pierre cylindrique ; l'hypothèse paraît indiscutable pour cette seconde partie, tout au moins, parce que le sommet de la borne est absolument horizontal et qu'on y voit au centre un trou profond où devait être implanté le goujon métallique qui assurait la stabilité du second tambour de la borne. La présence de ce trou suffit à elle seule pour prouver qu'une autre pierre au moins était superposée à celle que nous connaissons ; si celle-ci, d'ailleurs, avait constitué le monument entier, elle aurait son sommet légèrement arrondi en calotte sphérique, comme c'est la règle invariable de toutes les colonnes milliaires connues — et le nombre en est très considérable ; en outre, elle constituerait une double exception aux règles universelles, puisqu'elle serait ampigraphe et que sa hauteur ne s'élèverait à celle d'aucune des bornes similaires connues, celles-ci oscillent entre un mètre et deux mètres, alors que la partie cylindrique de celle-ci n'a que 0^m77 de hauteur. Il est vrai que le comte de Caylus a cité

fouilles sur le lieu même où la borne avait été trouvée. Il eût peut-être été possible de découvrir la plaque en bronze encastrée dans la cavité de la borne et de savoir ainsi la distance de Sos à la ville voisine ; ce qui serait d'un intérêt capital pour l'histoire de l'oppidum des Soliates.

Cette borne est, d'ailleurs, couchée, à l'heure actuelle, près du lieu où elle a été découverte et son propriétaire veille jalousement à sa conservation.

Mézin, 28 novembre 1910.

trois bornes milliaires, encore en place de son temps sur la voie de *Genabum* (Orléans) à *Autricum* (Chartres) qui ne portaient pas d'inscription, quoiqu'elles fussent cylindriques, mais dont le sommet était à cinq pieds au-dessus du sol, ce qui est un peu plus du double de la colonne de Sos.

Donc, si notre raisonnement est juste, la colonne telle qu'elle est devait reposer sur un socle plus ou moins élevé, et être surmontée d'une seconde pierre cylindrique de même diamètre, sur laquelle était sans doute gravée l'inscription coutumière.

M. Bastard pense que cette inscription était gravée sur une table de bronze insérée dans l'ouverture dont nous avons parlé. Mais, outre qu'on ne connaît aucun exemple authentique d'une pareille pratique, il est difficile d'imaginer une longue inscription, telle qu'en portent les colonnes milliaires, enfermée dans un cadre de 24 centimètres de côté. D'ailleurs la cavité a seize centimètres de profondeur, ce qui implique une autre destination, car pour recevoir une plaque de bronze un centimètre ou deux eussent pleinement suffi.

Mais quelle autre destination pouvait avoir ce trou creusé au flanc d'un monument dressé au bord d'un grand chemin public ? Je n'en sais voir qu'une seule, c'est-à-dire une destination religieuse, et cette cavité me semble avoir été la modeste niche où s'abritait l'effigie d'une divinité protectrice quelconque. En ce cas la borne de Sos s'apparente formellement aux piles gallo-romaines du sud-ouest de la France, qui sont pourvues, assez généralement, d'une niche plus ou moins grande. Or, ces piles ont été successivement considérées comme des fanaux « ou porte-lumières, destinés à éclairer la marche des troupes ou des voyageurs » ; comme des sortes « de poteaux indicateurs, établis le long des voies antiques, soit pour jalonner les routes, soit pour marquer les confins ou *Fines* des territoires » ; enfin comme des monuments religieux « des *fana* affectés à abriter dans leurs niches des statues de divinités païennes, de Mercure ou de Pan, protectrices des grands chemins, des voyageurs, etc. » a).

J. M.

a) Philippe Lauzun, *Invent. général des piles gallo-romaines du Sud-Ouest de la France*. Caen, 1898, pp. 63-67.

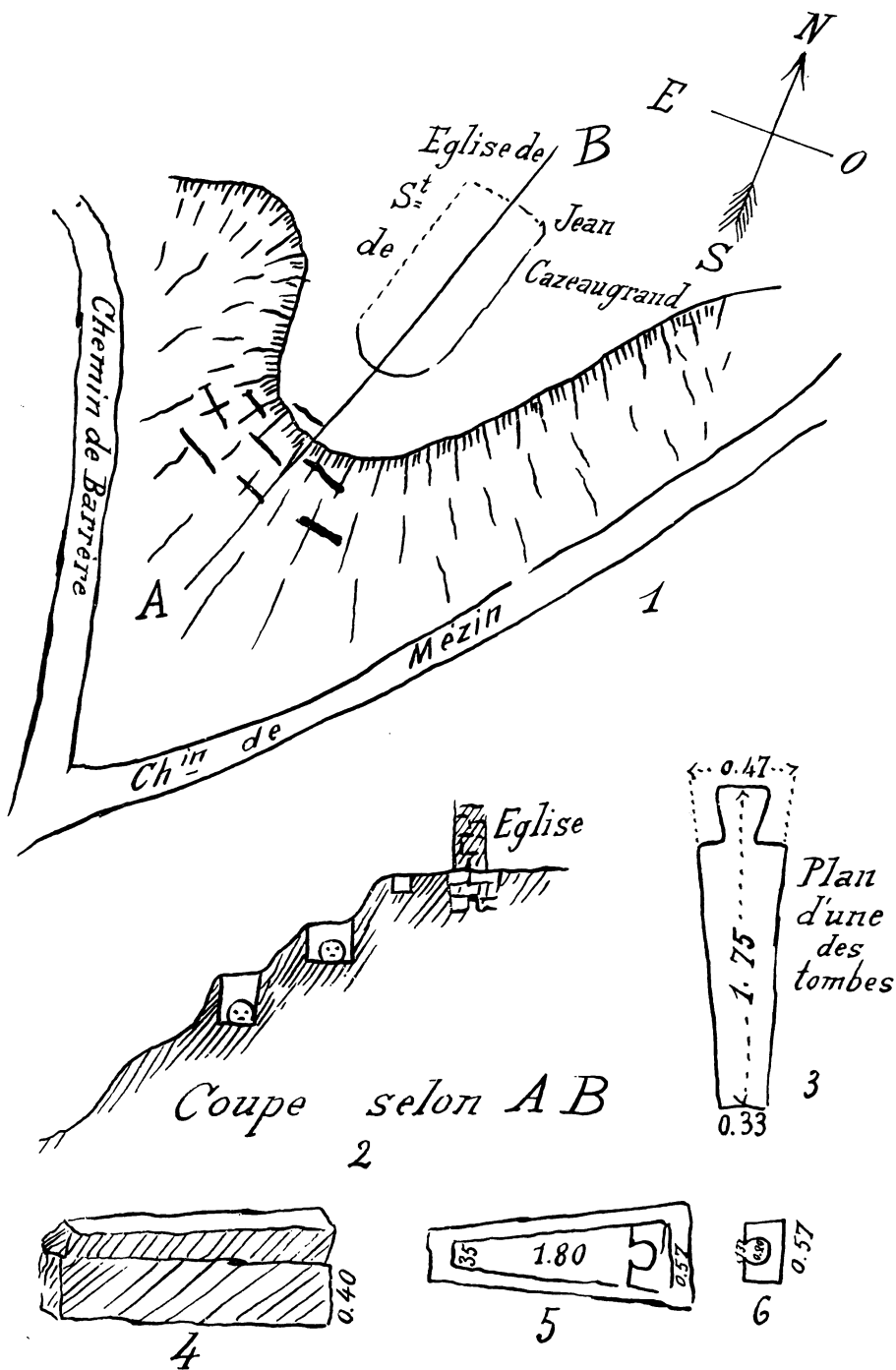
IV

Découverte de tombeaux anciens à Cazeaugrand près Mézin

Dans le courant du mois de juin 1908, des carriers, levant de la pierre pour la construction d'un chemin vicinal, mirent à nu, à Cazeaugrand, des tombeaux creusés dans le rocher. Le nom de Cazeaugrand était celui d'une de ces nombreuses églises qui faisaient une ceinture à Saint-Jean de Mézin. Cette petite église était bâtie en face de cet édifice sur la crête d'un côteau qui domine la vallée de la Gélise ; il n'en reste plus que les fondations, et, dans quelques temps, celles-ci auront elles-mêmes disparu, parce que, avec le rocher qui les supporte, elles auront servi à l'empierrement du chemin en construction.

Dès que je fus prévenu de cette découverte, je me rendis à Cazeaugrand, et je constatai la présence de tombes creusées dans la pierre vive, étagées au hasard sur le roc qui semble, en ce point, taillé en escalier. Leur forme était trapezoïdale, plus large aux épaules qu'aux pieds, avec une case spéciale, mais également trapezoïdale, pour la tête. Elles étaient orientées E.-O., la tête à l'est. Aucune n'avait de couvercle, et elles étaient toutes remplies de terre noire, mêlée de chaux et de mortier maigre. On n'a absolument rien trouvé dans ces tombes qui pourtant n'avaient pas été violées, puisqu'elles ne renfermaient qu'un seul squelette dont toutes les parties étaient à leur place naturelle.

Le 23 juillet, j'assistai à la découverte d'une toute petite tombe d'enfant, de 0^m51 de longueur, et de même forme que les précédentes. Ce jour-là un carrier me remit une petite pièce d'argent — un sol cahorsin — qu'il avait trouvé dans une tombe d'adulte, il y avait quelques jours. Questionné, il raconta qu'il avait trouvé cette monnaie dans un crâne, et, prenant à portée de sa main, un crâne assez bien conservé, il m'indiqua la place qu'occupait la pièce d'argent ; c'était la



1.2 Eglise et Cimetière de Cazeaugrand

3 Tombe de Cazeaugrand

4.5.6 Sarcophages de St Martin d'Albret



partie supérieure du palais ; elle y était si bien cachée que c'est seulement en faisant tomber la terre que l'ouvrier la découvrit.

N'est-ce pas là une survivance de la coutume païenne de placer dans la bouche des morts une obole pour Caron ?

Les tombes de Cazeaugrand peuvent remonter au ^{xii}^e siècle, celle qui contenait le sol cahorsin est bien datée par la présence de cette pièce qui est du milieu du ^{xiii}^e siècle.

Mézin, 10 octobre 1910.

V

Saint-Martin d'Albret près de Sos

Encore une église qui disparaît ! Le voyageur qui, à l'entrée de Sos, aperçoit la coquette villa de Saint-Martin, ne se doute pas qu'elle est construite sur l'emplacement de l'un de nos plus anciens sanctuaires ; à cet endroit, en effet, s'élevait encore en 1908 la vieille église de Saint-Martin d'Albret.

Elle n'avait aucun caractère : c'était une grande bâtisse rectangulaire, sans voûte, presque sans décoration intérieure, sans clocher. Seule, une porte d'entrée en ogive, percée sur le côté sud, faisait deviner son caractère religieux. Saint-Martin d'Albret était désaffecté depuis que la section de ce nom avait été rattachée à Sos, c'est-à-dire vers 1836. Vendue, avec le cimetière qui l'entourait, en 1860, elle servit d'abord de grange, puis de distillerie jusqu'au mois de juin 1908 ; à cette date elle fut démolie pour faire place à la villa dont nous avons parlé.

Quoique nous ayons surveillé sa démolition avec un soin jaloux, nous n'y avons découvert rien de bien intéressant ; pourtant des fragments de marbre et de briques à rebords, un chapiteau de marbre complètement mutilé témoignent que pour sa construction on avait utilisé des matériaux provenant d'anciens édifices gallo-romains ; ou peut-être qu'elle avait été élevée sur les ruines d'un temple païen.

Ce n'est qu'une hypothèse, mais on peut l'appuyer sur de

nombreux exemples bien constatés, en d'autres lieux, sur la situation de Saint-Martin non loin de la Ténarèze, sur un plateau qui fut complètement habité à l'époque romaine, comme le prouvent les incessantes découvertes qu'on y fait, pour peu que les travaux agricoles dépassent la profondeur de la couche arable.

Dans la démolition des murs de fondation, nous aperçûmes à environ 0^m60 de profondeur des couvercles de tombeaux anciens que nous fîmes dégager ; il étaient nettement orientés O.E. Ces sarcophages étaient d'une seule pièce, de forme trapézoïdale, massifs comme les cercueils antiques. Une pierre détachée et dont nous donnons le dessin ci-contre, s'emboîtait dans le sarcophage à la place de la tête et portait un évidement destiné à la recevoir. Le couvercle était d'une seule pièce. La pierre provenait de la commune de Gueyze, du lieu dit de Saint-Georges, siège d'une commanderie de Templiers dont la loi sur les Congrégations nous a révélé l'existence.

Aucun objet, aucune monnaie n'a été recueillie dans les sépultures. Si l'ouverture des sarcophages ne nous a rien donné, nous tenons à dire que nous avons appris de certaines personnes de Sos que d'après la tradition, jadis, on n'enterrait à Saint-Martin que les riches, parce que la terre y était plus bénie que celle de Sos. Cette remarque nous avait frappé et la beauté des sarcophages rencontrés, le fini de leur travail et aussi l'étude de l'abbé Cochet sur les sépultures chrétiennes (*Revue archéologique* 1873, t. II) nous pousse à nous demander si pour Saint-Martin d'Albret comme pour Saint-Ouen il n'y avait pas des indulgences spéciales attachées à ce lieu de sépulture.

Il est probable que Saint-Martin possédait son église avant Sos. Les sarcophages de Saint-Martin sont évidemment plus anciens que ceux qu'on a trouvés autour de l'église de Sos. D'ailleurs cette vieille église datait du XI^e siècle.

Que se passa-t-il après la construction de l'église de Sos ? Ne peut-on pas augurer que les fidèles furent moins empressés à fréquenter Saint-Martin quand ils eurent sur la place de la ville leur église ? Et ne peut-on pas présumer aussi que, com-

me le fit le pape Jean XII, pour Saint-Ouen, des indulgences spéciales furent attachées aux inhumations autour de Saint-Martin ?

Saint-Martin d'Albret n'avait-il pas d'ailleurs, tout comme les oratoires en renom, sa fontaine sacrée ? Cette fontaine existe encore, elle est plus connue sous le nom de « las Poupetos ». Elle emprunte ce nom à la voûte de la petite grotte d'où tombe l'eau, voûte mamelonnée affectant la forme de seins, *poupetos* en patois. Cette fontaine dont le culte n'est peut-être pas encore éteint complètement se trouve à environ 150 mètres à l'Est de Saint-Martin. Les nourrices manquant de lait venaient présenter leurs seins à l'eau de *las Poupetos* et déposaient quelques pièces de monnaie dans le creux du rocher. Nous-mêmes avons vu quelques sous déposés ainsi et avons recueilli, il y a bientôt dix ans, une petite hache celtique dans le lit du ruisseau, au bas de la grotte.

Le culte de ces eaux n'a-t-il pas contribué à rendre encore plus vénéré Saint-Martin d'Albret ? Nous ne pouvons nous expliquer que comme cela la faveur toute spéciale dont jouit jusque vers 1830 le cimetière de Saint-Martin.

Cette église appartient-elle aux Templiers ? Doit-on voir une relation entre Saint-Martin et la Commanderie de Saint-Georges dont il ne reste plus aucune trace et qui fournissait les pierres pour les sarcophages de Saint-Martin ?

Nous posons le problème. A d'autres de le résoudre. Mais le fait nous a paru assez intéressant pour le croire digne d'être communiqué à la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen.

Mézin, 26 février 1909.

VI

Une verrerie à Lisse au XVIII^e Siècle

Le xviii^e siècle a été la grande époque des faïenceries et des verreries. Dans le S.-O. notamment, de nombreuses usines se créent dont nous ne saurons peut-être jamais l'importance et dont nous ne connaissons jamais les produits.

Dans son *Histoire de Bordeaux*, M. Jullian nous dit qu'en 1723 la verrerie des Chartrons est créée par l'Irlandais Pierre Mitchell. Le succès de cette verrerie dut encourager pas mal d'initiatives car verriers et faïenciers se mettent à l'envi à fonder leurs usines ou à les agrandir. L'abbé de Roquepine, en 1732, obtint de Louis XIV la permission d'élever une manufacture de faïence à Samadet et dans le S.-O., très nombreuses sont les fabriques qui ont suivi (Moncaut, Nérac, Bazas, etc.).

Les verreries toutefois furent moins nombreuses et me paraissent moins connues.

J'ai pu retrouver les traces de l'existence de l'une d'elles. C'est une pierre qui servira à une histoire générale de la verrerie dans le S.-O.

Au début du xviii^e siècle, en 1712 croyons-nous, un sieur Barrot de Bastarac, habitant Cap-Lisse (commune de Lisse et canton de Méziès) ayant une nombreuse famille, sollicita de Louis XIV la permission d'établir une verrerie dans son domaine. Cette autorisation lui fut accordée par lettres patentes dûment enregistrées au Parlement de Bordeaux (Archives de la Chambre de Commerce de Bordeaux).

La position de cette verrerie était d'ailleurs admirablement choisie : à l'entrée des bois de pin qui s'étendent jusqu'à l'Océan et où les fougères donnaient la potasse et les ruisseaux des eaux abondantes et froides. Elle était aussi presque en bordure de la Ténarèze (voie romaine en Aquitaine, des Pyrénées en Auvergne), et la soude lui arrivait facilement « des Charentes » par voie d'eau jusqu'à Lavardac ou Nérac.

Cette verrerie donnait des produits généralement blancs, des

verres en forme de cornet, avec macarons soufflés sur le pied. Je possède plusieurs spécimens de ces verres très légers et que l'on trouve encore dans les vieilles familles de la région. La verrerie de Lisse faisait, m'a-t-on dit, des produits plus artistiques mais que je n'ai pas vus.

Cette verrerie a disparu pendant la Révolution. Les vieux de Lisse se rappellent en avoir entendu parler, mais ne l'ont jamais vue. Il en reste une bâtisse refaite, qui a conservé le nom de Verrerie, aux pieds du château de Lisse et de nombreux débris de verre cassé aux environs.

CH. BASTARD.

Mézin, 11 octobre 1908.

P. S. — M. Bastard a parlé plusieurs fois de lingots de cuivre trouvés aux champs de Loustalet, et nous avons déjà fait nos plus expresses réserves sur la nature exacte de ces objets. Tout dernièrement, il nous a été possible de poser quelques questions précises à une personne qui avait trouvé, jadis, dans sa vigne, un objet qualifié de lingot. Or il s'agissait tout simplement d'une tige de cuivre grosse comme un porte-plume. Les lingots de cuivre restent donc un mythe qu'il faut s'empresse d'éliminer de l'archéologie sotiote.

J. M.

L'ABRÉGÉ DE L'HISTOIRE DE S^T-MAURIN

par un religieux bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur

(Suite et fin)

BIENFAITEURS

CHARLES CINQUIÈME, ROY DE FRANCE

Qui luy fit présent de l'église de St-Seurin de Puymirol (alias Grand Castel) avec son annexe de Notre-Dame batie au-dessous de la même ville et qui a été démolie par les Huguenots.

LES BARONS DE CLERMOT-DESSUS

Qui luy accordèrent le marché et le péage du même bourg, des rentes dans la paroisse et dans celle de Turac, Belpuch, St-Romain et Perville, le droit de pêche à Rousanbure et celui de prendre le plus beau cheval de leur écurie après le décès de chacun d'eux.

LES SEIGNEURS DE TARNAC

Lesquels se demirent en sa faveur de l'église de Saint-Martin de Saichas et de ses revenus et d'une métairie au lieu appelé Escaler.

RAOUL, ÉVÊQUE D'AGEN

Duquel elle tient depuis 1135 la moitié du disme de Tairac. L'autre moitié fut achetée par nos religieux avec les terres de Campredon et Espadlen de Guillaume Bertrand de Pène et Bertrand de Pène, son frère, en 1237.

LES SEIGNEURS DE TESAC ET PLANELS

Desquels elle reçut les terres de la Rouquette, de la Bobie, de l'Orle, de Vivers et de Sallèles (1).

BERTRAND DE PENE

Auquel elle est redevable de partie des rentes de la Capelle des Bretous depuis 1261.

(1) En janvier 1233, Gausbert de Tezac et Raymond de Planels confirmèrent toutes les donations faites par leurs prédécesseurs au bénéfice du monastère et cela « de l'avis et consentement d'Arnaud de Boville, leur oncle et de plusieurs autres barons. »

ARMAND DE CORTZ

Qui lui legua la chateau de Nazareth qui était en ce temps là dans la paroisse de Saint-Maurin avec toutes ses appartenances en la même année 1261.

MAITRE ARNAUD

A la libéralité duquel elle doit le dixme de Saint-Pierre de la Lande et quelques terres voisines de l'Eglise.

BÉNÉFICES

DU DIOCÈSE D'AGEN

Saint-Xist, Gandaille, Causac, Camboc, Sainte-Foy de Frespech, Saint-Julien de Magabal et Saint-Urcisse (1).

DU DIOCÈSE DE CAHORS

Saint-Martin de Montjoye (alias de Posicastel), St-Pierre de Montmaignerie, Saint-Vincent de Lospinasse et St-Martin de Labelanède (2).

CURES

DU DIOCÈSE D'AGEN

St-Martin d'Anglars, qui est l'église paroissiale du Bourg de Saint-Maurin. Les Anglais dont j'ai déjà parlé ruinèrent l'ancienne et celle qui est à présent fut batie en 1525 par les soins de noble Bernard de Beauville, protonotaire du St-Siège qui en était recteur et qui fournit à toute la dépense avec ses paroissiens (3). La voute

(1) Saint-Xist se trouvait dans la juridiction de La Sauvetat-de-Savères et appartenait à l'abbaye depuis octobre 1239. Notre-Dame de Gandaille était annexe de Saint-Xist et les dimes en avaient été achetées par l'abbé Guillaume de Belpuch, de Gonnardi de Puchbarzac, pour 300 sols le 27 novembre 1243. Notre-Dame de Camboc et Saint-Urcisse étaient dans la juridiction de Puymirol. Saint-Caprais de Causac le Vieux dépendait de la juridiction de Boville. Saint-Julien de Magabal, dans la juridiction de Penne, était annexe de Saint-Pierre d'Hauteville.

(2) Saint-Martin de Labelanède se trouvait dans la juridiction de Clermont-Dessus, et Saint-Vincent de Lospinasse dans la juridiction de Gondourville. En 1278, l'évêque d'Agen et l'abbé de Saint-Maurin échangèrent les dimes de l'église de Saint-Vincent avec celles de Saint-Amans de Roquecor.

Toutes ces églises étaient des prieurés simples.

(3) Sur la porte de cette église se trouve gravée l'inscription suivante, classée comme monument historique : « *Non confundas me, Dne ab expectatione*

qu'ils y firent faire fut abatuë par les Huguenots en 1580 et elle fut réduite en si mauvais état qu'on fut obligé de se servir de notre chapitre et de notre cloître pour les fonctions curiales. On en raccommoda une chapelle environ l'an 1608 et le reste depuis. Son annexe de *Notre dame de Ferrussac* (1) éprouva aussi la rage des Hérétiques. Elle a été réparée et garnie entre autres choses de deux belles cloches par noble Bernard D'Audebard, seigneur de Sabeze et du même lieu.

St-Amans de Tairac, où il y a eu autrefois un prieuré et quelques religieux, dont l'église était dédiée à St-Severin. *St-Pierre de La Lande* (2) où il y a eu aussi des religieux, comme font foi les vieilles murailles du prieuré qui subsistent encore où l'on distingue facilement la chapelle, l'endroit du dortoir, du réfectoire et des autres lieux réguliers. *Saint-Xist* et son annexe, *Notre-Dame de Gandaille*. *Notre dame de Cambosc*. *Saint-Georges de Caillabel*. *Saint-Caprais de Cauzac le Vieux*. *Saint-Pardoux* et *Saint-Vincent*, près Beauville, qui n'est plus qu'une chapelle (3).

DU DIOCÈSE DE CAHORS

Saint-Pierre del Pech et son annexe, *Saint-Julien de la Serre*. *Saint-Pierre de Bugat*. *Saint-Germain de Moissaguel*. *Notre-Dame de Perville* et son annexe, *Saint-Jean de la Garde*. *Saint-Pierre de Grayssas*. *Saint-Martin de Lavelanède*. *Saint-Vincent de Lespinasse*, et son annexe *St-Pierre de Segoinhac* (4)

mea, mater Dea, memento mei. L'an 1525 et le sixième octobre, le présent édifice fut commencé, noble maître Bernard de Boville, recteur et avec les paroissiens de charois et manœuvres, et de 620 livres y ont aidé et les prestres de la paroisse y ont donné le surplus que le dit édifice a costé le dit Boville et autres ont payé. »

(1) Notre-Dame de Ferrussac, distante d'un quart de lieue de Saint-Maurin, porta pendant plusieurs siècles le titre de second archiprêtre du diocèse d'Agen.

(2) Saint-Martin d'Anglars, Notre-Dame de Ferrussac, Saint-Pierre de La Lande et Saint-Amans de Tairac étaient unis à la mense abbatiale.

(3) Saint-Georges de Caillabel était dans la juridiction de Frespech. L'église de Saint-Pardoux de Garguihaile était déjà détruite en 1676, et sa paroisse englobée dans celles de Saint-Maurin et de Saint-Pierre del Pech. Saint-Vincent, de la juridiction de Beauville, était annexe de Saint-Pierre de Brimont.

(4) Notre-Dame de Perville était de la juridiction de Ferrussac, et son annexe Saint-Jean de la Garde dans la juridiction de Clermont-Dessus ainsi que Saint-Pierre de Grayssas. Saint-Pierre de Bugat se trouvait dans la juridiction de Brassac.

Le chapitre était curé primitif de toutes les églises dépendant de l'abbaye, ainsi qu'il résulte de deux arrêts du Parlement des 23 août 1639 et 15 juin

L'abbaye au XVIII^e siècle

Tel est l'abrégé de l'histoire de l'abbaye de Saint-Maurin que du Laura transmettait à ses supérieurs le 7 janvier 1673. Le 16 août de la même année, dans une nouvelle lettre à Mabillon, dom du Laura annonçait l'envoi d'une copie en français de l'histoire de cette abbaye de St-Maurin qu'il « venait enfin de terminer ».

.....« J'ai écrit en français comme je manday l'année passée à V. R. parce que quelques honetes gens du pays m'en prièrent ; s'il faut ecrire en latin, il y a temps pour tout et moyen de satisfaire tout le monde.

.....« J'ai fait faire un plan de nos batiments en petit papier, et le veux placer après le second chapitre de l'histoire où il est question de leur situation et état.

....« Quant à cette copie, je l'ai faite seulement afin que le T. R. examine ce petit travail, m'en dise son sentiment et me marque en quoi j'ai failli en quelque manière que ce soit, afin que les autres copies qui doivent subsister fassent voir quelque chose de plus parfait et de plus agreable..... »

C'est cette copie qui présente certaines lacunes, qui est conservée à la bibliothèque nationale (fonds latins, n° 12829), avec l'abrégé de l'histoire de St-Maurin et les lettres d'envoi. Elle fait suite à des annales très détaillées du même monastère, écrites en latin de la main de dom du Laura, et intitulées « *Chronicon monasterii Sancti Maurini martyris ordinis sancti Benedicti diœcesis Agennensis* ». Une histoire en latin, qui paraît être la traduction de la notice française, écrite également en entier de la main d'Etienne du Laura, existe également sous le numéro 13893.

1641 par lequel la Cour « fait inhibition et defenses aux recteurs de ces églises de troubler les religieux de Saint-Maurin en la possession et jouissance des droits honorifiques à eux dûs en qualité de curé primitif, tant à faire le service divin es jours de fêtes annuelles principales, du patron et sacre des dites églises, que porter le Saint-Sacrement et faire les processions qui se font les jours de la Fête-Dieu, octave, rogations, etc... qu'aux sépultures où ils seront appelés. »

Dans le chapitre second de son histoire, dom du Laura donne la situation et la description de l'abbaye à la fin du ^{xvii}^e siècle, que nous croyons intéressant de reproduire :

« L'abbaye de Saint-Maurin aussi bien que son bourg est située dans un vallon ouvert au septentrion et au midy ce qui rent son air si sain qu'on n'a jamais ouy dire qu'il ait eu de peste, quoique les environs en aient été diverses fois infectés. Elle est à l'extrémité du diocèse d'Agen, et si voisine de celui de Cahors qu'on la peut à bon droit appeler le nœud de ces deux diocèses. Aussi de 25 prieurés ou paroisses qui en dépendent comme nous verrons au chapitre septième, en a-t-elle douze dans l'Agenais et treize dans le Quercy, et elle est située au milieu.....

« Les batiments sont beaux et magnifiques, batis de belles pierres de taille, pour en donner quelque connaissance à ceux qui ne les ont pas vus.

« Son église est faite en croix ; on y descend du côté de l'occident par dix-huit grandes marches de pierre. La nef a 97 pieds de long sur 25 de large. Aux deux côtés, il y a deux chapelles voutées en berceau d'un pilier à l'autre ; celle de main droite qui était autrefois hors de l'église en forme de collateral est dédiée à Saint-Michel, et dans celle de la main gauche est la confrerie du Saint-Rosaire. Entre ces deux chapelles, et le devant de l'église, il y a deux distances égales aux mêmes chapelles et voutées de la même façon où il y a eu des autels jusqu'au siècle passé, mais qui n'ont pas été remis depuis qu'ils furent defaits par les huguenots pour la seconde fois.

« La croisée de l'église a trente pieds de profondeur. A ses deux extrémités, il y a du côté du levant deux autres chapelles voutées en demi-cul de four, dont celle qui est à main droite est dédiée à St Benoît et celle qui est à main gauche à St Joseph. Le clocher qui a une fleche fort élevée est sur la chapelle de St Benoît.

« Le chœur et le presbytère ont 47 pieds de long, et la même largeur que la nef. Le chœur est vouté en berceau et le presbytère en cul de four. Je diray icy en passant que les cinq autels dont je viens de parler sont batis et que la pierre du grand est d'une seule pièce et toute consacrée.

« La sacristie est à côté droit du chœur et a 24 pieds de long sur 18 de large.

« Dans l'épaisseur des piliers qui séparent le chœur des deux cha-

nelles, il y a deux degrés de pierre à vis par lesquels on monte au clocher et à une galerie qui entoure toute l'église. Il ne faut pas obmettre que toute l'église est pavée de carreaux de pierre.

« Le cloître est au nord de l'église de laquelle on y entre par une porte qui est dans la croisée. Il est fort bien bâti et pavé de belles pierres de taille et vouté en ogive. Il est quarré et a de longueur 72 pieds sur 11 de large ; sa hauteur est de 15. De chaque côté, il y a 5 piliers y comprenant ceux des coins de tous lesquels partent les naissances des voutes. Entre les grands piliers, il y en a d'autres petits d'un pied et un quart. Au-dessus du cloître, il y a des galeries tout autour pavées de pierre qu'on peut bien appeler un second cloître.

« Le chapitre est au côté du cloître qui regarde le nord. Sa voute semblable à celle du même cloître est supportée dans son milieu par deux piliers en rond. Il a trentè cinq pieds de long sur 20 de large. Au dessous est le passage pour entrer au jardin.

« Au delà du cloître, virant vers l'orient, il y a un grand corps de batiments de 145 pieds de long sur 30 de large qui est terminé par une belle tour carrée. Les religieux avant l'introduction des Pères reformés étaient logés dans ce batiment disposé d'une façon aussi commode qu'elle est particulière. Il y a donc huit appartemens tirant vers l'orient et deux vers le midy dont chacun a quatre étages. Le plus bas est une cave, le second un cellier ou chambre pour un vallet, le troisième la chambre des religieux et le quatrième son grenier ; ainsy il y a dix caves, dix celliers et de même du reste. Chaque religieux montait et descendait de l'un de ces étages à l'autre par des degrés de bois, sans être empechés ni vus de personne. Au devant des chambres de religieux, il y a un grand couvroir par lequel on y entre ; son aspect est très agréable, partie à l'orient et partie au midy ; sa largeur est de douze pieds et son extrémité du côté du midy est un degré de 25 marches de pierre par lequel on descend à l'église et au cloître ; et sous ce couvroir, il y en a un autre d'égale longueur et largeur par lequel on entre aux caves. Il est monté en ogive et a six arcades tirant vers l'orient et trois vers le midy.

« Le chateau abbatial est à l'occident de tous ces batiments ; il est tout en pierre de taille ; 150 pieds de longueur de façade ; au milieu un degré à vis, bâti en rond au dedans qui a 8 pans en dehors de diamètre, onze pieds de large. Il est voûté au-dessus d'une voûte en ogive sur le noyau et est couvert en façon de tour. Le haut est

bâti en crénaux pour la défense du portail de la basse-cour. Il y a dans ce château quatre étages dont le troisième à main droite est une salle de 43 pieds de large, avec une chambre au bout. A main gauche est le département de l'abbé. Entre deux est la chapelle, voûtée de trois petites voûtes en ogive ; elle a 15 pieds de long sur 9 de large ; elle est toute peinte et la plupart dorée ; les mystères de Notre-Seigneur et quelques autres sont représentés sur les murailles. La charpente de tout le château est admirable, et son toit est en tire-point. »

Nous possédons le plan de l'abbaye de Saint-Maurin, daté de 1688. Son examen, rapproché de la description que nous venons de reproduire, nous fait regretter davantage la disparition de l'église et des bâtiments de l'abbaye.

Le 5 août 1692, du Laura se trouvait encore à Saint-Maurin, mais sur le point de partir pour La Sauve ou La Grasse pour continuer ses travaux d'histoire. Edouard Vallol était toujours abbé de Saint-Maurin ; il resta à la tête de l'abbaye jusqu'à son décès survenu en 1705 ; il eut pour successeur André Hébert, frère de l'évêque d'Agen.

Nous voyons ensuite successivement comme abbés : de Catelan (1726-1731), de Boucaud, chanoine de Montpellier (1731-1752), Thomas de Boucaud (1752-1762), Joseph de Crémaux d'Entraigues (1762-1783) qui se démit en faveur de Joseph de Galard, moyennant cinq mille livres de rente.

Joseph de Galard de Saldebru fut le dernier abbé de Saint-Maurin. Chanoine de Notre-Dame de Paris, grand chantre et vicaire général du diocèse de Lectoure, prieur commandataire du prieuré royal de Fief-Sauvin, en Anjou, et de celui de Notre-Dame de Louens, diocèse de Langres, député à l'assemblée générale du clergé en 1780, il devint abbé commandataire de St-Maurin en 1783 ; il avait environ 25.000 livres de rente en bénéfices (1).

(1) Nous avons voulu rechercher d'où provenaient ces rentes et nous avons trouvé, sinon des baux originaux, mais des indications assez précises susceptibles de donner une idée des revenus de l'abbé. Notre énumération est toutefois forcément incomplète.

Bail du 2 septembre 1785 (M^r Dumolin, notaire) : L'abbé donne à bail à un

Au cours du xviii^e siècle, les revenus du monastère avaient

sieur Estibal de la pièce de la Marotte au prix de 7 sacs de froment, mesure de Puymirol.

Bail du 15 août 1785 (M^r Dumolin, notaire) : Très-haut et très-puissant seigneur messire Joseph de Galard de Saldebru, seigneur abbé commandataire de l'abbaye royale de Saint-Maurin et baron de Moissaguel, afferme la pièce des Quatorze, située près de Bretagne, à Pierre Quinsac de Blaré, pour 9 ans, moyennant le prix annuel de 12 sacs de blé, mesure de Puymirol.

Bail du 7 octobre 1784 (M^r Dumolin, notaire) : Bail en faveur de André Vignes, brassier à Sangaillon, de pièces labourables bordant le bois de Brouillol du côté du couchant : prix 25 sacs de blé, mesures de Puymirol, évalué 250 livres.

Bail de 1787 des fruits et revenus du prieuré de Moissaguel pour 900 livres.

Bail du 1^{er} juillet 1785, par l'abbé, en faveur de Philippe Cahuzac, négociant du Bourg-en-Quercy, Jean Delpuch, Pierre Ichis, Jean Rigal et Louis Groussou de Montjoi des fruits décimaux généralement quelconques qu'il avait le droit de percevoir sur les paroisses de Perville, de Lagarde, son annexe, de Lacapelle-des-Bretoux; durée du bail : huit ans. Prix : 3.700 livres, payables moitié à la Saint-Jean et moitié à la Noël. Les preneurs devront donner dix sacs de fèves aux pauvres de la paroisse, et payer les novalles aux curés. L'abbé se réservait la dîme du vin, la moitié des pailles dépendant de la grosse du sol de Perville, les agneaux, et les droits sur la rente foncière, lods et ventes et droits seigneuriaux sur la paroisse de Lacapelle-des-Bretoux.

Bail du 26 juillet 1786 (M^r Dumolin, notaire), par abbé de Galard à Jean Bousquet, marchand à Bombi, de tous les fruits décimaux qu'il était en droit de percevoir sur la paroisse de Tairac. Bail de 9 ans, au prix de 3,500 livres par an.

Bail du 6 novembre 1786 (M^r Florens, notaire à Brassac), pour 7,600 livres par an, à Géraud Tarride, Pierre Fraunié et Leygue Thibaut, des fruits décimaux qu'il avait le droit de jouir dans les paroisses de Saint-Maurin, Ferrussac, Saint-Pierre et Saint-Julien, des vins dimaires des susdites paroisses et encore de celles de Tairac, Perville, Lagarde et Lacapelle-des-Bretoux, plus encore la jouissance de son pré appelé de l'abbaye, le jardin de l'abbaye, avec l'usage de ses tonneaux, cuves et greniers. L'abbé s'était réservé pour lui le vin dimaire des juridictions de Combebonet, la dîme de ses vignes, et la dîme de la vigne des religieux de la Borde-Basse.

Le prix de ces baux ne représente qu'une partie des revenus de l'abbé. Nous avons vu que la liste des bénéfices dépendant de la mense abbatiale était plus longue. En outre, l'abbé avait une fortune personnelle en dehors du domaine de Valende qui lui appartenait en propre. Enfin, l'estimation des biens de l'abbé, devenus biens nationaux, ne permet guère d'établir leur valeur exacte, mais démontre que l'abbé possédait encore d'autres propriétés, terres ou moulins dont nous n'avons pu retrouver les baux à ferme.

Ajoutons que, sur le second cahier du rôle du 20^e de l'année 1790, l'abbé figure pour 770 livres. Enfin, le 21 avril 1791, le directoire du district, par délibération, fixe le traitement de l'abbé de Galard à 6,000 livres par an.

considérablement augmentés (1). La vente de biens nationaux établit qu'ils avaient, en effet, de nombreux domaines et propriétés en dehors des bénéfices attachés à l'abbaye. Le 1^{er} août 1794, nous ne trouvons cependant que cinq religieux à Saint-Maurin : dom Teulade, prieur, dom Saurel, sous-prieur, Verdier, Valette et Crosal, religieux.

Cinq ans plus tard, le 21 avril 1789, nous ne trouvons que Joseph Millon, prieur, Jean Saurel, sous-prieur, Joseph Maigne, syndic, et Castaing, religieux. Le 17 janvier 1790, ils déclarèrent ne plus vouloir vivre en commun et se dispersèrent (2).

(1) Nous trouvons également de nombreux baux consentis par les religieux, mais là encore la liste est malheureusement très incomplète et ne comprend qu'une faible partie des bénéfices de la mense conventuelle.

Bail du 17 avril 1785 (M^e Dumolin). Le chapitre donne à bail, pour le prix de 800 livres par an (400 à la Toussaint et 400 à Pâques) à Guillaume Groussou, fils aîné, à Mōntjoy, des fruits et revenus décimaux de Saint-Pierre de Monmaguerie.

Bail du 27 juillet 1784 (M^e Dumolin), consenti pour 9 ans, en faveur de Dejean, curé de Cambol, des fruits décimaux que les bénédictins avaient le droit de percevoir en qualité de prieurs de Notre-Dame de Cambol. Prix : 300 livres par an.

Bail (M^e Grèze, notaire de Valence), moyennant 1,150 livres par an, à Guillaume Vergne, curé de Montjoy, des fruits et revenus décimaux du prieuré de Posicartels, pour 6 ans.

Bail du 1^{er} avril 1784 (M^e Dumolin), en faveur de Bousquet des fruits et revenus de la métairie de Combi, moyennant 600 livres par an, payables le 15 avril.

Bail du 21 avril 1789, passé à l'abbaye, par lequel les moines afferment, moyennant la somme de 2,680 livres par an, ensemble 30 sacs d'avoines, mesure de Puymirol, et six douzaines de serviettes moitié fines et ouvragées, au sieur Falques, Jean-Pierre, receveur des domaines du roi au bureau de Beauville, des rentes foncières et lods du fief de Comberatières, paroisse de Caillabet, et des fruits et revenus décimaux des prieurés de Sainte-Foy de Frespech, de Saint-Sixte, de Gandaille, de Causac le Vieux.

Bail des fruits dimaires de Posicastels : 240 francs par an.

Les moines possédaient encore la métairie de la Borde-Basse, le pré de Galoboy, la métairie du Bois, etc.

Enfin, ajoutons, ainsi que nous l'avons fait pour l'abbé, que les ci-devant Bénédictins figurent pour 322 livres 6 sols sur le second cahier du rôle du vingtième de l'année 1790. En outre, en 1791, le directoire de district fixe à 1,000 livres les traitements de Millon et de Saurel, et à 900 livres ceux de Maigne et de Castaing.

(2) Le 21 janvier 1791, le directoire de district leur donne acte de ce qu'ils ont l'intention de quitter la vie commune, et de se retirer, l'abbé Millon à Montpellier, Saurel à Saint-Maurin, et Maigne et Castaing à Miramont, district de Saint-Gaudens.

L'abbé de Galard se retira d'abord au château de Valende, près de Saint-Maurin, qui lui appartenait personnellement. En 1793, il s'enfuit à Bordeaux, changea de nom, devint employé de commerce chez Byrn, négociant ; mais dénoncé, il fut arrêté et traduit devant le tribunal révolutionnaire.

On croit que, pour sauver sa tête, l'abbé aurait contracté mariage à Bordeaux. La chose n'est pas établie. Mais, après son arrestation, le tribunal conservait des doutes sur son identité. Les registres des actes et délibérations de la commune de Saint-Maurin mentionnent que le comité de surveillance de Bordeaux envoya à Saint-Maurin deux députés, les sieurs Delas Laurent et Cassidou, à l'effet de se renseigner sur la personne et la conduite de Joseph Galard, cy devant abbé de Saint-Maurin. Sur leur demande, le 13 pluviôse an II, la municipalité nomma le citoyen Peros membre du comité de surveillance de Saint-Maurin et le citoyen Labeyrie membre de la Société populaire, deux vrais sans-culottes (*sic*) pour se rendre à Bordeaux à l'effet d'y reconnaître le dit Joseph Galard.

Peros et Labeyrie se rendirent effectivement à Bordeaux. Ils ne voulurent pas reconnaître l'abbé, mais une femme (une ancienne maîtresse ou la femme qu'il aurait épousée) le reconnut pour se venger de son abandon ou pour éviter à son tour de monter sur l'échafaud.

Joseph de Galard fut alors condamné à mort pour cause d'aristocratie, de refus de serment civique, d'outrages et de résistance à main armée envers les magistrats de la République. Son exécution eût lieu le 17 février 1794.

Les bâtiments de l'abbaye avaient été vendus comme biens nationaux, à Valence, le 27 août 1792 et adjugés au sieur Dorniac pour le prix de 8,400 livres. Une partie du château abbatial avait été réservée et vendue à la commune pour établir la maison commune ; cet immeuble subsiste et sert aujourd'hui de mairie et de maison d'école.

L'église abbatiale, vaste mais d'un entretien dispendieux, disent les registres de la municipalité, fut également exceptée de la vente ; elle fut toutefois démolie quelques années plus

tard, vers 1806, sous prétexte que son entretien serait trop onéreux pour la commune et qu'elle était trop vaste pour la paroisse. Le travail de démolition n'alla pas toutefois sans quelques difficultés ; les pics et les leviers démolisseurs ne suffisant pas, on eut recours à la mine. L'abbé du Bernet du Bosc raconte (et il tient ces détails de personnes qui les tenaient directement des témoins de la démolition), que le bourg de Saint-Maurin tout entier tressaillit sur ses fondements sous le contre-coup de cette démolition ; on dut tenir fermées portes et fenêtres de toutes les maisons voisines pour les préserver de l'ébranlement de l'air causé par la chute de la masse imposante qu'était l'antique abbatale. Ce fut le portique surtout qui offrit une force énorme de résistance : on vit des blocs entiers de maçonnerie, des pans de mur, s'effondrer sur le sol sans se désagréger... C'est donc ainsi que nous nous acharnons à détruire et renverser ce que les siècles et les orages ont épargné.

Il ne subsiste de l'église abbatale que la tour du clocher et un tronçon mutilé du chœur que le Conseil municipal a réussi à préserver en l'affectant à un service d'utilité publique. Aujourd'hui, ces ruines sont classées comme monument historique (1), ainsi d'ailleurs que la mairie, les travées du cloître, la salle capitulaire et une fontaine du jardin de l'abbaye. M. le Ministre des Beaux-arts a récemment fait faire d'importantes réparations à l'abbatale, et les rapports de l'Inspection générale des Beaux-arts font entrevoir que ces travaux seront repris et continués, et que les intéressants débris de la puissante abbaye seront enfin préservés de la ruine et de la destruction totales.

AYMARD VACQUIÉ.

(1) Arrêtés de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-arts en date des 20 juillet, 9 septembre et 30 novembre 1908.

BIBLIOGRAPHIE

Commentaires de Blaise de Monluc, maréchal de France. Edition critique, publiée et annotée par Paul Courteault, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Bordeaux. — Paris, Alph. Picard, 1911, in-8° de 423 pages.

« *Blaise de Monluc historien. Etude critique sur le texte et la valeur des Commentaires* » ; tel est le premier travail que M. Paul Courteault a consacré à l'illustre maréchal. Nous en avons rendu compte ici même dans cette Revue (1). « *Un Cadet de Gascogne au XVI^e siècle ; Blaise de Monluc* », fut l'étude qui le suivit moins d'un an après, où l'auteur raconte en tous ses détails sa vie mouvementée (2). Aujourd'hui paraît enfin le *premier volume des Commentaires*, si impatiemment attendu.

Historiographie, biographie, texte lui-même, magnifique monument qu'élève définitivement M. P. Courteault à la mémoire de notre célèbre compatriote, plus osé en cela que la municipalité Agenaise, qui, depuis vingt-cinq ans, refuse obstinément le legs généreux de la comtesse Marie de Raymond ; véritable trilogie, dans le sens vrai du mot, puisque ce terme « constitue l'ensemble « des trois œuvres que les auteurs présentaient au concours pour « obtenir la couronne. » La couronne ! Il y a longtemps qu'en notre époque pressée elle a été décernée à M. P. Courteault. Ce n'est donc qu'un rappel qui peut lui être octroyé aujourd'hui, mais des plus honorables, car son ouvrage mérite à tous égards les éloges les plus complets.

Une édition définitive des Commentaires de Monluc s'imposait, en effet, depuis près de cinquante ans. C'est par là, et aussi par la biographie du maréchal, que voulait commencer M. P. Courteault, « s'il ne lui avait point paru, à mesure qu'il avançait dans la lecture des Commentaires, qu'il était d'abord indispensable d'étudier la valeur historique de l'œuvre qui devait en former la tra-
« me. » D'où sa première publication, préface magistrale et toute

(1) *Revue de l'Agenais*, t. xxxv, 1908, p. 185-192.

(2) *Idem*, t. xxxvi, 1909. Voir l'article de M. L. Bordes.

naturelle à celle d'aujourd'hui. C'est donc, armé de toutes pièces qu'il l'entreprend en dernier lieu, sûr que les lecteurs lui sauront gré de son exactitude rigoureuse, comme de l'ample moisson de renseignements inédits qu'elle leur fournit.

Peu de livres sont autant demandés que les *Commentaires de Blaise de Monluc*. C'est que la personnalité, toujours si discutée de l'auteur, ses brillants faits d'armes, « le charme de ses récits vivants, précis, remplis d'anecdotes variées, la valeur technique des conseils donnés par lui, la saveur enfin d'une langue vigoureuse et originale en font la source narrative la plus importante peut-être de l'histoire de France et d'Italie au xvi^e siècle. Or, jusqu'ici, on n'avait pas d'édition digne de ce nom. »

Et M. P. Courteault de rappeler, dans sa substantielle Introduction, non seulement la genèse et la composition du livre, comme les nombreux remaniements qu'il subit de la main même de Monluc, de 1571, époque de la première rédaction, à 1577, date de sa mort, mais encore les multiples éditions qui se sont succédé depuis la fin du xvi^e siècle jusqu'au commencement du xviii^e, « qui ne sont que des réimpressions sans valeur de l'édition originale, depuis celle de Florimond de Rœmond, la première, défectueuse, mal surveillée, volontairement incomplète de peur de l'autorité supérieure, jusqu'à l'édition toute moderne du baron Alphonse de Ruble. »

« L'édition, procurée de 1864 à 1867 par Alphonse de Ruble pour la Société de l'Histoire de France, marque, écrit M. P. Courteault, une date capitale dans l'histoire du texte des *Commentaires*. » Il a aussitôt soin d'en faire valoir toute l'importance, et il ne néglige rien pour rappeler les intéressantes découvertes de son prédécesseur, ses patientes recherches, ses habiles comparaisons des textes déjà connus, ses heureuses corrections, ses nombreuses additions. Malheureusement elle pêche encore en bien des points.

« De Ruble, écrit M. P. Courteault, prit pour base le texte des éditions ; mais il ne donna pas celui de l'édition originale. Il se servit de la réimpression de Buchon qui reproduit cette édition, avec les fautes qu'y ont ajoutées les nombreuses réimpressions intermédiaires... Il juxtaposa la première rédaction à la seconde, substitua partout l'orthographe du second manuscrit à celle de l'édition ; en un mot, il a donné un texte fabriqué arbitrairement au moyen d'un amalgame de la Vulgate et des manuscrits, sur tout du second. »

En outre, bien que son annotation ait rendu des services et qu'elle ait signalé de nombreux documents inédits permettant d'éclairer ou de contrôler le texte, sous bien des rapports elle est fautive; l'identification des noms de lieux presque nulle, surtout pour la partie italienne; et celle des noms de personnes, malgré de très louables efforts, insuffisante et souvent erronée.

Ces lacunes, M. P. Courteault, si bien préparé par ses travaux antérieurs, cherche avant tout à les combler. S'inspirant des règles de la nouvelle méthode critique, il reproduit scrupuleusement l'édition originale donnée à Bordeaux en 1592 par Florimond de Rœmond. Il se borne à en corriger les coquilles, les bévues, et il rétablit les quelques passages volontairement supprimés par l'éditeur. Dans ce texte, qui représente l'état des Commentaires à la mort de l'auteur, « il distingue par l'emploi de l'italique les additions nom-
« breuses et souvent significatives, que Monluc a faites à sa pre-
« mière rédaction. Un appareil critique donne les variantes des
« deux manuscrits, c'est-à-dire le texte de la première rédaction.
« Le lecteur a ainsi sous les yeux les divers états connus de l'œu-
vre. »

En outre, les notes que l'auteur s'est appliqué à rendre aussi nombreuses et aussi exactes que possible, comprennent « des re-
« marques critiques suggérées par la comparaison des différents
« textes; l'indication des emprunts faits par Monluc aux histo-
« riens et aux auteurs de mémoires antérieurs; l'indication des
« dates établies d'après les documents, et le redressement d'inter-
« versions chronologiques; une identification plus complète des
« noms de lieux et de personnes, dans la mesure où, d'après les
« multiples travaux sur le xvi^e siècle parus depuis quarante ans,
« elle est aujourd'hui devenue possible; les éclaircissements né-
« cessaires à l'explication des allusions; enfin, un commentaire
« critique, fondé sur une confrontation perpétuelle du texte avec
« les documents originaux et les travaux à ce jour. »

Cette nouvelle édition des Commentaires est accompagnée de cartes. Elle aura trois volumes et sera terminée par un Index qui facilitera les recherches.

Le premier volume seul vient de paraître. Il comprend une *Introduction* de M. P. Courteault; la *Harangue à la noblesse de Gascongne*, mise par Florimond de Rœmond en tête de l'édition originale; le *Préambule à Monseigneur le duc d'Anjou* par le seigneur de Monluc; enfin les *livres premier et second des Commentaires*

qui vont de l'année 1521 à l'année 1553. Il est suivi d'une *Carte* des opérations militaires de Monluc en Piémont. Il forme le fascicule 45 de la Collection de Textes destinés à l'étude et à l'enseignement de l'histoire, des origines au xviii^e siècle.

PH. LAUZUN.

* * *

Correspondance de Mgr de Belsunce, évêque de Marseille, composée de lettres et documents en partie inédits, publiée par le R. P. Louis-Antoine de Porrentruy, ex-définiteur général des frères mineurs capucins. — 1 vol. in-8° de 563 pages. Marseille, imp. J. et X. Aschero, 99, rue de Paradis, 1911.

L'admirable dévouement d'Henri de Belsunce durant la peste qui frappa sa ville épiscopale en 1720, la part considérable qu'il prit aux querelles du jansénisme et son attachement constant aux saines doctrines catholiques ont valu à cet évêque une auréole de gloire qui rend sa mémoire immortelle.

Ce prélat dont le souvenir est particulièrement cher à l'Eglise de France doit attirer d'une façon encore plus spéciale l'attention de l'Agenais où il passa toutes les années de son enfance et quelques-unes de son âge d'homme.

Lorsqu'en 1887 un religieux bénédictin de la congrégation de France, le R. P. Théophile Bérengier, publia en deux volumes in-8° la « *Vie de Monseigneur Henry de Belsunce, évêque de Marseille* », l'Agenais s'intéressa à l'œuvre mise en lumière et Jules Andrieu les catalogua dans la bibliographie agenaïse qu'il publiait en ce moment (1).

Malgré ses légers défauts, l'ouvrage du savant bénédictin méritait et a conquis l'estime du monde savant (2). Dans la pensée de l'auteur, ce monument devait avoir une suite. Ce complément que dom Th. Bérengier n'a pu nous fournir, un autre religieux, un capucin, vient de nous le donner.

(1) Sur *Monseigneur de Belsunce*, voir également : *Souvenirs du château de Born* par A. Capot, (*Recueil de la Société académique d'Agen*, II, 2^e série, p. 281-292) et *Lettres et Billets inédits de Mgr de Belsunce*, publiées par Ph.-Tamizey de Larroque (Bordeaux, 1897. Extrait de la *Semaine catholique de Bordeaux*) avec compte-rendu au tome xxiv (1897) de la *Revue de l'Agenais* par Ph. Lauzun.

(2) Voir sur cet ouvrage l'article élogieux d'Henri de l'Épinois, paru en 1887 dans la *Revue des Questions historiques*.

Les érudits, plus que d'autres, sont réjouis par l'apparition du nouvel ouvrage, car il leur sera permis, grâce à ce recueil de lettres, de retrouver dans leur forme primitive la plupart des éléments d'information auxquels dom Bérengier avait dû recourir pour composer la biographie du grand évêque de Marseille.

Le public, qui paraît de moins en moins s'intéresser aux travaux solides et de longue haleine, daignera peut-être faire une exception en faveur de la « *Correspondance de Mgr de Belsunce* », s'il réfléchit qu'avec ce livre il lui sera facile de faire, grâce à la multiplicité et à la variété des lettres, de nombreuses mais courtes et intéressantes lectures.

La piété filiale avait dicté au bénédictin marseillais sa biographie de Mgr de Belsunce. C'est le même sentiment qui a dirigé la plume du religieux capucin dans sa transcription de la correspondance du plus grand des évêques de sa ville d'adoption.

Dans la préface de chacun des ouvrages, la qualité des auteurs et les circonstances dans lesquelles ils ont composé leurs volumes s'affirme également quoique à des degrés divers.

Tandis que le savant bénédictin déplore les imperfections de son travail comme une conséquence inévitable de la dispersion de ses livres, lorsqu'il fut, lui et ses frères, violemment expulsé de l'abbaye de Sainte-Madeleine de Marseille ; son émule et continuateur, le courageux capucin, se réjouit des sages décisions prises par Pie X à l'encontre des associations cultuelles. Il compare le pontife régnant à ses illustres prédécesseurs, les Clément XI, les Innocent XIII, les Clément XII, les Benoît XIV. Pour terrasser l'hérésie et conjurer le schisme qui menaçaient la France naguère, comme jadis, le pape du xx^e siècle commençant a trouvé près de lui des conseillers sûrs et dévoués. A travers les lignes de l'ex-définiteur général des Frères Mineurs Capucins, on devine que ce religieux a connu non seulement le fameux rapport sur les associations cultuelles présenté à S. S. Pie X, mais encore les noms des consultants éminents par leur science qui en furent les auteurs et on soupçonne qu'en cette circonstance, comme jadis, les religieux capucins mirent leur dévouement et leur science au service du pontife romain.

L'épiscopat français et tout le clergé entraînant à leur suite le peuple fidèle ont montré au monde étonné que la France chrétienne était indéfectiblement attachée au siège infailible de Pierre.

Les cendres de Belsunce ont dû tressaillir dans sa tombe et son

âme, du haut des cieux, a fait retentir le cantique de la louange et de la reconnaissance en l'honneur du Christ qui aime toujours la France.

A l'exemple des éditeurs de la « *Correspondance de Bossuet* », le R. P. Louis de Porrentruy a reproduit dans son ouvrage non seulement les lettres d'H. de Belsunce, mais encore celles des correspondants du grand évêque. Cette façon de faire qui est excellente recevra certainement l'approbation générale. Quelques critiques peuvent cependant être faites : Au bas des pages on eut désiré plus de notes et dans l'ouvrage une parfaite unité.

Il ne nous appartient pas de savoir pourquoi les lettres qui se trouvent dans deux appendices ne figurent pas à leur place chronologique dans le corps de l'ouvrage ; elles étaient cependant connues du public savant. Nous regrettons qu'elles soient venues s'adjoindre si tardivement aux autres.

Un autre défaut du livre résulte de l'absence d'une table alphabétique de noms de lieux et de personnes. Un index de cette nature est indispensable à tout livre d'érudition de quelque importance. Il est fâcheux que l'auteur ne l'ait pas compris ou, s'il en avait conscience, qu'il n'ait pu réaliser une amélioration si nécessaire.

En somme, la *Correspondance de Mgr de Belsunce*, complément indispensable de l'ouvrage du R. P. Bérengier, est un livre qui mérite de prendre place sur les rayons de bibliothèque de tous ceux qui s'intéressent à la vie du grand évêque de Marseille.

Les Agenais pourront dans ce volume nouveau relire certaine pièce qui concerne la brouille de l'évêque d'Agen, Hébert, et de son ancien vicaire-général, H. de Belsunce. S'ils veulent être de bonne foi, tout en excusant les erreurs de l'évêque d'Agen, ils seront bien obligés de reconnaître que fidèle à la devise : « *Amicus Plato, magis amica veritas* », l'évêque de Marseille n'eut en vue dans cette lutte que les intérêts supérieurs de l'Eglise, et que l'ambition ne peut être mise au nombre des défauts de celui qui donna à diverses reprises des preuves non équivoques du plus entier désintéressement.

Comme tous les champions glorieux des libertés et des saines doctrines catholiques, Belsunce se vit en butte aux attaques passionnées des plus ardents ennemis du Pape. Aux yeux de l'histoire impartiale il mérite pour cela non des blâmes, mais au contraire de vives félicitations.

J. DUBOIS.

Le château de Herrebouc, par Ph. Lauzun. — Petit in-4^o de 56 pages, imprimerie Cocharaux, Auch.

Les « trusteurs » ne sont pas spéciaux au monde de la spéculation financière et industrielle : l'érudition et l'archéologie ont les leurs, que l'on félicite avec joie d'une conquête nouvelle, et que l'on salue très respectueusement, alors qu'on enfoncerait dédaigneusement le chapeau sur sa tête si l'on venait à rencontrer par hasard un des modernes rois du porc, du blé, du charbon ou de la gadoue... pardon ! de l'engrais, car ceux-ci ont élevé leur trône sur la misère de générations entières qu'ils ont ruinées, tandis que les autres se sont épuisés et apauvris pour le plus grand bien du patrimoine intellectuel de tous.

M. Philippe Lauzun est un de ces « trusteurs » aimés ; il s'est constitué, par droit de conquête scientifique, un royaume très particulier et très beau ; il est le roi incontesté des *Châteaux gascons*, non pas un roi fainéant, non pas même un conquérant paisiblement endormi sur ses lauriers, mais un conquistador toujours sous les armes, toujours aux aguets d'une prise nouvelle. Et c'est ainsi qu'il vient d'annexer à son œuvre la solide monographie du château de Herrebouc en Fézensac. Le premier château qu'il nous révélait était celui de Bonaguil, et la révélation eut lieu en 1867... il y a quarante-quatre ans de cela. Quarante-quatre années ! involontairement revient au bout de la plume certaine phrase de Tacite ; je la replonge dans l'encrier ; tout le monde la connaît, tous ceux qui me liront l'auront retrouvée dans un coin de leur mémoire. Latin pour latin, citation pour citation, je préfère le *Data fata secutus*, qui fut la devise des Saint-John. Et combien il a été fidèle au destin, celui qui vient de signer la monographie de Herrebouc ; vous allez rapidement en juger.

En 1867, un favorable concours de circonstances fit visiter à M. Lauzun l'admirable ruine qu'était alors le château de Bonaguil auquel Viollet-le-Duc, précisément, venait de consacrer une page importante de ce merveilleux *Dictionnaire d'architecture* qui a suscité tant de vocations heureuses, qu'on doit bien lui pardonner les tares sérieuses dont mon vieil ami vénéré, M. Anthime Saint-Paul, releva non sans vigueur le nombre surprenant. Séduit, comme il l'a écrit lui-même, par la beauté des ruines qui se dressaient devant lui, le jeune touriste n'eut qu'un désir : en connaître l'histoire, puis en faire part à tous ceux qui ont le culte du passé. D'abord il con-

sulta Viollet-le-Duc lui-même, puis il étudia directement les vieilles pierres du château, enfin, il s'obstina dans les recherches difficiles qui devaient faire revivre les constructeurs et les possesseurs de cette admirable forteresse capricieusement bâtie bien loin des chemins et des frontières ennemies. La première monographie parut peu après, puis fut suivie d'une seconde en 1884 et d'une troisième en 1897. Editions successives d'une même œuvre, diront peut-être les bibliographes de l'avenir : non, monographies nouvelles, refontes complètes du sujet au creuset des recherches incessantes et des observations ininterrompues. Mais n'anticipons pas. Donc, en 1867, le futur auteur de la monographie de Herrebouc conquérait son premier château.

J'ignore à quelle date il entreprit le siège du château de Xaintrailles, mais en 1874 il s'en était définitivement emparé. Des marches agenaises du Quercy, il s'était transporté sur celles de la Gascogne véritable, dans l'archiprêtré de Villandraut ; les colossales tours du rude Poton et les prestiges de Melusine, la pauvre « fée serpente », firent de lui pour quelques années un gascon très exclusif, qui ne « conquesta » plus qu'au pays du Condomois, Haut et Bas, et des d'Armagnac, où vécurent les Barbazan, les Gélas, les Lasséran de Massencôme, les Pardaillan, les Parabère.

L'auteur du *Quarante-Cinq* et des *Trois Mousquetaires* avait accrédité la légende du château gascon réduit aux dimensions d'une simple ferme, avec pour donjon un pigeonnier ; il en est de tels en effet sur les deux rives de la Garonne, et même ailleurs. Un simple coup d'œil sur les planches dont s'agrémentent le beau volume des *Châteaux gascons de la fin du XIII^e siècle*, qui fut le fruit de cette campagne outre-Garonne, montre assez que les manoirs gascons valent ceux de n'importe quel pays.

Victor Hugo raconte dans un des chapitres du *Rhin* que la signature de Gustave Adolphe sur les burgs démantelés se reconnaît aux deux tours seules conservées de tout l'édifice. Nul devastateur n'est venu, comme le grand capitaine suédois, imprimer sa marque sur les forts dispersés des deux côtés de la Baise, et pourtant je ne pus me défendre d'y songer quand, pour la première fois, je vis le château du Tauzia dresser sur l'horizon ses deux hautes tours comme des bras désespérés. Ces deux tours sont une signature aussi en ce sens qu'elles caractérisent la plupart des petites forteresses dont M. Lauzun a excellemment défini le type ; un type très particulier qu'on ne retrouve guère qu'en Angleterre, devers le Pays de Galles. Sept châteaux furent étudiés dans cette brillante campa-

gne, Tauzia, Massencôme, La Gardère, le Busca, Lébéron, Le Guardès et Pardaillan, groupés autour de Valence-sur-Baïse, d'où leur historien peut les contempler à peu près tous, presque sans sortir de chez lui. En 1894, l'œuvre était terminée. De Valence-sur-Baïse, l'infatigable explorateur des vénérables édifices crénelés et tourelés, transporta son centre d'action à Agen et commença une campagne non moins active, parfois aidé pourtant par des collaborateurs tels que M. Georges Tholin et l'abbé J. Dubois.

En Gascogne, les châteaux monographiés dataient surtout du moyen-âge ; en Agenais, sauf Gavaudun et Barbaste, ils sont principalement de la Renaissance depuis ses tous premiers débuts qui s'épanouissent si brillamment à Perriart, jusqu'à sa chute dans le style Louis XIII — ce qu'on nomme à présent le style barroque — si noble encore dans ce qui reste du château de Calonges. Et entre ces extrêmes que de beaux logis seigneuriaux pour caractériser toutes les étapes de cette merveilleuse période architecturale ; le château de Nérac, le château d'Estillac, le château de Lauzun, le château de Prades... et j'en oublie, à preuve le château de Causac dont la monographie est précisément devant moi.

Entre temps, M. Lauzun était revenu en Gascogne pour y étudier le château de Balarin ; et d'une nouvelle course qu'il y fit dernièrement, il a rapporté l'étude sur Herrebouc ; combien cela fait-il de châteaux publiés par l'infatigable explorateur, une grosse vingtaine au moins... et vous jugerez bien qu'il n'est pas encore satisfait si vous lisez attentivement la courte mais très substantielle étude d'ensemble qu'il écrivit sur les « *Châteaux de l'Agenais* » pour faire connaître notre architecture militaire aux membres du Congrès archéologique d'Agen ; on lit là les noms des châteaux de Blanquefort, de Duras, de Cahuzac, de Clermont-Dessus, d'Espiens, de Nazaret de Lustrac, de Longueville, d'Aiguillon... je me lasse de les transcrire, dont chacun a sûrement, dans le cabinet de travail de notre ami, un carton déjà plein de notes, d'où sortira un jour sa monographie digne de celles qui l'ont précédée.

Et le château de Herrebouc ? demanderez-vous. Ma foi, je n'ai plus de place pour en parler et je le regrette ; mais je suis heureux pourtant d'avoir pu, à son sujet, rappeler en quelques lignes trop rapides la belle série d'études qui ont précédé celle-ci, et qui restera l'œuvre par excellence du vaillant travailleur qu'est M. Philippe Lauzun.

J. MOMMÉJA.

NÉCROLOGIE

LÉOPOLD PAYEN

(1830-1891)

Le 17 août dernier est décédé à Agen, à l'âge de 81 ans, après une longue maladie, M. Pierre-Damien-Léopold Payen, architecte honoraire du département de Lot-et-Garonne, membre résidant de la Société des sciences, lettres et arts d'Agen.

M. Léopold Payen était né à Agen, le 22 février 1830. Après avoir suivi les cours du professeur Bartayrès (1), il entra à l'Ecole nationale des arts et métiers d'Angers, où il se familiarisa avec la technique des métiers. Il rentra à Agen au commencement de 1848, et devint le collaborateur assidu de son oncle, Gustave Bourrières (2), architecte du département, dont le père, lui-même, avait déjà occupé ces fonctions. Guidé par cet homme d'une compétence éprouvée, il prit goût à l'étude de l'architecture, et pour acquérir les connaissances variées que comporte cet art, se rendit à Paris où il fut admis dans l'atelier du maître Henri Labrousse (3). Là, il eut pour camarades Bouwens Van der Boyen (4), Guadet (5),

(1) Bartayrès (Antoine), mathématicien et naturaliste, né à Villeneuve-sur-Lot le 16 juillet 1773, mort à Agen, le 10 janvier 1857.

Professeur de sciences, secrétaire perpétuel de la Société des sciences, lettres et arts d'Agen, il a publié une longue série de travaux qui figurent au premier rang par leur utilité et leur importance. (Voir : *La Société académique d'Agen*, par M. Philippe Lauzun, Paris, A. Picard et fils, 1900 in-8°; *Bibliographie générale de l'Agenais*, par J. Andreux. Paris, A. Picard et fils; Agen, J. Michel et Médan, 1886, 3 vol. in-8° dont un de supplément.)

(2) Bourrières (Bernard-Gustave), né aux Claus (Tarn-et-Garonne), le 10 janvier 1807, mort à Agen, le 12 septembre 1867. Architecte du département de Lot-et-Garonne, membre résidant de la Société des sciences, lettres et arts d'Agen.

(3) Labrousse (Henri), architecte et professeur d'architecture français, né à Paris, le 11 mai 1801, mort à Fontainebleau, le 24 juin 1875. Elève de Vaudoyer et de Lebas, il obtint, en 1824, le premier grand prix d'architecture. (Voir : *La Grande Encyclopédie*. Paris, H. Lamirault et C^e, 31 vol. in-4°.)

(4) Bouwens van der Boyen (William-Oscar-Wilford), architecte, né à La Haye le 13 septembre 1834, reconnu citoyen français le 4 octobre 1868. Inspecteur des travaux du Conservatoire des arts et métiers, il obtint une médaille d'argent à l'Exposition universelle de 1889. (Voir : *Dictionnaire universel des contemporains*. Paris, Hachette et C^e, 1893, vol. gr. in-4°.)

(5) Guadet (Julien), architecte français, né à Paris le 15 décembre 1834, mort le 9 juillet 1881. Il obtint à l'Ecole des beaux-arts, en 1864, le second

Baudot (1) qui devaient devenir, plus tard, des architectes renommés. Au milieu de tels amis, et en présence du mouvement nouveau qui se dessinait pour la restauration des monuments historiques ; assistant à la construction de la bibliothèque Sainte-Genève, et travaillant sous les yeux de son maître, M. Payen se trouva tout préparé à appliquer les idées nouvelles sur l'emploi du fer dans les constructions, à faire de l'architecture plus rationnelle qu'on n'en faisait, alors, en province. L'enseignement du moment recevait la magistrale impulsion de Quicherat (2) et de Viollet-le-Duc (3) vers l'étude du moyen-âge ; de Duban (4), de Labrousse (5) et de Baltard (6) vers les études antiques avec de nouveaux moyens de construction. De retour à Agen, M. Payen rejoignit son oncle Bourrières, et ensemble ils eurent des travaux nombreux et importants à exécuter, notamment les gares, stations et maisonnettes des garde-barrières de la ligne des chemins de fer du Midi, de Moissac à Aiguillon, Agen compris. Ces travaux terminés, une Société française, qui avait entrepris la construction à Santander d'un quartier neuf sur de larges portions desséchées de la baie, offrit à M. Payen une place dans ses bureaux. Mais il fut contraint de différer son départ, de sorte que, arrivé à Santander, il se trouva que le travail réservé pour lui avait été donné à un autre. Toutefois, il fut adjoint aux ingénieurs pour le relevé des terrains voisins du port. Pendant son séjour en Espagne, Payen se mit en rapport avec M. de Lajonquière alors occupé à étudier les gisements métallurgiques des montagnes situées autour de Santander. Ce chimiste éminent, ex-préparateur de Chevreul (7), s'attacha le jeune architecte qui eut ainsi

prix de Rome. (Voir : *Dictionnaire des contemporains*, Paris, Hachette et C^e, 1893, in-4°.)

(1) Baudot (Joseph-Eugène-Anatole de), architecte français, né à Sarrebourg, le 14 octobre 1834. Il a dirigé, avec Viollet-le-Duc fils, la *Gazette des Architectes et du Bâtiment*, et avec P. Chabat, le *Journal de Menuiserie*. (Voir : *Dictionnaire des contemporains*, Paris, Hachette et C^e, 1893, in-4°.)

(2) Quicherat (Jules-Etienne-Joseph). Archéologue français, né à Paris, le 13 octobre 1814, mort dans cette ville, le 8 avril 1882.

(3) Viollet-le-Duc, (Eugène-Emmanuel). Architecte français, né à Paris, le 27 janvier 1814, mort près de Lausanne (Suisse), le 17 septembre 1879.

(4) Duban (Jacques-Félix). Architecte français, né à Paris, le 14 octobre 1797, mort à Bordeaux, le 20 décembre 1870.

(5) Voir ci-dessus.

(6) Baltard (Victor). Architecte français, né à Paris, le 19 juin 1805, mort dans cette ville, le 8 avril 1882.

(7) Chevreul (Michel-Eugène). Chimiste français, né à Angers, le 31 août 1786, mort à Paris, le 9 avril 1889. Professeur de chimie au Muséum, membre

l'occasion de développer ses connaissances scientifiques. M. Payen rentra en France en juin 1860, et, le 17 octobre suivant, il se mariait à Agen avec sa cousine Bourières (1), fille de l'architecte. A partir de ce jour, il devint, pour ainsi dire, l'associé de son beau-père. Ensemble, ils construisirent, à Agen, l'église des Carmes, sur le coteau de l'Ermitage, la maison des Petites Sœurs des pauvres, avenue de Bordeaux, et le Temple protestant, cours Victor Hugo.

Le 31 décembre 1865, M. Payen était nommé architecte du département en remplacement de son beau-père dont l'état de santé laissait beaucoup à désirer. Le nouveau titulaire, qui avait fait l'intérim du service du département pendant trois ans, devait occuper ce poste jusqu'au 31 décembre 1905, soit pendant quarante ans, jour par jour. Durant cette longue période, il dirigea de nombreux travaux. Parmi ces œuvres les plus importantes, il faut citer : l'achèvement de la restauration de l'église Saint-Hilaire, ancienne église des Cordeliers, commencée par Verdier (2) ; la construction du piédestal de la statue de notre immortel poète Jasmin, œuvre dont il était justement fier ; des travaux de perrons et de décoration intérieure à la Préfecture d'Agen dont la plupart furent détruits par l'incendie de 1904 ; la construction de la flèche de Sainte-Foy, alors que l'église existait encore, et harmonisait de sa masse l'élancement du clocher ; celle de l'Asile des aliénés d'Agen, travail encore nouveau, à ce moment, et pour lequel la documentation était difficile ; celle d'une partie de l'église du Sacré-Cœur, sur le plan d'Abadie (3) ; celle de l'Ecole normale de filles, à Agen ; et enfin, des travaux d'écoles et de restauration de monuments historiques.

Telle a été l'œuvre de M. Léopold Payen comme architecte. Il est peu d'existences aussi laborieuses que la sienne. Une probité portée jusqu'au scrupule, une grande générosité de sentiments, une

de l'Institut, il obtint, en 1852, le prix de 12.000 francs fondé par le marquis d'Argenteuil au profit de la Société d'encouragement. (Voir : *La Grande Encyclopédie*. Paris, H. Lamirault et C^{ie}, 31 vol. in-4°.)

(1) Voir ci-dessus.

(2) Verdier. Architecte de la ville d'Agen et de l'arrondissement de Nérac, inspecteur des édifices diocésains.

(3) Abadie (Paul). Architecte français, né à Paris, le 9 novembre 1812, mort à Chatou, le 2 août 1884. Archéologue de beaucoup de science et de goût, il a restauré de la façon la plus intelligente de nombreux édifices religieux. Il était membre de l'Académie des Beaux-Arts. (Voir : *Grand Dictionnaire universel du XIX^e siècle*, par Pierre Larousse. Paris, 1866-1878, 17 vol. gr. in-4°.)

extrême bienveillance guidaient ses actes vis à vis de tous ceux qui, à un titre quelconque, étaient placés sous ses ordres. Aussi, quand se fonda la Société du musée d'Agen, nul ne fut mieux préparé que lui à faciliter sa tâche. Ainsi, il assuma la responsabilité de toutes les réparations à effectuer aux hôtels d'Estrades et de Vaurs offerts gracieusement par la Ville pour l'installation des collections. Et il obtint de tous les ouvriers employés à cette œuvre des prix de faveur qui permirent de faire exécuter ces travaux de restauration dans des conditions particulièrement avantageuses. Peu satisfait de cet effort, si considérable pourtant, Payen tint à donner au Musée, dont il était membre fondateur, une preuve encore plus grande de l'intérêt qu'il portait à sa prospérité : il lui fit le sacrifice d'un grand nombre d'objets de valeur, notamment une torsade d'or, celtique, de provenance Irlandaise, trouvée, rue des Colonels-Lacuée ; un des trente-un bijoux importés d'Irlande dans la Gaule, au ^{III}^e siècle avant notre ère ; le Cippé aux charmantes figures, représentant les quatre saisons, un des plus beaux restes de l'art de la renaissance qu'on ait découvert à Agen ; des chapiteaux romans et des poteries romaines et mérovingiennes (1).

M. Léopold Payen appartenait à notre Société académique depuis l'année 1873. Il n'a, durant sa vie, publié aucun ouvrage. Sa santé le tenait éloigné depuis bien des années de nos séances, et beaucoup de nos collègues n'ont pu le connaître ; mais les plus anciens d'entre nous n'ont pas oublié sa parfaite droiture de jugement et son affabilité.

Ses obsèques ont été célébrées en l'église Saint-Hilaire, au milieu d'une très nombreuse assistance.

Le deuil était conduit par son fils, M. Edouard Payen, architecte du département, et son gendre M. le vice-amiral Bellue, commandant en chef de la deuxième escadre. Le char funèbre, orné de fleurs et de couronnes, et escorté par une section en armes de sapeurs-pompiers, était précédé de deux draps mortuaires dont les cordons étaient tenus par MM. Chauvelot, notaire, le D^r Flèche, le lieutenant-colonel Marion et Lerou, juge au tribunal de commerce pour le premier ; par MM. Bitaubé, secrétaire-général de la Préfecture, membre résidant de la Société des sciences, lettres et arts

(1) Grâce à la générosité de ses enfants, son riche médailler presque exclusivement formé de pièces recueillies dans le Lot-et-Garonne va prendre prochainement place dans les belles collections locales de notre Musée.

d'Agen ; Mauran, président du Tribunal de Commerce ; David, chef de division à la Préfecture ; Fumadelles, sculpteur, directeur de l'école municipale de dessin de la ville d'Agen, et Barrère, agent de change, pour le second.

Au cimetière, M. Mauran, président du Tribunal de Commerce, ancien président du Syndicat des entrepreneurs, adressa en termes émus un dernier adieu à notre regretté collègue.

Au nom de la Société académique d'Agen, je prie sa famille, et tout particulièrement son fils, notre sympathique confrère, de bien vouloir agréer l'expression des vifs regrets que nous cause la mort de M. Léopold Payen, et des souvenirs affectueux que nous conserverons à sa mémoire.

V. CALVET.

JOSEPH DE GAULEJAC

Trois mois à peine s'étaient écoulés depuis le décès de Léopold Payen, qu'un nouveau deuil frappait la Société académique d'Agen. Le 2 décembre dernier, en effet, mourait, en son domaine de Baralayre, près de Sauvagnas, M. Joseph de Gaulejac, membre résident, âgé de 69 ans.

Sa vie fut particulièrement bien remplie.

En même temps que son frère Albéric, docteur en médecine, Joseph de Gaulejac vint se fixer, tout jeune, à Agen. Il s'y maria, et entra dans une famille des plus honorables du haut commerce agenais. Mais, bien qu'il ait été appelé à faire partie pendant assez longtemps du Tribunal de Commerce de notre ville, le négoce n'était point son affaire. Son goût pour l'étude, le travail et surtout les beaux-arts, se développait chaque jour davantage, et les succès qu'obtinent ses premiers essais ne firent que l'encourager à persévérer dans cette voie. Justement vantées et appréciées des connaisseurs furent ses sculptures sur bois, ses ornements si délicates de meubles, ses bustes surtout, dont profitèrent quelques-uns de ses amis, et particulièrement ses terres cuites. Son chef-d'œuvre n'est-il pas le buste de Scaliger qu'il donna au Musée d'Agen et qui fut sa carte d'entrée à la Société académique de cette ville ?

C'est en qualité d'artiste, en effet, qu'il lui fut présenté, et comme tel que ses collègues s'empressèrent de l'admettre parmi eux.

Mais si Joseph de Gaulejac n'a laissé dans les Recueils ou Bulle-

tins de cette Société, aucune trace de son passage, si on ne peut citer aucun écrit de lui sur les questions ou les études chères à cette Compagnie, il n'assistait pas moins à ses séances, très assidu au début, heureux de prendre part à ses discussions, de s'associer à ses travaux.

L'agriculture cependant l'attirait de plus en plus, et c'est bientôt tout entier qu'il s'y adonna, quittant la Société académique pour le Comice agricole, mais non sans avoir eu soin de rappeler, dans le très éloquent discours qu'il prononça à l'un des derniers concours d'Agen, où il avait su grouper autour de lui, sans distinction de partis, toute l'élite des agriculteurs du Lot-et-Garonne, que le Comice agricole d'Agen devait son existence à la Société académique de cette ville, qu'il « était issu de l'une de ses cotes », selon l'heureuse expression d'Adolphe Magen, et que ce n'était pas lui faire une infidélité que de la délaisser pour se vouer au bonheur de son enfant.

À dater de ce moment, J. de Gaulejac ne s'occupa plus que de ses exploitations agricoles, les surveillant toute l'année, modifiant leur économie, y introduisant les systèmes nouveaux de culture, se livrant à de multiples expériences, dont quelques-unes furent des plus concluantes, et ne cessant pendant plus de vingt ans d'en faire profiter, non seulement son entourage immédiat, mais aussi ses collègues du Comice. Innombrables sont les communications qu'il y a faites, soit écrites, soit orales, et ce n'est pas trop de dire que dès son entrée, il y jouit d'une autorité incontestée.

Reconnaissante des services qu'il lui rendait chaque jour, l'Assemblée ne tarda pas à le mettre à sa tête, nul autre ne se présentant plus compétent, plus dévoué que lui. Pendant dix ans, Joseph de Gaulejac a été président du Comice agricole d'Agen, jetant sur ses réunions un lustre qu'il n'avait jamais connu.

Aussi la Compagnie fut-elle cruellement déçue le jour où, uniquement par scrupule, il crut devoir donner sa démission. pour répondre aux exigences d'un grand nombre d'agriculteurs, ses obligés, qui le forcèrent d'accepter la candidature à la députation dans l'arrondissement d'Agen. Par deux fois, en 1902 et 1906, il arbora le drapeau libéral, n'apportant comme programme que le seul souci des revendications agricoles. Sa voix ne fut pas écoutée. Mais une imposante minorité lui prouva chaque fois combien nombreux étaient ses amis qui lui étaient restés fidèles.

Retiré plus que jamais à la campagne, Joseph de Gaulejac, de-

puis lors, ne fit plus que de rares apparitions à Agen. Il s'y est éteint dernièrement, emportant le souvenir d'un homme de bien, dans toute l'acception du mot.

Ses obsèques ont été célébrées en l'église de Sauvagnas. Au moment où le cercueil sortait de l'église pour prendre la direction du cimetière d'Agen, où a eu lieu l'inhumation, le sympathique président actuel du Comice agricole d'Agen, M. Henri de Blaviel, a exprimé, d'une voix émue, la douleur que causait à toute la population de la contrée la perte de celui qui si longtemps l'avait encouragée de ses conseils et de son expérience, se faisant en même temps l'interprète des sentiments de ses collègues du Comice agricole.

A cette touchante manifestation la Société académique d'Agen tient à s'associer, et elle prie la famille de Gaulejac de vouloir bien agréer l'expression de ses condoléances, comme de ses profonds et plus sympathiques regrets.

PH. LAUZUN.

PROCÈS-VERBAUX

des Séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen

Séance du 9 novembre 1911.— Présidence de M. Calvet

La Société procède au renouvellement de son bureau pour 1912. M. le chanoine Durengues, vice-président, est nommé président, M. Ferrère, professeur au lycée Bernard Palissy, vice-président.

M. le Secrétaire annonce la perte que vient d'éprouver la Société en la personne de M. Léopold Payen, ancien architecte départemental, membre résidant. Il donne la parole à M. Calvet, qui, en termes émus, retrace la vie toute de travail, d'honneur, de probité de M. L. Payen. Il le suit dans toutes les phases de son existence, et il énumère les principales et les plus remarquables de ses œuvres architecturales. La Société s'associe unanimement à cet éloge, et elle adresse à sa famille et particulièrement à son fils M. Edouard Payen, membre également résidant, l'expression de ses plus sympathiques regrets.

L'échange de la *Revue historique et archéologique du Béarn et des pays basques* avec la *Revue de l'Agenais* est autorisé.

Dans sa dernière séance, la Société avait émis le vœu que la rue des Charretiers, où il était né, fût dénommée rue Laulanié, en souvenir des importants travaux scientifiques qu'a laissés notre compatriote, ancien directeur de l'Ecole vétérinaire de Toulouse. En réponse à la lettre qui lui a été adressée à cet effet, M. le Maire de la ville d'Agen fait savoir qu'en vertu d'une délibération du Conseil municipal du 9 mai 1883 et d'un décret du 23 mai suivant, le nom de Jasmin a été attribué à cette rue. On ne saurait la débaptiser. Il en est de même de la plupart des rues voisines, « lesquelles, écrit M. le Maire, rappellent quelques particularités locales dont il est bon « de perpétuer le souvenir ». En présence de ces difficultés, il demande « que la Société veuille bien désigner les voies qui pourraient « sans inconvénient porter le nom de Laulanié », heureux de s'associer au légitime hommage qu'elle veut bien rendre à sa mémoire.

La Société remercie M. le Maire de sa proposition. Elle se félicite de partager sur ce point les mêmes sentiments que lui, et elle estime

qu'on pourrait, sans inconvénients, donner le nom de *rue Laulanié*, soit à la rue des Iles, ou à la rue Caillou, toutes deux voisines, ou encore à l'impasse Jasmin, où Laulanié possédait une maison.

M. Bitaubé demande que le discours prononcé, lors de l'érection du buste de Laulanié dans la cour de l'Ecole vétérinaire de Toulouse, soit imprimé dans la *Revue de l'Agenais*, et que l'image du monument y soit également reproduite. Ce qui est adopté.

La Société donne son adhésion à la *Société des Etudes locales dans l'Enseignement public*, qui vient de se fonder à Paris et dont le but est d'encourager : 1° Les études d'intérêt local parmi les membres de l'Enseignement à tous les degrés ; 2° L'adaptation des résultats des études de ce genre à l'enseignement dans l'esprit de la circulaire ministérielle du 25 février 1911 qui convie les membres de l'Enseignement primaire à enseigner le plus possible, dans leurs écoles, l'histoire et la géographie locales.

M. Bonnat appelle l'attention de la Société sur le projet de démolition de la très intéressante *Maison Labails*, de Casteljalous, et la menace de disparition prochaine des curieux médaillons apposés sur sa façade, et qui, croit-on, représentent les sires d'Albret. La Société fera pour leur conservation tout ce qui sera en son pouvoir.

M. Lauzun donne lecture d'un compte-rendu très détaillé du remarquable article que M. le docteur Emmanuel Labat vient de publier dans le numéro du 1^{er} juillet de la *Revue des Deux-Mondes*, sous le titre de : *En Gascogne ; à propos du problème de la Natalité*. Déjà, l'an passé, il avait appelé l'attention de ses collègues sur les pages où l'auteur déplore l'abandon de la terre gasconne. Aujourd'hui c'est le problème de l'hyponatalité qu'il voudrait résoudre, nom nouveau qu'il entend donner à cette plaie dévorante de notre beau pays. Il en indique les causes, en déduit les effets, et se demande anxieusement quels remèdes pourraient y être appliqués. Sur les cartes, dressées à cet égard, la tache noire de la Gascogne est la plus sombre de toutes. A côté des causes générales, ne se trouve-t-il pas des causes locales et particulières qui correspondent à tout, à l'économie politique, à la médecine, à la législation, aux questions fiscales, à la morale, à la religion ? M. le docteur Labat cherche à les établir, « sujet ingrat et pénible, écrit-il ; car, l'analyse, poussée « à fond, d'un mal social, grave et même humiliant, ne laisse pas « d'avoir quelque dureté, la dureté des doigts du médecin, dont les « pressions douloureuses sur une région du corps enflammée cher- « chent le signe qui permettra le diagnostic et le traitement ».

M. l'abbé Dubois donne enfin communication de quelques extraits fort curieux d'un livre de raison agenais, de 1561. Cette date fait sa valeur. Il fut écrit, tout d'un trait, par Messire Jehan de Belot, conseiller du Roi au Parlement de Bordeaux, et il relate la quantité de dettes, avec les noms des débiteurs, dues à Messire Arnaud de Raffin et à sa femme Marguerite, dame d'Auterive. Il intéresse plus particulièrement la région de Cancon et la juridiction de Castillonnès.

MM. le docteur de Gaulejac et Ph. Lauzun présentent la candidature, comme membre résidant, de M. le docteur Emmanuel Labat. Il sera procédé à son élection à la prochaine séance.

Séance du 7 décembre 1911. — Présidence de M. Calvet

M. le Président fait part de la perte que vient d'éprouver la Société en la personne de M. Joseph de Gaulejac, membre résidant, décédé le 2 décembre dernier, en sa propriété de Baratayre, près de Sauvagnas. Il rappelle les qualités du défunt, sa bonté, son obligeance, sa modestie, ses talents si appréciés d'artiste et de sculpteur, et son dévouement absolu au Comice agricole d'Agen, dont il fut longtemps président. Il prie sa famille, au nom de la Société académique, de vouloir bien agréer l'expression de ses sentiments de condoléance et ses plus vifs regrets.

Le prochain Congrès des Sociétés savantes ainsi que celui des Sociétés des Beaux-arts des départements se tiendra, le premier à la Sorbonne, le second à l'Ecole des Beaux-arts, à Paris, du mardi 9 au samedi 13 avril prochains.

M. le docteur Emmanuel Labat, de Laplume, est nommé membre résidant. Sur le rapport de M. Labadie-Lagrave sur ses ouvrages allemands envoyés, M. le Dr Joseph Kawodny, de Freudenthal, (Silésie-Autriche), directeur de l'Ecole agronomique de cette ville, archéologue et historien, est ensuite nommé membre correspondant.

M. Chaux rend compte de l'état de la Porte de Durance, propriété de la Société. Il résulte de sa dernière visite que sur un des côtés plusieurs arbrisseaux, ayant poussé, ont disjoint quelques pierres. Ils seront coupés et les pierres cimentées.

M. l'abbé Marboutin demande que la crypte des martyrs, située sous l'autel de la chapelle dite des Pénitents-Gris, soit, en vertu de sa haute antiquité et de sa pieuse destination, classée comme monument historique. A l'unanimité la Société s'associe à ce vœu.

En termes émus, M. Momméja annonce la mort toute récente d'Edouard Forestié, de Montauban. Il rappelle sa vie toute de labeur et de dignité, l'estime dont partout il était entouré, et aussi ses nombreux travaux dont beaucoup intéressent l'Agenais. Il convie la Société, qui avait eu de fréquents rapports avec lui, à s'associer aux regrets qu'il adresse à sa famille éplorée.

M. l'abbé Marboutin donne enfin connaissance d'un volumineux dossier, inédit, sur la famille de Toussaint Louverture, et il en cite quelques extraits fort curieux, notamment : des Notes historiques sur l'expédition du général Leclerc à Saint-Domingue; un Mémoire adressé en janvier 1817 par le fils du célèbre général noir, Isaac Louverture, au roi Louis XVIII, pour lui demander la cessation de la malveillance dont il est l'objet; enfin des détails sur le séjour de cette famille d'abord à Bayonne puis à Agen, où elle demeura longtemps, et y soutint contre un certain Placide Séraphin Clerc, frère utérin d'Isaac, un procès dont un des avocats fut maître Chaudordy.

PH. L.

TABLE MÉTHODIQUE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME XXXVIII

ARCHÉOLOGIE

Archéologie préhistorique

Au pays des Sotiates. Meylan, 142; Découverte d'antiquités romaines à Sos, 526; Une borne milliaire à Sos, 530; Découverte de tombeaux anciens à Cauzeaugrand, 532; Saint-Martin d'Albret près de Sos, 533; Une verrerie à Lisse au xviii^e siècle, 536, par Ch. Bastard.

Archéologie religieuse

Un autel chrétien du vi^e siècle, par R. Marboutin, 233.

Archéologie civile

Souvenirs du vieil Agen. La Porte de Garonne ou Pont-Long, 93. — La Porte Saint-Antoine, 189. — La Porte Saint-Georges, le pont Saint-Georges et le quartier Saint-Hilaire, 381, par Ph. Lauzun.

Les plaques de cheminées primitives, Agenaises ou Périgourdines, par J. Momméja, 123, 246.

Archéologie militaire

Le château de Plenesclves et ses seigneurs, par R. Marboutin et J. Dubois, 1.

Le château de Castelhoubel, par R. Marboutin, 285, 398, 477.

BEAUX-ARTS

Un musée d'art chrétien hispano-mexicain, par J. Momméja, 323, 423.

HISTOIRE

Histoire religieuse

La grange de Fonclaire, fondée par des religieux Prémontrés, par P. Dubourg, 17.

L'abrégé de l'histoire de Saint-Maurin, par un religieux bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur, par Armand Vacquié, 409, 538.

Histoire régionale, civile et militaire

- Le château de Pleneselves et ses seigneurs, par R. Marboutin et J. Dubois, 8.
Pierre de Villemon et son mariage avec Marguerite de Meilhoc, par J. Dubois, 105.
La Grande Peur de 1789 dans le Haut-Agenais, par P.-H. Guilhamon, 435.

Histoire municipale

- Un an de consulat au Mas-d'Agenais, par M. Joret, 65.
La maison Saint-Martial d'Agen ; ses propriétaires, ses hôtes, par A. Durengues, 217.
Villeréal, par Benaben, 304, 509.

Histoire sociale

- La prépondérance politique du Midi à propos d'un travail de M. F. Mauroux, par le comte de Dienne, 240.
Le recensement de 1911, par R. Bonnat, 494.

Histoire révolutionnaire

- Les Conventionnels en exil, à propos d'un livre récent, par R. Bonnat, 148.

DOCUMENTS INÉDITS

- Extraits de la Correspondance de J.-J. de Cossaune (1772-1785), par J.-B. Guilhamon, 43.
Correspondance de l'abbé Etienne Perpignan, curé de Damazan, avec le cardinal de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse (1824-1828), par P. Dubourg, 200.
Deux ans de mission scientifique en Algérie (1840-42). Dernières lettres de Bory de Saint-Vincent, publiées par Ph. Lauzun, 254, 348, 445.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

- Histoire de la carte à jouer en Guienne, par A. Nicolai (*J. Dubois*), 84.
Le fonds d'Armagnac aux Archives départementales de Tarn-et-Garonne (*Ph. Lauzun*), 164.
Correspondance de Bossuet (*J. Dubois*), 173.
Les Conspirations de Jean de Batz, par le baron de Batz (*J. Dubois*), 174.
La Coutume d'Agen, par Henry Tropamer (*Ph. Lauzun*), 267.
Les Vacances du Petit Naturaliste, par Paul Maryllis (*Ph. Lauzun*), 272.

La Grande Peur de 1789, par Ed. Forestié (*J. Dubois*), 275.

Les registres paroissiaux de la Gironde, par P. Meller (*J. Dubois*), 276.

En Gascogne. A propos du problème de la natalité, par le docteur Emm. Labat (*Ph. Lauzun*), 462.

Recherches historiques et statistiques sur la commune de Cocumont (arrondissement de Marmande (L.-et-G.), par A. Veilhon (*Ph. Lauzun*), 470.

La bastide de Geaune, en Tursan, par B. Saint-Jours (*J. Dubois*), 472.

Commentaires de Blaise de Monluc publiés par P. Courteault (*Ph. Lauzun*), 519.

Correspondance de Mgr de Belsunce publiée par le R. P. Porrentruy (*J. Dubois*), 552.

Le château de Herrebouc, par Ph. Lauzun (*J. Momméja*), 555.

SCIENCES

Paléontologie

Sur un gisement de vertébrés fossiles dans la commune de Laugnac, par R. Fourteau, 78.

Sur quelques *Helicidæ* des environs d'Agen, par R. Fourteau, 171.

NÉCROLOGIE

Le baron Pierre de Gervain, par J. Dubois, 182.

Léopold Payen, par Calvet, 558.

J. de Gaulejac, par Ph. Lauzun, 562.

CHRONIQUE RÉGIONALE

Echange de bons procédés (*F. Ferrère*), 85.

Congrès des Sociétés savantes en 1911, 86.

Union historique et archéologique du S.-O. (*Ph. Lauzun*), 86, 277, 364.

Lou Laré Gascoun, 86.

Le libertinage devant le Parlement de Paris. Le procès de Théophile de Viau, 87.

Commission lot-et-garonnaise des sites et monuments naturels de caractère artistique (*R. Bonnat*), 176.

Fêtes du millénaire normand, 278.

Congrès de la Société française d'archéologie en 1911, 179.

Conservation des Monuments historiques et des objets mobiliers (*Ph. Lauzun*), 180, 281.

- Lettre de Maurice Barrès, 279.
La maison du Sénéchal et le clocher de la vieille église de Saint-Hilaire devant le Conseil municipal d'Agen, 280.
A la mémoire du professeur Laulanié, 280.
Protestation contre le projet de loi relatif aux fouilles intéressant la paléontologie et l'archéologie, 377.
L'Escole Gaston Phebus à Capvern et à Mauvezin, les 27 et 28 août 1911 (*Ph. L.*), 473.
Inauguration de la statue de Romas à Nérac (*Ph. L.*), 474.
Concours ouvert à Castres (Tarn), 475.

PROCÈS-VERBAUX DE LA SOCIÉTÉ (1911)

- Séance du 5 janvier, 89.
— du 2 février, 90.
— du 2 mars, 186.
— du 6 avril, 187.
— du 4 mai, 282.
— du 1^{er} juin, 283.
— du 6 juillet, 379.
— du 9 novembre, 565.
— du 7 décembre, 567.

TABLE DES PLANCHES ET PLANS

- Le château de Pleneselves, 1.
— Serrure de la principale porte d'entrée du château de Pleneselves, 4.
La porte de Garonne en 1648, 93.
Plan de la porte de Garonne en 1782, 95.
La porte de Garonne en 1782, 96.
Plaque de cheminée hollandaise aux armes de France, 123.
Plaque de cheminée du musée de Saintes, 132.
La porte St-Antoine en 1648, 189.
Plan de la porte St-Antoine en 1782, 190.
Un autel chrétien du vi^e siècle, 233.
Portrait de Bory de St-Vincent en 1840, 254.
Le château de Castelnoubel (côté nord), 285.
Plan du château de Castelnoubel, 291.
Le pont St-Georges, 381.
Plan des quartiers St-Georges et St-Hilaire en 1782, 382.
Clocher de la vieille église de St-Hilaire, 387.
Château de Castelnoubel, cour intérieure avant la restauration, 477; Galerie supérieure vers 1840, 485.
Antiquités romaines découvertes à Sos, 526.
Tombeaux anciens de Cazeaugrand, 532.

